
This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google™ books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

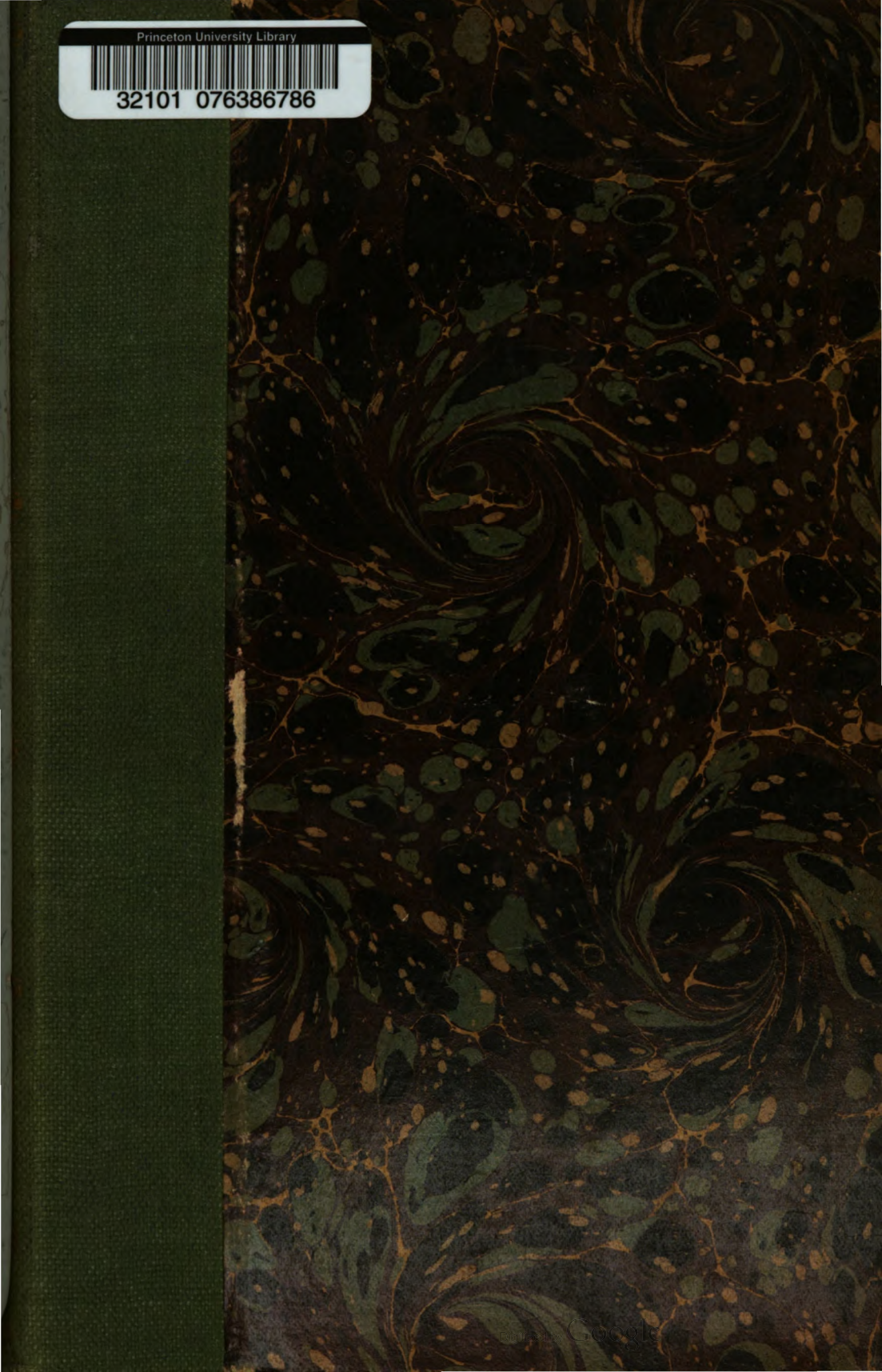
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

Princeton University Library



32101 076386786



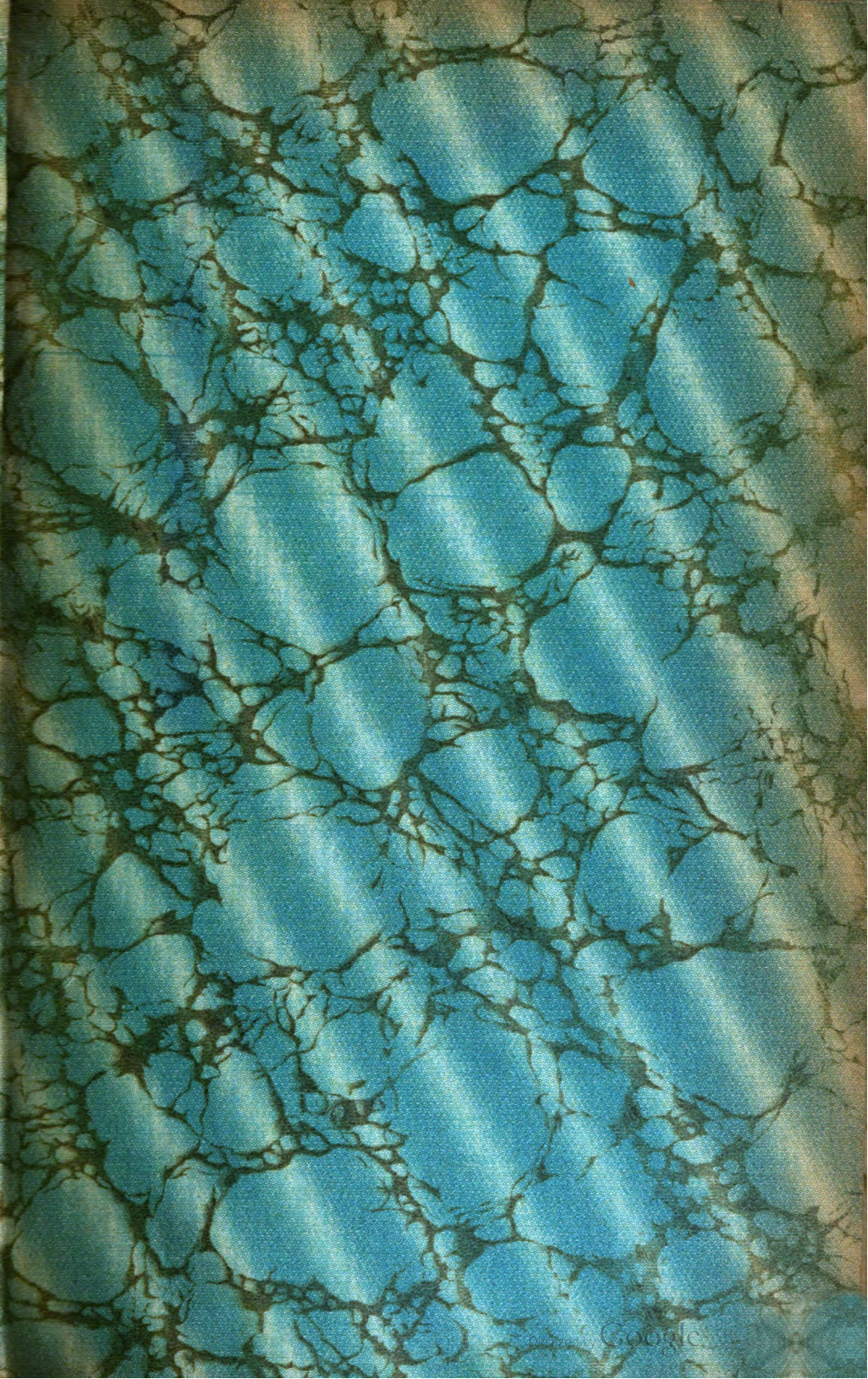
0914
858

v.29

Library of



Princeton University.



BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE

DE LAON.

—
TOME XXIX.
—

(Années 1892-1893-1894.)

LAON

IMPRIMERIE DU *Journal de l'Aisne*, RUE SÉRURIER, 22

—
1895

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE
DE LAON.

1111111111

1111111111

1111111111

1111111111

1111111111

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE

DE LAON.

Pr. 12 vol.

—
TOME XXIX.
—

(Années 1892 - 1893 - 1894.)

UNIVERSITY LIBRARY
PRINCETON, N. J.

LAON

IMPRIMERIE DU *Journal de l'Aisne*, RUE SÉRURIER, 22

—
1895

...
...
...

...

...
...
...

...

...

...

...
...
...

...

...

...

...

...
...
...

...

...
...
...

...

SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE DE LAON.

RAPPORT

SUR

LES TRAVAUX DES ANNÉES

1892-93 ET 94.

MESSIEURS,

Mon sympathique et si distingué prédécesseur dans les fonctions de Secrétaire-Général de notre Société, m'a légué une tâche difficile, après son examen lumineux et complet de notre avant-dernier Bulletin. Je ne tenterai même pas de marcher sur ses traces, j'essaierai simplement de vous donner un aperçu des Travaux de notre Compagnie et des Mémoires communiqués par plusieurs de ses membres, travaux résumés et mémoires insérés dans le XXIX^e Bulletin que j'ai le devoir et l'honneur de signaler à votre attention.

PREMIÈRE PARTIE.

Procès-verbaux des séances.

Ces procès-verbaux embrassent exactement une période de trois années, du 27 novembre 1891 au 30 novembre 1894 ; les deux premières se sont écoulées sous la présidence de M. de Florival dont le départ,

suite d'un avancement bien mérité dans la magistrature, n'en laisse pas moins à chacun de nous un constant regret ; puis M. Combier a bien voulu reprendre à notre tête une place qu'il avait si dignement occupée dans le passé. Ces deux honorables magistrats , l'un président titulaire de l'un des grands sièges du ressort d'Amiens, l'autre président honoraire du tribunal de notre chère cité, ont contribué personnellement pour une large part aux travaux et à l'extension matérielle et morale de notre Société.

Nous n'oublierons pas non plus que la première séance dont les procès-verbaux de ce Bulletin fassent mention, s'est tenue dans cette belle salle, dépendance du nouveau musée, si généreusement mise à notre disposition et luxueusement aménagée par l'Administration municipale. Ainsi nous devons confondre dans notre gratitude les puissants et ardents défenseurs de nos intérêts et les autorités diverses qui ont si largement répondu à leur pressent appel.

Une révolution pacifique s'est accomplie également dans cette première séance du 27 novembre 1891 ; les dames ont été admises en principe à faire partie de notre Académie. Nous regrettons que la noble et brillante recrue que nous avons eu l'honneur d'attirer ainsi parmi nous n'ait pas jusqu'ici provoqué de nouvelles présentations et d'autres gracieuses adhésions. Nous ne sommes pas cependant une école de grammairiens et nous ne nous effrayons pas à l'idée que le genre féminin l'emporte un jour sur le masculin. C'est donc une revanche tardive que nous offrons de grand cœur aux femmes lettrées et même aux femmes savantes de notre région, n'en déplaise à Molière.

M. le marquis de la Tour du Pin, lieutenant-colonel d'état-major en retraite, nous a adressé une étude sur un membre de sa famille, Pierre II de Chambly, qui eut l'insigne honneur de rapporter de Tunis le manteau du roi Saint-Louis dont il avait été pendant trente-huit ans le chambellan.

M. Combier a consacré à la communauté des habitants de Liesse une notice d'où il a tiré quelques détails sur un peintre du nom de Quillet, moine de l'abbaye de Saint-Martin.

Les séances des 29 janvier et 26 février 1892 nous ont valu une intéressante discussion sur l'âge du peintre Antoine Lenain entre MM. Grandin, Souchon et Lobgeois.

M. le chanoine Ply, dans la séance du 25 mars 1892, a enrichi notre Société de plusieurs de ses ouvrages religieux et musicaux.

M. de Florival a écrit sur Louis de Clermont, qui fut évêque de Laon de 1694 à 1721, une notice biographique, et M. Matton a communiqué à ses collègues une étude sur l'instruction secondaire à Guise du 17^e au 19^e siècle.

Un inventaire du mobilier de la cathédrale de Laon, dressé en 1792, a été reproduit par M. Souchon, qui, dans la séance du 17 juin 1892, a bien voulu rendre compte du récent Congrès des Sociétés savantes où il avait lu sa notice sur le Petit Saint-Vincent de Laon.

La première année du Bulletin se termine par la séance du 29 juillet 1892 où la présidence d'honneur est conférée à l'éminent préfet de ce département, M. Lauranceau.

Une étude publiée en 1890 par M. Maurice Prou, de la Bibliothèque Nationale, a fourni à M. Souchon

l'occasion de recherches curieuses sur un fragment d'ardoise trouvé à Foigny.

M. Labouret nous a entretenus dans cette même séance et dans celle du 27 janvier 1893 d'une villa romaine qui a dû exister près d'Athies, au bois d'Ampreville.

M. Souchon a donné lecture le 27 janvier de sa préface pour l'Inventaire des Archives anciennes des communes du canton d'Anizy-le-Château, préface qui a obtenu les honneurs d'une lecture au Congrès des Sociétés savantes.

Une question posée par l'un de nos honorables collègues a provoqué une réponse de M. Souchon ; Philippe 1^{er} ayant été couronné roi à Laon en 1074, après l'avoir été en 1059, il s'agissait d'expliquer ces deux couronnements. Hugues Capet, pour assurer la continuité de son pouvoir, avait eu l'idée de faire couronner son fils dans une réunion de grands assemblés à Orléans. Ses successeurs suivirent son exemple. Le nouveau roi, déjà couronné et sacré, se faisait couronner une seconde fois lorsqu'il montait sur le trône.

M. l'abbé Ply a lu à ses collègues, le 24 mars 1893, l'intéressante biographie d'un laonnois éminent, M^{sr} Péronne, décédé évêque de Beauvais, et M. Labouret a communiqué à la Société le catalogue de la collection du regretté M. Midoux, dont la ville de Laon a fait l'acquisition.

La séance du 23 juin a été consacrée notamment à la lecture d'une étude de M. Harduin de Grosville, sur un triptyque du 16^e siècle se trouvant dans l'église de Boiry-Sainte-Rectrude (Pas-de-Calais) ; d'un travail de M. de Florival sur une charte d'Enguerand III, seigneur de Coucy, datée de 1218, et très

importante pour l'histoire locale. De plus, M. Souchon nous a fait connaître un manuscrit de la Bibliothèque Nationale relatif aux comptes de l'exécution du testament de l'évêque de Laon, Albert de Roye, mort en 1338.

C'est le 11 août 1893 que nous avons reçu officiellement la nouvelle de la démission de M. de Florival. Notre honorable vice-président, M. Ernest Lemaitre, s'est fait à cette occasion l'interprète autorisé des regrets unanimes de notre Société qui a immédiatement voulu rattacher à elle par des liens indestructibles son ancien président, en lui conférant le titre de président honoraire.

Dans la séance du 15 décembre, M. l'abbé Marlier a donné lecture de sa traduction d'un document espagnol du 17^e siècle qui est un certificat de service militaire donné à l'un de ses officiers par le marquis de Monroy, capitaine-général du Cambrésis.

M. Matton, ayant trouvé dans une cave, à Guise, des ferrements qui auraient servi à enchaîner des prisonniers, a émis l'idée que des ferrements analogues pourraient se rencontrer à Laon et proposé à ses collègues l'étude de cette question.

M. Souchon nous a donné, le 9 mars 1894, la primeur d'un Mémoire sur Louis XIII et Anne d'Autriche à Laon (1618-1620-1632) destiné à être lu au Congrès des Sociétés savantes ; et M. Baudemant a fait passer sous nos yeux plusieurs documents dont le plus important, au point de vue local, était une lettre de l'évêque de Laon Garnier, au Souverain-Pontife Innocent III, relative aux propriétés du Chapitre (1247).

Nous avons pour notre part réussi à réunir les preuves des rapports affectueux et prolongés qui ont

existé entre deux grands écrivains, fils de généraux de la Révolution, Victor Hugo et Alexandre Dumas 1^{er} et nous avons soumis ces documents à votre bienveillante attention le 27 avril 1894.

Dans la séance portant la date du 9 novembre suivant, M. Combier nous a fait hommage du premier volume d'un grand travail qu'il a consacré au cahier des Communes aux Etats-Généraux ; puis notre honorable président a donné lecture d'une note dont il est l'auteur sur les Fêtes de la Révolution à Laon en 1793, 1794 et 1796.

Pour éviter des répétitions nous ne vous avons pas entretenus, Messieurs, des études et mémoires qui, relatés dans les procès-verbaux, sont reproduits dans le Bulletin même de notre Société.

Nous y reviendrons en analysant ce Bulletin.

Avant de terminer le compte-rendu de vos séances, signalons pour cette période triennale les dons faits à la Société, qui ne saurait trop les en remercier : 1^o par le Conseil général de l'Aisne d'une subvention annuelle de 200 francs ; 2^o et par les personnes ci-après nommées : M. A. Bouvier, zoologiste ; M. l'abbé Ply ; M. Baudemant, trésorier de la Société ; M. l'abbé Palant, curé de Cilly ; M. l'abbé Charpentier, curé de Fontaine-les-Vervins ; M^{me} Edouard Fleury ; MM. Labouret, l'abbé de Hédouville, curé de Retheuil ; de Bouglon ; Tilorier.

Si l'Académie, pendant les années que nous venons de parcourir, a eu la bonne fortune d'attirer à elle de nouvelles et précieuses adhésions, elle ne saurait oublier la perte cruelle qu'elle a faite en la personne de M. Charles Hidé, l'un de ses membres les plus anciens et les plus distingués, qui, à diverses reprises, fit partie de son bureau. Notre honorable

vice-président, M. Ernest Lemaitre, a prononcé sur la tombe de M. Hidé un discours qui traduisait l'unanimité de nos regrets ; nous lui demandons la permission de le remercier ici d'avoir si éloquemment fait revivre la mémoire d'un collègue aimable qui a puissamment contribué par ses écrits, ses recherches archéologiques et ses travaux historiques et artistiques, au bon renom de notre Société.

SECONDE PARTIE.

Mémoires communiqués.

M. Combier a consacré une longue et complète étude à la charte octroyée ou confirmée en 1233 par le roi Louis IX à la commune de Beaurieux.

Déjà, en 1874, notre honorable président avait présenté à ses collègues cette charte découverte au greffe du Tribunal de Laon, et en avait expliqué l'objet.

Beaurieux, Chaudardes, Cuiry et Craonnelle formaient une confédération à laquelle Philippe-Auguste avait accordé en 1216 une charte de commune ; mais la charte de 1233 n'en fait pas mention et ne semble pas s'y référer. Cette charte de 1233 ayant donné lieu à des différends prolongés entre les communes ci-dessus indiquées et l'abbaye d'Origny-St^e-Benoite dont elles dépendaient, des arbitres nommés de part et d'autre prononcèrent, le 24 novembre 1489, une sentence qui favorisait le couvent plutôt que la commune.

Cette sentence ayant reçu l'approbation du bailli de Vermandois, la commune de Beaurieux en appela au Parlement, qui, par arrêt du 7 septembre 1491,

confirma la décision des arbitres. Le 29 décembre suivant, André Baudry, conseiller au Parlement, arrivait à Beaurieux. Après avoir entendu les explications des parties intéressées et obtenu de Guillaume de Vailly, maire et procureur de la commune, l'engagement d'exécuter l'arrêt du Parlement, il mit trois jours pour retourner à Paris et dressa de ses diverses opérations un procès-verbal dont les archives du greffe de Laon possèdent la copie, à savoir : La charte latine de 1233 en français de 1489 ou 1491, la sentence des arbitres en français, l'arrêt du Parlement en latin et les diverses procurations représentées.

Cette charte traite de la compétence de la justice du Roi, de celle du comte de Roucy, de l'abbaye et de la commune ; de certaines peines et du Jugement de Dieu, du droit de cité, de la propriété et des successions, de la taille, du droit de surveillance de la commune lequel est réservé ; des fours et moulins banaux ; du cens et des rentes, du pâturage, des vins, des franchises de maison, du droit de main-morte et de for-mariage, d'une amnistie, d'une redevance annuelle pour la paix, du droit de milice maintenu au roi ; du droit de l'abbaye d'être défendue par les habitants ; de la garantie des biens communaux, seigneuriaux et des membres de la paix ; enfin des serments exigés de l'abbesse et des habitants.

M. Combier donne à la fois la traduction de cette charte en français du 15^e et du 18^e siècles et son texte latin qui n'est qu'une copie de copie et qui lui a été communiqué par M. Zeller, ancien inspecteur d'Académie à Laon, aujourd'hui recteur à Grenoble.

M. Combier accompagne ces textes de l'interprétation des arbitres et d'un lumineux commentaire qui lui est personnel. C'est là un travail considérable et

qui emprunte une valeur incontestable aux connaissances spéciales et à la science juridique de son auteur.

Après l'étude de M. Combier, digne par son ampleur de former un volume à part, nous retrouvons dans le Bulletin, sous le titre de *Recherches sur Luce de Lancival*, quelques pages qui nous sont personnelles et qui ajoutent de nouveaux détails à la notice d'un de nos anciens collègues, M. le président Grellet, sur Luce de Lancival, né à Saint-Gobain en 1764, mort à Paris en 1810. C'est grâce à la précieuse collection d'autographes dont l'historien de Laon, Devismes, a enrichi la Bibliothèque communale, que nous avons pu réunir les éléments de ce supplément d'informations sur un professeur et un poète que l'oubli semble atteindre aujourd'hui.

M. le président de Florival a consacré à un ouvrage offert à la Société académique par un ancien magistrat, M. Colas de la Noue et qui porte pour titre : *Un ligueur, le comte de La Fère*, une analyse fort intéressante.

Jacques Colas, né vers 1547 à Montélimar, étudia le droit à Valence à l'école du célèbre Cujas, devint recteur de l'Université de cette ville, puis vice-sénéchal de Montélimar ; il se signala par son zèle pour la Ligue et contre les Protestants.

Nommé, après l'assassinat de Henri III, gouverneur de La Fère par le duc de Mayenne, il soutint pendant plus de six mois un siège opiniâtre contre Henri IV et contre le connétable de Montmorency (du 8 novembre 1595 au 16 mai 1596). Le traité de Vervins amena la pacification du pays et Jacques Colas alla mourir à Ostende des blessures qu'il avait

reçues en combattant les Hollandais à côté de l'archiduc Albert.

Le résumé de l'ouvrage de M. de la Noue est si habilement présenté par M. de Florival qu'il s'y trouve tous les éléments d'une biographie mouvementée et attachante.

M. Souchon a puisé dans les archives départementales dont il a la garde, le curieux récit d'un pèlerinage fait à Liesse le 2 juillet 1728 par M^{gr} de la Fare, évêque-duc de Laon et par M. Richer d'Aube, intendant de la généralité de Soissons, en vue de l'heureuse délivrance de la reine de France Marie Leczinska.

Vient ensuite un rapport de M. le président Combier sur le remarquable travail publié, il y a quelque quarante ans, par notre honorable collègue M. Tilorier, sous ce titre : *Le paupérisme* et dont l'auteur a bien voulu faire hommage à la Société académique. Cet opuscule n'a rien perdu dans les circonstances actuelles de l'intérêt qu'il offrait lors de son apparition. La conclusion pratique de M. Tilorier est celle-ci : aux indigents valides, les fermes de bienfaisance comme il en existe en Belgique, sauf à appliquer aux paresseux ou aux débauchés des mesures sévères ; aux invalides, le bénéfice d'une taxe cantonale, la charité privée venant achever l'œuvre de la charité légale.

Mais M. Tilorier n'est pas seulement un économiste, il tente sans efforts l'ascension du Parnasse et il a offert à ses collègues un volume de *Poésies diverses et Mélanges* dont M. Combier nous a rendu un compte aussi impartial qu'humoristique.

Je n'ai pas à revenir sur ces petits poèmes où la gaité gauloise alterne avec une exquise sensibilité. On lit et on relira ces pages gracieuses qui contrastent si heureusement avec la gravité vraie ou feinte de certains poètes contemporains.

M. Souchon, avec l'érudition et l'esprit d'investigation qui le caractérisent, est parvenu à résoudre un petit problème de topographie locale qui se posait bien souvent aux étrangers et, disons-le aussi, à des habitants de Laon.

Il s'agissait de savoir à quelle époque ont été construits ces montants en fer encore visibles à la hauteur du premier étage de la rue des Chenizelles à droite de la descente de cette rue et à quel usage ils pouvaient servir. Ils datent de 1669 et supportaient une galerie ou chemin de ronde en bois probablement mobile et qui a remplacé une galerie de pierres.

M. Combiér nous avait lu, parmi les poésies de M. Tilorier, de spirituelles et aimables souvenirs donnés à plus de cinquante ans de distance aux artistes dramatiques et lyriques de Paris, sous ce titre : *Souvenirs de théâtre*.

L'auteur, mis en verve, nous a déridés tous en nous lisant un conte intitulé : *C'est la foi qui sauve*, justifiant une fois de plus l'opinion accréditée que la Champagne, l'Ile-de-France et la Picardie sont les pays des gais conteurs.

A l'appui de la communication qu'il avait faite dans une de nos séances, M. Baudemant nous a lu le texte et la traduction d'un témoignage rendu au Souverain-Pontife en 1247 par l'évêque de Laon, Garnier, que les hommes de corps font partie des biens de l'église de Laon.

Au commencement de l'année 1891, M. le maire de Reims avait bien voulu, sur la proposition de M. Demaison, archiviste municipal, remettre aux archives départementales de l'Aisne des documents, au nombre de quinze, provenant du fonds de l'abbaye de Saint-Martin de Laon ; vous trouverez dans ce Bulletin, grâce au zèle infatigable du savant archiviste de notre département, l'analyse de ces diverses pièces.

M. Baillet, s'inspirant d'une récente biographie d'Alfred de Musset par Arvède Barine et puisant surtout dans ses nombreuses recherches la matière des plus judicieux rapprochements, a consacré à l'un des plus grands poètes de notre siècle une étude à la fois littéraire et biographique dont vous avez entendu la lecture avec le plus vif intérêt. Notre honorable collègue possède toutes les qualités nécessaires à des résurrections de cette nature : il a l'esprit d'investigation et d'analyse, la passion du vrai, du beau et du bien, l'imagination ardente, et avec cela la méthode qui permet d'utiliser et de régler ces qualités d'ordres divers.

M. Baillet nous donne l'espoir qu'il fera suivre son beau travail sur Alfred de Musset d'une étude sur les poètes de la jeune école, tels que notre compatriote Richepin, Rollinat, Maurice Bouchor, Paul Verlaine ; nous attendons avec impatience le résultat de ces nouvelles lectures qui seront comme le complément naturel des pages si littéraires et si documentées que le souvenir d'Alfred de Musset a su lui inspirer.

Des manuscrits inédits et des correspondances d'Alexandre Dumas père qui sont en notre posses-

sion, nous ont permis de vous faire connaître une scène de la *Jeunesse de Louis XIV*, supprimée à la représentation et de vous renseigner sur une autre pièce de notre illustre compatriote, la *Jeunesse de Louis XV*, qui a dû, pour être acceptée par la censure et accueillie par le Gymnase après le refus du comité du Théâtre Français, changer d'allure et de titre et devenir le *Verrou de la reine*.

M. Combier a analysé sommairement les Rapports de la Commission impériale archéologique de Russie qui s'étendent de l'année 1882 à l'année 1893. Notre honorable président nous a ainsi présenté une remarquable vue d'ensemble sur l'activité des archéologues russes et l'importance de leurs découvertes.

Ces ouvrages, vous le savez, ont été déposés aux archives départementales où les érudits et les artistes peuvent aller les consulter. L'analyse de M. Combier nous en fait connaître les richesses et tout l'intérêt.

L'inventaire de la vaisselle d'or et d'argent que Marie de Luxembourg, duchesse de Vendômois, possédait en 1539 dans son château de La Fère, a été extrait par M. Souchon des archives de la Chambre des Comptes de La Fère. Il nous initie aux mœurs et à l'existence des grands seigneurs de cette époque.

Les aimables et consolantes doctrines de M. Tilorier ont été résumées par lui dans une pièce de vers intitulée *Ma Philosophie*. Souhaitons-lui de se préparer pendant de longues années encore au grand et dernier voyage auquel il se résigne avec une confiance véritablement communicative.

Un pamphlet anarchiste laonnois, comprenant deux volumes manuscrits et dirigé contre certaines

personnes de la société laonnoise de 1764, nous a valu une étude assurément très originale de M. le président Combiér sur la société du 18^e siècle. L'histoire se recommence toujours et l'on est frappé des liens étroits qui existent entre certaines théories du passé et telles autres du temps présent. L'auteur présumé de ce pamphlet, un avocat, M. Fromage de Longueville, a été un précurseur de Proud'hon contre le droit de propriété.

M. Souchon a reproduit dans notre Bulletin la notice qu'il avait lue à la Sorbonne, lors du Congrès des Sociétés savantes, sur l'hôtel du Petit-St-Vincent de Laon, situé actuellement au n^o 1 de la rue Saint-Martin, construit au 16^e siècle et qui fut la maison de ville de l'abbaye de Saint-Vincent. L'érudit archiviste de l'Aisne nous a fait ainsi l'historique de cette maison jusqu'à la fin du 18^e siècle.

Sous ce titre : *Les dépenses d'autrefois*, M. de Florival nous a fait assister pendant six siècles au développement des dépenses de tout genre effectuées à l'Hôtel-Dieu de Soissons (1203 à 1806). Il y a dans cette analyse des archives hospitalières de Soissons, inventoriées par M. Matton, une foule de curieux renseignements et la matière de nombreuses et utiles comparaisons.

Notre savant collègue, M. Matton, commence la publication, dans ce Bulletin, d'un grand travail qu'il a entrepris sur l'histoire de Guise. La première partie s'étend de 1058 à 1203 avec les seigneurs du même nom ; la seconde a pour titre : *Guise sous la famille d'Avesne* et s'arrête en 1244.

Les sceaux de plusieurs de ces seigneurs sont reproduits dans cette monographie qui sera souvent consultée par les chercheurs avec tout l'intérêt dont elle est digne. Il serait à désirer que cet ouvrage magistral ne fût pas exclusivement relégué dans le Bulletin de notre Société, mais qu'il fût l'objet, dès qu'il sera complet, d'une publication spéciale. La renommée de l'auteur et ce que nous connaissons de son travail, lui sont un sûr garant de son succès final.

Il nous resterait à vous entretenir, Messieurs, des Notes de M. Harduin de Grosville sur des Portraits du pastelliste saint-quentinois de Latour, vus en Normandie. Notre honorable collègue nous en avait fait la lecture, il y a quelques années, et nous étions impatients de les retrouver et de les voir figurer dans nos Annales. Cette satisfaction nous est enfin donnée ; mais ces pages artistiques et gracieuses ont été si finement appréciées au passage et si bien mises en valeur dans notre précédent Bulletin par mon distingué prédécesseur, M. Lobgeois, que je n'oserais reprendre la plume après lui.

En résumé, il y a lieu d'espérer que nos correspondants ordinaires et la clientèle fidèle de nos publications, accueilleront avec quelque faveur le nouveau Tome auquel nous avons l'insigne honneur de servir de parrain.

Laon, le 22 juillet 1895.

C. GLINEL.

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE

DE LAON.

ANNÉE 1891.

1^{re} PARTIE

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES.

SÉANCE DU VENDREDI 27 NOVEMBRE 1891.

Présidence de M. DE FLORIVAL, Président.

Sont présents : MM. BAILLET, l'ABBÉ BATON, BAUDERMANT, l'ABBÉ BOUXIN, COMBIER, GILBERT, HARDUIN DE GROSVILLE, LEMAITRE, LOBGEAIS, l'ABBÉ MARLIER, PÉRINNE DE LA CAMPAGNE et SOUCHON.

M. le Président, en l'absence de M. Glinel empêché, donne lecture du procès-verbal de la dernière séance. Il prononce ensuite l'allocution suivante :

« Notre réunion dans cette salle marque une phase nouvelle dans l'existence de notre Société. Elle avait reçu, depuis bien des années déjà, une hospitalité assurément très courtoise dans l'Hôtel de Ville ; mais elle n'était pas chez elle.

« Aujourd'hui, nous prenons possession d'une salle qui sera bien nôtre, où nous pourrons facilement consulter nos livres et faire des recherches jusque-là rendues, en fait, à peu près impossibles. « La conservation des objets intéressants réunis par

« nos prédécesseurs sera également assurée. Nous
 « nous trouverons, en outre, placés dans un milieu
 « essentiellement artistique, et la Société académique
 « qui a créé le premier musée de Laon aura cette
 « satisfaction de voir s'augmenter, dans de belles et
 « vastes salles, les collections dont elle a rassemblé
 « les premiers éléments.

« Vous estimerez donc, Messieurs, que nous devons
 « vivement remercier la municipalité d'avoir ainsi
 « fourni à nos études un emplacement si favorable.
 « Il nous appartient maintenant de continuer ici les
 « traditions de la Société qui, à toutes les époques —
 « il m'est, je crois, permis de le dire — a compté de
 « nombreux et savants travailleurs. Passé oblige !
 « Inspirons-nous donc de l'exemple de nos devan-
 « ciers, suivons-les sur la route qu'ils nous ont
 « frayée, et mettons-nous résolument à l'œuvre ! »

Il est procédé à la nomination du bureau.

MM. Glinel et Grandin sont admis à voter par correspondance.

M. de Florival obtient treize voix pour la présidence ; M. Combier, une voix.

MM. Lemaitre et Lobgeois sont réélus vice-président et secrétaire général par douze et treize voix.

M. Cortilliot ayant donné par lettre sa démission de secrétaire des séances, la Société décide que ces fonctions pourront être cumulées avec celles d'archiviste-bibliothécaire. M. Souchon est alors élu secrétaire des séances et archiviste-bibliothécaire par treize voix.

M. Baudemant est réélu trésorier par treize voix.

On procède ensuite à l'élection de la Commission de lecture.

Après deux tours de scrutin, la Commission se

trouve composée, outre le président, de MM. Baillet, l'abbé Baton, Combier, Lobgeois.

M. Bienaimé Riomet, instituteur à Berlize, est élu, à l'unanimité, membre correspondant de la Société.

M. le Président demande à ses collègues si, le cas échéant, des dames pourraient être admises dans la Société. Après quelques explications de M. Lobgeois, l'affirmative est prononcée. M. de Florival présente alors, de concert avec M. l'abbé Baton, M^{me} la marquise de Saint-Chamans comme membre correspondant.

M. le Président informe la Société que le Conseil général a bien voulu, dans sa séance du 21 août, renouveler la subvention qu'il lui accorde annuellement. Il lit une lettre du président de la Société d'émulation de Roubaix, d'où il ressort que cette Société désirerait être en échange de publications avec les nôtres ; puis une circulaire de M. le Ministre de l'Instruction publique relative à la réunion des Sociétés savantes à Paris, en 1892.

M. l'abbé Palant, curé de Cilly, membre correspondant, exprime par lettre le vœu qu'une analyse des séances de la Société académique paraisse dorénavant dans un journal de Laon. Ce vœu est renvoyé à la Commission qui a été récemment chargée d'une révision des statuts de la Société académique.

On s'occupe aussi de la question de l'ameublement de la nouvelle salle. MM. Baudemant et Gilbert sont chargés de faire pour cela le nécessaire.

M. le Président lit une étude de M. de la Tour du Pin, consacrée à Pierre II de Chambly qui fut chambellan de Louis IX pendant trente-huit ans et rapporta de Tunis le manteau du saint roi défunt.

M. Souchon commence la lecture d'un inventaire

de la vaisselle d'or et d'argent de Marie de Luxembourg, comtesse de La Fère (1539).

M. Combiér donne à ses collègues quelques détails sur un peintre dont le Musée possède une toile et sur lequel on n'avait aucun renseignement ; ces détails sont tirés de la notice de M. Combiér sur la communauté des habitants de Liesse (p. 76 et 77). Ce peintre, du nom de Quillet, était un moine de l'abbaye de Saint-Martin qui fut chargé en 1704 de peindre une Assomption pour l'église de Marchais. Quillet aurait aussi travaillé au château de Marchais.

La séance est levée à dix heures.

SÉANCE DU 29 JANVIER 1892.

Présidence de M. DE FLORIVAL, Président.

Sont présents : MM. COMBIÉR, GILBERT, GLINEL, GRANDIN, LEMAITRE, LOBGEAIS, MATTON et SOUCHON.

M. le Président commence par rendre hommage à mémoire d'un membre titulaire de la Société, décédé récemment, M. Dufrenoy.

Il présente à ses collègues les divers ouvrages reçus depuis la dernière séance et signale particulièrement les Annales de la Société historique de Château-Thierry pour 1890 où l'on remarque plusieurs mémoires historiques ou archéologiques intéressants pour notre département.

Il lit une circulaire de M. le directeur des Beaux-Arts informant la Société académique que le Congrès des Sociétés des beaux-arts des départements aura lieu en même temps que le Congrès des Sociétés savantes, c'est-à-dire en juin 1892.

L'ordre du jour appelle le vote sur l'admission comme membre correspondant de la Société de **M^{me}** la marquise de Saint-Chamans.

M^{me} de Saint-Chamans est élue à l'unanimité.

M. le Président et **M.** l'abbé Baton présentent comme membre titulaire **M.** le chanoine Ply, curé de Saint-Martin.

M. le Président et **M.** Souchon présentent comme membre correspondant **M.** le comte de Montesquiou.

Il est donné lecture d'une lettre du secrétaire de l'Académie des Sciences et Lettres de Montpellier, de laquelle il résulte que plusieurs volumes du Bulletin, entre autres les tomes 24 à 26 ne sont pas parvenus à cette Société.

M. le Président termine l'étude de **M.** de la Tour du Pin sur Pierre II de Chambly.

M. Matton lit une notice sur les institutions municipales et militaires de la ville de Guise.

M. Grandin présente quelques observations sur les dates qui ont été inscrites sur l'un des cartouches qui décorent la façade du nouveau musée, celui qui est consacré aux frères Le Nain. Il lui paraît impossible d'admettre la date de 1558 pour la naissance de l'ainé des Le Nain, Antoine. En effet, ses deux frères sont nés, Louis en 1593, Mathieu en 1607. Comment supposer une telle différence entre l'ainé et les puînés ? De plus, si Antoine était né en 1558, il serait mort à 90 ans, et il aurait composé ses tableaux dans les vingt dernières années de sa vie. Champfleury, d'ailleurs, dans une lettre adressée le 3 avril 1865 à **M.** Ed. Houssaye (lettre qui est postérieure à son Essai sur les frères Le Nain), donne bien la date de 1588.

M. Grandin propose donc à ses collègues une

modification de l'inscription placée au musée. La Société, tout en admettant en principe les conclusions de M. Grandin, arrête qu'une décision ferme sera prise dans la prochaine séance.

La séance est levée à neuf heures et demie.

SÉANCE DU 26 FÉVRIER 1892.

Présidence de M. DE FLORIVAL, Président.

Sont présents : MM. BAUDEMANT, l'ABBÉ BOUXIN, GRANDIN, LOBGEAIS, l'ABBÉ MARLIER, MATTON et SOUCHON.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Président rend compte des publications reçues depuis la dernière séance.

Il est procédé à trois élections : MM. le chanoine Ply et Lefebvre sont élus à l'unanimité membres titulaires de la Société ; M. le comte de Montesquiou est élu, également à l'unanimité, membre correspondant.

M. Matton lit une note sur les messagers de Guise, et commence la lecture d'une autre note relative aux établissements hospitaliers de la même ville.

M. Souchon annonce qu'il a étudié de près la question de la date de naissance d'Antoine Le Nain ; ses conclusions tendent à rejeter la date de 1558, et à adopter celle de 1588.

M. Lobgeois donne quelques détails sur les propriétés des membres de la famille Le Nain, tirés de l'Inventaire des Archives départementales de l'Aisne ; il exprime le vœu que cette question des frères Le Nain, si intéressante pour des Laonnois, soit sérieusement approfondie.

La séance est levée à neuf heures et demie.

SÉANCE DU 25 MARS 1892.

Présidence de M. DE FLORIVAL.

Sont présents : MM. BAUDEMANT, l'ABBÉ BOUXIN, COMBIER, HARDUIN DE GROSVILLE, LOBGEAIS, l'ABBÉ MARLIER, MATTON, l'ABBÉ PLY et SOUCHON.

M. le Président présente à la Société les ouvrages reçus depuis la dernière séance. Il mentionne en particulier les Bulletins de la Société des Antiquaires de France et de la Société d'anthropologie de Paris qui contiennent deux mémoires de M. Vauvillé (de Pommiers) ; le premier de ces mémoires est relatif à « plusieurs enceintes antiques du département de l'Aisne » ; le second traite d'un « atelier quaternaire de taille de grès, à Presles-et-Boves, canton de Braine. »

M. le Président dépose également sur le bureau un volume gracieusement offert à la Société par son auteur, M. A. Bouvier, zoologiste, membre de plusieurs Sociétés savantes. Cet ouvrage est une étude générale des mammifères de la France, considérés au point de vue utilitaire. L'auteur passe successivement en revue les différentes espèces d'animaux que l'on rencontre en France, chéiroptères, carnivores, insectivores, rongeurs, etc. Il décrit leurs caractères principaux, présente leur histoire sommaire et insiste surtout sur le parti qu'on peut tirer de ces animaux, au point de vue alimentaire, agricole, industriel. Ce livre est intéressant et peut être lu avec fruit par le grand public et par les enfants des écoles. Il a été écrit d'après une méthode vraiment scientifique, et il se termine par cinq tables très détaillées qui permettent au lecteur de chercher et de trouver rapidement ce qu'il désire.

M. le Président est heureux d'apprendre à ses collègues que la Société académique de Laon sera représentée cette année au Congrès des Sociétés savantes, à la Sorbonne, par M. Souchon, secrétaire-archiviste de la Société. M. Souchon lira une étude sur le Petit St-Vincent qu'il a déjà communiquée, il y a un an environ, en séance de la Société, et qu'il a modifiée et complétée depuis. M. le Président ne doute pas que la Société n'accueille avec sympathie ce nouveau travail qui va être incessamment envoyé à Paris, selon les instructions de M. le Ministre de l'Instruction publique.

M. Baudemant présente à la Société, de la part de M^e Black, avoué à Laon, un lambeau de vêtement ayant appartenu à Henri de Roye, de la Rochefoucauld, vidame de Laon, comte de Roucy, tué au siège de Mouzon (1653).

M. l'abbé Ply fait hommage à la Société de plusieurs ouvrages dont il est l'auteur ; il présente d'abord deux morceaux de chant (un Magnificat et un chœur intitulé la Vierge et les Mages), puis une étude musicale intéressante « la facture moderne étudiée à l'orgue de St-Eustache », enfin plusieurs opuscules religieux. M. le Président présente à M. le curé de St-Martin tous les remerciements de la Société.

La séance est levée à neuf heures et demie.

SÉANCE DU 13 MAI 1892.

Présidence de M. DE FLORIVAL, Président.

Sont présents : MM. BAUDEMANT, COMBIER, GLINEL, HARDUIN DE GROSVILLE, LEMAITRE, MATTON et SOUCHON.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le chanoine Ply s'excuse par lettre de ne pouvoir assister à la séance de ce soir.

M. le Président rend compte des différents ouvrages qui ont été adressés à la Société depuis la dernière séance ; il signale en particulier dans les Mémoires de la Société d'agriculture, sciences et belles-lettres de Douai un compte-rendu du Congrès archéologique qui a été tenu à Soissons et à Laon en 1887.

M. le Président donne lecture : 1^o d'une circulaire de M. le Ministre de l'Instruction publique relative au Congrès des Sociétés savantes en 1892 ; 2^o d'une lettre de M. le Président de la Société française d'archéologie invitant la Société académique de Laon à se faire représenter au Congrès archéologique qui se tiendra cette année du 22 au 30 juin à Orléans ; 3^o d'une lettre de la Société numismatique annonçant que cette Société se voit dans la nécessité de suspendre l'échange de ses publications avec notre Société académique ; 4^o d'une lettre du Directeur de la Revue d'Alsace qui demande à la Société académique de Laon de s'inscrire au nombre des souscripteurs de cette Revue ; 5^o d'une lettre de M. Lefèvre, administrateur des Hospices ; M. Lefèvre informe la Société que des fouilles pratiquées à Remies dans des terrains appartenant aux Hospices, ont amené la découverte d'antiquités que la Commission a l'intention d'offrir au Musée.

Le Trésorier expose l'état de la caisse de la Société au 1^{er} mai 1892 : pendant l'année 1891-92, les recettes ont atteint le chiffre de 893 fr. 35 ; Les dépenses celui de 651 fr. 55 ; ce qui fait un boni de

241 fr. 80 ; cet excédent, joint aux 1,784 fr. 95 qui se trouvaient en caisse au 1^{er} juin 1891, donne la somme de 2,026 fr. 75 qui se trouve en caisse au 1^{er} mai 1892.

M. le Président commence la lecture d'une notice biographique qu'il a consacrée à Louis de Clermont, qui fut évêque de Laon de 1694 à 1721 ; M. le Président fait passer sous les yeux de ses collègues un sceau de cet évêque, et son portrait photographié sur l'original qui se trouve à l'Hôpital de Laon. M. Matton rappelle qu'il y a au Musée des Archives départementales un fragment de bouteille sur lequel sont gravées les armes de Louis de Clermont. M. Harduin de Grosville fait observer qu'un petit portrait du même prélat peut se voir au château de Glisolles dans l'Eure ; Louis de Clermont figure avec tous les personnages illustres de sa famille dans un grand tableau qui représente une sorte de synode.

M. Glinel lit une étude sur une pièce d'Alexandre Dumas, la Jeunesse de Louis XIV dont il fait l'historique ; M. Glinel communique à ses collègues le manuscrit du 3^{me} acte et leur donne lecture d'une scène entre Mazarin et le prince de Galles, qui fut plus tard le roi Charles II ; cette scène, extrêmement curieuse, a été supprimée à la représentation.

M. Matton communique une étude sur l'instruction secondaire à Guise du XVII^{me} au XIX^{me} siècle.

La séance est levée à dix heures.

SÉANCE DU 17 JUIN 1892.

Présidence de M. DE FLORIVAL, Président.

Sont présents : MM. BAILLET, BAUDEMANT, COMBIER, GLINEL, LOBGEAIS, l'ABBÉ MARLIER, SOUCHON.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. Harduin de Grosville s'excuse par lettre de ne pouvoir assister à la séance de ce soir.

M. le Président fait passer sous les yeux de ses collègues les divers ouvrages que la Société a reçus ce mois-ci : il signale dans le Bulletin de la Société d'émulation d'Abbeville de 1890 deux lettres de Jean d'Estrées, seigneur de Cœuvres, grand-maître de l'artillerie de France ; ces deux lettres sont d'août et de septembre 1562.

M. Baudemant offre à la Société une courte histoire de la ville de Laon de M. Eug. Paringault. M. Combiere rappelle à cette occasion qu'il existe au Tribunal de Laon une collection de manuscrits curieux et intéressants légués par le même M. Paringault.

M. le Président et M. Baudemant présentent comme membre titulaire de la Société académique M. Labouret, artiste peintre à Laon.

M. le Président présente à ses collègues une douzaine de vases gallo-romains qui viennent d'être donnés au Musée par l'Administration des Hospices. Les vases ont été trouvés à Remies, à cinq cents mètres du village, à mi-côte, près d'une ancienne voie romaine ; les fouilles ont été pratiquées sur l'emplacement d'un ancien cimetière, car on a retrouvé plusieurs tombes ; ces tombes n'étaient pas monolithes, mais composées de moellons réunis par du ciment désagrégé par l'action du temps.

M. le Président termine sa biographie de Louis de Clermont.

M. Souchon donne lecture d'un inventaire du mobilier de la Cathédrale de Laon dressé en 1792. Cet inventaire rédigé par une main peu expérimentée

n'en contient pas moins de curieux détails sur un certain nombre d'objets précieux (vases sacrés, reliquaires, etc.) qui furent vendus nationalement deux ans après.

Le même membre, sur l'invitation de M. le Président, donne quelques détails sur le Congrès des Sociétés savantes auquel il a récemment assisté, dans la section d'archéologie. Plusieurs communications intéressantes ont été faites par des membres des Sociétés voisines ; c'est ainsi que M. Pilloy, de la Société académique de Saint-Quentin, a traité des plaques ajourées carolingiennes au type du dragon tourmentant le damné ; MM. Jadart et Demaison, de l'Académie nationale de Reims, ont parlé, le premier d'une mosaïque du XII^me siècle conservée au Musée de Reims, et représentant le sacrifice d'Abraham, le second d'un manuscrit du XII^me siècle contenant une description de la ville de Reims. Le bureau de la section d'archéologie a bien voulu faire bon accueil à la communication de M. Souchon, et a témoigné sa satisfaction de voir la Société académique de Laon reprendre ses anciennes et laborieuses traditions.

La séance est levée à neuf heures et demie.

SÉANCE DU 1^{er} JUILLET 1892.

Présidence de M. DE FLORIVAL, Président.

Sont présents : MM. BAUDEMANT, COMBIER, GLINEL, HARDUIN DE GROSVILLE, LOBGEAIS et l'ABBÉ MARLIER.

MM. Baillet et Périnne de la Campagne expriment par lettre leurs regrets de ne pouvoir assister à la séance.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Président donne communication des nombreux bulletins, mémoires, ouvrages divers envoyés à la Société.

M. l'abbé Palant, curé de Cilly, a bien voulu offrir tant en son nom qu'en celui de M. l'abbé Charpentier, curé de Fontaine-lès-Vervins, les monographies suivantes qu'ils ont écrites soit séparément, soit en collaboration :

1° Monographie de Marle (extrait du Bulletin de la Société de géographie de l'Aisne) ;

2° Sainte-Anstrude, abbesse du monastère de N.-D. de Laon (634-88) ;

3° Testament d'un curé de Bernot au XIII^e siècle ;

4° Saint-Gobert du Laonnois ou de Thiérache ;

5° Saint-Canoëld, 6^e évêque de Laon, élu en 625 et mort en 638 ou 640 ;

6° Saint-Baudoin, diacre et martyr de l'Église de Laon.

La Société a encore reçu :

1° Le Bulletin de la Société d'agriculture du Cher, Tome 25, n° 7 ;

2° Le Bulletin des Antiquaires de Picardie (4^e Trimestre 1891) ;

3° Le Bulletin de la Société archéologique de Soissons, dans lequel nous trouvons le compte-rendu de l'Exposition de dessins et de gravures, œuvre personnelle de M. Midoux, ouverte à Laon le 2 juillet 1888, sous la présidence de M. Cortilliot (Tome XIX, 2^e série, année 1888) ;

4° Les Mémoires de l'Académie d'Arras, 2^e série, Tome XXII ;

5° Les Mémoires de la Société de Bar-le-Duc, 2^e série, Tome X ;

6° Le Recueil des travaux de la Société d'agriculture de l'Eure, 4^e série, Tome VII ;

7° Le Bulletin du Comité des travaux historiques et scientifiques, 1891, n° 2 ;

8° Les Annales de l'Académie de Mâcon, 2^e série, Tome VIII ;

9° Les Mémoires de la Société Smithsonienne ;

10° La Revue de la Société des Etudes historiques (année 1891), dans laquelle il convient de signaler l'analyse par M. Tournier de la monographie par M. de Florival, de Jean d'Estrées, évêque de Laon (1684-1694) et publiée dans le Tome XXVII du Bulletin de la Société académique de Laon.

M. le Président communique le programme du soixante-septième concours de poésie et d'histoire locale ouvert par la Société académique de Saint-Quentin pour l'année 1892.

Il est ensuite procédé au vote sur l'admission comme membre titulaire de la Société de M. Labouret fils, peintre à Laon, présenté à la dernière séance par MM. de Florival et Baudemant. M. Georges Labouret est élu à l'unanimité des membres présents.

M. Glinel donne communication d'une comédie inédite d'Alexandre Dumas père qui a pour titre la Jeunesse de Louis XV, et il en lit quelques passages. Notre honorable collègue, qui poursuit avec ardeur ses études sur l'œuvre d'Alexandre Dumas, nous apprend qu'il a acquis ce manuscrit original de la pièce en cinq actes à la vente de M. Moreau-Chaslon, faite par M. Thuel, commissaire-priseur à Paris, assisté de M. Jules Martin, expert, à la date du 11 avril 1892. Ce manuscrit porte cette mention de la main de M. Alexandre Dumas fils :

« J'ai offert avec grand plaisir à M. Moreau-Chaslon

ce manuscrit de mon père comme un souvenir affectueux et durable de nos bonnes relations ».

Signé : A. DUMAS, 15 octobre 1877.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance a été levée à dix heures.

SÉANCE DU 29 JUILLET 1892.

Présidence de M. DE FLORIVAL, Président.

Sont présents : MM. BAUDEMANT, COMBIER, GLINEL, LABOURET, LEFÈVRE, LOBGEAIS, SOUCHON.

M. Frédéric Baudemant, membre correspondant, assiste à la séance.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Président communique à ses collègues les ouvrages reçus depuis la dernière séance. Il signale en particulier les *Mémoires de la Société académique de Boulogne-sur-Mer* où se trouve publiée une charte du 24 juillet 1132 par laquelle Milon, évêque des Morins, soumet l'Église de Licques à l'abbaye de Saint-Martin de Laon. M. Souchon fait observer à ce sujet, que cette charte a été publiée d'après une copie du fonds Moreau à la Bibliothèque nationale, mais que l'original se trouve aux Archives départementales de l'Aisne ; — la *Revue des Études grecques* où l'on remarque un article de M. Gustave Schlumberger sur les amulettes byzantins anciens ; — les *Mémoires de l'Académie nationale de Reims* qui contiennent une bibliographie monumentale du canton d'Ay ; dans cette bibliographie figure une note de M. Menu, libraire à Paris, sur un atelier typogra-

phique établi en 1622 par l'abbesse Jeanne de Beauvilliers dans l'abbaye d'Avenay.

M. le Président fait connaître qu'à la suite d'une démarche qu'il a faite auprès de M. le Préfet de l'Aisne, celui-ci a consenti très-volontiers à accepter la Présidence d'honneur de la Société.

M. le Président lit une notice sur Jacques Colas, comte de la Fère, qui a été gracieusement offerte à la Société académique par son auteur, M. Colas de la Noue, d'Angers.

M. Menu, membre correspondant, écrit une lettre à la Société pour lui signaler des fouilles qui sont pratiquées en ce moment sur l'emplacement d'un ancien cimetière, entre les communes de Crécy et de Chalandry.

MM. de Florival, Souchon et de Trétaigne présentent comme membre correspondant M. Monbrun, propriétaire à Laverigny.

M. Souchon lit une courte notice sur un fragment d'ardoise du moyen-âge trouvé à Foigny il y a quelques années ; il a découvert un texte important qui lui permet d'appuyer la conjecture que M. Prou avait mise en avant dans l'étude qu'il a publiée en 1890 dans la Bibliothèque de l'École des Chartes sur ce même fragment d'ardoise.

M. Labouret annonce à ses collègues qu'une dame de Vaux, M^{me} Rolin-Sarrazin, a manifesté devant lui l'intention de léguer au musée de Laon quatre gravures de Drevet et d'Audran, des chandeliers anciens et une croix de Saint-Louis.

Le même membre fait observer qu'on a mis dernièrement à jour de nombreux débris romains aux environs de Laon, à cinq cents mètres d'Athies, à droite du chemin qui conduit à Puisieux, au lieu dit

le bois d'Ampreville ; divers indices pourraient faire supposer qu'on est en présence d'une ancienne villa romaine. M. Labouret se propose de surveiller les découvertes qui pourraient être faites en cet endroit.

La Société remercie M. Labouret de sa communication et le charge de négocier avec les propriétaires des terrains ; au cas qu'il soit mis au jour des objets intéressants, la Société ferait un sacrifice pécuniaire pour s'en assurer la propriété.

La séance est levée à dix heures.

SEANCE DU 18 NOVEMBRE 1892.

Présidence de M. DE FLORIVAL.

Sont présents : MM. BAUDEMANT, l'ABBÉ BOUXIN, BRISMONTIER, CANON, COMBIER, ERMANT, GILBERT, LABOURET, LEMAITRE, MATTON, l'ABBÉ PLY et SOUCHON.

M. BAILLET s'excuse par lettre de ne pouvoir assister à la séance.

Il est procédé tout de suite à la nomination du bureau.

M. de Florival est élu président par onze voix contre une à M. Combier ; M. Lemaître est élu vice-président par dix voix ; MM. Lobgeois, Souchon et Baudemant sont élus secrétaire général, secrétaire des séances et bibliothécaire-archiviste, et trésorier par onze voix.

MM. l'abbé Baton, Baillet, Combier et Lobgeois sont élus membres de la Commission de lecture.

Cette série de scrutins se termine par le vote sur l'admission comme membre correspondant de M. Monbrun qui a été présenté dans la dernière séance. M. Monbrun est élu, à l'unanimité, membre correspondant de la Société Académique.

M. le Président rappelle à ses collègues que le Conseil général, dans sa séance du 26 août dernier, a bien voulu, sur la proposition de M. le Préfet, renouveler en faveur de la Société académique la subvention de deux cents francs qu'il lui accorde annuellement ; M. le Président a transmis à M. le Préfet les remerciements de la Société.

Le Comité d'organisation de l'exposition de Chicago invite la Société académique à participer à cette exposition en y envoyant ses publications ; plusieurs membres ayant fait observer que cette participation entraînerait la Société dans d'assez fortes dépenses, il est décidé qu'on s'abstiendra.

M. le Président lit deux circulaires de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts d'où il ressort que le Congrès annuel des Sociétés savantes et la session ordinaire des Sociétés des Beaux-Arts des départements se tiendront à la Sorbonne, le 4 avril 1893. Les communications devront être envoyées avant le 1^{er} février, terme de rigueur.

La Société d'agriculture, sciences et arts de Rochechouart demande à échanger ses publications avec celles de la Société académique ; M. le Président fait observer que le prochain Bulletin doit être tiré à trois cents exemplaires ; dès lors, il n'y a aucun inconvénient à augmenter le nombre des Sociétés avec lesquelles la Société académique entretient de courtoises relations.

M. le Président présente à ses collègues les volumes et brochures reçus depuis la dernière séance ; il signale en particulier le Bulletin historique et philologique du Comité des travaux historiques et scientifiques dans lequel M. Bougenot, archiviste-paléographe, a publié une notice intéressante sur un

certain nombre de manuscrits français qui sont conservés à la bibliothèque impériale de Vienne ; un de ces manuscrits contient une relation du chroniqueur Jean de Waurain, consacrée au siège de Guise qui eut lieu en 1424 ; cette relation complète heureusement sur certains points le récit qu'a fait du même siège le chroniqueur Monstrelet ; à ce sujet, M. Souchon fait observer qu'il y a au cabinet des estampes du musée de Berlin un superbe manuscrit du XIV^e siècle très intéressant au point de vue de l'histoire locale ; c'est la « Vie de sainte Benoite en images et cérémonial de l'abbaye de Sainte-Benoite d'Origny au diocèse de Laon » ; ce manuscrit paraît être plus exact et plus luxueusement exécuté qu'un manuscrit analogue de la bibliothèque de Saint-Quentin ; M. Durrieu l'a examiné et décrit en détails dans un article qui a paru dans la Bibliothèque de l'Ecole des Chartes (premier trimestre de 1892) ; — le Bulletin de la Société des sciences et arts de Valenciennes où un article est consacré aux artistes de l'arrondissement de Valenciennes ayant exposé au Salon de 1892 ; M. de Florival fait observer qu'un article analogue ne serait pas un hors-d'œuvre dans le Bulletin de la Société académique ; il ne serait question naturellement que des artistes vivants, nés dans l'arrondissement de Laon.

M. Matton commence la lecture d'une notice sur Guise sous les seigneurs du même nom.

La séance est levée à dix heures.

SÉANCE DU 27 JANVIER 1893.

Présidence de M. LOBGEAIS, Secrétaire-général.

Sont présents : MM. l'ABBÉ BOUXIN, COMBIER, COURTOIS, LABOURET, l'ABBÉ PLY et SOUCHON.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

MM. BAILLET et GLINEL s'excusent par lettre de ne pouvoir assister à la séance.

M. l'abbé Ply annonce son intention de doter la bibliothèque de la Société académique d'un ouvrage de M. Poissonnier, relatif à Origny-Sainte-Benoite.

M. le Président fait passer sous les yeux de ses collègues les volumes et brochures reçus depuis la dernière séance ; il signale en particulier dans les mémoires de la Société d'agriculture de l'Aube un article consacré à Eude, comte de Blois, de Tours, de Chartres, de Troyes et de Meaux ; cet article se termine par une étude sur les monnaies d'Eude ; parmi ces monnaies, une au moins aurait été imitée d'une monnaie d'un évêque de Laon, Aubron, qui vécut au IX^e et X^e siècles.

M. Souchon donne lecture d'une préface qu'il a écrite pour l'Inventaire des Archives anciennes des communes du canton d'Anizy-le-Château, inventaire qui paraîtra bientôt. Cette préface est destinée à être envoyée, si la Société l'en juge digne, au prochain Congrès des Sociétés savantes. Les membres présents approuvent chaleureusement, et M. le Président estime que le travail de M. Souchon, lu en Sorbonne, fera honneur à la Société académique.

M. Labouret entretient ses collègues des fouilles qu'il a pratiquées le 23 décembre au lieu dit le Bois d'Ampeville, près Athies ; tout lui fait supposer

qu'il y avait en cet endroit une villa romaine dont on ne saurait préciser l'importance. M. Labouret ajoute qu'il a exploré aussi un terrain lieudit la Lézarde, au sud-est de l'Hippodrome de Laon ; il y a découvert un grand nombre de débris de poterie et il est d'avis qu'une tuilerie a dû exister là ; à côté de la tuilerie, se trouvaient certainement des habitations. De plus, il a remarqué les traces d'une chaussée ; cette chaussée semble se diriger vers Laverigny ; elle se raccordait peut-être à la grande voie romaine passant à Veslud, Athies et Chambry.

M. l'abbé Bouxin demande à poser une question à ses collègues. Il a découvert dans un cartulaire dit de Jacques de Troyes deux actes de Philippe I^{er} et de Louis VI en faveur de l'église de Laon. De ces deux actes, il ressort que Philippe I^{er} a été couronné à Laon en 1071. Ce roi ayant déjà été couronné en 1039, à l'âge de sept ans, M. l'abbé Bouxin ne s'explique pas ce nouveau couronnement. M. Souchon prend l'engagement d'étudier cette intéressante question.

La séance est levée à dix heures.

SÉANCE DU 24 FÉVRIER 1893.

Présidence de M. DE FLORIVAL.

Sont présents : MM. l'abbé BOUXIN, COURTOIS, GLINEL, LABOURET, l'abbé PLY et SOUCHON.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Président annonce à ses collègues que M. Lobgeois n'a pu terminer son rapport général sur les travaux de la Société, et que par suite, il se trouve dans l'impossibilité de le lire à la séance d'aujourd'hui.

La Société a reçu une lettre de faire part de la mort de M. Barbey, ancien notaire, président de la Société archéologique de Château-Thierry. M. le président rend hommage en quelques mots à la mémoire de ce savant.

M. le Président fait passer sous les yeux de ses collègues les volumes et brochures reçus depuis la dernière séance ; il signale en particulier le Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques et scientifiques : celui de 1891 contient deux intéressantes communications, une de M. Pilloy dont le titre est : La question franque au Congrès de Charleroy (Belgique) et une autre de M. Eck sur le cimetière mérovingien de Templeux-la-Fosse ; dans celui de 1892, a été insérée la communication faite par M. Souchon au Congrès des Sociétés savantes en juin 1892. Le Bulletin historique et philologique du même Comité renferme une étude de M. Jadart, bibliothécaire de la bibliothèque de Reims ; cette étude est consacrée à l'état du chapitre de Reims au moment du sacre de Charles VII.

M. le Président annonce à ses collègues que plusieurs chapiteaux provenant du château de Présles et dont M. Morel (de Lierval) avait fait don à la Société académique ont été transportés au musée, dans la chapelle des Templiers.

M. de Florival, en l'absence de M. Baudemant, annonce que M^{me} Fleury a fait don à la Société du buste de M. Edouard Fleury ; ce buste occupera une place digne de lui dans la salle des séances.

M. Souchon annonce qu'il est en mesure de répondre à la question qui a été posée dans la dernière séance par M. l'abbé Bouxin ; seulement il demande à l'assemblée la permission de faire une ré-

ponse assez longue ; la permission accordée, M. Souchon s'exprime en ces termes :

« Jusqu'à une époque relativement récente, on
« connaissait très mal l'histoire des derniers Caro-
« vingiens et des premiers Capétiens. Depuis une
« vingtaine d'années, cette période a été conscien-
« cieusement étudiée en France et en Allemagne (1),
« et pour en expliquer les phases principales, on
« a imaginé des théories nouvelles que nous résu-
« merons ici.

« Il faut tout d'abord renoncer à la vieille légende
« qui voulait établir une analogie frappante entre la
« chute des derniers Mérovingiens et la fin de la
« dynastie Carolingienne. Il est prouvé aujourd'hui
« que ni Charles le Simple, ni Louis d'Outremer, ni
« Lotaire, ni même Louis V, n'ont été des rois
« fainéants. Ils ont montré les uns et les autres un
« courage, une persévérance qui, en toute autre
« occasion, leur eussent assuré le succès. Mais leurs
« efforts devaient demeurer stériles : les rois Caro-
« lingiens, leurs prédécesseurs, avaient commis des
« fautes dont le poids les écrasait. La plus grave de
« ces fautes consiste dans la politique des succes-
« seurs de Charlemagne vis-à-vis de la féodalité. Ils
« ne pouvaient certainement pas empêcher la forma-
« tion de cette féodalité, mais ils auraient dû tenter
« de s'y faire une place, et conserver à tout prix
« sous leur autorité une grande circonscription terri-
« toriale ; c'eût été là une base solide sur laquelle ils

(1) Cf. A. Luchaire, *Histoire des institutions monarchiques de la France sous les premiers Capétiens* (Paris, 1891, 2 vol. in 8°) et Carl von Kalckstein, *Geschichte des Französischen Königthums unter den ersten Capetingern* (Leipzig, 1877, in-8°).

« se seraient appuyés pour reconquérir tout ce qu'ils
 « avaient perdu. Loin de là, ils ne firent pour ainsi
 « dire qu'émietter leur domaine. Dès lors, n'ayant
 « plus ni terres, ni vassaux, ils furent emportés par
 « le torrent féodal.

« En face de ces princes sans puissance, si l'on
 « place leurs adversaires, les Robertiens, on constate
 « que ceux-ci possédaient tout ce qui manquait aux
 « autres. Dès la fin du IX^e siècle, Robert le Fort, le
 « fondateur de la dynastie capétienne, était un des
 « plus grands propriétaires fonciers qu'on pût trouver
 « entre Seine et Loire. Ses deux fils, Eude et Robert,
 « tous deux vaillants guerriers, surent conserver et
 « augmenter l'héritage de leur père. Hugue le Grand
 « eut l'habileté de se faire donner par Charles le
 « Simple le titre de duc des Francs, titre assez vague,
 « mais par cela même très précieux et qui faisait de
 « celui qui en était revêtu le second personnage du
 « royaume. Enfin Hugue Capet, digne héritier de son
 « père, Hugue le Grand, était doué au plus haut
 « point des qualités nécessaires à un fondateur de
 « dynastie, l'énergie, la souplesse et l'astuce. Malgré
 « les efforts de Louis d'Outremer et de Lothaire, la
 « royauté appartenait en fait, à la fin du X^e siècle,
 « au duc des Francs.

« Néanmoins le changement de dynastie ne se
 « serait peut-être pas opéré en faveur des Robertiens,
 « s'ils n'avaient eu pour eux la plus grande force de
 « l'époque, l'Église. Si les grands seigneurs laïcs
 « avaient considéré leur seul intérêt, ils se seraient
 « bien gardés de secouer le joug des Carolingiens
 « pour se courber sous des maîtres infiniment plus
 « puissants. Mais le clergé avait des vues différentes.
 « D'abord il lui fallait un bras vigoureux pour le

« défendre contre ses ennemis. Puis on pouvait es-
 « pérer qu'un roi grand propriétaire enrichirait les
 « évêchés et les abbayes. Mais surtout l'Église vou-
 « lait un roi parce que, fermement attachée au prin-
 « cipe d'unité et de centralisation, elle avait gardé
 « intacte la tradition romaine et ecclésiastique. Elle
 « était dirigée à ce moment par deux hommes d'in-
 « telligence et d'action, Adalbéron, archevêque de
 « Reims, et Gerbert, son secrétaire et son conseiller.
 « Les circonstances étaient on ne peut plus favo-
 « rables, et ils n'eurent aucune peine à faire donner
 « dans l'assemblée de Senlis la couronne au Rober-
 « tien Hugue Capet (987).

« Ainsi l'avènement du premier roi Capétien a été
 « un fait d'ordre purement ecclésiastique. En rece-
 « vant la royauté des mains de l'Église, le nouveau
 « prince se trouvait être au-dessus et en dehors du
 « régime féodal qui avait fait sa force. Bien loin
 « que les premiers Capétiens aient été des rois féo-
 « daux, ils ont été amenés, dès le début, à combattre
 « l'aristocratie féodale, du moins les seigneurs laïcs.
 « Contre eux, ils auront l'église pour alliée, et la mo-
 « narchie Capétienne sera fondée sur l'union intime
 « du pouvoir civil et du clergé.

« Malgré l'appui des évêques et des religieux, la
 « nouvelle dynastie eut quelque peine à s'établir so-
 « lidement, et les premiers Capétiens durent imagi-
 « ner divers expédients pour assurer la continuité de
 « leur pouvoir. Hugue Capet, pour être plus sûr d'être
 « remplacé par son fils, eut l'idée de l'associer de
 « son vivant à la royauté, et il le fit couronner dans
 « une réunion de grands assemblée à Orléans. Cette
 « tradition fut suivie sous ses successeurs qui ne
 « manquèrent pas, quel que fût l'âge de leur héritier,

« de le faire couronner et sacrer. Cette cérémonie avait
 « lieu généralement à Reims, dans l'église métropo-
 « litaine. L'archevêque, après avoir fait prêter ser-
 « ment au roi, prononçait l'élection (*eligebat in*
 « *regem*) : cette élection était confirmée par les lé-
 « gats pontificaux, s'il s'en trouvait, par les grands
 « et par le peuple. On procédait ensuite à l'onction
 « qui se faisait avec l'huile de la Sainte-Ampoule,
 « et l'on terminait par le couronnement proprement
 « dit.

« Ce premier couronnement n'empêchait pas le
 « Capétien, au moment où, par la mort de son père,
 « il devenait roi titulaire, de se faire couronner une
 « seconde fois. De plus, aux grandes fêtes de l'année,
 « le roi avait l'habitude de réunir une cour générale,
 « et dans ces assemblées, qu'on appelait « *curiae*
 « *coronatae* », il se faisait généralement imposer la
 « couronne. Ces couronnements ont été fréquents
 « sous Philippe I^{er} qui, ayant été excommunié pour
 « adultère, tenait à faire des avances au clergé. Les
 « textes en signalent plusieurs : un en 1098 à Noël,
 « un autre en 1100 à la Pentecôte ; c'est évidemment
 « une cérémonie de ce genre qui est relatée dans l'acte
 « de Philippe I^{er} en faveur de l'église de Laon, dont il a
 « été question dans la dernière séance (1). Les succes-
 « seurs de Philippe I^{er} n'abandonnèrent pas la tradi-
 « tion ; mais alors le couronnement n'était plus
 « qu'une simple formalité. Cet usage avait eu, on le
 « comprend, sa raison d'être au début de la monar-

(1) Cette pièce existe en copie, non-seulement dans le Cartulaire du chapitre dit de Jacques de Troyes, qui appartient à la Fabrique de la Cathédrale de Laon, mais aussi à la Bibliothèque nationale, Collection Moreau, Chartes et diplômes, tome xxx, folio 175.

« chie, et il ne prit fin qu'au moment où les rois
 « Capétiens, par leur habile politique, eurent fait
 « définitivement triompher en leur faveur le prin-
 « cipe d'hérédité sur le principe d'élection. »

La séance est levée à dix heures.

SÉANCE DU 17 MARS 1893.

Présidence de M. DE FLORIVAL, Président.

Sont présents : MM. BAUDEMANT, COURTOIS, LABOURET et LOBGEOS.

MM. BAILLET, COMBIER, l'ABBÉ PLY et SOUCHON s'excusent par lettre de ne pouvoir assister à la séance de ce jour.

M. le Président présente les ouvrages reçus depuis la dernière réunion ; il signale en particulier les Mémoires de la Société des Antiquaires de Picardie, qui contiennent une histoire détaillée de l'abbaye de Saint-Acheul-lès-Amiens.

M. Labouret fait hommage à la Société d'une planche de dessins où il a reproduit divers objets de sa collection, savoir : une empreinte en plomb d'un sceau ayant pour légende *S. Capituli sci salvatoris Calmosiaci* ;

Un petit Mercure gréco-romain en bronze, provenant de Bucy-lès-Cerny ;

Une tête de Jupiter, bronze gallo-romain, trouvé à Fourdrain ;

Une lampe gallo-romaine en bronze ;

Un ornement gallo-romain en bronze, trouvé à Mons-en-Laonnois ;

Une monnaie de Charlemagne, frappée à Tours.

M. Lobgeois, secrétaire général de la Société,

donne lecture de la première partie de son rapport sur les travaux de la Société pendant les dernières années.

La séance est levée à neuf heures et demie.

SÉANCE DU 24 MARS 1893.

Présidence de M. DE FLORIVAL, Président.

Sont présents : MM. BAUDEMANT, COMBIER, COURTOIS, GLINEL, LABOURET, l'ABBÉ PLY et SOUCHON.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Président communique les ouvrages reçus depuis la dernière séance ; il signale en particulier le Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques, qui contient une communication de M. Eck sur le cimetière de Moislains (Somme) ; les Mémoires de la Société archéologique de Château-Thierry : on y remarque une notice de M. Delteil sur la vente des livres de Champfleury et aussi l'analyse d'une communication faite en 1891 au Congrès des Sociétés savantes par M. Demaison, archiviste de la ville de Reims. M. Demaison a découvert le nom des quatre architectes qui ont construit au XIII^e siècle la cathédrale de Reims ; il n'est plus question de Robert de Coucy, à qui a été attribuée à tort, paraît-il, la construction de ce merveilleux édifice ; il faut lui substituer les noms de Jean d'Orbais qui a commencé les travaux, de Jean Leloup, Gaucher de Reims, et Bernard de Soissons. Cette découverte a une grande importance archéologique.

On discute ensuite la question de savoir s'il serait avantageux pour la Société d'avoir à Paris un libraire

correspondant ; la majorité des membres présents semble être d'un avis contraire. M. Baudemant demande à M. le Président si le Bulletin ne pourrait pas être imprimé à de meilleures conditions ; avec les prix actuels, on sera conduit à élever le prix du volume, sous peine de le faire payer moins cher qu'il n'aura coûté à établir. M. le Président répond qu'il a été décidé, à plusieurs reprises, qu'on tenterait d'obtenir de l'imprimeur une diminution ; certaines difficultés s'y opposaient, mais aujourd'hui elles ont disparu, et M. le Président va engager de nouvelles négociations qui réussiront, il faut l'espérer.

M. l'abbé Ply commence la lecture d'une biographie de Mgr Péronne, décédé récemment évêque de Beauvais. Le même membre fait hommage à la Société d'un buste du prélat qui figurera avec honneur dans les vitrines du Musée, et de deux volumes dont l'un est l'histoire de l'abbaye d'Origny-Sainte-Benoite, par M. Poissonnier, et l'autre une notice historique de M. Fanart sur un tableau fort curieux conservé à l'église Saint-Remy de Reims.

M. le Président, au nom de M. Lobgeois empêché, donne lecture de la seconde partie du rapport sur les travaux de la Société.

La séance est levée à dix heures.

SÉANCE DU 2 JUIN 1893.

Présidence de M. DE FLORIVAL, Président.

Sont présents : MM. BAUDEMANT, L'ABBÉ BOUXIN, COMBIER, GILBERT, LABOURET, LEFEBVRE, LOBGEAIS, MATTON et SOUCHON.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Président communique à ses collègues les ouvrages reçus depuis la dernière séance. Il signale en particulier dans les Mémoires de l'Académie nationale de Reims une publication intéressante ; ce sont les lettres de M. de Mondoucet, qui fut résident de France aux Pays-Bas, sous le règne de Charles IX.

La Société historique et archéologique de Compiègne célébrera les 8 et 9 juin prochains le 25^e anniversaire de sa fondation ; la Société académique de Laon a été invitée à se faire représenter aux fêtes données à cette occasion et qui comprendront d'abord une visite de la ville et de ses monuments, puis une excursion à Pierrefonds, Champlieu et Saint-Jean-aux-Bois.

M. le Président rend compte à la Société des démarches qu'il a faites, de concert avec M. Baudeman, à l'imprimerie du *Journal de l'Aisne*, en vue d'obtenir des conditions meilleures pour l'impression du Bulletin. L'administration du journal propose maintenant le prix de 40 francs la feuille in-8, avec tirage de trois cents exemplaires, brochage et couverture compris. Les membres présents, tout en reconnaissant que cette proposition amènera une diminution dans le prix de revient des volumes du Bulletin, sont d'avis qu'il est plus sage de réfléchir encore et de prendre des renseignements auprès des présidents des Sociétés voisines.

On discute ensuite une question dont on s'était déjà occupé dans une des précédentes séances, c'est-à-dire quel sera désormais le prix d'un volume du Bulletin. Après l'échange de diverses observations, on décide que chaque volume sera uniformément vendu 5 francs, sans remise aucune.

M. Labouret communique à ses collègues le cata-

logue de la collection de M. Midoux qui va être incessamment remis à l'autorité municipale.

M. Matton lit un mémoire relatif à l'histoire de la ville de Guise sous les seigneurs du même nom.

La séance est levée à dix heures.

SÉANCE DU 23 JUIN 1893.

Présidence de M. DE FLORIVAL, Président.

Sont présents : MM. l'ABBÉ BATON, BAUDEMANT, COMBIER, GLINEL, LABOURET, LEMAITRE, MATTON et SOUCHON.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Président annonce qu'il a eu une nouvelle entrevue avec l'administration de l'imprimerie du *Journal de l'Aisne*, et qu'il en a obtenu de plus grandes concessions encore pour l'impression du Bulletin. Le papier serait désormais sensiblement amélioré, et il y aurait six lignes de plus à la page : le prix serait maintenu à 40 francs la feuille, brochage et couverture compris, le tirage étant de trois cents exemplaires. De telles conditions paraissent véritablement acceptables : après une courte discussion, elles sont agréées par la Société.

M. Baudemant annonce qu'un libraire de Paris a demandé à acquérir deux exemplaires du tome XVIII du Bulletin : le prix de ces volumes a été irrévocablement fixé à 5 francs ; il n'y a donc pas à revenir sur cette question ; toutefois M. Baudemant pense qu'on pourrait ne pas faire payer le port des deux volumes au destinataire ; ce serait un petit adoucissement au règlement. La Société se range à cet avis.

Le même membre émet un vœu relatif à la composition du prochain Bulletin. Ne pourrait-on pas y reproduire, en partie du moins, les filigranes des papeteries du département de l'Aisne que M. Midoux avait recueillis, et dont le texte a été rédigé par M. Matton ? A plusieurs reprises, il avait été question de faire figurer ces filigranes dans le Bulletin, auquel une telle publication donnerait plus d'intérêt encore. Ce vœu, appuyé par M. Souchon, sera renvoyé à la Commission de lecture.

M. le Président lit une lettre de M. le Ministre de l'Instruction publique accusant réception des quatre-vingt-neuf volumes du Bulletin qui lui ont été adressés récemment. Il communique à ses collègues les ouvrages reçus depuis la dernière séance. Il signale en particulier le Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest qui contient la description d'une statuette de Mercure trouvée à Sanxay, dans la Vienne ; le Bulletin de la Société de l'Histoire de Paris, où se trouvent reproduites des lettres d'indulgence du XVI^e siècle en faveur des Mathurins de Paris ; les Mémoires de la Société académique de Saint-Quentin, où l'on remarque d'importants travaux historiques, littéraires et archéologiques, etc.

M. Harduin de Grosville, membre titulaire de la Société, lui fait hommage d'une étude qu'il a consacrée à un triptyque d'une église du Pas-de-Calais, l'église de Boiry-Sainte-Rictrude ; ce triptyque de la fin du XVI^e siècle est orné de peintures d'un grand effet.

M. le Président communique une lettre de la Société des Architectes de l'Aisne : cette Société se propose de rendre un hommage tardif, mais solennel, au grand architecte Blondel, notre compatriote ; à

cet effet, elle a constitué un Comité dont les Présidents des six Sociétés savantes du département font partie de droit.

M. de Florival donne lecture d'un document très intéressant ; c'est une charte d'Enguerran III, seigneur de Coucy, datée de 1218. Cette pièce nous apprend deux choses ; d'abord que le fameux Thomas de Marle avait été enterré à Nogent-sous-Coucy, dans l'abbaye de ce nom, et ensuite que l'église de cette abbaye fut reconstruite dans les premières années du XIII^e siècle. M. de Florival a reçu à l'occasion de la communication qu'il vient de faire une lettre de M. l'abbé Palant, curé de Cilly, membre correspondant de la Société. Cet ecclésiastique demande si la charte d'Enguerran III n'existe pas en copie aux Archives départementales dans le *Chronicon Ecclesie Beate Mariæ de Nogento* qui s'y trouve conservé (II. 325) ; il annonce à la Société son intention de réhabiliter la mémoire de Thomas de Marle.

M. Souchon donne quelques indications sur un manuscrit de la Bibliothèque nationale qui est très important pour l'histoire locale ; ce manuscrit contient les comptes de l'exécution du testament d'Albert de Roye, évêque de Laon, mort en 1338 ; on peut l'utiliser en particulier pour la géographie de l'ancien diocèse de Laon ; en effet Albert de Roye ayant fait des legs à toutes les paroisses, l'énumération de ces paroisses constitue une sorte de pouillé du diocèse pour la première moitié du XIV^e siècle.

M. Matton commence la lecture d'un mémoire relatif à l'histoire de Guise sous les seigneurs d'Avesnes.

La séance est levée à dix heures.

SÉANCE DU 11 AOUT 1893.

Présidence de M. LEMAÎTRE, Vice-Président.

Sont présents : MM. BAILLET, BAUDEMANT, GLINEL, LABOURET, LEFEBVRE, LOBGEAIS, MATTON et SOUCHON.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Président donne lecture d'une lettre par laquelle M. de Florival, récemment nommé Président du Tribunal de Péronne, donne sa démission de Président de la Société, tout en exprimant le désir de ne pas se séparer complètement d'elle ; en réponse à cette lettre, M. Lemaître fait entendre quelques mots de regret qui sont unanimement applaudis par les membres présents. Sur la proposition de MM. Glinel et Baillet, il est décidé que la lettre de notre ancien Président et la réponse de M. Lemaître seront insérées au procès-verbal ; que le titre de Président honoraire sera conféré à M. de Florival ; et qu'il lui sera adressé un extrait du procès-verbal de la présente séance. (1)

(1)

« Laon, 26 Juillet 1893.

» Messieurs,

» Ma nomination dans un autre tribunal du ressort ne
» me permet plus de remplir les fonctions de Président
» dont vous aviez bien voulu, à plusieurs reprises,
» m'honorer. Je ne puis les résigner sans regrets et sans
» vous remercier très vivement de votre constante bien-
» veillance et du concours empressé que vous m'avez
» tant de fois prêté.

» Je conserverai un précieux souvenir de nos réunions.
» Grâce aux sympathies de la Municipalité, la Société
» académique a maintenant une salle de séances bien
» appropriée à ses travaux, où elle est chez elle, en même
» temps que voisine des collections locales dont elle a eu
» la généreuse initiative.

M. l'abbé de Hédouville, curé de Retheuil, envoie à la Société académique une photographie du clocher de Retheuil ; cette photographie est accompagnée d'une lettre où M. de Hédouville donne d'intéressants détails sur les églises de Retheuil et de Taillefontaine.

M. le Président communique à ses collègues les volumes reçus depuis la dernière séance ; il signale

» Malgré le grand nombre des publications aussi variées qu'importantes sur ce pays, il reste encore, selon moi, bien des sujets à traiter. Je m'intéresserai toujours tout particulièrement à vos recherches et à leur vulgarisation.

» J'ai l'honneur de vous prier de me considérer encore comme des vôtres. Je serai toujours très flatté d'appartenir à votre Société qui a rendu, et qui rend encore tant de services à la description et à l'histoire de cette si attachante région.

» Veuillez agréer, etc.

« A. DE FLORIVAL. »

4 Août 1893.

Vous venez d'entendre, Messieurs et chers Collègues, la lecture de la lettre de M. de Florival : il ne me semble pas possible que la Société académique laisse partir son distingué Président sans un mot de sympathique regret.

Sans doute, M. de Florival quitte notre ville pour occuper un poste où depuis longtemps semblaient l'appeler ses capacités et son intégrité de magistrat. Nos félicitations ne peuvent que l'atteindre à ce point de vue et ne sauraient être diminuées par le sentiment que nous éprouvons de son éloignement de notre Société. Ce serait pur égoïsme de notre part.

Mais M. de Florival, en se séparant de nous, laissera, sans conteste, un grand vide dans notre Compagnie. Travailleur assidu et méthodique, chercheur patient et heureux, notre Président joignait à ces qualités si appréciables une urbanité et une courtoisie que tous ses collègues ont toujours et partout appréciées. La parole

en particulier dans les Mémoires de la Société académique de Saint-Quentin un article consacré à Ulysse Butin par M. Abel Patoux ; — dans le Bulletin de la Société archéologique de Soissons, une communication de M. Vauvillé relative à plusieurs enceintes antiques du département de l'Aisne (Saint-Thomas, Épagny, Montigny-Lengrain) ; — dans le Journal des Savants, un article où M. Paul Janet analyse une publication récente de M. Gréard sur la vieille Sorbonne, livrée en ce moment au marteau du démolisseur.

M. Labouret fait don à la Société de deux planches de dessins ; sur l'une il a reproduit une grille en fer trouvée à Laverghy, une clef et un ançon découverts à Puisieux. Sur l'autre, qui avait été présentée déjà à la Société dans la séance du 17 mars dernier, il a ajouté deux ornements gothiques trouvés à Laon, sur les promenades.

MM. Lobgeois et Glinel présentent comme membre titulaire de la Société M. Tilorier, qui avait été à

de M. de Florival était autorisée et les ouvrages remarquables qu'il a publiés ont attiré sur lui les regards mérités du monde savant.

Heureusement, Messieurs et chers Collègues, M. de Florival veut bien nous dire qu'il ne nous oubliera pas. Nous l'espérons de tout cœur et nous serons chaque fois, et très flattés et très reconnaissants, de recevoir de notre savant Collègue une de ces intéressantes communications sur ce pays si riche et si fertile en documents historiques et archéologiques.

En votre nom, Messieurs, permettez-moi donc d'adresser à notre ancien Président l'expression de nos regrets et l'assurance des sentiments de haute estime que la Société académique de Laon professera toujours pour M. de Florival.

l'origine un des membres fondateurs de la Société académique de Laon. M. le Président fait observer qu'il n'y a pas lieu de procéder à une nomination nouvelle, mais à une réintégration. Par suite, M. Tilorier est invité à l'unanimité à reprendre sa place dans le sein de la Société.

M. Baudemant fait observer que le classement de collection Midoux est terminé ; néanmoins les cartons et divers objets dont elle est composée se trouvent toujours dans la salle de la Société académique. Ne pourrait-on pas prier M. le Maire de vouloir bien les faire placer ailleurs ? De la sorte, la responsabilité de la Société académique serait dégagée, et d'autre part les personnes qui désirent consulter la collection ne viendraient plus dans la salle de la Société académique qui est en ce moment un peu livrée à tout le monde.

M. Glinel lit un mémoire sur un poète du commencement de ce siècle originaire de Saint-Gobain, Luce de Lancival.

La séance est levée à neuf heures et demie.

SÉANCE DU 27 OCTOBRE 1893.

Présidence de M. LEMAITRE, Vice-Président.

Sont présents : MM. BAILLET, BAUDEMANT, l'ABBÉ BOUXIN, CANON, GLINEL, HARDUIN DE GROSVILLE, LABOURET, LEFEBVRE, LOBGEAIS, SOUCHON et TILORIER.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté. Il est procédé immédiatement à l'élection du Bureau. Tout d'abord M. Lobgeois prend la parole pour déclarer qu'il décline toute candidature à une des fonctions du Bureau, quelle qu'elle soit : le

scrutin est alors ouvert pour la nomination du Président. Par 12 voix, M. Combier est élu Président de la Société académique pour l'année 1893-94 : notification lui sera faite de son élection. A ce moment, M. Baillet demande si l'on ne pourrait pas remettre à une séance prochaine la nomination des autres membres du Bureau. Tout le monde espère que M. Combier voudra bien accepter les fonctions que ses collègues sont heureux de lui confier, mais actuellement on ne peut rien préjuger, et dans le cas où la nomination du Président serait à nouveau soumise à la Société, la composition du Bureau actuel pourrait se trouver modifiée. Dès lors il est plus sage de surseoir à son renouvellement. La proposition de M. Baillet est adoptée à l'unanimité et l'élection du Vice-Président, du Secrétaire général, du Secrétaire-Archiviste et du Trésorier renvoyée à la prochaine séance.

M. le Président rappelle à ses Collègues que le Conseil général, dans la séance du 22 août dernier, a bien voulu, sur la proposition de M. le Préfet, renouveler en faveur de la Société académique la subvention de 200 francs qu'il lui accorde annuellement. M. le Président a transmis à M. le Préfet les remerciements de la Société.

M. Lemaître lit une circulaire de M. le Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts annonçant que la session annuelle des Sociétés des Beaux-Arts des Départements aura lieu en 1894, le 27 mars ; les manuscrits devront être envoyés avant le 30 janvier, terme de rigueur.

La Société des Antiquaires de Picardie annonce que les Tomes XXV et XXVI du Bulletin de la Société académique ne lui sont pas parvenus ; satisfaction sera donnée à cette réclamation.

M. le Président communique les ouvrages reçus depuis la dernière séance ; il signale en particulier un volume gracieusement offert par M. de Bouglon, son auteur : les Reclus de Toulouse sous la Terreur ; puis divers articles intéressants récemment parus dans le Bulletin Archéologique du Comité des Travaux Historiques et Scientifiques, à savoir : deux notes de M. Eck sur le cimetière de Chalandry et sur le cimetière de Lucy et un travail de M. Pilloy sur des sépultures du IV^e siècle, découvertes à Clastres.

La séance est levée à 9 heures.

SÉANCE DU 3 NOVEMBRE 1893.

Présidence de M. LEMAITRE, Vice-Président.

Sont présents : MM. BAUDEMANT, l'ABBÉ BOUXIN, GLINEL, LABOURET, LEFEBVRE, LOBGEAIS, l'ABBÉ MARLIER, MATTON et TILORIER.

En l'absence de M. Souchon, M. Glinel est appelé à remplir les fonctions de Secrétaire.

M. Lemaître donne lecture de deux lettres échangées entre lui et M. Combier au sujet de la présidence de notre Société que notre honorable Collègue veut bien accepter pour l'année 1893-1894, en même temps qu'il nous remercie de cette marque de sympathie et de confiance dont l'unanimité double pour lui le prix.

M. le Président donne lecture de deux lettres de MM. Combier et Ermant qui s'excusent de ne pouvoir assister à la séance. M. Baudemant présente de son côté les excuses de M. Cortilliot.

Le scrutin est ouvert pour la nomination d'un Vice-Président. Le nombre des votants est de 10 en y

comprenant les suffrages de MM. Baillet et Périnne qui ont envoyé leurs bulletins écrits.

M. Lemaitre est élu Vice-Président par 9 voix.

Avant de passer au scrutin pour la nomination d'un Secrétaire général, M. Lobgeois avertit de nouveau ses Collègues qu'il décline toute candidature.

Au premier tour de scrutin, sur 10 suffrages exprimés 6 sont attribués à M. Lobgeois, 2 à M. Glinel, 1 à M. Baillet et 1 à M. l'abbé Marlier.

M. Lobgeois, bien qu'ayant la majorité absolue, refuse encore d'accepter toute fonction au Bureau.

Il est procédé à un deuxième tour de scrutin auquel 8 votants prennent part. M. Glinel ayant obtenu 7 voix contre 1 donnée à M. Baillet, est proclamé Secrétaire général.

M. Souchon est élu Secrétaire des séances — Archiviste à l'unanimité de 10 voix.

M. Baudemant est élu Trésorier de la Société par 9 voix contre 1 donnée à M. G. Labouret.

Il est procédé ensuite à la nomination de quatre membres de la Commission de lecture ; 8 suffrages sont exprimés : MM. Baton par 8 voix, Lobgeois par 7, et Cortilliot par 5 voix, sont élus membre de ladite Commission.

Au second tour de scrutin aucun résultat n'est acquis.

Au troisième tour M. Glinel est élu membre de la Commission par 7 voix.

M. Glinel remercie ses Collègues du double honneur qu'ils viennent de lui faire et il exprime ses regrets de voir M. Lobgeois résigner des fonctions qu'il remplissait avec tant de distinction et où il ne pourra être que difficilement remplacé.

M. Matton continue la lecture de son travail sur Guise sous la famille de Chatillon.

Rien ne se trouvant plus à l'ordre du jour, la séance est levée à 9 heures et demie du soir.

SÉANCE DU 15 DÉCEMBRE 1893.

Présidence de M. GLINEL, Secrétaire général.

Sont présents : MM. BAILLET, BAUDEMAN, BRIS-MONTIER, GILBERT, LABOURET, LEFEBVRE, LOBGEAIS, l'ABBÉ MARLIER, MATTON et SOUCHON.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Le scrutin est ouvert pour l'admission de M. Berthault, Vice-Président du Tribunal civil : à l'unanimité des 10 votants, M. Berthault est élu membre titulaire de la Société académique.

M. le Président donne lecture d'une circulaire envoyée par les soins d'une Société nouvellement créée, la Société d'histoire littéraire de la France ; cette Société se propose de remettre en honneur dans notre pays l'étude de l'ancienne langue française et de ses diverses formes. Elle fait appel dans ce but au zèle et à la compétence de tous. Sur la proposition de M. Baillet, il est décidé qu'une lettre sera écrite à M. le Président de cette Société pour lui demander de vouloir bien adresser à la Société académique un certain nombre d'exemplaires de la lettre dont il vient d'être donné lecture.

M. Baudemant dépose sur le bureau plusieurs volumes appartenant à la Société que M. de Florival lui a remis avant de quitter définitivement notre ville ; parmi ces ouvrages se trouve la savante étude de

MM. de Florival et Midoux sur les vitraux de la Cathédrale de Laon que notre ancien Président avait déjà bien voulu nous offrir pour la Bibliothèque de la Société et qui revient cette fois complète et reliée. Les autres volumes sont des Bulletins des Sociétés correspondantes restés en dépôt chez M. de Florival.

M. Glinel présente à ses collègues les volumes et brochures reçus depuis la dernière séance ; il signale en particulier une publication fort intéressante dont le 1^{er} fascicule vient de paraître ; c'est la Picardie historique et monumentale, éditée avec luxe par la Société des Antiquaires de Picardie ; on a commencé par la monographie de la Cathédrale d'Amiens qui comprendra plusieurs fascicules ; celui qui nous est adressé suffit à nous donner idée de l'intérêt que présentera une telle publication.

L'Académie des Lettres et Sciences de Montpellier expose que les Tomes XXIV à XXVI du Bulletin de la Société académique ne lui sont pas parvenus ; il est décidé que ces volumes lui seront directement adressés.

M. l'abbé Marlier présente à ses collègues un document espagnol du XVII^e siècle dont il lit une traduction ; cette pièce est un certificat de service militaire donné par le M^{is} de Monroy, capitaine général du Cambrésis, en faveur d'un de ses officiers du nom de Jean-Paul de Rantre.

M. Matton prend ensuite la parole, et expose qu'il a eu l'occasion de voir récemment à Guise, dans la cave d'une maison située en face de la mairie, des ferrements qui, d'après une tradition commune dans le pays, auraient servi à enchaîner les prisonniers pour dettes, et probablement aussi les criminels : en

signalant ce fait, M. Matton émet l'idée que peut-être des ferrements analogues se trouveraient dans les caves des maisons de notre ville qui se trouvent sur l'emplacement des anciens tribunaux : la question est à étudier.

Le même membre continue la lecture d'un des fragments de son histoire de Guise.

La séance est levée à 9 heures et demie.

SÉANCE DU 9 MARS 1894.

Présidence de M. COMBIER, Président.

Sont présents : MM. BAILLET, l'ABBÉ BATON, BAUDEMANT, l'ABBÉ BOUXIN, DOLLÉ, GLINEL, LABOURET, LEFEBVRE, LEMAITRE, LOBGEOS, l'ABBÉ MARLIER et SOUCHON.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Président donne lecture de deux circulaires de M. le Ministre de l'Instruction Publique relatives à la date de l'ouverture du prochain Congrès des Sociétés savantes à la Sorbonne ; il présente ensuite à ses collègues les volumes et brochures reçus depuis la dernière séance et signale en particulier le Bulletin du Comité des travaux historiques qui contient un article de M. Dubois sur les noms de baptême et un mémoire de M. Mireur, archiviste du département du Var, relatif à une procession qui eut lieu à Brignoles en 1429 en mémoire de la délivrance d'Orléans par Jeanne d'Arc.

M. Combiér présente plus particulièrement à la Société deux volumes que leur auteur M. Tilorier lui offre gracieusement, à savoir une étude sur le paupé-

risme dans l'Aisne et un volume de poésie du même ; M. le Président lit une notice analytique de ces deux intéressantes publications.

M. Baudemant expose l'état de la caisse de la Société au 1^{er} mars 1894 ; du 1^{er} mai 1892 jusqu'à ce jour les recettes se sont élevées à 1.482 fr. 65 et les dépenses à 1.574 fr. 85, soit un léger déficit de 91 fr. 20 qui réduit d'autant l'encaisse, laquelle se monte encore néanmoins à la somme de 1.935 fr. 55.

M. Souchon lit un mémoire sur Louis XIII et Anne d'Autriche à Laon (1618-1620-1632) ; ce mémoire sera lu prochainement au Congrès des Sociétés savantes, où M. Souchon représentera la Société académique de Laon.

M. Baudemant fait passer sous les yeux de ses collègues plusieurs documents importants qui sont venus fortuitement en sa possession. Ce sont : 1^o une lettre de Garnier, évêque de Laon, au pape Innocent III et relative aux propriétés du Chapitre (1243) ; 2^o une bulle du pape Paul III conférant l'investiture à un abbé du diocèse de Cambrai ; 3^o trois feuilles de parchemin provenant d'un livre liturgique ; ces trois feuilles ornées de très fines peintures sont dans un fort bel état de conservation ; 4^o un diplôme de bachelier obtenu au siècle dernier par un étudiant en droit de la faculté de Paris ; 5^o divers fragments d'un manuscrit ancien qui contenait des commentaires de la Bible.

La séance est levée à 9 heures et demie.

SÉANCE DU 27 AVRIL 1894.

Présidence de M. COMBIER, Président.

Sont présents : MM. BAILLET, l'ABBÉ BATON, BERTHAULT, BRISMONTIER, COMBIER, GLINEL, LOBGEAIS, l'ABBÉ MARLIER, SOUCHON et TILORIER.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Président lit : 1^o une circulaire de M. Berger, député, président de la Société des Arts décoratifs, invitant la Société académique à assister au prochain Congrès des Arts décoratifs qui se tiendra à Paris le 15 mai ; 2^o une circulaire du Comité de direction de l'Alliance française par laquelle cette Société si intéressante sollicite le bienveillant concours de la Société académique. Sur la proposition de MM. Baillet et Berthault, il est décidé que la Société deviendra membre de l'Alliance française moyennant une cotisation annuelle de 6 francs.

M. le Président fait passer sous les yeux de ses collègues les divers volumes et brochures reçus depuis la dernière séance ; il signale en particulier dans les *Annales du Musée Guimet* l'histoire des Monastères de la Basse-Égypte par M. Amélineau, et dans le Tome XIV de la *Thiérache* récemment paru un article de M. Souchon sur une ardoise trouvée à Foigny.

M. Combiere lit encore une courte analyse des travaux de la Commission impériale russe d'archéologie pendant les dix dernières années ; cette analyse doit servir de base à un travail beaucoup plus étendu que M. Combiere se propose de consacrer à cette publication qui offre un puissant intérêt.

M. Glinel donne lecture d'une étude sur les rap-

ports d'Alexandre Dumas et de Victor Hugo, rapports qui ont toujours été particulièrement affectueux et amicaux.

M. Baillet lit ensuite une notice sur Alfred de Musset où il énumère les œuvres du grand poète, dont il fait une analyse rapide et complète.

La Société entend, après cette lecture, celle d'un conte en vers de M. Tilorier dont le titre est : « C'est la foi qui sauve » et par lequel l'auteur déclare spirituellement payer sa bienvenue à la Société académique.

M. Souchon annonce à ses collègues qu'il a reçu une lettre de M. le Conservateur de la Bibliothèque de la Sorbonne dans laquelle ce dernier expose qu'il n'existe à la dite Bibliothèque aucun des volumes du Bulletin de la Société académique de Laon, et demande si la Société serait disposée à combler cette lacune. Après l'échange de diverses observations, il est décidé que dorénavant, et à partir de l'apparition du Tome XXIX, il sera attribué à titre gracieux un exemplaire du Bulletin à la Bibliothèque de l'Université.

La séance est levée à 9 heures et demie.

SEANCE DU 27 JUILLET 1894.

Présidence de M. COMBIER, Président.

Sont présents : MM. BAUDEMANT, l'ABBÉ BOUXIN, GLINEL, LABOURET, LEFEBVRE, LEMAITRE, LOBGEAIS, MATTON, SOUCHON et TILORIER.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Président présente les excuses de MM. Berthault et Périnne de la Campagne. Il donne ensuite lecture de deux circulaires de M. le Ministre de l'Instruction publique et de M. le Directeur des Beaux-Arts ; ces circulaires sont relatives à la prochaine réunion en 1895 du Congrès des Sociétés savantes et de celui des Sociétés des Beaux-Arts ; ces deux Congrès s'ouvriront le mardi 16 avril 1895 à la Sorbonne ; les manuscrits devront être envoyés avant le 31 janvier, terme de rigueur. Pour la première fois, les délégués des Sociétés savantes seront invités à indiquer les sujets que les Sociétés désireraient voir traiter au Congrès de 1896.

M. Combiér présente ensuite les volumes et brochures reçus depuis la dernière séance ; il signale en particulier dans les mémoires de l'Académie de Reims un article de M. Jadart sur les bibliophiles rémois ; dans ceux de l'Académie d'Arras une notice de M. le chanoine Depotter sur Guy de Sève de Rochechouart qui fut évêque d'Arras à la fin du XVII^e siècle ; — dans la Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, un compte-rendu par M. G. Lefèvre-Pontalis d'une publication de MM. de Beaucorps et Boucher de Molandon, portant comme titre : « L'armée anglaise vaincue par Jeanne d'Arc » ; — dans les Mémoires de l'Académie de Lyon, un article de M.

Ulysse Chevalier sur les poésies liturgiques ; — dans le Journal des Savants, plusieurs comptes-rendus de M. Wallon du bel ouvrage de M. Albert Sorel « l'Europe et la Révolution française ».

M. le Président prend la parole pour donner lecture de quelques extraits d'un ancien manuscrit dont il a fait l'acquisition il y a un certain nombre d'années, et qui porte pour titre : « Entretien de deux hommes qui étoient à la Comédie le 11 mars 1764, etc. ». L'action de ce manuscrit se passe à Laon, c'est ce qui en fait l'intérêt ; en outre, l'auteur y a développé les idées les plus singulières et les plus immorales. Dans un des extraits communiqués par M. Combier, l'auteur traite des questions politiques et sociales ; il s'y montre si acerbe et si acrimonieux, sa haine contre la société du XVIII^e siècle s'y exhale en termes si violents qu'on croirait entendre la lecture de quelque pamphlet anarchiste. Dans un autre passage, l'auteur aborde la question de l'amour et du mariage et décrit l'existence de deux époux qui se conduisent d'après ses principes ; il est heureux que notre utopiste n'ait pas fait école, car il est difficile d'imaginer une vie plus inutile et plus inconvenante que celle que mènent ses héros, et des théories plus dissolvantes que celles qui sont développées dans cette partie de l'ouvrage. La Société académique écoute avec le plus vif intérêt la lecture du travail de M. Combier et espère que cette étude aura une suite aussi attachante.

SÉANCE DU 9 NOVEMBRE 1894.

Présidence de M. COMBIER, Président.

Sont présents : MM. l'abbé BOUXIN, ERMANT, GILBERT, GLINEL, HARDUIN DE GROSVILLE, LABOURET,

**LEFEBVRE, LEMAITRE, LOBGEAIS, MATTON et TILO-
RIER.**

En l'absence de M. Souchon, retenu chez lui par une indisposition et qui s'est excusé par lettre de ne pouvoir assister à la séance, M. Glinel remplit les fonctions de Secrétaire.

Il donne lecture du procès-verbal de la dernière réunion qui est adopté sous le bénéfice d'une observation de M. Combier, qui rappelle la visite à la date du 13 juillet dernier, de la Société historique de Senlis, et de la Société de Montauban à la date du 8 août.

L'ordre du jour appelle l'élection du Bureau pour l'année 1894-1895. Sont réélus au scrutin secret et par l'unanimité des suffrages de leurs collègues

Président : M. COMBIER.

Vice-Président : M. LEMAITRE.

Secrétaire-général : M. GLINEL.

Trésorier : M. BAUDEMANT.

Secrétaire des séances et Archiviste : M. SOUCHON.

M. Combier exprime ses remerciements à la Société, et la prie d'accepter le premier volume de son travail sur le Cahier des Communes aux Etats-Généraux.

M. le Président rappelle qu'il a déjà publié différentes études sur les Etats Généraux de 1789 (Voir : Nomenclature des Archives du Greffe de Laon, 1866, pages 5 et suivantes — XXII^e volume du Bulletin de la Société, 1878, etc.). En 1872, Edouard Fleury a, de son côté, fait paraître sous les auspices de la Société un relevé des Cahiers généraux de 1789 ; mais les cahiers des communes n'ont été jusqu'ici imprimés que par extraits.

M. Combier a pensé que le moment était venu de

les publier *in extenso*, comme cela s'est pratiqué dans presque tous les départements, et il a publié en 1889 un premier volume d'observations préliminaires intitulé « Cahiers du Tiers-Etat du Bailliage de Laon », dont notre collègue M. Baillet a rendu compte à la Société le 7 mars 1890 (Tome XXVIII, p. 11). C'est ce premier volume que M. Combier prie la Société d'accepter au nombre de 150 exemplaires.

Le deuxième volume de cet ouvrage est également destiné à la Société, si l'auteur, comme nous le souhaitons et l'espérons tous, a le bonheur de le terminer. Il contiendra au moins 194 cahiers du Tiers-Etat, et de nombreuses listes de noms d'électeurs et d'éligibles concernant le clergé, la noblesse et le tiers. Les instituteurs y pourront trouver un certain profit. Du reste la difficulté du travail, ajoute M. le Président, consiste moins dans sa rédaction que dans sa classification préalable.

M. Matton s'empresse d'offrir à M. Combier les documents qu'il possède à ce sujet sur la ville de Guise.

M. le Président informe ses collègues que, sur la proposition de M. le Préfet, le Conseil général de l'Aisne a, dans sa dernière session, alloué une subvention de deux cents francs à la Société académique. Des remerciements sont unanimement votés à l'adresse de M. le Préfet, de MM. les membres du Conseil général et de M. le Maire de Laon qui en a donné avis à M. le Président.

M. Combier informe la Société qu'il a reçu une lettre de faire-part du décès de M. Cotteau, juge honoraire, directeur du Musée départemental de l'Yonne, décès en date du 10 août dernier.

La famille de M. Charles Hidé, notre regretté col-

lègue, fait hommage à l'Académie d'un manuscrit de M. Delahègue daté de 1858 sur les églises et villages du canton de Laon.

Il est ensuite fait mention des envois des diverses Sociétés correspondantes à notre adresse ; la plupart de ces envois n'intéressent pas le département de l'Aisne, sauf le Bulletin de la Société historique et archéologique de Château-Thierry où se trouve notamment un travail sur la statue de Racine à La Ferté-Milon. Plusieurs livres, ayant trait aux fêtes de la Révolution, sont aussi parvenus à la Société. A ce propos, M. Combier donne lecture d'une note dont il est l'auteur sur les fêtes de la Révolution à Laon en 1793, 1794 et 1796 ; il s'y trouve un curieux procès-verbal de l'une de ces fêtes. M. Matton fait observer que des documents de même nature ont été envoyés aux Archives départementales de l'Aisne.

M. le Président rend compte de l'état d'impression du Bulletin (Tome XXIX). M. Matton exprime le désir que la Commission de lecture ne soit pas seule chargée d'accepter ou de refuser l'impression des travaux des membres de la Société dans le Bulletin, lorsque des dessins seront ajoutés au texte. Divers membres font remarquer que dans la plupart des cas, les dessins ajoutés ne sont que le commentaire et le corollaire du texte, et la proposition de M. Matton n'est pas adoptée.

Après plusieurs observations échangées entre M. Matton et ses collègues relatives à l'insertion qui pourra être faite, dans le Bulletin de la Société, du commencement de son Histoire de Guise, il demeure entendu que la publication partielle qui serait faite de cette étude ne comportera de la part de la Société, aucun engagement de publier la suite de ce savant

et intéressant travail. A tous les points de vue, la Société regrette que la question financière soit la véritable et l'unique cause de cette réserve.

Lecture est ensuite donnée par M. Tilorier d'une pièce de vers intitulée : *Ma Philosophie*, dont la forme et le fonds rallient tous les suffrages, et décident l'assemblée à en voter exceptionnellement et unanimement l'impression dans le prochain Bulletin.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance a été levée à neuf heures et demie du soir.

SÉANCE DU 30 NOVEMBRE 1894.

Présidence de M. COMBIER, Président.

Sont présents : MM. l'ABBÉ BATON, BERTHAULT, l'ABBÉ BOUXIN, GILBERT, GLINEL, HARDUIN DE GROSVILLE, LABOURET, LOBGEAIS et SOUCHON.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. Tilorier s'excuse de ne pouvoir assister à la séance de ce jour.

M. le Président donne lecture d'une circulaire de M. le Ministre de l'Instruction publique relative à la prochaine réunion à Paris des délégués des Sociétés des Beaux-Arts des départements ; il fait passer ensuite sous les yeux de ses collègues les volumes et brochures reçus depuis la dernière séance ; il signale en particulier le second fascicule de la Picardie historique et monumentale qui est consacré aux édifices civils d'Amiens, et aussi le Bulletin de la Société d'émulation de la Seine-Inférieure qui contient un curieux article de M. le docteur Boucher sur Jeanne d'Arc et l'Angleterre.

M. le Président continue la lecture du précieux manuscrit dont il avait déjà entretenu l'assemblée, et qui a été composé par un avocat de Laon, du nom de Louis Fromage. La seconde partie du travail de M. Combiér est aussi intéressante que la première et les citations faites par lui dans le manuscrit de 1784 sont aussi curieuses que variées. L'auteur de « l'Entretien de deux hommes qui étaient à la Comédie » a été, il faut le reconnaître, un écrivain et un observateur d'un certain mérite : ses remarques sur la bourgeoisie de Laon ne manquent pas de finesse ; il retrace avec humour la vie de château, telle qu'elle se passait au XVIII^e siècle dans le Laonnois et le Soissonnais, à Ostel, Proisy, Marchais, etc. Cette vie de château était véritablement agréable, mais bien inutile. En passant, Fromage décoche des traits mordants contre les auteurs qui lui déplaisent ; c'est ainsi qu'il ridiculise de la manière la plus grotesque l'antiquaire Claude Jardel et Carlier, l'historien du Valois. Être philosophe, c'est l'idéal pour lui, et il met partout de la philosophie, trop même parfois. Ce n'est pas qu'il n'ait des idées neuves ; en médecine, par exemple, il préconise pour les poitrines délicates le régime lacté, se trouvant sur ce point en avance d'un siècle sur ses contemporains. En histoire par exemple, il déraisonne souvent ; sa pédagogie est singulière, et quand il aborde les questions militaires, il va jusqu'au cynisme. En résumé, Fromage a été un déséquilibré, comme on dirait aujourd'hui, et s'il y a, dans le manuscrit qu'il a composé, des passages qu'on peut lire avec fruit, on ne peut s'empêcher de protester énergiquement contre les tendances immorales, antisociales et antipatriotiques de l'auteur.

LA CHARTE DE BEAURIEUX

On s'apercevra aisément que, le texte *latin*, surtout, de la Charte de Beaurieux, est essentiellement fautif. A notre sens, les copies de copies successives en sont la cause principale. Il ne nous appartenait, à aucun titre, d'y rien changer, ni même d'en tenter la correction. Mais nous nous empressons de dire, avant qu'on en commence la lecture, que nous devons la restitution du texte de ce document (de la page 1 à la page 95), qu'il considère comme important, à la patiente obligeance d'un savant fort distingué M. Ch. Mortet, docteur en droit, bibliothécaire de St^e-Geneviève. Au lieu de dresser une table de simples *errata* qui, peut-être compliqueraient l'étude de cette Charte, et afin de faciliter la comparaison avec le texte incorrect, nous croyons mieux faire, en insérant, plus bas, intégralement, le texte reconstitué par M. Ch. Mortet.

Nous y avons ajouté les observations et appréciations judicieuses de cet archiviste paléographe émérite.

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE

DE LAON.

ANNÉE 1892.

2^e PARTIE

MÉMOIRES COMMUNIQUÉS.

CHARTRE DE BEAURIEUX

1233.

L'histoire de l'abbaye d'Origny-Sainte-Benoite a été écrite par M. Gomart (Essai sur la ville de Ribemont, p. 320). Elle rappelle tous les travaux antérieurs, publiés ou manuscrits, sur cette abbaye.

C'est le martyr de sainte Benoite qui donna à Origny sa célébrité.

Vers le milieu du v^e siècle, il se fonda à Origny une communauté de moines qui retrouvèrent et conservèrent les restes de sainte Benoite.

A côté de leur monastère s'éleva une abbaye de femmes, dont la renommée, les richesses et la puissance l'emportèrent bientôt, chose étrange, sur celles des moines. Ce fut à ce point que le nombre des moines se réduisit à douze ; qu'ils se sécularisèrent et devinrent l'origine du Chapitre d'Origny. Desservant l'église de Saint-Vaast vers l'an 700, ils étaient soumis à l'autorité de l'abbesse qui prenait le titre de Doyenne et prévôte des Chanoines.

L'abbesse avait les haute, moyenne et basse justice sur ses terres et seigneuries et sur celles des moines qu'elle avait, du reste, à peu près absorbées.

Parmi ces terres se trouvaient Beurieux (Patron saint Remy, pèlerinage de sainte Eutropie), Chaudardes, Cuiry et Craonnelle.

Ces villages formaient une confédération à laquelle Philippe-Auguste, en 1216, accorda une charte de commune. Le bien de la Paix, lit-on dans la préface des Ordonnances (T. XI, p. 17), fut encore le motif qui fit accorder le droit de commune, en février 1216, à divers lieux dépendant de la commune d'Origny.

C'est à la prière de l'abbesse Eustachie, la gentille, qui resta abbesse jusqu'en 1224 que ce droit de Commune fut accordé, aux charges du service militaire, aux communes de Chaudardes, Curiaço, Belle-Rive et Craonnelle (même T. p. 308 et la table page 35. — On renvoie au règ. de Philippe-Auguste, Bibliothèque du Roi n° 9852, fol. 68-70, verso, col. 2.). (1).

Toujours est-il que la charte de 1233, dont nous allons nous occuper, n'en parle pas et ne paraît pas s'y référer. Dans l'exposé historique des Arbitres, qu'on lira plus loin, on dit bien que l'établissement

(1) *Philip. D. G. Fr. Rex. etc., Noverint universi quod nos ad instantem petitionem dilectæ et fidelis, nostre Eustachie, Abbatisse de Aurigniaco, et conventus ejusdem loci, Concedimus quod homines de Chaudardes, Curiaco, Bello-Rivo et de Craonnelle, habeant communium pro pace conservanda, secundum tenorem, Carte abbatisse et conventus de Aurigniaco; salvo jure Ecclesiarum et illorum qui jus habent in villis prædictis; Tali modo quod tam nos quam hæredes nostri, propter hoc faciendum, de cetero habebimus in eisdem villis exercitum et equitationem. Quod ut perpetue stabilitatis robur, etc. Presentem cartam, salvo jure nostro, confirmamus.*

Auctum Parisiis, anno Domini M. CCXVI mense februario.

de la commune est ancien, mais on ne cite pas de date.

Ce que nous avons le droit de retenir et d'affirmer c'est que Saint-Louis a octroyé ou confirmé la charte de la commune à ce village, en 1233 ; nous ne l'avons trouvé reproduite nulle part. Le tome de l'ordonnance déjà citée ne la contient pas. M. Léopold Delisle a bien voulu nous assurer qu'elle ne se trouvait ni dans les ordonnances ni même aux archives nationales.

Il y a près de vingt ans, nous avons déjà eu l'honneur de présenter à la Société académique de Laon, cette charte découverte au greffe du tribunal. Pourquoi ce renouveau et cette sorte de plagiat de nous-même ? Parce que nous n'avons voulu publier le vidimus de cette charte qu'avec le texte latin et quelques commentaires. Or, le texte latin n'a été découvert que fort tard et les commentaires sont encore incomplets.

En 1874, nous nous étions contenté d'expliquer l'objet de cette charte de la manière suivante :

« Au mois d'août 1233, le roi Louis IX, concéda et établit commune et institution de paix *aux villes de Chaudardes, Beaurieux, Cuiry et Craonnelle*, de la volonté et de l'assentiment de l'abbesse d'Origny-Sainte-Benoîte, dont ces *villes* dépendaient.

» Cette charte donna lieu à de nombreux litiges entre l'abbaye et les villes. En 1489, le couvent et les villes, désirant mettre un terme à leurs différends, nommèrent des arbitres avec pleins pouvoirs pour les régler. C'étaient du côté de l'abbesse Jeanne de Longueval, Messieurs Jean Dupuis et Jean de Berna, et du côté des villes, Jean Cauchon et Henri le Membru, tous quatre licenciés ès-lois. Ils devaient faire cesser « tous discords et adjuger à chacun son » droit en exposant par écrit et interprétant le con-

» tenu de la charte, en langage français. » Les arbitres écoutèrent, d'abord, pendant plusieurs jours, les dires des parties, tant à Beurieux qu'à Laon. Ils traduisirent ensuite en français la charte latine du Roi. Enfin ils prononcèrent leur sentence le 24 novembre 1489; elle était plus favorable au couvent qu'à la commune. Elle fut homologuée et approuvée par le Bailli de Vermandois en avril 1491. La commune, peu satisfaite de l'interprétation des arbitres, en appela au Parlement. Par arrêt du 7 septembre 1491, le Parlement dit qu'il avait été bien jugé, mal appelé, et qu'en conséquence, la sentence arbitrale sortirait son entier effet. L'abbesse requit donc le conseiller André Baudry, à ce commis, de procéder à l'exécution de l'arrêt. Baudry lui permit d'assigner devant lui le maire d'Origny pour le dernier jour de décembre, à Beurieux, ce qui eut lieu par le ministère de l'huissier Marrognier. Le 29 décembre, Baudry arriva à Beurieux. Une heure après, l'abbesse et son Procureur Jean de Vendeuil, comparaissaient en personne devant le conseiller, ainsi que Thomas Doyves et Guillaume de Vailly, maire et procureur de la commune. Chacun représenta ses pouvoirs. Après avoir entendu les explications des intéressés, A. Baudry reçut leur promesse de respecter à toujours la sentence arbitrale. Cependant, le lendemain, Guillaume de Vailly prétendit n'avoir pas procuration suffisante de la commune pour se lier de la sorte. Le conseiller Baudry fit de nouveau comparaître l'abbesse, de Vendeuil, de Vailly et plusieurs habitants de la commune; de Vailly produisit alors un pouvoir spécial qui lui permit de s'engager à l'exécution de l'arrêt pardevant le commissaire du Parlement. Le conseiller quitta Beurieux le 2 janvier et rentra à Paris le 5. Il dressa de toutes ses opérations un procès-verbal dont la copie

est aux archives du greffe de Laon et qui contient tous les actes dont il est parlé ci-dessus, savoir : La charte latine de 1233 en français de 1489 ou 1491, la sentence des arbitres en français, l'arrêt du Parlement en latin, et les diverses procurations représentées. Cette copie paraît avoir été faite en 1578 au sujet d'un procès sur le pressoir et l'église de Cuiry ; mais il n'y en a pas de traces aux dictums. Un procès sur la banalité de ces pressoirs s'éleva en 1709, entre l'abbesse et la famille Carlier, qui prétendait que la noblesse l'exemptait de la banalité. (Bibliothèque de M. Perin, ancien juge à Soissons). »

Aujourd'hui, que nous avons réuni des éléments suffisants, la communication actuelle a donc pour but de faire connaître aussi complètement que possible cette charte de Beaurieux de 1233, qui paraît être inconnue.

Quels sont les événements et les péripéties qui ont amené la paix de 1233 ? Nous l'ignorons. Depuis cent ans et plus l'émancipation des communes était commencée. Le mouvement était général. Rien d'étonnant que celles de Chaudardes et Beaurieux l'aient suivi.

Le prélude de cette paix démontre qu'elle se faisait du consentement de l'abbesse et de ses vassaux, et que les limites de cette paix, c'est-à-dire la portion de pays qu'elle devait régler était soigneusement circonscrite. A l'aide des lieux-dits, on peut, même aujourd'hui, se faire une exacte idée de cette circonscription.

Mais elle ne tarda pas, comme on vient de le dire, à soulever de nombreux conflits, plusieurs procès, questions et débats, « s'étant mus en justice et étant » encore espérés à mouvoir en 1489, les parties voulant de bonne foi, en finir et s'arranger, nommèrent des arbitres à cet effet ».

La première mesure prise par les arbitres fut d'ordonner la traduction en français de cette charte de 1233. Nous avons donc, et ce n'est point une des choses les moins intéressantes pour l'histoire, la translation de cette charte du latin en langage français de 1489 ou 1491, c'est-à-dire en la langue des affaires 256 ans après l'érection de la commune.

Cette traduction faite, les arbitres interprétèrent les articles de la charte qui avaient donné lieu à discussion. Comme nous voulons, jusqu'à un certain point, commenter cette charte, nous suivrons, dans notre commentaire cette interprétation pas à pas. On verra qu'elle est précieuse à plus d'un titre. Elle définit certains termes obscurs ou devenus incompréhensibles par la suite du temps. Elle donne la mesure de l'esprit de sagesse et de modération qui animait les arbitres.

Nous accompagnerons d'une traduction du XVIII^e siècle, cette traduction de 1489 ou 1491.

La manière de comprendre la charte au XV^e et au XVIII^e siècle, n'est pas toujours la même.

Nous pensons que c'est en 1792 que la traduction de la charte de 1233 a dû être faite à nouveau.

Voici notre mode de procéder :

Sauf son préambule, qui est en latin, le vidimus que nous avons retrouvé est, tout entier, en français de 1489 ou 1491.

La traduction entière de la charte de 1233 y est consignée.

Or nous extrayons du vidimus la traduction de cette charte en langue du XV^e siècle.

Nous la divisons en articles pour mieux faire apprécier l'interprétation des arbitres et y donner quelques commentaires.

Nous accompagnons et nous faisons même précéder

cette traduction du ^{xv}^e siècle de la traduction faite au ^{xviii}^e siècle.

Enfin, au bas de chaque article, nous mentionnons le texte latin de cette charte qui nous a été bienveillamment communiqué par M. Zeller, ancien inspecteur d'Académie à Laon et, maintenant recteur à Chambéry. Mais nous ne garantissons point l'exactitude du texte parce que ce n'est qu'une copie de copie. Le vidimus, nous l'avons dit, ne contient pas le texte latin ; son préambule seul est dans cette langue.

Aux pièces justificatives et complémentaires nous reproduisons le préambule et le surplus du vidimus (Voir note A.) qui contient l'historique, mentionnant sans préciser de faits, que des différends se sont élevés sur l'interprétation, et enfin nous y relatons la conclusion.

Une dernière remarque. Cette charte de Beurieux est octroyée sous le règne de Saint-Louis ; mais en 1233, ce roi était encore mineur (il avait 18 ans). Il ne gouvernait point par lui-même. Il ne faut donc point y chercher des mesures et des idées nouvelles, venant de son inspiration propre, et dont le principal reflet se trouverait dans ses institutions. Ce fait posé, cette charte ne peut être considérée que comme un monument de vieux droit ou plutôt de vieille coutume. La régente Blanche, sa mère, eut assez de mal à maintenir les choses en état, jusqu'à sa majorité atteinte en 1236, sans risquer des modifications et sans même y songer. Ce qui justifie de son authenticité, ce sont les noms des officiers du roi qui l'ont signé, l'an 7^e du règne (et l'année du règne 1233 était bien en effet la septième année du règne de Saint-Louis, monté sur le trône en 1226). Le connétable signait les chartes royales. Celle de 1233 est signée par le connétable Amaury IV, comte de Montfort, qui mourut en 1241

à Otrante, en revenant de la Terre-Sainte. Il avait été nommé connétable en 1231. Quant aux noms de Robert, le Boutillier ou l'échanson, et à celui de Barthelemy, chambellan ou chambrier du Roi, nous n'avons pas pu en vérifier l'exactitude. On trouve un Barthelemy, sire de Roze, chambellan de 1210 à 1225, sous Philippe-Auguste et sous Louis VIII. Ce ne peut être celui-là et la charte ne peut être reportée à 1223, par la raison qu'Amaury ne fut fait connétable qu'en 1231 et que la septième année du règne est en corrélation avec l'année 1233. Moréri dit que le quatorzième chambellan fut Jean de Raucourt en 1225 et le quinzième Jean de Montluc en 1240.

Un mot maintenant sur l'importance de cette charte.

Elle est plus complète que beaucoup d'autres, elle traite de la compétence de la justice du Roi, de celle du comte de Roucy, de celle de l'abbaye et de celle de la commune. (Art. 1, 2, 3, 10, 11, 12, 13, 14, 50, 52, 53, 54, 62 et 63.) On était encore loin de l'unité ! Elle traite de certaines peines (48, 50, 51, 55, 56, 57, 58, 66, 67, et notamment du talion (59, 60, 61). L'art. 60 parle du Jugement de Dieu. Le droit de cité est visé par les art. 77 à 81 et même 5 à 6. Les art. 68 à 76 s'occupent de la propriété et des successions. La taille fait l'objet des art. 49, 82, 83, 84. Le droit de surveillance de la commune est réservé et réglé par les art. 27 à 39. Les droits seigneuriaux de banalité des fours et moulins, sont réglés par onze articles (15 à 26). Ceux de cens et de rentes par les art. 9, 64 et 65 ; ceux de pâturages par les art. 40 à 44, de vins par 45 à 47, et de franchise de maison par l'art. 4. Les concessions de droit de main-morte et de formariage, sont faites par l'art. 7. Une amnistie est accordée par l'art. 8. On stipule une redevance annuelle pour la paix donnée en l'art. 90. Le roi

maintient son droit de milice (92). L'abbaye celui d'être défendue par les habitants (91). Les biens communaux, seigneuriaux et les membres de la Paix sont garantis par les art. 85, 86 et 88.

Enfin des serments sont exigés de l'abbesse et des habitants (87-88).

*Copie et traduction de la Charte de Saint-Louis
donnée au mois d'Aoust 1233 en faveur des Dames
abbesse et Religieuses d'Origny-Sainte-Benoîte.*

TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Au nom de la Sainte et Indivisible Trinité, Ainsi-soit-il, Louis, par la grâce de Dieu Roy de France, faisons savoir à tous présents et à venir, que de la volonté et consentement de nos bien aimées Dames. Abbeses et Religieuses du Couvent d'Origny. Nous avons établi une communauté et fait à perpétuité un arrangement de paix dans les villes de Beaurieu, Chandarde, Cuiry et Craonnelle appartenantes aux dites Dames à la Requête également des habitans et des personnes qui leur sont attachées domicilières aux mêmes lieux, arrangement qui aura lieu dans l'étendue des bornes ci-après dénommées : Scavoir depuis la borne de Prédieu jusqu'à la borne de Gloriten, et depuis la borne de Gloriten jusqu'à la borne dessous le bais du Comte, et de là jusqu'à la borne dessus Borden et de là jusques a la couture de Hurtebise sur les Thuiliers de Craonnelle, et de là jusques à la borne sur Hastse à la tête de la Couture de Sainte-Benoîte, et de là à la devise du bois de Chabrel, et de là jusqu'à la Couture du Mont. et de là jusques aux pierres du gué de Wassogne et de là en suivant l'ancienne Rivière jusqu'au moulin Falleret et jusqu'au moulin Trossel, et de là jusques à la borne

de Mauchamp, et de là jusqu'à celle de Hautesele, et de là jusqu'à la borne dessous Bianlaigne et de là jusqu'à la rive au pont à Ligne et de là comme va la rivière d'Aisne jusques à la borne de Prédieu appelé ci-dessus. (1)

(1) *Voici la copie du texte latin, avec préambule en français, qui a été faite de la Charte par le notaire Marquerel, en 1532.*

A tous ceux qui ces présentes Lettres verront Jean Marquerel, notaire et garde du scel Royal et Baillye de Vermandois à Ribemont, établis de par le Roy notre sire, salut, savoir faisons que pardevant nous, Ameline Chenevas et Antoine Hennesson aussi notaires royaux demeurans au dit Ribemont, est comparu Vénérable et discrète personne, Maître Jean Chenevas prêtre, receveur et solliciteur de devotes et honnêtes Dames les Religieuses abbesse, et couvent d'Origny-Sainte-Benoite de l'ordre de saint Benoît au diocèse de Laon, par lequel nous ont été baillés certaines lettres de Chartes seines et entières de Scel et Ecritures et les quelles nous avons vues, tenues et lues mot après autre, desquelles la tenue s'ensuit :

In nomine Sanctæ et individux Trinitatis. Amen.

Ludovicus Dei Gratia, francorum Rex, Noverint Universi presentes pariter et futuri, quod nos de Voluntate et assensu dilectarum nostrorum abbatinæ et conventus aurigniacens, communiam et justitionem pacis concessimus et stabilivimus apud villas dictarum monialium videlicet Chaudarde, Byauriu, Cury et Craonnellam ad requisitionem etiam hominum et hospitum ipsarum ibidem commorantium in perpetuum, usque ad suscriptos terminos extendendam scilicet et meta prati Dei usque ad gloritem, et a meta de gloritem usque ad metam sub boro comites et abinde ad metam super Borden et abinde usque ad culturam de Hurtebise super les Thuiliers de Craonella et abinde ad metam super Harsthe ad caput culturæ sanctæ benedictæ et abinde a la devise nemoris de Chabrel et abinde ad culturam montis et abinde ad petras vadi de Vassogne et abinde toto veteri rivo usque ad molendinum Folleret et usque ad molendinum Trossel et abinde ad metam sub Biulaygui et abinde usque ad Rippam au Pont ad lincam et ab illo loco sicut aupona se gerit usque ad metam prati Dei superius nominati.

TRADUCTION DE 1491.

Au nom de Sainte et individue Trinité. Amen.

Loys, par la Grâce de Dieu, Roy de France, sachent tous présens semblablement et les futurs, nous de la volonté et assentiment de nos amées l'Abbesse et Couvent d'Origny, avons concédé et establis commune et institution de paix es villes desd. monales religieuses ; c'est à sçavoir Chaudardes, Beurieu, Cuiry et Craonnelle.

Et aussi à la requeste des hommes et hotes d'icelles demeurans es dites villes perpétuellement à icelle estendre jusques aux fins et termes soubscrips, c'est à sçavoir depuis la moitié au terme du Prédieu jusqu'au lieu-dit Gloritance, et depuis ledit lieu de Gloritance jusques à la mecte ou terme nommé sous le bois Leconte et d'ilecque jusques à la mecte ou terme nommé dessus Bourden et de là jusques à la cousture Hurtebise sur les treillières de Craonnelle et de là jusques aux fins et mectes dessus Outchy anchief de la cousture Sainte-Benoîte et de là jusques à la Devis du bois de Chebrel et de là jusques au sommet et hauteur de la montagne, et de là jusques aux pierres du Wez de Vassongne, et de là tout au long du Vieil-Ru jusques au moulin de Foullerot, et de là jusques au moulin Troussot et de là jusques à la mecte ou terme de Haulte Solle et de là jusques à la mecte ou terme soubz bien Largny et de là, en tirant la ligne jusqu'à la rue.... et dud. lieu, ainsi que la ricière d'Aisne se comporte jusqu'à la susdite mecte ou terme du Prédieu dessus nommé.

ARTICLE 1^{er}. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Tel est l'arrangement stipulé sous les conditions suivantes. Dans l'enceinte de ces bornes appelées dé-

sormais bornes de la paix, personne ne pourra sans justice saisir qui que ce soit libre ou esclave pour aucun crime si ce n'est pour infraction de la dite paix. Si la justice n'est pas sur les lieux, il sera permis de le retenir jusqu'à son arrivée, on le conduira à la maison du Juge, et là recevoir satisfaction suivant le jugement qui en sera porté. (1)

TRADUCTION 1491. *Et est ceste présente institution de paix de et soubz les conditions et institutions ci-après écrites dedans les termes de la paix des sus dits :*

Aucun quel qu'il soit ne pourra prétendre quelque personne franche ou serce pour aucun forfait sans justice, si ce n'est pour infraction de paix et si justice n'y étoit présente, il sera loisible de le tenir sans en ce forfaire si longuement et jusques à ce que justice soit venue, ou icelluy mener en la maison des justiciers et selon qu'il sera jugé d'icellui forfait recevoir la satisfaction. (1).

Un grand principe est reconnu, écrit et signé, celui de la liberté individuelle.

Sans doute, il existe encore des hommes francs et des hommes esclaves ou serfs, mais personne ne pourra les arrêter arbitrairement. Ils auront le même juge. La justice, seule, aura action sur l'esclave et l'homme libre.

Une exception est faite, toutefois, pour le cas d'in-

(1) *Est autem hec institutio pacis sub conditionibus et institutionibus infra scriptis; infra terminos pacis memorate nullus quem piam liberum aut sercum pro aliquo foris facto sine justicia nisi propter pacis infractionem capere possit, quod si justicia presens non fuerit liceat eum tandiu sine foris factura tenere quo ad usque justicia veniat, vel ad justiciarii domum adducere et prout judicatum fuerit de foris facto illo satisfactionem recipere.*

fraction aux prescriptions de la paix. Cette exception se comprend. Elle est la sauvegarde du pacte commun. Elle ne statue pas uniquement pour le cas de flagrant délit. Elle statue pour tous les cas. Tout le monde, tous les habitants de la communauté pourront arrêter celui des membres de cette communauté qui contreviendra à la paix. On pourra le retenir jusqu'à l'arrivée de la justice, si elle n'est pas sur les lieux ; ou bien on le conduira, de suite, à la maison du juge, qui statuera.

Mais si un criminel étranger se présente dans la commune, personne autre que la justice ne pourra l'arrêter. En effet, comment l'habitant de la communauté apprécierait-il la situation du délinquant ? Ce délinquant n'est pas en rébellion contre les conventions de la paix. Il ne lui fait aucun grief. Il appartient donc à la justice seule d'agir. L'étranger restera, par conséquent, libre dans le circuit de la paix, à moins qu'il n'y commette un méfait pendant son séjour, et jusqu'à ce que la justice vienne.

Ce n'était pas toujours ainsi que l'article avait été compris. L'article, en effet, a une certaine obscurité. Il donna lieu à des interprétations diverses, au point de vue des infractions de paix et des personnes ayant qualité pour s'en inquiéter.

Les arbitres de 1489 décidèrent ainsi qu'il suit :
« Par ceste clause *infraction de paix* est à entendre quand aucun délinquant procède et fait chose contre les poins ou aucuns diceulx contenus et escript en lad. Charte pour lequel cas d'infractions de paix ung chacun particulier desditz communiers peut y prendre leur infraction de paix et en faire et procéder selon le contenu dud. article »

C'est-à-dire que les arbitres donnent à cet article sa véritable portée juridique et rationnelle.

On ne s'étonnera pas si nous disons que les rédacteurs de la charte de 1233 se sont inspirés de la charte de Laon, donnée en 1128 par Charles VI.

Cet article 1^{er} reproduit presque identiquement celui de la charte de 1128 (V. Devisme. T. 1^{er}, p. 241) et de Florival, p. 242, en son ouvrage sur Barthelemy de Vir et Ordon^{ce} du Roi, T. XI, p. 185).

D'autres articles s'y réfèrent. Nous ferons connaître au fur et à mesure les corrélations qui existent entre ces deux chartes. Nous pouvons citer dès à présent, les articles concernant les querelles, les injures, les violences, la peine du talion, les successions, le droit de cité, etc. (Art. 56 à 63, 66, 67, 75, 77 à 81.)

Les rapprochements à faire avec la Charte de Laon sont d'autant plus nécessaires que cette charte, comme l'a dit Laferrière (T. 4, p. 148, Hist. du Droit Français), offre le véritable type de loi communale pour les villes comprises dans la région nord de la France ; c'est aussi la réflexion qui a été faite par l'auteur du livre des Ordonnances à propos des chartes de Bruyères, Crespy-en-Laonnois, Chamouille, Verneuille, Courtonne, Chivy-Baune, Cerny, Bourg-et-Comin (T. XI. p. 231 et table 88.)

ARTICLE 2. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Est à sçavoir que les Abbesses et Religieuses ont accordé aux maire et jurés de la dite communauté le droit de connaître des torts faits à leurs biens seigneuriaux dans l'étendue des dites bornes, excepté le meurtre, ravisement, incendie, que de la volonté et consentement tant des dames que des habitants dénommés ci-dessus, nous nous réservons spécialement à nous et à nos successeurs. (1)

(1) *Sciendum vero quod hominibus majori et juratis communie hujus prædictæ Abbatissa et Conventus concesserunt infrac-*

TRADUCTION DE 1491. — *Et est à sçavoir que les dites abbesse et couvent ont concédé et octroyé aux hommes mayeur et jurés de ladite commune l'infraction, pugnition et correction des mannans et habitans es termes de ladite commune, excepté de meurtre, de rapt et de feu, lesquels de la volonté, de assentiment tant des dites Religieuses que des dits hommes, nous avons spécialement retenus à nous et à nos hoirs.*

Le roi et l'abbesse accordent le droit de justice, dans l'étendue des bornes, à l'exception des cas royaux qui sont le meurtre, le ravissement et l'incendie.

Le roi se réserve d'en connaître seul.

L'abbesse et la communauté commettraient une félonie, s'ils se permettaient d'en connaître.

Mais la rédaction latine ayant paru obscure, le mot *infractio* ne semblant pas suffisant pour attribuer compétence et juridiction pleine et entière aux maire et jurés, les arbitres traduisirent ce mot par *infraction*, *correction* et *pugnition*, et dirent que les mayeur et jurés avaient ce droit, dans toute son étendue, sur les manans et habitans es terme de la commune, excepté le cas réservé au Roy. Voici, en effet, comment ils s'expriment :

INTERPRÉTATION. — « Quant au 14^e article commençant *Et est à sçavoir*, jusques à ce mot *et à nos hoirs*, nous dirons que le dit article selon la dite translation de latin en françois est à entendre que les dictes abbesses et couvent ont octroyé aux hommes mayeur et jurez de la dicte commune l'infraction, correction et

tionem manserum suorum Dominiorum infra prædictos terminos excepto de multo, raptu et incendio quæ de voluntate et assensu tam monialium quam hominum prædictorum nobis et hæredibus nostris speciuliter retinemus.

pugnacion des manans et habitans en terme de la dicte commune excepté le cas réservé au Roy, selon le contenu du dict article. » (1)

ARTICLE 3. — TRADUCTION DU XVIII^E SIÈCLE.

Quant au vol, trahison, rapine et autres infractions pour fonds de terre ou impôts, les dites dames s'en sont réservé la connoissance.

TRADUCTION DE 1491. — *Mais les d. Religieuses ont retenu à elles furt, prodicion, rapine, treuges enfreintes, justice de fonds de terre et des catelz.* (2)

De son côté, l'abbesse réserve à sa justice le droit de connaître des vols, trahison, rapine et autres infractions pour fonds de terre et impôts.

Ainsi les pouvoirs de justice paraissent bien déterminés : Au roi, les trois cas royaux ou privilégiés, ci-dessus spécifiés ; ce sont les cas ordinairement réservés par l'autorité royale dans toutes ses concessions : Au convent, tous les autres cas de haute et moyenne justice ; A la commune la basse justice, mais cette séparation si nette des pouvoirs n'était qu'apparente.

Cet article donne lieu à des interprétations et à des difficultés multiples. Les mots ne portaient pas en eux-mêmes une définition suffisante. Des conflits de juridiction se produisirent dans l'exécution.

Nous ne pouvons mieux faire que de transcrire ici,

(1) Il est à remarquer que les interprètes de la chartre donnent le n° 4 à l'article auquel nous avons donné le n° 2. Ils ont, sans doute, compté le préambule pour deux articles.

(2) *Furtum vero prodicionem, rapinam, treugas infractas de fundis terræ et de Catellis justitiam prædictæ moniales sibi retinuerunt.*

l'explication très large et très nette des arbitres de 1489.

Mais, avant tout, notons expressément que la justice des larrons n'appartient pas au Roi, mais aux dames religieuses. Paul Viollet a dit qu'une question de cette nature ne pouvait être tranchée, nulle part, au moyen-âge, d'une manière générale et absolue ; mais que la justice des larrons était attribuée fréquemment au haut-justicier. Il cite, à l'appui de sa thèse, les usages de l'abbaye de Cormicy indiquant que le Roi y avait droit de rapt, de meurtre (et non de larcin) et un acte de 1217 pour Saint-Hilaire-sur-Yerre indiquant que le haut justicier avait le droit de larcin.

Notre charte de 1233 est presque contemporaine. Elle attribue le droit de larcin non au roi, mais à l'abbaye. Les arbitres de 1489 sont très nets dans leur interprétation du mot *furtum* (V. Les sources des Etablissements de Saint-Louis, par Paul Viollet, bibliothécaire de la faculté de droit de Paris, p. 61 et la Féodalité, par C. Mortet, page 83).

INTERPRÉTATION. — « Et au regard du cinquième article (1) par lequel les dictes relligieuses ont retenues à elles la congnoissance de furt prodicion rapines treves enfrañctes justice de fonds de terre et de Catheu, par ce mot furt est à entendre quant aucune chose quelle quelle soit mobiliare et corporelle est mal prinse contre le gré et volonte de celui a quy elle appartient en entencion de la desrober, et par ce mot prodicion est entendu selon la matière subiecte et dont question est entre les dictes parties tout ce que aucun de la dicte commune ou aultres subgetz de la dicte dame et hommes des villes de la dicte commune

(1) C'est notre article 3.

feroient et enterpretenderoient par luy ou par autres par dol et machinacion contre les personnes le bien l'honneur et droict des dictes dames au d'aucunes dicelles ou s'y aucuns des dicts communiers ainsy le fairoient et connectoient les ungs allencontre des autres, et par ce mot *rapeine* est entendu se aucun par force ou violence prenoit la chose d'aultruy soit chose mouvant ou autre mobilière ou immobilière, et par ces mots *treves enfrainctes* en prenant le dict motz selon le temps à présent courant et que selon le commun langage on parle de treves parce que ceste matière deppendoit du faict de guerre et batailles qui ne se peult induire et establir sans l'auctorité du Roy, les dictes relligieuses en ce cas n'en pouvoient ne doivent cognoistre mais en apartient la cognoissance au Roy et à ses officiers et neanlmoings la justice des dictes relligieuses par vertu dudit mot treves enfrinctes selon le plus vraysemblable entendement et ainsy que le peult appliquer à la matière présente a et doit avoir la cognoissance et assurance seurteze et sauvegardes enfrainctes lesquels ou lesquelles ont esté faictes et baillez par les officiers des dictes dames ou des dicts communiers ou d'aucuns d'eulx, et par ce motz *justice de fondz de terre* sont entendues et comprises toutes actions petitoires possessoires et mixtes qui touchent fondz de terre et aussy droicts incorporels aderans ou deppendans dudit fondz de terre, et pour ce motz *catelz* sont entenduz les facultez et chevances de tous les biens. »

Nous ferons remarquer que les arbitres traduisent *Treugas infractus* par Trêves enfreintes et qu'ils donnent à ces mots un sens en corrélation avec les modifications que le temps a dû leur faire subir. C'est assez ingénieux, mais aussi c'est vague. Sans doute on peut dire avec Laurière qu'on veut parler d'une

sûreté donnée en justice entre les parties, ou par le juge. Toutefois il est certain que les arbitres font allusion aux trêves de Dieu. Ils statuent en 1491. Oserons-nous dire qu'ils avaient peut-être en vue celle que Louis IX a abolie dans ses domaines ? C'eût été une erreur. La charte de 1233 ne pouvait avoir trait dans ce sens qu'à la trêve édictée par Philippe-Auguste et qui n'eut pas d'effet ou même aux anciens essais de paix si nettement définis par Ch. Mortet dans son traité sur la féodalité (p. 99 et suiv.) Elle ne s'occupait évidemment pas de celle que Saint-Louis avait imposée à ses propres vassaux, en 1245 seulement. Quant au mot *Catellis*, ils lui donnent la signification de *facultés et chevances*.

Les traducteurs du XVIII^e siècle n'y ont pas vu tant de choses. Ils ignoraient, sans doute, la traduction de 1489 et ils ont passé sous silence les *trêves* et traduit *Catellis* par impôts.

Ragueau a remarqué qu'on appelait Chevances tous les biens d'un homme. Bredeau (Coutume de Paris, art. 88, n^o 6), donne une explication plus étendue qui satisfait mieux l'esprit au point de vue de la définition des mots : Catelz, chevances et facultés. Il prétend qu'on appelait assurément, Catenx *Capitalia*, les biens qui consistaient en bestiaux. Il y a de l'apparence qu'on s'est d'abord servi de ce mot pour marquer les facultés qui consistaient en ces sortes de biens, et ensuite pour signifier toutes sortes de richesses. Comme *Chevir* signifiait se nourrir, s'entretenir, peut-être les biens ont-ils été nommés *Chevances* parce que ceux qui les possèdent s'en nourrissent et entretiennent (Voir Glossaire du droit français de Laurière, aux mots Catel et Chevance).

Nous ferons observer, en terminant sur cet article, que l'on voit bien qu'il y a justice communale s'exer-

cant par un maire et des échevins. On voit bien quel est dans certains cas son mode de procéder. Ainsi l'art. 50, nous montre un exemple de justice patriarcale, et les art. 54, 57, 58 et 66, un exemple de justice sommaire et primitive.

Nous saisissons, jusqu'à un certain point, quelles sont les règles de compétence, et de recours (art. 1, 2, 3, 10, 11, 14, 52, 53). Mais ce qui ne nous est pas révélé, c'est la manière dont se constituait cette justice municipale. L'élection en était certainement la base, comme pour la plupart des communes du Laonnois. A ce propos nous ne pouvons que renvoyer aux réflexions, déjà produites à cet égard, dans notre Etude sur Liesse. pages 116 et suivantes.

Quand nous avons examiné les papiers de la justice de Beurieux, nous n'avons plus trouvé trace de cette justice municipale. La justice seigneuriale de l'abbaye l'avait remplacée et absorbée. Nous n'avons pas même découvert quand et de quelle manière cette substitution s'était opérée (V. Justices subalternes du Vermandois, justice de Beurieux, p. 5).

Nous pourrions nous étendre sur les mots Justice de fonds de terre, qui constituait surtout la basse justice, mais nous nous sommes suffisamment expliqué autre part sur ce point. (V. Just. sub.)

ARTICLE 4. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Elles ont également retenu franche de tous droits leur maison de Chaudarde, et si à la place d'icelle elles en batissaient une autre dans l'enceinte des dites bornes, elles jouiraient des mêmes privilèges. (1)

(1) *Propriam domum earum de Chaudardes liberam sibi similiter retinuerunt, et si aliam domum loco illius infra dictos pacis terminos facerent in eadem remaneret libertate.*

TRADUCTION DE 1491. — *Et sy ont retenu semblablement à elles leur propre maison de Chaudardes et sy elles faisoient au lieu d'icelle une maison dedans les terroirs de la paix elle demouroit en ceste mesme liberté.*

Les religieuses d'Origny avaient à Chaudardes, une maison où, comme on le verra tout à l'heure, elles avaient établi un doyen, leur chargé d'affaires. Il était naturel qu'elles exemptassent cette maison ou celles qui lui succèderaient, de tous droits ou redevances. Elles le font vis-à-vis du Roi, et de son consentement, et aussi vis-à-vis de la commune.

« Est entendu, disent les arbitres :

« Que sy les dictes dames avoient une ou plusieurs maisons en la dicte ville de Chaudarde autre que celle qu'elles y ont de présent ou es autres villes de la dicte paix, elles en pourront eslire et choisir l'une telle que bon leur semblera en quelque lieux quelles soient scituez et assis dedans les termes de la dicte commune et de qu lque valeur et estimation quelle soit laquelle tant seulement sera franche et n'en auront que une franche et ung sergent franc et en icelle maison les dits comuniers ne œuront aucun pouvoir de prise en juridiction quelconques. »

Il faut croire que les religieuses ont eu lieu de redouter les prétentions et entreprises de la communauté vis-à-vis de leur maison et elles auront tenu à faire définir le mot *liberam* et *in eadem libertate*. C'était en effet fort prudent.

ARTICLE 5. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

S'il arrivait que les dites villes s'augmentent et que des étrangers se présentent pour y demeurer, les dites religieuses leur donneront des habitations à l'extrémité des villes, le mieux qu'elles pourront, dans quelque coin de terre qu'elles jugeront à propos, pourvu qu'il

soit dans l'étendue de la paix, et comme elles ne pourront le faire sans usurper le terrain de quelques habitants, elles lui rendront de leurs terres d'après le prononcé fidel du maire et des échevins. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Et s'il advenoit que les dictes villes creussent et augmentassent et que les hommes forains vouldissent illecques demeurer, les dictes religieuses leur bailleront place et lieu à l'issue des villes à quy que soit la terre pourveu qu'il soit de la paix, et les dictes religieuses feront restablisement à celui à quy sera la terre de bonne foy, selon la loyauté et fidélité des maire et eschevins.*

Cet article prévoit, avec sagesse, l'immigration et institue, à son sujet, l'expropriation.

Dans ces tems-là, la population n'était point dense. Il fallait favoriser son accroissement dans les villages et son agglomération, tant au point de vue de la culture des terres, que de la défense du pays, et droits dûs au seigneur. Tout étranger de passage était mal vu. On le considérait, ordinairement, comme vagabond ou sans aveu, s'il ne pouvait justifier d'un négoce ou profession motivant son voyage. Des peines mêmes étaient édictées contre lui. S'il mendiait, par exemple, certains usages ou coutumes permettaient de l'arrêter, de l'employer au travail forcé pendant huit jours, puis de le chasser du village. Mais s'il voulait s'y établir, on lui donnait des terres et on l'exemptait de l'impôt pendant un certain temps. Au

(1) *Si autem dictas villas crescere contigerit, et homines foranei Ibidem manere voluerint dictæ moniales ad exitus villarum eis mansuras præbunt prout melius poterunt in cujus cunque terra voluerint qui sit de pace, et dictæ moniales illi cujus terra fuerit ad fidelitatem majoris et scabinorum bonæ fide de terra ipsorum facient restaurationem.*

bout d'un an ou deux, il fallait qu'il justifiât d'un mobilier suffisant pour ne pouvoir se soustraire à la justice. (Voir ci-après, art. 80).

La rédaction de l'article 5 prête à une certaine équivoque. Ne parle-t-on que des étrangers ? Dans ce cas nos précédentes réflexions gardent leur spécialité et leur force. Mais veut-on parler aussi de la grande multiplication des familles ? S'il en était ainsi, nous nous trouverions en présence d'une prévision assez originale. Nous penchons à croire que l'article prévoit les deux cas. Le seigneur envisage, avant tout, son intérêt non, toutefois, sans ménager celui des habitants. C'est tellement vrai, que, en se réservant le droit d'exproprier un habitant quelconque d'un terrain sis aux extrémités de la paix, il s'engage à lui rendre de ses propres terres, et ce, non pas selon l'estimation de son juge, mais selon celle du juge des habitants !

Ainsi les droits de chacun sont respectés dans l'esprit du tems. Le seigneur, pour cause d'utilité publique, ou mieux pour augmenter ses vassaux et ses revenus, exproprie qui bon lui semble des habitants dans un rayon déterminé. A leur tour les habitants choisissent et évaluent le terrain que leur seigneur rendra sur les terres seigneuriales à l'habitant exproprié.

ARTICLE 6. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Que s'il se batit un ou plusieurs villages dans l'étendue des dites bornes, ils seront également de la communauté soumis aux mêmes us et coutumes. (1)

(1) *Quod in infra prædictos terminos villam vel villas de novo ædificari contigerit, ipsa nova villa sive villæ similiter de communitate erunt ad usus prædictaturum villarum.*

TRADUCTION DE 1491. — *Et s'il advenoit que aucune ville ou villar se édifiassent de neuf dedans les termes de la dicte commune, icelles ville ou villar semblablement seront de la commune et aux usaiges des dictes villes.*

La prévision ne s'étend pas seulement à l'augmentation des communes déjà constituées. Elle embrasse, elle entrevoit, elle espère la fondation de nouveaux villages et elle les soumet, par avance, aux us et coutumes de la communauté. Bien mieux, ils en feront partie s'ils s'élèvent dans les mêmes bornes. Cette prévision a été inutile. Il ne s'est pas élevé d'autres villages près de ceux qui existaient déjà. Dans les termes qu'on lui prête, la charte n'en serait pas moins indicative de l'ardent désir du seigneur et du Roi de voir s'augmenter la population du pays.

Mais les traducteurs de 1491 et du xviii^e siècle ont-ils bien traduit la charte ? Veut-elle réellement parler de villes et de villages. Ne veut-elle pas simplement dire que s'il s'élève dans l'avenir une ou plusieurs fermes, métairies, ou maisons des champs, cette maison ou ces maisons seront soumises à la coutume ?

ARTICLE 7. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Les dites dames ont aussi accordé de bon gré et à toujours aux habitants de la communauté toutes les mains-mortes et formariages pour l'amélioration de leurs villages. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Les dictes religieuses ont benignement donné et concédé à perpétuel à iceulz*

(1) *Omnes autem mortuas manus et foris maritationes ipsis hominibus prædictæ communæ pro melioratione villarum dictæ moniales benigne in perpetuum condonavērunt.*

hommes de la dicte commune pour l'amélioration des villes toutes les mortes-mains et fors mariaiges.

Que veut dire exactement cet article ? Est-ce une concession pleine et entière ? Le seigneur abroge-t-il la main-morte et le formariage dont il s'attribuait jusque-là les avantages ? Ou bien substitue-t-il la communauté, dans ses droits, au mieux de l'amélioration de ses villages ?

La main-morte était personnelle et réelle. Laissons de côté la main-morte personnelle, quoique l'article premier parle encore d'hommes libres et d'esclaves. Déjà en 1233, elle n'était plus, pour ainsi dire, que nominale. Mais la main-morte réelle a existé jusqu'en 1789. Des procès célèbres se sont élevés à son occasion, dans le XVIII^e siècle. Louis XVI l'abolit, seulement en 1791 dans ses domaines. Le main-mortable vivait libre et mourait serf, dit Ferrière. Il ne pouvait lasser. Le bien qu'il avait cultivé, sa vie durant, retournait à son seigneur. (V. Déy. Étude sur la condition des personnes, etc., p 136 et suiv.).

Le formariage était un droit que l'homme de condition servile devait à son seigneur, lorsque, sans son consentement, il s'était marié à femme franche ou d'autre condition et justice que de la servitude, justice et seigneurie dont il était. (V Ch. Mortet. Féodalité p. 71).

Or, ici l'abbesse entend-elle dégrever complètement les habitants de la communauté de ces droits seigneuriaux, ou s'en démet-elle simplement en leur faveur ?

Nous pensons qu'elle s'en dessaisit au profit de la communauté.

Mais la clause concernant la main-morte n'était pas suffisamment explicative. Elle dut donner lieu à des différents. En effet, l'abbesse et la communauté en sa place, héritait-elle, en tous cas, de sa main-mortable ?

C'était un point important à régler. Les arbitres

décidèrent que la communauté n'hériterait que des biens vaquans, c'est-à-dire sans héritiers, mais que les biens délaissés, et dont on ne connaîtrait pas les maîtres, seraient recueillis par l'abbesse.

Voici leur sentence :

« Au regard du neuvième article (article 7 de cette traduction), commençant : les dictes religieuses ont benignement donné, jusque à ces mots : *formariaiges*, sur la question faite par les dictes parties touchans les biens vaquans estans en termes de la diète commune, est entendu que les biens vaquans par faute de héritiers et parans pour succéder au trespasé sont compris en la donation et au droict dont mention est fait au dit article, mais d'iceulx biens ainsy vacquans par la manière dessus dict doit estre fait et disposé comme il est spécifié et déclaré au *cinquante cincquiesme* article (1) commençant : et sil *advient que iceulx hommes et femmes deccedent n'ayant aucuns prochains*, jusque à ce motz *partye*, mais s'il restoit en biens vaquans par faute de seigneurs ou maistre à quy il apartiendra quy en ont delaissé et habandonné tellement que en ne scachant à quy ils sont, telz biens ne sont et ne doivent estre compris en la diète donation et au droict contenu au dict article, ainsy doivent appartenir aux dictes dames religieuses ».

Quant on rapproche cet article des articles 11 et 12 de la charte de Laon (1128), on remarque que les Laonnois sont complètement déchargés du droit et de la servitude de formariage et de main-morte, tandis que les religieuses cèdent, sur ce point, leurs droits à la commune. Comme presque toutes les communes, Beaurieux avait lutté contre ces servitudes personnelles.

(1) Nous avons donné à cet article le numéro 76.

M. Poissonnier, dans son *Essai sur l'histoire de Viry*, p. 6, a établi que en 1067, cette commune avait succombé dans un procès par elle intenté pour s'exonérer, et n'avait pu obtenir qu'en 1233 la concession qui vient d'être rappelée. Les manants de Trélon et Prisches avaient été déchargés du formariage dès 1162 par Jacques d'Avesne. (Voir le *Vidimus* publié par M. B. Bercet, membre de la Société archéologique d'Avesnes). En 1210, le Roi donne par mouvement de pitié, certaines mortes-mains aux habitants de Marchais (Liesse, p. 110). Dès 1184 elles étaient abolies complètement à Chamouille, Baune, Cerny, Chivy, Courtonne, Verneuil, Bourg-et-Comin, Crépy, Bruyères (Ord. T. xi, p. 231 et suiv.).

ARTICLE 8. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Et les ont absous entièrement de tous forfaits qui auroient pu être commis jusques au jour ou cette paix vient d'être établie. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Les dictes Relli pieuses ont absoubz les hommes des susdits jusques au jour de ceste présente paix de tous aucuns forfaits perpétrez à quelque occasion que ce soit jusques à présent.*

Ici, intervient une amnistie générale pour tous les crimes ou délits justiciables du couvent.

Il en est toujours ainsi après de grands troubles. L'apaisement ou la paix véritable ne s'obtient qu'à ce prix. Il est probable que, depuis longtemps, la communauté avait lutté pour obtenir cette paix ; et qu'enfin, autant par entrainement que par lassitude, le roi

(1) *Ipsos quoque homines ab omnibus foris factis usque ad diem datæ pacis antiquis et occasionibus perpetratis diligentes absolverunt.*

et les religieuses avaient cédé. La première mesure à édicter était donc celle du pardon.

Mais remarquons que l'amnistie n'est accordée que par les religieuses, et nécessairement pour les faits ressortissant de leur juridiction.

Le roi ne se prononce pas sur ce point. Il est probable qu'aucune atteinte n'avait été portée à son pouvoir, car il aurait sans doute fait quelques exceptions comme il en fit à Laon en 1128 (Charte, art. 9). Cette exception portait sur treize personnes dont les noms, suivant Angustin Thierry, ne peuvent être indifférents, quoiqu'on ne sache pas s'ils n'ont pas souillé par des violences, leur opposition au pouvoir seigneurial. (Lettre sur l'histoire de France, p 324).

ARTICLE 9. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Il a été statué que si quelqu'un des habitans ne payoit pas au jour dit les Rentes dues aux Relligieuses, il sera contraint de le faire et amandable selon le droit écrit. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Ainsy, il est estatué que quiconque des hommes des dictes villes, n'aura païé et rendu les rentes ès revenus des dictes Relligieuses aux jours estatuez et ordonnez, il sera tenu le rendre et amender à la loy.*

A tout seigneur tout honneur. Les Religieuses stipulent, naturellement, en premier lieu, que les habitants seront tenus de leur payer leurs rentes à l'échéance, sous peine de contrainte et d'amende. Il

(1) *Statum est etiam quod quicumque hominum prædictarum villarum redditus ipsarum monialium ad dies statutos non reddiderit lege qua vivit reddere et emendare tenebitur.*

est évidemment question, de tous les droits seigneuriaux et de propriétaire appartenant au couvent. (1)

Le traducteur du XVIII^e siècle a expliqué les mots : « *lege qua vivit* » par ces expressions : « *selon le droit écrit* ». Est-ce bien là une traduction exacte ? Beaumanoir était d'un pays de coutume et non d'un pays de droit écrit. En 1233, aucune coutume n'était rédigée par écrit. Il nous semble que le latin devrait être traduit plus littéralement et plus exactement par ces mots : « *Selon la loi sous laquelle il vit ou selon la loi par laquelle il se règle* » comme les arbitres l'ont traduit article 22. Cette règle était la coutume qui n'a été mise par écrit qu'en 1555. Le traducteur de 1491 s'est contenté de traduire par *la loi*. Cette loi sous laquelle vivait, en effet, l'habitant de Chaudardes n'était autre que la coutume du Vermandois. Ce ne pouvait être, soit comme coutume, soit comme mode de procéder, celle du Châtelet ou du pays de France, ainsi que l'a établi M. Ch. Mortet, dans une très remarquable notice ; Beaumanoir, qui a été bailli du Vermandois, distinguait le Vermandois du pays de France en 1233 ; et la dénomination de l'Isle de France, désignant le territoire compris entre la Seine, la Marne, l'Oureq, l'Aisne et l'Oise ne date que de la fin du XIV^e siècle. (Le livre des Constitutions démenées au Châtelet de Paris, par M. Ch. Mortet, docteur en droit, archiviste paléographe, conservateur à la bibliothèque Sainte-Geneviève, p. 10.)

Dans l'espèce, le sujet qui ne payait pas les rentes, cens, etc. aux termes fixés pouvait être poursuivi par le seigneur, en recouvrement, avec l'amende en plus, par voie de saisie de l'héritage grevé.

(1) Voir Art. 15. Paix de 1184 à Chamouille, etc. (Ord., T. XI, p. 231 et suiv.).

ARTICLE 10. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Les habitants de cette communauté pourront être mis en cause par leurs seigneurs, dans l'étendue des bornes de la paix et obligés de payer ce qui auroit été décidé. Elle requerront leurs droits par devant les maire et échevins, à moins que la querelle ne soit de nature à être discutée de droit en leur cour, comme serait cause de fonds de terre et autres ci-dessus spécifiées dans les réserves qu'elles ont faites. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Touttes fois fort licite à leurs seigneurs les hommes de la commune tirer en cause dedans les termes de la paix et avoir d'eux ce qui sera jugé ;*

Mais, si les dictes relligieuses ont causé contre aucuns d'iceulx le jugement en sera exécuté par le jugement des maire et des jurez, si la querelle n'est telle qu'il conviengne en p'aider les droits en la cour des dictes Relligieuses, comme des fonds de terre, des catelz et autres semblables et retentions dessus dît.

Cet article indique le mode de procéder par les religieuses et l'abbesse contre les habitants. Elles se soumettent aux jugements des maires et échevins pour les causes qui ne rentrent pas dans les cas concernant les fonds de terre, les impôts, les meubles et autres semblables, et notamment dans les cas réservés par elles dans les articles sus-mentionnés.

(1) *Liceat tamen dominis suis homines communie infra terminos pacis in causam trahere et quod indicatum fuerit ex eis habere si vero contra aliquos eorum dictæ moniales causam habuerint iudicio majoris et juratorum, jus suum exequentur, nisi querella talis fuerit quod eos in curia monialium jure oporteat placitare, sunt de fundo terræ, catellis, et aliis similibus ac retentionibus supra dictis.*

La traduction du XVIII^e siècle passe sous silence les mots *catellis et aliis similibus*. Pourquoi ?

ARTICLE 11. - TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Si elles ont action contre tous les habitans en général elles se soumettront au jugement des échevins. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Et sy elles ont querelle sur tous ceulx de la commune, la justice en sera exécutée par le jugement des eschevins.*

Elles s'y soumettent également, non pas seulement quand elles ont à faire à un habitant, mais quand elles ont querelle avec la communauté elle-même. On doit avouer que, pour un seigneur, il n'était pas possible d'être plus conciliant. Mais ce principe va subir une modification, logique au surplus et nécessaire dans l'article suivant.

L'article 28 de la charte de Chamouille, etc. (1184) s'exprime ainsi : « *Si autem super universos querellam habuerimus iudicio Episcopalis curii nobis iusticiam prosequuntur.* » Il y a évidemment là une différence profonde. Pour les religieuses d'Origny la cour de l'Evêque interviendra plus tard, s'il y échet.

ARTICLE 12. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Si ce jugement paroît injuste à ces dames et à leur conseil, les dites dames et les échevins dans la quinzaine choisiront un jour, pour se rendre pardevant les échevins de la ville de Laon. Si toutefois ceux-ci doivent tenir audience dans l'intervalle, les dames et échevins se transporteront en la cour des dits éche-

(1) *Quod si super universos quærellum habuerint iudicio scabinorum sibi iusticiam exequetur.*

vins de Laon et là le premier jugement sera publiquement retracté pour en laisser l'entière connoissance à ceux de la dite ville ; les échevins de la communauté seront libres et non coupables du jugement qu'ils auront rendu. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Desquels sy le jugement semble injuste aux dictes religieuses et à leurs consorts, icelles relligieuses et les dicts echevins de bonne foi esliront jour competent dedans 15 jours, affin qu'au jour par eulx esleu et déterminé Sy les échevins de Laon cependant doivent tenir siège à Laon, coulx relligieuses et eschevins viennent en la cour des dicts échevins de Laon et relachent et rapportent publiquement leur jugier et sy les eschevins de Laon congnoissent qu'ilz ayent baillée le jugement aux eschevins de la commune, iceutx eschevins de la commune demeureront francs et sans coulpe d'iceluy jugement.*

La réserve de l'appel était de droit naturel. Mais, où apparaît une certaine originalité dans cette réserve, c'est la condition d'en référer aux échevins de Laon ! Ainsi, voilà les échevins de Laon, constitués en tribunal d'appel d'une sentence des échevins de Beau-rieux. Toutefois l'appel doit avoir lieu dans la quinzaine du jugement rendu, le jour est choisi par les

(1) *Quod si judicium eorum dictis monialibus et consilio eorum injustum esse videbitur, ipsæ moniales et ipsi scabini diem competentem infra quindecim dies bona fide eligent ut ad diem determinatum si scabini de Lauduno interim debeant idem facere ad judicia proferenda, apud Laudunum in curia dictorum scabinorum de lauduno, dictæ moniales et ipsi scabini venient et retractato publice judicio facto si scabini de Lauduno in sede sua cognoverint se scabinus illud judicium tradidisse, scabini illi liberi et sine culpa erunt illius judicii.*

religieuses et les échevins, et il faut que, durant cette quinzaine, les échevins tiennent audience. Qu'arrivait-il donc, si les échevins de Laon n'avaient pas audience durant cette quinzaine ? Les religieuses ne pouvaient-elles donc plus interjeter appel, ou bien appelaient-elles devant un autre juge ?

Ne manquons pas de remarquer que les religieuses et les échevins de la communauté devaient se présenter devant les échevins de Laon pour voir confirmer ou infirmer la sentence de première instance.

Notons, également, que l'on proclame l'irresponsabilité des premiers juges ; ce qui n'était pas tout à fait inutile à cette époque, et ce qui ne l'est même pas à la nôtre.

C'est ici le cas de rappeler les excellents travaux de MM. Emm. Lemaire et Giry, sur la Charte de Saint-Quentin. Ils ont révélé au monde savant qu'il existait dans cette ville un tribunal d'échevins séparé du tribunal de la commune. Ce tribunal d'échevins jugeait les affaires civiles et criminelles. Mais il n'avait de juridiction que sur les habitants de la ville et des faubourgs. Ils ont démontré aussi qu'il existait à Laon, un échevinage séparé de la commune ; et que, contrairement à ce qui se passait à Saint-Quentin, cet échevinage avait juridiction sur tout le Laonnois. La charte de 1233 confirme leur démonstration et nous présente cet échevinage comme juge d'appel. (Voir *Livre Rouge et archives anciennes de Saint-Quentin.*)

ARTICLE 13. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Si quelquefois d'après la demande des religieuses, l'évêque de Laon par lui-même ou de droit fait rappeler les échevins de Laon pour discuter l'affaire en sa cour, et réviser ce jugement, les dites dames s'y

transporteront, et d'après l'affaire instruite et le jugement rendu, l'action sera terminée comme elle devoit l'être pardevant les échevins de Laon. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Ou aussy sy à la peticion ds dictes religieuses, l'évesque de Laon par prière ou de son droict, avoit traict les eschevins de Laon en sa cour, les dictes relligieuses auront en la dicte cour, icelle congnoissance et jugement faict et baillée par les dicts eschevins de Laon, et elles pour tels jugement et congnoissance des eschevins de Laon telle action que deberont avoir.* (1)

Cet article est fort important et fort original. Il ouvre la voie d'un second appel aux religieuses devant l'évêque de Laon. Elles peuvent lui demander la révision de la sentence des échevins de Laon. Et le prélat peut connaître de l'affaire, soit qu'elle rentre de plein droit dans sa compétence, soit qu'il croie devoir de sa pleine autorité en connaître. C'est du moins ainsi que nous comprenons les expressions *jure* et *per se* ; car nous n'oublions pas qu'il s'agit de personnes ecclésiastiques, et que l'évêque a, en principe, sur elles, plénitude de juridiction.

L'appel d'échevins à échevins était déjà curieux à noter et inattendu. Cependant ce sont des juges de même origine et de même valeur. Cela se comprend encore. Ce qui se comprend moins au premier abord, c'est l'intervention de l'évêque. La charte de Laon

(1) *Vel etiam, si ad petitionem monialium laudanensis Episcopus per se vel jure fecerit scabinos laudunenses cognoscere in curia Episcopi judicium tale ab ipsis scabinis traditum dictæ moniales cognoscant illam in eadem curia audient et ipsæ pro tali judicio et pro cognitione et scabinis laudunensibus sicut prædictum est factam actionem qualem debuerint adversus scabinos laudunenses habebunt.*

(1128, art. 3, 18 et 20), avait déjà édictée cette intervention dans des cas spéciaux et cette compétence de la cour épiscopale avait assez vivement préoccupé un historien de Laon (Devismes, T. 1, p. 345). Il n'y a cependant pas lieu de trop s'en étonner ni pour Laon, ni surtout pour Beaurieux. Pour Laon, on doit toujours se souvenir à la suite de quels sanglants démêlés avec l'évêque la paix fut octroyée ; de quelle puissance formidable l'évêque était revêtu comme seigneur clerc et laïque ; et enfin combien il lui importait de retenir quelque chose du pouvoir qui lui était échappé momentanément. Pour Beaurieux, il convient simplement de rappeler que son seigneur était une abbaye.

Nous n'avons pas besoin de faire ressortir la différence notable qui existe entre la traduction du XVIII^e siècle et celle de 1491 : C'est à celle-ci que nous attachons le plus d'importance en raison de sa date.

Remarquons qu'en définitive on arrive à la cour épiscopale, par un chemin plus long que celui tracé par la charte de Chamouille, etc., mais, enfin, on y arrive.

ARTICLE 14. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Les habitants soumis aux conditions de cette paix ne pourront être contraints par les religieuses de plaider hors l'étendue de la paix, ni aucun d'eux contre elles-mêmes, ni un particulier contre un autre, sauf ce qui a été dit pour s'assurer de la vérité d'un jugement. (1)

(1) *Homines pacis extra terminos pacis placitare ab eis demoralibus non compellentur, et illi qui de pace sunt adversus ipsas extra terminos pacis non poterunt placitare, nec nunc contra alium salvo eo quod predictum et judicii veritate inquirenda ;*

TRADUCTION DE 1491. — *Les hommes de la paix ne seront point compellez ou contraintz par les dictes religieuses à plaider hors les termes de la paix.*

Ainsy iceulx quy sont de la paix ne pourront plaider contre les dictes relligieuses hors les termes de la paix, ny l'ung contre l'autre, sauf toutes fois ce quy est dist devant d'enquerir la verité du jugement.

Dans cette convention, on rassure les habitants contre l'étendue de la prescription des articles 12 et 13 ; hors les cas qu'ils prévoient, ils ne pourront pas plus que les Laonnois être contraints à plaider hors des limites de la paix, ni devant d'autres juges que les leurs, c'est-à-dire les maires et échevins, et les juges que les religieuses auront institués dans le ressort de la paix.

Nous sommes en 1233. Il ne peut pas être encore question de recours au Parlement de Paris qui ne commença à être réellement organisé que par les ordonnances de 1291 et 1302.

On peut rapprocher cet article comme bien d'autres, de la charte de Lorris expliquée par Laferrière (T, 4, pages 156 et suiv.). Mais la charte de Lorris est plus libérale. On doit la rapprocher surtout de l'art. 38 de la charte de 1184 sus citée.

ARTICLE 15. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

De plus il ne sera pas permis à la communauté ou à quelque particulier d'icelle de bâtir four ou moulin dans l'étendue des dites bornes, (1)

(1) *Præterea non liceat communix vel alieni de communia acquirere furnum vel molendinum infra terminos ipsius communix.*

TRADUCTION de 1491. — *En outre n'appartiègne ou soit licite à la dicte commune ou à aucuns d'icelle commune, acquérir four ou moulin dedans les termes d'icelles communes.*

Nous abordons, dans cet article, la question vitale pour le seigneur du moulin banal.

Le seigneur pouvait contraindre ses sujets à venir moudre ou cuire en son moulin ou en son four, quand le roi lui avait concédé ce droit. C'était un avantage considérable, et un produit journalier assuré.

Les religieuses d'Origny avaient le droit de banalité.

En 1205, elles avaient obtenu d'Eustasie, comtesse de Roucy et dame de Pierrepont, la permission à titre d'aumône, d'établir deux moulins sur leur domaine, entre Cuiry et Maisy, et de dériver à travers leur terrain l'eau de l'Aisne, à condition de la rendre à son cours naturel après avoir servi. Elles les avait autorisées à avoir une barque pour la descente des moulins et des panneaux, pour pêcher dans le canal de dérivation seulement, se réservant le droit de pêche complet sur le dit canal et dans l'Aisne.

Par la charte de 1233, les religieuses consolident leurs privilèges de banalité et, en mars 1239, elles obtiennent de Jean, comte de Roucy et seigneur de Pierrepont, la ratification et la confirmation de l'aumône de sa mère Eustasie.

Mais un désaccord s'étant élevé entre le comte de Roucy et la communauté de Chaudardes, au sujet de leurs droits réciproques, une paix, dans laquelle intervinrent Émeline, l'abbesse d'Origny, ses religieuses et le roi, se signa entre eux en mars 1239 et août 1240.

Cette paix maintient le comte de Roucy en toute sa propriété de l'eau de la rivière d'Aisne, son droit de passage et son droit de pêche, de telle sorte que,

sous l'exception créée en faveur de l'abbesse, par la donation de 1205, les gens de Chaudardes ne pourront pêcher que moyennant une redevance.

Certains droits de passage, de voiturage sont maintenus à ceux de Chaudardes.

Certaines exemptions sont concédées à quelques maisons. Mais en général le quartier de Chaudardes, et certaines maisons spéciales si elles sont habitées, doivent au comte une redevance annuelle d'un quart d'avoine, d'une obole et d'un pain d'une obole. A l'exception de quelques maisons, les habitants de Cuiry lui doivent la même redevance. Le maire, notamment, étant considéré comme un homme libre, ses maisons ne doivent pas le pain.

L'objet trouvé dans Chaudardes est partagé entre le comte et l'inventeur ; si on le dissimule au comte, il a droit à une amende arbitrée par les échevins de l'abbesse. Singulière condition, et bien en dehors des principes ordinaires du droit, si réellement, on veut parler d'un objet trouvé (*invenit rem aliquam* !) Mais il est probable que *rem*, ici, a la signification que le droit donne au mot trésor. Une autre interprétation ferait grief aux concessions de l'art. 7.

Cette paix énumère les droits du comte sur les animaux tués à Chaudardes, sur le pain et le vin et la vigne. Il a, dans le village, son manoir libre et dégrevé de toutes servitudes envers la commune, qui lui doit, elle, une redevance annuelle de huit livres parisis, et qui ne peut rien exiger ni de ses gens, ni de ses hôtes.

On vient de voir que, pour le partage d'un objet trouvé, c'était la justice de l'abbesse qui, sur la réquisition du comte, statuait entre le comte de Roucy et ses vassaux. Il n'avait en effet, aucun tribunal à lui. Le larron pris à Chaudardes était jugé par les échevins

de l'abbesse. Le comte pouvait assigner devant eux. du soir au matin, ceux qui lui feroient préjudice sur ses droits. Ils étaient tenus de venir plaider soit au domicile du comte, soit à celui de ses gens. L'exécution de la sentence appartenait aux hommes de l'abbesse, et, à leur défaut, le maire et les jurés de Chaudardes devaient donner au comte, satisfaction dans les huit jours.

Il est à remarquer que le comte n'avait point de banalité à Chaudardes (B.)

ARTICLE 16. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Si les dites dames peuvent acquérir un ou plusieurs fours les leurs seront bannaux dans le même état où ils sont aujourd'hui, autant qu'ils pourront suffire (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Laquelle chose si les dictes religieuses y veulent acquerir four ou fours, ilz seront à elles et banaux, en même estat qu'ilz seront de présent tant et sy avant qu'ilz pourront souffire.*

Aucune des prescriptions de cette charte concernant les fours et les moulins ne se retrouvent dans la charte de 1184 (Chamouille, etc.).

ARTICLE 17. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Ainsi les habitants venant cuire à leurs fours bannaux assureront leurs droits vis à vis ceux qui voudroient avoir recours à la justice. (2)

(1) *Quod si dictæ moniales furnum vel furnos acquirere poterint sui erunt bannales in eodem statu quod modo sunt, in quantum poterint sufficere.*

(2) *Ita quod illi qui ad furnum vel ad furnos ipsarum banales corquere venerint legitimam portabunt garandiam adversus omnes qui juri et justiciæ parere voluerint.*

TRADUCTION DE 1491. -- *En telle manière à ceulx qui viendront cuire à leur four ou fours-banaulx, ilz illec porteront bonne et valable garantiz à elles de tous ceulx qui voudront obéir à droill et à justice.*

ARTICLE 18. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

De même si les dites dames peuvent acquérir un ou plusieurs moulins, ils seront également bannaux ; et si par insuffisance, elles construisent d'autres fours ou moulins que ceux qui existent actuellement dans l'étendue de leur communauté ils seront et resteront bannaux selon la coutume. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Et sy les dictes relligieuses peuvent acquerir moulin ou moulins ilz seront à elles et banaulx et ce par insuffisance avecq les fours et moulins quy de présent y sont les dites religieuses faisoient fours et moulins, dedans la commune, ilz seront et demeureront banaulx à la loy et coustume comme ilz sont.*

ARTICLE 19. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Si quelqu'un cependant devenoit par succession propriétaire d'un four ou d'un moulin, lui et ses héritiers pourront le conserver tant qu'ils voudront, sauf cependant les pressoirs comme les dames en jouissoient avant cet arrangement (2)

(1) *Et si molendinum vel molendina acquirere poterint dictæ moniales sua erunt bannaes et si propter insufficientiam cum præsentibus furnis et molindinis infra communiam furnos et molindina fuerint dictæ moniales ad legem et consuetudinem quo modo sunt bannaes erunt et remanebunt.*

(2) *Si tamen ad quemcumque descenderit furnus vel molendinum per acceptas hæreditatis quamdiu voluerit tam ipse quam hæredes ejus in manu sua tenebunt, retentis tamen torcularibus secuti habuerant dictæ moniales ante concessum communix.*

TRADUCTION DE 1491. — *Touttes fois sy par eschange de hérédité et succession ung four ou un moulin échérat à quelqu'un tant luy comme ses héritiers le tiendront en leurs mains tant qu'ils voudront, reservez et retenus, touttes fois les pressoirs ainsy qu' les dictes relligieuses les avoient eus devant la concession de la commune.*

ARTICLE 20. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Et de peur que l'insuffisance des moulins ou pressoirs n'occasionne quelques difficultés entre les relligieuses et les habitans, il a été décidé que le grain pourra rester au moulin deux nuits entières, passé ce tems, il sera permis à tous particuliers de le porter et moudre où bon lui semblera. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Et affin que par insuffisance de moulins ou pressoirs discord ne se puisse susciter entre les dictes relligieuses et les hommes de la commune, il est ordonné et statué que le grain à moudre demeurera au moulin par deux nuyts et se plus y est, il sera ioisible à l'homme auquel il appartiendra porter son grain ailleurs et moudre où bon lui semblera sans pouvoir forfaire.*

Voici l'interprétation arbitrale :

Et quind à la doléance et remonstrance faite de la part des dits communiers touchant les moulins banaulx, mesmem nt que ceulx de Craonnelle dient que le moulin que les ditz relligieuses soullaient avoir

(1) *Et ne propter insufficientiam molindinorum, vel torcularium discordia inter moniales et homines communia valeat suscitari statuum est quod annona ad molendinum morabitur per duas noctes, et ulterius licebit homini defferre annonam suam alias et molere ubi voluerit sine foris facto.*

en leur dict terroir est en ruïne et désolation et que par ce peuvent aller mouldre ailleurs où bon leur semble. Nous disons que là où il n'y auroit aucun moulin audit Craonnelles de par les dites dames pour mouldre les grains desditz communiers et habitans au dit Craonnelle iceulx habetans audit Craonnelle pourrout aller mouldre ailleurs sans forfaictz.

ARTICLE 21. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Si les dames ou leur préposé appellent en justice un habitant qui aura porté son grain à un moulin étranger, assurant qu'il n'est pas resté deux nuits entières dans leur moulin, l'homme ou la femme à qui sera le bled, ou leur domestique de bonne foi, se lavera par serment et affirmera que son grain est resté deux nuits au moulin. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Et sy les dictes relligieuses ou leurs commis tire en cause. Celui qui aura emporté ledit grain du moulin, disant que ledit grain n'avait pas demeuré deux nuytz au moulin comme dessus est dict l'homme ou la femme à quy apartiendra le dit grain ou leurs serviteurs ou commis qui aura porté ledit grain au moulin se purgera par foy et par serment sans mal agir, que ledit grain a demeuré par deux nuits au dit moulin.*

(1) *Quod si ipse moniales vel mandatum earum cum qui annonam retulerit in causam traxerint dicentes quod annona per duas noctes moram non fuerit in molendino sicut prædictum est, homo vel femina cujus annona fuerit vel serviens eorum qui annonam tulerit ad molendinum fide vel juramento sine malo ingenio se purgabit quod annona per duas noctes moram fecerit in molendino.*

ARTICLE 22. — TRADUCTION DU XVIII^E SIÈCLE.

Excepté cependant que si le meunier et un témoin avec lui veulent jurer que le bled n'a pas séjourné si longtems, tous deux alors feront serment. Celui de l'homme ou de la femme ne sera pas reçu et le refractaire sera tenu de payer l'amende et la mouture suivant la loy. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Excepté que sy le meunier et autres personnes avecq luy veulent jurer que ledit grain n'à tant demeuré au dit moulin, la foy et le serment sera reçu des 2 personnes dessus dit. Et ainsi en en faisant l'homme ou la femme à quy appartenendra led. grain, n'en sera tenu d'en faire foy ni serment, ainsi sera tenu de rendre les moutures et de l'amende selon la loi par laquelle ils se règlent. (V. art. 9).*

ARTICLE 23. — TRADUCTION DU XVIII^E SIÈCLE.

Si les dites dames n'ont pas assez de pressoirs, chacun pourra sans crime presser ailleurs ; et même ceux qui le jugeront à propos pourront en faire faire pour leur usage et celui des autres, sans vouloir cependant interrompre le droit des relligieuses, s'il est reconnu de bonne foy que leurs pressoirs puissent suffire. (2)

(1) *Hoc excepto quod si molendinarius et alter cum eo jurare voluerit quod annona fuerit fidem vel sacramentum recipietur et sic homo vel femina cujus annona fuerit fidem vel sacramentum non dabit, sed molturas reddere, et lege qua vivit emendare oportebit.*

(2) *Et quam diu torcularia non habeant dictæ moniales ad sufficientium paterunt homines alias sine foris facto torculari. et etiam qui voluerint torcular facient ad sibi, et aliis famulandum, salvis tamen in omnibus torcularibus monialium in quantum poterunt sufficere bona fide.*

TRADUCTION DE 1491. — *et pour tout le temps que les dictes relligieuses n'aurent pressoirs à souffizance les hommes de la dicte commune pourront presser ailleurs sans forfait et quy voudra faire presser, faire le pourra pour luy et autres pressoirs, sauf toutes fois et de bonne foy en tout et partout les pressoirs des dictes relligieuses tant qu'ils pourront souffire.*

ARTICLE 24. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Mais si les dames veulent en construire de nouveaux elles rembourseront ce qui a coûté à celui qui en fait faire, sur le rapport fidel du maire et des échevins. (1).

TRADUCTION DE 1491. — *Sauf aussy s'il plaist aux dictes relligieuses avoir les dictz pressoirs qui ainsy seront faitz pour le prix qu'il a cousté à celui quy les a fait faire, elles le pourront avoir selon la considération et jugement des dictz maire et échevins fait de bonne foy en ceste partye.*

ARTICLE 25. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Est à savoir pareillement que les dites dames auront soin de mettre à la garde de leurs fours, moulins et pressoirs des serviteurs affidés et honnêtes gens qui feront serment de conserver les droits respectifs des relligieuses et des habitants. (2)

(1) *Salvo hoc etiam quod quando ipsæ moniales torcularia facta habere voluerint ad pretium habebant quod cussavit Domino torcularis secundum considerationem majoris et scabiorum bona fide.*

(2) *Et sciatur quod in furnis et molendinis et torcularibus legitimos servientes sine infamia dictæ moniales apponent qui sibi et hominibus de jure suo servendo fidelitatem facient.*

TRADUCTION DE 1491. — *Et est à scavoir que les dictes relligieuses mettront et apposeront es dictz fours, moulins et pressoirs, serviteurs et commis légitimes et idoines quy soient sans diffames, lesquels feront serment de fidélité à elles et à leurs hommes de garder leurs droïts.*

ARTICLE 26. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Mais dès que quelqu'un par succession deviendra possesseur d'un four ou d'un moulin, lui et ses héritiers les conserveront tant qu'ils le jugeront à propos. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Mais celui à quy le dit four et moulin par l'échéance de hérédité et succession descendra et appartiendra le tiendra et les héritiers aussi en leurs mains tant qu'ilz voudront.*

Du 16^e au 26^e article on voit quelles précautions minutieuses sont prises par les religieuses au sujet des moulins et des pressoirs banaux, leur véritable et principale richesse.

Ces pressoirs leur occasionnèrent bien des procès. Le plus curieux fut celui qu'elles soutinrent contre une famille Carlier qui refusait d'aller à leur pressoir, prétendant en être exemptée par sa qualité de noble. Le factum, que nous publions aux notes, fait très bien ressortir que la charte de 1233 n'avait pas établi la banalité des pressoirs, mais l'avait consacrée comme bien d'autres droits antérieurs à cette charte. (C)

(1) *Sed ad quem furnus vel molendinum per acceptantium hæreditatis descenderit hic quam diu voluerit et hæredites ejus in manu sua tenebunt.*

ARTICLE 27. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Comme les dites religieuses ont actuellement sept échevins dans les villes ci-dessus dénommées, il est arrêté que toutes les fois qu'une ou plusieurs places deviendront vacantes par mort, défaut ou changement, les échevins en choisiront d'autres de bonne foy et sur leurs serments, il sera permis aux dames religieuses de choisir qui leur plaira dans la communauté pour être leurs doyens et huissiers, le tout pour le bien de ladite communauté ; elles pourront en avoir un dans chaque paroisse à leur volonté sans cependant contrevenir aux droits de chacun. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Et comme il soit ainsy que les dictes relligieuses ayant sept eschevins es dites villes, il est statué et ordonné que toutes et quand fois que aucun ou aucuns des dictz eschevins délaissera a estre eschevins soit par mort, deffault ou mutation, les autres eschevins de bonne foy et par leur serment en éliront ung autre ou autres eschevins. Et sera loisible aux dictes relligieuses élire dedans lesd. communes en quelque lieu que bon leur semblera doiens et submoniteurs, lesquels demeureront à l'usage de la commune ; et en ung chacune ville, s'il leur plaist, ilz auront doyen, lequel ilz ont accoustumé avoir.*

Du 27 au 39^e article, on organise le droit de surveillance des religieuses au moyen d'un doyen ou d'un submoniteur. Du rapprochement des différentes expressions latines dont se servent la charte et les traducteurs, on peut conclure que ce mandataire des

(1) *Cum autem in prædictis villis septem scabinos in præsenti habeant, et habeat unus quisque quod habere solet.....*

(Le surplus du texte a été omis dans la copie latine).

religieuses n'était qu'un sergent, ou huissier, ou surveillant. Il jouissait de certains privilèges qui sont nettement spécifiés. Il ne pouvait pas cumuler la fonction de doyen avec celle de maire de la commune. On est porté à croire que le rôle de sergent n'était pas fort recherché. Cela se comprend. Aussi pouvait-on contraindre la personne désignée à le remplir, sous peine d'amende, ce qui ne laisse pas que de réveiller, comme point d'origine, de bien vieux souvenirs.

Il en était de même pour les échevins des religieuses qui, en 1233, en avaient sept dans les villes de la paix. Il n'est pas douteux que ces échevins étaient les officiers de justice de l'abbaye.

A côté de ces officiers nommés par l'abbesse, dès le principe, et choisissant eux-mêmes les successeurs aux charges vacantes, parmi eux, se trouvait la justice de la commune. La charte, en effet, lui reconnaît le droit d'élire, chaque année, un maire, des échevins et des jurés ayant des attributions administratives et judiciaires.

Mais ce n'est pas là un droit concédé, c'est la reconnaissance d'un droit préexistant à la paix, comme l'a démontré Guizot.

ARTICLE 28. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

De manière que leur doyen de Chandardes ne pourra être maire ni juré tant qu'il sera revêtu du titre de doyen. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Que le doien des dictes religieuses à Chandardes ne pourra estre mayeur ne juré tant et si longuement qu'il sera doyen.*

(1) *Ita etiam quod decanus ipsarum de Chaudarde non poterit esse major nec juratus quam diu erit decanus.*

On défend le cumul des charges et la confusion des pouvoirs. Avec le temps, ce principe sera aboli, par l'usage, dans plusieurs communes. Il se maintient à Beaurieux. Seulement le maire et les jurés furent dépouillés de tout droit de justice. L'officier de l'abbesse les absorba sous le nom de bailli.

ARTICLE 29. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Si quelqu'un est maire avant d'être doyen il ne pourra être dépouillé de la première dignité pour prendre la seconde, et de même si quelqu'un est doyen, il ne pourra être obligé de quitter ce titre pour prendre celui de maire, mais restera doyen tant qu'il lui plaira. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Mais si aucun estait mayeur avant qu'il fust doien, il ne pourrait estre osté de la dicte mairie pour être doien, tant qu'il sera mayeur, et semblablement s'il est doien devant que mayeur il ne pourra accepter le dit office de mayeur, mais demeurera doien tant qu'il lui plaira.*

ARTICLE 30. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Quiconque sera maire, doyen ou échevin des dites dames leur prètera serment ou à leur préposé qu'il observera fidèlement en tout les droits de leur église (2)

(1) *Sed si aliquis major fuerit antequam decanus et majoria non movebitur propter decanatum grandiu major fuerit et similiter si decanus fuerit antequam major, majoratum non suscipiet, sed decanus quam diu voluerit remanebit.*

(2) *Quicumque autem major vel decanus vel scabinus monialium fuerit ipsis vel mandato ipsarum sacramento fidelitatem præstabit quod jura ecclesiæ ipsarum in omnibus fideliter observabit.*

TRADUCTION DE 1491. — *Quiconque sera mayeur, doien ou eschevins des dictes relligieuses sera et baillera serment de fidélité aux dictes relligieuses ou à leurs commis qu'il gardera loyaument en tout et partout le droit de l'église.*

ARTICLE 31. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Si quelqu'un refuse d'être doyen ou échevin, le maire et les jurés à la requête des religieuses l'obligeront à recevoir la charge, et à prêter son serment dans quatre jours, s'il persiste à rester dans la communauté, et d'après son mépris, il sera contraint de leur payer l'amende suivant leur règlement et même conduit en leur prison ; jusqu'à ce qu'il ait satisfait, à moins qu'il ne fasse connaître quelques droits de franchise. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Et, se aucun refuse d'être doyen ou eschevin des dictes relligieuses, le maire de la commune et les jurez à la requête des dictes relligieuses le contiendra à recevoir le dit office et faire le serment de fidélité dedans 4 jours, s'il demeure dedans les termes de la dicte commune et du contennement le feront amender aux dictes relligieuses selon leur loy et coustumes et le feront mettre entre leurs mains jusques à ce qu'il ait faict la chose dessus dicte, au cas toutes fois qu'il ne se pouroit deffendre de droict de liberté et franchise au contraire.*

(1) *Et si aliquis recuseverit esse decanus vel scabinus ipsarum, major communis et jurati ad requisitionem ipsarum infra quartum diem et recipiendum et ad fidelitatem faciendam si ipse infra communiam morabitur compellent et de contemptu ipsis monialibus lege quæ vicunt emendari facient, vel in captione sua quoadusque factum fuerit tenebant, nisi ille possit se jure libertatis deffendere.*

Cet article réveille comme un souvenir des municipaux romains. Il faut croire que la charge de doyen ou échevin était peu lucrative, puisqu'on l'imposait sous peine d'amende, selon les lois et coutumes des religieuses. Quelles étaient ces lois et coutumes ? Rien ne l'indique.

ARTICLE 32. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Les dites dames se réservent entièrement tous leurs droits, revenus, possessions, biens, avantages et émolumens avec la seigneurie et leur juridiction, excepté les donations et concessions qu'elles ont faites aux habitans, comme elles sont contenues dans cette charte. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Et au surplus les dictes religieuses retiendront entièrement à elles tous leurs droicts, rentes, possessions et choses en tous profficts et émoluments aveq seigneuries et appartenances d'icelles excepté ce qu'elles ont donné et octroyé aux hommes desd. communes ainsi que les donations et concession plus a plain sont contenus en ceste présente charte.*

ARTICLE 33. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Est à scavoir quelles pourront avoir à leur volonté dans leur maison, un serviteur qui ne sera pas soumis aux usages de la communauté, et dont elles pour ront même faire leur doyen. (2)

(1) *Omnia enim jura ipsarum redditus possessiones et res in omnibus commodis et proventus cum dominis et districtu earum integritè retinent præter in illis quæ hominibus communis condonaverunt et concesserunt; sicut in carta ista ipsæ concessiones et condonationes ab ipsis factæ plenius continentur.*

(2) *Sciatur etiam quod si ipsis placuerit habuere potuerunt in domo sua servientem qui non erit de usu communis et de eo si voluerint suum facient decanum.*

TRADUCTION DE 1491. — *Et est à sçavoir que s'il plaist aux dictes relligieuses, elles pourront avoir en leur maison un sergent ou commis quy ne sera de la charge de la dicte commune, et, s'il leur plaist elles le pourront faire doien.*

Pour définir le rôle de ce sergent, dont on pouvait faire un doyen, n'est-ce pas le cas de rappeler ce passage du nouveau coutumier général (T. 2, page 1093): « Sergens ou doyens de justice ne peuvent estre gardes ni achepteurs de gages par eux pris par exécution directement ou autrement. » Encore cette explication n'est-elle pas très satisfaisante.

ARTICLE 34. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Mais il ne leur sera pas permis de prendre à leur service un habitant libre pour obvier à la diminution de la taille qui dès lors en résulteroit. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Mais, tant s'en faut, elles ne pourront prendre pour leur sergent ung des hommes de la dicte commune franc en leur maison pour la diminution des tailles et coustumes de la dicte commune.*

ARTICLE 35. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Il faut également savoir que leur serviteur, s'il contrevient aux lois de la paix, sera traité comme un autre, à moins que par respect et égard pour les relligieuses le traire et les jurés ne veuillent bien en agir avec lui plus favorablement. (2)

(1) *Sed tamen homines de communia liberum non possunt capere servientem suum in domo ipsarum propter diminutionem talliarum et consuetudinem communie.*

(2) *Sed sciendum quod ipse serviens in domo ipsarum manens de pacis infractione sicut alter tractabitur nisi pro amore et honore ipsarum major et jurati erga eum mitius agere voluerint.*

TRADUCTION LE 1491. — *Mais est à scavoir que le dit sergent ou commis, demeurant en la maison des dictes relligieuses, touchant l'infraction de la pair, sera traité comme ung autre, sy ainsy n'estoit que pour l'amour et honneur des dictes relligieuses, le dit maire et jurez voulsissent plus doucement et gracieusement besongner avec lui.*

ARTICLE 36. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Il ne faut pas passer sous silence que les relligieuses pourront avoir à leur service, un homme qui ne soit ni de la communauté ni soumis à ses usages, avec sa femme et ses enfants. Il lui sera libre d'avoir trois vaches et soixante brebis à lui en propre qui paîtront dans les aisemens de la communauté et s'il fait quelque autre acquisition, il sera tenu d'en payer la taille, et si quelqu'une de ses bêtes est prise pour délit il en payera l'amende comme un autre particulier. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Et n'est pas à taire que les dictes relligieuses pourront avoir, en leur maison sergent ou commis francq des coustumes de la commune, qu'il ne soit de la commune avecq sa femme et famille et pourra avoir 3 vaches et 60 bêtes blanches à luy propre aux aisemens des villes de la commune, et s'il acquiert aucune chose outre et pardessus des choses qu'il aura acquis, sera tenu payer les tailles*

(1) *Nec istud tacendum est quod servientem liberum a consuetudinibus communie habere poterunt in domibus suis in communia, qui non sit est communiacum uxore sua et familia ejus et poterit habere tres vaccas et sexaginta oves suas proprias in aisumentis villarum communie et si ultra aliquid adquisieris, de rebus ultra acquisitis ad tallias villæ tenebitur persolvendas, et si aliquod animalium suorum captum fuerit ad foris factum emendum solvere pro animali tenebitur sicut alius de villa.*

de la ville, et sy aucune de ses bestes est prise en forfaiture, il sera tenu d'amende pour la dicte bête ainsy que ung autre de la ville.

ARTICLE 37. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Si un seul homme ne suffisait pas au service des religieuses elles pourroient également en avoir plusieurs. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Et si ung sergent ou commis ne suffisent au service d'icelles religieuses icelles en pourront avoir plusieurs sergens.*

ARTICLE 38. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Les dites religieuses se réservent à perpétuité les aisements des lits comme leurs devancières et elles-mêmes en ont joui jusqu'à présent. (2)

TRADUCTION DE 1491. — *Touttes fois les dictes religieuses ont à elles perpétuellement retenu et reservé comme leurs prédécesseresses les aisemens des lits ainsy que leurs prédécesseresses les ont eu par cy-devant.*

ARTICLE 39. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Mais si elles appellent quelqu'un en justice, pour tel refus et que ce refus soit constaté par leur doyen ou huissier ; si le doyen soutient de bonne foy qu'il a chez lui des aisements, le refractaire sera condamné à l'amende, lui laissant toutefois la liberté de jurer main-levée qu'il n'en aucun ni renvoyé aucun de

(1) *Et si solus serviens servitio dictaturum non sufficeret monialium plures similiter haberent servientes.*

(2) *Aisiamenta vero lectorum perpetua dictæ moniales, sibi reservant sicut prædecessores ipsarum et ipsæ actenus habuerunt.*

chez lui pour éviter la servitude due aux dames religieuses. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Si aucuns des dicts habitants de la dicte commune estoient reffusans de baillier des lictz et qu'il fust de ce requis par led. sergent ou submoniteur, le dit submoniteur ou doïen sera creu s'il avoit aisement et l'admendera selon la loy dont ilz usent sinon les communiers jurez qu'ils n'avaient aisements de lits dans la maison et qu'il ne les a point emportez pour éviter le service d'icelles dames.*

ARTICLE 40. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

De plus pour éviter toute difficulté par rapport aux paturages les dites dames en ont spécifié les bornes savoir : depuis le bas de la montagne de Chabrel et autres jusqu'au lieu appelé Pontin, de là au-dessous des bornes de Thsem jusqu'au bourg de Chaudarde, de là jusques aux vignes de Bouillon-Voncel, de là jusqu'à la vigne de dame Germaine, de là jusques a Griffon fontaine et le lieu appelé Exonpons, et même les paturages jusqu'au gué de Vassogne ; les dames religieuses ont promis aux habitants de ne jamais diminuer les paturages, sauf cependant qu'elles et leurs

(1) *Si autem aliquem in causam traxerint dictæ moniales pro aisiamento lectorum quod ipsis facere perdecantum suum vel per submonitorem recusaverit, probatus erit de recusatione per quemlibet solum ipsorum decani vel submonitoris et si decanus dixerit bona fide ipsum habere aisiamenta lectorum, ipsis monialibus ille homo emendare lege qua civit tenebitur, sin autem propria manu jurabit quod neque habebat aliquod aisiamentum lectorum neque a domo sua remotis pro servitio ipsarum evitando.* (Voir nos observations sous les art. 9 et 22 au sujet des expressions *lege qua vivit*. Les arbitres ont traduit ici : *Selon la loi dont ils usent*, ce qui équivalait à la formule : *Selon la loi par laquelle ils se règlent*.)

serviteurs domiciliés chez elles y auront un aisement sauf encore les terres, leurs prez et autres biens dont on leur payera la rente dans les dits paturages. (1)

TRADUCTION DE 1491 — *En outre, affin que sur les pasturages aucune ambiguité ne se puisse mouvoir, les dictes religieuses ont dict les ditz pasturages estre depuis les prés du mont de Chebreil et autres montaignes jusques aux lieux que l'on dict Ponchieu, et de la dedans les metes de Touain jusqu'en la rue de Chaudardes, et de là jusques aux vignes de Billion-Montel, et de là jusques à la vigne dame Germaine, et de là jusque à Grifontaine, et de là jusques au lieu estouppons et aussy les pasturages jusques au vez de Vassongne ; ont, en oultre, concédé et octroyé les dictes relligieuses aux hommes de la dicte communauté que decy en avant les paturaiges dessus nommez ne seront par elles diminués sauf touttefois qu'elles auront leurs aiseimens es dictes pastures et aussy leurs serviteurs demeurans en leurs maisons, et sauf les terres et les prez d'elles et aussy les autres choses desquelles les rentes se paieront à elles des dicts pastures.*

Les pâturages furent une source de procès entre l'abbaye et les villages. L'arbitrage de 1489 chercha

(1) *Præterea ne super pascuis aliqua possit oriri ambiguitas, ipsæ moniales ea dixerunt esse a pede montis de Chabrel et aliorum mentium usque ad locum qui dicitur pontin et abinde infra metas de threm usque ad vicum de Chaudarde, abinde vero usque ad vineas de Buillon-Moncel et abinde usque ad vineam Dominæ Germanæ, abinde quoque usque ad Griffon fontaine et locum qui dicitur exonpons et etiam servientes sui in domo ipsarum commorentes et salvis terris et pratis ipsarum et etiam aliis de quibus redditus persolventur eisdem in ipsis pascuis.*

à éclaircir les clauses de la paix et à prévenir les difficultés pour l'avenir.

Mais il n'y parvint pas. Au XVIII^e siècle notamment un procès s'engagea de nouveau. Un factum dont nous donnons copie aux notes , en expliquera le sujet. (D)

Quoiqu'il en soit, voici ce que décidèrent les arbitres du Roi en 1489.

INTERPRÉTATION. — *Et quand aux articles trente, trente et ung et trente deux, trente trois, trente quatre et trente cinq (1) dont le trentiesme et premier commençant en outre affin que les pasturaiges et le trente cinquesme finy ou les baillier et donner à labourer et cultiver ou a ruaiger aux hommes de la dicte communaulté sur les différencz des dictes parties touchant les usaiges et pasturaiges limitez et désignez audit trentiesme article, nous disons que les dits hommes de ladite commune et aussy le sergent desdites dames sont seront et demeureront communs es dits usaiges et pasturaiges soultz les dictes dames pour en jouir et user par eulx doresnavant comme vray usai-giers doivent faire et nen pourront vendre donner ne aultrement alienner sinon les ungs aux aultres et que ce quy soit pour leurs usaiges seulement aussy ng pourront mectre porcs ne aultres bestes appartenans à aultruy ne les leur propres que pour leur user, et au regard des bois, terres, prez et autres héritages que detiennent presentement en commun les dicts hommes de la commune, lesquelz les dictes dames prétendent à elles appartenir et iceulx comuniers diroient, au contraire que a eulx apartenoient par vertu de la dicte chartre, nous disons que veu le contenu en icelle chartre ensemble les moiens, raisons*

(1) Nous avons donné à ces articles les nos 40 à 44.

et motif sur ce bailliez par escrit par chacune des dictes parties et autre chose quy faisoient a veoir et considerer en ceste partye, que les dictz hommes de la commune seront tenuz de mettre hors de leurs mains dedans an et jours tous les dictz héritages tant bois, terres, prez comme autres estans scituez et assis hors les dictz usaiges et termes de la commune pour iceulx estre venduz et adonerez par les procureurs ou receveurs des dicts dames et comuniers au plus offrant et dernier encherisseur à la chandelle esteignant à la manière accoustumée, et les deniers quy en en viendront et ystront seront concertz et employé à la manière qui sensuict ; c'est asscavoir ung tiers d'iceulx deniers au prouffict et reparations de l'église et abbaye de Sainte Benoisted'Origny, ung autre tier au prouffict et reparations des églises paroissiales de la dicte commune et de la fabrique d'icelles de et souz lesquelles les dicts heritaiges sont scituez et assis, et l'autre tier demeurera au prouffict desditz comuniers pour les réparations et affaires des dictz villes et de leur commune ; disons aussy que doresnavant quaiens aucuns biens meubles ou immeubles cheront ou adviendront en mortes main es hommes de la dicte commune par faulte de heritiers ou aians causes les dictz comuniers en feront et useront selon le contenu audit cinquantesme article (1) commenceant et s'il advient que iceulx hommes et femmes decedans et quand aux héritages depuis la date de la dicte chartre ont esté acqueitz, et homes de la dicte commune par les dictes dames ou leurs predecesseresses soit par feu Messire Guillaume de Craonnelle ou d'aultres ilz seront et demeureront à icelles dames relligieuses pour en faire et disposer à leur plaisir et volonté comme de leur

(1) V. art. 76.

propre chose, outre plus avons dict et disons que à icelles dames comme dames haultes justicières comporte et appartient toute et quand fors que besoing est et sera faire ou faire faire par leurs officiers en justice tous cris et publicquations tant es festes comme aultrement en quelque manière que ce soit ou peut estre.

Notons ici, qu'il n'est pas plus question de pâturages dans la charte de 1184 (Chamouille, etc.) que de moulins et pressoirs banaux.

Aussi cette charte de 1233 a-t-elle une originalité et un intérêt particulier, tant sous ces divers rapports, que sous celui de la police du pays, de l'administration des biens des religieuses et de l'organisation de leur justice.

ARTICLE 41. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Elles n'admettent personne si ce n'est de la volonté des maires et jurés de la dite communauté. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Nul ne sera par elles associé ne accompagné si ce n'est de la volonté des maieur et jurés de la dicte communauté.*

ARTICLE 42. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Il sera cependant permis aux religieuses et même aux habitants de la communauté de cultiver des terres dans l'étendue de ces paturages, en payant toutefois aux dites dames la dixme et le terrage. (2)

(1) *Per ipsas nullus associabitur nisi et voluntate majoris et juratorum dictæ communix.*

(2) *Insuper licebit monialibus et hominibus ipsius communix infra nominata pascua terras excolere ita quod ipsi homines ipsis inde reddent decimam et terragium.*

TRADUCTION DE 1491. — *En après, il loira aux dictes relligieuses et hommes de la dicte communauté, labourer et cultiver terres dedans les dictes patures, en manière touttefois que les dits hommes paieront aux dictes relligieuses dimes et terraiges.*

ARTICLE 43. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Elles pourront même avoir les Isles de Chaudarde, Cuiry, Beaurieux et de Pison pour y faire paître leurs chevaux et ceux de leurs serviteurs qui demeureront en leur maison. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Sera aussy loisible aux dictes relligieuses et à eulx d'avoir l'isle de Chaudarde, de Cuiry, Beaurieux et de Pisons pour les repas des chevaulx d'elles et de leurs serviteurs demeurant en leurs maisons, et aussy aux hommes d'icelles communes.*

ARTICLE 44. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Les autres aiselements leur resteront et aux habitants dans l'état où ils sont actuellement, avec cette restriction que les relligieuses pourront les cultiver ou y planter de la vigne, ou les donner à la communauté pour les employer aux mêmes usages. (2)

(1) *Licebit etiam monialibus et ipsis insulas de Chaularde, de Cuiry, de Byaurieu et de pisons habere et pro repartu equorum earum-lem et sercientium in dono ipsarum commoventium.*

(2) *Et etiam hominibus ipsius communie alia aisiamenta supra dictaturum villarum remanent ipsiset hominibus in ipsis villis mmentibus in eo statu in quo solent, retento similiter monialibus quod ipsæ ea poterant excolere vel in ipsis plantare vineas, vel etiam dara ipsis hominibus sæpe dictis ad excolendum vel ad vinagium.*

TRADUCTION DE 1491. — *Et les autres aiseimens des dites villes demeurent à iceulx hommes demeurans en icelle ville en tel estat qu'ils ont accoustumé. Retenu semblablement aud. relligieuses qu'elles peuvent labourer les dicts aiseimens ou en iceux planter vigne ou les baillier et donner à labourer et cultiver, ou à usage aux hommes de la d. communauté.*

ARTICLE 45. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Il est statué que les habitans ci-dessus dénommés payeront aux dites dames la dixme de leurs vins au temps des vendanges, comme ils la leur doivent légitimement. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Et aussy statué que les dits hommes devant dict en temps de vendange donneront légitimement aux dictes relligieuses les dismes de leurs vins.*

ARTICLE 46. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Si quelqu'un ne paye pas, et d'après une sommation de la part de ces dames ne veut pas satisfaire, elles le dénonceront aux maire et jurés qui l'assigneront à comparaitre pardevant eux dans l'espace de quatre jours et arrangeront la chose le mieux possible. (2)

(1) *Statuum : est etiam quod homines jam dicti decimas vini tempore vindemiarum sicut debent monialibus legitime persolvent.*

(2) *Quod signis non solverit et super hoc ab ipsis requisitus non satisfecerit, majori et juratis hoc ostendent qui hominem illum vel homines illos vel feminas in suam convocabunt presentiam infra quartum diem et propositis suis inter ipsas et ipsum vel ipsam component.*

TRADUCTION DE 1491. — *Et s'il advenoit que aucuns ne paiast la disme sur luy et que les dictes relligieuses le montreront et dénonceron aux maire et jurés lesquels homme ou hommes, femme ou femmes appelleront en leur présence dedans le 4^e jour et de leur pouvoir les dictes relligieuses composeront.*

C'est la transaction posée en principe.

ARTICLE 47. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

S'ils ne le peuvent, l'homme accusé ou la femme, s'il ni a pas de mary, se transportera à l'église et là jurera sur l'autel qu'il a payé fidèlement la dime de son vin et autres biens comme elle est due, à moins que le maire et les échevins ne soient convaincus de son habitude à le retenir. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Et s'ils ne peuvent composer, l'homme ou la femme qui n'aura envoyé en jurera en l'Eglise sur l'autel que, de son vin et autres choses, qu'il a païé la juste disme comme il est tenu, si n'étoit qu'il seust devant les maire et eschevins, sur ce défaut ou renommé d'être mauvais dixmeur.*

ARTICLE 48. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Si quelqu'un est accusé d'avoir dans la communauté commis quelque crime, je ne parle pas de ceux dont nous et les relligieuses nous nous sommes réservé la connaissance et la justice, comme il a été dit

(1) *Si autem nequiverint jurabit homo vel femina si maritum non habuerit in ecclesia super altare quod de vino suo et aliis cæteris rectam decimam sicut debet bona fide persolvit; nisi apud majorem et scabinos super retentione decimarum fuerit diffamatus.*

plus haut, le maire et les jurés pourront l'arrêter sans inquiétude, jusqu'à ce qu'il ait payé son amende suivant le délit. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Touttes fois saucuns avait commis forfaicts dedans la communaulté, un autre cas que ceulx que les d. relligieuses ont cy-dessus en leurs mains et justice retenus, et nous en la nostre soit loisible aux maire et eschevins de lad. commune de le tenir sans forfaict tant qu'il ayt amendé son forfaict à la considération des d. maire et jurés*

ARTICLE 49. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

De même si quelqu'un leur doit les challes ou la taille, et s'obstine à ne pas payer, ils pourront sans autre forme de procès saisir le débiteur et ses biens, jusqu'à ce qu'il ait payé sa dette, après avoir toute fois assuré par serment qu'il est redevable. (2)

TRADUCTION DE 1491. — *Et semblablement saucuns doit tailles ou cartels aux d. maire et jurez et les détient contre leur volonté, soit loisible aux dits maire et jurés ledit détempter ou ses biens sans justice prendre et détenir tant qu'ils aient leur den ainsy qu'ilz affirmeront par leur serment.*

(1) *Si quis autem infra communiam aliquot foris factum commisserit præter in illis quæ superius in manu et justicia sua dictæ moniales retinuerunt et nos in nostra liceat majori et juratis ipsius communix eum sine foris facto detinere donec ad consuetudinem eorum suum emendabit foris factum.*

(2) *Et similiter si aliquis catelli vel taillias ipsis majori et juratis debuerit et ea contra eorum voluntate detinuerit liceat eis ipsum detentorem et res ejus sine justicia capere et detinere donec suam habuerint debitum sicut ipsi dicent super sua sacramenta. (V. Glossaire de Ragueau et Laurière, p. 103).*

ARTICLE 50. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Si quelque difficulté s'élève entre les habitans de la communauté le maire et les jurés pourront les intimer pardevant eux, écouter leurs raisons et les arranger paisiblement et sans contrainte, à moins qu'il ne soit question de crimes dont les relligieuses et nous, nous nous sommes réservé la connaissance. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Et se question ou discord se meuvoit entre les hommes d'icelles communautés, soit licite aux maire et jurez iceulx convoqués en sa prssence et sans forfaiture leur cause oyr et sans force ou révocation de la volonté des parties paciffier et accorder réserve des forfaits dessus nommez, la justice desquelz, comme dict est, nous et les dictes relligieuses avons retenu en notre main.*

ARTICLE 51. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Si quelqu'un injurie un clerc, un militaire, marchand, qu'il soit privé ou étrange, si cet agresseur est de la communauté, il sera sommé de comparaître dans quatre jours à l'audience du maire et des jurés, et s'il est convaincu par témoignage indubitable, il satisfera la personne lésée, suivant leur règlement, et de plus il leur payera l'amende marquée pour infraction de la paix. S'il en refuse le paiement,

(1) *Quod si aliqua discordia inter homines ipsius communitatis emerserit liceat majori et juratis eos in suam convocare præsentiam et absque foris facto eorum causam audire et absque coactione de voluntate partium pacificare nisi de superius nominatis foris factis quorum justiciam sicut prædictum et nos et dictæ moniales in manu nostra dedituri.*

il sera banni de la communauté, lui, sa femme et ses enfants, à l'exception de ses domestiques qui ne pourront être contraints de le suivre, et il ne lui sera permis d'y revenir qu'après avoir satisfait à la demande du maire et des jurés. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Et saucuns fait injure à unq clerc, chevalier, marchand, indigene ou estranger, seluy qui a faict injure est de la communauté, s'il est convoqué devant les mayeurs et jurez viengne devant la justice dedans le 4^{me} jour et s'il est de la dicte injure par légitime témoignage atteint et convaincu, satisfaire à celuy quy aura souffert l'injure selon la considération des maire et jurez et paye aux dicts maire et jurez la forfaiture de la paix violez. S'il ne le veut amender lui et toute la famille, excepté les mercenaires, lesquels si bon ne leur semble ne seront conseillez eux en aller avec eux, sera déjecté et expellé hors de la d. commune et ne leur sera permis retourner tant qu'ils auront satisfait leur forfait selon la considération des d. maire et jurés.*

ARTICLE 52. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Mais si le malfaiteur possède hors de l'enceinte de la paix, maisons, vignes et autres biens, le maire

(1) *Siquis vero aliquo clerico militi mercatori, indigeno vel extraneo injuriam fecerit si is qui injuriam fecerit de communia fuerit infra quartam diem submonitus ante majorem et juratos veniat ad justiciam et si legitimo testimonio de ipsa injuria convictus fuerit consuetudine majoris et juratorum passo injuriam satisficiat et majori et juratis foris factum pacis violatæ per solvat, sivero emadare noluerit cum omnibus qui de populari familia ejus sunt, exceptis mercenariis qui si cum illo exire noluerit non compellentur de communia ejiciatur nec redire permittentur donec foris factum suum ad consuetudinem majoris et juratorum emendaverit.*

et les jurés demanderont justice aux seigneurs dans le domaine de qui seront situés les dits héritages, ou si ces biens sont sur franc aleu il la demanderont également au seigneur haut justicier. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *En outre s'il avoit possession de maison, de vignes ou autres possessions aux termes du circuit de la paix les maires et jurez requerront au seigneur ou seigneurs au détroit desquels sont les d. possessions ou au seigneur de franc aleu, si les d. possessions en fran aleu, qu'il leur face justice du malfaiteur.*

L'article 2 de la charte de Laon renvoie la connaissance à la cour de l'évêque du méfait d'une personne qui possède un alleu dans les termes de la commune de Laon, et ne relevant dès lors d'aucuns seigneurs du territoire.

ARTICLE 53. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Et si les seigneurs après cette requête ne contraignent pas le coupable à payer l'amende dans la quinzaine, il sera permis aux maire et jurés de détruire tous ses biens autant qu'ils le pourront. (2)

TRADUCTION DE 1491. — *Et si lesd. seigneur ou seigneurs depuis qu'ils sont requis n'ont lesdits malfaiteurs corrigé dedans la quinzaine en suivant soit*

(1) *Si vero infra ambitum pacis possessiones habuit domorum aut vinearum aut aliarum possessionem a dominis vel a domino in quorum districto possessiones prædictæ fuerint vel si in alio fuerint a domino cujus allodii justitia fuerit major et jurati de male factore illo justiciam requierent.*

(2) *Et si dominum vel domini postquam fuerint requisiti super hoc infra quindecim dies malefactorem illam ad emendationem non aduxerint extum liceat majori et juratis univsum male factoris substantiam destruere prout poterunt*

loisible de la en avant aux maire et jurés détruire la universel substance desd. malfaiteurs comme ils pourront.

Cette autorisation de détruire se retrouve dans l'article 3 de la charte de Laon de 1128. Cet art. et l'art. 53 veulent qu'il soit fait bonne et surtout prompte justice, car ils promettent de détruire, de se faire justice par toutes voies (*prout poterunt!*) au bout d'un tems très court !

Cette clause de destruction légale est mentionnée à plusieurs reprises dans la charte de Saint-Quentin, octroyée par Hébert IV en 1046, suivant D. Labbé (*hist. de Chauny, ch. 2, art. 12*), avant 1081, et dont le texte a été découvert par le savant M. Emmanuel Lemaire, à qui sont dus des travaux si curieux et si utiles. (*Voir le Livre Rouge de l'Hôtel de Ville de Saint-Quentin : Introduction, p. XV et suiv.*)

Assurément, pour la charte de Beurieux, nous ne nous permettrons pas d'autres comparaisons avec d'autres chartes de villes. Mais, après avoir fait certains rapprochements absolument topiques avec deux grandes chartes, et nécessairement celle de Laon, on a vu et on verra, sans doute, avec quelque intérêt certains rappels de quelques chartes de commune ; d'ailleurs la charte de Saint-Quentin de 1046 a été appliquée à Chauny par Philippe d'Alsace en 1167. (*D. Labbé, livre 3, art. 23.*)

ARTICLE 54. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Si le coupable n'est pas de la communauté, mais comme passager, l'affaire sera portée pardevant les relligieuses ou leur bailly. (1)

(1) *Si malefactor de communia non fuerit re ad moniales prolata vel ad ministerialem ipsarum.*

TRADUCTION DE 1491. — *Et si ledit malfaiteur, n'est de la commune la chose rapporter aux dites relligieuses ou à leurs ministres et officiers.*

Le mot *ministerialem* se retrouve également dans l'art. 7 de la charte de Laon (1128). Guizot le traduit par officier comme le traducteur de 1491, et non par le mot bailli.

ARTICLE 55. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

S'il refuse de souscrire à leur prononcé et sommation, dans la quinzaine, le maire et jurés pourront le chasser de la communauté et hors des bornes de la paix. S'il s'y représente, il sera sur le champ arrêté, et les maires et jurés pourront alors le détenir jusqu'à ce qu'il ait satisfait. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Si par la monition d'elles ou de leur ministre dedans quinze jours il n'a amandé le forfait, il sera licite aux d. maire et jurés le jeter hors la paix et commune et si depuis qu'il sera jetté hors, il est trouvé dans les Termes de la Paix soit prins et sera licite aux mayeurs et jurés le détenir sans aucun forfait jusqu'a ce qu'il aura satisfait à iceux mayeurs et jurés.*

Les articles 54 et 55 sont à rapprocher des art. 3 et 4 de la Charte de Laon (1128). A peu de chose près, ce sont les mêmes clauses. Seulement, pour l'étranger, l'Évêque était le premier juge compétent. A son défaut c'était les maire et jurés.

(1) *Si per ipsarum vel ministerialis earum ammonitionem infra quindecim dies foris factum non emendaverit licent majori et juratis eum de pace et communia ejicere. Quod si postquam ejectus fuerit, infra terminos pacis inventus fuerit capietur, licebit majori et juratis eum sine forisfacto tenere donec majori et juratis satis fuerit.*

ARTICLE 56. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Si, dans une dispute, comme il arrive d'ordinaire, quelqu'un en frappe un autre, ou lui dit des injures, convaincu du fait par un témoignage indubitable, il payera à la personne lésée ce qui est dit par la loi, et de plus aux maire et jurés l'amende marquée pour infraction de la paix. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *En outre si d'avanture comme souvent il advient à gens qui se combastent que l'un frappe l'autre du poing ou de la palme ou qu'il lui dise injure ou oprobre s'il en est convaincu par loyal témoignage il l'amendera à celui contre lequel il aura failly de la loi de laquelle il vit et si exhibera aux mayeur et jurés amende de la paix violée.*

ARTICLE 57. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Si la personne lésée, n'est pas satisfaite, il ne lui sera pas permis de se venger autrement. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Toutefois si celui qui est blessé refuse d'amende recevoir, ne soit licite oultre de lui dedans les termes de la paix querir et demander autre ultion ne vengeance.*

(1) *Si vero forte ut sæpe evenire solet aliquibus alterientibus alter alterum pugno vel palma percusserit vel turpe improperium ei dixerit legitimo testimonio convictus ei in quem peccavit lege qua vivit emendet et majori et juratis emendationem violatæ pacis exhibeat. (Voir nos observations sous l'article 9).*

(1) *Si vero is quem leserit emendationem ejus recipere denominatus fuerit, non liceat ei ultra de eo intra terminos pacis vel extra aliquam quærere ultionem.*

ARTICLE 58. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Si elle est blessée, l'agresseur sera obligé de payer le médecin pour le pansement du malade, en outre payera au blessé l'amende prescrite par le règlement des jurés et aux maires et jurés mêmes celle qui est stipulée pour contravention à la paix. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Et s'il lavoit vulnéré il payeroit au maire les dépens des médecins à garir la playe, et si exhiberoit au maire l'amende et la considération des jurez, et aux maire et jurez satisfaction de la paix violée.*

Les art. 56, 57 et 58, ci-dessus, sont calqués sur l'article 5 de la Charte de Laon (1128), à quelques expressions près.

ARTICLE 59. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Si quelqu'un a une haine mortelle contre un autre, il ne lui sera permis ni de lui tendre des embûches, soit qu'il arrive dans l'enceinte de la paix, ni de le poursuivre, soit qu'il en sorte. (2)

TRADUCTION DE 1491. — *Si d'aucun a mortelle haine à un autre ne lui soit licite en faillant hors de la paix le poursuivre ou en venant à la paix le insidier ou épier laquelle chose soit en venant ou en despartant.*

Cet article est conforme à l'art. 9 de la Charte de 1184 (*Chamouille, etc.*) Mais les précédents articles

(1) *Quod si eum vulneraverit expensas in medicos ad vulnus sanandum ei vulnerare persolvet et consuetudine juratorum vulnerato emendationem et pacis violatæ satisfactionem majori et juratis exhibeat.*

(2) *Si quis autem in alium mortale odium abuerit non liceat ei vel exeundo de pace persequi vel venienti insidias tendere.*

que l'on vient de lire n'y sont pas complètement identiques. Leur rapprochement mérite d'être fait. Il confirmera dans cette idée que la Charte de 1233 revêt un caractère spécial.

ARTICLE 60. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

S'il le met à mort dans l'un de ces deux cas, ou lui coupe quelque membre, dès l'instant obligé de comparoître il se justifiera par le jugement de Dieu (1)

TRADUCTION DE 1491. — *S'il le tue ou qu'il lui coupe aucun membre lui appelle de lad. persécution ou insisiaire il se purgera par divin jugement.*

Ainsi on s'en rapportait encore au jugement de Dieu ! Dans l'art. 61, on édicte la loi du talion. Dans ce 60^e art. et dans les art. précédents 56, 57, et dans d'autres que l'on verra ci-après, on trouve la trace des lois personnelles et de composition et des moyens de répression et d'exécution qui dénotent l'état d'une société à peine sortie de la barbarie et du désordre. Cette observation a été faite par Laferrière, à propos de la Charte de Laon, et elle a une grande portée, aussi bien qu'une grande exactitude. (T. IV, p. 150). (Voir art. 10 de la Charte de 1184 sus-visée.)

ARTICLE 61. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

S'il le blesse ou frappe hors des bornes de la paix, il lui sera permis de se laver par serment, si toutefois quelques personnes de la paix ne déposent contre

(1) *Quod si vel venientum vel recedentem occidit vel quod libet membrum ei truncaverit de prosecutione vel nuditis appellatur Dominio se purget iudicio.*

lui d'une manière indiscutable. S'il est reconnu coupable, vie pour vie, membre pour membre seront la punition de son crime ou à la volonté du maire et des jurés, il pourra se racheter par une rançon proportionnée à la qualité du fait (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Et s'il l'a nauré ou battu hors des termes de la paix et qu'il ne put être vérifié par les hommes de la paix il lui loira soy purger par serment, mais s'il est trouvé coupable il rendra la tête pour la tête et le membre pour membre ou à l'arbitrage des maire et jurez pour la tête et pour la qualité du membre il payera digne redemption.*

Les articles 56, 60 et 61 sont la reproduction de l'art. 6 de la Charte de Laon (1128). (Voir la susdite Charte de 1184, art. 11.)

ARTICLE 62. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Si quelqu'un a une plainte à former contre un autre pour un point essentiel, il la portera aux Religieuses ou à leur homme d'affaire et s'il ne peut en obtenir justice par elles mêmes ou leur préposé, il lui sera permis d'avoir recours aux jurés, à qui il fera connoître qu'il ne peut obtenir son droit de la part de ces dames ou de leur homme d'affaires. (1)

(1) *Quod si cum vulneraverit aut verberaverit extra terminos pacis nisi per homines pacis legitimo testimonio de persecutione vel incidiis poterit comprobari sacramento se purgare licebit. Quod si reus inventus fuerit caput pro capite, membrum pro membro reddat vel ad arbitrum majoris juratorum pro capite aut pro membri qualitate dignam redemptionem persolvat.*

(1) *Si quis in aliquem de aliquo capitati querebant habuerit ad moniales vel ad ministerialem ipsarum de eo clamorem faciat et si jus suum obtinere non potuerit per ipsas vel per ministerialem ipsarum justiciam habere pone ostendet, jurati autem.*

TRADUCTION DE 1491. — *Si aucun a querelle d'aucun cas criminel ou capital contre un autre face sa clameur d'iceluy aux d. religieuses ou à leur ministre et officier et s'il ne peut obtenir son droit par elles ou par leurs officiers viennent aux jurés de la paix et leur monstre que par elles ne par leurs officiers il ne peut avoir justice.*

ARTICLE 63. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Les jurés dès lors se présenteront par devant elles. Si elles peuvent leur donner audience, ou autrement par devant leur préposé et demanderont exactement qu'il soit fait justice à la personne plaignante : s'il y a refus ou négligence de leur part, les jurés requerront qu'elle ne soit pas dépouillée de son droit. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Et lors lesd. jurés viendront aux dites religieuses s'ils peuvent avoir acte et s'ils ne peuvent avoir acte ils viendront à leur officier et diligement lui requérant que dudit homme il face justice à l'homme qui se plaint, s'il n'en peut faire justice ou qu'il le refuse, les jurés enquerront la manière et comment celui qui reclame ne perd point son droit.*

Il convient de rapprocher les art. 62 et 63 de l'art. 7 de la Charte de Laon. C'est à peu près la même chose.

(1) *Si dictæ moniales in platibus fuerit vel non fuerit ad ministerialem ipsarum venient et ut ipsæ vel ministerialis earum homini clementi de homine illo justiciam faciant diligenter requirent et si de eo justiciam facere non potuerit vel negligans jurati quærent qualiter in qui clamat jus suum non perdat.*

ARTICLE 64. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Est également arrêté que ceux qui doivent cens le payeront au jour marqué ; s'ils y manquent, ils payeront l'amende selon le droit écrit. (1)

ART. 64 — TRADUCTION DE 1491. — *Il est aussi statué que les hommes dechevaige dits hommes de corps paient à leur seigneur le cens de leurs chefs c'est à dire leurs chevaiges et s'ils ne l'ont payé au terme dit et statué ils s'amenderont à la loi dont ils vivent.*

Cet article est conforme à l'art. 10 de la Charte de Laon (1128).

Ici encore nous ferons remarquer que le traducteur du 18^e siècle traduit les mots *lege qua vivant*, par ces mots : *Selon le droit écrit*. C'est toujours inexact. Ceux de 1491 ont mieux traduit en écrivant : *La loi dont ils vivent*. Nous tenons à le répéter : Il y a là une trace des lois personnelles. C'est ce que relève avec raison Laferrière en traduisant ces expressions par : *Selon la loi sous laquelle il vit*. (T. IV, p. 151.) Guizot, dans sa traduction de la Charte de Laon, traduit ces mots de la même manière. (T. V, p. 177. *Cours d'histoire moderne*).

ARTICLE 65. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Mais ils ne donneront rien autre à leurs seigneurs que de leur bonne volonté, excepté les personnes de cette communauté qui seront obligés de payer aux

(1) *Statutum est etiam ut homines capite censi dominis suis censum capitis sui termino persolvant quem si statuo termino non persolverint lege qua vivam emendens.*

religieuses les choses dites par la convention de cette chartre. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Et ne baillleront rien à leur seigneur ou seigneurs de leur bon gré et volonté excepté les hommes de la commune des dites religieuses lesquelles selon la convention de cette chartre seront tenus de faire solution et payement à icelles.*

ARTICLE 66. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Si quelqu'un sans sentiment et sans honneur accable d'injures un homme ou femme de probité, tout homme de bien, témoin auriculaire et de la communauté pourra le reprimander et même le punir de deux ou trois soufflets. (2)

TRADUCTION DE 1491. — *Si aucune vile et deshonnête personne injurie un homme ou femme honneste de laides et injurieuses paroles soit licite à un prudhomme de la paix s'il survient iceluy tenir et obmaguer et iceluy appaiser de son importunité et iceluy donner un, deux ou trois soufflets sans forfaiture.*

L'article 12 de la Charte de Laon (1128), permettait aussi jusqu'à trois soufflets dans le même cas. Mais, craignant sans doute, qu'ils ne soient donnés trop forts, ce n'est pas à l'injurié que l'autorisation est donnée. C'est à un notable témoin du fait. Toutes

(1) *Nec nisi spontanei a domino vel a dominis acquisiti aliquid eis tribuant exceptis hominibus communis monialium qui secundum conventionem hujus cartæ solutionem ipsis facere tenebuntur.*

(2) *Si qua sitis vel in honesta persona honestum virum vel mulierem turpibus conviciis inhonestavit liceat alieni probo viro de pace si super venerit illum objurgare et illum uno aut duobus, aut tribus colaphis sine foris facto ab importunitate sua compescere.*

les chartes n'étaient pas aussi prudentes. Ainsi celle de Trélon qu'a fait connoître M. Bercet s'exprime ainsi : « La personne injuriée s'il na ung baston il » nen doit point querir, mais s'il ly plaist sevir le » puellet de son poing par trois fois et s'il tient » verge ou baston en sa main, il l'en frappera trois » fois sil luy plaist. »

Ainsi cette charte donnait à chaque insulté le droit de se rendre immédiatement justice soi-même soit par des soufflets soit par le fouet.

On est tenté de se demander si ce n'était pas là une des meilleures punitions de l'injure et de la diffamation. Qu'on le remarque bien. En fait, de nos jours, on semble revenir à ces corrections du moyen-âge, contre les outrages, qu'ils se traduisent par les paroles ou par la presse. Ce droit de procéder a été légal parce qu'il avait comme base le droit de légitime défense immédiate. Il ne l'est plus. Mais, notons que la plupart du tems, on ne poursuit pas d'office ces sortes de faits. Nos mœurs tendraient-elles donc à devenir plus rudes et plus brutales, et n'admettrait-on pas implicitement un retour au droit naturel de riposte sans délai ? Est-ce qu'on trouverait par hasard que les lois du moyen âge avaient du bon ? (*Voir l'art. 18 de la susdite charte de 1184*)

ARTICLE 67. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE:

Si cependant il étoit accusé de l'avoir frappé pour se venger d'une ancienne inimitié, il pourra se laver par serment de l'accusation, mais seulement pour le maintien et la solidité de la paix. (1)

(1) *Quod si eum pro antiquo odio percussisse criminatus fuerit liceat ei juramento se purgare quod pro nullo odio eum percusserit sed tamen pro pacis concordie observatione.*

TRADUCTION DE 1491. — *Mais s'il étoit accusé de l'avoir frappé par aucune haine il lui seroit licite soit purger par son serment en jurant que par nulle haine ne l'avoit frapé mais tant seulement pour l'observation de la concorde de la paix.*

ARTICLE 68. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Si quelqu'un marie sa fille, sa nièce, sa cousine ou proche parente, s'il lui donne en dot des fonds ou de l'argent, et qu'elle vienne à mourir sans héritier apparent et procréé de son corps, tout ce qui restera de fond et d'argent alors connu et venant d'elle, retournera à ceux qui l'auront doté ou à leurs proches. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Si aucun qui marie sa fille, sa nièce, sa cousine ou autre sienne prochaine lui donne telle terre ou argent et elle meure sans héritiers apparens de son corps tout ce qui demeurera de la terre ou de la peculle à elle donnée qui encore est apparent retournera à ceux qui lui ont donnée ou à leurs prochains.*

Il convient de rapprocher cet article du chapitre 7 de l'ancienne coutume de Laon et de l'art. 109 de la nouvelle coutume. Ce sont les mêmes principes. Ainsi, dès 1233 ces usages existaient à Beaurieux. La charte en constate la vigueur et les consacre pour l'avenir. Ils sont aussi visés par la charte de 1184 (Chamouille, etc.)

(1) *Si quis autem filium vel neptem cognatam vel propinquam maritans terram vel pecuniam dederit ei et illa mortua sine herede apparenti de corpore sua fuerit, quid quid terræ vel datæ pecuniæ adhuc apparentis de ea remanserit ad eos qui dederint, vel ad propinquos eorum redeat.*

ARTICLE 69. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

De même si le mari meurt sans enfans, tout son bien à l'exception du douaire qu'il a donné à sa femme, retournera à ses parents, la femme jouira de ce douaire pendant sa vie, mais après sa mort il retournera aux proches de son mary. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Semblablement si un homme meurt sans héritiers toute sa possession retournera à ses plus prochains parens excepté le douaire qu'il avoit donné à sa femme lequel douaire icelle femme tiendra toute sa vie, et après le trépas d'elle iceluy douaire retournera aux prochains parens et héritiers de son mary.*

On peut rapprocher cet article de l'article 32 de la nouvelle coutume de Laon et le Chapitre 1^{er} de la 4^me partie de l'ancienne

ARTICLE 70. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Si l'homme et la femme n'ont apporté aucun bien en mariage, mais depuis en ont acquis par leur travail, ils pourront faire une aumonne de ce qu'ils voudront pour le repos de leurs ames, et le restent si tous deux meurent ou y consentent, retournera à leurs proches. (2)

(1) *Similiter si unus sine hædere mortuus fuerit præter dotem quam uxori dedit tota possessio ejus ad propinquos viri redibit dotem autem mulier in tota vita sua tenebit, post mortem vero ejus ipsa dos ad propinquos viri sui redibit.*

(2) *Si vero nec vir nec mulier hæreditates habuerint sed quæstum quoquomodo facientes substantiam propinquos habuerit, quantum voluerit de substantia sua pro animabus suis in elemosiam dabunt et reliquum si ambo moriuntur vel ambo ita volunt propinquis remanebit.*

TRADUCTION DE 1491. — *Si l'homme ni la femme n'ont heritiers propres mais tant seulement par acquets aient employé leur substance, et s'ils n'ont heritiers de leurs corps, s'ils n'ont aucun prochain parent ils pourront donner et disposer de leurs biens en aumones pour leur ame ainsi que bon leur semblera et le residu si tous deux meurent ou tous deux l'ordonnent demeurera à leur plus prochain.*

Voir l'article 113 de la nouvelle coutume de Laon, et la charte de 1184.

ARTICLE 71. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Si l'un des deux meurt, tous les biens resteront au survivant pendant sa vie, sous la condition qu'il ne pourra ni vendre, ni donner, ni envalir, ni détériorer, ni aliéner en aucune façon la moitié des acquets qui appartoient au défunt ou à la défunte lorsque tous deux vivoient, mais seulement jouira de l'usufruit pendant sa vie ; après sa mort cette moitié retournera aux parens du premier défunt. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Si l'un meurt delaisse l'autre survivant tiendra le tout tant qu'il vivra, en telle manière que la moitié de toutes possessions acquises par la manière que le trépassé le avoit, ne pourra vendre donner ny aliener, ny engager, ny détériorer en telle manière que ce soit, mais ne rece-*

(1) *Quod si unus moritur alteri superstiti viventi tota substantia quam diu vixerit remanebit tali modo quod illam medietatem omnium possessionem acquisitarum quæ modo defunctum vel defunctam quum vivebat contigebat non poterit superstes vivens vendere, vel dare veli madare vel peiorare sive ullo modo alienare, sed tantum modo fructus usuarios exinde in vita sua percipiet, ita quod ipsa prædicta medietas possessionem acquisitarum post decessum ultimi ad propinquo primi defuncti libere redibit.*

vra tant seulement sa vie durant les fruits usuaires, en telle manière que icelle moitié des possessions acquises après le trepas du dernier mourant retournera entièrement aux heritiers du premier trépassé.

Les articles 68 à 71 sont à rapprocher de l'article 14 de la Charte de Laon (1128). Ce ne sont plus absolument les mêmes prescriptions. Cette Charte a soin de stipuler que si le survivant des époux n'a point de parents, le tiers des conquêts, dont il a joui, est employé aux murs de la ville de Laon. (*Voir aussi la Charte de 1184*).

ARTICLE 72. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Mais de la moitié du mobilier il est statué que le survivant, soit l'homme, soit la femme, donnera aux parens du premier mort bonne et suffisante caution, qu'elle leur retournera ou à leurs héritiers comme la moitié des fonds. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Et au regard de la moitié des choses acquises en substance mobiliare il ordonne que le survivant, soit homme soit femme fera bonne sureté et caution aux heritiers du premier mort soit par pleiges soit par contregaiges de terre, icelle moitié de meubles semblablement comme la moitié des possessions immeubles après le trépas d'iceluy dernier mourant retournera entièrement aux heritiers et prochains du premier mort.*

(1) *De medietate verorum acquisitarum in mobili substantia ita in constitutum quod vivens superstes sive homo. sive femina ex ipsa medietate saluum securitatem propinquis primi defuncti fuvet sive per plegios sive per contra gadium terræ quod illa medietas mobilium similiter sicut et medietas possessionum post decessum filius defuncti ultimi ad prædictos propinquos vel ad heredes eorum integre redibit.*

ARTICLE 73. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

S'il s'élève quelques difficultés entre le survivant et les parens du défunt soit par rapport à la quantité des choses mobilières, soit par rapport au mode du cautionnement, le maire et jurés en ordonneront, et s'ils négligent ou ne veulent en prendre connaissance, le survivant affirmera par serment, de bonne foy et sans feinte combien il peut et doit y avoir d'argent, et quelle est la valeur de cette moitié du mobilier, et qu'il n'en a rien soustrait pour faire tort aux parens, il fera serment sans plus, à moins que les parens avant le serment ne veuillent et ne puissent prouver juridiquement et par témoins sauf que le mobilier est plus étendu. (1)

TRADUCTION DE 1491 — *Et s'il sort, sur ce, discord entre le survivant et les parëns du premier mort soit de la quantité des meubles, soit de la manière de la sureté et caution, le tout se fera à la considération des mayeur et jurés et si iceux mayeur et jurés ne veulent sur ça considérer il conviendra le survivant jurer de bonne foy combien il doit et peut avoir de valeur de preuve en icelle moitié de meubles et qu'aucune chose il en a distraït au detriment desd. parens prochains sans plus en faire, si iceux pro-*

(1) *Quod si discordia sive in quantitate mobilium, sive de modo securitatis inter viventem et propinquos defuncti emergerit ad consuetudinem majoris et juratorum fiat, quod si major et jurati super hoc considerare noluerint vel ignoraverint supersititem vicentem jurare oportebit quantum valoris pecunis debet et potest esse, bona fide et sine malo ingenis in illa medietate mobilium et quod nihil detraxit in detrimentum dictorum propinquorum et faciet sacramentum sine plus facere, nisi dicti propinqui ante factum sacramentum voluerint et debuerint per legitimos testes in ipsorum justitia juris ordine plus probare.*

chains devant le serment fait ne veulent et ne doivent par loyaux témoins en leur justice par ordre de droit plus prouver.

ARTICLE 74. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Si la chose est prouvée, la moitié du mobilier appartenant au survivant restera pour cautionnement, s'il n'a pu ou négligé de constituer la caution, il rendra aux parents du premier mort la moitié de cette moitié, c'est-à-dire la moitié de son mobilier. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Et quand ils auront prouvé, alors demeurera ladite moitié à la substance mobilière pour la sureté desd. prochains comme dessus est dit, et si le survivant ne peut faire lad. sureté ou qu'il la refuse, en ce cas icelui survivant rendra et baillera aux heritiers d'icelui premier mort la moitié de lad. substance mobilière.*

ARTICLE 75. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Les proches dès lors n'auront plus sujet à se renier, sauf toutefois ce qui a été dit que la moitié des fonds retournera après la mort du dernier vivant, lesquels prochains de là en avant seront contens sans aucune chose y réclamer. (2)

TRADUCTION DE 1491. — *Lesquels prochains de là en avant seront contens sans aucune chose y réclamer*

(1) *Et cum probatum erit inde ipsi superstiti pro securitate sicut dictum est quam diu vixerit superdita mobilia substantio medietas remanebit, quod si securitatem facere non potuerit vel neglexerit medietatem illius medietatis scilicet in mobili substantia propinquis primi defuncti dictus vivens reddit.*

(2) *Et propinqui sint super hoc deinceps sine reclamacione contenti salva sicut prædictum est medietate possessionem dictis propinquis post decessum ultimi viventis.*

sauf toutefois comme dessus est dit la moitié des possessions immeubles qui doivent retourner aux héritiers d'iceluy premier mort avant le trépas du survivant.

ARTICLE 76. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Si l'homme ou la femme n'ont pas de parens dans la province, les deux tiers de leurs biens seront donnés aux pauvres pour le salut dans leurs ames et l'autre tiers servira à l'entretien desdites villes au gré du maire et des jurés, si toutefois les défunts n'ont fait de ce tiers un legs particulier. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Et s'il advient que iceux hommes ou femmes décédans n'aient aucuns prochains parens au pays, les deux parts de leur substance seront données en aumosnes pour leur ame et la tierce partie se convertira à la munition et réparation des villes à l'arbitrage des mayeur et jurés sinon toutefois que les décédans aient autrement legué la ditte tierce partie.*

Tous ces articles concernant l'hérédité sont bien plus explicites que ceux des Chartes en général et notamment de la Charte de 1184. Aussi méritent-ils une étude et une comparaison approfondies avec les coutumes de Laon. Mais il ne nous appartient pas de les faire. Ce serait donner trop d'étendue à des notes que nous voulions faire rapides et qui sont déjà trop longues.

(1) *Sivero prænomati vir et mulier propinquos in provincia non habuerint duæ partes substantiæ pro animabus eorum in Elemosinam dabuntur tertiæ vero ad villarum munitiones ad arbitrium majoris et juratorum deveniet, nisi tamen tertiam partem alias legaverint.*

ARTICLE 77. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Les habitans des autres lieux ou villes dépendants des dites religieuses ne seront reçus en cette communauté que de leur consentement, comme aussi les ecclésiastiques, militaires, nobles que de l'agrément de leurs seigneurs. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *En outre les hommes desd. religieuses qui sont d'autres villes et lieux que de lad. commune, sans le consentement d'elles ne aussi les hommes de corps ou chevage des églises, chevaliers et nobles du pays et région ne seront aucunement reçus à l'institution de cette paix si non par le gré et consentement de leurs seigneurs.*

Cet article est conforme à l'art. 13 de la Charte de Laon.

ARTICLE 78. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Si par ignorance et sans le sçu des seigneurs quelqu'un y est admis, il lui sera donné quinze jours pour se retirer ou bon lui semblera et emporter tout ce qu'il possède. (2)

TRADUCTION DE 1491. — *Et s'il advoient que par ignorance et sans la volonté d'iceux seigneurs, aucun soit venu en ladite commune dedans quinze jours*

(1) *Homines vero dictarum monialium de aliis vilis earum et Locis nisi de assensu isserum nec etiam homines capite censi Ecclesiarum vel militum, sive procerum regionis in hanc pacis institutionem, nisi annuentibus dominis suis nequaquam recipiuntur.*

(2) *Quod si per ignorantiam absque Dominorum voluntate aliquis in communia receptus fuerit, infra quind ecim dies sine foris facto cum tota substantia salvis abire quo voluerit permittetur.*

sans aucun forfait on laissera lui et toute sa substance en aller ou bon lui semblera.

ARTICLE 79. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Mais les personnes qui n'ont pas de demeure fixe, y seront reçues sans contradiction. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Mais toutefois les hommes des lieux muables autant qu'il en voudra venir sans contradiction seront reçus en ladite commune.*

ARTICLE 80. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Quiconque y sera admis achètera un petit bien dans l'année, ou du moins apportera assez de mobilier pour ne pouvoir se soustraire à la justice. (2)

TRADUCTION DE 1491. — *Quiconque sera reçu en cette paix il sera tenu d'achepter terre dedans l'an, ou d'apporter avec soi tant de bons meubles, que par iceux il puisse être justicier.*

L'article 16 de la Charte de Laon (1128) est à peu près identique. M. Wilbert a rappelé cet article dans sa dissertation ayant pour but de prouver que les premières Chartes de liberté n'étaient que la confirmation d'anciens privilèges (p. 429). Nous ne saurions mieux faire que de renvoyer à l'ouvrage de ce savant remarquable. Son étude, ses comparaisons et ses citations de Chartes nombreuses éclaireront certainement la Charte de 1233. (Voir article 25 de la Charte de 1184.)

(1) *Sed tamen homines de mensis mutabilibus quot quot venire voluerint absque contradictione in communia recipiuntur.*

(2) *Quicumque autem in pace ipsa recipietur infra anni spatium terram emat vel tantum mobilis substantia secum offerat per quam justitiam possit.*

ARTICLE 81. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Mais les habitans actuels ne pourront en être renvoyés. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Et au regard des hommes à présent demeurans en la dite paix ne seront point getés hors de la dite commune.*

ARTICLE 82. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Est à savoir que quiconque sera reconnu propriétaire d'un bien au jour de cette paix, sera mis à la taille par le maire et jurés de la communauté, en quelque lieu qu'il soit situé, s'il n'est clerc, militaire, écuyer non marié, qui par sa naissance doive et puisse aller à la guerre. (2)

TRADUCTION DE 1491. — *Et est a sçavoir que quiconque en temps de la dote de cette commune sera trouvé en la terre en quelque lieu qu'il demeure toute sa possession étant dedans la commune sera taillié par les maire, échevins s'il nest clère, chevalier ou gentilhomme.*

ARTICLE 83. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Les biens qui seront donnés à l'église des relligieuses resteront exempts de tailles. (3)

(1) *Homines vero in villis ad diem datæ pacis manentes de communi non ejicientur.*

(2) *Et sciendum quod quicumque tempore datæ communis in terra inventus fuerit ubicumque manserit tota ejus, possessio infra communiam a majore et juratis talliabitur, nisi clericus vel miles vel Armiger sine uxore fuerit qui jure protis possit et debeat esse miles.*

(3) *Sed illa terra qua ecclesia dictarum monialium in elemosinam dabuntur atalliiis libera ipsis remanebunt.*

TRADUCTION DE 1491. — *Mais les terres qui par aumônes seront données aux dites religieuses leur demeureront franches des dites tailles.*

ARTICLE 84. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE:

Mais si toute autre église a fait quelque acquisition par aumône ou autrement, elle sera obligé de la vendre dans l'année. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Mais si une autre église que l'église des dites religieuses y acqueroient par aumosnes ou autrement elles seront tenues les vendre dedans l'espace d'un an.*

ARTICLE 85. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Il sera permis aux maire et jurés de faire annoncer par le crieur les biens qui leur appartiennent, pour en assurer l'amélioration. Ils pourront également pour la conservation des biens communaux nommer des gardes, et tenir leurs assises à leur volonté. (2)

TRADUCTION DE 1491. — *Il sera loisible aux maire et jurés faire crier et publier par leur messenger ou officiers leurs commandements des choses qui leur appartiennent pour l'amélioration de la terre ; soit aussi licite aux dessus dits mayeur et jurés instituer à leur volonté assise et gardes loyaux à garder les biens communs des villes.*

(1) *Sed si alia ecclesia quam ecclesia monialium elemosina vel alio modo adquisierit infra anni spatium vendere tenebitur.*

(2) *Liceat majori et juratis præceptum suum per preconem suum de rebus quæ ad eos pertinent pro melioratione terræ promulgare, liceat insuper prædictis majori et juratis ad communia bona villarum custodienda fideles custodes et assisiam ad voluntatem eorum instituire.*

ARTICLE 86. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Si quelque noble s'avise de troubler la paix des habitans, et qu'il refuse après en avoir été sommé de leur faire réparation, ses biens et lui-même dès qu'il paroitra dans l'enceinte de la communauté, seront saisis par le maire et jurés, jusqu'à ce qu'il ait payé l'amende, voulons ainsi que les habitans jouissent entièrement de leurs droits et que les jurés soient maintenus dans leur pouvoir. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Si quelqu'un des nobles du pays forfait aucune chose à l'encontre des hommes de la paix et lui veut admonester n'en faire justice si leurs hommes sont trouvés dedans les termes de la dite paix en amendation de l'injure faite ils seront punis par iceux mayeur et jurés sans aucun forfait en telle manière que les hommes de la paix aient leurs droits et que semblablement les jurés ne soient privés de leurs droits. (Voir l'article 29 de la Charte de 1184.)*

ARTICLE 87. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Les maires, jurés et tous les habitans feront serment de fidélité à l'abbesse, aux religieuses, à leur église et aux abbesses qui viendront après, chaque année dans la quinzaine à compter de la nomination du maire et des jurés, après en avoir été averty par

(1) *Siquis procerum regionis de infractione pacis in homines foris fuerit nec submonitus eis justitium facere voluerit, si homines ejus infra terminos pacis inventi fuerint, autem ipsi quam eorum substantiæ in emendationem facto injuriæ per majorem communiæ aut per juratos sine foris facto capientur, ita ut homines pacis jus suum habebunt et jurati similiter jure suo non priventur.*

les abbesses et religieuses, ils renouvelleront leur serment promettant de défendre de tout leur pouvoir leurs vies, leurs membres, l'honneur et les droits de leur église. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Aussi le mayer de la commune, les jurés et tous autres de la dite commune, dès après feront serment aux dites religieuses et à leur église et à leur successeresses abbesses aussi par chacun an dès qu'il aura nouveau mayer de la commune et nouveaux jurés institués ils seront tenus renouveler serment de fidélité et à leur successeresses abbesses dedans quinze jours après que par elles ils en seront requis que la vie d'elles les membres et honneur et les droits de leurs églises de bonne foi à leur pouvoir ils garderont semblablement.*

ARTICLE 88. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

L'abbesse à son tour a déjà fait serment, et les autres après, elles le feront de même, d'observer fidèlement la teneur de cette Chartre. (2)

TRADUCTION DE 1491. — *Lad. abbesse a, dès à présent, fait fidélité et si après chacune successeresse abbesse feront fidélité qu'elles garderont de bonne foy la teneur de cette Charle.*

(1) *Major autem communix et jurati at que universi de communix monialibus et celerio earum fidelitatem in præsentî facient et successionibus abbatissis unoquoque autem anno ex quo novus major communix et jurati instituti fuerint infra quindecim dies post quam dictæ moniales eos submonuerit ipsis et successionibus abbatissis fidelitatem sacramento renovabunt quod vitam earum membra et honorem in jura ecclesiæ suæ bona fide ad posse suum conservabunt.*

(2) *Predicta autem abbatissa in presentî fidelitatem fecit et post modum singulæ successorum abbatissæ fidelitatem facient quod tenorem hujus cartæ bona fide conservabunt.*

ARTICLE 89. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Si quelqu'un vent en diminuer le domaine ci-dessus mentionné et le réclamer comme à soy, les dites religieuses seront obligés de garantir les habitans et s'opposer à tous ceux qui voudroient en disputer la propriété. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Et si aucun vouloit diminuer les lieux seigneuriaux des dites religieuses seront tenus de les garantir au-dessus d'hommes de la dite commune à l'encontre de tous ceux qui voudront être à droit et à justice.*

ARTICLE 90. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

En reconnaissance de ces bienfaits et de bien d'autres accordés volontairement par les religieuses, les habitans sont convenus de leur payer chaque année à perpétuité à la Saint-Martin du mois de novembre vingt-cinq livres de la monnoie de Paris, ou à leur préposé, ou à leur doyen de Chaudarde, muni de leurs lettres patentes, qu'ils pourront prendre et conserver si telle est leur volonté. S'ils diffèrent d'un seul jour, ils payeront aux dites religieuses cinq sols parisis d'amende, et ainsi continuer chaque jour de delay, jusqu'au payement de la somme. (2)

(1) *Si vero quilibet mansos dictarum monialium Dominos superius expressos diminueret voluerit et asserere sui juris, dictæ moniales sæpe factis hominibus communis garantire tenebuntur adversus omnes qui ad jus et justiciam venire voluerint.*

(2) *Pro his agitur et illis beneficiis quæ dictæ moniales ipsis hominibus sua benigne contulerunt ipsius pacis homines hanc dictis monialibus conventionem habuerunt quod ipsi singulis annis in festo sancti Martini in novembri viginti quinque libras parisiensis monetæ infra terminos communis dictis monialibus vel fidei nuntio earum, sive decano earum de Chaudarde*

TRADUCTION DE 1491. — *Pour ces choses doncques et autres bénéfices que lesd. par leur bénignité ont donné et concédé au dessus d'hommes, les hommes de ladite paix ont eu aux dites religieuses cette convention qu'ils payeront par chacun an à la fête saint Martin vingt-cinq livres de monnoie de parisis dedans les termes de la commune aux dites religieuses ou a leur loyal messenger ou à leur doyen de Chaudarde qui sur ce aura lettres patentes, lesquelles lettres si bon leur semble ils pourront retenir par-devant eux et avec ce iceux hommes seront tenus rendre et payer cinq sols parisis de peine aux dites religieuses pour la dilacion d'un jour et ainsi de chacun et tous les jours que la ditte pécune sera différée a être payée.*

Il est extrêmement remarquable que le roi ne stipule pas de redevances pour lui-même. En 1184 il avait doublé les redevances annuelles pour Bourg, Chivy, etc., à l'exception de Cerny et de Chamouille, et il avait exigé 15 livres en plus tous les ans. Il est vrai qu'en 1196 il avait réduit à 44 livres, monnaie de Laon, le doublement de ces redevances. En 1233, il se réserva surtout le droit de milice.

ARTICLE 91. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Les habitants en armes et à cheval défendront les religieuses quand il en sera besoin, dans l'enceinte de la communauté. (1)

qui litteras eorum potenter super hoc habuerit in perpetuum persolvent quas litteras si voluerit poterunt penes se retinere, itaque homines in pœnum pro dilatione unius diei quinque solidos Paricienses dictis moniales reddere tenebuntur et sic de singulis diebus quamdiu pecunia solvi differuntur.

(1) *In armis autem et equitationibus infra communiam ipsis monialibus pro negotio earundem deservent.*

TRADUCTION DE 1491. — *Les armées (ou armes) aussi et chevauchées dedans la dite commune ils serviront aux dites religieuses pour leurs affaires aussi.*

ARTICLE 92. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Faisons aussi sçavoir que nous avons, nous et nos successeurs, et nous réservons à perpétuité, du gré des relligieuses, et de la volonté des habitants, le droit de composer notre armée, cavalerie, cavalcade, ou du moins celui d'en faire la demande, quand même il nous plairoit de les ménager. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Nous voulons être connu à tous que sur les hommes de la dite commune, nous avons nous et nos hoirs et de la volonté des dites religieuses et des hommes dessus dits à nous et à nos hoirs spécialement et perpétuellement retenons notre exercice et notre équitation en chevauchée et notre demande ou prière que nous leur voudrions demander des exercice et chevauchées dessus de ces choses que dessus sont dites.*

La charte de Laon réserve au roi son droit de requérir des hommes pour les expéditions et le service à cheval. Cette réserve très importante à consigner en 1233, l'était moins en 1491.

(1) *Illā totium notum fieri volumus quod super homines hujus communitatis habemus nos et hæredes nostri et de voluntate monialium et hominum prædictum nobis et hæredibus nostris specialiter et perpetuo retinemus exercitum nostrum et equitatione sive cavaleorum nostrum et demendam seu rogationem nostrum quando voluerimus ipsis pacere de exercitu et equitatione prædictis.*

ARTICLE 93. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Nous voulons, accordons ce qui a été dit ci-dessus et continuons cette présente chartre de l'autorité de notre sceau, et de celle de notre nom royal écrit ci-dessous ; sauf en tout notre droit, celui des Églises, des ecclésiastiques, des nobles, militaires, gentils-hommes, ou francs du pays, sauf enfin tout droit étranger. (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Nous voulons, concédons et cette présente page de l'autorité de notre scel et du caractère du nom royal ci-dessous en note, confirmons sauf en toutes choses notre droit, sauf aussi le droit des Églises, des personnes ecclésiastiques en ce et des gentils hommes chevaliers, nobles et francs du pays sauf aussi en toutes choses le droit d'autrui.*

ARTICLE 94. — TRADUCTION DU XVIII^e SIÈCLE.

Fait à Paris en notre palais au mois d'aoust, l'an de grâce mil deux cent trente-trois, et de notre règne le septième. en présence des personnes dont les noms et les sceaux sont apposés ci-dessous ; *Dapifero nello* : le sceau de Robert Butillier, celui de Barthelemy Chambrier, et celui d'Amaury connétable et plus bas est écrit en grosses lettres, donné pendant la vacance de la Chancellerie.

(Cette copie parait avoir été faite en 1792 par M^e Neukome, secrétaire de l'Administration du district de Saint-Quentin.)

(1) *Hæc autem quæ supra dicta sunt volumus concedimus et præsentem paginam sigilli nostri autoritate et regii nomine caractere inferius annotato confirmamus, salvo in omnibus jure nostro salvo etiam jure ecclesiarum et ecclesiasticarum personarum nec non et Procerum, militum, nobilium seu francorum regionis salvo etiam in omnibus jure alieno.*

Une autre copie existe à Beaurieux portant ces mots : « *Collationné sur l'original en parchemin trouvé conforme à icelui, à l'instant rendu, par les notaires du roi au bailliage de Vermandois, demeurant à Laon, soussignés, cejourd'hui 22 janvier 1753, signé : Maugras et Cappe.* » « Contrôlé à Laon le 23 janvier 1753, reçu six sols, Leleu. » (1)

TRADUCTION DE 1491. — *Donné à Paris l'an de l'incarnation de notre seigneur mil deux cent trente-trois et de notre règne le septième présents en notre palais, desquels les noms et signés sont souscrits et signés Eschanson Nelle le signé de Robert le Boutillier, le signé de Barthelemy chambellan et le signé Damaury, connétable et dessous est écrit de la vacuante cancellaria. Scellées en cire verd et laz de soye verte et rouge, Ludovicus, en après Écussons.*

Cette présente copie ci-dessus transcrite a été par nous notaire, ci-dessus transcrite, collationnée aux lettres originales qui sont saines et entières de lettres, seing, scel et écriture et concordent, lesquelles et témoin de ce avons scellées ces présentes dudit scel de Baillye, ce fut fait audit Ribemont en l'année mil cinq cent trente-deux au mois d'avril huit jours avant Pâques, signé : Macquerel, Chennevas de Henneson avec paraphe.

Délivré pour copie conforme à l'expédition ci-des-

(1) *Actum Parisiis anno Domino incarnationis millesimo ducentesimo tricesimo tertio mense augusto, regni vero nostri anno septimo assantibus in Palatio nostro quorum nomina supposita sunt et signa ; Dapifero nullo, signum Roberti Buticularii, P. Bartolemei Camerarii, S. Amabrii Constabularii, et en dessous est écrit en grosses lettres : **Data Vacante Cancellaria.** P. O. L. J. G. L. et différents signes.*

sus transcrite et à la minute en parchemin déposées aux archives du district de Saint-Quentin par le soussigné secrétaire de l'Administration dudit district ;

Au dit Saint-Quentin, le cinq décembre mil sept cent quatre-vingt-douze, l'an premier de la République.

P. M^{re} NEUKOME, S^{re}.

Rien ne justifie mieux que cette charte les appréciations générales de Guizot sur la charte de Laon dont elle n'est que le relief et à peu près la copie. « Il s'agit ici, dit-il, de bien autre chose que de régler les relations de la nouvelle commune avec son seigneur et de créer sa constitution municipale.

« Vous y rencontrez les noms de maire et de jurés ; vous y reconnaissez l'indépendance de leur juridiction ; vous y démêlez le mouvement de la vie politique, les élections, le droit de paix et de guerre, mais sans qu'aucun article les institue formellement.

« Ce sont des faits admis, incontestés, qui se révèlent par leur action, mais qu'on enregistre. On y entrevoit une société barbare, grossière, qui sort d'une anarchie à peu près complète et reçoit non seulement une charte de commune, mais un code pénal, un code civil, toute une législation sociale pour ainsi dire. — Nous sommes en présence d'une petite société bouleversée, à qui des lois régulières, des lois écrites sont devenues nécessaires, et qui ne sachant comment se les donner elles-mêmes, les reçoit d'un pouvoir supérieur, avec lequel elle était en guerre la veille, mais qui n'en exerce pas moins sur elle cette autorité, cet ascendant, condition impérieuse de toute législation efficace. Relisez attentivement la charte de Laon. Vous vous convaincrez de plus en

plus que tel est son véritable caractère. C'est celui d'une foule de chartes analogues. »

A notre tour, nous terminerons en disant : Relisez attentivement la charte de Beaurieux et vous y verrez, à côté de cette portée générale que lui attribue Guizot, comme à celle de Laon, des indications précieuses sur les coutumes, les relations des différents seigneurs avec la commune, et l'organisation municipale.

NOTES

NOTE A (page 7).

Procès-verbal d'exécution de l'arrêt de la Cour.

L'an 1491, le pénultième du mois de novembre,

A nous, André Baudry, conseiller du Roi, notre Sire, en la Cour du Parlement, et Commissaire en cette partie, furent, de la partie des religieuses, abbesse et couvent de l'abbaye de Sainte-Benoite d'Origny, présentes certaines lettres d'arrêt de lad. Cour obtenu à leur prouffit, allencontre des mayeurs jurés et commune de Chaudardes, avecq l'exécutoire d'iceluy, desquelles lettres tant dudit arrêt que dudit exécutoire la teneur s'ensuit :

Carolus, Dei gratiâ. francorum rex universis præsentis litteras inspecturis salutem notum facimus et cum à quadam sententia per baillivum Vermandâu seu ejus locum tenentes die quindecimâ mensis aprilis *et dno domini millesimo quadingentesimo nonagesimo primo* ad utilitatem dilectarum nostrarum abbateſsæ et conventus Sanctæ Benedictæ Aurigniacensis Actricûm *contrâ majorem, juratos et communam de Chaudarde* defensores per quam processus absque probationibus testium bene judicari poterat quenquem per magistros Joannem Dupuis Joannem de Reins Henricum Le menbru et Joannem Cauchon juniorem in legibus licentiatos per dictas partes

super literis carlœ galicæ *de Chartre* super quibus inter dictas partes questio seu lis movebatur seu moveri sperabatur arbitros electos bene processum translatum et interpretatum fuerat et erat, et quod dictorum arbitrorum *sentencia arbitralis die vigesima quarta* mensis novembris anno domini millesimo quatringentesimo octogesimo nono lata emologaretur et approbaretur ipsam que emologando et approbando dictas partes quantum libet ipsarum tangebatur ad impredictorum arbitrorum *sentencia contenta* litteris nostris die vigesima mensis January *anno domini millesimo quadringentesimo octogesimo nono* per dictos deffensores obtentis non obstantibus de cetero tenendum et observandum ante dictos deffensores in expensis condemnando dixerat et appointaverat prolata fuisset *pro parte dictorum deffensorum ad nostram parlamenti curiam appellatum* auditis igitur in eadem curia nostra partibus antedictis in causâ appellationis predicto processu quo ad bono vel malo fuerat appellatum grava minibus à nova productione dictorum appellantium contra quam dictæ intimatæ contradicta expensis eorundam appellantium tradere et dictis gravâ minibus respondere possent invitis ad iudicandum recepto quo que unacum dicta nova productione contradictis et salvationibus ejusque viso et *diligenter examinato per iudicium profuta curia nostra dictum fuit supradictum baillivum nostrum sceu ejus locum tenentes bene judicasse et dictos appellantes nulle appellasse et emanabunt quidem appellantes unica emanda duntaxat ipsos* in expensis hujusmodi cause appellationis condamnâ quorundem expensarum taxatione prelata curia nostra reservatâ, in cujus rei testimonium nostrum præsentibus litteris jussimus apponi.

Sigillum datum parisiis in *parlamento nostro septima die septembris anno domini millesimo quadringentesimo nonagesimo primo* et Regni nostri nono, ainsy signet per iudicium curia Chartelier. *Carolus dei gratia francorum rex dilecto et fidei nostro in nostra parlamenti curia consiliario magistro Andreæ Baudry salutem et Dilectionem ad supplicationem abbatissæ et conventus sanctæ Benedictæ Aurigniacensis vobis tenorem præsentium committimus et mandamus quatenus viso quodam nostredicti parlamenti curia arresto interdictis abbatissam et conventum ex*

una parte et majorem juratos et communam de Chaudarde exaltera, die date præsentium dato seu prolato illud juxta suam formam et tenorem in quo executionem requirunt executioni debitæ demandetis seu demandari faciatis ab omnibus autem justiciariis et subditis nostris vobis ac à vobis deputandis in hac parte pareri volumus et juberemus datum a Parisiis *in parlamento nostro septimi die septembris anno domini millesimo quædringentesimo nonagesimo primo* et regni nostri nono, ainsy seigner per came-rum Le Camus.

Voici la traduction de ce préambule due à un ancien et savant professeur du Lycée de Laon, M. Mahon, actuellement bibliothécaire de cette ville :

Charles (VIII) par la grâce de Dieu, roi des Français, à tous ceux qui doivent lire les présentes lettres, salut.

D'un jugement rendu par le Bailli du Vermandois ou ses tenant lieu, le quinzième jour d'avril de l'an du seigneur 1491, en faveur de nos aimées abbessse et dames du couvent de Sainte-Benoite d'Origny demanderesses, contre le Maire, les Jurés et la commune de Chaudardes défenseurs, lequel déclarait bien jugé sans attestations de témoins, le procès porté devant Maîtres Jean Dupuis, Jean de Reins, Henri Le Membru et Jean Cauchon, jeune, licenciés en droit, par les dites parties, sur le texte d'un acte français traduit d'une chartre (latine) au sujet duquel (texte, une difficulté ou contestation était soulevée ou tendait à être soulevée entre les dites parties, reconnaissant que le dit texte avait été bien exposé, traduit et interprété par les dits arbitres délégués, et qu'il y avait lieu d'homologuer et approuver la sentence arbitrale des dits arbitres rendue le 24 novembre 1491, laquelle homologuant et approuvant en tout ce qui touchait respectivement les parties, la décision contenue dans nos lettres du 20 janvier 1489 avait dit et appointé que nonobstant les prétentions ou oppositions des défenseurs, cette sentence arbitrale devait être maintenue et observée pour le reste,

Faisons savoir que — comme (après délai), — appel avait été interjeté par les dits défenseurs devant notre Cour du Parlement,

En conséquence, après avoir entendu dans cette même Cour les parties susdites en cause d'appel, vu et soigneusement examiné si l'appel était bien ou mal fondé, d'après les griefs et sur une nouvelle production des dits appelants, à l'encontre de laquelle les dites dames intimées pussent faire entendre leurs contredits aux dépens des mêmes appelants, et répondre aux dits griefs, entendues les dames mises en cause malgré elles, ainsi que leurs contredits et réserves à l'encontre de la dite production des défenseurs.

Notre susdite Cour a prononcé en ce qui concerne notre dit Bailli ou ses tenant lieu, qu'il avait bien jugé, condamnant les dits défendeurs à une amende unique, et les mêmes aux frais de cette cause d'appel, en réservant à la dite Cour la fixation de ces frais.

En foi de quoi avons ordonné d'apposer notre sceau aux présentes lettres.

Donné à Paris dans notre Parlement le 7 septembre de l'an du seigneur 1491, et le neuvième de notre règne.
Ainsi signé par jugement de la Cour.

CHARTELIER

Ordre d'exécution.

Charles, par la grâce de Dieu, Roi des Français à notre cher et fidèle Conseiller dans notre Cour du Parlement, Maître André Baudry, salut et affection.

A la requête de l'abbesse et couvent de Sainte-Benoite d'Origny, par la teneur des présentes, nous vous chargeons et requérons, vu l'arrêt de la Cour de notre dit Parlement concernant les dites abbesse et couvent d'une part, et les Maire, Jurés et commune de Chaudarde d'autre part, d'avoir, à partir du jour des présentes ou du délai fixé, à exécuter ou faire exécuter dans sa forme et sa teneur, le dit arrêt en tout ce qui réclame exécution. En outre voulons et ordonnons à tous nos justiciers et sujets qu'il vous soit obéi pour la part qui leur appartiendra.

Donné à Paris le 7 septembre de l'an du seigneur 1491, et le neuvième de notre règne.

Ainsi signé au nom de la Chambre.

LE CAMUS.

Nous requérant que voulussions procéder à l'exécution dud. arrêt, selon sa forme et teneur, et que, pour ce faire lui décernissions nostre commission pour faire adjourner lesdicts majeurs, juré et commune de Chaudarde, pour par nous veoir procéder à ladicte exécution d'arrêt, ce que leur accordames et baillames nostre commission pour faire adjourner lesdict maieur, jurés et commune, de laquelle la teneur en suict :

André Baudry, conseiller du Roy, notre sire en sa Cour de Parlement, et commissaire en cette partye, au 1^r huissier de ladicte Cour de Parlement ou aultre sergent royal sur ce requis, salut :

De la partye des religieuses abbesses et couvent de Sainte-Benoite d'Origny nous ont été présenté certaines lettres d'arrêt de lad. Cour donné à leur prouffict allencontre des majeur, jurés et commune de Chaudarde, avec l'exécutoire d'iceluy à nous adressant et nous requérant que voulussions procéder à l'exécution dud. arrêt, pourquoy nous ce que dit est considéré vous mandons et à chacun de vous sur ce requis que à la requête desd. religieuses, abbesses et couvent, vous adjournez à comparoir pardevant nous en la ville de Beaurieu au dernier jour du mois de décembre prochainement venant et autres jours lieux et heures que vacquerons au négoce de lad. exécution lesd. majeur, jurés et commune pour veoir par nous procéder à l'exécution dudit arrêt et dont en icelles lettres estre fait mention et en oultre procéder en lad. matière comme de raison l'inthimation que comparant ou non et nonobstant leur absence, nous procéderons au fait et besogne d'icelle exécution comme il apartiendra par raison en nous certifiant suffisamment aud. jour de tout ce que faict aura esté, sur ce de ce faire, vous donnons pouvoir et mandons et commettons à tous les justiciers, officiers du Roy nostre dict seigneur que à vous et à chacun de vous en ce faisant soit obéy. Donné à Paris le pénultième jour de novembre l'an 1491, ainsy signé

A. BAUDRY.

Par vertu de laquelle nostre dicte commission, Pierre Marronnier, sergent royal de la prévoté foraine, au Bailliage de Laon, adjourna lesd. maieur, jurés et com-

mune à estre et comparoir pardevant nous en la ville de Beaurieu au dernier jour du mois de décembre aud. an 91, ainsy que apert par la relation dud. sergent de laquelle la teneur s'ensuit :

A honorable homme et sage et mon très-honoré seigneur Monseigneur M^e André Baudry, conseiller du Roy nôtre sire en sa Cour de Parlement et commissaire en cette partie je Pierre Maronnier, sergent du Roy, nôtre dit seigneur en la prévoté foraine de Laon au Baillage de Vermandois et votre honneur, service et révérence avec toute obéissance, mon très-honoré seigneur, plaist, vous, sçavoir que par vertu de vos lettres de commission aux marges desquelles celle ma présente relation est attachée sous mon scel à moi baillée de la partie des religieuses abbesse et couvent de Sainte-Benoite d'Origny impétrantes d'icelles et à leur réquête le 18^e jour de décembre l'an mil quatre cent quatre-vingt-onze me transporter esvilles de Chaudarde, Guiry, Craonnelle et Beaurieu ou après assistance par moi requise et lesdittes lettres lues adjournay les Maires, Jurés et communes de Chaudarde en parlant aux personnes de Thomas Dognet, maire, Guillaume de Vailly procureur desdits Maire, Jurés et commune, Jean Fromegeron, Pierre Lefebvre, Jean Carny et Colar Morelle, lieutenants dudit Maire esdittes villes Jamousseau Lenoir, Simon Dally, Benoist Alongye, Gobin Cabaret, Jean Lemoyne, Guillaume Pluma, Pierre Émyasure, Robin, laboureur, Jean Bouche, Pierre, le maçon, Carsin, Vallier Jamot, Cournisso et Arnoult Jamnot, tous jurés de ladite commune (1) Jean Fromigeron Lejeune, Jean Sevrat, Tassenot Lemoyne, Jean de Cuisy, Priva Lasnier, Jean Lesgret, Arnoult Chandellier et Jacques Dachy établis esdits lieux (2), pour ladite commune et appelés comme en parlant tant en leurs personnes qu'aux personnes de leurs femmes et en leurs hotels et domiciles à être et comparoir pardevant vous en ladite ville de Beaurieu audit jour dudit mois de

(1) Il y avait donc 1 maire, 1 procureur, 4 lieutenants du maire et 16 jurés.

(2) C'est-à-dire 10 notables.

décembre prochain et après en suivant mondit exploit et autres jours, lieux et heures que vacquerez au négoce de l'exécution de l'arrêt dont font mention lesdittes lettres de commission et pour procéder en laditte cour intimation qu'ils comparent ou non et nonobstant leur absence. Vous procéderez au fait et besogne d'icelle exécution comme il appartiendra par raison et tout selon le contenu en vos dittes lettres de commission et ce certifié être vray et ainsi par moi ait été fait par cette ma présente relation signée et scellée de mon scel et seing manuel cy mis les jours audessus dits ainsi signé

Pierre MARONNIER.

Et pour outre procéder à l'exécution dudit arrêt partimes de cette ville de Paris le jeudy vingt-neuvième jour dudit mois de décembre et arrivames audit lieu de Beaurieu ledit dernier jour d'icelui mois après disnée qui était le jour assigné auxdites parties à comparoir pardevant nous auquel jour une heure après ou environ que fusmes arrivés audit lieu se comparurent pardevant nous l'abbesse de Sainte-Benoite d'Origny en personne maître Jean de Vandeuil procureur d'elle et de tout le couvent dudit lieu suffisamment fondé de procuration ainsi qu'il nous fit apparoir et lesdits Maire et Jurés et commune tant en la personne de plusieurs des habitants dudit lieu de Chaudarde et des lieux et villes de Cuiry, de Beaurieu et de Craonelle, c'est à scavoir Pierre Lefebvre, lieutenant du maire de la commune dudit lieu de Chaudarde, Jean Fromegeron, lieutenant du maire à Cuiry, Colart, Morelle, Jean Romain, lieutenant du maire à Beaurieu, Jean Carny, lieutenant du maire à Craonelle, Guillaume de Vailly, procureur pour toute la commune, Guillaume Plumeval, Gobin Cabaret et Jean Lenoyne, jurés à Chaudarde. Benoit Alongie, Jean Lenoir et Simon Dailly, jurés à Cuiry, Arnoult jeune, Antoine, Le Maçon, Jean Cormehon le jeune, Jean Mouraut, jurés à Beaurieu, Pierre Péraut, Robin Bourcier et Priva Lagnier, jurés à Craonelle, Jean de Cussy et Tassinot-Lemoine, commune de Chaudarde, Jean Carpentier et Jean Halle, commune de Cuiry, Jean Datichés et Arnoult Chandellier, commune de Beaurieu, Jean Bouilly et Pierre Le Maçon, commune

de Craonelle, que aussi l'un deux c'est à scavoir Guillaume de Vailly comme procureur desdits Maire, Jurés et communiers de ladicte commune de Chaudarde ainsi qu'il disoit nous faire apparoir par procuration suffisante et elles par la bouche dudit Vandeuil pour lesdites religieuses, abbesse et couvent nous fut requis et demandé l'exécution dudit arrêt et en ce faisant que par nous fussent faits inhibitions et deffenses auxdits Maire, Jurés et communes de ne troubler et empêcher icelles religieuses abbesse et couvent dorénavant en la possession et jouissance de ce que est contenu en certaines lettres de chartre en tant qu'elles sont à leur profit et selon l'exposition interprétation et translation qui en auroit été faite de latin en français par maitre Jean Dupuy, Jean De Terna, Henry Lemembru et Jean Cauchon le jeune, licenciés ès-lois arbitres eslus à ce faire par lesdites parties lesquels en suivant le pouvoir à eux donné auroient icelle translation et interprétation et sur ce donné leur sentence arbitrale le tout ainsi en la forme et manière qui s'ensuit :

(24 Novembre 1489.)

Sentence arbitrale.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront et orront Jean Dupuis, écuyer, licencié ès-lois, lieutenant à Ribemont de Monseigneur le Bailly de Vermandois, et Jean de Terna, licencié ès-lois, conseiller et avocat du Roi, notre sire aud. Bailliage, arbitres prins, choisis, élus et acceptés par nobles et religieuses dames les religieuses, abbeses et couvent de l'Eglise et monastère de Sainte-Dorigny au diocèse de Laon,

Henry Le Membru, licencié ès-lois, lieutenant à Fismes de M^r le Bailli de Vitry,

Et Jean Cauchon le jeune, aussi licencié ès-lois, conseiller et avocat du Roy au B. de Vitry,

Semblablement eslus et nommés par les maieurs, jurés et communiers des villes et communes de Chaudarde, Beaurieu, Cuiry et Craonnelle,

Et nous tous assemblés arbitres eslus commis et acceptés par lesd. parties pour les apaiser, pacifier et accorder sur et touchant plusieurs questions et différend qui étaient

mus et espérés à mouvoir entre lesd. partyes pour et à cause de certaines entreprises, procès et difficultés, questions et différens, « clauses sur l'entendement et » déclaration d'aucuns pouts et articles de la Charte faite » sur l'institution de la paix et commune desd. villes » pour icelles villes, salut ! »

Comme icelles partyes afin de procéder et parvenir aul. arbitrage eussent transigé, convenu, prouvé et accordé tenir à toujours ce que par nous serait dit et appointés, et déclarer du contenu en lad. Chartes et sur leurs dicts différens, et desd. promesses et conventions eussent passé lettres en forme dont desquelles la teneur s'ensuit :

(25 Octobre 1489.)

Proón des religieuses.

« A tous ceux quy ces présentes lettres verront ou orront Jean Lamore, licencié en droit, chanoine de Laon, conseiller du Roy, nostre sire et garde du scel de la Bailly de Vermandois, establye de par icelluy seigneur salut : Scavoir faisons que pardevant nos amis et feaulx Jean de Fontaine et Nicolas Thouffier, tabellions royaux, commis et establys de par nous quant à ce, comparurent en leurs personnes en la ville de Beauricu honorable homme et saige M. Jean de Vendeuil, licencié ès-lois, advocat du Roy, nostre sire, à Saint-Quentin, au nom et comme procureur des religieuses et honnestes dames les religieuses, abbesses et couvent de l'Eglise et monastère de Sainte-Benoite d'Origny, dames de Chaudardes, Cuiry, Beaurieu et Craonnelle, fondé par lettres de procuration scellées des sceaux d'abbesse et couvent seures et entières de sceaulx et escritures comme par l'inspection d'icelles pouvoit apparoir desquelles la teneur s'ensuit :

« A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou orront Joanne de Longueval humble abbessse de l'Eglise Sainte-Benoite d'Origny, de l'ordre de Saint Benoit au diocèse de Laon et tout le couvent de même lieu, salut en notre seigneur !

« Savoir faisons que nous, pour nous et en nos noms,

et au nom de nostre dite Église, avons fait, ordonnez, constitué et établi et par ces présentes, faisons, ordonnons, constituons et établissons nos procureurs généraux et certains messagers espéciaux, M. Jean de Vendeuil, Jean de Luzilly, Pierre Macquerel, auxquels et à chacun d'eux portant ces lettres, nous avons donné et donnons plein pouvoir, autorité, mandement général et espécial par soy et pour le tout d'être et comparoir pour nous et nos personnes représentées par tout en jugement et hors jugement en toutes cours et pardevant tous juges quels qu'ils soient tant d'église que de cours laïques nous excuser et exoner ; et nos causes, droits, usages, franchises, libertés et saisines soutenir, garder et défendre, de convenir, reconvenir, plaider plait ou plaiz, entretenir, poursuivre et mener à fin, requérir et demander jour donner absence de conseil, vins (ou venes) garrands et ostensions (ou és-témoins) de cognoistre nyer, demander et défendre, avouer, désavouer, affirmer articles, respondre aux positions et aux faicts des parties adverses, jurer et d'opposer en l'âme de nous et faire tous sermens, opposer à tous cas, à toutes fins, d'eslire hostel et domicile faire et bailler caution si mestier est et faire toutes sommations, supplications, dénonciations, protestations requestes, conclusions et retenues, produire et veoir jurer, témoigner, dire contre tesmoins leurs dits et dépositions, conclure en cause, ester à droit ouir droit, arrêts, jugemens, interlocutoires et sentences définitives, appeler, appel ou appeaux poursuivre et y renoncer si mestier est de demander et requérir dépens et bailler diminution sur ceux des parties adverses de pouvoir soutenir et sous établir a eux procureur un ou plusieurs qui ait ou aient le pouvoir des susdits et par spéciales avons donnés et donnons auxdits procureurs et à chacun d'eux par soi et pour le tout portant lesd. lettres « puissance et autorité irrévocable de ratifier, » louer, agréer, consentir et accorder par tout où mestier » sera et où il appartiendra certain compromis par nous » Jeanne de Longueval, abbesse dessus nommée avec » les maieur, jurés et tout l'universel habitans de la » commune de Chaudardes touchant les questions et » différens mus ou espérés à mouvoir entre nous pour

» notre dite église et lesd. communes et promettre de
» icelui tenir, entretenir, fournir et accomplir tout ainsi
» que par la forme et manière qu'il a été passé et rédigé
» par écrit pardevant M^r le bailli de Vermandois ou son
» lieutenant général à Laon, le 16 septembre dernier, passé
» en la ville de Beaurieu en Laonnois, » et si mestier est
de pouvoir au nom de nous et de notre dite église, passer
autre et nouvel compromis par jours et peines et
sur telles personnes que bon lui semblera de tenir et
fournir tout ce que par eux sera appointé sur lesd. ques-
tions et différens sur telles peines et ainsi qu'ils verront
être à faire « par raison et avecques ce de pouvoir par
» les arbitres prins et eslus translater et exposer la
» Charte de l'institution et fondation de lad. commune de
» Chaudardes et tenir et avoir pour agréable ferme et
» stable pour toujours tout ce que par ledit arbitre sera
» fait, appointé et ordonné touchant lesd. différens et
» questions qui seront par eux escrits et déclaration
» baillée auxd. arbitres » par nous et lesd. communes
de consentir par lesd. procureurs ou l'un d'eux que la
sentence et appointment que feront et rendront lesd.
arbitres touchant ce que dit est et les dépendances, soient
par mond. seigneur bailly de V. ou son dit lieutenant
général à Laon homologué et les parties par lui ou son
dit lieutenant condamnées à icelle tenir, fournir et
accomplir et de ce faire lettres de sentence et condamna-
tion telles que au cas apartiendra et quant à ce tenir
obligé. les biens et temporel de nous et notre d. église et
généralement povoir de faire aud. procureur et besognes
en tout ce que dit est et en dépendance *tout autant et*
autre que nous même constituons ferions et faire pourrions
si présenter en nos personnes y estions ce que le
cas et requiert mandement plus spécial et promettant de
bonne foy sous le vœu de notre religion et sous l'obli-
gation des biens et temporel de notre d. église présens
et advenir, tenir et avoir pour agréables ferme et stable
à toujours tout ce que par nos d. procureurs ou par l'un
d'eux seul et pour le tout portant lesd. présentes lettres
sera du fait passé accord, consenti et besogné et à payer
le juge si mestier est. En témoin de ce que nous avons
scellé lesd. présentes de nos sceaulx d'abbesse et couvent

dont nous usons et avons accoutumé de user, et fut fait et passé en notre dite église le *Dimanche 25. Octobre 1489, d'une part.*

Thomas Doynet, maieur de la commune de Chaudardes et Guillaume de Vailly, au nom et comme procureur desd. maieur, jurés et communions d'icelle commune, fondés par lettres de procuration seures et entières du scel et escripture comme par l'inspection d'icelles pouvait apparoir et desquelles la teneur est telle.

(28 Octobre 1489.)

Procuracion de la communauté de Chaudarde.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou ouiront les maire, jurés et communiens de la commune de Chaudarde salut sçavoir faisons que nous pour nous et en nos noms et au nom de vòtre dite commune avons fait, ordonné, constitué et établi et par ces présentes faisons, ordonnons, constituons et établissons nos procureurs généraux et certains messagers spéciaux Jean Demange, Robert Demange et Guillaume Devailly auxquels et à chacun d'eux portant ces présentes lettres, nous avons donné et donnons plein pouvoir, autorité et mandement général et spécial par soi et pour le tout d'être et comparoir pour nous en nos personnes partout en jugement et hors en toutes cours et pardevant tous juges Nous..... et exposer nos droits, usages et franchises et par spécial avons donné et donnons aux dits Guillaume Devailly et Jean Demange et à chacun d'eux plein pouvoir et puissance irrévocable de ratifier, louer, consentir et accorder partout ou mestier sera et ou il appartiendra certain compromis passé par nous maire, jurés dessus avec très honorée dame Jeanne Delonguevalle abbesse d'Origny dame foncière de ladite commune de Chaudarde touchant les questions et différens mus ou espérés à mouvoir entre nous et nòtre dite commune et lesdites dames et promettre d'icelui tenir et entretenir fournir et accomplir tout ainsi et par la forme et manière qu'il est rédigé par écrit pardevant Monsieur le Bailly de Vermandois ou son lieutenant général à Laon le seizième jour du mois

de septembre dernier passé en la ville de Beaurieu en laonnois et si mestier est de pour et au nom de nous et au nom de notre ditte commune passer autre et nouvel compromis par soy jours et peines et sur telles personnes que bon leur semblera de tenir et fournir tout ce que par eux sera appointé sur lesdits questions et différends sur telles peines et ainsi qu'ils verront être à faire par raison et avec ce de pouvoir par les arbitres prins et élues translater et exposer la chartre de l'institution et fondation de ladite commune de Chaudarde et tenir et avoir pour agréable ferme et stable tout ce que par les arbitres sera fait et appointé et ordonné touchant lesdits différends et questions qui seront par eux par écrit baillés auxdits arbitres par déclarations par nous et lesdites Dames de consentir par lesdits procureurs ou l'un d'eux que la sentence et appointement que seront et rendront lesdits arbitres touchant ce que dit est et les dépends soit par mondit sieur le Bailly de Vermandois ou son lieutenant général à Laon homologuée et les parties par lui où son dit lieutenant général condamner tenir fournir et accomplir de ce faire lettre de sentence et condamnation telle qu'au cas appartiendra et quant à ce tenir obliger les biens de vous et de vôte dite commune et généralement de faire dire procurer et besogner en tout ce que dit est et les dépendances tout où tel et autant que nous mêmes constituons, serions et faire ou pourions s'y présens en nos personnes y étions supposé que le cas requisit on désirat mandement plus spécial et promettant en bonne foi sous l'obligation de *tous nos biens* présents et avenir et les biens de notre dite commune de tenir et avoir pour agréable ferme et stable toujours tout ce que par ledit Devailly et Jean Demange et au chacun d'eux seul et pour le tout portant ces lettres sera dit fait procuré passé et accordé, consenty et besogné sur les choses dessous dites et de payer le Juge si mestier est en témoins de ce nous Maire, Jurés et Commissaires de ladite commune avons scellés les présentes du scel et contre-scel de notre ditte commune de Chaudarde qui furent faites et passées le vingt-huitième jour d'octobre mil quatre cent quatre-vingt-neuf.

Historique. — *Moyens des parties :* Disant lesdites parties et chacune d'icelles esd. nom, comme de très long et ancien tems, lad. commune eust esté créé, institué et établi, consentir et approuver entre lesd. religieuses, abbesse et couvent ou leurs prédécesseurs dames desdits lieux et les habitans d'iceux lieux, et ainsi par le Roi notre sire, lors vivant, sous plusieurs conditions, modification et conservation a placés, contenues et déclarés esdites lettres sur ce fait et passée par lesd. parties mêmeement ès-lettres de Chartres et vérifications d'icelles de ce faisant mention et esquelles lettres de Chartres le droit, action, poursuite, opposition, droit de justice et tout autre quelconque appartenant à chacune desdites parties était dit exprimer et amplement déclaré néanmoins depuis l'érection, constatation et vérification d'icelle commune plusieurs procès, questions et débats s'étaient mus en justice et sont encore espérés à mouvoir entre icelles parties à cause de ce que chacune d'elles parties maintiennent que leur partie entreprend et a entrepris et exigé sur le droit de l'autre, aussi que icelles parties auraient obtenu aucune sentence, appointment, possession et aveu, et que icelles parties avaient mal usé et possédé de leurs droits en contrevenant au contenu desd. lettres de chartres si comme ils disaient à savoir est que icelles parties et chacune d'icelles ès-noms que dessus voulant procéder « de bonne foi et afin de nouvel paix » et dorénavant vivre et eux régler selon le contenu desd. lettres de chartres, » sans avoir égard aux possessions que chacune desd. parties pourraient avoir fait et eu les uns sur les autres outre et pardessus et en contrevenant au contenu esdites lettres, ni semblablement aux lettres de sentences autres choses quelconque qu'elles pourraient avoir dérogeant à lad. Charte et lesquelles icelles parties ont voulu être pour non faites et non avenues et sans y avoir regard, mais totalement eux régler selon icelui contenu de Charte de tout le différend d'icelles parties. se sont rapportées aud. jugement et appointment arbitral de honorables hommes et saiges maîtres Jean Dupuis et Jean de Reins, licenciés ès-lois, pris, choisis et élus de la part desd. religieuses, abbesse et couvent, de M. Jean Cauchon, le jeune et

Henry Le Membru, aussi licenciés ès-lois, pris, choisis et eslus de la part desd. Maire, Jurés et communes, arbitres, arbitrateurs et amiables appaisateurs et auxquels icelles parties ont donné pouvoir, puissance et autorité de décider et de terminer le différend d'icelles parties et leur adjuger à chacune son droit selon le contenu esd. lettres de chartres en exposant par écrit et interprétant tout le contenu en lad. Chartre en langage français d'icelles parties afin que icelles parties se puissent dorénavant régler selon icelle déclaration comme dit est et à déterminer par eux en dedans le jour de saint André prochainement venant et pouvant prolonger jusque au jour de la Chandeleur prochain en suivant, promettant icelles parties ès-noms que dessus en peine de 500 livres parisis à appliquer moitié au Roy notre sire et l'autre moitié à partie acquiesçant tenant led. arbitrage à tenir et entretenir ce que par lesd. arbitres sera fait, dit, jugé et appointé du différend d'icelles parties obligeant quant à ce c'est à savoir led. de Vendeuil ès-nom que dessus les biens temporel de lad. église et abbaye, et lesd. Maire et Procureur de lad. commune les biens desd. Maires, Jurés et commune sans contrarier en aucune manière et outre promettant, comme dessus à rendre, payer et restituer tous coûts et frais qui en ce pourchassant s'en pourroient servir comment que ce fust desquelz ilz voudrens le porteur de ces lettres auquel ilz promettent à répondre sur tout le contenu en icelles sans autre pour ce monstrier estre creu par tout par son simple serment sans autre preuve sur ce donné et renoncèrent lesdits de Vendeuil et de Vailly ès-noms que dessus quand à ce expressément par leur dicte foi et serment à toutes choses quelconques à ces tettes contraires mesmement au droit disant général renonciation non valoir en tesmoins de ce nous à la relation de nos dits commis quy tous ce nous rapportèrent avons mis à ces lettres le scel de ladicte baillie, *ce fut fait le 28^e jour du mois d'octobre l'an 1489*, ainsi signé De Fontaine et Thouffier, en ensuyvant le contrat desquelles lettres de compromis dossier transcrits et aussi à la requeste et prière desdictes parties nous eussions entrepris le faiz et charge d'icelluy compromis et eussions ordonné à icelles parties mettre

pardevers nous les lettres de chartres dessus mentionnées, ensemble les motifs, moiens, raisons et escriptures que chacune partie voudroient baillier faire et dire l'une contre l'autre de leur différend touchant le contrat en icelle Chartre, à quoy icelles parties et chacune d'elles eussentourny de ce fait par plusieurs et diverses journées tant en la ville de Beaurieu comme en ceste ville de Laon, nous nous eussions trouvé et eussions bonnement et meurement visité au long tant lesdites lettres de Chartres comme lesd. motifs, raisons et escriptures desdites parties et pour entrer à la déclaration de nostre dict arbitrage eussions translalté et mis par escript de latin en lungeige françois mots après autres icelles lettres de Chartre en la forme et manière qui s'ensuict :

« Suit la traduction de la Charte en français de 1491, que nous avons donnée, sous chaque article, à la suite de la traduction du XVIII^e siècle et que nous avons fait suivre de l'interprétation des arbitres. (Voir page 5 et s.) : »

En après eussions veu et visité comme dessus les motifs, moiens, raisons et escriptures contenant les différendz desdictes parties aussy le pouvoir à nous donné en ceste partie transcript cy-dessus et eussions assigné jour aus dictes parties à comparoir pardevant nous en ladicte ville de Laon cejourd'huy pour oyr nostre dicte sentence et appointement arbitral. Sçavoir faisons que comparant pardevant nous arbitres dessus nommés le dujourd'huy en la ville de Laon honorable homme et saige M^e Jean de Vendeuil, licencié ès-lois en nom et comme procureur souffisamment fondé comme dessus desdictz relligieuses, abbesse et couvent d'Origny d'une part, Thomas Doynet, maire de ladicte commune et Guillaume de Vailly au nom et comme procureur desdictz Maire, Jurez et communiers souffisamment fondé par lesdictes lettres de procuration passée par lesdicts Maire, Jurés et communiers d'une part, requerans et chacun d'eux oyr droict et nostre jugement ou appointement arbitral sur le contenu en ladicte Chartre et leur dit différend, Veux par nous lesdictes lettres de chartres ensemble la translaction de latin en françois d'icelle par nous faite ainsy que dessus

est escript, les motif, raisons, moiens et escriptures contenant les différendz desdictes parties et tout ce **quy** faisoit à veoir et considérer en la manière et *sur tout advis et conseil à plusieurs notables conseilliers* et aultres, Nous avons dict et disons pour plus amplement faire déclaration du différend desdictes parties et sur l'entendement de ladict Chartre et translation d'icelle que sur l'article commençons : *Aucun quel qu'il soit jusqu'à ce mot satisfaction, etc.*

« *Après s'être expliqués sur la Chartre, l'avoir interprétée, et avoir statué sur les difficultés d'entre les parties, comme on l'a vu sous chaque article interprété ; les arbitres continuent ainsi qu'il suit : »*

Et au surplus quand aux autres poins et articles de ladict Chartre et de ce **quy** est contenu et escript esdictes escriptures et articles et bailliez par chacunes desdictes parties, nous disons que icelles parties et chacunes d'elles en droict soy doresnavant se y conduiront et régleront tant et sy avant que faire se pourra ainsy que le texte de ladict Chartre le porte et contient et sy d'aventure en tout ce que dict est ou partye cheoit au temp advenu aucune ambiguïté ou difficulté ensemble sur ladite translation par nous faicte, nous en avons retenu et réservé retenons et réservons à nous l'interprétation et déclaration et aura chacune desdictes parties à ses despens par les mains de Adam de Midelet, nottaire royal au Baillage de Vermandois que avons evocqué et appelé pour greffier les doubles de ces présentes et se condamnans lesdictes parties à tenir ce que dict est par vertu du pouvoir à nous donné ensemble ladict Chartre et translation dicelle sauf ce **quy** a esté par nous dict et appointé cy dessus et à soutenir les frais et despens dudit arbitrage chacun pour moictyé. En tesmoings de ce nous avons scellé ces présentes de noz sceaulx, ce fut fait à *Luon le vingt-quatriesme jour de novembre l'an mil quatre cens quatre-vingt-et-neuf, ainsy signé A. Demydelet,* Laquelle sentence ainsy donnée par lesdictz arbitres auroit esté homologué et approuvée par la sentence du bailliy de Vermandois ou son lieutenant ainsy que contenu est par ledit arrest confirmatif dicelle requeroit ledit

de Vendeuil au nom que dessus lesdictes parties en ensuiuant la teneur dicelluy arrest fussent hinc inde en tant que à eulx touchoit et pouvoit toucher contrainctes à tenir garder et observer doresnavant le contenu en ladicte sentence arbitral ainsy que contenu est dict *cy dessus à quoy fut respondu par la bouche dudit* Guillaume de Vailly, procureur desdicts Maire, Jurez et commune et en la présence des dessus nommez habitans desdictz lieux quilz ne savoient dire chose pour empescher lexécution dudict arrest et que le tout ne feust faict et exécuté en la forme et manière requise par lesdictes relligieuses, abbesse et couvent et quilz consentoient lexécution dicelluy en tout et partout en nous déclarant que doresnavant ilz estoient déliberez, détenir et entretenir le contenu en ladicte sentence desdictz arbitres et eulx régler selon linterprétation et translacion desdictes lettres de chartres comme contenu est en ladicte sentence diceulx arbitres leur fut demandé par ledit de Vendeuil silz avoient pointz de conseil lesquelz respondirent que non et quilz ne vouloient autre que eulx en disant quilz avoient esté au conseil à Paris et ailleurs mais quilz avoient esté conseillé ainsi le faire, parquoy entendu ledit consentement desdictz Maire, Jurez et communiers en exécutant ledit arrest leur feisme commandement que doresnavant ilz entretienssent de point en point le contenu desdictes lettres de Chartre selon linterpretation et translacion dicelles ainsy quil est contenu en la sentence desdictz arbitres en leur faisant inhibicion et deffences de par le Roy et ladite court de ne troubler et empescher lesdictz relligieuses abbesse et couvent en la possession és joyssance de ce quy est à leur prouffict du contenu esdictes lettres, ce quy nous promisdrent faire et ce faict sen allèrent icelles parties et le lendemain ensuiuant premier jour de janvier vint devers nous en nostre chambre ledit M^r Jean de Vendeuil lequel nous dict que ledit Guillaume de Vailly soyt disant procureur desdicts maieur, jurez et commune luy avoit en ensuiuant ce que avons faict le jour précédent exhibé et monstré certaines lettres de procuration par lesquelles il disoit estre procureur fondé desdictz mayeur, jurez et commune disoit que lesdictes lettres de procuration nestoient souffisantes en

nous requerant que de rechef feissions comparoir iceulx maieur, jurez et commune pardevant nous et que ledit de Vailly eust autre procuration desdictz maieur, jurez et commune aultrement requeroit deffault allencontre deulx, ce que fiesmes, et ledit jour après disner des reschef comparurent lesdictz abbasse et de Vendeuil d'une part et ledit de Vailly acompagné des dessus dict habitans, lequel après et que fut par ledit de Vendeuil requis audit de Vailly faire aparoir de procuration suffisante, nous présenta icelluy de Vailly les lettres de procuration quy sensuivent.

(6 Janvier 1491.)

Prooñ des habitants de Chaudarde.

A tous ceulx quy ces présentes lettres verront ou orront, les Maire, Jurez et communiers de la commune de Chaudarde salut, sçavoir faisons que nous pour nous et en noz noms et au nom de nostre dict commune avons fait nommé, ordonné, constitué et estably et par ces présentes faisons, nommons, ordonnons, constituons et établissons noz procureurs généraulx vray et certains messaigiers espéciaux et irrévocables quand ad ce, c'est asçavoir honorables hommes et saiges Jean Demange, Robert Dorange, Nicaise Mairesse, Pierre Maigret, procureur en la cour du Roy nostre sire à Laon, Jean Bataille et Jean de Cheret, procureur en la cour spirituelle audit Laon, Jean Demay, Jean Moulin, Guillaume de Vailly, Tassinot Lemoyne, Jean Faim et Jean de Fontaine, à tous lesquelz procureurs dessus nommez et ung chacun d'eux seul et pour le tout portant ces présentes, nous avons donné et octroyé et par ces présentes donnons et octroions plain pouvoir, puissance, auctorité et mandement général et spécial destre et comparoir pour nous et au nom de ladicte commune noz personnes représenter par tout en jugement et dehors de nous excuser et exonérer et noz biens, causes, droicts, franchises, querelles et besongnes meue et à mouvoir pour nous et contre nous en demandant ou en deffendant contre toutes personnes en toute cours et pardevant tous juges

tant desglises comme séculiers et par spécial avons donné et donnons audit Guillaume de Vailly, procureur dessus nommé, pouvoir, puissance et auctorité destre et comparoir pour nous et au nom de nostre dict commune noz personnes représenter pardevant le commissaire commis et ordonné par la court de parlement à exécuter certain arrest dicelle donné le septième jour du mois de septembre dernièrement passé au prouffict des relligieuses, abbesse et couvent de sainte Benoiste d'Origny allencontre de nous et de nostre dicte commune consentir l'exécution dicelluy arrest selon la forme et teneur et en ordonner et disposer ainsy quil doit estre à faire par raison et généralement dé faire dire prouver et besongner en tout ce que dict est tout atel et autant comme ferions ou faire pourions sy présens en noz personnes y estions Que le cas requis ou désirast mandement plus spécial et promectons en bonne foy soubz l'obligation des biens de nostre dicte commune à tenir navoir pour agréable ferme et estable à toujours tout ce que par nos dictz procureurs leurs substituz ou lung deux sera faict dict procuré ou besongner en tout ce que dict est et à paier le juge sy mestier est, en tesmoings de ce nous Maire et Jurez dessus nommez avons scellez ces présentes du scel et contresel de nostre dicte commune qui furent faictes le premier jour de janvier lan mil quatre cens quatre-vingt-et-unz, et de rechef ladicte procuration vene et leue consentoit ledit de Vailly, procureur dessus dict et tous les dessus dicts habitans illec présens et dhabondant, Jean Datiche Colnet Datiche, Jean de Fontaine, Simon Wistement et Jean Favalle, ainsel lexécution dudit arrest en la forme et manière que le jour précédent et semblablement leur feismes les commandemens inhibicions et deffenses dessus dict ce à quoy ilz saccorderent en nous promectans comme dessus hinc inde garder tenir et entretenir en tant que à chacun touché et povoit toucher le contenu en ladicte sentence des arbitres en tout et partout et ce faict le lendemain deuxième jour de janvier partismes dudit lieu de Beau-rieu pour nous en retourner en ceste ville de Paris à laquelle arivasme le 5^{me} jour dudit mois de janvier, et tout ce que dessus certiffions estre vray et par nous avoir

esté faict en la forme et manière dessus dict les jour et an dessus dict tesmoing nos sel et seing manuel ez mis et apposez, ainsy seigné A. BAUDRY.

NOTE B (page 39).

Donné par copie sous le seing manuel de moy Jehan Heget notaire Royal ce qui s'ensuit.

Ludovicus Dei gratiâ francorum rex notum facimus quod nos litteras discretarum nostrarum Emelinæ abbatisse sanctæ Benedictæ aurigniacensis, et ejusdem conventûs, vidimûs in hæc verba. Nos soror Emelina abbatisa sanctæ Benedictæ De Aurigniaco, totusque ejusdem loci conventus. Notum facimus universis præsentibus litteras inspecturis quod cum discordia esset inter nobilem virum Joannem Comitem Rociaci ex unâ parte, et majorem et communitatem de Chaudardre ex alterâ ; pax fuit facta nobis consentientibus in hunc modum. Nos major et jurati, totaque communitas De Chaudarde notum facimus universis præsentibus litteras inspecturis : quod cum Discordia esset inter nos ex unâ parte, et Joannem Comitem Rociaci ex alterâ, nos pacem fecimus in hunc modum, quod prædictus Comes habet et retinet apud Chaudardy perpetuum sibi et heredibus suis in pacem facientem Rivieriam de azonâ, passagium, piscariam totam, et totum dominium aquæ tali modo quod illi de Chaudardÿ non poterunt, piscari in illâ nisi in forum quo vendetur legitime et quo piscabuntur alii piscatores, salvâ abbatissæ et conventûs sanctæ Benedictæ de Aurigniaco quam ipsæ habent a nobili Dominâ Eustachiâ matre Joannis Comitis Rociaci, quæ talis est. (1)

(1) Voir la traduction de ce commencement de la Charte approbative du Roi de 1240 plus bas page 121.

Suit la Charte d'Eustasie de 1205, texte latin :

In nomine Patris et filii et spiritus sancti, amen :

: Ego Eustachia Comitissa De Roceio Domina de Petraponte, universis in perpetuum, cum abbatissa et moniales monasterii sancte Benedicte Aurigniacensis non haberent molendina super azonam, et plurimum indigerent, quia plurimum necessaria erant eis et hominibus suis nos ad preces earum eis Duo molendina facere in Terrâ suâ inter Cury et Maisy in Elemosinam concessimus. Et concessimus eis ut deducant per terram suam tantum de azonâ quantum necessarium fuerit estimatione suâ et hominum suorum, ita ut aqua Deducta liberum habeat cursum supra molendina et infra per terram earum. Concessimus etiam eis ut habeant per alveum suum navem ad vehendum ea quæ ad edificia molendinorum et usus alios fuerint necessaria, non tamen ad piscandum ; concessimus etiam eis ut ad capiendum pisces habeant instrumenta molendinis suis appendentia quæ vulgò appellantur Pentou. Et super hâc deductione azonæ sicut prædivisa est eis Garandiam portabimus adversus omnes qui juri parere voluerint : retinuimus autem in alveo aquæ Deductæ supra molendina et infra piscationem ; itaque quando placuerit nobis ad usus nostros, poterimus trahere rete et sagenas ad capiendum pisces sine damno et molestatione molendinorum, vel eorum qui molendina servabunt vel eorum qui ad molendina venient, piscatoribus autem nostris quos in azonâ habemus, vel aliis etiam piscationem prædicti alvei nobis dare vel vendere non licebit nec alius usum piscandi ibi habere poterit, hanc autem donationem sicut liberam et absolutam fecimus pro remedio animæ nostræ et Roberti mariti nostri et Joannis Comitis Rocei et omnium antecessorum nostrorum. Laudavit et approbavit Joannes noster filius et filie nostræ scilicet, h^e et A. et E. et ut prædicta concessio nostra stabilis et firma permaneat in perpetuum, præsens scriptum sigilli nostri signatum in testimonium hujus donationis emisimus. fuit hæc Donatio solemniter celebrata in Castello de Petreponce præsentibus multis Clericis et laicis, scilicet sancte capellane, Radulphus sine terrâ, Joannes præpositus de Petreponce,

et Joannes Clericus, et aliis multis H. frater de Tenailles
et M. Presbyter de Petreponce et magister Gerardus.
Actum est anno millesimo Ducentesimo quinto Domi-
nicæ incarnationis.

Suit la Charte d'Eustasie de 1239, texte latin.

Et illi de communia de Chaudardes habent ibi omnes
alias aisantias, exceptis illis quæ superius sunt, habent
etiam ibi suum verragium et suum votagium et suam
perscrutionem talem qualem dominus debet habere in
vinâgio et votagio, et suas emendas et suas justitias
habent etiam suos redditus avenæ in tribus vicis de
Chaudardes, si in eis manet et fiat forus. Nisi tamen
maneat in illis piscator ut liber homo vide licet in novo
vico ; absque domo Jocenelet, et in vico in quo Domina
Hescia manet et in vico de Reignifonte, et quolibet
Domus istorum trium vicorum exceptâ Domo Jocenelet
Debet Comiti vel hæredibus suis in perpetuum singulis
annis unum quaterum avenæ, et unum obolum, et unum
panem unius oboli. Si in eis manetur sicut præ-
dictum est, salvis juribus illorum qui ibi ea habent ;
et quilibet qui manet apud Curÿ debet Comiti unum qua-
terum avenæ et unum obolum et unum panem oboli,
exceptis Dominibus de proto ; et sciendum quod Domus
majoris, non debent panem excepto quodlibet homo
aliquod de isto redditu. Etsi aliquis invenit aliquam rem
in villâ de Chaudardes qualiscumque sit res illa, ille qui
invenit illam habet in eâ medietatem et Comes aliam
medietatem et si aliquis celaret Comes habet emendam
talem qualem scabini abbatissæ judicabunt etsi occidatur
porcus in villâ de Chaudardes provendendo in villâ de
Chaudardes ad detaillium, minuta hasta ejusdem est
comitis, etsi occiditur in villâ De Chaudardes bos vel
vacca Comes habet de quolibet animali unum Denarium.
etsi aliquis coquet in villâ panem pro vendendo Comes
habet inde unum panem unius denarii ; etsi capitur
latro in villâ De Chaudardes, latro est quandò ipse est
judicatus per scabinos abbatissæ fideles Comiti.

De hoc quod erit factum coram ipsis. Sunt etiam men-
suræ vini comiti taillandæ et instituandæ per ipsam et

lotus debet ei tradi Plenus vino quando ipse est taillatus, et etiam habet comes in quinque domibus De Chaudardes, si manet quis in eis talem redditum avenæ et unius panis oboli, tali modo ut prædictum est, videlicet in Domo Simonis Dejardino, in Domo Emolly Roussel, in Domo Gegardi Chaupart, in Domo uxoris Venordi et in domo Guerroli Leglois. Habet etiam Comes sibi et heredibus suis in perpetuum quinque solidos parisienses singulis annis super vineam ad vineas quas Joannes dictus Baptisatus tenet. Habet etiam liberum mantrium suum in villâ et nullam debet communæ servitutem : et ipse non habet in domo neque Bannum neque Justitiam, et potest submonere Comes vel ejus servitus illos qui injuriam faciant ei de redditibus suis de sero ad mane et illi tenentur facere jus in domo ipsius Comitis per scabinos abbatissæ, vel in domo servitutis Comitis, et illud quod scabini dicabunt ipse debet habere de omnibus ante dictis, etsi ipsæ non haberent, major et jurati communæ Dechaudardes debent ei pacem habere infra octo dies postquam ex parte Comitis fuerint requisiti hoc quod scabini adjudicaverunt ei et Comes, vel servitus ejus debent requirere abbatissam, vel servientes ejus quod præstet Comiti scabinos et ipsa eos præstare debent in perpetuum Comiti et heredibus ejus singulis annis octo libras parisienses reddendas in die sancti Martini in hieme apud Chaudardes ; vel cerro Manerio suo, et sciendum quod nec major, nec jurati, nec communitas De Chaudardes possunt recipere aliquod de hominibus et hospitibus Rociaci in quocumque loco sint per totum Dominium suum ; et omnia quæ comes habet et clamabat super omnes res prædictas die quo pax fuit facta in villâ et in communiâ De Chaudardes quæta Clamat, salvo hoc quod suprâ dictum est et expressum. Comes et heredes ejus tenentur portare Garandiam de omnibus rebus istis villæ et communie De Chaudardes erga omnes illos qui ad planctum et ad jus venire voluerint, et res istæ positæ sunt in pace per assensum regis salvis juribus Cartæ tali modo quod omnia antè dicta salva sint et teneantur comiti et ejus heredibus sine contradictione, et omnes redditus antèdicti debent reddi infra festum sancti Martini in hieme

et in testimonium omnium prædictorum ut permaneant firma et stabilia in perpetuum nos Emelina Abbatisa, Aurigniacensis et Conventus ejusdem loci sigilli nostri sigillarius scriptum istud actum anno incarnationis Domini millesimo Ducentesimo tricesimo nono mense martii.

Suit la sanction du Roi de 1240 :

Nos autem prædictis pacem et conventiones prout superius continentur, volumus et concedimus salvo jure nostro et alieno, et in hujusce memoria et testimonium præsentem paginam ad probamentum perpetuum sigilli nostri appensione fecimus communiri. actum parisiis anno Domini millesimo Ducentesimo quadragesimo mense Augusti.

Scellé du sceau de cire verte où il y a pour effigie un roi d'un côté et de l'autre côté une fleur de Lys pendant en lac de soye et tout ce que dessus j'ai vu être contenu esdittes lettres, et je l'ai mis et rédigé par écrit en cette présente copie et signé de mon seing manuel ici mis le quatrième jour d'août, l'an mille sept cent quarante-trois. Signé Heget avec griffe et paraphe.

Collationé à une copie écrite en latin sur une feuille de parchemin duement signée a été exhibée et à l'instant Renduë, certifions conforme par nous notaires Roÿaux au Bailliage et siège roÿal de Ribemont y résidant et à Origni Sainte-Benoîte soussigné le vingt-sept avril mil sept cent cinquante-six. Signé Godart et Degrain. Contrôlé à Ribemont le 28 avril 1756 à six sols. Signé Degrains. Trois mots rayés nuls.

Cartâ. non debet. Comitibus. tenetur. et sciendum est quod major et jurati præstare. Communice qui nous. Ces six renvois approuvés ainsi que la surcharge de douze mots ou partie d iceux.

Délivré pour copie conforme à une expédition duement signée et contrôlée, déposée ez archives du District de Saint-Quentin, par le soussigné secrétaire de l'administration du dit District, le quatre novembre mil sept cent quatre-vingt-douze l'an premier de la république. Signé

M^{re} HEUKOME, Sec.

Voici, maintenant, la traduction en français de ces Chartes latines. Celle de 1239 rappelle celle de 1205. Mais, pour faciliter leur étude, nous avons pensé qu'il fallait suivre l'ordre du tems et donner la traduction de la Ch. de 1205 la première.

Nous devons encore cette traduction au savant M. Mahon :

Année 1205.

Au nom du Père et du Fils et du Saint-Esprit.

Je Eustasie, Comtesse de Roucy, Dame de Pierrepont, à tous salut à perpétuité. Comme l'abbesse et les religieuses du monastère de Sainte-Benoite d'Aurigny n'avaient pas de moulins sur l'Aisne, et en avaient grand besoin, parce qu'ils étaient bien nécessaires à elles et à leurs gens, à leur prière nous leur avons accordé à titre d'aumône d'établir deux moulins sur leur domaine entre Cuiry et Maizy, et leur avons permis de dériver à travers leur terrain de l'eau de l'Aisne autant qu'il sera nécessaire, à leur estimation et à celle de leurs gens, à cette condition que l'eau détournée ait un cours libre au-dessus des moulins et au-dessous à travers leur terrain. Nous leur avons aussi permis d'avoir sur leur canal une barque pour transporter les choses qui seront nécessaires pour les bâtiments des moulins et autres usages, mais non pour pêcher. Nous leur avons également permis d'avoir pour prendre du poisson. attenant à leurs moulins, les engins vulgairement appelés peutum (viviers ? ou panneaux ? ou pantières). Et à l'égard de cette dérivation ou (prise d'eau) de l'Aisne, comme elle a été-ci-dessus indiquée, nous leur porterons garantie contre tous ceux qui voudront en appeler à la justice. Mais nous avons réservé la pêche dans le canal de dérivation au-dessus des moulins et au-dessous. En conséquence, quand il nous plaira pour nos besoins, nous pourrons trainer filets et sennes pour prendre du poisson, sans préjudice ni inconvénient pour les moulins ou pour ceux qui garderont les moulins, ou pour ceux qui viendront aux moulins. D'ailleurs il ne nous sera pas permis de donner ou d'affirmer à nos pêcheurs que nous avons sur l'Aisne, ni à d'autres, la pêche du susdit canal, et

nul autre ne pourra avoir le droit de pêcher à cet endroit. Quant à cette donation, de même que nous l'avons faite libre et entière pour le salut de notre âme et de celle de Robert, notre époux et de Jean, Comte de Roucy, et de tous nos prédécesseurs, Jean notre fils et nos filles, à savoir He.... et A.... et E.... l'ont louée et approuvée ; et pour que notre concession susdite demeure stable et solide à perpétuité, nous avons donné en témoignage de cette donation le présent écrit revêtu de la suspension de notre sceau.

Cette donation a été ratifiée solennellement au château de Pierrepont en présence de plusieurs clercs et laïques, à savoir : Radulphe de la sainte chapelle, sans terre — Jean, prévôt de Pierrepont — et Jean, clerc et plusieurs autres, H..., frère de Thenailles, et M.., curé de Pierrepont, et Maître Gérard.

Fait l'an mil deux cent cinq de l'incarnation divine.

Mars 1239.

Et ceux de la commune de Chaudardes ont là (à payer) tous les autres droits de jouissance, excepté ceux qui sont énoncés plus haut. Ils ont aussi là leur droit de passage, et leur droit de voiturage, et leur (redevance ?) telle que le seigneur doit avoir sur le vinage et le roulage, et leurs amendes et leurs taxes. Ils ont également leurs redevances d'avoine dans les trois quartiers de Chaudardes, s'il y existe ou s'établit un marché (ou pressoir) ; sauf toutefois si dans ces quartiers demeure un pêcheur, au même titre qu'un homme libre dans un nouveau quartier à l'exception de la maison Jocet, et dans le quartier où demeure la Dame Hescia, et dans le quartier de Reignifont, et toute maison de ces trois quartiers, sauf la maison Jocet, doit au Comte ou à ses héritiers à perpétuité tous les ans un quart (ou quartaut) d'avoine et une obole et un pain d'une obole, si elles sont habitées, comme il a été dit ci-dessus, réserve faite des droits de ceux qui en sont investis ; et quiconque demeure à Cuiry doit au Comte un quart d'avoine et une obole et un pain d'une obole, les maisons du pré (ou vignoble) exceptées. Et il est à savoir que les maisons

du Maire ne doivent pas le pain, par exception qu'un homme libre ne doit rien de cette redevance. Et si quelqu'un trouve un objet dans le village de Chaudardes, quel que soit cet objet, celui qui l'a trouvé en a la moitié, et le Comte l'autre moitié. Et si on le dissimulait, le Comte a droit à une amende telle que les échevins de l'abbesse la prononceront. Et si un porc est tué pour le vendre au détail dans le village de Chaudardes, un même morceau d'échinée du même porc est au Comte. Et si un bœuf ou une vache est tuée dans le village de Chaudardes, le Comte a d'une bête quelconque un denier. Et si quelqu'un cuit dans le village du pain pour le vendre, le Comte a dessus un pain d'un denier. Et si un larron est pris dans le village de Chaudardes, le larron est au Comte, quand ce larron est jugé par les échevins de l'abbesse soumis au Comte, pour ce qui sera fait par-devant eux. Il y a aussi des mesures de vin à tailler (ou imposer) et (à fixer ?) par lui-même, et le tout doit lui être livré plein de vin, quand lui-même est taillé (ou imposé). Et de plus le Comte a sur cinq maisons de Chaudardes, si quelqu'un y habite, pareille redevance d'avoine et d'une obole et d'un pain d'une obole, de la manière qu'il a été dit plus haut, à savoir sur la maison de Simon Déjardin, sur la maison d'Émelly Roussel, sur la maison de Gérard Chaupart, sur la maison de la Guerrole Leglois. Le Comte a aussi pour lui et ses héritiers à perpétuité cinq sous parisis tous les ans sur la vigne attenante aux vignes que tient en fief Jean dit Baptiste. Il a aussi son manoir libre dans le village, et ne doit aucune servitude à la commune. Et lui-même n'a dans sa maison ni ban, ni tribunal ; et le Comte ou ses subordonnés peuvent assigner du soir au matin ceux qui lui feraient préjudice sur ses droits, et ceux-là sont tenus de plaider au domicile du Comte lui-même devant les échevins de l'abbesse, ou au domicile des gens du Comte. Et ce que les échevins lui attribueront, il doit lui-même l'obtenir dans tous les cas susdits. Et si les Dames du convent n'étaient pas en mesure de le faire elles-mêmes, le Maire et les Jurés de la commune de Chaudardes devront lui donner satisfaction dans les huit jours après que de la part du Comte ils auront été requis de ce que

les échevins lui ont adjugé. Et le Comte ou ses gens doivent requérir l'abbesse ou ses subordonnés d'avoir à fournir au Comte des échevins, et elle-même est tenue de les fournir. Et il est à savoir que le Maire et les Jurés doivent payer à perpétuité au Comte et à ses héritiers tous les ans huit livres parisis qui seront acquittées le jour de la Saint-Martin d'hiver, à Chaudardes, ou dans son manoir. Et il est à savoir que ni le Maire, ni les Jurés, ni la commune de Chaudardes ne peuvent rien exiger des gens et hôtes (du Comte) de Roucy, en quelque lieu qu'ils soient, dans toute l'étendue de son domaine. Et tous les droits que le Comte avait et réclamait sur toutes les choses susdites, le jour que l'accord fut fait, dans le village et la commune de Chaudardes, il les clame (proclame) quittes (acquittés) sauf ce qui a été dit et réservé ci-dessus. Le Comte et ses héritiers sont tenus de porter garantie de toutes ces choses au village et à la commune de Chaudardes contre tous ceux qui voudront venir à plainte et à justice. Et ces affaires sont ainsi arrangées sous l'approbation du Roi, réserve faite des droits inhérents au titre de la commune, à telles fins que toutes les conditions précitées soient sauves et garanties au Comte et à ses héritiers sans contestation. Et toutes les redevances susdites devront être acquittées pour la fête de la Saint-Martin d'hiver.

Et en témoignage de toutes les choses sus énoncées, pour qu'elles demeurent fermes et stables à perpétuité, nous, Émelina, abbesse d'Origny, et Dames du couvent du même lieu, avons confirmé (ou revêtu) de notre sceau cet acte rédigé l'an de l'Incarnation du seigneur mil deux cent trente-neuf au mois de mars.

Et nous (roi de France) approuvons et autorisons les susdites paix et conventions, comme elles sont exposées ci-dessus, sous la réserve de notre droit et de celui d'autrui ; et en mémoire et témoignage de quoi nous avons fait revêtir de l'application de notre sceau la présente Charte à titre d'approbation perpétuelle.

Fait à Paris l'an du seigneur mil deux cent quarante au mois d'août.

Il convient de noter que les fils d'Eustasie donnèrent, ainsi qu'il suit, leur adhésion aux actes de leur mère :

A tous ceux qui liront les présentes lettres, Jean, Comte de Roucy et seigneur de Pierrepont, salut. Sachez que nous avons vu l'écrit de notre noble mère Eustasie conçu en ces termes :

Au nom du Père et du Fils, etc. (*Suivent les Chartes de 1205 et 1239*).

Nous ratifions et confirmons par la garantie de notre sceau, l'aumône de notre mère. Donné l'an du seigneur mil deux cent trente-neuf, au mois de mars.

Et enfin le Roi ratifia le tout comme on vient de le voir en août 1240 par la Charte dont le commencement ci-dessus relaté en latin, page 115, a été traduit ainsi :

Août 1240.

Louis par la grâce de Dieu, roi des Français — faisons savoir que nous avons vu les lettres de nos bien disantes Emeline, abbesse de Sainte-Benoite d'Origny et Dames de son couvent, conçues en ces termes :

Nous, sœur Emeline, abbesse de Sainte-Benoite d'Origny, et tout le couvent du même lieu, faisons savoir à tous ceux qui liront les présentes lettres, que — comme il y avait désaccord entre le noble homme Jean, Comte de Roucy d'une part, et le Maire et la commune de Chaudardes d'autre part, la paix fut faite, de notre consentement, en cette forme.

Nous, Maire et Jurés et toute la commune de Chaudardes, faisons savoir à tous ceux qui liront les présentes lettres, que — comme il y avait désaccord entre nous d'une part, et Jean, Comte de Roucy d'autre part, nous avons fait la paix en cette forme, que — le susdit Comte a et garde sur Chaudardes à perpétuité pour lui et ses héritiers en paix permanente la rivière d'Aisne, le droit de passage, le droit de pêche entier et toute la propriété de l'eau, de telle manière que ceux (les gens) de Chaudardes ne pourront pêcher dans cette rivière, si ce n'est

en payant la redevance pour laquelle cette pêche leur sera affermée légalement, et moyennant laquelle les autres pêcheurs y pêcheront, sous réserve du titre de l'abbesse et du couvent de Sainte-Benoîte d'Origny, titre qu'elles tiennent de notre Dame Eustasie, mère de Jean, Comte de Roucy, lequel est conçu en ces termes :

Au nom du Père et du Fils, etc

.
.

(Suit ici la reproduction textuelle des Chartes de 1203 et 1239 ci-dessus.)

NOTE C (page 45).

Factum,

Pour les Banalité du moulin, Dames abbesse, religieuses, prieure et couvent de l'abbaye royale d'Origny Sainte-Benoiste, appelantes.

Contre Jean-Antoine Carlier, écuyer, sieur de Fienne et Dame Marie-Françoise Branche, sa femme ; et Fortunat Le Carlier, écuyer, sieur de Colligy, intimés.

La question du procès est de savoir si les intimés ne sont pas sujets à la banalité *des pressoirs* que les appelantes ont dans les villages de Beaurieux et de Craonnelle, dont elles sont Dames.

Les intimés qui se disent nobles, prétendent que leur noblesse les en exempte.

Les Dames appelantes soutiennent le contraire, et il ne leur sera pas difficile de prouver que tous ceux qui possèdent des vignes dans l'étendue desdits villages sont sujets à la banalité, et que la noblesse n'est point un titre d'exemption.

Cette affaire est importante aux appelantes, parce que leur banalité se trouverait presque anéantie si la prétention des intimés avait lieu.

Leur droit de banalité en lui-même n'est pas contesté, il est même établi par la sentence qui en déclare exempts les intimés, parce qu'en leur permettant d'avoir des

pressoirs, elle ajoute que c'est *pour leur usage particulier et non d'autres, et ce en qualité d'écuers* : cette exemption limitée, et fondée sur une qualité personnelle, confirme le droit en lui-même.

Les appelantes ont d'ailleurs produit des titres incontestés, et prouvé une possession de plusieurs siècles.

Elles ont donc uniquement à faire voir que la qualité de nobles que prennent les intimés, ne leur donne aucun privilège à cet égard, et qu'elle ne les exempte point de la banalité.

L'exemption que les intimés prétendent être attachée à leur noblesse, ne peut être fondée que sur le droit commun, ou sur des titres particuliers.

Il faut d'abord convenir, que suivant les principes, la noblesse ne donne point d'exemption du droit de banalité, parce que la banalité n'est point une servitude roturière, mais un droit de la nature de tous les autres droits particuliers que plusieurs seigneurs ont dans leurs seigneuries : tous nos auteurs, sans exemption, en parlent ainsi, et telle est la Jurisprudence des Arrêts. (Brodeau, Ricard, Duplessis, sur l'art 71 de la coutume de Paris).

Cela reçoit encore bien moins de doute pour la banalité du pressoir, qui a cela de particulier qu'elle est un droit réel qui affecte toutes les vignes situées dans l'étendue de la banalité ; en sorte que tous ceux qui les possèdent y sont sujets, quoique demeurant ailleurs ; et qu'ils sont obligés d'en porter les raisins au pressoir banal. (Pelens, question 107).

Cette proposition se trouve encore établie dans tous nos livres.

Maitre Claude Duplessis dans ses traités sur la coutume de Paris, sur l'article 71, s'explique en ces termes : *il faut observer en ce lieu, qu'il y a cette différence entre la banalité du Moulin et du Four et celle du Pressoir, que celles-là sont personnelles, et celle-ci est réelle, de sorte qu'elle s'exerce sur les vignes qui sont dans l'étendue de la seigneurie.*

Maitre Julien Brodeau, maitre Bartellemi Auzanet et les autres commentateurs sur le même article, en parlent de même et rapportent les Arrêts qui l'ont ainsi jugé.

Or, de ce que la banalité du pressoir est un droit réel,

toutes personnes y sont sujettes, parce qu'elle ne s'exerce pas sur les personnes, mais sur les choses, et que telle est la nature des charges et droits réels que qui que ce soit n'en est pas exempt. La disposition de droit y est expresse en la loi 18, § 24, ff *de numeribus et honoribus ab hujusmodi muneribus, neque primipilaris, neque veteranus alijsve privilegio aliquo subnixus nec Pontifex excusatur.*

L'église même toute privilégiée, toute favorable qu'elle est, y est sujette, suivant la loi 11. cod. de sacros. eccles.

D'où les docteurs ont tiré ce principe : *onera realia afficiunt rem, et ideo non attenditur persona privilegiata.* Exempts et non exempts sont tenus aux charges réelles, dit Mornac sur ladite loi 18.

C'est pourquoi ils payent le champart, les tailles mêmes réelles, lorsqu'ils possèdent des biens qui en sont chargés.

Les intimés forcés d'abandonner les principes, se retranchent dans des titres et dans des moyens particuliers.

Ils disent que la banalité qu'ont les appelantes dans les villages de Beaurieux et de Craonnelle est une banalité particulière, établie par les seuls sujets roturiers et dont les gentilshommes sont exceptés par le titre même de la Constitution.

• Ce titre est selon eux une Charte du Roi Saint-Louis
» de l'année 1233, où après l'établissement de plusieurs
» droits, il est dit à la fin, *salvo jure Ecclesiarum, et Eccle-*
» *siasticarum personarum, nec non et Procerum militum seu*
» *Francorum regionis.* Les intimés concluent de là que les
» ecclésiastiques ni les nobles pour qui la Charte n'est
» point faite, et avec qui elle n'a point été homologuée,
» ne sont point sujets aux charges qui y sont établies.

• L'exposé que les intimés font de ce titre n'est pas
» de bonne foi et l'induction qu'ils en tirent n'est pas
» juste.

• Il ne contient point, comme ils le supposent, l'éta-
» blissement de la banalité du pressoir que les appelantes
» ont dans les villages de Beaurieux, de Craonnelle et
» autres : Ce droit est beaucoup plus ancien.

• Cette Charte est l'établissement d'une commune dans
» ces villages et elle en prescrit les lois : savoir, ce qui
» s'observerait entre ceux qui composeraient la commune

» et les droits et devoirs réciproque auxquels ils s'assu-
» jettissaient.

» Mais comme en établissant ces nouveaux droits,
» auxquels il n'y avait que les seuls sujets composant la
» commune qui devaient être assujettis, on n'entendait
» pas abolir les anciens, dont tous les vassaux et censi-
» taires étaient chargés, on a eu la précaution d'en faire
» la réserve expresse : ces droits réservés, sont la bana-
» lité des pressoirs, le terrage, la dime et autres, que l'on
» observe être droits anciens et indépendants de l'éta-
» blissement des communes : *relentur torcularibus sicuti*
» *habuerant moniales ante concessum communis.*

» Et il ne faut point objecter qu'en parlant des pres-
» soirs que les religieuses avaient avant l'établissement
» de la commune, on n'a point déclaré qu'ils fussent
» banaux ; car on n'a pu y en parler qu'à cause de leur
» banalité, et comme d'un droit dépendant de la seigneurie.
» D'ailleurs dans la Charte même il y a preuves de
» la banalité, en ce qu'il est dit, que faute par les reli-
» gieuses d'avoir et d'entretenir des pressoirs suffisants,
» les particuliers pourraient pressurer ailleurs sans for-
» fait, qu'ils pourraient en faire construire pour leur
» usage, à condition néanmoins que les religieuses
» auraient la faculté de racheter ces pressoirs en rendant
» le prix qu'ils auraient coûté ; cela suppose nécessaire-
» ment un droit de banalité. »

D'ailleurs la possession et les autres titres produits par les appelantes, expliquent la qualité de leurs pressoirs et en prouvent clairement la banalité.

Cette banalité n'ayant donc point pour titre la Charte qui a établi les communes, et n'étant point une suite de cet établissement, mais étant un droit ancien de la seigneurie des appelantes, il s'ensuit que ce n'est point une banalité particulière et personnelle pour les seuls habitants composant les communes, mais que c'est une banalité universelle et un droit réel qui s'étend par tout le territoire, auquel sont sujets tous ceux qui y possèdent des vignes.

Il s'ensuit encore de là, que la clause, *salvo jure Ecclesiarum etc.*, qui est à la fin de la Charte n'a aucune

application à cette banalité, et que les intimés ne peuvent s'en faire un titre d'exemption.

Car tout l'effet de cette clause est que l'établissement de la commune n'engagerait point les ecclésiastiques, les nobles et autres personnes franches, et que la Charte ne les assujettirait point aux lois sous lesquelles cet établissement était fait.

Mais on ne peut jamais en induire une décharge des droits anciens et auxquels tous les vassaux et censitaires étaient sujets ; parce que, comme dit Maître Charles Dumoulin, la clause *salvo jure* n'est attributive, ni même déclaratoire d'aucun droit, elle n'est que conservatoire du droit que l'on peut avoir ; ce qui fait dire à maître Dargentré que *nihil operatur ultra jus commune*.

La disposition même de la Charte confirme ce raisonnement. Dans tous les endroits que les intimés en ont en extraits, pour prouver que les nobles sont déclarés n'y être point sujets, il n'est parlé que des droits établis par la Charte ; comme ces droits ne sont établis que pour les membres des communes, on déclare qu'ils n'engageront point les ecclésiastiques ni les nobles.

Mais dans tous les endroits où il est parlé de la banalité des pressoirs, il n'y a aucune exception en faveur de qui que ce soit, comme étant un droit ancien qui s'étendait indistinctement sur tous ceux qui possédaient des vignes dans l'étendue desdits villages.

Il y a encore plusieurs raisons particulières, qui prouvent que la clause dont il s'agit, ne favorise en aucune manière l'exemption prétendue par les intimés.

La première est que l'induction que les intimés en tirent ne peut être juste qu'en supposant qu'elle les exempte de tous les droits déclarés dans la Charte, en sorte qu'elle doive être prise *conjonctive*, c'est-à-dire de tous droits en général, et non pas *distributive*, c'est-à-dire des droits seulement dont le droit commun exempte l'église et la noblesse. Or, c'est ce que les intimés n'oseraient supposer, puisqu'ils ne contestent pas la Féodalité, la Justice, la Dîme, le droit de Champart et de Terrage, tous droits déclarés dans la Charte. Quelle raison de contester plutôt la banalité des pressoirs, dont il n'est parlé dans la Charte qu'en la manière qu'il y est parlé

des autres droits, savoir comme de droits anciens de la seigneurie.

C'est à quoi les intimés ne peuvent répondre. De ce qu'ils reconnaissent que la clause *salvo jure* n'a point d'application au droit de terrage ou de champart, ils doivent aussi avouer qu'elle n'en a point à la banalité des pressoirs.

La deuxième raison est que la clause dont se servent les appelantes n'est pas seulement pour les ecclésiastiques et les nobles, elle est aussi pour les autres personnes franches, c'est-à-dire libres, et même pour tous ceux qui ne faisaient point partie des communes. *Salvo jure ecclesie, ecclesiasticarum personarum, nec non et Procerum militum, seu Francorum regionis, salvo etiam in omnibus jure alieno* : cette clause n'a plus de force ni plus d'étendue pour les nobles que pour les personnes franches et pour les forains, ces personnes franches et ces forains n'étant pas plus assujettis aux lois de la commune que les nobles.

Or, les intimés conviennent que les forains, les personnes franches qui possèdent des vignes dans l'étendue desdits villages sont sujets à la banalité des pressoirs ; ils n'ont donc aucune raison pour s'en dire exempts.

La troisième raison se tire de la possession des appelantes à l'égard de tous ceux qui possèdent des vignes dans l'étendue de leur banalité, soit nobles ou autres, et même des intimés.

Elles ont produit un arrêt du 1^{er} juillet 1706, rendu contre Regnault Branche, qui en infirmant une sentence rendue aux requêtes du Palais, les maintient en possession de la banalité de leurs pressoirs.

Il est vrai que Branche est aussi maintenu en possession d'un pressoir, mais pour y pressurer les raisins des vignes qui venaient de Pierre-le-Cirier, étant dit expressément qu'il serait tenu de pressurer es-dits pressoirs banaux les fruits de ses autres vignes.

Les appelantes ont encore prouvé que les officiers de la maison du roi qui jouissent des droits de la noblesse, avaient reconnu la banalité de leurs pressoirs.

Et enfin, elles ont fait voir que les intimés mêmes et leurs auteurs s'y étaient reconnus sujets jusqu'en 1696 qu'ils ont entrepris de s'en soustraire.

Les preuves s'en tirent à l'égard de Fortunat Le Carlier d'un procès-verbal de compulsoire fait à sa requête. Celui qui est comparu pour les appelantes lors du compulsoire, ayant mis en fait qu'elles étaient en possession de leur droit, tant avec Fortunat Le Carlier qu'avec ses auteurs, ce qu'il était sommé de reconnaître ; Fortunat Le Carlier avait répondu qu'il avait peu de connaissance de ce qui avait été fait par ses prédécesseurs, et que pour lui s'il avait payé, c'avait été sans connaissance de son droit.

A l'égard de Jean-Antoine Le Carlier, on a produit une transaction passée de l'année 1669, par laquelle Maître Nicolas Branche, élu à Laon, son beau-père et autres particuliers, se sont reconnus sujets à la banalité, outre que sa qualité d'élu donnait à Branche le privilège de la noblesse par rapport aux charges ; il paraît qu'il se prétendait noble, ses ancêtres ayant, dit-il, toujours pris qualité d'écuyers.

Les intimés qui ne peuvent dénier la possession des appelantes, ni prouver que jamais aucuns gentilshommes se sont prétendus exempts de la banalité dont il s'agit, répondent que la possession est inutile en fait de banalité, qu'on ne peut la prétendre sans titres :

1^o On a observé que la banalité des appelantes était prouvée par des titres authentiques, confirmée par des arrêts, et jugée même par la sentence dont est appel ; en sorte que ce qui faisait le sujet du procès était uniquement la question de savoir si les intimés en étaient exempts ; et ainsi elles n'ont point à établir leur banalité, mais c'est aux intimés à prouver leur exemption, ce qui leur est impossible ;

2^o La seule possession serait un titre suffisant pour les appelantes, parce que suivant la coutume de Vermandois, qui est la loi des parties, toutes servitudes s'acquièrent par la possession de trente années. Il y a une disposition expresse dans l'article 145 : *toutes servitudes ne peuvent prescrire par 30 ans*. Et afin qu'on ne croie point que cette prescription s'entende de la libération de la servitude et non de l'acquisition, il ne faut que consulter le procès-verbal de la coutume qui détermine le sens de cet article, et qui en rend la raison.

L'ancienne coutume portait comme celle de Paris : *que servitudes ne se pouvaient acquérir par quelque possession que ce fût sans titre*. Lors de la réformation, il fut représenté que si cet article avait lieu tous les seigneurs risqueraient de perdre leurs droits ; parce que le pays étant le théâtre ordinaire de la guerre, leurs biens étaient tellement exposés, qu'il leur était comme impossible de conserver leurs titres : c'est pourquoi, *de l'avis des trois États, l'article a été abrogé, à cause que le pays de Laonnois est limitrophe et pour les guerres et incursions d'ennemis qui sont fréquentes audit pays, les lettres et titres peuvent être perdus*. Ce sont les termes du procès-verbal, qui prouvent, comme on l'a dit, que toutes servitudes s'acquièrent par la prescription de trente années, à plus forte raison par une possession de plusieurs siècles, telle que celle des appelantes.

Les intimés opposent encore, comme un titre de leur exemption prétendue, une copie d'écritures qu'ils disent avoir été fournies par les appelantes, dans un procès d'entre elles et le sieur Le Cirier, au sujet de la banalité du pressoir. Elles reconnaissent, dit-on, par ces écritures, que leur droit ne s'étendait que sur les personnes non nobles ; en sorte qu'elles n'y prétendaient le sieur Cirier sujet que parce qu'elles contestaient sa noblesse.

Cette pièce ne mérite aucune attention, parce que c'est une papperasse sans foi sans autorité, et en un mot une pièce manifestement supposée : c'est une copie compulsée sur une copie collationnée sans partie, sans formalité, sans date, collation faite par un inconnu qui ne dit point de qui il tenait l'original, ni ce que cet original est devenu ; on ne voit point encore par quelle voie cette copie collationnée s'est trouvée entre les mains de celui qui l'a représentée lors du compulsoire. Maître Charles Dumoulin parlant de ces sortes de pièces, quelque anciennes qu'elles paraissent dit qu'elles ne forment pas la moindre présomption, *nec simplicem presumptionem faciunt*.

Ces écritures ont sans doute été fabriquées sur la connaissance que l'on a eue d'une contestation qui a pu être entre les appelantes et le nommé Le Cirier ; mais dont celui qui a fabriqué ces écritures est mal instruit, parce que l'arrêt de 1606 dont on a parlé ci-dessus, prouve que

l'exemption soutenue par Le Cirier, n'était point une exemption personnelle attachée à sa noblesse, mais une exemption réelle attachée à certains fonds, en ce que l'arrêt de 1703 déclare les vignes qui venaient de Le Cirier non sujettes au droit de banalité, et ordonne que les raisins provenus des autres vignes seraient portés aux pressoirs banaux.

Ce qui prouve encore la supposition desdites écritures est qu'on ne rapporte point le jugement intervenu sur la prétendue contestation d'entre les appelantes et Le Cirier, bien que le jugement dût être avec les pièces d'où l'on prétend avoir tiré ces écritures ; cela persuade ou que cette contestation n'est qu'une fiction, ou que la question n'était pas telle qu'elle est déclarée dans ces écritures.

On pourrait ajouter que ce n'est point parce qu'un procureur pourrait avoir dit dans des écritures qu'on juge des droits des parties, pouvant l'avoir dit sans ordre, sans instruction, principalement lorsqu'on ne voit point quelle en a été la suite et quel jugement il y a eu.

Les intimés avaient enfin produit une sentence de 1604 par laquelle ils supposaient que les appelantes avaient été déboutées de leur prétention de banalité.

« Mais, sans trop examiner ce qu'avait jugé cette sentence, on a fait voir qu'elle avait été infirmée par l'arrêt de pressoirs banaux purement et simplement comme on l'a expliqué ci-dessus. »

La possession qui a continué depuis sans aucun trouble, possession établie avec les intimés mêmes et leurs auteurs, achève la preuve entière du droit des appelantes et doit lever jusqu'au moindre scrupule.

Me Doulcet, Avocat

« Arrêt à la fin de 1709 ou au commencement de 1710 » qui permet aux religieuses de faire preuve que les » nobles sont assujettis à la banalité en question. »

NOTE D (page 56).

L'action des Dames abbessse et relligieuses d'Origny-Sainte-Benoite contre les communautez de Chaudarde,

Cuiry, Craonnelle et Beaurieux a pour fin d'empêcher que ces différents corps civils qui composent entre eux une commune ne puissent se dire propriétaires d'aucuns fonds autres que ceux que les membres d'icelles communautés ont déclarés au papier Terrier leur appartenir, et dont ils sont en possession Ces Dames à la suite des conclusions prises pour cet objet aux requêtes du Palais ont fait une réserve de se pourvoir pour raison de leur Triage sur les marais et pâturages. Il y a toute apparence que ceux qui ont engagé ces Dames dans le procès qu'elles intentent n'y ont point réfléchi, ou ont manqué d'instructions.

La seigneurie directe des quatre villages cy-dessus nommés appartient à l'abbaye d'Origny ce fait ne sera jamais contesté.

On n'ignore point que selon les règles générales les seigneurs sont en droit de s'approprier dans toute l'étendue de leurs territoires les fonds qui n'ont point de titres, ou du moins une jouissance ancienne équipolente à titres. Mais à ces règles il a pu être admis des exceptions, auxquelles les seigneurs sont tenus de déférer quand c'est avec eux et de leur consentement qu'elles ont été introduites.

Dans l'espèce qui se présente, une Chartre de l'année 1233 interprétée et expliquée par une sentence arbitrale de 1189 a réglé et déterminé quels étoient d'une part les droits et les prérogatives de l'abbaye d'Origny sur les quatre communautés associées et érigées en commune et quels étoient d'autre part les devoirs et les obligations des habitants de cette commune.

Ces monuments respectables par leur ancienneté et revêtus du sceau de l'autorité royale sont une loi, et contiennent des conventions auxquelles se défèrent et doivent être ramenées toutes les difficultés qui s'élèvent entre les seigneurs et les sujets.

Or, 1^o par une des clauses de la Chartre, les Dames d'Origny ont concédées aux hommes de la commune et pour l'amélioration de leurs villes les mortes mains et les formariages ;

2^o Par une seconde clause elles ont renoncées au droit de deshérence et ont consenties que la succession de

ceux qui ne laissent point d'héritiers apparents, fut donnée et aumônée pour leurs âmes jusques à concurrence de deux tiers et que l'autre tiers fut appliqué au profit de la commune ;

3^e Selon la sentence arbitrale de 1489, il paroît que les Dames d'Origny avoient fait les plaintes qu'elles renouvellent aujourd'hui et qu'elles avoient trouvées mauvais que les habitants de la commune se fussent mis en possession de fonds vacants ; et que porte cette sentence ? c'est que les hommes de la commune mettront hors de leurs mains les héritages scitués hors les usages, et les termes de laditte commune pour le prix en provenant être distribué et employé, sçavoir un tiers au profit de l'église et abbaie d'Origny, un autre tiers aux réparations des églises paroissiales de la commune, et le dernier tiers aux affaires des villes de la commune.

On voit donc par ces différentes dispositions que si les particuliers doivent se borner à la possession des héritages dont la propriété leur est assurée par des titres et dont ils ont faits leur déclaration au Terrier des seigneurs, il n'en est pas de même lorsqu'on les considère collectivement et comme formant l'un des quatre civils réunis sous le nom de commune.

Sous ce second point de vûe ils peuvent recueillir et posséder des biens vacants, ils peuvent en appliquer les fruits au bien et à l'utilité de la commune : Et ils ne sont tenus de les remettre hors de leurs mains que lorsqu'ils ne sont point assis dans l'étendue de leurs usages et dans les termes de la commune.

Il faut ajouter que quand ils tiendroient des fonds scitués hors les termes de la commune, ils ne devroient les remettre qu'à la charge d'une adjudication judiciaire et sous condition que le tiers du prix leur soit rendu.

De ces observations il résulte qu'avant qu'il soit décidé péremptoirement, les Dames d'Origny doivent s'expliquer plus particulièrement et désigner les fonds qu'elles réclament à l'effet de connoître si ils sont dans ou hors des termes de la commune.

Au premier cas, elle sont mal fondées ; au second, leurs conclusions doivent être modifiées.

En ce qui touche les menaces qu'elles font de se pour-

voir à l'effet d'obtenir le tiers des pâturages elles ne sont point à craindre.

Premièrement, ce partage par tiers n'a point lieu pour les vaines pâtures, et par exemple des terrains arides et couverts de brossailles ny seroient point sujets.

Secondement, les ecclésiastiques n'étant que des usufruitiers ne sont pas reçus à provoquer un tel partage qui ne convient qu'à des seigneurs habiles à faire des actes de propriétaires.

Troisièmement, pour qu'un seigneur soit fondé à demander le triage ou la distraction du tiers des communes, il faut qu'il soit constant que ces communes soient de sa concession gratuite ; et c'est ce que les Dames d'Origny ne sont point en état de prouver ; du moins la Charte de 1233 ne les autorise point à l'avancer. En effet, dans l'article du pâturage on ne remarque pas un mot qui ressente la concession de leur part. L'étendue en est désignée après quoy elles renoncent à rien faire qui puisse en occasionner la diminution, se réservant pour elles et pour leurs serviteurs leurs aise-ments esdittes pâtures.

La sentence arbitrale a confirmé cette disposition. Elle déclare les pâturages communs entre les Dames et les hommes de la commune, elle les réduit les uns et les autres à la simple qualité d'usagers. Enfin elle leur interdit toutes dispositions de ces pâturages, si ce n'est au profit les uns des autres ; toutes ces stipulations établissent une égalité de pouvoir et de droit peu compatible avec une concession gratuite.

Quatrièmement, enfin, lorsque les habitants payent au seigneur quelque reconnoissance pour raison des communes, la concession quand elle est constante, passe pour onéreuse, et en ce cas le seigneur ne peut demander aucune distraction. Il y a au contraire nécessité qu'il s'en tienne aux simples usages et à la concurrence avec les autres habitants.

Dans la Charte il paroît qu'en reconnoissance de ce qui a été attribué aux hommes de la commune, il a été promis aux Dames d'Origny vingt-cinq livres de monnoie par chacun an, d'où il semble naturel de conclure que

es hommes de la commune n'ont rien obtenu qu'à titre onéreux.

Mais si ces Dames refusoient de convenir que cette redevance annuelle est applicable pour partie aux pâturages, elles seroient hors d'état de résister à l'argument qui seroit tiré de leur Terrier dont elles excipent dans leur requête à Messieurs des requêtes du Palais, si il est vrai qu'elles y aient déclarées que sur les habitants de Beaurieux, Cuiry, Chaudarde et Craonnelle, elles ont à percevoir par chacun an seize livres parisis pour les usages, et pâturages que ces habitants doivent à l'abbaye.

Pour se défendre efficacement, il est à propos que les habitants des quatre villages aient à la main copie collationnée de la Chartre, de la sentence arbitrale du Terrier, et en même tems les quittances des sommes auxquelles ils ont été imposés pour être confirmés dans la possession de leurs usages.

A. COMBIER.

RECHERCHES SUR LUCE DE LANCIVAL

Né à Saint-Gobain.

Un de nos compatriotes, qui a laissé dans les lettres et dans l'enseignement un grand renom, quelque peu diminué cependant aujourd'hui, Luce de Lancival, inspirait en 1852 à un membre distingué de notre Société académique, M. le Président Grellet du Mazeau, une notice biographique fort intéressante. Nous ne voulons pas recommencer le travail de ce savant magistrat, mieux placé alors que tout autre pour étudier les œuvres et esquisser le portrait d'un poète dont il avait été l'élève et l'ami. Mais nous avons trouvé sur Luce de Lancival, dans le fonds des lettres autographes dont notre éminent conci-

toyen, M. Devisme, a enrichi la Bibliothèque de sa ville natale, un certain nombre de documents qui nous ont paru dignes d'être recueillis. Rapprochés de nos renseignements personnels, ces documents feront peut-être plus intimement connaître un littérateur qui a honoré l'ancienne et la nouvelle Université de France et en même temps une commune célèbre de l'arrondissement de Laon.

Jean-Charles-Julien *Luce* naquit à Saint-Gobain le 28 avril 1764. Nous ne savons à quelle époque et de quel droit il ajouta de *Lancival* à son nom patronymique.

Voici au surplus le texte de l'acte de son baptême déposé au Greffe du Tribunal civil de Laon :

« Le trentième jour d'avril mil sept cent soixante-
« quatre, par moy, prestre curé soussigné, a été
« baptisé, né le vingt-huit dudit, Jean-Charles-Julien,
« fils de M. Julien-Antoine Luce; nottaire royale à
« Saint-Gobain, et de dame Thérèse Michel Lemor,
« son épouse. Le parain a été le sr Jean-Charles
« Lemor et la maraine damoiselle Jeanne-Thérèse-
« Élisabeth Lemor, fils et fille du sieur Lemor,
« directeur des Aydes en la direction de Laon, de la
« paroisse de Saint-Pierre-la-Vieille dudit Laon, qui
« ont signé le présent acte le jour et an susdit.

« (Suivent les signatures.) »

Si nous consultons l'inventaire des Archives communales de Laon dressé par notre savant confrère, M. Auguste Matton, nous trouvons aux registres de la paroisse Sainte-Benoite : 1° que le 24 avril 1787, M^{lle} Jeanne-Thérèse-Élisabeth-Nicole Lemor, fille de Charles-Marin Lemor, avocat en Parlement, Directeur des Aydes, épousait Charles Louis Le Gros de Lamothe,

écuyer garde du corps du Roi ; 2^e et que le 12 octobre 1789 Jean-Charles-Marie Lemor, contrôleur de la Régie générale en Normandie, âgé de 34 ans, épousait Catherine-Rénée Huger de Bacquencourt.

Il s'agissait là probablement du parrain et de la marraine de Luce de Lancival.

Un autre de nos confrères, M. Lefebvre, dans son remarquable travail sur les *Offices et Pratiques des Notaires de l'arrondissement de Laon*, nous apprend que le 10 mars 1764, c'est-à-dire cinquante jours avant la naissance de son fils, M. Julien-Antoine Luce avait succédé à M. Duplessis comme notaire à Saint-Gobain. Ses fonctions cessèrent le 5 décembre 1772 et son titre s'éteignit avec lui. M. Davroux, dans son livre intitulé : « Douze célébrités du département de l'Aisne », raconte que le jeune orphelin eut la bonne fortune d'être confié à un tuteur intelligent et lettré qui l'envoya à Paris, au collège Louis-le-Grand ; il y passa auparavant par le collège de Laon, si nous nous en rapportons à une notice insérée dans l'Annuaire de l'Aisne de 1813.

A 17 ans, en 2^e (humanités), l'élève de Louis-le-Grand obtenait au Concours général le 2^e prix de version latine, le premier accessit de vers latins et le 5^e de thème latin. L'année précédente (1780), à l'occasion de la mort de Marie-Thérèse d'Autriche, il avait composé un poème latin qui lui valut les éloges flatteurs du Grand Frédéric et une pension de Joseph II, le frère de Marie-Antoinette.

Encouragé par ces premiers succès, Luce de Lancival célébra le traité de Paris (3 septembre 1783) dans une ode latine qui ajouta encore à sa réputation naissante.

Il envoya au roi de Prusse un exemplaire de cette ode, et l'accompagna d'une lettre que nous repro-

duisons comme curiosité littéraire, tout en partageant le sentiment pénible que sa lecture doit inspirer aux Français d'aujourd'hui :

« Sire, l'accueil favorable dont vous avez daigné
« honorer les premiers efforts d'une Muse écolière,
« l'indulgence avec laquelle vous avez traité mon
« poème sur la mort de l'Impératrice Reine, m'ont
« fait présumer que votre Majesté me pardonnera la
« liberté que je prends de lui envoyer un nouveau
« poème fait à l'occasion de la paix présente. Hélas !
« je sais que je n'ai plus le même motif de confiance.
« J'ai perdu mon patron, mon protecteur, celui en
« faveur de qui Votre Majesté excusa peut-être autre-
« fois ma témérité. J'ai perdu Monsieur Dalambert
« (*sic*)..... Mais aussi je sais à qui cet hommage
« s'adresse, je sais que c'est à un grand Roy, qui
« s'est toujours fait un plaisir d'interroger et même
« de récompenser ceux qui cherchent à se distin-
« guer dans quelque genre que ce soit, qui ne dé-
« daigna pas de répondre lui-même à ceux qui im-
« plorent sa protection ou soumettent à sa judicieuse
« critique les fruits de leurs veilles. J'ai vu, oui, j'ai
« vu des lettres écrites de sa main royale à des par-
« ticuliers, à des étrangers même, mais que dis-je,
« à des étrangers ? L'est-on aux yeux de Frédéric dès
« qu'on a quelque talent ? Non, non, Roi juste, il
« borne son ambition à dicter des lois aux peuples
« qui lui appartiennent

« Et par droit de conquête, et par droit de naissance.

« Mais, protecteur des arts, il étend en tous lieux

« L'empire de la Bienfaisance.

« Quelle Muse pour lui fut jamais étrangère ?

« Espagnols ou Français, Arabes ou Persans,

« Dès qu'ils ont du mérite, ils sont tous ses enfans.

« Frédéric est le Roy du monde littéraire.

« Voilà, sire, ce qui m'a déterminé à vous faire
« hommage de ma pièce; je me suis reposé, non
« point sur mon mérite, car je sais combien il est
« borné, mais sur votre bonté et sur la bienveillance
« dont Votre Majesté m'a déjà honoré. Quel doux
« souvenir! Comment vous peindre les transports
« d'allégresse et de reconnaissance qui m'animent;
« quand je pense qu'un grand Roi, que Frédéric a
« daigné étendre jusqu'à moi ses soins généreux,
« ah! ce jour fut le plus beau de ma vie, je n'ai re-
« gretté et ne regrette encore qu'une chose, c'est que
« la gratification que l'on m'a remise de la part de
« Votre Majesté ne m'ait point été payée en monnaie
« de Prusse. Quel plaisir c'eût été pour moi d'y pou-
« voir à chaque instant contempler l'image d'un hé-
« ros! Je suis pauvre, mais une seule pièce de mon-
« noie qui m'aurait représenté les traits chéris de
« Votre auguste personne m'eût paru préférable à la
« récompense entière dont Votre Majesté m'a gratifié,
« mais je sens que mon enthousiasme m'emporte
« au-delà des bornes. Excusez-moi, Sire, je ne suis
« pas accoutumé à écrire à des Rois, cette lettre est
« déjà trop longue. Je la termine enfin en implorant
« de nouveau votre indulgence pour le poème latin
« que je prends la liberté d'envoyer à Votre Majesté.
« J'en ai besoin sans doute, car je sais que ma pièce
« n'est point sans défauts. Elle en a entr'autres un
« essentiel, que tout le monde apercevra aisément,
« et qui n'échappera qu'à vous seul; c'est que ma
« Muse, en faisant l'éloge de plusieurs princes de
« l'Europe, ait passé Votre Majesté sous silence J'ai
« chanté des héros et je n'ai même pas nommé Fré-
« déric. Mais, outre que votre modestie me saura
« bon gré de mon silence, les félicitations que

« j'adresse dans mon poëme aux différents princes
« qui viennent de faire la paix, ne sont-elles point un
« éloge tacite, mais sensible, de Votre Majesté ? En
« effet, si on loue ceux qui, après une guerre longue
« et sanglante, consentent enfin à goûter les douceurs
« d'une réconciliation fraternelle, que doit-on dire et
« penser de ceux qui, pendant ce temps d'orages,
« ont préféré le calme d'une vie paisible aux fureurs
« de la discorde ? Il est beau de faire la paix, mais
« il est bien plus beau de ne s'être pas mis dans le
« cas de la faire.

« Je suis avec un profond respect,

« Sire,

« De votre Majesté,

« Le très-humble et très-obéissant serviteur,

« LUCE DE LANCIVAL,

« Boursier en logique au collège de Louis-le-Grand,
« à Paris. »

Les temps sont aujourd'hui bien changés, et les réthoriciens ni les philosophes de nos Lycées n'exerceraient plus leur plume à écrire au Roi de Prusse. Ils ont de trop bonnes raisons pour s'en abstenir !

En 1784, paraissait dans le format in-8° une nouvelle œuvre du jeune écrivain sous ce titre : *Poëme sur le Globe, par M. Luce de Lancival, étudiant en médecine dans l'Université de Paris* ; elle figure dans le second volume de ses œuvres publiées en 1826.

En 1786, Luce de Lancival devenait professeur au collège de Navarre, puis il entra dans les ordres, se fit remarquer comme prédicateur et en 1789 fut attaché comme grand vicaire à Mgr de Noé, évêque de Lescar en Béarn. (Lescar est maintenant un chef-lieu de canton de l'arrondissement de Pau, Basses-Pyrénées).

La Révolution amena la renonciation de Luce de Lancival à l'état ecclésiastique, ses essais dans le genre dramatique et sa rentrée ultérieure dans le professorat.

Il fut d'abord attaché, rue Bigot, à l'institution de MM. Dubois et Loyseau, auxquels on doit la reconstitution de l'instruction après la tourmente révolutionnaire. Ce fut lui qui, le 25 fructidor an IX (12 septembre 1801), prononça dans cet établissement le discours de distribution des prix.

Vers 1797, et concurremment avec ses fonctions chez MM. Dubois et Loyseau, il avait été chargé de professer les belles-lettres au *Collège de l'Égalité* qui, en 1798, s'appela le *Prytanée Français*, pour devenir plus tard Lycée de Paris, Lycée Impérial. C'était toujours le Collège Louis-le-Grand où l'élève avait fait place au professeur justement renommé. Son discours, prononcé à la distribution des prix de ce Lycée du 9 août 1806, avait pour objet : *L'Éloge de la Sévérité dans l'Enseignement public*.

Cependant, Mgr de Noë était mort, en 1802, évêque de Troyes, au moment où Sa Grandeur venait de recevoir la nouvelle officielle de sa promotion au cardinalat. Le Musée de l'Yonne et la Société académique de l'Aube mirent au concours l'éloge du vertueux et savant prélat. Deux ouvrages fixèrent particulièrement l'attention de ces deux Compagnies et obtinrent tous les suffrages. « Mais considérant — « dit le procès-verbal du 25 fructidor an XII (12 septembre 1804) — qu'à la noblesse du style et à « l'énergie de la pensée que le premier offre éminemment, le second joint des détails précieux et • s'applique plus directement à l'objet de l'éloge (le • jury) arrête qu'il décerne le prix à l'ouvrage portant

« pour épigraphe : *Pectus est quod facit disertos.* » Cet ouvrage avait pour auteur Luce de Lancival, professeur de Belles-Lettres au Lycée de Paris, et l'expédition du procès-verbal qui constate son triomphe est, comme le brouillon de la lettre au Roi de Prusse, conservée à la Bibliothèque de Laon. Luce de Lancival avait ainsi ajouté un fleuron à sa couronne littéraire, tout en acquittant une dette de reconnaissance envers un bienfaiteur.

Il avait composé aussi plusieurs tragédies : *Mutius Scævola*, en 1793 ; *Hormisdas*, dont le fonds et la plupart des détails se trouvent dans l'*Histoire du Bas-Empire* ; imprimée en l'an III, cette pièce ne fut pas représentée ; *Archibald*, qui n'eut qu'un petit nombre de représentations ; *Fernandez*, joué en 1797 ; *Périandre* (1798).

En 1805, Luce de Lancival publia un poème en six chants, *Achille à Scyros*, imité de Stace, poème qui reçut le plus favorable accueil.

Mais l'œuvre qui mit le dernier sceau à sa réputation fut la tragédie d'*Hector*, représentée pour la première fois au Théâtre-Français le 1^{er} février 1809.

Nous ne pouvons mieux faire que de laisser l'auteur raconter lui-même à son parent, M. Lemor, sous-inspecteur des Forêts à Laon, père d'un ancien magistrat de notre ville, dans une lettre datée à Paris du 4 février 1809, le succès de cet ouvrage dramatique :

« J'ai attendu, mon cher ami, que le succès d'*Hector* fût confirmé par la seconde représentation
« pour te l'annoncer. Cette représentation a eu lieu
« hier, et a été plus brillante encore que la première,
« et le succès d'*Hector* est assuré. J'ignore quelles
« en seront les suites, mais il est permis de présager

« qu'elles seront heureuses : deux jours avant la première représentation, l'ouvrage avait été lu par
« Talma devant l'Empereur, l'Impératrice, la Reine de Hollande, la Reine d'Espagne et la Princesse
« Pauline ; l'Empereur avait prédit qu'il réussirait et qu'il ferait beaucoup d'honneur à l'auteur, j'ai été
« bien surpris et flatté de le voir à la première représentation, où il a beaucoup applaudi ; il est
« resté un quart d'heure après la toile baissée jusqu'à ce que l'on eût nommé l'auteur, il a applaudi avec
« deux bravos bien prononcés et il s'est retiré. Il n'a
« été question que d'*Hector* à la cour, j'ai reçu des
« visites, des vers, des lettres, etc., à l'infini, et j'ai
« vu avec plaisir que tous les journaux parlaient de moi honorablement. On m'assure que *Folliculus* a
« fait un article aussi injuste qu'injurieux. Je l'attends
« avec la plus parfaite indifférence, le pauvre diable
« arrivera trop tard. Je t'écrirai plus longuement
« lorsque je serai plus libre ; mais depuis deux jours
« mon appartement ne désemplit pas. »

Folliculus est le titre d'un poème en quatre chants dirigé contre le célèbre critique Geoffroy et le surnom dont l'affublait de Lancival qui avait de justes raisons pour lui en vouloir.

Pour en revenir à la tragédie d'*Hector*, elle valut à son auteur une pension de 6,000 francs et la croix de la Légion d'honneur.

Le 12 avril 1809, il écrivait à M. Lemor :

« Ta dernière lettre, mon cher cousin, m'a fait le
« plus grand plaisir. Je vois que vous avez tous joui
« de mon succès en bons parents et je suis très sensible à l'honorable proposition que t'a faite M. le
« Préfet (M. le baron Méchin). J'ai plusieurs de mes
« bustes donnés çà et là ; si je puis en retirer un

« des mains de quelqu'indifférent, je te l'adresserai.
« Tu auras vu dans les journaux que j'avais présenté
« *mon Hector* à l'Empereur et à l'Impératrice : il est
« impossible de rien ajouter à l'accueil flatteur que
« j'en ai reçu. Cela console des grosses injures de
« G...! (Geoffroy). Le pauvre diable perd la tête :
« quand il s'agit de moi, son esprit l'abandonne ; il
« ne mord plus, il bâve.

« A propos d'*Hector*, as-tu reçu l'exemplaire que je
« t'ai adressé ? J'en ai envoyé aussi un au cousin
« Soueff, un au cousin Jouette, un à M^r le Préfet, et
« un à M. Devisme. »

Nous avons eu sous les yeux, à la Bibliothèque de Laon, des lettres de félicitations adressées à l'auteur d'*Hector* : par Murat (Joachim Napoléon), de Naples, le 14 mai 1809 ; par Joseph, roi d'Espagne, d'Aranjuez, le 18 du même mois, et par Louis, roi de Hollande, de Haarlem, le 10 septembre 1809. Celle de Louis Bonaparte contient ce passage documentaire :
« Je vous félicite sincèrement et de ce succès qui est
« d'un heureux augure pour la littérature française,
« et du témoignage de satisfaction qu'il vous a valu
« de l'Empereur, mon frère. »

En 1810, ainsi que l'atteste une lettre adressée, le 25 mai de cette même année, à son cousin Lemor, Luce était nommé « membre de la Faculté des Lettres pour la poésie latine ». « J'en ai reçu le diplôme, ajoute-il. C'était là mon ambition ! Je re-
« garde cette place comme une des plus honorables
« de l'Université, etc. »

A l'occasion du mariage de Napoléon avec Marie-Louise contracté à Saint-Cloud le 1^{er} avril 1810, le Grand Maître de l'Université, M. de Fontanes, avait fait appel à tous les professeurs des Lycées pour qu'ils

célébrassent dans un discours latin ce mémorable événement. Le 7 juin, dans l'enceinte du Lycée Impérial, Luce de Lancival lisait son discours qui lui valut la palme sur tous ses rivaux. Hélas ! ce fut le chant du cygne. Affaibli et souffrant depuis longtemps, amputé d'une jambe en 1790 à la suite d'une maladie grave, il mourait à Paris le 17 août 1810, à l'âge de 46 ans, laissant en manuscrit une tragédie : *Cosroés*.

Les biographes ont raconté son rare stoïcisme, sa gaieté, son aménité ; sa correspondance avec son cousin, M. Lemor, nous démontre la bonté de son cœur. Dans une lettre du 8 avril 1807, il s'occupait de deux pauvres cousines auxquelles il servait une pension annuelle de deux cents francs, et tous les membres de sa famille collatérale avaient une place marquée dans son affection.

La pension de 6,000 francs que lui avait accordée l'Empereur s'éteignit avec le titulaire en moins de dix-neuf mois ; mais, par décision du chef de l'Etat, elle fut reversée jusqu'à concurrence de 1,500 francs sur la tête de M^{lle} Luce, la sœur dévouée du poète.

On peut consulter sur Luce de Lancival les documents suivants :

1° *Histoire des Lycées et Collèges de Paris*, par Victor Chauvin ; Paris, L. Hachette et C^{ie}, 1866, in-12°, p. 46 ;

2° *La France littéraire*, par J.-B. Quérard, Tome V^e, édition 1833 ;

3° *L'Annuaire de l'Aisne*, 1813 ; p. 167 à 169 ;

4° *La Nouvelle Biographie générale*, du docteur Hœfer ; Paris, Didot ; Tome 3^e, 1860 ;

5° *Le Bulletin de la Société Académique de Laon*, Tome II, 1853, pages 52 à 60, notice de M. Grellet ;

6° *Douze Célébrités du département de l'Aisne*, par A. Davroux ; Saint-Quentin, Moureau, 1885, p. 239 à 252 ;

7° *Œuvres de Luce de Lancival*, Paris, Brissot-Thivars et Cie, 1826, 2 vol. in-8° ;

8° *Bibliothèque de Laon*, Manuscrits donnés par M. Devisme (10 pièces) ;

9° *Grand Dictionnaire Universel du XIX^e siècle*, par Pierre Larousse ; Tome 10^e, article sur Luce de Lancival.

Un portrait de notre compatriote, dessiné par S. Lorin et lithographié par Langlumé, se trouve à la Bibliothèque de Laon. — Il en existe un autre, gravé par Lefèvre d'après Deveria, qui figure sous le n° 1217 f° 39 de la Collection d'Estantpes léguée par Édouard Fleury, notre regretté Président, à la Bibliothèque nationale.

CHARLES GLINEL.

JACQUES COLAS

Comte de La Fère.

Je voudrais vous faire connaître un ouvrage récemment offert à notre Société par M. Colas de la Noue, ancien magistrat, ayant pour titre : un Ligueur, le Comte de La Fère (Paris, Orléans et Angers, 1892).

On sait quelles luttes acharnées ensanglantèrent la France au XVI^e siècle, luttes dans lesquelles les passions politiques l'emportaient souvent sur les divergences religieuses. Vous vous rappelez avec quelle

supériorité cette partie de notre passé national a été, à une époque récente, traitée par un prince académicien dans son histoire de la maison de Condé. S'il fut alors une province plus particulièrement troublée, ce fut le Dauphiné où le baron des Adrets a laissé une si effrayante mémoire. C'est au milieu de ce déchainement de crimes et de violences de toutes sortes que s'écoula l'enfance de Jacques Colas, né vers 1547 à Montélimar, dont son père et son oncle furent plusieurs fois élus Consuls.

L'auteur nous montre Jacques Colas suivant à Valence les leçons du grand jurisconsulte Cujas. Il s'en fallait que, dans cette jeunesse d'élite, il n'y eût de rivalité que dans l'étude de la science juridique. Les opinions religieuses creusaient déjà de profondes divisions. La place de recteur de cette Université pour laquelle, paraît-il, le mérite n'attendait pas le nombre des années étant devenue vacante, Jacques Colas obtint la préférence sur le jeune de Thou qui en ressentit une grande jalousie. On en trouve le reflet dans son histoire universelle.

Jacques de Montluc, évêque de Valence, apprécia si bien les qualités du nouveau recteur qu'il se fit accompagner par lui dans son ambassade de Pologne à l'effet d'obtenir de la Diète l'élection du duc d'Anjou, plus tard Henri III. Sa mission accomplie, Montluc retourna à Valence et Jacques Colas occupa à Montélimar, au barreau de la Sénéchaussée, une place très remarquée. Il fut nommé Vice-Sénéchal de cette ville par lettres du 13 juin 1575. En cette qualité, il prit part à plusieurs expéditions pour « courir sus aux perturbateurs du repos public », travailla à la pacification du pays et, déjà connu à la cour, obtint pour sa ville natale certains privilèges.

Catherine de Médicis qui, sur ces entrefaites, s'était rendue dans le Dauphiné, avait cru, en signant un traité avec les protestants, apaiser toutes les ardeurs politiques et religieuses, mais ce n'était là qu'une trêve imposée par sa présence. Elle partie, les hostilités recommencèrent. Le duc de Mayenne fut envoyé pour forcer les protestants à déposer les armes. Il sut apprécier le Sénéchal de Montélimar, et, désireux de se l'attacher, le fit lieutenant de ses gardes.

Le calme régna pendant trois ans dans la province, ce qui était alors très long. Jacques Colas en profita pour réparer les maux de la guerre. Mais une peste vint désoler le pays. Du 6 juin au 25 décembre 1581, cinq à six mille personnes du ressort de Montélimar succombèrent au fléau.

M. de la Noue rapporte le trait suivant :

« Le notaire Amand passa quarante-cinq jours
« sur la Tour de Narbonne ; les testateurs s'appro-
« chaient de la Tour, le notaire recueillait leurs
« dépositions, après avoir préalablement consigné
« qu'il les entendait « nonobstant que faisait assez
« grande bise » ; les témoins se tenaient près du
« testateur, mais ne signaient pas » (*sic*) !

Des confréries de pénitents s'organisèrent en vue d'obtenir la cessation de l'épidémie et on vit les guerriers les plus renommés de ces longues guerres civiles les suivre dévotement.

Nous ne croyons pas utile de relever ici tous les actes de la vie publique de Jacques Colas par lesquels il signala son zèle pour la Ligue et la foi catholique. Nous n'avons pas non plus à nous attarder dans la description des luttes acharnées dont Montélimar fut le théâtre souvent ensanglanté. Nous ren-

voyons, pour toute cette partie du récit, au livre lui-même.

Nous arrivons aux États Généraux de Blois et au meurtre des Guises. L'union d'Henri III avec le roi de Navarre menaçant la Ligue, les chefs de celle-ci cherchèrent un appui à l'étranger et sollicitèrent les secours intéressés du duc de Parme, exposant ainsi la France à bien d'autres dangers. Jacques Colas fut chargé de ces négociations dans lesquelles on est heureux de constater qu'il se montra le défenseur opiniâtre de l'intégrité du territoire.

Mais Henri III est assassiné à Saint-Cloud. Les événements se précipitent. Mayenne marche contre Henri IV qui remporte la victoire d'Arques et, après cet éclatant succès, vient canonner Paris.

Tout le monde sait ce que furent alors les intrigues auxquelles donnèrent lieu en France les luttes des partis et les convoitises de l'Espagne, et ce qu'il en advint de la bataille d'Ivry et des campagnes du duc de Parme.

Jusqu'ici nous n'avons eu affaire qu'à une personnalité civile autant que militaire administrant et guerroyant dans le Midi. Nous allons, et c'est ce qui fait pour nous le principal intérêt du livre que nous analysons rapidement, voir Jacques Colas prendre pied dans notre région. Il est nommé par le duc de Mayenne gouverneur de La Fère dont la conservation présentait pour la Ligue une importance exceptionnelle et dont, bientôt après, les Espagnols firent leur grande place de dépôt.

Par une raison contraire, Henri IV avait le plus vif désir de s'emparer d'une place qui, si près de Paris, le tenait en échec. Il essaya, mais vainement, de la ruse. Il ne réussit pas mieux dans ses tentatives de

corruption auprès du gouverneur qui, malgré les nombreux exemples de défection qui signalèrent cette époque troublée, refusa de se vendre.

Jacques Colas ne comprit pas la portée des changements qui s'étaient opérés en France : la conversion du roi au catholicisme, la lassitude des belligérants, les entreprises trop peu dissimulées de la monarchie Espagnole. Il ne sentit pas que le parti de la Ligue était irrévocablement perdu et, dans l'exagération de ses convictions, il sollicita l'appui de Philippe II.

Une convention fut signée le 4 juin 1594 au château de La Fère aux termes de laquelle Jacques Colas devait rester gouverneur de la ville et de la citadelle, fonction qui serait héréditaire dans sa famille ainsi que la dignité de comte de La Fère et de Marle.

Le 8 novembre 1595, Henri IV investit La Fère « qui » suivant lui « ne devait pas tenir plus de six semaines. » Mais la ville était bien fortifiée et elle fut bien défendue. Le roi y courut même quelque péril, une mine éclata tout près de lui. Bientôt, ennuyé de la prolongation du siège, il en confia la direction au connétable de Montmorency et passa plus agréablement son temps à Folembray et à Monceau, résidence de Gabrielle d'Estrées. Il est à remarquer que, tandis que le gouverneur de La Fère se montrait inflexible dans ses convictions, le duc de Mayenne se battait à côté de son ancien ennemi qui l'avait, il faut le dire, amené à lui par un pont d'or.

Après un siège de huit mois, désespérant de vaincre la résistance de la place, Henri IV se décida à offrir à son gouverneur et à don Alvaro Osorio qui commandait les Espagnols d'honorables conditions que ceux-ci durent accepter dans leur certitude de

n'être pas secourus et à raison de la révolte de leurs troupes.

La capitulation fut signée le 16 mai 1596 et Henri IV prit possession de La Fère dont le château renfermait de magnifiques tapisseries « estimées les « meilleures de France et valant 10.000 écus. » Il lui donna pour gouverneur honorifique le petit César qu'il avait eu de Gabrielle d'Estrées.

Le traité de Vervins (1598) amena la pacification du pays. Le comte de La Fère se retira à la cour de l'archiduc Albert qui essaya, comme le roi Philippe III, de reconnaître ses services dans la mesure que permettait alors la pénurie des ressources de l'Espagne et des Pays-Bas.

L'exil ne devait pas être de longue durée. Le comte de La Fère allait bientôt succomber aux blessures qui lui étaient faites sur le champ de bataille non heureusement par des Français, mais par des Hollandais qu'il combattait avec l'Archiduc.

Nous ne pouvons mieux résumer la vie de Jacques Colas que ne l'a fait son biographe. « L'abandon « de la cause catholique lui paraissait une trahison ; « désintéressé, il refusa les richesses ; préféra s'exiler plutôt que de s'incliner devant le Roi qu'il avait « combattu et scella de son sang sa fidélité. A ceux « qui lui imputeraient la faute de n'avoir pas rallié « la bannière d'Henri IV, on peut répondre par ce « vers de Chénier :

« Ses fautes sont du temps, ses vertus sont de lui. »

Le portrait du comte de La Fère placé au commencement de l'ouvrage ne dément pas ces grandes lignes de sa vie publique. Il est représenté en tenue de guerre. Ses traits sont énergiques, sans dureté et sa physionomie exprime la résolution et la fermeté.

On trouve à la fin du volume la reproduction de la gravure du siège de La Fère par Chastillon.

L'ouvrage de M. Colas de la Noue offre un véritable intérêt. Malgré sa sobriété et sa concision, le style n'est pas dépourvu d'éclat. La marche des événements n'est jamais ralentie et les divisions sont justes et répondant bien à la gradation et à l'importance des faits. Des notes renvoient à des sources nombreuses et bien choisies et les pièces justificatives, qui représentent, à elles seules, presque la seconde moitié du volume, sont le corollaire irrécusable de la première. Les appréciations de l'auteur sur cette période si agitée de notre histoire sont prudentes et modérées et tout à fait exemptes de parti pris. Je n'ai pas besoin de dire que l'ouvrage a été édité avec une très réelle recherche typographique. Nous pouvons donc revendiquer, à bon droit, pour notre bibliographie départementale ce livre dont une notable partie emprunte au siège de La Fère un véritable caractère local.

A. DE FLORIVAL.

Pèlerinage fait à Liesse le 2 juillet 1728 par l'évêque de Laon et l'intendant de la généralité de Soissons en vue de l'heureuse délivrance de Marie Leczinska, reine de France.

Dans le dernier Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie (1) figure le curieux récit d'un pèlerinage fait à Liesse par l'échevinage d'Amiens en 1659 : nous offrons aujourd'hui à la Société académique de Laon le procès-verbal inédit d'un autre

(1) Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie 1890, pages 411 et suivantes.

pèlerinage fait en 1728 à Notre-Dame de Liesse par l'évêque et le clergé de Laon, l'intendant de Soissons, de nombreux fonctionnaires de la généralité et une grande affluence de fidèles qui venaient demander à la Vierge l'heureuse délivrance de la reine de France, Marie Leczinska.

J. SOUCHON.

Ce jourdhuy deux juillet mil sept cent vingt-huit pour obéir aux ordres que la Reine nous a fait l'honneur de nous donner par la lettre de son Éminence M^{sr} le Cardinal de fleury du douze juin dernier, nous Estienne Joseph de la fare, Évêque duc de Laon, Pair de France, accompagné de M^{rs} Vilette, grand archidiacre de notre Église, le Comte archidiacre de Thiérasche en ladite Église, Baillieu Sous chantre et Butillier du chapitre, Jean françois et George Barbier, Nicolas Beffroy, Antoine Danye, Le Vent l'ainé, Varlet, de france, Le Vent le jeune, Le Rebours de Vaumadeuc tous les prêtres et chanoines de notre dite Église Députés du Chapitre d'icelle à l'Effet des présentes nous nous sommes rendus en la Chapelle de Notre-Dame de Liesse pour y acquitter le vœu que la Reine y avait fait et de l'acquit duquel elle a bien voulu nous charger pour obtenir du Seigneur par l'intercession de la St^e Vierge ses bénédictions et ses graces sur ses couches prochaines, à la porte de laquelle chapelle ayant été reçu par M. Barbier le jeune aussy chanoine de notre dite Église et Trésorier par nous et par notre chapitre commis à la dite chappelle assisté des Prêtres habitués et du clergé qui la desservent nous avons fait l'ouverture de la cérémonie par l'exposition du S^t Sacrement sur l'autel avec les prières adorations encensements et bénédictions ordinaires ensuite de quoy nous avons

entonné l'hymne *Veni Creator* qui a été repris et chanté par le Chœur après lequel nous avons célébré solennellement la messe, nos deux archidiacres cy dessus nommés y faisant les fonctions de Diacre et de Sous diacre, le Sous chantre et le S^r Levent le jeune tenant le chœur avec les batons, à la fin de laquelle nous avons donné la bénédiction du S^t Sacrement au peuple qui s'y étoit rendu de toute part en foule, et ledit jour quatre heures de relevée nous sommes retournés à laditte chapelle avec nos archidiacres chanoines et officiers susdits et Iceux avec tout le clergé de la Chappelle revêtus de chappes nous avons porté le S^t Sacrement en procession les rues tapissées les bourgeois sous les armes jusqu'à la Chapelle de l'hotel dieu dudit Liesse où nous avons fait une station avec les prières et cérémonies usitées et de là avons rapporté le S^t Sacrement processionnellement dans le même ordre en laditte chappelle où nous avons célébré un salut solennel et en avons donné la bénédiction au peuple après lui avoir remontré ses devoirs et ses obligations de continuer de prier pour le roi, la reine et pour la prospérité de la maison royale. Aux dittes messes procession et salut ont assisté M. Richer d'Aube, Intendant de la Généralité de Soissons invité par nous et par notre chapitre par une considération particulière pour sa personne et par le zèle que nous luy connoissons pour tout ce qui regarde le Roy et la famille royale, M. de Sassenage abbé de S^t Jean des Vignes de Soissons, M. le Comte de la Fare Tornac, mareschal des camps et armées du Roy, les sieurs Carlier chanoine et chantre du Chapitre de Saint Pierre et Saint Jean, Pierre le Beau chanoine et Député dudit chapitre, Nicolas fayet Prêtre et chanoine dudit cha-

pitre de Saint Pierre et de St Jean, les srs Bertrand prieur et Hocquart Procureur de notre abbaye de St Martin de Laon Députés par la Communauté de laditte abbaye le sr Le faverais Supérieur de notre séminaire avec plusieurs Ecclésiastiques dudit Séminaire, les srs Marquette de Marly Lieutenant Criminel, Chevalier Lieutenant assesseur et Le Vent Procureur du Roy au Bailliage de Laon, le sr l'Évêque sr de Monceau, Lientenant général de police, le sr le Clerc, sr de fay Presvost de la Ville et cité de Laon et Marquette de Pomery premier Échevin le sr Nicolas Beffroy Lieutenant en la mareschaussée, le sr Le Vent Président en l'Élection de la ditte ville de Laon et Maynon Conseiller en laditte élection tous Députés de leurs Corps. De tout quoy nous avons dressé le présent procès-verbal pour être présenté à la Reine comme un témoignage de notre zèle, de celui de notre chapitre, de M. Richer d'Aube, et de tous les corps qui ont assisté par leurs Députés à notre ditte cérémonie et donner au Roy et à la Reine les marques de notre profond respect et de notre attachement, et à l'instant pour donner à la Reine une marque encore plus particulière de notre attachement à sa personne et de notre zèle pour l'heureux succez de ses couches nous avons chargé le sr Barbier trésorier de faire célébrer tous les jours à cette fin le St Sacrifice de la messe en laditte chappelle jusqu'à l'accouchement de la Reine. Fait et signé à Liesse par nous et toutes les personnes desnommées en notre présent procès-verbal et contresigné par notre secrétaire le jour et an susdits et sera le présent procès-verbal déposé en notre secrétariat.

(Archives départementales de l'Aisne, G. 201).

Rapport sur deux ouvrages de M. Tilorier, par M. Combier.

Messieurs,

Les adieux adressés à mon collègue et ami M. de Florival, l'ont été avec de si éloquentes et si justes paroles que je ne puis que m'y associer en m'abstenant prudemment de rien y ajouter. Je me contenterai de vous donner de suite la preuve de mes intentions de continuer ses bonnes traditions en vous apportant le résultat de l'examen de deux ouvrages que M. de Florival eût été heureux et flatté de vous présenter lui-même ; c'est je crois, la meilleure manière de compléter mes remerciements de l'honneur que vous m'avez fait en m'appelant encore une fois à vous présider. Vous avez voulu très délicatement dire au collègue, vieilli au milieu de votre Société depuis près de 30 ans, et dont le sort est de bientôt disparaître, que s'il ne peut plus rien pour le monde des affaires il peut cependant encore quelque chose pour le monde des lettres, qui accueille tous les âges.

Le très remarquable travail sur *le Paupérisme*, que j'ai l'honneur de vous offrir tout d'abord aujourd'hui, de la part de son auteur, M. Tilorier, notre collègue, avait été préparé, je crois, pour votre Société, il y a 40 ans, et cependant je ne sais pourquoi on ne l'y avait ni lu ni même présenté.

Quoiqu'il en soit de sa fortune diverse et de son ancienneté, la question qu'il traite est malheureusement de tous les temps. Elle n'a jamais vieilli. Elle renaît aujourd'hui peut-être plus neuve, plus jeune, plus vivace que jamais.

L'accueil qu'il méritait, il y a près d'un demi-siècle, pour son sujet, son but, ses pensées, et, quoiqu'en dise la modestie de l'auteur, pour son style, ce livre

le mérite encore à l'heure qu'il est. J'ai lieu d'espérer que vous serez d'accord, avec moi, Messieurs, quand, en quelques mots, l'analysant succinctement dans son ensemble, j'essaierai de vous montrer qu'il est digne d'être lu et médité.

Les questions sociales s'étant réveillées, avec intensité, après la Révolution de 1848, l'administration consulta les comités cantonaux de bienfaisance notamment sur les moyens et les idées philosophiques les plus propres par leur application à soulager l'indigence.

C'est de l'étude des rapports de ces comités qu'est né le livre de M. Tilorier.

Après avoir constaté que tous les hommes animés du désir de faire le bien ont quelques idées communes excellentes, qu'il faut chercher à appliquer, l'auteur démontre combien l'étude des faits éclaire la théorie. Il en déduit des conséquences naturelles et il examine par quels moyens il serait possible, en satisfaisant aux désirs des comités cantonaux, d'améliorer et de compléter les institutions à l'aide desquelles la charité légale et la charité privée viennent, dans notre pays, au secours de l'indigence :

La plupart des comités cantonaux, surtout ceux du Laonnois, pensaient qu'ils ne pourraient agir utilement que lorsqu'il leur serait permis de compter sur des ressources centralisées au chef-lieu cantonal.

Mais, par quels moyens se procurer ces ressources ? Serait-ce par des dons volontaires, par des souscriptions, par l'impôt, par tous ces moyens réunis, et, au préalable, par l'extinction de la mendicité ? Sur tous ces points, les comités variaient d'appréciations. Ils n'étaient d'accord que sur ce fait que la misère des pays agricoles était moins intense que celle des

pays d'industrie. Et ce fait était considéré comme comptant non-seulement en France, mais dans les pays étrangers.

Quant à l'auteur de cet ouvrage, après avoir mûrement examiné et pesé les opinions émises, il propose d'abord la décentralisation de l'industrie pour empêcher l'émigration des campagnes.

Il propose, ensuite, la classification des indigents en valides et en invalides.

C'est déjà, qu'on me permette de le rappeler, l'idée que Turgot, en 1770, alors qu'il était intendant à Limoges, émettait dans ses admirables instructions sur les pauvres. Nous pourrions, même aujourd'hui, nous en inspirer et les consulter quelquefois.

Pour les invalides seulement, l'auteur du livre sur *le Paupérisme*, n'est pas éloigné de préconiser une taxe cantonale, perçue, comme en Suisse, sur les contribuables désignés par le Conseil général, mais en ayant soin d'éviter les abus de la taxe des pauvres en Angleterre.

Pour les indigents valides, il est partisan de fondation de fermes de bienfaisance comme en Belgique.

Quant aux indigents par paresse ou inconduite, il conseillerait les mesures sévères dont se sert la Suisse afin d'éteindre la mendicité.

Par les bureaux de bienfaisance, la charité privée viendrait en aide à la charité légale.

Sans doute, cette organisation ne ferait pas disparaître la misère de l'humanité parce qu'il y aura toujours les ignorants, les incapables et les imprévoyants, mais elle améliorerait considérablement le sort des indigents par la meilleure distribution des ressources qui leur sont affectées.

Telles sont les conclusions de l'auteur.

Cette étude de M. Tilorier sur le *Paupérisme* est suivie d'un mémoire sur les fermes de bienfaisance de Belgique dont il avait conseillé la fondation en France. Ce mémoire provoqua de la part de M. Simon, ancien élève de l'école polytechnique, la demande de la nomination d'une commission présidée par M. Tilorier pour aller étudier en Belgique les fermes de bienfaisance de Sulsique.

On trouve dans le volume déposé, un compte-rendu du résultat de cette institution privée en 1852. On y remarque notamment que le Comité dirigeant demandait au Gouvernement que les condamnés pour mendicité fussent autorisés à faire leur prison dans ces fermes.

Que sont devenues ces fermes depuis 42 ans ?

Peut-être ne serait-il pas inutile, en ce moment, de connaître le sort qu'elles ont subi.

Doit-on le demander à l'auteur de ce livre ? Peut-on même savoir s'il a persisté dans des opinions émises il y a 40 ans, tant elles peuvent, en cette matière, varier avec les circonstances et le temps ?

Je l'ignore ; car il avoue que, si l'étude de cette question du *Paupérisme* l'a toujours séduit, il l'a trouvée insoluble, et que dès lors, il l'a abandonnée.

Où donc cet aveu si franc et si net est-il consigné ?

Dans une autre œuvre, bien différente de celle-là, intitulée : *Poésies diverses et mélanges* que je suis chargé de vous offrir, aussi, Messieurs, au nom de M. Tilorier.

C'est un recueil où le cœur et l'esprit semblent d'abord se disputer le premier rang, mais où, se reconnaissant bientôt, non comme rivaux, mais comme frères, ils finissent par s'unir et par marcher de compagnie, avec un tel accord, qu'ils atteignent

ensemble, et en même temps, le but qui est de charmer le lecteur.

Ayant pour introduction, la préface la plus humoristique qu'il soit possible, ce recueil est divisé en 3 parties. La première contient les Poésies de l'auteur ; la 2^{me} ses Œuvres en prose et particulièrement une Comédie mêlée de vers et le discours plein d'éloges mérités prononcé sur la tombe du toujours regretté M. Vinchon, ce maire dévoué de l'année terrible, dont notre musée n'a même pas un portrait ; la 3^{me} est consacrée à la reproduction de poésies écrites par quelques-uns des amis de M. Tilorier.

L'auteur a abordé à peu près tous les genres.

Sans doute, il réussit parfaitement dans les satyres, dans les critiques de notre époque ; dans les portraits de personnes que nous avons tous connues ; dans les chansons, rappelant celles de nos aïeux ; dans certaines poésies familières et *bon enfant* comme celle intitulée *ma Cuisinière*, qui prouve que pour être poète on n'en est pas moins sensible aux pâtés d'alouettes et à la timbale Milanaise, façonnés par un Cordon bleu ! Pourquoi non ! Les diners célèbres d'Auteuil n'indiquent-ils pas que nos grands poètes étaient d'assez fins amateurs de ce que l'on appelle l'art culinaire ! N'est-ce pas là un art précieux en effet ? N'est-il même pas, peut-être, l'un des puissants inspireurs de tous les autres ?

Les plus fameux peintres tels que Raphaël, le Titien, Léonard de Vinci, ne sont-ils pas fièrement cités par les gastronomes parmi les nobles gourmets du XVI^e siècle ?

Mais, à mon sens, l'auteur excelle à exprimer les sentiments de famille et les sentiments patriotiques.

Rien d'attrayant, pour ne nous occuper que des

premiers, comme ces vers où il parle de ceux ou à ceux qui lui sont ou qui lui furent le plus chers. Aussi faut-il citer en première ligne : *A ma femme, à mes amis ; grand-père ; à ma chère femme ; petits-enfants.*

Parmi ses souvenirs de jeunesse, sur lesquels, tout naturellement il aime à revenir, je me permettrai de signaler les *Souvenirs de Théâtre*. Les hommes de son âge doivent les trouver frappants de vérité. A ceux qui ont vécu à Paris, à l'époque qu'il décrit, ces souvenirs réveillent les vives impressions que produisait alors le jeu riant ou tragique d'éminentes artistes telles que Déjazet et Rachel ?

Ce serait bien ici le cas, n'est-il pas vrai, Messieurs, de faire quelques citations ? La tentation est forte. Mais il conviendrait de tout citer ; et j'aime mieux vous engager à lire ou à relire ces pages vraiment délicieuses, et ce, à votre loisir ; d'autant mieux que j'ai pris déjà trop de votre temps.

En somme, Messieurs, l'œuvre de M. Tilorier n'est point banale. Elle n'a pas cette monotonie, pour ainsi dire consacrée par l'usage, des publications d'un débutant ordinaire. Et, cependant c'est à un débutant que nous avons affaire. Mais, puisqu'il faut bien l'en croire, à un débutant ayant une longue expérience de la vie, et s'étant écrié, un jour, à 60 ans : *Et moi aussi je suis poète !* Eh bien ! Oui, c'est un poète, que nous avons l'honneur de posséder dans notre modeste Académie. Ses vers sont frappés d'un cachet d'originalité personnelle, assez rare, parce que l'originalité personnelle n'appartient qu'aux hommes de cœur et aux vrais poètes. Ce caractère distinctif ressort du choix des sujets ; de leur variété ; de leur division même ; de ce mélange de productions

diverses, cimentant, pour ainsi dire, jusqu'à la mort, et l'union familiale, et l'amitié des jeunes années. Et cet ensemble est vivifié à jamais, car, à la fois léger et puissant, l'âme, sans discontinuité, le souffle du génie gaulois !

Ce que je viens de dire, Messieurs, a déjà été pressenti et même énoncé, d'une manière plus concise, dans le très beau et très savant compte-rendu de vos travaux, fait le 16 mars 1893 par notre ancien secrétaire général M. Edm. Lobgeois et imprimé en tête de votre 28 volume.

Ce compte-rendu (page 14) s'exprime ainsi :

« Notre honorable collègue, M. Dollé, nous a communiqué une édition en deux volumes des œuvres poétiques de M. le chanoine Fourneaux ; ce qui prouve que M. Melleville a eu tort de dire que ces poésies étaient oubliées, aussi bien que celles de son contemporain, M. l'abbé Jean Tilorier. Le nom de Fourneaux n'est plus porté à Laon. Celui de Tilorier l'est toujours. Il est même soutenu honorablement par un très galant homme, aimant les arts, la musique et cultivant volontiers le langage des Dieux, lorsque ces Dieux le visitent. Ses poésies familières, ses comédies de salon, qui probablement un jour seront exposées au feu de la grande critique, nous paraissent, en attendant, pleines de bonté, d'esprit et de belle humeur. »

M. Lobgeois, comme on le voit, avait eu la bonne fortune de connaître, avant le public et moi-même, les œuvres de M. Tilorier. Nos impressions ne pouvaient pas manquer d'être les mêmes. Je ne craindrai pas d'ajouter que l'on applaudira MM. Dollé et Lobgeois d'avoir eu le courage de protester contre l'injuste oubli dans lequel les antiquaires avaient

enterré sous leurs pierres tombales deux littérateurs d'esprit et de talent. Un pays ne vit pas seulement de réalisme, mais d'idéal. La France n'a pas seulement besoin d'archéologie, mais de la poésie, qu'on a si bien appelé la musique de l'âme. Mettons donc en relief les poètes qui l'ont honoré et qui l'honore. Souvenons-nous surtout que notre contrée, qui est celle de l'ancien gouvernement de l'Ile-de-France, paraît avoir eu, un privilège particulier, celui de produire de véritables poètes et peut-être nos meilleurs. Est-ce ici que j'oserais citer leurs noms ? Non, Messieurs, ils sont sur vos lèvres. Qu'il me suffise de dire qu'en parcourant ce volume vous verrez que son auteur continue dignement avec d'autres contemporains la dynastie de nos charmeurs d'antan. Peut-être penserez-vous que au milieu de cet océan de sinistres publications modernes, c'est un bonheur de voir surgir et de cueillir une gerbe poétique contenant ces semences de gaieté et de cordialité que nos ancêtres jetaient à profusion, essayant ainsi de supporter, en souriant, les tristesses de leur temps !

On nous permettra de citer, tout au moins, une des poésies les plus remarquables de M. Tilorier :

SOUVENIRS DE THÉÂTRE (1).

Étudiant en Droit, vers mil huit cent quarante,
Dans le quartier latin, comme l'oiseau qui chante,
Vivant au jour le jour et travaillant fort peu,
Je ne m'attardais pas, le soir, au coin du feu.
Avec quelques amis, dans un petit Théâtre,
Nous allions admirer le carmin et le plâtre

(1) On lira plus loin un conte du même auteur.

Dont étaient maquillés de piètres acteurs,
Nous faisant, des divas, les galants protecteurs.

Mais la guerre régnait au Parnasse, et la presse,
A la lutte excitait la bouillante jeunesse ,
Nous courûmes donc tous, en emboitant le pas,
Soutenir De Vigny, Victor Hugo, Dumas.
Les classiques luttant contre les romantiques,
Quels combats ! On prenait des airs tragi-comiques ;
On criait, se battait. Un jour ils furent trois,
Au milieu du parterre, étendus à la fois.
Nous voulions les offrir aux Dieux, en sacrifice ;
On cherchait le couteau, quand survint la Police.
Elle n'était pas fière, en face de gaillards
Qui, de leurs quolibets, poursuivaient les mouchards.
Théophile Gauthier était chef de la bande,
Il portait gilet rouge et longue houppe, et
Gourdin, chapeau pointu sur des cheveux flottants :
Tel devait être Hector suivi des combattants
Dont Homère a conté les exploits de géants.

Le Drame échevelé, le Théâtre moderne
Nous avaient affolés. Les vieux, à la lanterne !
Nous voulions Antony, Buridan, Hernani,
Lucrèce Borgia ; mais Racine, fini,
Corneille, un radoteur, et Molière lui-même,
De surnoms malsonnants recevait le baptême.

Jeunes fous ! Notre rêve était la liberté,
Et, par nous, le génie était persécuté !
Pourtant il s'arrêta ce combat gigantesque
Et ce fut bien heureux, il tournait au grotesque.
Alors, sans les troubler, ces bouillants spectateurs
Écoutèrent en paix, les malheureux acteurs.
Ah ! ce fut une époque où, comme en l'Iliade,
Des héros de théâtre on vit une pléiade,
De l'éclat qu'ils jetaient les étrangers épris
Des quatre bouts du monde accouraient à Paris.

La gâté, les couplets du malin Vaudeville
Attiraient, égayaient les bourgeois de la ville ;
Arnal, Sainville, Odry, Doche, Alcide Touzet,

Bouffé, Geoffroy, Ravel, Achard et Déjazet,
Que de talents, bon Dieu ! que d'entrain, que de verve,
Que de scènes, de mots à dérider Minerve !
Déjazet ! Frétilhon ou Duchesse à la cour,
Ou Richelieu, Lauzun, Lisette, tour à tour.
Qu'elle était drôle en page, embrassant la soubrette,
La prenant par la taille et lui contant fleurette !

Longtemps, longtemps après, elle monta s'asseoir
En tramway, près de moi ; je pus donc la revoir.
Elle était vieille alors et plus du tout coquette,
Pourtant je reconnus, de suite, la Lisette.
Avec ses cheveux blancs, son costume propre,
Son sac sur ses genoux, son air simple et discret,
On aurait dit, vraiment, une bonne bourgeoise
Venant voir ses enfants, de Brive ou de Pontoise. —
Et, du Palais-Royal, je me rappelle encor
Lepeintre, L'Héritier, Gil-Pérès, Levassor,
Grassot, désopilant dans la charge grotesque,
La Thierret, Hyacinthe et son nez gigantesque.

Sur un autre Théâtre, au coin du boulevard,
C'étaient jouant le Drame, à grands coups de poignard,
Bocage, la Dorval, et Frédérick Lemaitre.
En l'art de se grimer Frédérick était maître.
Le chiffonnier, Macaire, et surtout le Joueur,
Quels types empoignants dont il fut créateur !

Un jour que j'attendais chez un agent de change,
Nous vîmes arriver un personnage étrange,
Chapeau plat à grands bords, lourdeau mal habillé,
Un gros foulard au cou, l'air un peu débraillé.
Tiens ! me dit le caissier, c'est Frédérick Lemaitre.
Farceur, vous plaisantez, vous vous trompez peut-être ;
Quoi c'est là Don César, Jacques Ferrand, Ruy Blas,
Kean, Richard d'Arlington ? C'était lui, mais hélas !
Devenu trop viveur..... illusions perdues !
Il empocha le prix de ses valeurs vendues,
Prit sa canne et partit. Décadence et grandeur :
Bohème dans le monde, en scène grand seigneur.

Au Théâtre Français, c'était la Tragédie
Alternant chaque jour avec la Comédie.

Les deux Brohan, Samson, Regnier et la Favart,
De bien dire et jouer professaient le grand art,
Et Ligier, Beauvalet, dans Louis onze, Horace,
Des Garrick, des Talma perpétuaient la race.
C'est alors qu'apparut notre grande Rachel,
Melpomène arrivant pour redresser l'autel
De Corneille et Racine, et pour rendre au génie
Sa couronne, un moment disputée et ternie.
Fluctte et cependant la voix forte, l'œil vif.
Tout était flamme et feu dans ce corps si chétif.
Qu'elle était émouvante, en son costume antique,
Quand, d'un geste de reine écartant sa tunique,
Folle de jalousie, ou de haine ou d'ardeur,
En invoquant les Dieux elle frappait son cœur.
Charmeuse qui, le soir, jouant Phèdre au Théâtre
La nuit, d'un autre Antoine était la Cléopâtre. (1)

A l'Opéra-Comique, Audran, Roger, Massol,
Avec Jenny-Colon, ce joli rossignol,
Ugalde et Miolan, chantaient le répertoire
Qui de l'illustre Auber a consacré la gloire,
Les chefs-d'œuvre d'Hérold, d'Halévy, Boieldieu.
Et comme ils les chantaient, quel talent et quel feu !
On se précipitait, c'était une avalanche
Quand l'affiche portait : Ce soir la Dame blanche,
Ou le Domino noir, ou l'Éclair, le Chalet,
Surtout si, ce soir-là, devait chanter Chollet.

L'Opéra revivait sous une ère nouvelle.
Véron, le directeur, enflammé d'un beau zèle,
Pour surprendre, éblouir le monde, en débutant,
Et s'offrir à lui-même un succès éclatant,
Avait, à grand fracas, monté Robert-le-Diable,
Chef-d'œuvre encor nouveau, triomphe inoubliable,
Avec la Damoreau, Nourrit et Levasseur.
Puis vint Guillaume-Tell qui fit aussi fureur.
Après, le comte Ory, la Sylphide et la Juive,
Où débutait Falcon, jeune encore et craintive,
Avec Taglioni, la déesse du pas.

(1) Allusion à un prince de la famille royale dont elle était, dit-on, alors la maîtresse.

Et puis plus tard Dupré, Stolz, Noblet, Dorus-Gras.
Dupré devint bientôt le chanteur à la mode ;
Il avait une voix superbe et sa méthode
D'un charme tout nouveau, dans les récitatifs,
Convertit à son chant même les plus rétifs.

Enfin les Italiens étaient le vrai théâtre
Du grand monde élégant, du Don Juan bellâtre.
Les femmes y venaient en toilette de bal,
Les hommes en habit. Quel luxe et quel régal
Pour les yeux ! Ce n'étaient, du haut en bas des loges,
Que dentelles, brillants et guirlandes de roses ;
Le spectacle était double et double le plaisir.
En quittant cet Eden on n'avait qu'un désir,
Entendre encor Lucie, et revoir, de sa stalle,
Les splendides beautés rayonnant dans la salle.

Mario, la Grisi, Gardoni, Ronconi,
Tamburini, Lablache et la Persiani,
Tous célèbres déjà. Quelles voix... ! Il me semble
Qu'on ne reverra plus, jamais, pareil ensemble.
Quel réveil ce serait de les entendre encor
Chanter, des Puritains, le fameux septuor ;
Tout tremblait dans la salle, enlevée et saisie ;
Les cris et les braves devenaient frénésie.

Là, très peu de ballets et presque pas de chœurs,
Mais quels duos d'amour ! Quels solos ! Quels chanteurs !
Grisi, dans Othello, Desdemone divine,
De Shakspeare était bien l'admirable héroïne.
Mario, roucoulant sa romance à Rosine,
Ah ! quel Alaviva ! Puis la Persiani,
Quel soprano puissant à la souplesse uni !
Et toi, leur maître à tous, admirable Lablache,
Roi, prince, chevalier portant casque et panache,
Ou Bartholo jaloux, ou Crispino bravache ! (1)

(1) Il avait une basse chantante très puissante, et d'une telle étendue qu'elle allait jusqu'au baryton léger. Les Italiens l'avaient surnommé le héros du chant. Il était aussi bon acteur que chanteur. De plus, époux et père de famille modèle. A citer, comme acteur, pour la dignité de sa vie.

Journal de l'Aisne du 24 février 1892.

Et j'en oublie encor dignes d'être cités,
Il surgissait alors tant de célébrités !

Mais quoi, ces enchanteurs, charme de ma jeunesse.
N'auront duré qu'un jour ! Disparus, ô tristesse !
J'ai voulu rappeler un peu leur souvenir.
Car qui parlera d'eux, plus tard, dans l'avenir.
Déjà, comme un nuage, ou comme une fumée,
Commence à s'envoler leur belle renommée.

QUELQUES MOTS

sur la reconstruction des murs des Chenizelles, en 1669

Les étrangers de passage à Laon, et même nombre de Laonnois, se sont souvent demandé, en descendant la rue des Chenizelles, à quoi avaient bien pu servir les gros montants de fer qu'on aperçoit encore à la hauteur du premier étage. Les membres de la Société académique sont trop au courant des détails de la topographie locale pour que je prétende leur fournir une explication à ce sujet ; ils savent tous que ces montants étaient destinés à supporter une galerie ou chemin de ronde mettant en communication les remparts de la ville avec la porte des Chenizelles. La présente note n'a pour objet que de faire connaître à quelle date et dans quelles circonstances la municipalité procéda à l'installation de ce singulier appareil.

Vers la fin de 1668, les murs de la ville bordant les Chenizelles étaient tombés en ruines ; nous le savons par le procès-verbal d'une séance du Conseil de ville en date du 26 janvier 1669. Dans cette séance, les gouverneurs de ville exposèrent qu'il y avait instance pendante « en la prévôté entre eulx

« d'une part et les propriétaires des maisons scizes
« en la place du bourg qui aboutissent par derier
« aux Chenizelles pour raison des ruynes qui sont
« arrivées aux murailles qui servent de fermeture à
« la ville et ausdictes maisons, lesdicts propriétaires
« prétendans que lesdictz sieurs gouverneurs sont
« obligez de restablir lesdictes ruynes et lesdicts
« sieurs gouverneurs au contraire que les proprié-
« taires en sont tenus ». Dans cette situation, il fallut
recourir à une expertise « afin de congnoistre les
« causes desdictes ruynes et ensuite juger pour
« quelles part et portion lesdicts sieurs gouverneurs
« et propriétaires peuvent estre obligez de contribuer
« au restablissement desdictes murailles, suivant
« l'avis desquels experts il semble que la ville
« pouroit estre obligée de faire la plus grande partye
« des ouvrages qui sont à faire à cause d'une petite
« gallerye qui est portée sur la dicte muraille et qui
« occupe la plus grande partye de son espaisseur, ce
« qui causeroit une despense très considérable à la
« ville et à laquelle il seroit très difficil de satisfaire
« à présent attendu les grandes sommes de deniers
« que l'on a levées nouvellement sur tous les habi-
« tans de la ville pour fournir aux frais de la maladie
« contagieuse qui a d'ailleurs privé les habitans du
« revenu du huit^{me} des vins duquel il na esté rien
« receu, a cause qu'il n'y a pas eu de vente depuis
« un an et plus. »

Heureusement pour la ville, les propriétaires des maisons, dans un esprit de conciliation offrirent de réparer à leurs frais et d'entretenir les murailles
« pourveu que l'on veuille souffrir qu'elles soient
« mises à l'instar et en lestat des aultres murailles
« qui servent de fermeture à la ville et aux maisons

« des habitans et qui sont couvertes des combles
« desdictes maisons qui les conservent en leur
« entier, comme aussy lesdicts habitants offroient de
« laisser des attentes en batissant lesdictes murailles
« pour porter une gallerie debout en l'air toutes les
« fois que besaing seroit ainsy comme il se fait en
« aultres maisons voisines afin desviter à l'advenir
« des semblables ruynes qui arriveroient certaine-
« ment comme elles ont desjà faict selon le sentiment
« des experts par les galleries de pierres qui ont
« corompus lesdictes murailles par leur grand poids
« et par la cheuste des eaux qu'elles reçoivent qui
« se sont imbibez dans le corps du mur qu'elles ont
« corrompus et faict tomber en ruyne. » (1)

Avant de rien décider, le Conseil de ville tint à en référer au gouverneur, le maréchal d'Estrées, « attendu
« que lesdictes murailles servent de fermeture à la
« ville aussy bien qu'esdictes maisons. »

Par une lettre du 2 février, le maréchal d'Estrées s'en remit à la sagesse du Conseil qui arrêta qu'on accepterait les offres des propriétaires des maisons, les sieurs de Boisleschelle, Crespin, Carlier et Jean Rotisset aux frais desquels les murailles seront rétablies « en la manière des aultres murailles voisines
« qui servent de fermeture à la ville et aux maisons
« des particuliers habitans qui sont situés à gauche
« et à droite depuis la maison de M^e Claude Lamy
« jusques à celle de deffunt M^e Nicolas Marquette et
« depuis l'église de Saint-Michel jusques au Soleil
« Toby de l'espaisseur convenable telle que de quatre
« à cinq piedz par bas ou aultre espaisseur qui sera
« estimée nécessaire par les experts et revenant à

(1) Archives de la ville de Laon, DD. 3.

« trois piedz à la hauteur de..... piedz du rez-de-
« chaussée lesquelles murailles seront montées à
« plond pour estre couvertes soubz les combles des
« maisons des propriétaires en laissant du talus
« aultant comme besoing est et posant dans les mu-
« railles des attentes de gros fer plat de lespaisseur
« d'un poulce qui sortiront de six pieds et demy
« hors du mur et seront coudez par le milieux pour
« les faire remonter de trois piedz et demy qui seront
« supportez d'un mouton au dessoubz d'un fer de
« pareille force ou du moins suffisant pour porter et
« soutenir en lair une gallerie de bois de doubleaux
« et de planches d'une double espaisseur lesquelles
« murailles lesdictz propriétaires seront obligez de
« décombrer jusques aux fondemens et en les re-
« montant pouront y faire les ouvertures telles et
« semblables que celles qui y estoient ci-devant. »
Les propriétaires devaient fournir les matériaux né-
cessaires aux réparations, mais « quant au bois des
« galleries, il seraourny par la ville toutesfois et
« quant besoing sera de mettre lesdictes galleries en
« estat de s'en servir. » Par contre, l'entretien des
murs restait à la charge des propriétaires. De tout
cela il devait être fait acte par devant notaire.

Tels sont les renseignements que nous avons pu
trouver sur une petite question de topographie laon-
noise ; on peut les résumer ainsi :

1° Les montants de fer encore visibles aujourd'hui
dans la rue des Chenizelles datent de 1669 ;

2° Ils ont servi à supporter une galerie ou chemin
de ronde en bois, probablement mobile ;

3° Avant 1669, il existait au même endroit une
galerie de pierre construite à une date qu'il est mal-
heureusement impossible d'indiquer exactement.

J. SOUCHON.

M. Tilorier fait à la séance du 27 avril 1894 la lecture suivante :

MESSIEURS,

Monsieur le Président que je suis allé remercier du compte-rendu beaucoup trop élogieux qu'il vous a fait de mes deux brochures, avec sa bienveillance accoutumée, m'a presque sommé de vous lire quelque chose d'inédit, pour payer ma nouvelle bienvenue parmi vous.

J'ai pensé qu'en compilateur érudit, il attendait de moi un morceau de poésie sérieuse, soit idyllique, soit descriptive, voir même archéologique.

J'ai cherché un sujet, j'ai fouillé dans mon esprit je n'ai rien trouvé. Alors j'ai fait appel à ma muse et savez-vous ce qu'elle est venue me dicter, la coquine : un conte.

Quel tour plein de malice sachant que c'était pour une compagnie de savants, d'hommes graves et d'aucuns très rigoristes, que je voulais écrire. Pourtant je suis allé le soumettre à notre président qui ne l'a pas trouvé trop gaulois et a jugé que je pouvais vous le lire, pensant qu'il était bon qu'un peu de gaité vienne quelque fois faire diversion à l'archéologie.

Et puis, dans notre beau pays de France, où les esprits sont toujours portés au rire, le conte et la chanson ont eu de tout temps le privilège d'être bien accueillis et de dérider les fronts les plus assombris.

C'est donc un conte que je vais vous lire. N'oubliez pas, messieurs, que comme la fable et la satire, souvent le conte, sous une apparence frivole, *castigat ribendo mores*, et le mien a une moralité.

C'EST LA FOI QUI SAUVE

CONTE

On dit, c'est, je crois un adage,
Que jeunesse, même au village,
N'est pas toujours sage.
Toinon sert un vieux garçon
Et Jean a certain soupçon.
Il veut l'épouser et ne cesse
De parler de sa gentillesse,
Mais serait-elle la maîtresse
De ce gros fermier, un richard,
Joyeux bonhomme encor gaillard ?
Dans le village, les commères
Vont répétant, en vrais mégères,
Qu'elle n'a pas pour un fétu
De vertu.

Aussi Jeannot fait triste mine.
Comment le savoir ? Eh ! Pardine,
Se dit-il, mais j'ai pour voisin
Un fin matois, c'est mon cousin
Et, de plus, mon ami d'enfance,
En lui, j'ai toute confiance ;
Oui, j'en suis sûr, l'ami Lucas
Saura me tirer d'embarras.
Il va donc lui conter sa peine. —
— Ah ! mon cher, la bonne rengaine,
Lui répond Lucas, un farceur.
Quoi, c'est là ce qui te fait peur.
Toinon n'est pas déjà si sotté ;
Laisse-lui faire sa pelotte,
Puis après tu l'épouseras
Et pas moins heureux ne seras.
Mais je veux bien, pour te rendre service,
Si le richard a, pour elle, un caprice,
Tâcher d'en savoir au plus tôt
Le fin mot.
Point n'est besoin de la police ;
Dès ce soir même au cabaret,
En vidant un pot de clairot,

Pour peu qu'en finaud je m'y prenne,
Il faudra bien qu'il en convienne.

Le lendemain c'était jour de marché.
Par un beau temps, Lucas, endimanché,
Vers le bourg voisin s'achemine
Avec Cocotte qui trotte
Et Toinon, sur la route, allait,
Comme Pérette au pot au lait,
Portant vendre, vaille que vaille,
Dans un panier, de la volaille. —
-- Oh ! là, Cocotte. Eh ! eh ! Toinon,
Viens, monte. Quoi ? dirais-tu non ?
Allons donc, ne fait pas la sourde ;
Pour ton bras ta charge est trop lourde,
Puis la poussière et le soleil
Vont gâter ton beau teint vermeil.
Toinon saute dans la voiture,
Cocotte reprend son allure ;
Ah ! la bonne aventure,
Dit Lucas, nous allons jaser,
Et puis je veux t'apprivoiser,
Car je te crois un peu sauvage,
Mais ne crains rien, pur badinage ;
Histoire de rire un moment
Innocemment.
On taille une bonne bavette,
Toinon fait un peu la coquette,
Bientôt on parle de Jeannot
Qu'elle appelle un gros sot. —
Mais, moi ? — Vous ! c'est tout le contraire. —
Tiens, se dit-il, la bonne affaire,
J'ai le don de lui plaire. —

Alors, le diable le poussant,
Il devient tendre et puis pressant,
Fait l'amoureux, conte fleurette
Si bien que la belle consent
A le recevoir, en cachette,
Dans sa chambrette,
Mais s'il veut jurer,

Pour la rassurer,
De ne causer que mariage
Et d'être bien sage. —
— Jarnicoton, mordre au fruit défendu !
Jure Lucas : je veux être pendu
Si j'y songe, et tu verras comme
Je suis un vertueux jeune homme.

Mais le compère, de retour,
S'empresse, à la chute du jour,
D'aller trouver Jeannot et de lui dire,
En l'abordant avec un faux sourire :
Je viens t'apprendre un grand secret,
Réjouis-toi, mais sois discret,
C'est en promettant le silence
Qu'on m'en a fait la confidence.

Une dame en noir,
Son nom, peu t'importe,
Viens, souvent, le soir,
Frapper à la porte
Du joyeux garçon.
Voilée, inconnue,
Elle s'insinue
Chez lui sans façon.
C'est Toinon qui guette
Et va, vite, ouvrir,
Quand de la coquette,
Le coup de sonnette
Lui dit d'accourir.

Je connais une bonne place,
D'où, près de la maison d'en face,
Tu peux, malgré l'obscurité,
T'assurer de la vérité —

Jeannot qui, tout surpris, l'écoute,
N'a bientôt presque plus de doute,
Pourtant, il veut, le lendemain,
La voir venir ; c'est plus certain.

En train de faire une sottise,
Lucas, chez sa sœur se déguise,

Met jupon, châle, capuchon,
Passe les mains dans un manchon
Et, se promettant belle fête,
S'en va, léger, baissant la tête,
Retrouver sa conquête.

Jeannot les voit, il est heureux ;
Le voilà bien plus amoureux.
Que j'étais sot d'être d'humeur jalouse,
Pensait-il, tout en restant coi.
Lucas m'a fait voir clair, ma foi
Et si Toinon veut bien de moi,
Enchanté, je l'épouse.

MORALITÉ.

Sans être sottement jaloux
De vos amis défiez-vous.
Rien ne change ; au temps où nous sommes,
Le monde est plein de faux bonshommes.

A. T.

1247. — *Témoignage d'un évêque de Laon rendu au Pape que les hommes de corps font partie des biens de l'Église de Laon (sic).*

Sanctissimo patri ac domino Innocentio Dei gratia summo pontifici Garnerus divina miseratione Laudunensis ecclesie minister humilis devota pedum oscula beatorum. Cum sicut intellexi apud quosdam in curia vestra aliquorum prava suggestionem vertatur in dubium utrum homines de corpore ecclesiarum regni francie in earundem bonis communibus reputentur et utrum detentores eorundem hominum malefactores seu pervasores bonorum communium ecclesiarum quarum sunt homines reputentur Reverende vestre sanctitati tenore presentium volo esse notum quod

de consuetudine antiqua et approbata in dyocesi Laudunensi et in contradicto iudicio obtenfa Ita est et sic a longe retroactis temporibus uti vidi quod homines ecclesiarum dyocesis Laudunensis reputantur bona communia earundem et eorum detentores bonorum communium pervasores ipsarum ecclesiarum quarum sunt homines dicuntur et pro talibus habentur et ne veritas opprimatur et falsitas veritati prevaleat Reverende vestre sanctitati cui mentiri sacrilegium est super hoc fidele testimonium perhibeo sanctissime vestre parternitati intimans quod si apud vos opinio hujuscemodi prevaleret ecclesia Gallicana inestimabilem jacturam et confusionem irreparabilem immo potius in temporalibus subversionem quod absit pateretur cum in talibus aut in eis que apud eos sunt et ab eis pendent omnia pene consistant bona ecclesie gallicane Actum apud Laudunum anno domini millesimo ducentesimo quadragesimo septimo mense decembri.

Très saint père et seigneur Innocent par la grâce de Dieu souverain pontife Garnier par la miséricorde divine humble ministre de l'église de Laon, je baise dévotement vos pieds bienheureux. Comme à ce que j'ai entendu dire à plusieurs de méchantes allégations ont fait mettre en doute à votre cour la question de savoir si les hommes de corps des églises du royaume de France font partie de leur domaine commun et si ceux qui possèdent de tels hommes sont considérés comme des malfaiteurs et des usurpateurs des églises à qui appartiennent les hommes, je veux faire connaître à votre vénérable sainteté par la teneur des présentes que d'après une coutume ancienne approuvée dans le diocèse de Laon et obtenue par jugement contradictoire c'est un fait que j'ai vu mis en pratique

depuis bien longtemps que les hommes des églises du diocèse de Laon sont considérés comme le bien commun de ces églises et que les possesseurs de ce bien commun sont considérés comme des usurpateurs des églises à qui appartiennent les hommes et qu'ils passent pour tels et de peur que la vérité ne soit attaquée et que la fausseté ne l'emporte sur elle j'apporte à votre vénérable sainteté que ce serait un sacrilège de tromper ce fidèle témoignage sur la question faisant remarquer à votre très sainte paternité que si une telle opinion prévalait auprès de vous l'église des Gaules subirait un préjudice inestimable, une confusion irréparable, bien plus — à Dieu ne plaise — la ruine de son temporel car tous les biens de l'église des Gaules consistent, ou peu s'en faut, en ces hommes en ce qui est chez eux et dépend d'eux. Fait à Laon l'an de grâce 1243 au mois de décembre.

(Communication faite par M. BAUDEMANT.)

Réintégration de Pièces aux Archives départementales de l'Aisne.

Il y a environ deux mois, M. le Maire de Reims a bien voulu, sur la proposition de M. Demaison, archiviste municipal, remettre aux Archives départementales de l'Aisne 15 pièces qui, par suite de diverses circonstances, avaient pris place depuis longtemps dans le beau dépôt des Archives rémoises. Ces documents proviennent du fonds de l'abbaye de Saint-Martin de Laon ; le plus ancien remonte à 1132 ; quoi qu'ils soient pour la plupart en assez mauvais état, ils offrent néanmoins de l'intérêt ; aussi avons-

nous cru utile d'en rédiger une courte analyse que nous soumettons aujourd'hui à la Société académique.

Mars 1891.

J. SOUCHON.

1^o 1132. Lettres par lesquelles Milon, évêque de Thérouanne, charge les religieux prémontrés de Saint-Martin de Laon de fonder une abbaye à Licques (1).

2^o 1134. Lettres de fondation de l'abbaye de Corneux (2) données par Ansery, archevêque de Besançon.

Sceau plaqué de Renaud, comte de Bourgogne.

3^o 1135. Lettres de fondation de l'abbaye de Case-Dieu (3) données par Guillaume, archevêque d'Auch.

4^o 1136. Lettres de fondation de l'abbaye de Saleghem, données par Simon, évêque de Tournai.

5^o 1136. Lettres de fondation de l'abbaye de Tronchiennes (4), données par le même évêque.

6^o 1137. Lettres de fondation de l'abbaye de La Valdieu (5), données par Renaud, archevêque de Reims.

Scellé sur double queue de parchemin.

Sceau de l'archevêque de Reims.

(1) Licques (Pas-de-Calais), arrondissement de Boulogne, canton de Guines.

(2) Corneux (Haute-Saône), arrondissement et canton de Gray.

(3) La Case-Dieu (Gers), arrondissement de Mirande, canton de Plaisance.

(4) Tronchiennes (Belgique), province de Flandre-Orientale, à 4 kil. Ouest de Gand.

(5) La Valdieu fait aujourd'hui partie de la commune de Monthermé, chef lieu de canton de l'arrondissement de Mézières (Ardennes).

7° Lettres de fondation de l'abbaye de Lacus Jurensis, données par Géraud, évêque de Lausanne.
Sceau plaqué de l'évêque de Lausanne.

8° 1186. Hugue, seigneur de Pierrepont, reconnaît à l'abbaye de Saint-Martin de Laon la propriété d'une terre à Clermont (1).

9° 1205 (décembre). Gui, archevêque de Reims, confirme une convention faite entre Roger, seigneur de Rozoy et l'abbaye de Saint-Martin, en vue d'établir un village à Sennicourt.

Scellé sur lacs de soie blanche.
Sceau de l'archevêque de Reims.

10° 1241 (septembre). Acte passé devant l'officialité de Reims par lequel Milon, seigneur de La Neuville-en-Porcien, abandonne à l'abbaye de Saint-Martin quelques redevances qu'elle lui devait à Waignon (2).

11° 1246 (mai). Confirmation par l'officialité de Laon d'une donation faite à l'abbaye de Saint-Martin par Roger, seigneur de Rozoy, de terres et redevances qu'il avait à Renneville (3).

12° 1247 (janvier). Abandon par le chapitre de Guise à l'abbaye de Saint-Martin d'une redevance qu'elle lui devait à Clanlieu (4) pour la moitié de l'alleu d'Audigni (5).

Scellé sur lacs de soie verte.
Sceau du chapitre de Guise.

(1) Clermont (Aisne), arrondissement de Laon, canton de Rozoy-sur-Serre.

(2) Waignon (Ardennes), arrondissement de Rethel, canton de Novion-Porcien.

(3) Renneville (Ardennes), arrondissement de Rethel, canton de Chaumont-Porcien.

(4) Clanlieu (Aisne), arrondissement de Vervins, canton de Sains, commune de Puisieux-et-Clanlieu.

(5) Audigni (Aisne), arrondissement de Vervins, canton de Guise.

13° 1251. (Samedi avant la fête de St Pierre ès liens). Acte passé devant Ottobonus, archidiacre de Reims par lequel Sara, veuve de Jean Pain de Soile, réduit à 18 setiers de froment, la redevance qui lui était due annuellement à Château-Porcien (1) par l'abbaye de Saint-Martin.

Scellé sur simple queue de parchemin.
Fragment de sceau de l'archidiacre de Reims.

14° 1275 (septembre). Jean, seigneur de La Neuville-en-Porcien, reconnaît, sur les réclamations de l'abbaye de Saint-Martin, qu'il n'a pas le droit d'établir un moulin à Waignon.

Scellé sur double queue de parchemin.
Fragment de sceau du seigneur de La Neuville.

15° XVIII^e siècle. Inventaire d'un cartulaire in-4° de l'évêché de Laon. (Cet inventaire, d'une écriture moderne, contient l'analyse de 144 pièces).

SOUVENIRS D'UNE LECTURE

(A. DE MUSSET.)

Les impressions littéraires reçues dans la jeunesse, subissent le plus souvent, sous l'action des événements et de l'expérience de la vie une série de transformations dont l'analyse offre un réel intérêt ; si, après un assez long intervalle, on se reporte à l'origine de ces impressions dont le souvenir conserve la fraîcheur et l'enthousiasme des premiers jours, on est tout surpris de ne plus sentir de même et

(1) Château-Porcien, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Rethel (Ardennes).

d'éprouver, à l'encontre, une sorte de réaction et de résistance. D'où vient ce contraste qui n'est pas sans désenchantement ? Et quelle est la raison secrète d'un changement qui s'est opéré sans qu'on y prit garde ? Cette question, je me la suis souvent posée : j'ai entrepris d'en rechercher la solution à la suite d'une lecture de l'œuvre poétique d'Alfred de Musset et c'est le résultat de cette expérience que je viens aujourd'hui vous soumettre bien simplement.

Pour me guider dans cette revue rétrospective, j'ai dû recueillir les documents qui se rapportent à la personne du poète, à sa famille, à son éducation ; étudier l'état des esprits au moment où il apparaît et l'influence que cet état a pu exercer sur sa nature ; enfin constater les modifications que ses relations littéraires ou autres ont pu produire sur le développement de son œuvre et l'accueil fait à ses premières publications.

La situation de la France, à l'époque où Musset naît à la vie littéraire, était le produit fatal des terribles événements qui l'avaient traversée depuis 30 ans : à la suite des convulsions qui ont suivi la période révolutionnaire, une perturbation profonde troublait les esprits ; pendant une longue période d'année, le mouvement intellectuel est suspendu ; tout est à la terreur et à l'éloquence tribunitienne. Puis l'empire donne naissance à une littérature froide et lourde qui n'est qu'une imitation servile de l'antique et semble être le fruit amer d'une oppression qui étreint les corps et les pensées. Alors, à la suite de ce long interrègne, apparaît sur toutes les scènes littéraires, une génération d'esprits élevés dans le silence et sous le joug. La poésie, notamment, compte à sa tête des représentants déjà illustres,

Lamartine, Victor Hugo, etc., Élégiacque avec le premier, Pindarique avec le deuxième, elle brille déjà d'un si vif éclat qu'un jeune écrivain devait hésiter à se jeter dans le sillon tracé par de tels maîtres ; les premières places étaient prises et l'instinct de son génie naissant devait porter Alfred de Musset à se faire une place neuve, non encore occupée et qui n'excitât ni colère ni envie parmi ses rivaux (1).

Fils d'un ardent admirateur de Rousseau et d'une mère pieuse ; élevé au milieu d'une génération empreinte encore du scepticisme de Voltaire, Alfred de Musset puisa à ces trois sources des croyances religieuses incertaines et une poésie qui flotte entre un matérialisme audacieux et des retours spiritualistes qui témoignent d'une sorte de nostalgie céleste. De là ses vers de *Rolla* « Cloîtres silencieux », « L'espoir en Dieu », etc.

(Nota. — Cette explication, qui vous fera probablement sourire, trahit bien son origine féminine : elle appartient en effet à une grande dame, à M^{me} la vicomtesse de Janzé qui a écrit une étude intéressante sur Musset et vous regretterez sûrement avec elle comme avec moi que l'heureuse influence de l'éducation maternelle n'ait pas laissé plus de trace dans l'œuvre de son fils.)

Mais il me faut revenir à notre poète et à ses débuts. (2)

Il a 18 ans à peine au moment où il entre en scène ;

(1) Lamartine, Cours de littérature.

(2) Une biographie d'A. de Musset, d'Arvède Barine, précédemment publiée dans la Collection des Grands Ecrivains, m'a été fort utile pour cette étude et j'y ai fait de fréquents emprunts que le talent supérieur du biographe fera aisément reconnaître.

admis immédiatement dans la société de l'Arsenal, il fait également partie du cénacle et rencontre Nodier, Alfred de Vigny, Victor Hugo, les frères Deschamps, etc., etc. Il a lu Hamilton, Saint-Evremond, Shakespeare, Henri Heine, Voltaire, Lord Byron, etc. Ses premières études sont des élégies à la Chénier, des chansons espagnoles qui semblent un écho des Orientales ; la forme dramatique et les petites compositions de Mérimée le tentent un instant ; un Mathurin Régnier qui lui tombe sous la main lui inspire la scène du *Corps de garde* et du *Cabaret de Don Paëz*, et ces diverses influences le suivront pendant quelques années.

L'empreinte qu'il reçoit à ses débuts est donc celle du romantisme ; mais il désavouera plus tard cette école (lettres de Dupuis et Cottonnet). Déjà il cherche une nouvelle voie... ; sa tendance personnelle le portait vers la littérature spirituelle et légère ; la jeunesse s'ennuyait ; le badinage poétique était vacant.... Musset sort enfin de ses hésitations, une heureuse inspiration l'éclaire, il se fait le poète de la jeunesse.

Ses premiers vers datent de 1828 : il publie d'abord les fantaisies intitulées *Don Paëz*, *Madrid*, *Portia*, *Mardoche*, *les Marrons du feu*, *la Ballade à la Lune*, etc. Ce fut toute une révolution ; la France, lasse de trembler, voulait se détendre et Musset touchait du premier coup sur son instrument des cordes de jeunesse, de sensibilité d'esprit, d'ironie du cœur qui se moquait de tout. On cria au scandale, puis ce fut un long éclat de rire et dans la jeunesse surtout un véritable engouement. (1)

(1) Lamartine, Cours de littérature.

Les poésies dont les titres viennent d'être rappelés furent réunies en un volume qui parut en 1830 sous le titre de contes d'Espagne et d'Italie.

Don Paëz est une débauche d'esprit, une licence inspirée par la mode qui était alors toute aux fantaisies espagnoles : l'imprécation, *Amour fléau du monde*, est d'un ton vigoureux et dénote déjà la matérialité de la sensation qui ne se rencontre que trop souvent dans l'œuvre de Musset.

Après les *Marrons du feu* qui dépassent *Don Paëz* en talent et en scandale, vient une petite nouvelle de Bocace, *Portia*, une ballade qui rappelle *Juliette et Roméo*, de Shakespeare, *Lara* de lord Byron ; on y sent la révélation d'un poète de première race, mais aussi le triomphe du paradoxe sur la nature, de l'ironie sur l'amour.

Le volume se termine par quelques chansonnettes espagnoles d'une allure légèrement débraillée ; par la *Ballade à la Lune*, qui est à la fois une grotesque parodie de l'école romantique et un défi jeté à l'école classique qui le prit au sérieux et en garda rancune au poète ; et enfin par *Mardoche* qui n'est qu'une triste fantaisie qui rappelle de loin un chant trivial de Don Juan.

Musset avait encore publié à cette époque quelques poésies dont trois méritent une mention sommaire :

Le Saule : un poème plein d'accents solennels et sublimes.

Les Vœux stériles : une magnifique apostrophe à la Grèce.

Et les *Secrètes pensées de D. Raphaël* : un véritable manifeste littéraire que le cénacle prit pour un désaveu et dont les mordantes satires irritèrent profondément les journalistes.

L'effet de ces publications fut énorme : les classiques jetèrent les hauts cris ; on ne s'était pas encore moqué d'eux avec autant de désinvolture ; les journalistes eux-mêmes répondirent par de vives critiques aux sanglantes ironies des poésies de Raphaël, mais les femmes et la jeunesse se déclarèrent en faveur de Musset.

Devant cette avalanche, le poète demeura silencieux ; il se recueillait, réfléchissait ; et reconnaissant la justesse de certaines de ces critiques, il s'étudiait à en tirer parti dans l'évolution qu'il préparait ; mais cette publication eut une plus grave conséquence dans sa vie, elle amena un refroidissement dans ses relations avec le cénacle : certains passages des contes témoignaient clairement qu'il entendait se séparer de ses anciens maîtres. La publication de son deuxième volume changea ce refroidissement en une rupture complète.

Ce deuxième volume parut en 1832 sous ce titre : « *Un spectacle dans un fauteuil*, ». Il contenait trois œuvres principales : *La Coupe et les lèvres* ; *A quoi rêvent les jeunes filles*, et *Namouna*.

La Coupe et les lèvres est une profession de scepticisme, et, bien que Musset s'en soit défendu, une imitation du *Manfred*, de Byron. Dans cette pièce qui se distingue par une particularité qui étonna alors, (je veux parler de l'introduction dans un langage très moderne du chœur emprunté à la tragédie grecque), l'auteur exprime admirablement, sous la figure de Franck et de Belcomore, la lutte entre un cœur noble et orgueilleux et le génie des sens auxquels il a une fois donné accès (Sainte-Beuve).

A quoi rêvent les jeunes filles est une pièce d'une grâce rafraichissante, une bouffonnerie en vers faciles

où le poète prête le langage le plus exquis à l'amour jeune et ingénu.

Namouna est une imitation trop sensible d'un chant de Don Juan où l'on s'est généralement accordé à reconnaître dans le magnifique épisode de Don Juan, le portrait du poète traduisant son propre rêve.

Cette deuxième publication ne produisit pas à beaucoup près l'effet de la première ; d'une part la critique s'en occupa peu : quelques journaux seulement l'attaquèrent tandis que le plus grand nombre observait un silence dédaigneux ; d'autre part la rupture de Musset avec ses anciens amis du cénacle lui enlevait la sympathie et l'appui de l'école romantique qu'il avait désertée et à laquelle il n'avait pas ménagé ses railleries ; enfin les trois pièces qui composaient son deuxième volume n'étaient guère accessibles au gros public : en sorte que cette publication loin d'ajouter à la gloire du poète le rejeta brusquement dans l'ombre.

Cette éclipse se prolongea durant quelques années et ne disparut que devant l'éclat que produisit l'apparition de *Rolla*.

Ce poème représente aux yeux de Lamartine, l'apogée du talent de Musset ; mais il déplore l'usage qu'il en a fait ; c'est, dit-il, une nuit de l'Arétin, malheureusement écrite par un grand poète ; c'est un conte licencieux et sinistre, indigne de l'admirable poésie dont Musset l'a recouvert ; un mélange de soupirs et de blasphèmes où l'on rencontre des pages magnifiques demeurées dans toutes les mémoires, notamment le début :

Vous rappelez-vous le temps où le ciel sur la terre,
Marchait et respirait dans un peuple de dieux, etc, etc.

L'apostrophe au Christ :

O Christ ! je ne suis pas de ceux que la prière
Dans tes temples muets amène à pas tremblants.

L'apostrophe à Voltaire :

Dors-tu content, Voltaire et ton hideux sourire
Voltige-t-il encore sur tes os décharnés ?

Et le sommeil de la jeune fille, etc., etc.

Il est à remarquer que, dans *la Coupe et les Lèvres* comme dans *Rolla*, Musset développe la même thèse — qui est celle de sa vie — un cœur envahi par la débauche, l'amour qui apparaît au dernier moment et meurt au contact du vice. Le poète était en effet, à cette époque de sa vie, dans un état d'âme où il éprouvait la tristesse du lendemain qui est l'expiation du voluptueux après le plaisir. Il lui restait un progrès à faire : Il était allé, dit Sainte-Beuve, dans l'essort et dans le pressentiment de la passion aussi loin qu'on peut aller sans être touché par elle ; mais à force d'en parler, de s'en donner le désir et le tourment, la passion vint, elle éclaira un instant ce génie si bien fait pour elle, mais elle le ravagea.

C'est en effet à cette époque que Musset rencontre George Sand. Tout le monde connaît les détails de cette liaison célèbre qui a donné lieu à trois publications retentissantes :

Elle et Lui, de Georges Sand.

Lui et Elle, de Paul de Musset.

Et *Lui*, de Louise Collet,

et dont M. de Lescure a pu dire avec raison :

Que la première est une calomnie vis à vis d'un mort ;

La seconde une violence vis à vis d'une femme ;

Et la troisième une coquetterie.

On n'a pas oublié le voyage en Italie, la noyade de Venise, le retour à Paris et la série des brouilles et raccommodements qui nous sont révélés par une correspondance douloureuse.

Je ne vous ferai pas ce récit qui ne rentre pas dans mon cadre et je me bornerai à signaler l'influence que cette liaison a pu exercer sur le génie littéraire de Musset et à en rechercher les effets dans *les Nuits* et dans *la Confession d'un Enfant du Siècle*.

L'amour de Musset pour George Sand fut le grand événement de sa vie ; le vide que la rupture lui fit ressentir fut profond, mais son talent s'y épura et s'anoblit. Il sortit de cette crise transformé et c'est au désespoir qui l'envahit que nous devons les quatre pièces qu'il intitula *Les Nuits*. Ce sont, dit Sainte-Beuve, quatre petits poèmes composés et médités qui marquent la plus haute élévation de son talent lyrique.

Ils parurent dans la *Revue des Deux-Mondes* à des intervalles assez rapprochés, de juin 1835 à octobre 1837. *La Nuit de Mai* respire une lassitude profonde. Aux instances de la muse qui le presse de chanter le printemps, l'amour, le bonheur, répond la douleur plaintive d'un malade accablé par son mal, et il l'exhale dans ces vers sublimes : « Lorsque le Péllican, etc., etc., » qui sont dans la mémoire de tous.

La Nuit de Décembre met en scène le spectre de la solitude. Elle nous enseigne que, pour les plus grands chagrins, nous n'avons d'autre consolateur que nous-même.

Dans la *Nuit d'Août*, le poète répond à la muse qui lui reproche de ne plus chanter, par cet aveu plein de découragement : « J'aime, et pour un baiser « je donne mon génie. »

Enfin la *Nuit d'Octobre* contient le récit d'un amour trompé. La rupture en effet était toute récente, mais la muse l'arrête et le félicite d'avoir enfin pleuré.

Musset voulait écrire une cinquième nuit qu'il avait intitulée la *Nuit de Juin*. Il comptait en bannir la tristesse et ne chanter que la gaieté et l'amour. Elle débutait ainsi :

Muse, quand le blé pousse il faut être joyeux,
Regarde ces coteaux et leur blonde parure,
Quelle douce clarté dans l'immense nature !
Tout ce qui vit ce soir doit se sentir heureux.

Le ton de ce début était plein de promesses ; le poète se sentait inspiré ; il avait devant lui une grande soirée libre, nous tenions un chef-d'œuvre de plus...! quand son ami M. Tattet vint bien malencontreusement le prendre pour une partie — ce fut irréparable ; l'inspiration s'était envolée ; elle ne revint pas et le poème ne fut jamais terminé.

La Confession d'un Enfant du Siècle parut en 1836. Musset nous apprend lui-même dans une lettre qu'il adresse à Liszt, le 20 juin 1836, qu'il y faut chercher, non le tableau exact de sa vie, mais le malaise moral d'une génération névrosée qui se répandait en lamentations par une sorte de mode littéraire. Néanmoins l'opinion a persisté à la considérer comme l'histoire à peine déguisée de sa passion pour George Sand. Je ne vous raconterai pas les amours d'Octave et de M^{me} Pierson, ni l'abandon, qu'après des scènes pénibles, il fait de sa maîtresse en faveur de l'honnête Smith et je me bornerai à apprécier l'ensemble de l'œuvre. Elle est très inégale, et, à travers mille détails simples et enchanteurs, il faut malheureusement y noter des pages regrettables où s'étale le mal orgueilleux d'une curiosité dépravée par les plus

laides réalités ; en sorte que la Confession d'un Enfant du Siècle est en résumé un livre dangereux surtout pour la jeunesse qu'il ne peut qu'égarer à la suite de l'auteur dans la poursuite de jouissances matérielles.

Puis que j'ai abordé, bien que légèrement, l'histoire des liaisons de Musset, je dois dire quelques mots de celle qu'il eut avec Rachel. Il la rencontra à l'Abbaye-aux-Bois dans le salon de Madame Récamier. Elle était alors à l'apogée de sa gloire et recevait les hommages les plus empressés des hôtes illustres de ce salon célèbre. Leurs relations furent d'abord assez tendues, Musset n'aimait pas Racine et les périphrases dont l'art tragique enveloppe la pensée lui étaient particulièrement odieuses. Aussi ne lui ménageait-il pas ses railleries auxquelles la grande tragédienne ripostait de son côté avec l'accent d'une éloquente conviction : de là des querelles fréquentes qui ont fait dire à Rachel « il me fait des scènes et ne me fait pas de rôle. » Elle parvint cependant à le convertir et l'amour scella leur réconciliation ; mais ce fut pour peu de temps. Bien des orages traversèrent leurs rapports, et Musset n'ayant pu terminer deux pièces qu'elle lui avait demandé d'écrire pour elle, ils finirent par se brouiller définitivement.

Notre poète avait fait en outre, par l'intermédiaire de M^{me} Jaubert (celle qu'il appelait « ma marraine » bien qu'elle fut aussi jeune que lui et que ses conseils fussent inspirés par une morale bien indulgente) la connaissance de la Princesse Belgiojoso sur laquelle j'aurai plus tard à revenir à propos des fameux vers intitulés : *Sur une Morte*.

Ce fut aussi sous les auspices de M^{me} Jaubert qu'il offrit ses hommages à M^{me} la comtesse Kalergis née Nesselrode. Russe par son père, Polonaise par sa

mère, douée d'une nature impressionnable et d'une extrême mobilité d'esprit, M^{me} de Kalergis était en outre d'une remarquable beauté et possédait un admirable talent de pianiste formé à l'école de Chopin et de Thalberg. Un ensemble de qualités aussi brillantes devait séduire Musset qui avait écrit les belles stances *A la Malibran*, et avait chaleureusement protégé les débuts de Pauline Garcia.

Après ce petit épisode il me faut reprendre la revue des principales œuvres poétiques d'Alfred de Musset et vous dire quelques mots de *la Lettre à Lamartine* (1836), de *l'Espoir en Dieu* (1838), du *Souvenir* (1841) et des vers *Sur une Morte* (1842).

La Lettre à Lamartine est un magnifique fragment de poésie lyrique qui demeura sans réponse jusqu'en 1849 ; Musset était alors près de la quarantaine et fut blessé du ton de cette réponse qui contenait notamment ces deux vers :

Poétique jouet de molle fantaisie,
Bulle d'air coloré dans une bulle d'eau.

Et il le fit bien sentir dans le Sonnet railleur qu'il plaça en tête de ses poésies nouvelles (1851) où l'on remarque ce vers :

Lamartine vieilli qui me traite en enfant.

Ce malentendu cessa sur la tombe de Musset et plus tard, en 1857, Lamartine a rendu un touchant hommage au poète qu'il avait si longtemps méconnu.

L'Espoir en Dieu est l'écho le plus éloquent, le plus pathétique des aspirations religieuses que lui avait léguées sa mère. C'est dans un de ces moments de souffrances qui ont, à tant de reprises, tourmenté sa vie orageuse, qu'il adresse à Dieu ces paroles suppliantes qui témoignent d'un sentiment religieux et cotoient de près la croyance.

Musset écrivit *Le Souvenir* à la suite d'un pèlerinage vers les lieux témoins de ses jours heureux (Fontainebleau). Ses amis redoutaient l'impression que pouvait produire sur lui le réveil des émotions qu'il devait y retrouver ; ce fut le contraire qui arriva : l'impression fut plutôt douce et consolante, ainsi qu'en témoignent ses deux vers suivants :

Un souvenir heureux est peut-être sur terre
Plus vrai que le bonheur.

Sur une Morte est l'épilogue de sa liaison avec la Princesse Belgiojoso. M^{me} de Janzé rapporte à ce sujet la curieuse anecdote suivante :

Au cours d'une soirée qu'elle donnait, quelqu'un émit l'opinion attribuée à Léonard de Vinci, que le plus beau visage pouvait être tourné en caricature. Malgré l'unanime protestation de l'entourage, Musset dessina rapidement le profil de la Princesse, défiguré, mais horriblement ressemblant. « Eh bien, lui dit-elle, vous pouvez le garder, voilà tout ce que vous « aurez de moi ». Le poète riposta alors par les stances cruelles qui se terminent ainsi :

Elle aurait aimé si l'orgueil
Pareil à la lampe inutile
Qu'on allume près d'un cercueil,
N'eût veillé sur son cœur stérile ;
Elle est morte et n'a pas vécu.
Elle faisait semblant de vivre ;
De ses mains est tombé le livre
Dans lequel elle n'a rien lu.

Cette riposte était sanglante et il convient de dire à sa décharge, que le poète a paru la regretter.

Je ne parlerai de la réponse célèbre de Musset à la chanson de Becker sur le Rhin allemand, que pour rappeler un détail qui s'y rapporte et que relate également M^{me} de Janzé : C'était dans une soirée de

M^{me} de Girardin, Victor Hugo et Musset y assistaient. On vint à parler de la chanson de Becker et de la réponse que Lamartine y avait faite dans des vers admirables. Sur l'observation de la maîtresse de la maison, que l'insolence allemande méritait une autre réponse, Musset saisit un calepin et improvisa les strophes à jamais célèbres qui débutent ainsi :

Nous l'avons eu votre Rhin allemand,
Il a tenu dans notre verre, etc., etc.

J'aurais encore pour compléter cette revue, à vous dire un mot des pièces diverses qui composent l'œuvre poétique de Musset, mais outre qu'elles sont de moindre importance que les précédentes, leur analyse dépasserait les limites dans lesquelles je dois me tenir. Je rappellerai seulement leurs titres : *L'Andalouse*, *Octave*, *à la Malibran*, *Chanson de Fortunio*, *Dupont et Durand*, *Simone*, *Nini Pinson*, *Sur trois marches de marbre rose*, etc., etc. Si vous devez partager le plaisir que j'ai éprouvé à les relire, je ne saurais mieux faire que de vous engager à suivre mon exemple.

C'est également pour mettre promptement un terme à cette étude que je passerai très rapidement en revue le théâtre et l'œuvre en prose de Musset pour arriver plus vite à la conclusion que j'ai annoncée au début de ma lecture.

Musset fit son début au théâtre par une petite pièce intitulée *La Nuit Vénitienne* qu'il donna à l'Odéon le 1^{er} décembre 1830. Ce fut un échec complet : l'auteur piqué au vif jura qu'il n'écrit plus pour le théâtre et tint parole. Dégagé du souci des règles et conventions théâtrales, il put s'abandonner sans contrainte à son rêve poétique et traduire librement et telles qu'il les ressentait les inspirations de son génie. C'est à

cette circonstance heureuse que nous devons un ensemble de productions que Musset ne destinait pas au théâtre et qui devaient plus tard ajouter un nouveau reflet à sa gloire.

La *Revue des Deux-Mondes* accueillit successivement les pièces qui composent cette partie de l'œuvre de Musset :

Dans la première intitulée *Lorenzaccio*, un drame à l'allure Shakespearienne, l'auteur reprend une thèse qu'il a souvent traitée et que sa vie n'a que trop confirmée ; c'est que le vice qui s'est glissé dans le cœur d'un homme qui a trop vu et trop pratiqué la vie y dépose un mal incurable, l'ennui, hôte impitoyable qui le ressaisira toujours quoiqu'il fasse pour y échapper. Le dialogue entre Lorenzo et l'honnête Philippe Strozzy est à cet égard d'une effrayante vérité. .

Le reste du théâtre de Musset a pour sujet presque unique, mais infiniment divers, l'amour : L'amour chez la jeune fille, chez la femme, chez la coquette ; l'amour en un mot d'Alfred de Musset à tous les âges : *Les Caprices de Marianne*, *Fantasio*, *On ne badine pas avec l'amour*, *La Quenouille de Barberine*, *Le Chandelier*, *Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée*, *Le Caprice*, *Il ne faut jurer de rien*, sont des petites compositions qui rappellent librement Shakespeare ; ce sont des œuvres exquises où l'observation fine, le sentiment léger et tendre, l'esprit, la fantaisie se combinent avec un rare bonheur.

La comédie *Le Chandelier* est une réminiscence de la jeunesse du poète. L'aventure de Fortunio lui est arrivée en 1828. Il lui donne sa figure et sa tournure, mais il change le dénouement. Dans la réalité la Jac-

queline de Musset demeure insensible à son langage et à ses reproches.

Le poète a mis une part de lui-même dans *Les Caprices de Marianne* : Octave c'est le Musset cédant à son mauvais *moi* ; Cœtio c'est encore Musset, le Musset des bonnes heures, timide et sensible, reprochant à Octave son immoralité. Cette dualité, du reste, dit Arvède de Barine, était très marquée chez l'auteur, témoin la conversation de l'oncle Van Buck avec son neveu au début de *Il ne faut jurer de rien*.

Fantasio, dit M. Jules Lemaitre, « est un étudiant bohème à qui Musset a prêté son âme ». Avec sa lumineuse sagacité, l'éminent critique a défini, dans les termes les plus heureux, les divers états d'esprit du poète, et il en fait le tableau suivant que je trouve d'autant plus à propos de placer sous vos yeux qu'il vous semblera plus applicable à l'époque présente :
« Fantasio a comme Musset, l'amour de l'amour, et
« après chaque expérience le dégoût invincible, et
« après chaque dégoût, l'invincible besoin de renou-
« veler l'expérience, et dans la satiété toujours reve-
« nue, le désir toujours renaissant. En un mot, la
« grande maladie humaine, l'immortelle illusion re-
« naissant indéfiniment de l'immortelle désespé-
« rance. »

Les pièces composant le théâtre de Musset sommeillèrent longtemps dans les numéros de la *Revue des Deux-Mondes*. Leur publication en volume (1840) ne fit non plus aucun bruit et c'est à une circonstance toute fortuite qu'elles durent d'être portées sur la grande scène de la Comédie Française. M^{me} Allan, alors à Saint-Petersbourg, entendit un jour vanter une petite pièce russe qui se donnait sur un théâtre de la ville. Elle voulut la voir, la trouva de son goût

et en demanda la traduction pour la jouer devant la Cour. Or, c'était la pièce russe qui était une traduction, et une traduction du *Caprice* de Musset. Le *Caprice* eut un tel succès que M^{me} Allan le rapporta « dans son manchon » comme on dit en 1847 et le joua à la Comédie Française. Le succès fut complet, gigantesque, étourdissant, lit-on dans *l'Illustration* du 4 décembre 1847. La trouée était faite, tout le reste y passa : *Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée* (avril 1848), *Il ne faut jurer de rien* (juin 1848), *Le Chandelier* (août), *André del Sarto* (novembre), même *Fantasio* et *Les Nuits* (1).

A la suite de ces représentations, un double mouvement se produisit : quelques critiques, et parmi eux M. Sainte-Beuve, protestèrent contre l'engouement général. L'auteur était un novateur et un réaliste, le caprice d'une époque blasée et libertine ; mais cet arrêt, inspiré par un sentiment de dépit, fut cassé par la foule ; Sainte-Beuve lui-même, dans un suprême hommage rendu au poète quelques jours après sa mort, constata le succès obtenu par ses productions théâtrales ; et l'on peut dire aujourd'hui que le succès du *Caprice* a plus fait pour la réputation de Musset que toutes ses poésies réunies. Il devint populaire et ses vers en profitèrent. L'auteur dramatique monta aux nues et entraîna le poète avec lui.

L'œuvre en prose de Musset comprend encore des Nouvelles, Contes, Mélanges : *Emmeline* (1837), *Les Deux Maîtresses* (1837), *Frédéric et Bernerette* (1838), *Le Fils du Titien* (id.), *Margot* (id.), etc., etc., sont de petits récits sans prétention, qui ont bien de la grâce et de l'esprit et sont écrits d'un style rapide,

(1) (Arvède Barine passim.)

délicat et poétique. Le *Merle blanc* est un petit chef-d'œuvre exquis qui se ressent de l'intimité de l'auteur avec George Sand, « la Merlette blanche » qui déjà fait de l'opposition au gouvernement et prêche l'émancipation des Merlettes.

Les dernières années de la vie de Musset furent particulièrement tristes et affligeantes. Il sentait venir et grandir l'impuissance d'écrire ; ses journées furent un tissu de néants lorsqu'il cessa de les donner au travail. Après 1840 les maladies s'acharnèrent sur lui ; chaque assaut le laissait plus nerveux et plus excessif. La maladie de cœur lui avait donné une agitation fatigante et la mort, qui survint le 2 mai 1857, lui fut vraiment une délivrance.

Il me reste maintenant à conclure, ce que je ferai rapidement.

Ainsi que je le disais au début, nos impressions se modifient avec le temps et il est facile de s'en rendre compte si l'on compare les démonstrations de sensibilité, les emportements de passion qui ont accueilli en 1830 l'apparition de l'œuvre de Musset, avec les sentiments pratiques et méthodiques de l'époque actuelle.

Certes les douleurs de l'année terrible, les préoccupations de chaque jour qu'entretient en nous le souvenir de nos malheurs ont joué un grand rôle dans l'évolution de nos pensées. D'autres causes y ont aussi contribué : notamment au point de vue matériel : la lutte pour la vie de plus en plus aiguë, l'obstruction de toutes les carrières qu'encombre une concurrence de plus en plus effrénée, etc. Au point de vue moral : un besoin brutal et immédiat d'affranchissement de toute règle dont la conséquence fatale est : la perte de tout sentiment de respect, l'abandon

de toute croyance, la haine ou l'envie impatiente de toute supériorité et la poursuite acharnée et sans frein des plus prochaines jouissances.

Tels sont les traits principaux qui caractérisent les tendances actuelles. En face de ce tableau que je crois fidèle, on peut se demander quelle impression produirait de nos jours l'apparition de l'œuvre de Musset ; nous mêmes qui avons partagé l'émotion passionnée de 1830, la ressentirions-nous encore aujourd'hui ? Le souvenir que nous en avons gardé n'évoquerait-il pas le contraste dont j'ai parlé au début ? Et s'il en est ainsi pour nous, qu'en doit-il être pour la jeune génération qui nous a remplacés ? Quel attrait peut avoir pour elle une poésie toute de passion et de sentiment, pour elle qui regarde le sentiment comme une faiblesse et l'amour comme une infirmité ?

Arrêtons-nous un instant sur ce sujet d'un si haut intérêt pour l'avenir et, après avoir établi les causes de notre transformation, recherchons la part qui en revient à Musset ; une curieuse étude serait à faire sur nos poètes de la jeune école, sur Richepin (né à La Fère), sur Rollinat, Maurice Bouchor, Paul Verlaine, etc., etc., et il serait intéressant de constater ce qu'ils ont puisé à cette source.

Cette entreprise est bien tentante et serait le complément naturel de ce travail ; mais elle serait aussi en disproportion avec le cadre que je me suis tracé et exigerait un développement qui fournirait la matière d'une nouvelle étude.

Aujourd'hui, il faut me limiter et ramener mon sujet à l'examen des deux questions suivantes :

Quel est le véritable caractère de la littérature actuelle, produit de l'évolution que nous avons subie ?

Quels effets peut-elle produire sur nos jeunes générations ?

Comment décrire cette littérature contemporaine, sinon comme une suite interminable d'analyses soi-disant physiologiques qui ont la prétention de servir de base scientifique à des dissertations quintessenciées où la description technique de la sensation remplace l'expression vraie du sentiment ; où la contemplation de la matière exclut la recherche de l'idée et qui laisse finalement au lecteur une impression de vide, de lassitude et de découragement ?

Quels effets peut-elle produire ? sinon la destruction progressive de toute notion de droit, de devoir et de morale aboutissant à une lamentable dégénérescence des esprits et des caractères ?

Assurément, le sensualisme n'est pas absent de l'œuvre de Musset ; mais où est aujourd'hui la pointe d'idéal qui chez lui tendait sinon à l'épurer, tout au moins à l'excuser ?

Je me reprocherais de vous laisser sous l'impression de ces perspectives affligeantes. Pour moi qui ai gardé un culte fidèle à la mémoire de notre poète, je ne puis me défendre de l'espoir de le voir revivre. Il est encore trop près de nous et il peut attendre son heure. Remarquez, je vous prie, la rapidité avec laquelle se succèdent les écoles de nos jours : après le Romantisme n'avons nous pas eu le Réalisme qui a vite dégénéré en Naturalisme ? Aujourd'hui on nous parle de Symbolisme ; nous revoyons les Sârs et les Mages ; l'occultisme reparait avec les envoûteurs et M. Gilbert Augustin-Thierry nous reporte dans son livre, *Le Masque*, aux grands mystères de l'Egypte.

Quand cette sarabande aura disparu devant la protestation du bon goût public enfin réveillé, un nou-

veau courant d'idées s'établira et ce sera le bon, je l'espère. Alors Musset aura lui aussi son heure, comme Lamartine a eu la sienne, et la Postérité n'hésitera pas à lui donner un premier rang parmi les grands génies qui ont illustré la langue française.

F. BAILLET.

La Jeunesse de Louis XIV et la Jeunesse de Louis XV

Par ALEXANDRE DUMAS

Notre éminent compatriote et collègue, M. Arsène Houssaye, raconte quelque part, au tome III^e de ses *Confessions*, qu'en l'année 1853 Dumas, « ennuyé de jouer à la proscription parce qu'on le trouvait « trop spirituel pour voir en lui un homme politique », lui arriva un beau matin et lui offrit de lire aux artistes de la Comédie Française, à huit jours de là, deux œuvres dramatiques destinées dans la pensée de leur auteur à faire merveille. Seulement..... les deux pièces n'étaient pas commencées. Le directeur du Théâtre de la rue Richelieu promit cinq mille francs de prime par pièce et Dumas partit en disant : « Je vais travailler ».

En fait, les deux pièces furent reçues par le Comité en cette même année 1853, la première le 30 août et la seconde le 15 octobre. Nous n'avons pas les éléments d'information nécessaires pour contrôler la réalisation des promesses de Dumas en ce qui concerne la confection de *la Jeunesse de Louis XIV* ; mais, à l'égard de la pièce suivante, les notes mêmes de l'auteur insérées en fin de plusieurs actes manuscrits nous donnent lieu de croire à l'étonnante rapi-

dité de son travail. Le merveilleux improvisateur bâ-tissait le plan d'une pièce et l'écrivait bel et bien, bien surtout, sur son papier azuré, en moins de temps assurément qu'il n'en faudrait au copiste le plus exercé pour la transcrire.

Quoi qu'il en soit, huit jours après l'entrevue de nos deux compatriotes, Dumas lisait au directeur et aux sociétaires *La Jeunesse de Louis XIV* qui fut reçue à l'unanimité ; une lettre de M. Camille Doucet à M. Arsène Houssaye prouve en outre que le Ministre d'Etat était très sympathique à l'auteur. Elle était ainsi conçue :

Mon cher Directeur,

Je n'ai pas le temps d'aller vous voir. Voici le projet de traité. Le Ministre approuve. Signez donc avec Dumas ; c'est une bonne fortune pour tout le monde.

Il y aura vingt mille francs sur la réserve de 1853.

Mille amitiés.

CAMILLE DOUCET.

Mais bientôt des influences hostiles s'exercèrent auprès du Ministre d'Etat, la censure s'en mêla et finalement la représentation de ces deux œuvres fut formellement interdite.

La lettre suivante adressée à S. M. l'Impératrice Eugénie par l'entremise de M. Damas-Hinard, secrétaire de ses commandements, est doublement intéressante et parce qu'elle donne une idée des singulières allusions qu'avaient découvertes les censeurs et parce qu'elle nous révèle une fois de plus les aptitudes diplomatiques et l'éclectisme politique de son auteur :

A Sa Majesté l'Impératrice.

Madame,

On m'assure qu'une comédie que je viens d'achever pour le Théâtre Français, qui a pour titre *la Jeunesse de*

Louis XIV et pour sujet les amours du grand Roi avec la belle Marie de Mancini, a éveillé de hautes susceptibilités.

On m'assure, en outre, que l'on dit que mon intention en écrivant cette œuvre a été blessante pour Votre Majesté.

S'il y avait dans mon esprit l'ombre d'une pareille intention, je me regarderais comme indigne de jamais tenir une plume.

Le respect et l'admiration que j'avais depuis mon voyage en Espagne pour la Comtesse de Téba étaient si grands et si sincères que la position à laquelle l'a conduite la Providence n'a rien pu, si élevée qu'elle soit, ajouter à ces sentiments

J'ai l'honneur d'être avec respect, de Votre Majesté, le très humble et très obéissant serviteur.

(Signé) : ALEX. DUMAS.

8 octobre (1853).

P.-S. — Je ne demande pas que la pièce soit jouée, je demande que Votre Majesté soit bien convaincue, que je suis incapable d'une mauvaise action.

En somme, les deux pièces en question eurent le même sort au Théâtre Français et n'y ont même jamais été représentées depuis.

Dumas, furieux, remporta ses manuscrits et reprit le chemin de l'exil, exil volontaire, d'ailleurs, auquel ses embarras pécuniaires n'étaient pas absolument étrangers.

Quel a été ensuite le destin de cette jeunesse de deux rois de France, mise en scène par l'esprit imaginaire d'un romancier hors de pair ? C'est ce que nous allons examiner brièvement.

§ 1^{er}. — La Jeunesse de Louis XIV.

La Jeunesse de Louis XIV passa la frontière avec son père spirituel, et jamais épithète ne fut mieux

appliquée. En janvier 1854, elle était représentée à Bruxelles au Théâtre du Vaudeville, moins de six mois après sa réception par le Comité de la rue Richelieu. La Comédie Française, d'ailleurs, n'était pas brouillée avec Dumas puisqu'elle jouait en même temps *Romulus*, un acte charmant du même auteur.

Le Vaudeville réussit à remplir sa salle pendant soixante soirées consécutives avec cette histoire des débuts d'un règne auquel la nation belge était devenue complètement étrangère.

Il n'est pas nécessaire de revenir sur la donnée de cette grande comédie qui se passe à Vincennes du 25 au 26 septembre 1658 et qui met en scène Louis XIV, Monsieur, frère du Roi (le Duc d'Anjou), Charles Stuart, Mazarin, Molière, Anne d'Autriche, Henriette d'Angleterre, Marie de Mancini, sans compter nombre de personnages épisodiques. Il y a là toutefois un dénouement véritablement dramatique et tout-à-fait digne et de l'auteur et du sujet. Louis XIV aime Marie de Mancini, nièce de Mazarin et demande sa main au Cardinal. En même temps il lui confie que le Roi d'Espagne, Philippe IV, lui offre la paix et la main de l'infante Marie-Thérèse, sa fille, et il lui demande conseil. Et Mazarin de se précipiter aux pieds du Roi en l'engageant à épouser l'Infante. Ce sacrifice de l'éminent homme d'État à la gloire de son maître et à l'honneur de son pays, produit une émotion irrésistible. Le 22 juin 1659, Marie Mancini obéissait à son oncle et quittait la Cour de France. Quelques mois après, la paix des Pyrénées et le mariage de Louis XIV avec la fille de Philippe IV terminaient, ou tout au moins interrompaient, le roman du Roi de France, épisode compa-

nable si l'on veut à l'histoire de Titus et de Bérénice se séparant, dit Suétone, l'un malgré l'autre.

Les Parisiens furent en retard de vingt ans sur les Bruxellois pour connaître, autrement que par la lecture, la pièce du grand dramaturge français. Et encore leur est-elle arrivée, sur la scène de l'Odéon, corrigée et remaniée par les soins pieux du digne fils d'un tel père. On sait le succès qu'obtint cette reprise, entourée d'ailleurs d'une mise en scène véritablement royale.

La Jeunesse de Louis XIV figure dans le Théâtre complet d'Alexandre Dumas, mais voici un détail bibliographique que nous révèle la correspondance de notre compatriote et qui ne manque pas d'un certain piquant.

Le 22 octobre 1853, Dumas, écrivant à MM. Jacquot et Bourdilliat, directeurs de la Librairie Nouvelle, qui passa plus tard à la maison Michel Lévy, et convenant avec eux de quatre mille francs comme prix de chacun des deux ouvrages dont nous nous occupons, faisait cette déclaration solennelle : « *Louis XIV ne sera point imprimé en Belgique ni ailleurs s'il n'est point imprimé à Paris.* »

Dumas eut cette fois la mémoire courte ; dès 1854, c'est-à-dire l'année suivante, *La Jeunesse de Louis XIV* était imprimée à Bruxelles, chez A. Labroue et C^{ie} et paraissait également à Bruxelles, chez Kiessling, Schnée et C^{ie}. Ce même ouvrage, avec des variantes, ne fut imprimé et édité à Paris qu'en 1856, et la Librairie Théâtrale remplaça naturellement pour cette publication la Librairie Nouvelle dont Dumas s'était apparemment dégagé.

Pauvre Dumas, trois ans après sa mort, le mérite de l'invention de *La Jeunesse de Louis XIV* lui était

contesté par le beau-frère d'un écrivain, du nom d'Ernest Charrière, dont une pièce en vers, communiquée à Dumas, aurait inspiré à ce dernier son œuvre dramatique. Heureusement le fils était là qui veillait à la gloire paternelle et qui, dans un chapitre « *Sur la Collaboration* », inséré dans la 3^e série de ses *Entr'actes*, a répondu victorieusement à cette prétention.

Dumas I^{er} avait d'ailleurs à son service une fécondité prodigieuse et les emprunts qu'il a pu faire sont largement compensés par les prêts dont nombre d'écrivains lui sont redevables. Cette fécondité s'affirme une fois de plus dans un manuscrit autographe du 3^{me} acte de la pièce en question. Il s'y trouvait une scène entre Mazarin et Charles II dont la longueur pouvait nuire, sinon à l'intérêt, du moins à la rapidité de l'action. Dumas raya sans regret cette scène qui n'a pas été imprimée (1).

Voici ces pages qui doivent, si nous ne nous trompons, être absolument inédites. Il va sans dire que nous supprimons le parler napolitain du Cardinal.

(Dans l'appartement de Mazarin ; au fond, la chambre du Tableau de Delaroche).

Scène 5^e du Manuscrit (3^e acte).

CHARLES II.

Eh ! Monsieur, on a plus de peine à pénétrer jusqu'à vous qu'on n'en avait à arriver près du Roi Charles I^{er}, mon père, quand il était Roi de la Grande-Bretagne et dans son palais de Windsor. Enfin m'y voici.

(1) Nous devons ce manuscrit à la libéralité toute amicale de M. le Vicomte de Spoelberch de Lovenjoul, qui l'avait acquis à la vente de M. A. Scheler, ancien bibliothécaire de M^{sr} le Comte de Flandre.

MAZARIN.

J'espère que Votre Majesté excusera.

CHARLES.

Oui, je comprends. Vous êtes étonné de me voir, vous ne m'attendiez pas.

MAZARIN.

Je ne vous attendais pas, Sire, c'est vrai ; mais je ne suis pas étonné de vous voir. Car je savais non seulement que Votre Majesté était en France, mais encore qu'elle était à Vincennes, et la preuve.

CHARLES.

Eh bien ! la preuve, Monsieur.

MAZARIN.

C'est que je venais de donner l'ordre à Guitaut d'aller trouver Votre Majesté au *Paon Couronné*.

CHARLES.

Pour m'arrêter ?

MAZARIN.

Pour prier bien humblement Votre Majesté de retourner en Hollande.

CHARLES.

Et si j'eusse refusé ?

MAZARIN.

Votre Majesté n'eût point refusé.

CHARLES.

Et pourquoi cela ?

MAZARIN.

Parce qu'elle eût réfléchi !

CHARLES.

Vous vous trompez ; plus j'eusse réfléchi, plus j'eusse refusé. Tenez, Monsieur le Cardinal, je suis las, je vous l'avoue, de ma mauvaise fortune, et je veux la pousser à bout pour voir jusqu'où elle pourra aller. Je suis en France, à Vincennes, à deux pas de mon cousin Louis. Eh bien ! je ne quitterai pas la France. Libre à vous de me faire enlever de force et de me livrer à M. Richard Cromwell pour qu'il fasse de moi — ce que son père a fait de mon père.

MAZARIN.

Je ne vous livrerai point à vos ennemis, Sire, et ne vous ferai point enlever de force.

CHARLES.

Que ferez-vous donc, Monsieur ?

MAZARIN.

Je convaincrai Votre Majesté qu'elle doit quitter la France et elle la quittera.

CHARLES, s'asseyant.

Essayez, Monsieur.

MAZARIN.

Écoutez, Sire. Je n'eusse point cherché à voir Votre Majesté, car Votre Majesté doit avoir des préjugés contre moi.

CHARLES.

Ah ! Monsieur ! vous appelez cela des préjugés.

MAZARIN.

Mais puisque le hasard ou plutôt la providence me met en face de Votre Majesté, je ne suis pas fâché de lui dire qui je suis, ce que j'ai fait, et même quelques mots de ce que je compte faire.

CHARLES, *raillant*.

Dites, Monsieur, je vous écoute. Je serai difficile à convertir. Je vous en préviens.

MAZARIN.

Sire, sans être un bien grand théologien, j'en ai converti de plus endurcis que vous.

CHARLES.

Vous avez promis de commencer par me dire qui vous étiez. Je suis prêt à vous entendre à cette condition cependant que vous remonterez à vos commencements.

MAZARIN.

Très volontiers, Sire. D'ailleurs j'irai vite. On a dit que j'étais le fils d'un pêcheur, on a menti. J'ai dit que j'étais le fils d'un comte, je mentais aussi. Je suis né à Piscina dans l'Abruzze, d'une bonne maison de bourgeois, ni pauvres, ni riches. J'ai étudié à Rome sous les Jésuites, à Alcalá sous les Jésuites, à Salamanque sous

les Jésuites ; ce sont de bons mattres en politique, Sire — Si jamais vous êtes Roi et que vous ayez des enfants, mettez-les à leur école.

En 1622, j'avais 20 ans. En mémoire de la canonisation de son fondateur, la Société de Jésus joua une tragédie. J'y représentais aux applaudissements de tous le rôle d'Ignace de Loyola.

CHARLES.

C'était d'un bon augure pour un homme qui se destinait à la diplomatie.

MAZARIN.

Aussi il n'a pas menti et c'est depuis ce temps que je crois aux augures, Majesté. Nommé Internonce par la protection du Cardinal Ginelli, je fus présenté à Lyon au Roi Louis XIII, j'y causai deux heures avec le Cardinal de Richelieu, et après ces deux heures de conversation, il me fit, en me quittant, l'honneur de dire au Roi Louis XIII : « Sire, je viens de causer avec le plus grand homme d'État que j'aie jamais rencontré. »

CHARLES.

C'est votre opinion, Monsieur Mazarin.

MAZARIN.

C'était celle de M. le Cardinal de Richelieu, et j'ai toujours eu un très grand respect pour les opinions du Cardinal de Richelieu.

CHARLES.

Alors votre avis, Monsieur, est donc qu'il faut s'adresser à vous-même quand on veut avoir une opinion exacte de vous.

MAZARIN

Oui, Sire, tous les autres, en parlant de moi, ils mentiront. Moi, seul je vous dirai la vérité. Ainsi, par exemple, on vous racontera que je suis poltron, cela n'est pas vrai, je suis brave, quand j'ai intérêt à l'être. Être brave inutilement, c'est être téméraire. A Casale, par exemple, eh bien ! j'ai passé à travers les balles espagnoles et françaises pour faire mettre bas les armes aux deux armées, là où elles étaient si nombreuses et faisaient une si jolie musique que personne n'osait y passer. Si bien

que M. le Maréchal de Schomberg — vous pouvez le lui demander, Sire, il vit toujours — qui se connaissait aussi bien en courage que M. de Richelieu en politique, a dit au Roi, en me mettant la main sur l'épaule : « Voilà le » plus brave soldat de l'armée. » Si bien que je fus fait Cardinal pour ma bravoure. On vous dira que je suis avare. Cela n'est point vrai. Je suis économe, j'amasse de l'argent, parce qu'en politique — vous saurez cela un jour, mon cher Sire, — car un jour vous serez Roi — parce qu'en politique — eh, mon Dieu ! on ne fait rien sans argent. Ainsi moi, par exemple, j'ai à peu près 40 millions, Sire ! 40 millions que j'ai amassés denier à denier, sou à sou, écu à écu ; j'ai mis 20 ans à amasser ces 40 millions. Qu'ils soient nécessaires demain, pas même nécessaires, utiles, utiles à la dignité du Roi ou à la grandeur de la France et je jetterai ces 40 millions par les fenêtres de Saint-Cloud, de Vincennes ou du Louvre, quitte à recommencer le lendemain mon œuvre comme la fourmi que l'on croit aussi avare et qui n'est que prévoyante.

On dit que je ne sais point parler, que je ne suis qu'un Pantalon italien ; on appelle ce que je fais des *Mazarinades*, on se moque de moi, on me chausonne, on raille mon accent napolitain, on prétend que lorsque j'ordonne, je dis : « *Je veux*. » Oui, mais quand j'ai dit « *Je veux* » l'Europe, elle dit : « Il veut ! » et l'Europe, mon cher Roi, vous le savez mieux que personne, quand j'ai dit « *Je veux* », elle obéit.

CHARLES.

Alors, Monsieur, pourquoi n'avez-vous pas dit : « *Je le veux* » pour faire descendre mon père de l'échafaud ? Pourquoi n'avez-vous pas dit : « *Je le veux* » pour me faire monter sur le trône ?

MAZARIN.

Eh ! mon cher Roi, parce que j'ai justement l'adresse de ne dire « *Je veux* » que quand *je peux*. Pouvais-je quelque chose du temps de M. Cromwell le père ; quand nous étions chassés, le Roi, la Reine et moi, de Paris par les Parisiens, poursuivis sur les grands chemins par

les Frondeurs. Non ; aussi au lieu de me brouiller comme un sot avec M. Cromwell le père, j'ai fait alliance avec lui. Nous n'avions pas une obole et il nous a prêté 3 millions. Nous étions sans armée et il nous a envoyé 6,000 hommes. Vous le jugez avec des préventions, vous, M. Cromwell le père. Je comprends cela, mais il avait du bon.

CHARLES.

Soit, Monsieur, j'avoue qu'à cette époque vous n'étiez point en mesure de vous opposer à ce qui se passait en Angleterre. Mais aujourd'hui, comme vous le dites, la paix est rétablie, vous êtes riche, vous avez une armée, vous n'avez, vous l'avouez vous-même, qu'à dire « Je veux ». Eh bien, dites ce que vous me disiez là tout-à-l'heure : M. Cromwell père est un ambitieux, un usurpateur, un meurtrier, mais un homme de génie ! un grand politique, un habile capitaine. Il a frappé la royauté à la tête, la noblesse et la religion au cœur. Peut-être en faisant cela a-t-il fait le peuple, plus grand, plus réfléchi, meilleur. Mais aujourd'hui M. Cromwell père est mort, M. Cromwell fils est un niais, un sot, un lâche, qui ne peut en rien continuer l'œuvre de son père. *Je veux* que la légitimité soit rétablie ; *Je veux* que la Parlement soit aboli ; *Je veux* que le Roi Charles II remonte sur le trône et le Roi Charles II sera Roi d'Angleterre.

MAZARIN.

Sire, il y a 30 ans que je fais de la politique, d'abord avec le Cardinal Ginetti, ensuite avec le Cardinal de Richelieu, ensuite tout seul. Cette politique, elle n'a pas toujours été très honnête, mais il faut l'avouer, elle n'a jamais été malhabile. Or, ce que vous me proposez là, Sire, tout naturel à votre point de vue à vous qui êtes l'héritier légitime du Roi d'Angleterre — est malhabile et malhonnête à mon point de vue à moi qui suis le Ministre du Roi de France. Nous avons, le Roi et moi, un traité avec M. Cromwell père, c'est-à-dire avec l'Angleterre, puisque, quand nous avons signé le traité, M. Cromwell c'était l'Angleterre.

CHARLES.

Mais M. Cromwell est mort.

MAZARIN.

Justement, M. Cromwell, il est mort, mais l'Angleterre, elle est vivante, et M. Richard Cromwell, il a hérité de l'Angleterre. Or le traité de M. Cromwell père avec la France, il fait partie de l'héritage. Nous sommes donc les alliés de l'Angleterre et non du Roi Charles II, Sire. C'est malhonnête, je le sais bien, au point de vue de la famille, d'avoir, le Roi et moi, signé un traité avec un homme qui a fait trancher la tête de notre oncle, et d'avoir contracté une alliance avec un Parlement qu'on appelle là-bas le Parlement Croupion ; mais ce n'est point malhabile au point de vue de la politique puisque ce traité nous a donné de l'argent et cette alliance des hommes quand nous n'avions ni trésor, ni armée. Maintenant vous avez eu patience dix ans, mon cher Roi, patience dans l'exil, patience dans la misère. Vous avez dignement supporté la misère, bravement soutenu l'exil. Oh ! je ne vous ai pas un instant perdu de vue ; soyez tranquille. Depuis votre couronnement à Stone jusqu'à votre débarquement en Normandie, je vous ai vu combattant en Roi à Worcester, je vous ai vu caché dans les branches du chêne de Strafford, je vous ai vu menant en croupe, sur un mauvais cheval, la fille de votre hôte. Ayez donc patience, Sire, je vous le répète, car les plus mauvais jours sont passés. Si Monsieur Richard Cromwell est un niais, un sot et un lâché comme vous le dites, et comme je le crois, soyez tranquille, le peuple anglais qui est un grand peuple, il sera bientôt las de lui, et alors, quand le peuple anglais sera las de M. Richard Cromwell comme vous en êtes las, Sire, comme j'en suis las aussi, moi, la chose ira toute seule et l'argent de la France, l'armée du Roi, ils ne vous feront pas plus défaut que M. de Mazarin. Et ce n'est pas vous alors qui aurez besoin de lui dire : En avant ! C'est lui qui vous poussera. Ce n'est pas le Roi Charles II qui viendra lui dire : Je vous prie, c'est lui, c'est lui, qui étendra la main pardessus le détroit et qui, ainsi qu'il a déjà dit à l'Autriche et à l'Espagne, dira à l'Angleterre : *Je veux !*

CHARLES.

Mais en attendant que faut-il que je fasse et quel conseil me donnez-vous, Monsieur ?

MAZARIN.

Allons donc, mon cher Roi, vous y êtes venu, et vous voilà où je vous voulais. Ce qu'il faut que vous fassiez, je vais vous le dire, ne vous occupez pas de l'Angleterre. L'Angleterre, elle va toute seule. Elle agirait d'après mes ordres qu'elle n'agirait pas mieux à votre profit. Je dirigerais sa politique, qu'elle ne pourrait pas être mieux dirigée à votre bénéfice. Retournez en Hollande. La Hollande vous protège, elle en a le droit ; la Hollande, elle n'a pas de traité avec l'Angleterre. Et de la Hollande, d'Amsterdam, d'Utrecht ou de Rotterdam, ne perdez pas de vue ce qui se passe en Écosse.

CHARLES.

En Écosse !

MAZARIN prenant le bras de CHARLES,

Oui, mon cher Roi. Écoutez ; il y a en ce moment-ci en Écosse, un homme, — un homme qu'on appelle Monk. Il commande une armée. Il a de l'argent et il a la force de se tenir tranquille et d'attendre, tandis que vous qui n'avez ni une obole dans votre bourse, ni une compagnie sous vos ordres, vous voulez agir. Cet homme, Sire, ayez de votre côté les yeux sur lui, comme je les ai du mien. Car cet homme qui ne bouge pas, qui ne se fatigue pas, qui ne s'use pas, cet homme qui reste impénétrable, porte votre avenir et peut-être celui du monde dans un pli de son manteau. Ce brave marchand de bière, qu'on appelait M. Cromwell, c'était une espèce d'illuminé ; il avait des moments d'exaltation, d'épanouissement, de gonflement pendant lesquels il se fendait comme un tonneau trop plein.

Par ses fentes alors s'échappaient toujours quelques gouttes de sa pensée et par l'échantillon je connaissais la pensée tout entière. Dix fois par ces fentes j'ai lu dans le cœur de M. Cromwell, mais M. Monk ! Ah ! Sire, c'est lui qui m'a fait depuis un an la moitié des cheveux gris que j'ai. M. Monk, ce n'est pas un illuminé, lui, c'est un politique, il ne se fend pas, il se resserre. Il possède deux choses contre lesquelles l'ardeur et l'esprit s'émoussent : la profondeur et la ténacité. Sire, j'ai eu de l'ardeur quand j'étais jeune, j'ai eu de l'esprit toujours. Je puis

m'en vanter, on me le reproche. J'ai fait un beau chemin avec ces deux qualités, puisque de fils d'un petit bourgeois de Piscina, je suis devenu Ministre du Roi de France. Eh bien, Sire, si sur ma route, au lieu de rencontrer M. de Beaufort, M. de Condé, ou M. de Retz, j'eusse rencontré M. Monk, Sire, j'étais perdu. Depuis que ce diable d'homme, il est au pouvoir là-bas et surtout depuis que M. Cromwell père est mort, je suis comme ces damnés de Dante, à qui Satan a tordu le col, qui marchent en avant et qui regardent en arrière. Je marche du côté de Madrid, et je ne perds de vue ni Édimbourg, ni Londres. Sire ! Sire ! Croyez-moi, nous ne sommes pas trop de deux pour regarder du même côté, et vous aurez l'Écosse, et vous aurez l'Angleterre, et vous m'aurez. Ou plutôt, mon cher Roi, c'est moi qui serai heureux de vous avoir. Ah ! Tenez, Sire, rien que de penser à cet homme, l'eau m'en coule (*il s'essuie le front*).

CHARLES, regardant MAZARIN avec admiration.

Vous aviez raison, M. de Mazarin, en disant que je réfléchirais.

MAZARIN.

Eh bien ?

CHARLES.

Eh bien ! J'ai réfléchi et je retourne en Hollande.

Et Charles II le fait comme il l'a dit. Mazarin a réussi à le persuader.

Il nous a semblé que cette longue scène qui est en même temps une leçon de diplomatie et d'histoire, méritait bien d'être détachée du manuscrit et reproduite puisqu'elle n'a jamais été imprimée jusqu'ici.

§ 2°. — La Jeunesse de Louis XV.

Nous avons la bonne fortune de posséder comme l'ayant acquis à la vente Moreau-Chaslou, faite par M^e Tual, commissaire-priseur à Paris, assisté de M. Jules Martin, expert, à la date du 11 avril 1892,

le manuscrit original de la pièce *La Jeunesse de Louis XV*, en cinq actes.

Ce manuscrit porte cette mention de la main de M. Alexandre Dumas fils : « J'ai offert avec grand plaisir à Moreau-Chaslon ce manuscrit de mon père, comme un souvenir affectueux et durable » de nos bonnes relations.

« (Signé) : A. DUMAS.

« 15 octobre 1877. »

Un rapport de la Censure impériale (1) en date du 9 novembre 1853, nous donne les motifs de l'interdiction de *La Jeunesse de Louis XV* :

Louis XV a 23 ans, son amour pour la reine s'est peu à peu refroidi. Cette princesse..... a fait mettre un verrou à sa chambre à coucher..... Toute la cour se ligue pour donner au roi une maîtresse, etc., etc... .

.... Sans attaquer le fond même de la pièce, nous signalerons comme nous paraissant sortir de toutes les convenances du théâtre :

..... Le cyrisme de complaisance conjugale de l'intendant des finances Deveau.

Le nom du Cardinal de Fleury mêlé à une intrigue indigne de son caractère.

Et tout ce qui, dans le cours de la pièce, donne une couleur trop vive aux désordres de la cour et à cette coalition contre la sagesse du roi.

Ces graves inconvénients ne nous permettent pas, dans l'état actuel de l'ouvrage, d'en proposer l'autorisation.

Nous avons lu à notre tour le manuscrit de cette pièce, et nous comprenons que, reçue sous bénéfice d'inventaire au Théâtre Français, elle ait été repoussée par la censure. Les détails y sont, en effet, risqués, et l'on sent d'autre part la rapidité d'exécution de

(1) V. XXX. *La Censure sous Napoléon III*; pp. 45 et 46; Paris, Albert Savine, 1892.

l'auteur, si merveilleuse que fût sa faculté d'improviser.

La date n'est pas indiquée sur le manuscrit ; mais Dumas mentionne que commencé à 7 heures du soir, le premier acte a été fini le 12 à 2 heures 1/2 ; le troisième acte se termine le vendredi à 6 heures 1/2 du soir ; le quatrième, commencé le samedi à minuit, dure jusqu'à 9 heures du matin ; et le cinquième, commencé à 10 heures du matin, est clos le même samedi à midi moins un quart. Le temps seulement de l'écrire, et la pièce est entièrement achevée.

En Belgique, où *La Jeunesse de Louis XIV* allait être représentée pour la première fois, *la Jeunesse de Louis XV* fit d'autant plus parler d'elle, qu'on ne la connaissait que par ouï-dire. *L'Observateur* de Bruxelles publia même le 16 décembre 1853 des lettres d'un M. Millener, qui insinuait que le directeur du Vaudeville belge aurait communiqué à Alexandre Dumas père un manuscrit intitulé *Une Bague* et ayant trait à Louis XV et à sa cour. Le directeur en question, M. A. Mayer, dans une lettre adressée le 18 décembre à notre illustre compatriote et insérée dans le *Mousquetaire* du 22, se défendit de la belle manière, et mit M. Millener au pied du mur, en l'invitant à envoyer sa pièce à M. Arsène Houssaye qui, connaissant *la Jeunesse de Louis XV* comme directeur de la Comédie Française, pouvait juger en dernier ressort de la connexité des deux ouvrages dramatiques.

Nous avons dit que *la Jeunesse de Louis XV* n'avait pas affronté directement les feux de la rampe. On la retrouve concentrée en trois actes et allégée des personnages épisodiques des bohémiennes Djind et

Topaze, sur la scène parisienne du Gymnase où elle fut représentée pour la première fois le 15 décembre 1856 sous ce titre nouveau : *Le Verrou de la Reine*.

Le rapport favorable de la Censure remontait cependant au 8 décembre 1853 ; cette date prouve que Dumas avait en quelques jours remanié et réduit la pièce originale, mais nous ne savons pourquoi la représentation de l'œuvre nouvelle fut retardée pendant trois années entières.

Nous avons eu la curiosité de rechercher l'appréciation d'un illustre critique sur le *Verrou de la Reine* et voici ce qu'écrivait Théophile Gautier dans le feuilleton du *Moniteur universel* à la date du 22 décembre 1856 :

Nous trouvons que le public n'a pas écouté la pièce, faible d'ailleurs et mal venue, avec la déférence due à un grand talent qui s'égare, et se retrouvera sans nul doute demain.

Louis XV s'ennuie, mais sa mélancolie est d'un genre différent de celle de Louis XIII, son royal aïeul ; la jeune et charmante reine, Marie Leczinska, d'après les conseils du vieux cardinal Fleury, qui craint un rapprochement entre le roi et la reine, pousse chaque soir de son joli doigt rose le verrou doré de sa chambre à coucher. Un prince du goût de Louis XV se lasse bien vite de voir la figure de bois d'une porte au lieu de la figure d'une jolie femme qui est la sienne, — circonstance aggravante en ce temps de galanterie.

Aussi Louis XV, le Bien-Aimé, commence-t-il à regarder d'un œil fort tendre M^{lle} Diane de Ruffé, fille de haute naissance et délicieusement belle — un morceau de roi, comme on disait alors. Le duc de Richelieu, avec son expérience de séducteur émérite, voit poindre cette passion ; il souffle sur cette flamme naissante, il l'avive, espérant voir sa faveur grandir si le roi prend une maîtresse de sa main. Ces sortes d'intrigues, qu'on qualifierait aujourd'hui fort brutalement, ne semblaient pas déshonorantes aux courtisans de ce siècle, où le roi était

regardé comme un dieu, ou comme un demi-dieu tout au moins; et d'ailleurs la conscience de Richelieu n'était pas des plus scrupuleuses. Richelieu s'arrange si bien que Diane passe bientôt pour être plus avant qu'elle ne l'est en effet dans les bonnes grâces du Roi, et que déjà tout Versailles se tourne vers cette aurore de faveur.

La Reine se sent mordre au cœur par la jalousie et ne veut pas que la jeune fille lui soit présentée; — celle-ci, avertie du danger qu'elle court par son fiancé M. d'Apremont, lieutenant aux gardes, qui a fait au roi une scène violente, se jette aux pieds de la Reine en protestant de son innocence. Marie Leczinska n'y veut pas croire; alors Diane la cache derrière un rideau.

Louis XV entre, et, avec une timidité qu'il perdit bien depuis, fait en tremblant l'aveu de son amour à la jeune fille en se plaignant d'être repoussé par la reine.

Vous pensez bien que le verrou fut enlevé dès le soir même.

C'était là un sujet scabreux, et qui donnait prise aux susceptibilités, exagérées d'ailleurs, du public, moins difficile en d'autres occasions.

La pièce, jouée pourtant comme joue la troupe du Gymnase, par Dupuis, Armand, M^{mes} Rose Chéri et Delphine Marquet, est arrivée non sans peine au dénouement, et n'a pas trouvé grâce devant ses juges, un peu sévères peut-être.

Ainsi l'œuvre de Dumas ne gagna même pas à avoir été revue, corrigée et considérablement modifiée, et nous croyions bien n'avoir jamais l'occasion de nous occuper de la *Jeunesse de Louis XV*, quand la vente des autographes de M. Moreau-Chaslon vint nous mettre en mains le manuscrit de cette pièce. Il s'y trouve de précieuses indications sur le mode de travail auquel l'un de nos plus grands dramaturges de ce siècle avait fréquemment recours et ce n'est pas le moindre prix que nous ayons attaché à la possession de ce manuscrit.

CHARLES GLINEL.

COMPTE-RENDU

DES OUVRAGES D'ARCHÉOLOGIE RUSSE

Envoyés à la Société académique de Laon.

Je vous ai promis une notice qui fut comme une sorte d'inventaire très sommaire des Rapports de la Commission impériale archéologique de Russie de 1882 à 1893.

C'est dire que je n'ai pas eu la prétention d'entrer dans les détails et, pour ainsi parler, dans le cœur de ces mines de science depuis longtemps explorées par les Russes, mais jusqu'à présent si peu connues au moins de nos Instituts provinciaux. Mon but ne consiste qu'à essayer de dépeindre, dans une vue d'ensemble, l'activité énergique des archéologues russes et l'importance originale de leurs découvertes.

A ceux qui, Messieurs, parmi vous, sont plus spécialement antiquaires, artistes, numismates, il appartiendra de faire ressortir scientifiquement cette originalité même, et d'établir les corrélations existantes entre les trouvailles de Russie et les trouvailles de notre pays. Comme les savants étrangers eux-mêmes, mais non point, peut-être, sans des divergences d'aperçus, nos collègues en déduiront des conséquences curieuses sur les migrations, les mœurs et les coutumes des peuples.

Le vaste et puissant empire russe embrasse tant de contrées diverses que leur étude nécessite les connaissances les plus variées. Vous verrez que la Commission impériale n'est pas au-dessous de la tâche immense qui lui a été confiée.

Elle va de province en province. Elle fouille consciencieusement et d'après les règles d'une investiga-

tion méthodique. Elle expose dans un langage lumineux, savant et choisi la description des objets découverts. Malheureusement pour nous ses rapports ne sont écrits en français que jusqu'en 1889. A partir de cette année-là, pour des raisons paraissant avoir leur base dans des difficultés de traduction et de définitions, tous les comptes-rendus sont publiés en langue russe, avec des résumés il est vrai, mais trop succincts, en français.

Nous savons déjà heureusement que si c'est là une entrave, à peu près générale, pour les membres de notre Société, elle sera brisée, au profit de nous tous, par l'un au moins de nos collègues vis-à-vis duquel aucune langue, même celle de la Russie, ne peut avoir de secret.

C'est un véritable voyage que nous allons faire ensemble, Messieurs, en pays inconnu à peu près aussi pour nous tous.

En 1882, nous sommes avec la Commission russe, en Tauride, dans la Crimée, aux environs de Kertch. M. Kondakoff, son délégué, continue des recherches déjà entreprises. Il note, avec regret, que les travaux de la Commission sont contrariés par des fouilles clandestines. Presque partout, du reste, quand on découvre des tombeaux, on constate qu'ils ont été violés.

Au village de Baksy et dans les environs, notamment sur les déclivités du mont dit « Pain de sucre et Long-Rocher », on trouve, en un seul tumulus, une série de sépultures excavées dans le roc et semblables à des catacombes ; des dalles taillées ; des monnaies du Bosphore cimmérien ; un sarcophage renfermant des objets d'une civilisation grossière et d'une civilisation artistique ce qui fait supposer deux inhumations distinctes (pages 1 à XVIII).

M. Véribranoff, directeur du musée de Kertch, fait procéder, en même temps, à des fouilles dans la presque île de Taman, pour explorer le tertre de Malaia-Bliznitsa. On y découvre des tombeaux d'enfants ; un grand bûcher ; un grand tombeau et des objets énumérés à la page 20, d'une extrême variété. On met au jour même un débris de stèle en marbre, avec une inscription grecque, se rapportant à l'an 1260 de l'ère chrétienne (page 26).

Le rapporteur de l'année 1882 nous conduit ensuite aux environs d'Anapa sur la mer Noire, où l'on a la bonne fortune de déterrer une suite de tombes en tuile et un sarcophage artistique. Une longue description est faite aux pages 26 et suivantes, des objets renfermés dans ces demeures sépulcrales, et notamment de monnaies romaines, byzantines, djoutchides, djagataïdes, abbassides, etc., etc. ; monnaies que, probablement, fort peu de nos collectionneurs français possèdent, et dont il ne serait peut-être pas difficile d'obtenir, au moyen d'échanges, quelques échantillons. Je serais tenté de croire qu'aucun d'eux ne possède une monnaie de Panticapée, fondée sur l'emplacement de Kertch, au VI^e siècle avant Jésus-Christ, ni même de Rhescuporis III (roi de Thrace, mort en l'an 10) ; de Sauromate ; de Thautorsès. etc. (pages 13 et 14).

Je me suis un peu trop étendu sur ce rapport de 1882, parceque je tenais à indiquer tout au moins les richesses de ces fouilles, qui, la plupart ont, pour nous, je le crois du moins et je le répète, le mérite de l'inconnu.

Mais je reprends mon rôle qui ne doit vraiment être que celui de simple constataeur.

Je dirai donc très sèchement qu'en 1883 et 1884

les recherches continuèrent à s'effectuer dans les environs d'Anapa et à Kertch, tant les résultats de l'année 1882 avaient été heureux. Elles eurent pour conséquences des découvertes de même nature. (Pages 31 à 64.)

En 1883, les fouilles sont faites dans le Turkestan près de Samarcande (pages 65 à 102). Elles pénètrent dans des kouroms ou entassements de pierres ou maison des Monks, êtres fabuleux qui auraient autrefois remué des blocs gigantesques. Ce sont des tombes ou caisses à sépulcre surtout pour des guerriers : l'une d'elles était de forme tétragone. On rappelle qu'il y a aujourd'hui trente ans un torrent mit à jour, à Athon, un grand trésor de monnaies de cuivre. Les plus intéressantes découvertes sont faites à Afrasia près de Samarcande. On y voit plusieurs civilisations superposées ; et on croit pouvoir affirmer (pages 80 et 81) que Samarcande était pavée en pierres. Les habitations les plus anciennes sont enfouies sous le pavé même ! La ville antique et abandonnée d'Afrasia sert de cimetière à la ville nouvelle. Les caveaux, les puits sont visités et on en exhume des vases, des verres, des monnaies musulmanes, chinoises, etc., etc., sans nombre ; des têtes d'hommes, de femmes, d'animaux le tout en terre cuite portant l'empreinte des cultures grecques, sassanides et chinoises.

Je n'irai pas plus loin. Je me laisse malgré moi entraîner. J'empiète sur l'œuvre de ceux qui vous exposeront plus convenablement le tableau de ces découvertes.

Je ne puis pourtant pas me dispenser de mentionner que la Commission impériale ne procède pas seulement à des fouilles, mais qu'elle acquiert des

collections importantes toutes faites et que dans l'une de ces collections d'idoles boudhiques en bronze, de cachets en pierre avec inscriptions, le hasard l'a mis en possession du cachet d'un des fils de Tamerlan de l'an 812 de l'hégire (1399 à 1400 après Jésus-Christ.) (Page 85).

En 1886 des fouilles ont été exécutées en Crimée, au Caucase, dans les gouvernements de Kherson, de Poltava, de Nowgorod, de Volkynie, et dans la province de Semiretchié. Le rapport consacre plus de soixante pages à la description de la multitude d'objets variés découverts. On y mentionne la trouvaille de crânes ayant subi une déformation artificielle. On y constate les traces de deux coutumes inhumaines qui longtemps ont régné dans le Caucase : l'une consistait à entasser dans une fosse commune les corps des vaincus, après avoir séparé la tête du tronc ; l'autre de couper le poignet droit au vaincu et de le porter processionnellement en dansant autour d'un pareil trophée. (Pages 106 à 171.)

En 1887, les fouilles furent poursuivies dans une nécropole voisine de Kertch. Anciens cimetières, nombreux tumuli, restes de forteresses, ruines d'église, etc., etc. ; tout est remué et la Commission augmente son trésor de richesses archéologiques innombrables. Elle acquiert aussi cette année-là des monnaies trouvées partout jusqu'en Turkestan et en Sibérie. (Pages 176 à 208.)

En 1887, sur la volonté expresse et toujours éclairée de l'Empereur, la Commission exécuta des fouilles dans l'ancienne ville de Chersonèse (Crimée) au point de vue de sa position topographique, de ses constructions et de ses nécropoles. (Pages 211 à 235.) Le compte-rendu de ces fouilles encore incom-

plètes n'occupe pas moins de 124 pages. N'est-ce pas dire qu'elles ont été fructueuses ? Que de curiosités antiques, retirées de terre, et devenant pour nous des nouveautés, ne devrais-je pas citer ? Il me suffira de signaler des bijoux d'or d'un travail fin et artistique et beaucoup de débris de bijoux d'or ordinaires. (Page 165.) Pourquoi tant de débris ? Parceque chaque objet volé par les pillards de tombeaux était immédiatement partagé entr'eux, d'où il suit que l'on ne peut former que des collections fragmentaires. Un jour trois d'entr'eux découvrirent une couronne d'or qui fut divisée en trois. Heureusement ces trois portions purent être réunies ; et la couronne d'or, avec 110 perles d'or, aussi retrouvées par hasard, fut envoyée à la princesse Ourwaloff. (Pages 262, 270, 271.) Dans un cimetière de la Kabarda on se vit en présence de fosses nombreuses tellement étroites que l'on supposa que les morts avaient été enterrés assis. (Pages 292 à 295.) On mentionne différents types de cimetières et particulièrement de tombes en pierre toujours situées près de ruisseaux ou de sources. Sans y insister autrement cette constatation n'évoque-t-elle pas le souvenir des Aliscamps de la ville d'Arles ? Je passe sur bien des découvertes et des plus singulières. Mais je termine en disant que, parmi les trésors exhumés ou acquis en 1887, la Commission signale 6400 pièces de monnaies d'argent djoutchides, frappées au coin de différents Khans, et de divers princes russes.

Ces fouilles ont coûté en bloc 196,718 roubles, c'est-à-dire, je crois, près de 800,000 francs.

Elles ont été faites sous la direction de MM. Kondakoff, professeur à l'université d'Odessa ; le baron de Tiesenhausen ; Vessilowsky, professeur à l'uni-

versité de Saint-Petersbourg ; Gross, directeur du musée des antiquités de Kertch ; Kondakoff, membre de la Commission impériale ; Kosciuzko-Waluzzignicz, membre de la Société d'histoire et antiquités d'Odessa.

De 1882 à 1888 ont été successivement président de la Commission impériale MM. Alexandre Wassichikoff et le comte Bobrinskoy.

Le volume qui contient ces six ans d'exploration ne contient aucun dessin.

L'année 1889 ne nous a pas été envoyée. (Voir pourtant ci-après le sommaire de la livraison 7^e.)

Les années 1890, 1891, 1892 et 1893 sont toutes imprimées en russe.

Je ne puis que vous lire, soit totalement ou par extraits, ou vous résumer les résumés mêmes en français qui sont joints à ces années-là. (1)

(1) Voici quelques-uns de ces résumés :

« **Matériaux pour servir à l'archéologie de la Russie** » publiés par la Commission Impériale Archéologique, N^o 4. Antiquités du Nord-Ouest de la Russie, livraison 1-^{re}. St.-Petersbourg. 1890. 4^o.

SOMMAIRE.

A. Recherches de M^r N. Avénarius sur les antiquités de Droguitchine (sur le Boug), district de Bielsk, au gouvernement de Grodno. I). Aperçu historique (page 1 — 6). II — III) Objets antiques trouvés à Droguitchine : instruments de pierre ; haches, couteaux, boucles, anneaux, briquets, pointes de flèches et de lances en fer ; anneaux, boucles et spirales en bronze ; fusaïoles ; perles ; bagues et bracelets en verre ; pierres à aiguiser ; peignes, épingles, aiguilles et différents ornements en os ; poterie ; plaquettes en plomb ornées de lettres et de figures etc. (pag. 6—18). IV) Anciens tombeaux et tumuli au district de Bielsk et résultats de quelques fouilles (pag. 18—24). V—VI) Considérations sur les habitants de ces lieux (pag. 24 — 37). VII) Monuments du Droguitchine russe (pag. 37—42).

Toutefois, je dois déclarer de suite que si nous ne pouvons pas, Messieurs, pour la plupart d'entre nous, comprendre la langue russe, nous pouvons tous, du moins, comprendre le langage muet, mais incisif, du dessin. Or de magnifiques reproductions

B. Description de quelques objets antiques trouvés au gouvernement de Vitebsk, dans les districts de Lutzine (pag. 48—53) et de Dunabourg (pag. 50—60), précédée d'une liste bibliographique des travaux publiés sur les antiquités de cette province (pag. 45—48).

« Matériaux pour servir à l'archéologie de la Russie » publiés par la Commission Impériale Archéologique, livraison 5-e. Antiquités sibériennes t. I, N° 2.

SOMMAIRE.

Cette livraison contient une description par M^r W. Radloff, membre de l'Académie Impériale des sciences de St. Pétersbourg, des poignards, en bronze et en fer reproduits sur les planches VII—XIV et trouvés à diverses époques dans différentes localités du gouvernement de Ienisseisk. Ils appartiennent en grande partie à la collection de M^r Lopatine.

Un supplément spécial renferme des documents concernant diverses antiquités sibériennes, extraits de 1) quelques manuscrits appartenant à la Bibliothèque Impériale, 2) d'un dossier de l'archive du ministère des affaires étrangères, 3) de l'ouvrage de Weber « Das veränderte Russlands », 4) des notes de voyages d'Ounkovsky traitant de son ambassade près du taïcha Tsévan-Rabtane, 5) de « Das Nord- und Ostliche Theil von Europa und Asia » de Strahlenberg, 6) de l'ouvrage de I. Bell of Antormony : « Travels from St. Petersburg in Russia to diverse parts of Asia », et 7) deux oukazes de Pierre le Grand ordonnant de collectionner « les antiquités sépulcrales en or et les objets de curiosité qui se trouvent en Sibérie ».

des principaux objets découverts ornent les neuf fascicules de 1890 à 1893. Ils ne satisfont pas seu-

« Matériaux pour servir à l'archéologie de la Russie » publiés par la Commission Impériale Archéologique, livraison 6-e. Recherches du professeur J. Koulakovski concernant une catacombe chrétienne datant de l'année 491 et découverte en 1890 à Kertch sur le versant nord du mont Mithridate.

SOMMAIRE.

Construction du caveau et son aspect intérieur. Inscriptions murales de ce caveau, tracées en rouge foncé sur la glaise; leur disposition et le contenu du texte. Notes générales sur ces inscriptions. Nature des caractères. Des croix et de leurs formes. Importance historique du monument. Données chronologiques sur les inhumations dans les catacombes. Analyse des noms. Etat du Bosphore au V-e siècle. Restauration des anciens souverains et leurs rapports avec l'empire byzantin. Relations de l'empereur Justinien avec le Bosphore. Témoignages sur l'existence du christianisme dans le Bosphore. Monuments chrétiens découverts à Kertch.

« Matériaux pour servir à l'archéologie de la Russie » publiés par la Commission Impériale Archéologique, livraison 7-e. Antiquités de la Russie Méridionale.

SOMMAIRE.

Description par M^r V. Malmberg de terres cuites modelées d'anciens moules, trouvés à Chersonèse (planche I, II, III et pages 1—24) et énumérés dans le Compte-rendu de la Commission Archéologique pour les années 1882—1888, page CCXI. Fragments de quelques vases peints, statuettes en terre cuite etc. (planche IV, et pages 24—31).

M^r A. Orechnikoff (pag. 33—46) donne l'analyse des monnaies exhumées à Chersonèse pendant les fouilles de 1888 et 1889, soit : a) monnaies de Chersonèse, n'ayant pas été frappées dans cette ville ; b) monnaies frappées à Chersonèse ; c) monnaies à l'effigie des empereurs de Bizance, frappées à Chersonèse.

lement la curiosité ; ils permettent la discussion, la comparaison et les réflexions sur les dates, les mœurs et les corrélations.

Le fascicule n° 8 de 1892 contient une étude sur un objet en argent et à la forme de plat, paraissant être un bouclier, trouvé dans un hypogée de Kertch. On pense que le cavalier qui y est figuré représente l'empereur Justinien.

L'un des fascicules de 1893 donne des détails sur les monuments architecturaux de l'ancienne Chersonèse. Les églises plus ou moins bien conservées, présentent un intérêt considérable.

Le résumé des deux autres fascicules de 1893 méritent d'être lus en grande partie tant à cause de l'originalité des découvertes que de l'appréciation des auteurs de ces fascicules.

Je ne puis mieux terminer cette note qu'en disant que l'art et la science se sont unis pour faire de ces études une œuvre puissante et considérable. La richesse de l'édition, par son format, son impression et ses dessins est digne de la richesse des découvertes et du génie de critique et d'examen déployé pour en caractériser la portée et en étaler les magnificences. (1)

(1) Tous ces ouvrages russes sont mis aux archives départementales, à la disposition du public.

**INVENTAIRE de la vaisselle d'or et d'argent de
Marie de Luxembourg, duchesse de Vendômois,
comtesse de La Fère (1539).**

L'Inventaire que nous présentons aujourd'hui à la Société académique de Laon est extrait des Archives de la Chambre des Comptes de La Fère, ou plutôt d'un résidu de ce fonds que possèdent les Archives départementales de l'Aisne. Ce résidu, composé d'une vingtaine de liasses seulement (Série B. 3436 à 3456), contient de très curieux détails sur les habitudes et le genre de vie des grands seigneurs des ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles. Le document dont nous donnons ici le texte témoigne en faveur de leur luxe ; mais il ne faut pas perdre de vue que La Fère a successivement appartenu à deux très grandes maisons, celle de Luxembourg et celle de Navarre. Cette ville était le séjour favori de Marie de Luxembourg ; il n'est donc pas étonnant qu'elle y ait réuni dans son château la belle collection d'objets d'or et d'argent qui est décrite dans l'inventaire de 1539.

J. SOUCHON.

**INVENTAIRE (1) FAITTE ET RENOUVELLEE LE ^v^e JOUR
D'OCTOBRE LAN MIL V^cXXXIX PAR MADAME MARIE DE**

(1) La liasse d'où est tiré cet inventaire (B. 3438) en contient un autre dressé en 1537, mais qui est moins détaillé ; aussi avons-nous choisi celui de 1539. Nous avons espéré le compléter par le « Compte de l'argenterie de madame la douairière de Vendôme » qui est conservé aux Archives nationales (K. 277) ; mais ce compte ne nous a fourni que quelque noms d'orfèvres ayant travaillé pour Marie de Luxembourg.

LUXEMBOURG (1) DUCHESSE DOUAIRIERE DE VENDOSMOIS
DE LA VAISSELLE ESTANT EN LA GARDE DE BERTHELEMY
HOCHARD CONCIERGE DU CHASTEAU DE LA FERE POUR CE
QUE PLUSIEURS PIECES ESTANS SUR L'INVENTAIRE PRE-
CEDENT ONT ETTÉ CHANGEES POUR EN FAIRE DAUTRES.

PREMIÈREMENT VAISSELLE DOR ET D'ARGENT DORÉ

Deux flascons platz (2) dorez appelez bouteilles
aux armes de madicte dame (3) pesans ensemble xxxvii marcs v onces

Deux grans potz dorez gaudronnez aux armes de
longueville (4) pesans ensemble xxxviii marcs

(1) Marie de Luxembourg était la petite-fille du célèbre connétable de Saint-Pol, et elle ne rentra en possession des biens de son grand-père qu'après la mort de Louis XI, en 1487. Mariée en premières noces à son oncle Jacques de Savoie, comte de Romont, elle devint veuve en 1486 et épousa le 8 septembre 1487 François de Bourbon, comte de Vendôme, qui périt en Italie le 3 octobre 1495. L'aîné des fils de Marie, Charles, fut le grand-père de Henri IV et sa première fille, Antoinette, fut la mère des Guises. Marie de Luxembourg survécut 51 ans à son second mari; elle mourut à La Fère le 1^{er} avril 1546, emportant dans la tombe le titre glorieux de mère des pauvres.

(2) Le flacon ordinaire ayant généralement un pied, ceux ci n'en avaient pas; de là la distinction faite ici.

(3) Marie de Luxembourg portait : d'argent au lion de gueules, la queue nouée, fourchée et passée en sautoir, armé, couronné d'or et lampassé d'azur.

(4) Le fils aîné de Marie de Luxembourg, Charles de Bourbon, avait épousé en 1513 Françoise d'Alençon, veuve en premières noces de François d'Orléans, duc de Longueville. Les armes de ce duc étaient : d'Orléans au bâton d'argent péri en bande.

Deux potz dorez plains (1) aux armes de vendosme (2) pesans ensemble xix marcs vi onces

Deux brotz (3) dorez aux armes de vendosme pesans ensemble xvii marcs

Deux flascons dorez aux armes de vendosme pesans ensemble xviii marcs

Deux flascons dorez gaudronnez pesans ensemble xvii marcs

Une grant coupe dorée en façon de grenade (4) pesant xix marcs

Une coupe dorée a façon despaigne et ung pomeau rond dessus pesant vi marcs ii onces

Deux drageoirs dorez lun aux armes dallençon (5) et lautre aux armes de longueville, pesans ensemble xxx marcs

Deux grans bassins dorez (6) aux armes de vendosme pesans ensemble xvi marcs ii onces

(1) Plains (plâni) est en opposition à « gaudronnez » de la ligne précédente ; on sait que les godrons étaient des cannelures rayonnantes en saillie.

(2) Le comté de Vendôme fut érigé en duché-pairie au mois de février 1514 en faveur de Charles de Bourbon, cité plus haut. Les ducs de Vendôme portaient : de France au bâton de gueules chargé de trois lionceaux d'argent raccourci.

(3) Broc, sorte de grand pot, à large ouverture.

(4) La disposition intérieure de cette coupe présentait vraisemblablement une série de compartiments destinés peut-être à recevoir des flacons de parfumerie (Cf. Gay, Glossaire archéologique, v^o Grenade)

(5) Les armes de la maison d'Alençon étaient : de France à la bordure de gueules, chargée de 8 besans d'argent.

(6) Ces deux bassins, ainsi que les deux suivants, appartenaient-ils à la catégorie de ces « bassins jumeaux » de même grandeur et de même forme, n'ayant entre

Deux autres bassins à moictié dorez douvraige
despaigne pesans ensemble XII marcs

Ung grant bassin (1) doré seul aux armes de
vendosme pesant XII marcs VII onces demy

Deux petis potz dorez a ouvraige dengleterre (2)
aux armes de vendosme X marcs VII onces

Six autres couppes dorees dont les cinq sont
doubles et lautre a ung petit homme sur le couvercle
tenant ung arc pesans ensemble XLI marcs

Par la vielle inventaire y avoit sept couppes dont
lune estoit comptée deux fois et estoit celle qui est
comptée ci devant a ung pommeau rond.

Cinq esguieres dorees les deux sont plaines aux
armes de vendosme une gaudronnée aux armes de
longueville une à l'ouvraige dengleterre comme les

« eux d'autre différence que le petit goulot de fuite dont
« un seul des deux était muni pour verser de l'eau dans
« l'autre. » (Gay, Gloss. arch., v^o Bacin) ? On peut
le croire, en voyant après un autre bassin mentionné
seul.

(1) Ce bassin était l'œuvre de Thomas Lallemand, or-
fèvre à La Fère. On lit en effet dans le « Compte de l'ar-
genterie de madame la douairière de Vendôme » (Arch.
N. K. 277, fol. XIX) : « audiet Thomas lallemand le
« deuxiesme jour du mois d'aoust (1535) la somme de six
« livres trois solz tournois pour plusieurs parties par luy
« faictes pour madame... assavoir III l. t. pour la fasson
« et dorure de quatre armoiries qu'il a faictes pour mag-
« dame aux armoiries de monseigneur et de madame la
« duchesse lune servante a UNG BASSIN lautre a une
« esguiere et les deux autres a deux potz a mettre
« vin ».

(2) L'inventaire du château de Pau en 1561 (Gay, Gloss.
arch., v^o Angleterre) contient deux objets analogues : « 2
« petis potz d'argent doré aux armes de madame la du-
« chesse facon d'angleterre ».

petis potz et lautre plus grande a escailles (1) pesans
ensemble XXIX marcs

Six tasses plaines dorées aux armes de vendosme
pesans ensemble XVII marcs VI onces

XII tasses gaudronnées dorées aux XII mois de lan
pesans ensemble XLI marcs

Deux couppes dorées faittes a escailles couvertes
dont en lune y a de la lycorne (2) au fons et lautre
aux armes de madame XI marcs I once

Ung essay d'argent doré (3) II marcs demi once

Deux autres couppes dorees dont lune a le pied ouvré
et lautre plaine ung petit (4) plus basse VII marcs VI onces

Une grant coupe d'argent doré au fons de laquelle
sont les armes d'un evesque : bien fort lagrera
pesans III marcs V onces

Deux potz d'argent doré a façon de flandres (5)
couvers servans à boire servoise III marcs III onces

(1) L'écaille de tortue ne paraît guère avoir été en usage avant la Renaissance.

(2) Il faut entendre par licorne la défense du narwal. Ici un fragment de cette matière était incrusté dans la coupe; on verra tout à l'heure une saiière de licorne : la licorne était surtout employée dans les pièces d'orfèvrerie connues sous le nom d'essai ou d'épreuve, à cause des propriétés anti-vénéneuses qu'on lui attribuait.

(3) Cette pièce n'était probablement qu'une tasse à déguster les vins; le véritable essai, toujours très orné et agrémenté de joyaux divers, aurait été décrit plus en détail.

(4) Plus est donné par le texte de l'inventaire de 1537 et rend le texte intelligible.

(5) Ces pots doivent être ceux que l'on remarque dans le Compte de l'argenterie de Marie de Luxembourg : « à Jacques Stuer, marchand demeurant à Anvers le « dixiesme de juillet LXVI l. XVI s VI d. t. pour argent « dorure et fasson de deux potequins d'argent pesans trois « marcs une demye ».

xii gobellez dorez les six boullionnez (1) les autres
plaines pesans ensemble xxxi marcs v onces demy

Demi xii^{me} de grandes sallieres dorées dont les
deux sont couvertes les trois ouvrees et les autres
plaines pesans ensemble xv marcs vii onces

Une nef d'argent doré qui est en loffice et sert ordi-
nairement à madame x marcs

Quatre coupes dor avec les couvercles dont lune
est plaine le pied fait à AA (2) la seconde martelée aux
armes de madame lautre gaudronnée aux armes de
Ravestain (3) et la quarte plaine a ung petit homme
sur le couvercle assis sur ung tonnellet pesans en-
semble en or xix marcs vii onces

Une coupe de porfire dont le couvercle est dagathe
garny d'or et est le pied garny de ruby perles et
esmeraudes sen fault une perle ii marcs vii onces

Une petite coupe de cristail enchassée en argent
doré ii marcs i once

Une haulte salliere de cristail enchassée en argent
doré ii marcs ii onces.

Ung pot de cristail garny d'argent doré et garny
de pierres et de perles vii marcs i once

Une esguière de cristail garnie d'argent doré

Deux voires de cristalin (4) lun blanc et lautre

(1) Le boullon est simplement une tête de clou arron-
die. Au moyen âge, on travaillait à boullons, non-seule-
ment les clous de livres et les bossettes des harnais, mais
beaucoup de pièces d'orfèvrerie.

(2) La lettre A a servi souvent de thème aux fantaisies
des artistes du moyen âge.

(3) La sœur de Marie de Luxembourg, Françoise, dame
d'Enghien, avait épousé Philippe de Clèves, comte de
Ravestain ; elle mourut sans postérité.

(4) Les inventaires distinguent toujours le cristal, pro-
duit naturel, du cristallin, produit artificiel. Ce dernier

vert garnis de piedz et couvercles d'argent dorez
II marcs v onces demy

Ung voire de pierre blanche estrange (1) garny de
pied et couvercle d'argent doré au bout ung bouton
garny de perles I marc i once

Ung bien grant gobellet tout esmaillé avec une
faulse pierre au bout III marcs III onces

Une salliere dor toute chargée de petites perles y
a neuf balays et neuf grosses perles tant au pied
qu'au bort du couvercle et une grosse perle au bout
de dessus et plusieurs petites perles pendans
I marc II onces demy

Une autre salliere de Jaspe garnie dor où il y a six
perles au bout den hault avec ung saffir et au cou-
vercle y a trois petis rubis trois petis dyamans et XIII
perles et au pied XXIII perles I marc i once demy

Une salliere dagathe garnie dor et y a au bouton
den hault huit perles au couvercle dix petis (2) et
quatre rubis et au pied quatre rubis et trois perles
IIII onces

Une autre sallière de licorne enchassée en or toute
faite à A blancs et rouges (3) III onces v gros

Deux autres petites sallieres de Jaspe enchassées

fut d'abord fabriqué à Venise, puis imité dans l'Europe
entière.

(1) L'inventaire de 1537 ajoute.... comme albâtre.

(2) Petis est inintelligible; l'inventaire de 1537 donne
perles.

(3) Les domaines et biens meubles des Luxembourg
ayant passé par alliance à la maison de Navarre, il est
permis de dire que cette sallière est celle qui se trouve
dans l'inventaire du château de Pau en 1561 (Gay, Gloss.
arch., v° A) : « une sallière de licorne enchassée en or
faicte a plusieurs AA esmaillez de blanc et de rouge ».

en or qui se mettent ensemble aux armes de Savoye
et de Chipre (1) III onces III gros

Une grant gayne de cuyr bouilly garny de dix cuillers d'argent XVI cousteaux a manches d'argent XII petites fourchettes et deux grandes à manches d'argent et quatre sallieres d'argent IX marcs

Ung petit benoistier avec lesparge d'argent doré II marcs II onces demy

Somme de la vaisselle d'argent doré III^e III^{xx} XVIII marcs V onces demy.

Somme de la vaisselle dor XXVI marcs V onces.

VAISSELLE BLANCHE.

Deux barraux (2) d'argent à sercles dorez pesans ensemble LVI marcs

Une corbeille d'argent aux armes de madame la duchesse XXXVII marcs II onces demy

Ung bacquet (3) d'argent aux armes de madicte dame la duchesse XLII marcs

Demi XII^e de grans tasses rayées lune garnie de

(1) On a vu que la belle-fille de Marie de Luxembourg, Françoise d'Alençon était veuve en premières nocces de François d'Orléans, duc de Longueville; celui-ci, quand il épousa Françoise, se trouvait veuf lui-même d'Agnès de Savoie, fille puinée de Louis, duc de Savoie, et d'Anne de Chypre : cette princesse portait : d'argent à la croix de gueules.

(2) Le barrau était un vase servant de mesure pour les liquides; cylindrique à l'origine, il fut quelque peu modifié dans la suite.

(3) Vase à rafraichir les vins; baquet est peu usité dans cette acception (Gay, Gloss. arch., v^e Baquet).

couvercle aux armes de mons^r de chaaslons (1) les
pied et bors dorez xxxvi marcs i once demy

Six autres tasses martellées a piedz et bors
dorez. xxv marcs

Demi xii^{me} de moyennes tasses dargent plaines les
piedz et bors dorez. xiii marcs

Quatre petites tasses dargent garnis de soleils
dorez par dedens gaudronnées piedz et bors do-
rez vii marcs ii onces.

Une esguiere dargent (2) merché sur le couvercle
dun personaige en une cuve iiii marcs i once.

Une coupe dargent tout blanc a façon dalle-
maigne (3) ii marcs vii onces demy.

Une navette (4) dargent servant à encenssier les
bors dorez vii onces demy

Quatre chandeliers a vernis dargent (5) deux
autres chandelliers a façon de cuvette (6) dargent
blanc pesans ensemble xi marcs ii onces

Somme i^{re} xxxvi marcs

(1) Gilles de Luxembourg, bâtard de Louis de Luxem-
bourg, fut évêque de Châlons de 1503 à 1535.

(2) Marquée. S'agit-il ici d'une marque d'orfèvre ou d'un
ornement du couvercle ? La première hypothèse semble
plus plausible.

(3) Les vases « facon d'allemaigne » se distinguaient
d'ordinaire par un ou plusieurs cercles fleuronnés formant
couronne (Gay, ouv. cité, v^e Allemagne).

(4) Diminutif de nef; la navette servait à mettre l'encens.

(5) Ce vernis d'argent était sans doute une sorte de
placage appliqué sur un autre métal.

(6) C'est-à-dire avec pointe centrale : les autres étaient
pourvus de bobèches, tube fixe où on introduisait la
chandelle.

Du vi^e jour dudict mois doctobre oudict an mil
v^e XXXIX

En la cuisine de madicte dame y a XLIIII platz
dargent sans deux qui ont esté perdus pesans eu-
semble vi^{xx} IIII marcs II onces

Et quarante escuelles dargent pesans ensemble
LXXVIII marcs

Somme II^e II marcs II onces

En leschansonnerie

Deux grans potz (1) dargent aux armes de madame
pesans ensemble XVI marcs IIII onces

Deux flascons aux armes de madame pesans en-
semble XVIII marcs v onces

Deux potz pesans ensemble XII marcs

Une esguière a large couvercle III marcs III onces

Deux autres esguieres couvertes X marcs

Deux autres esguieres non couvertes vi marcs v onces

Une coupe doree III marcs II onces

Lessay I marc II onces

Deux grans bassains a laver XII marcs

Ung petit bassin a laver II marcs demy

Quatre gobeletz gaudronnez VII marcs

Six tasses a pied (2) XVII marcs II onces

(1) Comme on l'a vu plus haut, ces pots sortaient des
ateliers de Thomas Lallemant, orfèvre à La Fère.

(2) Il n'y a aucun doute sur la provenance de ces tasses;
c'était Jacques Stuer, le marchand anversoïis dont nous
avons déjà parlé, qui les avait fournies à Marie de
Luxembourg : « a Jacques Stuer... xvii livres viii s. t.
« pour la fasson de six tasses a pied pesant dix-sept mars
« quatre onces deux groz que magdame a eu en contre-
« schange de autres six tasses gaudronnees ayant le pied
« et le bort doré quelle luy a fait bailler de sa vaisselle
» deschançonnerie ... »

Cinq tasses sans pied	XIII marcs
Six gobeletz a pied	VI marcs
Six gobeletz a pied plus grans	IX marcs
Ung coquemard (1)	II marcs
Somme VII ^{xx} I marc III onces	

Paneterie

XII assietes (2) les bors dorez	XII marcs et demy
XII autres assietes	XIII marcs et demy
Six autres moiennes	VI marcs VI onces
Six autres assiettes	V marcs VII onces
Une autre assiete	VII marcs
Deux assietes dorées	I marc VII onces
Deux trenchoirs dorez	II marcs
Deux trenchoirs dorez	I marc VII onces
Deux rechauffoirs	V marcs V onces
Deux coquetiers (3)	I marc III onces demy
Six sallières	III marcs V onces
Une sallière d'or et une cuillier d'or	III onces V gros
Une boiette a pouldre (4) et la cuillier	III onces vigros
XI cuilliers	I marc I once VI gros
Somme LXIII ^m III onces V groz comprins	III onces
V gros d'or	

(1) Le coquemar était une sorte d'aiguière ou de broc servant à chauffer l'eau.

(2) On trouve rarement avant le 16^m siècle le mot assiette dans le sens de pièce de vaisselle de table.

(3) Le coquetier du moyen âge n'était pas notre coquetier moderne, mais un plateau de table, monté sur pied, muni d'un couvercle et creusé de façon à recevoir des œufs.

(4) Les boîtes à poudre sont souvent mentionnées dans les inventaires; la cuiller servait de mesure.

Fourriere

Trois grans chandeliers (1) pesans ensemble
IX marcs III onces

Somme IX marcs III onces

Tot somme de la vaisselle des offices III^e XVII^m III
onces V gros.

(1) Ces chandeliers sont peut-être ceux que donne le
« Compte de l'argenterie » : « a Jehan Trudaine, orfèvre,
« demeurant à Paris, la somme de huit vingtz livres dix
« sept solz six deniers pour argent et fasson de trois
« chandeillers d'argent pesans ensemble neuf marcs six
« onces... » Aux noms de Thomas Lallemand, Jacques
Stuer et Jehan Trudaine, déjà vus comme fournisseurs
de Marie de Luxembourg, ce compte nous permet d'ajouter :
Jehan Richandeau, dit de Lorraine, orfèvre, demeurant à
Paris : Jehan Fère, marchand, demeurant à
Château-Thierry : Nicolas du Clerc, neveu du précédent :
Jehan Parent, orfèvre, demeurant à Paris.

1894.

MA PHILOSOPHIE.

Lorsqu'il arrive au terme du voyage,
Qu'aux chers aimés il vient de dire adieu,
Près de quitter cette terre, le sage
Songe à régler ses comptes avec Dieu.
Il fait alors un retour sur sa vie
Et, supputant les bons et mauvais jours,
Avoue enfin qu'il n'aurait pas envie
D'en voir encor recommencer le cours.

Tout bien pesé, compté, qu'elle est la somme
De vrai bonheur qu'il put goûter en paix,
Après des maux, des chagrins dont tout homme,
Esclave ou Roi, doit supporter le faix ?

Favorisé du sort dès sa jeunesse
Et ne rêvant que fêtes et plaisirs,
Le riche oisif veut jouir et s'empresse
De satisfaire à ses moindres désirs.
Mais en cueillant des roses, une épine
En le piquant l'a blessé jusqu'au cœur
Et, jeune encor, il a déjà la mine
D'un vieux goutteux, vaincu par la douleur.
Joué, déçu, moqué, la bourse vide,
Et se sentant impuissant à l'amour
De désespoir il songe au suicide
En maugréant et sacrant tour à tour.

Non, ce blasé ne voudrait pas revivre.
Que dire, alors, de cet autre qui livre
Le grand combat, incessant, incertain,
Contre la chance et contre le destin ?
Que dire, enfin, de cette fourmilière
Qui condamnée à perpétuité
A travailler, au bout de la carrière,
Pour tout soutien n'a que la charité ?

Combien voudraient, en reprenant leur chaîne,
Jouer encor la comédie humaine ?

Et moi non plus, en y réfléchissant,
Je ne voudrais recommencer ma vie.
J'étais pourtant, sur la terre, un passant
Aux besogneux pouvant bien faire envie.
Je n'ai pas droit de me plaindre du sort ;
Par tous les temps, sur la mer orageuse,
Je naviguais en ayant à mon bord
D'êtres aimés une troupe joyeuse.

Mais ce ne fut qu'un moment de bonheur
Hélas, trop court. La mort impitoyable,
En m'apportant douleur après douleur,
Autour de moi fit un vide effroyable.

Dieu, cependant, m'a laissé mes enfants ;
De mes vieux jours c'est la dernière aurore.
Quand je les vois heureux, gais et contents,
D'un doux rayon mon couchant se colore.

Combien de temps dois-je encor espérer
Pouvoir jouir de ces heures de grâce ?
A la jeunesse il faut céder la place,
Au grand voyage il faut me préparer.

Mais qui m'attend au céleste Royaume ;
Est-ce un Dieu bon, clément et paternel ?
On nous en fait un terrible fantôme
Nous menaçant du supplice éternel.
Mais je le crois aux humains plus propice,
Car, après tout, c'est lui qui nous a faits ;
Devons-nous tant redouter sa justice
S'il a voulu nous créer imparfaits ?

Dans l'évangile il est un gros chapitre
Interprété par les religions.
Dieu nous a-t-il donné le libre arbitre ?
Je n'entends rien à ces discussions
Qui, des croyants, troublent la conscience.

S'il est certain qu'en toute liberté
Nous agissons, au moins j'ai l'espérance
Qu'il jugera, là-haut, avec bonté,
Tous les pécheurs implorant sa clémence.

Le Dieu des Turcs, des Persans, des Hindous
Ou des Chinois, serait-il plus sévère
Et sans pitié ? Leurs dogmes sont pour nous
Confusion, divergence et mystère.

Moi j'ai vécu comme les bonnes gens,
Aussi, sans crainte, au mien je me confie ;
Car je ne crois qu'à des Dieux indulgents.
Voilà le fond de ma philosophie.

A. TILORIER.

PAMPHLET ANARCHISTE LAONNOIS

En 1764.

Dans une étude ancienne sur le Bailliage du Vermandois, j'ai parlé d'un manuscrit intitulé : *Les Entretiens de deux hommes qui étoient à la Comédie le Dimanche 11 mars 1764 chez M. Le Clerc, lieutenant général au bailliage et siège présidial de Laon*. Cette œuvre n'est pas autre chose qu'un pamphlet ou libelle manuscrit, en deux volumes, contre certaines personnes de la Société Laonnoise de 1764 (1). Je l'ai consulté pour donner quelques aperçus sur cette

(1) Le pamphlet est ordinairement un écrit de quelques pages. Ce mot est pris souvent en mauvaise part. *Les Provinciales* de Pascal, qui ne se composent pas seulement de quelques pages, mais bien de volumes ont été appelées *pamphlets*.

société du XVIII^e siècle aussi charmante qu'intéressante. Une note rappellera ce que j'en ai dit. (A).

Aujourd'hui, mon but principal n'est pas de compléter ce que j'ai déjà écrit sur la composition, le caractère et les mœurs de cette société. Il m'a paru digne d'attention de relever les théories professées par l'auteur sur les questions diverses et graves qui agitaient les esprits en ce tems là. Chacun appréciera aisément si elles ont ou n'ont pas un lien avec les questions qui nous préoccupent aujourd'hui, ou si elles peuvent en avoir avec celles de demain. Quant à moi, redoutant de toucher trop vivement aux choses du présent et sans prétentions à la prophétie, je ne parlerai que du passé, en n'effleurant que très légèrement, parfois, certaines idées actuelles, ce à quoi je serai, pour ainsi dire, obligé ; mais, me servant peut-être à tort d'une de ces phrases emphatiques en usage au XVIII^e siècle, j'oserai dire que le passé est quelquefois le phare des nautonniers nés et à naître de l'Océan social !

Je ne reviendrai pas non plus ici sur ce que j'ai dit de l'auteur de ce pamphlet attribué à un avocat, M. Fromage de Longueville.

Je noterai seulement qu'il se dépeint ainsi d'une manière, à mon sens, assez fantaisiste (2-644) : (1).

J'ai mes 50 années bien révolues. Ma taille est de 5 pieds, 2 pouces, 3 lignes. Je suis brun. J'ai le crin noir comme geai. Mes cheveux toujours dans le désordre sont toujours dressés vers le ciel. J'ai les yeux enfoncés et la bouche fendue jusqu'aux oreilles. Mes nerfs sont dans une convulsion continuelle. Lorsque je marche dans les rues, ma main, qui va et vient sans cesse, présente

(1) Le 1^{er} chiffre indique le volume du manuscrit et les autres chiffres la page.

l'image du mouvement perpétuel. Si l'on m'arrête pour me parler des *Entretiens*, je commencerai par donner un bon soufflet à la personne qui m'arrêtera. Ensuite j'écouterai fort poliment ce qu'elle voudra me dire, car je me pique d'une très grande politesse.... Je suis sensuel.... (2-431).

Ai-je besoin de dire, avec un auteur éminent dont on parle beaucoup aujourd'hui, que la sensualité était le mal du tems (1)?

Ajoutons qu'il est imbu de toutes les idées de l'Encyclopédie. La suite de mes révélations le prouvera. Il s'est inspiré de Diderot pour le titre même de son pamphlet.

On sait que Diderot a accompagné sa pièce *Le Fils naturel* de réflexions qu'il a intitulé *Entretiens* et que ces entretiens ont lieu entre lui et un sieur Durval, qui a épousé ou doit épouser une jeune fille nommée Constance. Or les *Entretiens* de notre auteur s'échangent entre un sieur Mondor, citoyen de Laon, et un sieur Durval, étranger, dont la femme s'appelle aussi Constance, et ce à propos de la comédie de Destouche : *La Force du naturel*.

Je soupçonne ce malheureux auteur d'avoir été malgré, j'en suis presque convaincu, d'excellentes qualités, d'un caractère ombrageux et susceptible. Il aura cru avoir à se plaindre d'un manque d'égards envers sa personne ou son talent. Son œuvre ne serait donc qu'un acte de vengeance de son amour-propre blessé par certaines personnes qu'il persiffle sans pitié.

Sous le pseudonyme de M. de l'Empyrée il débute par des invocations à la Lune et à une nommée

(1) L'Europe et la Révolution française, par Sorel, t. 1^{er}, p. 237.

Themire, par des avertissements à ses lecteurs et même à ses lectrices et il termine ses appels au public par une préface assez originale que j'ai analysée autrefois (B). Puis il commence ses entretiens où il donne carrière à ses rancunes, à ses penchants licencieux, et à l'exposé de ses doctrines philosophiques qu'il a l'air d'appeler lui-même les *Rêveries d'un insensé*.

On lui eût pardonné ses rêveries et ses légèretés. Elles étaient dans le goût de l'époque. Mais, en aucun tems, on ne pardonne les attaques personnelles. Aussi dût-il s'enfuir et aller mourir inconnu à Paris, dans la plus profonde indigence, 15 ans après.

Ai-je besoin de répéter qu'il a souvent reproduit et développé les systèmes et les pensées de Rousseau, Voltaire et de tant d'autres maîtres écrivains du XVIII^e siècle. Sur quelques sujets, cependant, il est allé, je crois, plus loin qu'eux. Sur les principaux d'entre ces sujets ses exposés ne sont donc pas inutiles à connaître pour suivre la progression de certaines idées qui, depuis le XVI^e siècle jusqu'à nos jours n'ont pas cessé de se perpétuer et de s'exalter. Je devrais dire, non pas depuis le XVI^e siècle, mais depuis toujours. Caïn ne fût-il pas le premier des anarchistes ? Et qu'il me soit permis de le dire en passant, le premier des anarchistes fut immédiatement réprouvé. Il fut poursuivi par la Voix de Dieu. Depuis, et aujourd'hui encore, la Voix de Dieu c'est la voix du peuple ! C'est la voix de la masse honnête des nations. Si cette masse n'était plus honnête les nations disparaîtraient, en s'entredéchirant.

L'objet de ces pages rapides étant de noter ces rêveries subversives de l'ordre social d'alors et peut-être de tous les tems, j'en aborde immédiatement l'exposé.

Je débute par la question de la propriété. On verra que Proudhon n'a pas dit le premier : « La propriété c'est le vol. » (1-74 et suiv.)

Si j'étais riche, dit l'auteur, par la bouche de Mondor, voilà comme j'aurais raisonné sur ma fortune : « Pourquoi as-tu 10,000 livres de rente pendant que ton voisin Philinte n'a peut-être pas 200 francs de revenus ? Philinte vaut mieux que toi. C'est un citoyen qui remplit les devoirs de son état et qui est exempt de vices. Et toi, qu'est-ce que tu es ? — Tu es un fainéant ; tu es un voluptueux ! un célibataire, un homme inutile, un homme vicieux et dans l'abondance. Un père de famille, un citoyen laborieux, un homme de bien éprouve quelquefois les horreurs de la misère. » Cette réflexion eut tiré les larmes de mes yeux. J'eusse été honteux de ma fortune. J'aurais continué mes réflexions. « Pourquoi Philinte est-il pauvre tandis que je suis riche ? C'est que mes ayeux ont été plus forts ou plus adroits que les ayeux de Philinte. Philinte par la loi naturelle a autant de droit que moi-même sur l'or qui est dans mon coffre. Mon trésor reste chez moi par la protection des lois civiles. Si le pauvre Philinte s'avisait de venir enlever une partie de mon trésor, le pauvre Philinte serait pendu. Et tout le monde dirait qu'il l'aurait mérité.

Le vol est une action que tous les hommes ont intérêt de décrier. Un voleur, aux yeux du vulgaire, est un homme abominable, un homme bien digne de la potence. J'aurais écarté les préjugés. Je serais rentré en moi-même. J'aurais dit : Philinte est un père de famille, il n'avait donné que des marques de probité, jusqu'à l'action de me voler. Peut-être y a-t-il été poussé par le spectacle effroyable d'une famille expirante de faim. Il m'a pris 50 louis. Quel tort ai-je souffert ? Quel usage aurais-je fait de l'or qu'il m'a emporté ? Je le destinais à acheter du vin de Bourgogne et à faire revenir des liqueurs d'Italie. Peut-être m'aurait-il pris fantaisie de porter ces 50 louis à une courtisane. C'est une action dont est fort capable un homme riche et par conséquent voluptueux. Dans cette dernière hypothèse, quel était l'homme le plus punissable ou de Philinte ou de moi ? Philinte s'est servi de mon

or pour ranimer une famille expirante. Moi je m'en suis servi pour ranimer un tempérament..... Dans la bonne règle le prétendu honnête homme aurait dû être pendu, et le prétendu coquin aurait dû être renvoyé à sa famille à qui il était nécessaire !

— Mon ami, répond Durval à cette tirade curieuse, voilà des vérités qu'il faut dire tout bas. Je ne vous conseille pas d'initier votre laquais dans ces hautes vérités. Il pourrait mettre à profit vos documents et, par le droit naturel, prendre votre argent comptant et disparaître. Ce serait un acte de philosophie qui aurait des suites fâcheuses. Nos magistrats n'en savent point tant que vous. Sans remonter à l'origine de la propriété, ils veillent à la conservation de la chose de chaque citoyen, et, sans égard pour vos représentations philosophiques, ils vous feraient voir votre laquais philosophe accrochée à une potence.

Voici la réponse de Mondor :

Les vérités dont je vous ai entretenues ne sont pas faites pour le vulgaire ; mais il est bon qu'elles soient connues d'un homme fait pour penser. Elles l'engagent à partager sa fortune avec ses concitoyens. *C'est une restitution nécessaire qui a les apparences de la générosité.*

Comme on le voit, cette théorie est très nette. Elle n'a pas de faux-fuyants. C'est la théorie anarchiste soutenue dans toute sa plénitude, et par qui ? par un Rentier.

Venons-en, maintenant, à la peinture du Rentier et des Riches et à la comparaison que l'auteur, par la voix de Mondor, établit entre les classes de la Société.

Toutes ses sollicitudes, on le verra, ne vont pas vers la classe à laquelle il appartient.

Les Rentiers, dit-il (2-157), ces hommes si importants qui dorment la grasse matinée, qui, avant midi, traînent la savate dans les rues, qui rentrent chez eux pour écrire quelques lettres bien dures à des fermiers mille fois plus

estimables qu'eux ; qui font une toilette de femme ; qui dînent longuement ; qui roupillent après le dîner ; qui s'éveillent pour faire quelque médisance ; qui, ensuite, prennent leur manteau et leur épée pour aller à l'assemblée ; qui, chemin faisant, regardent d'un air dédaigneux un honnête homme qui a l'honneur de gagner sa vie, qui, arrivés à l'assemblée, font un reversis ; qui reviennent chez eux ; qui soupent et qui se couchent, ces hommes si respectables, si précieux à l'humanité, vivront cent ans. Leurs âmes n'usent point leurs individus : ils n'ont point d'âmes.

Et son interlocuteur de répondre à cette définition ainsi qu'il suit :

J'aime beaucoup le portrait des rentiers et le trait par lequel vous finissez. (2-158). Je suis moi-même un rentier. Loin d'être orgueilleux de l'avantage par lequel j'obtiens toutes les délices de la vie, sans me donner la moindre peine, j'en suis humilié. Je jouis des biens dont je me trouve le propriétaire. Si je rencontrais dans mes papiers le titre primitif qui a mis mes biens dans la main de mes aïeux, je serais sûrement dans le cas de la restitution. Jean-Jacques Rousseau a dit un mot excellent : « S'il y a des riches, c'est que les pauvres l'ont bien voulu. » Il faudrait que les riches sussent ce mot. Ils se corrigeraient de la vanité imbécile qu'ils tirent de leur opulence. Dans les rigueurs de l'hiver, lorsque revêtu d'un habit fourré d'hermine et nanti d'un bon manchon, je rencontre dans la rue un pauvre qui manque de vêtements, je suis humilié ; je baisse la vue ; je suis tenté de tomber aux pieds de cette homme et de lui faire des excuses d'avoir volé sa garde-robe.

Et sur ce mot les deux amis s'embrassent en se louant, l'un et l'autre, d'avoir tant d'esprit, tant d'humanité, tant de cœur ! Ces vives effusions sont sans résultat pratique, bien entendu.

L'auteur exerce sa censure sur la noblesse :

Une origine fameuse, dit-il, est un avantage pour un homme ordinaire et c'est un tort que souffre un homme

qui est né supérieur..... (1-108). Ses ayeux lui ont dérobé la gloire d'être le premier de sa race. Il a en quelque sorte plus à se plaindre d'eux qu'à s'en louer. Il voit que les hommages qui lui sont rendus par les sots s'adressent beaucoup plus à ses ayeux qu'à sa personne. C'est humiliant pour lui.....

Les nobles devraient, suivant l'auteur, laisser là leur orgueil et leur vanité et songer à acquérir un mérite personnel.

Il blâme les toilettes scandaleuses du beau monde. (2-246).

Aux critiques qu'il a faites des rentiers, des nobles et des riches, il oppose *les mœurs de ces hommes simples que le beau monde appelle des paysans*. C'est parmi eux qu'on peut étudier l'homme. Ils sont plus près de la nature et par conséquent de ce qui est honnête que les riches par lesquels ils sont méprisés.... Les pauvres perdent leur vertueuse simplicité dans le commerce des riches. Les riches sont des bêtes, des brutes, des vaniteux toujours ennuyés, critiques, dédaigneux, ingrats, gourmands, ne s'occupant que de cuisine et n'étant même pas capables de moucher une chandelle, pour la plupart, car quelques-uns ont un cœur sensible et honnête. (1-79 à 82).

Mais nul n'est plus hospitalier que le paysan. Ici le tableau de genre suivant. (1-25).

Je me présentai chez un honnête laboureur qui dînait avec sa famille. Je le priai de me faire l'honneur de m'admettre à sa table. Ce bonhomme fut interdit de voir qu'un Monsieur demandait place à sa table. Il voulait la quitter pour me la céder tout entière et me faire apprêter un meilleur dîner par sa femme. Il ordonnait à ses enfants de se retirer. Je suppliai le père et la famille de ne point se déranger. Pour obtenir cela d'eux, il fallut déclarer que je ne resterais pas si un enfant quittait sa

place. Toute la famille demeura à table. On se serra. Je me plaçai. Le cidre est la boisson du pays. Je voulais boire de l'eau parce que le cidre m'incommode. Je vis que mon hôte et mon hôtesse étaient mortifiés. Je demandai vite du cidre et j'en bus plus que personne. La joie reparut dans les yeux de mes hôtes. La mère me demanda la permission de faire chanter sa fille. La fille chanta et j'entendis la plus belle voix du monde, qui, après 6 mois de leçons, aurait attiré tout Paris au théâtre de l'Opéra. Je louai cette jeune fille sur sa voix. La pudeur enfantine était embarrassée de mes compliments. La mère versa des larmes de joie. On redoubla d'amitié pour le convive. Il fallut boire encore et je bus à la satisfaction de mes hôtes. Je dînai bien. C'était un dimanche, et, ce jour là, les laboureurs se traitent mieux que les autres jours. Je mangeai du bœuf excellent. L'heure de partir vint. Mon hôte ne savait comment me témoigner l'honneur que je lui avais fait. Je quittai cet honnête villageois avec respect. — J'avais quitté avec mépris quelqu'un qui apprenant que j'avais brûlé la *Gazette ecclésiastique* m'avait chassé de chez lui en m'appelant damné philosophe !

Le récit de cette réception de paysan est au moins d'un goût douteux. Mais il révèle les pensées du pamphlétaire.

Enfin il retrace dans de longues pages quel aurait été le bonheur de sa vie rustique s'il était né laboureur. (2-142, 147, 154). Son travail eut été dur, il est vrai, mais un bon sommeil, des repas simples mangés avec appétit, une conduite sage et réglée, le jeu du battoir le dimanche, les exercices de la paroisse, le chant, la danse avec des jeunes filles sages, sans poudre et sans pommade, un mariage heureux eussent embelli son existence ; cela l'aurait conduit à une vieillesse longue et il eut insensiblement expiré sans voir les horreurs de la mort.

Il ne craint pas de s'écrier : (2-141)

Il n'y a pas longtemps que mes pères ont quitté la charrue. J'ai encore des parents qui portent mon nom et qui ont l'honneur de cultiver la terre. J'envie leur sort ! Que je serais heureux si j'étais né laboureur ! J'ignorerais la tyrannie de l'opinion ; les frivolités du bel esprit, les illusions du théâtre, les rêveries de la philosophie, les chimères de la réputation... La culture de l'esprit est pernicieuse pour la raison et la santé, etc., etc.

Et le voilà maudissant l'instruction et l'étude qui rend le corps alourdi et apathique !

L'esprit est une flamme ajoute-t-il ; lorsqu'elle est attisée par l'étude, elle dévore nos faibles individus. L'esprit une fois livré à l'habitude de penser ne retourne jamais à l'heureuse apathie qui engraisse les chanoines, les financiers, les trésoriers de France, les élus et les conseillers à la cour des monnaies. L'activité de l'esprit cultivé s'accroît sans cesse. A mesure que l'esprit s'élève le corps tombe, le corps languit sur la terre, tandis que l'esprit plane dans le ciel.

Ne trouvez-vous pas dans ces peintures du bonheur problématique des champs l'écho de ces bergeries tant vantées par les illusionnés du XVIII^e siècle ! et dans ces conséquences attribuées à l'instruction un pastiche de quelques idées de Rousseau !

J'aborde maintenant une des plus étranges rêveries de l'auteur : le mariage philosophique.

Durval est un philosophe qui daigne être déiste, du moins vis-à-vis de sa femme qui est une philosophe chrétienne.

Et, sur ce mot, l'auteur fait la réflexion suivante :

Je n'ignore point l'injustice du siècle. On regarde les mots philosophe et incrédule comme synonymes et c'est une absurdité qui me révolte toujours ! La Bruyère a écrit contre les esprits forts, et assurément on ne le

soupçonne point de l'avoir été. La Bruyère dit qu'il n'est personne qui ne doive songer à se rendre philosophe.

C'est une précaution oratoire ; car pour Durval, l'un des héros de l'auteur, toutes les disputes religieuses sont indifférentes. (1-155). Il se moque agréablement du jansénisme et du molinisme. A 25 ans il a épousé Constance, jeune fille de 20 ans. Spirituelle, instruite, elle sait le latin, l'italien, l'histoire, la géographie. (1-21, 118). Elle aurait pu aujourd'hui, je crois, d'après les énumérations de l'auteur, conquérir un brevet supérieur. Élevée par un père philosophe de l'école de Fontenelle, elle connaît les œuvres des philosophes qui ont écrit sur le cœur humain (*sic*). (2-239, 273). On dirait peut-être maintenant sur l'*état d'âme* de l'humanité. Elle n'a point la ridicule ostentation du bel esprit. (2-62, 63). Elle est simple, modeste, sa conversation excite l'enthousiasme des érudits et des penseurs. Réservee et non fantasque, c'est une femme accomplie. Elle est brune d'une beauté plutôt gracieuse que régulière. Durval est un parfait cavalier. (2-233).

Tous deux également sains de corps et d'esprit ; (1-276) ; tous deux également fortunés ; tous deux, dégagés de tous liens ou fantaisies antérieurs, et ayant reçu, croient-ils, une éducation qui élevait leurs âmes au-dessus des sens, ils forment, à l'église, sans doute, puisque c'est l'usage, une union qui sera dirigée par les inspirations de la plus haute morale, c'est-à-dire un mariage scientifique et philosophique. (2-5).

Contraires, en principe, à cet axiome vulgaire que le mariage est le terme de tous les romans ils prouveront qu'il n'en est que le commencement. (1-238).

Voici les règles dominantes de ce mariage philosophique.

Les époux habiteront la même maison, mais dans deux corps de logis différents. Le mari aura le sien ; la femme le sien.

La liberté de l'homme, étant aussi inaliénable que le domaine de la couronne (*sic*) (1-286), Constance ne doit pas croire que par la cérémonie du mariage elle a sacrifié sa liberté. Non. Cette cérémonie n'a de gêne réelle pour elle que de lui ôter le pouvoir de se présenter à l'église avec un autre homme, tant que Durval vivra. Le mariage n'est pas une chaîne. C'est la liberté. (1-287).

Jamais de tutoiements. La familiarité détruit l'affection. (1-288, 289).

Les expressions : mon épouse, ma femme, sentant la propriété, seront bannies du langage du mari.

Durval n'ira chez Constance que quand cela conviendra à Constance. Il se fera toujours annoncer. (1-293).

Constance ne viendra jamais chez Durval, par la raison qu'une honnête femme, étant une divinité, doit attendre la visite des mortels dans son temple. (1-295).

Cependant si Durval est malade Constance pourra venir, non point en négligé et comme garde-malade, mais dans les plus beaux atours pour chanter, lire et converser.

Les deux époux ne feront point leurs repas ensemble. A des heures fixes les domestiques leur *porteront une portion, chacun dans sa chambre*. Les repas en commun de même que les repas publics ne sont bons ni pour le physique ni pour le moral. Pour le physique on mange trop, pour le moral plus

on se voit, moins on s'estime. L'auteur développe longuement et peu spirituellement, il faut l'avouer, ces maximes. Il conclut à un repas en commun tous les huit jours seulement quand on sera en famille.

Si l'on a des enfants leur mère devra les nourrir et devra surveiller leur première éducation plutôt que d'aller jouer la comédie. (2-69).

Ils seront élevés ensuite seuls. Ils auront chacun leur petite maison séparée. Mais deux ou trois fois par semaine on pourra porter sa portion mutuellement les uns chez les autres. (2-315. 319).

On pose en principe que la sagesse et la réserve sont les plus vifs assaisonnements d'un mariage heureux et que, pour éviter la satiété, il faut se visiter sous des habits différents, et accorder ses manières avec l'habit que l'on portera. (2-48, 49).

Le difficile est de réduire en pratique tant de belles théories.

L'auteur donne un développement considérable à l'application de ce principe tout spécial de sa constitution qui ne ressemble ni au règlement de l'École des femmes, ni au mariage à la bonne franquette. Mais l'on y sent percer l'idée de l'union libre, qui est une des bases des doctrines destructives du jour !

Quant à moi, je n'irai pas me noyer au milieu des flots de ces conceptions d'une imagination plus qu'excentrique. Je me contenterai de dire que, sous sa plume, le mariage devient, à quelques égards une sorte de libertinage savant où les privautés d'une certaine nature ressemblent, que l'on me pardonne la vulgarité de la comparaison, à une galette dont les tranches petites ou grosses, ou même les miettes sont distribuées, avec la coquetterie et les précautions

les plus raffinées, selon les cas, et dans des circonstances et des moments déterminés.

Notre auteur dit encore que, quand on ne s'aimera plus on s'en avertira, mais il ne dit pas ce qu'il en adviendra ! (1-291).

Par le temps qui court je m'étonne que quelques romanciers, peintres impressionnistes d'états d'âmes, n'aient pas exhumé ces pages du mariage philosophique. Appropriées au goût du jour, elles auraient peut-être certains succès sous la plume poétique ou prosaïque de quelques analystes de notre époque. J'ai tort de dire que je m'en étonne. Je crois que l'on a fait pis. Les tableaux vivants de notre auteur ne sont rien auprès du dévergondage étalé dans quelques-uns de nos romans modernes. Notre auteur ne les montre pas en dehors du mariage. Et cependant, comme on l'a fort bien dit :

On considérerait alors les infractions au sacrement comme un simple effet de certaines conventions sociales, une transaction acceptable, un compromis entre les rigueurs de l'étiquette mondaine et les exigences des sympathies personnelles... (1).

Toutefois, quand on a lu certaines peintures du mariage moderne comme *Leur cœur* (2) on se demande si, en regard du prosaïsme brutal attribué à l'hyménée infidèle de nos jours, le but poursuivi par le philosophe du XVIII^e siècle et les moyens indiqués par lui pour l'atteindre ne paraîtraient pas d'une naïveté et d'un idéalisme honnête trop excessifs aux littérateurs, qui se prétendent les

(1) *Le Télégraphe*, 29 avril 1891 : Antony et Savary, par Marcello.

(2) *Le Figaro*, 20 mai 1892.

profonds directeurs des pensées et des actions modernes.

Heureusement, l'anarchie morale de leurs écrits ne prévaudra pas plus, sur nos esprits et sur nos cœurs, que l'anarchie réaliste et pratique dont les bombes ou le poignard ont frappé les plus honorables ainsi que le premier et le meilleur de nos concitoyens, ne l'emportera dans notre ordre social. Nous le comprenons tous quand mettant le pied sur le seuil de notre foyer nous respirons le parfum des affections du sanctuaire domestique.

Enfin notre pamphlétaire nous donne la description d'un diner philosophique. (1-296). Les enfants une fois élevés et chez eux, la famille ne pouvait se réunir qu'une fois par semaine. (2-64). Mais, avant d'avoir des enfants, les deux époux pouvaient dîner ensemble deux ou trois fois par semaine.

C'est de l'un de ces diners qu'il va être question ici.

Chaque fois qu'ils se retrouvent, ainsi à table, les deux époux commencent par pleurer du bonheur de se revoir !

Je remarque, du reste, que ces deux personnes sont sans cesse dans les larmes. Elles ne sont atteintes d'aucun malheur, d'aucune contrariété, mais leur sensibilité est telle que tous leurs sentiments se manifestent par des pluies de pleurs. Un fait raconté, une pensée émise, un mot suffit pour causer une inondation de leur visage ou même une convulsion de tous leurs membres ! (2-64, 76, 86). Les expressions, sensibilité, enthousiasme et larmes, sont répétées à satiété par les deux époux ! C'était alors du meilleur genre. Comme les personnes étaient généralement assez vigoureuses à cette époque là on

serait tenté de se demander si les sensibilités humides n'étaient pas plus favorables à la santé que les nervosités un peu sèches d'aujourd'hui !

Une fois le spasme passé, on mange et l'on cause. On cause de tout, religion, poésie, vertus, noblesse, etc. Ai-je besoin de dire que tout est l'objet d'une critique plus ou moins sensée ?

Constance propose des idées. Durval les admire plus qu'il ne les conteste. Le plus souvent les deux époux tombent d'accord.

Je n'entrerai pas dans la discussion de leurs opinions et des raisons, souvent singulières, sur lesquelles ils les appuient. Il me suffira de les mentionner brièvement en priant le lecteur de remarquer qu'elles étaient l'expression des idées de l'époque, vulgarisées par Rousseau et par Voltaire, et applaudies pour la plupart par ceux qui, après avoir aidé à leur triomphe, devaient en être les victimes.

En religion, il y a trop de culte extérieur ce qui fait qu'on prend souvent le signe pour la chose. (2-79). De nombreux abus sont à réformer : ainsi plus de bancs dans les Eglises ; plus de messes ni de cloches en semaine, mais seulement les dimanches et fêtes ; plus de dévots et de dévotes (Durval a été dévot), plus de moines, etc. (2-79, 80). On n'est jamais certain d'aimer Dieu parce que son amour n'a point d'objet connu ni de la vue de l'âme, ni de la vue du corps. (2-81). Or l'amour n'est qu'un enthousiasme excité par la vue d'un objet, et, en même tems, un violent désir d'être uni à cet objet !

La vertu est une habitude des actions utiles à l'humanité. (2-78). Elle est un des apanages du mérite personnel ; et le mérite personnel seul doit être apprécié. (2-104, 107). Durval, qui est un anobli,

dit que la noblesse n'est qu'une rêverie de l'esprit humain, que toutefois, s'il y a une différence entre la noblesse due à des actes de vertu et la noblesse due, comme la sienne, à des actes de finance, il profite de ses privilèges. C'est on en conviendra d'une franchise assez brutale et d'un exemple assez peu édifiant pour un pareil philosophe !

Il met dans la bouche d'un quaker une diatribe contre l'aristocratie française et même contre tous les français. Ce quaker s'écrie à propos du caractère de notre nation :

Nous autres Anglais, nous ne nous piquons point de méthode ni dans nos livres ni dans nos conversations. La méthode tue le génie. Nous le laissons aux Français qui n'ont que de l'esprit.

Et cependant, il est tellement enthousiaste de Montesquieu, l'homme d'esprit, de génie et de méthode par excellence, qu'il prétend qu'il méritait de naître en Angleterre et qu'une erreur de la nature l'a fait naître en France !

En littérature, Constance n'aime pas les vers (2-114, 115, 116). Elle assure que la Rime estropie la Raison et que le plus grand éloge que l'on puisse faire de Racine c'est que ses vers sont de la prose. Elle dit encore que si Voltaire a réussi c'est que ses vers ont le ton de la conversation et ne sont que de la prose rimée ; et qu'enfin, elle suit pour la prose le précepte de Rousseau qui a dit : Qui écrit sans images est un géomètre ou un sot. (2-117).

Telles sont les belles idées qui font principalement l'objet des conversations de ces deux beaux esprits, masquant ainsi la vulgarité des appétits grossiers auxquels pour s'alimenter leur être corporel est forcé de descendre.

J'ajouterai ici l'analyse d'une théorie exposée autre part sur les rapports d'un père et d'un fils. Elle a dû faire l'objet des méditations des deux époux.

La terre retentit des clameurs des pères contre les fils. (2-558 à 573). Elle improuve la conduite des fils. Mais les fils seront justifiés quand la philosophie victorienne des préjugés aura établi le règne auguste de la Raison. Pour être un bon père, la bonté, la tendresse, la libéralité ne suffisent point. Il faut des lumières. Il faut que le père ouvre des livres de philosophie et médite sur les passions, sur la liberté, sur l'exercice et les bornes de l'autorité paternelle. La contradiction dans le choix d'un état fait tomber le jeune homme dans l'oisiveté. Les passions le subjuguent. Les tyrans les plus barbares sont les parents. Un père devrait être l'ami tolérant de son fils, le confident et le réparateur de ses faiblesses. Il faut laisser aux enfants le soin d'user de leur raison. Un fils n'est né habitant ni de la ville où il est, ni de la France, ni de l'Europe ; *il est né habitant de l'univers*. Il doit voyager et se soumettre au gouvernement qui est *le plus analogue à son caractère et à son esprit* ! Son père doit désirer qu'il soit plutôt pauvre que riche pour ne pas être fainéant. Un fils n'aime et n'aimera jamais son père parce que l'on n'aime jamais son maître !

Quand on entend dire aujourd'hui : il n'y a pas de patrie ! Ni Dieu ! ni maître ! ne croit-on pas entendre comme un écho grossi et amplifié plutôt qu'affaibli de ces doctrines que je viens de rappeler, et qui n'admettaient pas même l'autorité paternelle ? (1).

Il n'y a pas 5 mois quelqu'un parlait, en pleine Cour d'assises, des aspirations égalitaires et libertaires qui viennent battre en brèche l'autorité actuelle(2). Les théories de ce quelqu'un ne peu-

(1) V. Taine. Ancien régime, T. III^e, p. 107 et tout son exposé du programme jacobin.

(2) *Figaro* du 19 avril 1894.

vent-elles pas à la distance de plus d'un siècle se souder à celles de notre pamphlétaire ?

Or toutes ces idées, échangées, la plupart le verre en main, entre deux époux philosophes, étaient acceptées superficiellement par l'élite de la société de province aussi bien que de Paris. Elles circulaient dans ce monde élégant, aux mœurs faciles et d'un libéralisme ingénu, car il était tout de surface. Il avait de la tolérance selon son caprice ou ses lumières ce monde d'idylle ou de conte moral, comme l'a fort bien dit M. Sorel. Et c'était son caprice qui les tolérait !

Une femme d'esprit, M^{me} de Rémusat, a dit que ce monde, séduit par la forme piquante que l'on donnait à la censure, s'était attaché aux principes d'une secte qui n'avait pu prévoir ou voulu prévoir que de nouvelles institutions ne pourraient s'élever que sur les ruines des anciennes !

L'auteur fait en général un portrait flatteur de cette société là, mais s'il y a force éloges, qui, tant ils sont multipliés, paraissent monotones à l'un des interlocuteurs, en revanche, il y a des critiques sanglantes de certaines personnes.

Ce qu'il est utile de tirer de ces pages plus ou moins satiriques, c'est, en dehors de ces théories dites philosophiques, une étude que j'ai déjà, en grande partie, tentée d'écrire sur les mœurs et les usages de ce monde de Laon en 1764 (c).

J'ai parlé en effet de l'ensemble de cette société gracieuse et des cercles, des assemblées où l'on causait, chautait, dansait, soupait beaucoup. J'y insiste un peu plus aujourd'hui.

On apportait à ces réunions, dit l'auteur, mille prétentions ; on sortait navré de mortifications. On ne s'est

approché que pour se surprendre des ridicules. Qu'on soit de bonne foi, au sortir d'une grande assemblée, c'est la critique de toutes les personnes de l'assemblée qui fait la matière de la conversation de tous les soupers (1-164). Parmi le beau monde, on peut établir comme axiome incontestable cette proposition « qui converse médit. »

Le règne des beaux-esprits, dit-il autre part, qui est très-établi dans la capitale, s'établira aussi en province dans une 50^e d'années. (2-134). Il viendra un tems, où même en province, pour être accueilli chez une jolie femme, il faudra de l'esprit, des connaissances, du mérite, et même de cette chienne de philosophie tant décriée de nos jours !

Oui, on attaquait vivement les philosophes, cependant ils faisaient de nombreux prosélytes, plutôt frondeurs que sérieux, même parmi les femmes que l'auteur prétend si frivoles. Mais quant à sa prophétie, l'auteur a-t-il eu raison ? Que chacun se le demande ? et en décide ?

Toujours est-il qu'il convient de constater ici qu'à un certain moment en faisant le portrait d'un chanoine toujours ferme dans ses principes, uniforme dans sa conduite, fort contre les adversités, l'auteur s'écrie que s'il en est ainsi c'est que la Religion gouverne tous les ressorts de son âme et qu'il n'est pas douteux que l'on est bien mieux gouverné par la Religion qu'on ne l'est par la Philosophie ! (1-32).

Notre philosophe, ce me semble, fait en cette circonstance subir un cruel affront à ses opinions philosophiques ! Quel aveu et pourquoi donc alors ne pas choisir le gouvernement que l'on déclare le meilleur ?

Ce n'est pas la seule incohérence que l'on ait à relever dans son œuvre. Il en est d'autres que je m'abstiendrai d'indiquer. Ne me suffit-il pas de mentionner qu'il y en a ? Ces pages n'ont pas pour objet leur discussion.

Si l'auteur blâme la légèreté des cercles, il faut lui rendre cette justice qu'il applaudit à la création de la Société d'agriculture. C'est un Prémontré, prieur de St-Martin, savant fameux par la publication d'un mémoire sur l'administration, qui la dirigeait. (1-6 à 8), Prisant peu les ouvrages littéraires, il aurait voulu qu'on récompensât les belles actions plutôt que les beaux livres. Il me semble que ce vœu a été satisfait de nos jours. Ne sait-on pas récompenser aujourd'hui et les bons livres et les belles actions ? On peut même dire que, dès 1782, M. de Monthyon avait fondé un prix de vertu et des prix pour les ouvrages et les travaux utiles.

En général tout en disant qu'il n'a vu nulle part plus d'ecclésiastiques qu'à Laon, et en plaisantant sur ce qu'il y a tant d'hommes sans femmes, il ne critique point le clergé. Il le respecte et l'honore. Il parle de son mérite, de son affabilité, de son savoir.

Les portraits qu'il fait de M^{sr} de Rochechouart et de divers autres prêtres sont à retenir :

Votre Évêque, dit Durval, tenait à Rome le plus grand état, et, ce qui étonnait, c'est que l'homme dans l'ambassadeur était supérieur à la magnificence dont il était environné. Il faut qu'un grand ait bien du mérite pour que ce mérite ne soit point éclipsé par un luxe éblouissant. (1-28 et suiv.). Votre évêque jouissait à Rome de la plus haute considération, et l'on y conservera longtemps là la mémoire de son ambassade.

On distinguait auprès de lui un abbé qui n'avait pas 30 ans et qui était du 1^{er} mérite. C'était, je crois, un de ses grands vicaires. Emile a de l'esprit comme un ange. Il faisait les délices de la conversation chez l'ambassadeur. Il réunit des talents qui paraissent s'exclure. Emile est instruit et il est agréable. Il est solide et il est léger. Il est fécond, et il est toujours intéressant. Il a la plus grande finesse et il n'abuse point de sa pénétration pour

éclairer les autres sur les ridicules qui leur échappent. Ses propos obligeants avaient une délicatesse qui était applaudie même par les Romains. On admirait Emile d'autant plus volontiers qu'il se faisait pardonner sa supériorité par la politesse la plus humble. Toutes les nations de l'Europe vont à Rome. Tous les voyageurs vont au palais de France. On peut assurer que ce jeune abbé à eu occasion d'être connu et d'être estimé de toutes les nations de l'Europe.

Le secrétaire d'ambassade Eugène n'avait pas beaucoup de tems à donner aux cercles. Je le louerai beaucoup moins sur sa conversation que j'ai connue très peu, que sur le succès éminent avec lequel il exerçait son emploi. Eugène a montré une intelligence et une capacité qui ont étonné dans un homme qui ne s'était jamais destiné aux affaires politiques. Il a supérieurement le talent de faire une lettre. Il exposait une affaire avec une netteté et une précision qui surprenaient toujours ses correspondants les plus versés dans l'art d'écrire. Admiré à Versailles, ainsi qu'à Rome, Eugène est revenu en France avec la gloire bien flatteuse d'avoir mérité l'estime des 2 cours les plus spirituelles de l'Europe.

..... Notre Evêque a ramené avec lui un abbé italien.

J'ai ouï dire que Roseli joignait le caractère français à la finesse de son país. Je l'ai rencontré une fois dans une maison. La beauté de ses yeux m'a frappé...

Notre Evêque a un grand vicaire de plus depuis son ambassade. Thimoclès est remarquable par sa piété, par le goût de la retraite, par l'amour de l'étude. Né avec beaucoup d'esprit, il a joint aux bienfaits de la nature les connaissances les plus intéressantes. (1-31). Sa conversation est agréable, profonde, instructive, Thimoclès a bien lu l'histoire. Il la cite à propos, il s'attache moins au fait qu'à la morale qu'on peut en recueillir.

Le caractère de Maximin (l'évêque) est l'égalité d'âme qui annonce le sage. Son esprit, c'est la pénétration, la sagacité, la justesse, qualités qui ouvrent les replis du cœur humain les plus cachés. (2 337). Ses vertus sont la pureté des mœurs et la bienfaisance. Maximin qui, de bonne heure a régné sur ses passions est toujours maître de lui-même. C'est la raison qui règle ses actions, ses

démarches, le choix des personnes qu'il emploie. C'est un sage qui n'est jamais dans le cas de se repentir de ce qu'il a fait parce qu'il ne fait rien avec précipitation. Il résulte de ce caractère si louable et si rare dans les grands que les hommes à qui Maximin confie des emplois sont certains de ne pas être déplacés tant qu'ils se conduiront avec probité.

La pénétration, la sagacité, la justesse de l'esprit sont les qualités précieuses qui, sans doute, ont procuré à Maximin la gloire d'être ambassadeur avec les hommes les plus fins de l'Univers, à Rome. . . .

Maximin a vu mourir Benoît XIV et par le crédit que donne sur les esprits la supériorité de l'esprit, l'éminence de la vertu, la dignité d'ambassadeur du Roi de France, Maximin a déterminé le choix du Conclave en faveur du Cardinal Rezzonico qui règne sous le nom de Clément XIII. Pour parvenir à cette élection, Maximin s'est conduit avec tant de sagesse et d'habileté que le Roy lui a écrit de sa main, pour lui marquer combien il était satisfait.

Il connaissait l'intrigue du Conclave. . . il avait été conclaviste du Cardinal d'Auvergne, lors de l'exaltation de Benoît XIV. Dès sa jeunesse il a montré de grands talents pour la négociation.

Il fut revêtu de la pourpre romaine sur la présentation de Frédéric-Auguste III, roi de Pologne.

Il a réussi dans toutes ses négociations.

Il est resté 4 ans absent, au grand regret de son diocèse et de la Reine de France dont il était grand aumônier.

Il gouverne son diocèse avec beaucoup de douceur et de sagesse. Point d'inquisition sur les consciences... Depuis 10 ans que durent les troubles de l'église, jamais on n'a entendu parler du diocèse de Laon.

Son esprit est infini, juste sa pensée, irréprochables ses discours. Ses yeux annoncent la finesse, la sagacité, la pénétration. Saisissant d'un coup d'œil le ridicule des gens, on voit qu'il excellerait à railler. Mais il sait qu'on ne doit railler que ses égaux.

Sa correspondance est nette et précise, pour l'affaire même la plus compliquée ; ses mœurs parfaites ; son admi-

nistration économe ; sa bienfaisance incessante surtout pour les pauvres honteux.

Il n'a que 55 ans. Il serait à désirer qu'il devint ministre pour apprendre à la France que les Richelieu et les Mazarin peuvent avoir des égaux dans l'art de gouverner.

Tel est, en substance, le portrait magnifique et digne d'être recueilli que notre auteur fait de M^{sr} de Rochechouart. L'histoire en confirme la vérité. Elle rapporte aussi que c'est à lui que fut dit ce mot célèbre : « *Sint ut sunt, aut non sint.* » (1).

Le peintre de la ville était Mégret. (2-335). Il excellait dans le portrait depuis plusieurs années. Son talent s'était exercé à peindre continuellement notre évêque, dit l'auteur, et rendre au naturel la figure de ce prélat respectable. Maximin est fort aimé dans son diocèse. Tout le monde veut avoir son portrait.

Voilà une indication qui peut être précieuse pour les artistes investigateurs.

Voici maintenant en quels termes il parle de l'abbé Poule :

On m'a dit que l'abbé Poule était à présent le plus grand prédicateur de la France. (1-12, 13). Il demeure dans notre diocèse et n'a point encore prêché à Laon. Il a prêché à Paris le carême de 1762. Tout Paris lui adjugea la palme de l'éloquence. Il avait pour rivaux les orateurs les plus célèbres. Il a été déclaré le prince de ces orateurs. Les sermons de l'abbé Poule sont des poèmes superbes. Ils sont pleins de tableaux qui feraient la fortune d'un peintre qui serait capable de les transporter sur la toile. Ce grand orateur est un grand poète et il n'a jamais perdu de vue ce précepte d'Horace : « *Ut pictura poesis.* »

(1) La France pontificale par Fisquet, p. 304 — et le Châteaueu d'Anizy et le comte de Rochechouart, par M. de Beauvillé, t. 22, p. 25. *Bulletin Société Académique de Laon.*

L'abbé Poule a saisi l'esprit de la religion en philosophe et chrétien éclairé. (1-15, 16). Tous ses discours sont le développement de cette proposition : « *Omne mandatum beneficium.* » Il pense avec M. de Montesquieu qu'il faut moins s'occuper à prouver la religion qu'à la faire aimer. Il a soin de répéter à ses auditeurs une vérité trop négligée ; il leur dit : « Mes frères, soyez chrétiens, la religion ne procure pas seulement le bonheur de l'autre vie, mais elle procure encore dès cette vie présente le plus grand bonheur que comporte l'humanité. Ne voyez dans l'évangile que les préceptes affectueux d'un Dieu qui chérit les hommes, qui veut les préserver des longues douleurs que procurent les voluptés passagères : « *Omne mandatum beneficium.* » Il dit cela avec une éloquence qui n'est pas donnée à tout le monde. (1-16). Il a une mémoire prodigieuse. Il n'a jamais copié aucun de ses sermons, lors même qu'il les composait. Il les a tous dans la tête. Et sa mémoire les conserve si bien que, quand il monte en chaire, il pourrait dire à ses amis : « Quel sermon voulez-vous ? »

M. l'abbé Poule est d'une belle figure. Il a une belle déclamation. Il a toutes les qualités de l'orateur qui sont si rarement réunies

Il demeure dans son abbaye. C'est un sage qui s'est dérobé aux honneurs de l'épiscopat. Il préfère la tranquillité que lui a offert le désert qu'il habite. C'est le seul homme du siècle que le génie ait conduit au bonheur.

N'est-ce pas là une belle page pour la réputation, aujourd'hui un peu effacée, de cet orateur de la chaire ?

Mais, s'il donne tant de louanges à la plus grande portion du clergé local, ce qui peut-être atténue ses critiques générales, il tonne contre les papes et il ridiculise d'une manière abominable un ecclésiastique auquel il donne le pseudonyme de Trissotin et que je crois être Abel-Joachim Mennesson, curé de Vaux en 1760. (2-299). (Voir Arch. départ. 66-82).

Il le met en parallèle avec Hermotime, curé du Cloître, qui lui a été préféré pour cette cure parce que Hermotime avait, dit-il, le talent de verser dans les cœurs le miel de la conversation ! (1-184).

Hermotime est aussi un nom supposé. A ce propos, j'avouerai que j'ai cherché à avoir la clef de tous les pseudonymes donnés par l'auteur aux personnes dont il parle. Je n'y ai pas encore réussi.

Les hommes d'un goût fin font, dit l'auteur, de Trissotin le plus grand cas. (1-4, 5, 6). Il est leur barème en fait d'ouvrage d'esprit. Il n'y a de bons vers que quand l'auteur est loué par Trissotin et Trissotin loue très-rarement. — Il a le droit d'être difficile. Peut-il ne pas comparer les productions des autres aux pensées exquisés qu'enfante son cerveau ? Quelles productions peuvent soutenir le parallèle ? — Le papier lui tombe des mains. Ses lèvres dédaigneuses prononcent avec complaisance : Cela est mauvais, cela est détestable ! Que ces vers sont lâches ! Que cette prose est insipide ! Quand par hasard Trissotin est forcé d'accorder des louanges, pour soulager son amour-propre ulcéré il a grand soin de publier que l'auteur qu'on nomme n'est point le véritable père de l'ouvrage. Il a horreur d'entendre louer un ouvrage qu'il n'a pas fait, et qu'on attribue à un de ses compatriotes.

Et le pamphlétaire continue sur ce ton peu aimable pendant longtemps.

Je soupçonne que son acrimonie vient de ce que Trissotin n'a pas applaudi à quelques-uns de ses essais littéraires.

..... Trissotin dans la cuisine a un talent très étendu. (2-212). Trissotin cuisinier est excellent homme. Trissotin prédicateur est homme médiocre. Il est né cuisinier.... et c'est un pique-assiette..... (2-634).

L'auteur part de là pour faire de Trissotin une

véritable caricature. Il suppose qu'il soutient un exercice public ridicule avec les cuisiniers de toutes les maisons de religieux, de financiers, de magistrats, et des hôteliers, notamment des hôtels de la *Hure* et de la *Bannière* ; qu'il a réponse à toutes leurs questions d'office ; et qu'il a la palme sur tous les cuisiniers prosternés à ses pieds.

Je fais grâce des insanités accompagnées de coups de griffes pour l'un et pour l'autre, débitées par l'auteur, mais que ne pouvaient lui pardonner ni celui qu'il abimait ainsi ni ses amis.

Il finit par dire :

Il mérite une couronne de laurier et il sera facile de trouver du laurier dans le siècle où nous sommes ; il ne croit que pour les cuisiniers ! (2-230, 245).

Rien que ce sarcasme politique pouvait, en ce temps là, motiver une lettre de cachet !

Parmi les bourgeois, il critique violemment un M. de la Thibaudière, nom emprunté à Molière. (1-50; 138 à 146, 122, 124, 126, 217). Il l'attaque comme un homme frivole, d'une curiosité minutieuse, courant la ville et même les auberges pour apprendre les nouvelles et être le premier à les annoncer. C'est une gazette vivante et un cancanier. L'auteur ne le ménage nullement, durant des pages entières ; la raison en est que depuis 20 ans M. de la Thibaudière disait du mal de lui.

Je me suis tu, jusqu'à présent ; après une 20^{me} d'années, on peut châtier en sûreté de conscience un mauvais chrétien qui persévère dans son vilain péché. C'est travailler au salut de son âme.

Ici, je tiens à faire une remarque générale c'est que, pas plus M. de la Thibaudière, que tout autre, l'auteur n'attaque personne sous le rapport des

mœurs. Il ne s'en prend qu'aux travers, aux ridicules et autres choses de ce genre.

On sait, au surplus, qu'en ce temps là la galanterie n'était pas vue d'un œil trop farouche.

S'il caractérise, en passant, l'avocat en général par un mot malsonnant, il raconte qu'à Laon il y avait d'excellents avocats (1-64). C'est une habitude que Laon n'a jamais perdue. A côté de ceux que l'auteur loue d'être soit collectionneur, soit archéologue, soit bibliophile, il en est un dont il se dit l'ami, et qu'il traite de nigaud, timide, sot, etc., etc. (1-74 et suiv.).

Il critique certaines femmes qui, suivant lui, sont d'un âge à ne plus jouer la comédie ; ou bien qui sont si coquettes qu'à force de se regarder dans une glace elles se séduisent elles-mêmes. (1-49, 57 à 94).

Il écrit, du reste, une longue censure du goût passionné que le siècle et la province, ont pour la Comédie. (1-57 à 94). Il en fait ressortir les abus en étalant des vérités évidentes et vulgaires.

Il critique l'habitude qu'ont les femmes de boire du vin et des liqueurs avec intrépidité, ce qui fait, dit-il, qu'elles n'ont pas une voix douce. (2-285). C'est à se demander si les médecins du XVIII^e siècle prescrivaient l'usage des liqueurs et du vin ?

S'il ne critique pas la galanterie, en général, il critique les galanteries d'un bel-esprit. (1-102, 103).

Il compare la Province à Paris et semble approuver ce vers de Gresset :

On ne vit qu'à Paris, et l'on végète ailleurs.

Ce n'était pas un bon moyen de se faire applaudir !

Il critique le puriste qui, sans cesse, consulte son dictionnaire, de peur de pécher contre la langue. (1-219 à 224).

Il critique amèrement les cénobites. (2-78). Cepen-

dant l'hermite de Vorges trouve grâce devant lui. Il était du Dauphiné. Il avait 70 ans. (2-501). Après une vie tumultueuse, il avait voulu mourir tranquille dans les bras de la religion. Renommé par son caractère auguste Frère Joseph réunit dans son maintien la grandeur et l'humilité. Il a une raison solide, un esprit cultivé. On sent qu'il est homme de condition et toutes ses manières disent qu'il compte pour rien la gloire de sa naissance.

Dans l'administration il ne critique un peu que le subdélégué qui a, dit-il, une furieuse bedaine, mais dont l'esprit est aussi léger et caustique que le corps pesant.

Il critique l'histoire en général, et la manière dont on la raconte. Il prétend qu'elle a plus corrompu d'hommes qu'elle n'en a formé à la vertu. (2-299). Il souhaite que l'on fasse un tas de tous les livres d'histoire et qu'on y mette le feu. On voit poindre, ce semble, dans cette pensée, le désir, qui s'est fortement accentué depuis, de la destruction du passé ?

Il nous apprend qu'il y avait en garnison à Laon des officiers de milice habillés de blanc et un régiment de Conty (Cavalerie), dont plusieurs capitaines, MM. de Courcelles, de Bretteville, de Corbière et de Lastanier plaisaient beaucoup à la société (2-495) ; puis il critique la fondation de l'Ecole militaire et de l'hôtel des Invalides. (2-268).

L'Ecole militaire, suivant lui, est une école de privilégiés. On y garde, pendant 8 ans les jeunes nobles et inutilement et à grands frais. Elle favorise leur fol orgueil et leur dédain de tout et de tous. Une croix spéciale a le tort de leur rappeler toujours qu'ils sortent de l'Ecole. Ils y perdent leurs mœurs parce que rien

n'est plus pernicieux pour la jeunesse que le commerce de la jeunesse. On dit cependant que l'éducation en commun excite l'émulation. C'est un moyen imparfait et odieux, car sur cent élèves il en est 10 peut-être qui travaillent. Qui veut être le 1^{er} dans sa classe, égorgerait, dans l'âge d'homme, ses concurrents pour arriver à une dignité. Le plan de leurs études est mauvais. Et ici, notre auteur en dresse un nouveau en finissant par dire : il vaudrait mieux renvoyer les élèves chez eux. Qu'a besoin de science le plus grand nombre des troupes ? Ce sont des machines qu'on place sur un champ de bataille ; ce sont des pantins dont les bras destructeurs sont mis en mouvement par la main du général. Quand on leur dit de tuer ils tuent, tuent, tuent ; ils sont bien en colère sans savoir pourquoi. Quand on leur dit de cesser ils cessent. Les voilà paisibles et doux comme des moutons ! Les seuls corps de troupes qui ont besoin d'être instruits, ce sont les corps de génie et d'artillerie, et ils ont des écoles qu'il est nécessaire de conserver. Pour les grands hommes, dont la nation a besoin afin de commander ses armées, ils se forment d'eux-mêmes. Ce sont des géants qui paraissent tout à coup, ce sont des dieux qui descendent sur la terre pour protéger les mortels.

Quant à l'hôtel des Invalides, l'auteur demande sa suppression. (2-768). Ceux qu'il renferme ne sont point heureux. Ils ont sans cesse le murmure sur les lèvres et le désespoir dans le cœur, parceque jusqu'à la fin ils subissent le joug de la servitude militaire. Qu'on les renvoie dans leurs villages. Ils seront libres. Ils coûteront moins cher au Roi. Ils seront exempts d'impôts ; ils seront honorés. Ils raconteront leurs hauts faits. « Le vulgaire écoute avec dé-

« lices les descriptions épouvantables de ces actions
« atroces par lesquelles des hommes menacent des
« hommes pour servir une querelle dont ils ignorent
« le sujet. »

En vérité ne croirait-on pas lire une élucubration de ces publications criminelles qui, en courant nos carrefours et nos rues, inondent de leur bave le dévouement et les fatigues journalières si pénibles de notre admirable armée ? Quelle différence y a-t-il entre ce langage d'il y a 130 ans et le langage actuel si ce n'est que la critique moderne est plus virulente et plus âpre et plus agitée ?

Et, ici, qu'il me soit permis, en manière d'une sorte de synthèse des théories exposées par l'auteur, de dire que l'on y trouve non pas seulement le germe, mais presque la formule des doctrines anarchistes : Plus de propriété ; plus de patrie ; plus d'autorité ; liberté absolue ou fais ce que veux et tout est à tous.

Quand ce ne serait qu'à titre de curiosité rétrospective n'était-il pas bon de signaler un pareil antécédent ?

Ici, toutefois, une objection peut être faite. Vous présentez bien en noir le rôle et les théories de cet auteur, me dira-t-on ; puisque c'est un critique, ne pourrait-il pas se faire qu'il ait eu l'intention de s'exercer sur les idées philosophiques et leurs conséquences aussi bien que sur certaines personnes ? Je ne le pense pas. Le ton général de son œuvre ; son ensemble ; la manière dont ses idées sont exposées ; mille détails que je ne saurais relever ; sa sincère et évidente admiration pour les encyclopédistes ; sa franche habitude soit de louer soit de critiquer, sans procéder par l'ironie ou la censure indirecte me paraissent

repousser toute intention de pamphlet contre les idées philosophiques. Ce sont bien des vérités qu'il prétend avoir rêvées mais des vérités qu'il faut cacher au vulgaire. Il dit nettement leur fait aux personnes qu'il *étrille* ! à plus forte raison, il se gênerait peu vis à vis des choses ou des systèmes s'il avait un blâme à y apporter.

Si l'on veut, à toute force, que l'auteur entende faire la critique de ces idées là, soit. Mais alors on conviendra que c'est une bonne fortune pour nous de découvrir, dans un ouvrage aussi peu étendu, les doctrines qui couraient le monde alors ainsi que leur portée et leur influence déjà malheureuses et funestes !

Maintenant je termine, en quelques mots, ce qui a trait spécialement à Laon et aux idées philosophiques de l'auteur pour parcourir rapidement ses appréciations ou ses récits sur les villes et les villages des environs.

Sans doute, l'auteur traite de persifleur un président à mortiers du Parlement de Metz. (1-35). Mais on sent qu'il ménage les magistrats de Laon. M. Jean-Charles Le Carlier, seigneur de Loizelet, président de l'Election, est un homme d'un esprit enjoué et fécond (Théophile pseudonyme) ; Vaillant (Damon), a été pendant 40 ans la lumière du barreau. (1-105). Il est le père de Madame la lieutenant générale, une des femmes les plus vertueuses de la ville. (1-51). Le Procureur fiscal de l'Evêque joignait l'esprit à la bonté. (1-212). Un conseiller du Bailliage était sans doute impétueux, mais poète, franc et de mœurs pures. (1-187). Il ne lisait jamais.

De son éloignement pour les livres, il résultait un avantage précieux pour son état. Il en a le jugement plus sain et plus prompt. Plus on a de connaissances moins on sait se décider.

Ainsi parle l'auteur ; et à ces mots, son interlocuteur trépigne de joie, lui saute au cou, l'embrasse en s'écriant (1-189) :

Vous avez raison ! les livres font beaucoup plus de mal que de bien ! Ce n'est que dans le xvii^e siècle que l'on a commencé à savoir lire. Avant cette époque, les livres obscurcissaient l'esprit au lieu de l'éclairer !

La seule critique que l'auteur se permette est celle du costume de ville des magistrats :

Ils ont des habits si lugubres, des perruques si vilaines ! comment accueillir un homme dont les cheveux ne sont pas enfermés dans une bourse, dont les vêtements n'offrent pas le plus petit galon et au côté desquels on ne voit point plantée galamment une très longue épée qui est devenue je ne sais pourquoi un meuble d'ornement.

Il ménage aussi les médecins dont il peut avoir besoin (1-33) (2-602).

Enfin il indique certains usages dont on tiendra compte aux notes (D).

Les pages de ce pamphlet sont frémissantes de la vie échevelée et sensuelle de cette époque. Ce n'étaient alors qu'avocats légers, conseillers spirituels, femmes délicieuses, teintées de philosophie et maquillées de littérature légère, folles de musique et de spectacles, coquettes à faire perdre la tête à leurs maris et à leurs amis. Toujours riant, dansant, chantant, presque toutes jeunes, sémillantes, emportées par l'amour des fêtes, elles semblaient vivre et s'ébattre dans un océan de délices. Pas une qui ne reçut chaque matin, à son réveil, une fleur et des petits vers d'un cavalier, d'un avocat, etc. Ces messieurs se faisaient concurrence, le savaient, et, le soir, n'en étaient pas plus méchants amis. Quel tems ! Quel siècle ! Quelle étourdissante époque de passion volage ! Le rayon des yeux des femmes était

d'une nature particulière. Langueur et hardiesse ; mollesse et vivacité ; éclair et douceur, tout était dans leur regard. C'était celui du plaisir sans arrière-pensée. Ce n'était pas le reflet du diamant conquis ou convoité ! L'entraînement n'était-il pas irrésistible ? Ne comprend-on pas que beaucoup de jeunes hommes amollis par tant de douces effluves, produit simultané des anecdotes de cour et de romans philosophiques pussent devenir inconscients de leurs actes et oublieux de bien des préceptes ? Eh bien ! selon notre pamphlétaire, il n'en était point ainsi, et toutes les belles Laonnoises étaient vertueuses. Comment se fait-il donc qu'elles n'aient point défendu son ouvrage ? Mais pourquoi s'en étonner ? N'a-t-on pas dit spirituellement, il y a quelque tems, dans une autre enceinte, que la femme française était un sphinx ?

Cette fureur de vie légère et inconsidérée s'augmentait des aliments que l'on puisait au dehors.

C'était fête sur fête dans les châteaux et maisons de campagne à la ronde. C'étaient visites sur visites échangées entre ces châteaux et Laon et même les villes avoisinantes.

Soupir et Courcelles rivalisaient avec Proisy.

A Soupir on aimait les arts. Les talents y étaient fêtés. (2-455). On y trouvait la meilleure compagnie. C'est là que l'on admirait la femme d'un trésorier de France, belle comme un ange, honnête comme un laideron. Brune, aux grands yeux noirs pleins de feu, elle avait les plus beaux cheveux du monde et la peau blanche comme la neige. Quand elle apparaissait on croyait voir la nymphe Eucharis peinte d'une manière si galante par le dévot archevêque de Cambrai. Elle avait une voix charmante, jouait de la guitare ; et, quoiqu'on en ait dit, elle était

pétillante d'esprit. C'était une enchanteresse qui eut été chassée de la République de Platon. Au château de Soupir, un soir, elle joua d'une manière ravissante le rôle de Florise. Notre auteur, que je ne fais que copier, était là et il en fut tellement ébloui, qu'il improvisa sur le champ, les vers suivants en son honneur : (456).

Que vous savez, belle Florise (1)
L'art par lequel on se déguise !
Vous qui possédez la beauté
Sans caprice et sans vanité,
Vous dont partout on préconise
La riante affabilité ;
Vous étiez, ma foi, sur la scène,
Béguenille bien complètement,
Et sans avoir pu de la haine
Vous attirer le sentiment .
Quittez, quittez ce caractère
Où bientôt nos honnêtes gens
Séduits par l'espoir de vous plaire,
Florise, vont être méchants !

L'auteur reconnaît lui-même que ces vers là ne sont pas merveilleux. Il faut avouer que Florise pouvait en être plutôt humiliée que satisfaite !

Le château de Proisy avait alors pour seigneurs deux époux philosophes auxquels l'auteur donne les noms de Palmyre et Zanti. Palmyre était une femme du premier mérite. Elle avait l'esprit cultivé ; elle aimait les livres. Elle en parlait bien et les appréciait avec beaucoup de discernement ; bienfaisante et pieuse, sa religion était épurée par la philosophie. Son mari était un homme doux et honnête. Il aimait les arts, les jugeait bien. Il avait la politesse de l'esprit.

(1) Rôle de la pièce de

Ils avaient deux filles accomplies. Par leurs talents, le château de Proisy offraient, pendant l'hiver, tous les plaisirs de Paris.

Elles venaient souvent à Soissons et à Laon ; et à leur tour recevaient dans leur château la société élégante de ces deux villes.

Les dames du village de Courcelles étaient deux demoiselles qui avaient eues, pour hôte, dans leur château, pendant plusieurs années, Crébillon, fils.

On voit ici que le pamphlétaire sort de sa réserve ordinaire vis-à-vis des femmes. (2-465). Elles ne sont pas de Laon et il en fait une peinture par trop enflammée pour être transcrite, ici, mot à mot. Qu'il me suffise de mentionner qu'elles étaient charmantes et pleines d'esprit. A la raison d'un philosophe, elles joignaient l'imagination d'un poète. C'est dans leurs yeux, sans doute que Crébillon, fils, a puisé les pensées délicates qu'on admire dans ses ouvrages. Notre auteur s'étonne que le genre de Crébillon fils soit si différent du genre du père. Pour lui le père est un Sophocle ; et le fils un Ovide.

De Laon l'auteur rayonne dans tous les environs.

Le château d'Ostel était l'un des plus aimés et des plus estimés de la province. Toujours plein de la meilleure compagnie, il offrait tous les plaisirs de la conversation, de la musique, du théâtre, de la table, du jeu et singulièrement de la liberté. On était exempt de toute contrainte (2-595). On restait dans sa chambre, on paraissait au salon. On allait se promener seul ou en compagnie. On faisait tout ce que l'on voulait. Le maître du château était aimable, aimé et bienfaisant. Il occupait, toute l'année, les habitants de sa paroisse, créant, même, pour eux, des travaux inutiles pour les sauver de la faim et de l'oisiveté. Il se

plaignait de ce que les honnêtes gens, ses voisins de campagnes, ne venaient pas le voir. Il n'avait point pour les hommes de province le dédain qu'ont bien des hommes de Paris. Sa femme et ses deux charmantes filles le secondaient on ne peut mieux. Sur la fin du jour, quand toutes les parties étaient arrangées au salon, elles s'enfermaient dans leur appartement jusqu'à l'heure du souper. Souvent les réunions étaient égayées par les saillies du prier curé du village d'Ostel, qui prouvait qu'un très gros corps peut loger l'esprit le plus délicat, et par les souvenirs de voyage du frère de la maîtresse du château. Quelquefois, aussi, y apparaissaient l'abbé de Villers-Cotterêts, l'un des hommes de France qui possédait le mieux l'art de se présenter chez les grands et de les intéresser par son éloquence ; et l'abbé de Marle, encore simple vicaire dans une des paroisses de Soissons mais qui, par ses mœurs, par son esprit et par la délicatesse de son tact littéraire en mériterait une des meilleures cures. (2-480). On y recevait aussi plusieurs personnes de Soissons, la famille du lieutenant général du bailliage, quelques ecclésiastiques et notamment un antiquaire de Braine, que le pamphlétaire ridiculise sans pitié sous le pseudonyme de Guilbaudier. (517-522). Aigle de Braine pour l'esprit, il est littérateur, historien, homme du beau monde, bibliomane. Mauvais gourmet en littérature il est dépourvu de sagacité, et prend pour du Voltaire des ouvrages qui ne sont point dignes du cuisinier de Voltaire. Enragé de l'antique, il a un flacon qu'il prétend avoir été à l'usage de Cléopâtre, et, parmi les femmes, il n'admire que les plus âgées, car elles ont pu fixer les yeux de Louis XIV ! Il a l'air d'une vieille médaille frappée du tems du Roi

Dagobert. Ses yeux sont comme deux grains de raisin fichés sur son front. En histoire il a été le manœuvre du bavard qui a fait l'histoire du Valois en 3 vol. in-4°. Qu'a fait la province de Valois à l'auteur pour qu'il afflige cette province de 3 vol. in-4° ? On ne la lira pas. On n'y trouverait rien d'intéressant qui ne soit dans l'histoire de la nation. « Jamais l'histoire d'une province ne sera écrite par un philosophe. Ce sera toujours l'ouvrage d'un littérateur subalterne. » Un homme d'un génie mâle, élevé, sublime ne descendra jamais jusqu'à cette production du dernier ordre qui n'a d'autre objet que de flatter les rêveries de la noblesse d'une province, ou si cet homme de génie daignait écrire une pareille histoire, il serait court, il serait vrai et je ne crois pas, dit l'auteur, que les nobles lui eussent obligation de rappeler l'origine de leur noblesse. Un écrivain de cette trempe n'aurait point à dîner dans le château. Un esprit supérieur étend ses vues sur l'univers. Il les arrête quelquefois sur sa nation ; mais il ne sait pas les circonscrire dans l'espace d'une 30^{ne} de lieues.

La pamphlétaire ne s'aperçoit pas qu'il fait une critique indirecte de lui-même et de son ouvrage !

Après avoir expliqué que les jeunes femmes qui s'ennuient toujours et partout s'amusaient à persifler ce pauvre antiquaire, que l'amabilité de Crébillon, fils lui a fait beaucoup de tort dans le château, qu'il était né non pour être bel esprit mais pour être bailli de Mesdames les Comtesses d'Egmont, grandes d'Espagne et dames du Château de Braine, le critique impitoyable finit par reconnaître que s'il étrille ainsi le pauvre M. Guilbaudier c'est qu'il s'est donné des airs de parler mal de lui et lui a fait une malhonnêteté fort grossière. Il était allé un jour pour lui

parler ; mais M. Guilbaudier le fit attendre une heure et ne daigna pas descendre pour le recevoir. Il n'a pas pu lui pardonner cette offense.

On devine aisément de qui veut parler l'étrilleur émérite dont j'expose les faiblesses. M. Guilbaudier n'est autre que M. Jardel, ancien officier de marine du Roi, à qui l'on doit des recherches sur l'église de Braine et les antiquités de Braine et Fère et dont parlent les historiens de Laon et de Soissons (Devisme Manuel p. 281. Hist. de F. par Henri Martin, tome II, p. 642). L'historien du Valois n'est autre que le père Carlier. Ces critiques me semblent erronées.

En décrivant la Société de Soissons l'auteur donne des renseignements sur les magistrats et les personnages de la ville, renseignements qui pourront intéresser ceux qui devineront l'énigme des noms supposés. (2-448 à 483 et s.)

Il dit que l'Académie de Soissons est une Société d'hommes aimables qui ont de l'esprit, des connaissances littéraires et qui s'assemblent une fois la semaine pour parler littérature. (2-483).

Elle est, ajoute-t-il, la fille aimée de l'Académie française ; on ne peut point accuser la fille de faire du déshonneur à sa mère.

— Pourquoi ? demande Durval ; parce qu'elle ne fait rien ?

— Précisément, lui répond-on !

En vérité ; c'est là un mot offensant que la Société de Soissons ne mérite plus depuis longtemps, si toutefois elle l'a jamais mérité !

Nous venons de parcourir, en grande partie, Soissons et le Soissonnais. Hommes et femmes, selon l'auteur, y étaient volontiers philosophes. C'était un renom déjà ancien que semble confirmer une procé-

dure du bailliage de Laon de 1761. Voici à ce propos le curieux réquisitoire qu'à la date du 3 mars de cette année là M. le Procureur du Roi Romain adressait à M. Marquette de Villers, lieutenant criminel :

Vous remontre le Procureur du Roi qu'il a été informé que le (19 février) il a été dicté, au collège des jésuites de cette ville (Laon) par un jeune professeur de la classe de 5^{me}, un thème, dans lequel le professeur, après s'être étendu sur l'ancienneté, la grandeur, la richesse et le droit des évêques de Soissons a ajouté : « Quoiqu'il en soit, j'aimerais mieux étudier à Laon qu'à Soissons. On dit que le jansénisme y est plus commun, les moines plus exposés et la religion regardée par plusieurs, comme une faiblesse d'esprit. Ce sont la plupart des esprits forts et de prétendus philosophes. »

Comme cet esprit paraît répréhensible à beaucoup d'égards et qu'il ne peut que donner de mauvaises impressions à des écoliers encore jeunes, sur le compte d'une ville voisine dont les habitants n'ont jamais mérité, dans leurs mœurs, comme dans l'exercice de la religion, aucunes imputations si téméraires et si peu réfléchies, et qu'il est de son ministère de veiller aux instructions qui se donnent dans les écoles publiques ; c'est pourquoi il requiert qu'il vous plaise informer des faits contenus en la présente requête.....

L'information est aussitôt entamée. On entend 7 témoins parmi lesquels M. Anne Marie, Joseph Faucon de Ris, chanoine, abbé commandataire de St-Vincent, et vicaire général, âgé de 49 ans. En l'absence de l'évêque, administrateur du collège de la ville sous l'assistance des maire, échevins et de l'écolâtre, M. le vicaire général, en apprenant cette dictée, avait appelé le père Recteur, qui n'avait encore aucune connaissance ni du thème, ni de la rumeur. Pour réparer pareille imprudence il exigea que le père Préfet se transporta dans la 5^{me} à l'heure de la classe

pour, en présence des écoliers, faire déchirer tous les exemplaires du thème sur leurs cahiers et que le régent fut renvoyé, ce qui fut exécuté dès le lendemain. Ce régent, dont on ne dit pas le nom, avait 23 ans et était né à Soize. L'affaire n'eut pas de suite, mais elle n'en avait pas moins produit un scandale considérable et mis en émoi le collège, l'évêché, les tribunaux, le corps de ville et les pères de famille (E).

Enfin, l'auteur parle avec éloge de certaines personnes de Rethel, Reims, Vervins, Festieux, Marchais, Chauny, Saint-Quentin, etc. (2-381 et s.). Ce sont le Bailli de Vervins ; le receveur des gabelles de Vervins ; le subdélégué de Guise, tous de la meilleure société ; c'est un avocat de Saint-Quentin dont les talents pour le barreau sont préconisés par les almanachs. (Voir Almanach de Picardie de 1763) ; ce sont deux avocats de Chauny, l'un chanteur et joueur ; l'autre, que le goût des arts éloigne de la barbarie de la chicane ; c'est l'abbé de Saulx, de Reims, charmant poète, plaisantant aussi bien que Molière, mais avec plus de spontanéité. (2-357). Il est orateur. Il a fait un éloge intéressant de M. de Pouilly, auteur de la *Théorie des sentiments agréables*. (2-369). Cet ouvrage a pour objet d'éclairer l'homme sur les moyens qui peuvent le rendre heureux. M. de Pouilly avait pour faire des heureux une passion qui a été utile aux habitants de Rheims où il a été lieutenant général. Son fils lui a succédé dans cette charge. Il est l'auteur de l'histoire du chancelier de l'Hôpital. (1).

(1) « On l'a blâmé dans Rheims d'avoir fait cet ouvrage. On a dit : il fait des livres ; il ne s'occupe pas de sa charge..... Les oisifs, juges sévères des citoyens laborieux, ne conçoivent pas qu'un magistrat, livré à ses devoirs, ait des moments à donner à la littérature : La vérité est

C'est le seigneur de Festieux, jeune homme poli et de très haute taille ; c'est le seigneur de Marchais dont la femme était considérée par Marmontel comme une des femmes de Paris qui avaient le plus d'esprit, de connaissances et de talents. (2-612). Elle était selon cet écrivain, une des muses inspiratrices des hommes de l'Académie française et chanter à ravir était le dernier de ses talents.

Il n'est pas inutile de noter qu'au sujet du seigneur

qu'un homme, qui met à profit tous les instants de sa journée, trouve le temps de remplir les fonctions de son état, et d'aller faire sa cour aux Muses. (2-366). Le Chancelier de l'hôpital, le président Jamin, les chanceliers Séguier et d'Aguesseau, ces hommes si profonds dans la jurisprudence n'ont jamais abandonné la littérature, etc.

« Or M de Pouilly fait fort bien sa charge. La générosité avec laquelle il accueille les hommes qui ont le malheur de plaider, apprend que c'est un philosophe qui est à la tête du Présidial de Rheims. (2-368). Un philosophe magistrat est le plus respectable de tous les philosophes. Sa philosophie n'est point contemplatrice. Elle est agissante. Elle est utile au bonheur des mortels. Il serait à souhaiter que tous les hommes en place eussent ainsi que M. de Pouilly une riante affabilité. En les approchant, on ne gémirait point du malheur d'avoir besoin de leur ministère. »

Après cet éloge, assez intéressant de M. de Pouilly, l'auteur dit qu'il a bien fait de ne pas se concentrer dans la littérature quoique, avec ses grands talents, il pût s'en faire un état. Fontenelle disait qu'il avait éprouvé tant de dégoûts, d'ennuis et d'injustices dans sa carrière de littérateur que, s'il avait à renaître, il prendrait un état. On appelle les hommes de lettres dans les cercles et les repas pour les divertir. Ils sont les singes de la compagnie. Aussi en est-il qui mangent, sans mot dire, et qui s'en vont.

de Marchais, notre pamphlétaire, juge à propos de faire une nouvelle tirade contre les riches.

Écoutons encore cette triste page, où, selon le devoir de tout critique humanitaire qui s'y connaît, le miel et le fiel se trouvent savamment mêlés :

Thessandre — c'est le nom sous lequel il désigne le seigneur de Marchais — Thessandre possède éminemment la vertu sublime de l'humanité. La physionomie, les discours, tout annonce dans Thessandre qu'il aime les hommes ; qu'il est occupé de leur bonheur. Thessandre reçoit son monde avec la politesse affectueuse qui résulte nécessairement de la belle vertu de l'humanité. Il est plein de douceur pour ses domestiques. Il est plein de bonté pour les habitants de son village. Il est adoré par tous ces hommes qu'on rend heureux par un sourire et dont on fait le malheur par la bêtise d'un maintien superbe. Thessandre aime les promenades solitaires. Rencontre-t-il des ouvriers dans son jardin ? Il les approche. Il s'entretient avec eux. Il leur dit : « Mes amis, combien gagnez-vous par jour ? — Dix sous ! — C'est bien peu de chose. Vous ne gagnez point assez. Vous travaillez trop pour un salaire aussi modique. *Reposez-vous !* »

— Aujourd'hui, que disent les anarchistes : Pas de fatigue, et le travail facile..... Mais n'interrompons pas davantage notre auteur :

— Ce trait dit-il, prouve que Thessandre est un riche humilié. Il est humilié lorsqu'il croit qu'une multitude d'hommes travaillent pour son bien-être, tandis qu'une fortune heureuse l'a placé dans les délices de la mollesse. Son humanité prouve qu'il est très-éclairé. Pour s'attendrir sur les hommes, pour désirer leur bonheur, il faut avoir dans la tête les vastes lumières de la bienfaisante philosophie tant décriée dans notre siècle.

On voit que l'auteur tient à ses idées.

Or quel était ce seigneur éclairé par les vastes lumières de la bienfaisante philosophie qui disait

aux ouvriers : Reposez-vous ! sans leur payer leur repos ou augmenter leur salaire ? C'était Gérard Binet, 1^{er} valet de chambre du Roi. Il s'était marié en 1747 avec Élisabeth-Josèphe de La Borde. René Binet, maître de camp, gouverneur de l'île de Cordouan, 1^{er} valet de chambre du Dauphin, qui avait acheté Marchais 170,000 fr. à M^{me} Adélaïde de Bourbon de la Roche-Yon, en 1738, avait constitué, en dot, cette seigneurie à son fils Gérard. Après la mort de Gérard Binet, sa veuve, dont l'auteur fait un si grand éloge, épousa Flahaut de la Billardière D'Angevillers, et divorça d'avec lui le 5 floréal, an 2, devant le maire de Versailles, Mais c'était un de ces divorces de forme, comme il y en a eu beaucoup. Il avait pour but d'empêcher la confiscation des biens.

D'après les documents que j'ai pu recueillir, le seigneur de Marchais ne paraît pas avoir été l'humanitaire, si carrément dépeint, comme tel.

Il poursuivait rigoureusement la rentrée de ses droits seigneuriaux. Il gérât fort bien, du reste, son domaine. Mais les procès ne lui faisaient pas peur (1). D'après un mémoire dont M. Lemaitre, notre Vice-Président, a bien voulu me faire cadeau, il a même eu un long procès avec l'Évêque de Laon et le Trésorier de Notre-Dame de Liesse, à propos d'abus qui, selon lui, se seraient glissés dans l'administration de l'Hôpital de Liesse.

Mais, j'ai hâte de revenir à l'énumération des personnes citées par l'auteur et dont quelques-unes ont laissé des noms bien connus encore. (2-621). C'est Carlier de Longchamps, philosophe, célibataire, né pour les beaux-arts, qui a mieux aimé se conten-

(1) Voir Notice sur la Communauté des habitants de Liesse, p. 101 et suiv.

ter d'une fortune modique que d'entrer dans le *galimathias des affaires*. (2-628). Ce sont MM. Nachet et Gaignières, tous deux, chirurgiens très habiles. M. Nachet est un homme attentif et affectueux, il n'a point le maintien superbe des hommes qui se croient nécessaires à la République. M. Gaignières est aussi un homme attentif ; il a de l'amabilité ; il se fait entendre quand il parle de son art ; il n'affecte point de se servir des termes du métier. (2-631).

Il parle aussi du docteur Petit, de Soissons, qui était le médecin du duc d'Orléans et qui venait voir quelquefois son fils médecin à Laon.

C'était un docteur de grande réputation osant s'affranchir des règles admises, pour attaquer une maladie avec plus de succès. Il avait étudié les maladies de poitrine sur lui-même. La poitrine malade depuis longtemps, il avait réussi à se guérir. Son régime était celui du lait. Il s'y était soumis pendant plus de 20 ans, avait su vaincre ses penchants sensuels, et avait, de la sorte, réussi à parvenir jusqu'à 80 ans. Aussi les poitrinaires ne cessaient-ils pas de le consulter. Mais en vain, car fort peu consentaient à se soumettre au régime lacté et à . . . l'abstinence. On pouvait écrire tempérance. Le docteur Sellier était son ami et, comme lui, fort sérieux.

L'auteur cite encore M. Desmaret, l'un des horlogers qui alliait la probité la plus scrupuleuse aux plus grands talens pour sa profession. Notre ville possède encore beaucoup d'horloges excellentes portant ces mots : *Desmaret, horloger du Roi*.

Après le panégyrique d'un chanoine nommé Bertelle, l'auteur cite un jeune homme qui aurait écrit un poème intitulé *L'Asinade*. Est-ce une plaisanterie de sa part ? C'est possible.

Je ne sais si ce chanoine et cet horloger était de Laon.

Il termine en reproduisant une certaine quantité de petits vers dans le goût affadi de l'époque (F).

Comme on le voit cet ouvrage n'est pas seulement la critique de 4 ou 5 personnes ainsi que l'a prétendu l'auteur. (2-291).

J'ai loué, dit-il, 351 personnes et j'ai essayé quelques plaisanteries sur 3 ou 4. Nos entretiens offrent de ma part des actes de bonté infiniment supérieurs en nombre aux actes de méchanceté. Je suis bon, très bon, le meilleur des hommes.....

On pensera de sa bonté ce que l'on voudra. Mais il a blâmé vivement ou légèrement plus de 4 ou 5 personnes et surtout il a émis avec mystère et timidité des doctrines dangereuses et pernicieuses que l'on affiche hautement et furieusement de nos jours.

Somme toute, c'est, du moins, mon impression personnelle, sa plume est plutôt préparée à la louange qu'au blâme. Il est à regretter qu'une passion inconnue l'ait entraîné peut-être hors de son bon naturel.

Ce qu'il importe de retenir de cette production d'un pamphlétaire d'il y a 130 ans, ce sont sans doute, comme on l'a déjà signalé, quelques usages d'une société qui n'est plus, une manière d'être, de dire et d'écrire qui ne se retrouve et ne se retrouvera plus, l'ensemble de la vie d'une génération spirituelle, aimable et frivole dont les traditions ne sont pas, heureusement, tout à fait perdues. Mais ce que l'on doit en retenir surtout c'est la renaissance et c'est la propagation de ces germes d'idées anti-sociales et barbares, dont la poussière invisible et subtile a voltigé longtemps au milieu des sourires et des roses. Grâce

à leur légèreté même ils ont subsisté, et, semblables aux mauvaises herbes destructives des plantes les plus vigoureuses, ils ont insensiblement pris racine autour de nos préceptes moraux, ces piliers robustes de notre civilisation, et ils menacent, aujourd'hui, de les ébranler et de les renverser ! (1).

(1) Au cours de la lecture de cette notice M. Lobjeois a bien voulu faire remarquer que l'auteur devait être de la famille Fromage qui a joué un rôle important à Laon. (Voir Archives de Laon par M. Matton). S'il en est ainsi, qu'il me soit permis de rappeler que j'ai eu l'honneur de parler à la Société d'un commentaire de M. Fromage, avocat à Laon en 1772, sur la coutume de Vermandois. Peut-être serait-il utile de publier un jour dans notre Bulletin plusieurs extraits de cet ouvrage qui parlent des usages du labourage, des pailles, des pâturages, des haies du pays et même des rez-de-chaussées de Laon !

NOTES.

(A) Voici la copie de la note 22 page 138 de l'Etude sur le Bailliage de Vermandois :

Les détails du chapitre IV (*Voir la note C*) que l'on aurait intitulé si on l'avait osé : *Vie extrajudiciaire des Magistrats*, sont puisés, en grande partie, dans un manuscrit en deux volumes ayant pour titre : *Entretiens de deux hommes qui étaient à la comédie le dimanche 11 mars 1764. chez M. Le Clerc, Lieutenant-Général au Bailliage Présidial de Laon*, dont, nous a-t-on dit, un exemplaire serait à la bibliothèque de Laon et un autre dans celle de notre spirituel auteur dramatique, M. Victorien Sardou. Un troisième est entre nos mains. Ce manuscrit est une œuvre assez difficile à définir. L'auteur, que M. Melleville désigne dans son histoire de Laon, met en présence un habitant de Laon et un étranger assistant à une comédie où se trouve presque toute la société du pays. Avant, pendant et après le spectacle, ces deux personnages ne cessent de parler des assistants. Dans les rues ils parlent des passants. A l'auberge, ils échangent leurs idées sur toute espèce de sujets.

L'auteur n'a pas voulu seulement, au moins à notre sens, en faire une satire et verser à *pleines mains* le ridicule sur les principaux habitants de la ville, puisque sur 355 personnes qu'il a essayé de peindre, il en a loué 351, et en a, selon son expression, *étrillé* 3 ou 4. Louer ainsi tant de personnes vivantes, c'était beaucoup oser ; en critiquer 3 ou 4, c'était oser trop. On comprend que l'auteur ait dû s'enfuir après la production de son chef-d'œuvre.

Ce manuscrit ne présente pas une simple galerie de portraits, tracés presque tous, pour ainsi dire, avec la complaisance des épitaphes, à moins qu'il n'y ait dans ces peintures, ce que nous ne pensons pas, quelque ironie cachée devenue aujourd'hui insaisissable. L'auteur s'y montre philosophe de l'école de Voltaire et de Rousseau, et même licencieux. Il avertit, il est vrai, que les opinions philosophiques émises sont des rêveries. Ce n'est là qu'une précaution oratoire. On y attaque la naissance, la no-

blesse, les riches, la propriété, tout en louant les seigneurs philosophes. Chaque page palpite du souffle et du frémissement de l'esprit de dénigrement et de destruction de l'époque. A côté d'une critique du Jansénisme, se développent les idées de Rousseau sur l'éducation de l'enfant. Dans des pages trop légères, on cherche à prouver le contraire de cette maxime que *le mariage est le terme de tous les romans*. On soutient que l'histoire a plus corrompu d'hommes qu'elle n'en a formé à la vertu. On décrit et vante l'existence d'un paysan. On tombe jusque dans la farce en dépeignant un Trissotin cuisinier, etc.

Tel qu'il est cependant, ce manuscrit a une valeur incomparable, à nos yeux. Théories et critiques laissées dans un oubli mérité, (1) il renferme des peintures et des détails des mœurs et d'usages qui n'ont pas pu être inventés. Ce qui n'était que l'accessoire pour l'auteur est devenu, pour nous, le principal. Quant aux caractères, la rigueur de certains portraits ne nous répond-elle point de l'exactitude de ceux dont on n'a voulu faire ressortir que les avantages, les ombres en étant sans doute peu prononcées ? L'auteur ne devait-il pas chercher l'approbation du plus grand nombre dans l'espoir de faire rire de quelques-uns ? D'ailleurs l'histoire et l'auteur sont d'accord sur certaines personnes dont le souvenir a été conservé. Le chapitre IV n'est donc qu'un résumé de ce qui nous a paru le plus véridique dans ce manuscrit. Nous avons laissé de côté tout ce qui était étranger à Laon. L'auteur s'occupe, en effet, de bien d'autres localités : Soissons, Reims, Rethel, Sedan, ont leurs portraits. Il parle entre autres choses de l'Académie des belles-lettres de Soissons. Il fait l'éloge des seigneurs de Proisy, Soupir, Courcelles, Festieux, Marchais, Ostel, et des fêtes qui s'y donnent.

Presque toutes les personnes dépeintes par l'auteur ont des pseudonymes. Quelques unes sont nommées, telles que les deux Berthelemy et l'abbé Poulle.

Au milieu de ce déluge de peintures et d'idées plus ou

(1) J'écrivais cela en 1871. On comprend aisément que les événements survenus depuis m'aient amené à m'occuper de ces théories et à donner à la notice actuelle le titre qu'elle porte.

moins saines ou grotesques, se dégage la figure de M^r le cardinal de Rochechouart, évêque de Laon, âgé alors de 55 ans. Ambassadeur de France à Rome, il y déploya un vrai talent de négociation. Son caractère égal, son esprit pénétrant, ses mœurs pures et sa bienfaisance avaient su lui attirer le respect et la confiance des cours de Rome et de Versailles, et de son diocèse. Toujours maître de lui-même, il avait réussi à étouffer un penchant naturel à la raillerie. Il avait vu mourir à Rome Benoit XIV et c'est lui qui aurait déterminé le choix du conclave en faveur de Clément XIII. A son retour en France, il fut fêté à Versailles et à Laon, et vint administrer son diocèse, où économe des finances, il empêcha les querelles religieuses, et secourut surtout les familles *nobles* et des familles honnêtes tombées dans la misère. Un peintre, du nom de Mégret (?) ne cessait pas de faire son portrait que chacun demandait. Tels sont les renseignements du manuscrit d'accord avec ceux que l'on connaissait déjà. (Melleville, Tome 2. — La France Pontificale, Diocèse de Laon, page 304.)

(B) Copie des pages 49 et suiv. des Cahiers du Tiers-Etat :

Un écrivain peu connu de l'époque, tout en en faisant une critique ingénieuse, nous montre d'une manière originale quelle était, en 1764, la division que les troubles religieux avait jetée dans les esprits. Il suppose qu'il a confié au papier les idées plus que légères dont il est tourmenté. Mais avant de publier son œuvre qui, dit-il, en pacifiant sa tête, a amené sa conversion, il consulte, sur l'opportunité de cette publication, un philosophe, un janséniste et un moliniste.

Il trouve le philosophe dans un réduit, déjeunant à sept heures du matin de pain sec et d'eau pure.

« — Monsieur, lui dit-il, j'ai fait un livre contenant des opinions philosophiques, des indécences et des méchancetés. Que dois-je retrancher pour capter la bienveillance de mes lecteurs ?

— Gardez-vous, lui répond on en substance, de retrancher les opinions philosophiques. Nous sommes dans le siècle de la Vérité, dussiez-vous en être martyr. Quant

aux indécences, si vous êtes chrétien, supprimez-les. Pour moi, je ne loue point un auteur de se les permettre. Mais je lui pardonne des peintures galantes. Elles réveillent en nous les doux désirs qui nous font sentir plus délicieusement notre existence. Pour les méchancetés, je ne les pardonne point. Supprimez-les. »

Le janséniste habitait un hôtel et des laquais étaient à ses ordres. Après quelques difficultés, notre auteur est enfin introduit près d'un abbé, en bonnet de nuit, ceint d'un large ruban mordoré, vêtu d'une robe de chambre à damas, chaussé de mules de maroquin, un ample mouchoir de soie lui pendant au cou, et assis, dans un vaste fauteuil, prenant du chocolat au coin du feu. Le pamphlétaire lui annonce qu'il vient lui proposer des cas de conscience.

« — Vous ne trouverez pas, lui répond le janséniste, dans ma bibliothèque, les Suarez, les Vasquez, les Molina, tous ces corrupteurs de l'Évangile qu'a produit cette société abominable qu'un souffle de l'Être divin vient de détruire. » — Suit une tirade en français et en latin contre les jésuites, à laquelle s'associe le consultant.

Enfin, celui-ci aborde le sujet de sa visite, en lui disant qu'il a fait un ouvrage dans lequel il s'est permis des indécences.

« — Des indécences ! et vous vous annoncez chez moi pour un chrétien ! Sortez, impudique. Je n'ai jamais eu commerce avec les hommes charnels. Jetez votre ouvrage au feu, si vous ne voulez pas tomber dans les flammes éternelles ! »

L'écrivain se sauve, et, au moment où il renonçait à produire son ouvrage, puisque, suivant l'un, il ne fallait pas d'indécences, selon l'autre, point de méchancetés, il rencontre un moliniste.

Il lui fait part de ses projets et de ses mécomptes.....

« — Que vous alliez chez un philosophe, à la bonne heure ! lui dit le moliniste ; mais chez un janséniste ! un hérétique ! Avez-vous envie de vous damner ! S'il s'est enflammé sur le mot d'indécence, je le reconnais bien là. Les jansénistes sont les hommes les plus violents qu'il y ait sur la terre ; ils adorent un Dieu si terrible qu'ils font

trembler tous les chrétiens en parlant de leur Dieu. Et quelles sont donc ces indécences ?

— J'ai introduit, dans mon livre, un mari qui, après cinq ans de mariage, loue les beautés de son épouse.

— Cela sera fort édifiant. On ne voit que des maris dégoûtés. Votre histoire sera de bon exemple. Je veux que votre livre paraisse. Même, je vous ordonne de le publier.

— J'ai fait même dans mon livre plusieurs sorties contre l'auteur de la *Gazette ecclésiastique*.

— Que ne disiez-vous cela d'abord ! mon cher ami, ajouta le moliniste, en l'embrassant et l'étouffant de caresses, l'action d'avoir décrié un libelle abominable effacera le mal des indécences.

— Je vous préviens que je me suis permis des méchancetés contre T. et V.

— Sont-elles graves ? Peuvent-elles flétrir leur réputation ?

— Non. Je suis prêt à dire qu'ils sont de bons chrétiens.

— Vous avez pour eux la charité chrétienne. Que leur reprochez-vous ?

— Je traite T. de présomptueux et V. de puriste.

— Ce sont des niaiseries : les sots sont ici bas pour nos menus plaisirs. Je suis bien aise que vous ayez daubé T. ; il prétend mieux prêcher que nous.

— Ah ! vous prêchez beaucoup mieux que lui.

— D'autres me l'ont assuré plus d'une fois. En chaire, il fait les contorsions d'un énergumène. On l'appelle le scaramouche des prédicateurs. Je veux que votre livre paraisse ! »

Voilà un tableau de genre qui peint on ne peut mieux les mœurs, le langage et les situations réciproques de ces trois sectes qui se partagèrent le dix-huitième siècle, toutes trois, soit par leur facilité, soit par leur rigidité, en dehors de l'esprit de l'Eglise qui n'a jamais souffert que sa doctrine de morale austère, de libre arbitre et d'espérance fût atteinte.

(c) Suit la copie du Chapitre IV de l'Étude sur le Bailliage de Vermandois p. 71. (1).

VIE PRIVÉE DES MAGISTRATS. — Laissons là, un moment ces arides détails judiciaires. Sans doute, ce livre est destiné à enregistrer force renseignements spéciaux et techniques concernant les travaux de la justice ancienne. Mais, est-il défendu d'y soulever un coin du voile de la vie privée et mondaine des magistrats ? La description qu'on en donnera, ne sera-t-elle pas un repos pour l'esprit, et comme une oasis dans un désert ?

Quelle était donc l'existence des magistrats de Laon au XVIII^e siècle ? Se bornait-elle, l'audience terminée, à la retraite, dans un cabinet de travail, au milieu d'énormes in-folios ? Leurs maisons étaient-elles des espèces de Thébaidés, dans le sanctuaire desquelles, ne recevant personne, ils vivaient seuls, ou entourés d'une famille solennelle et silencieuse ? Si quelques-uns avaient encore les mœurs patriarcales, la plupart étaient mêlés, dans une certaine mesure, à la vie du monde. Amis des lettres et des arts, quand leur fortune le leur permettait, leurs salons étaient ouverts aux beaux-esprits, aux musiciens et aux poètes.

Mais, s'il en était ainsi des magistrats, c'est qu'autour d'eux, sans doute, existait une société partageant les mêmes goûts et les mêmes penchants ? Elle existait, en effet, les exagérant, qui plus est, et s'adonnant, avec la fiévreuse ardeur de l'époque, aux plaisirs de l'intelligence et autres qui l'ont caractérisée. Cette société était élégante, polie, lettrée. Qu'on en juge par l'ensemble des éléments qui la composaient en 1764.

L'Évêque de Laon était alors Monseigneur de Rochecouard, de douce et bienveillante mémoire. Un clergé nombreux, savant, éclairé, lui formait cortège. Peut-être n'était-il point de ville dans le royaume, où il y eût autant d'ecclésiastiques qu'à Laon. Monseigneur avait trois vicaires, l'un d'aussi bonne maison que de grand mérite ;

(1) Il a semblé utile de reproduire ce chapitre pour éviter des recherches et présenter un ensemble à peu près complet des renseignements contenus dans le manuscrit.

l'autre d'une piété et d'une instruction profondes ; le troisième, doyen du chapitre, qui, fuyant le monde, ne faisait sa société que des pauvres et des affligés. Un abbé italien, ramené de Rome à Laon par le Prélat, était réputé pour sa finesse. Le prieur de l'abbaye de Saint-Jean, esprit charmant et délié, n'avait, au dire des méchantes langues, qu'un seul défaut : « Pour un prieur, il ne buvait point ! » Le principal du collège, et le Prieur de Saint-Martin étaient renommés pour leur savoir ; le curé du Cloître, adoré de ses paroissiens ; la plupart des chanoines, cités pour leur piété et pour leur bienfaisance. L'un d'eux avait été précepteur à Louis-le-Grand ; un autre était patriarche des Ermites ; le grand maître des cérémonies n'épargnait ses remontrances à personne, pas même à l'Evêque.

Un esprit semblable animait les curés et les monastères des faubourgs et des environs. Le curé de l'un des faubourgs, pour rendre un service, était toujours prêt à monter à cheval, même au milieu des rigueurs de l'hiver. Le dernier de ses paroissiens était à ses yeux autant que le premier. En cas de concours, le pauvre avait ses préférences. L'abbesse du Sauvoir enseignait la vertu par ses actions. Elle n'avait point cet esprit d'imprudence et d'erreur qui, à une autre époque, avait entraîné une abbesse du Sauvoir à confier les *premières pensées et émotions de son âme* à un avocat imprudent et, par suite, à s'humilier devant un magistrat.

L'abbesse de Montreuil, d'une naissance illustre, unissait « aux grâces de la figure les charmes d'un esprit » naturel, étendu par la lecture et perfectionné par la « conversation. » Traitant les religieuses avec douceur et amitié, elle administrait supérieurement son abbaye. Enfin, en ce temps-là, l'ermite de Vorges lui-même était un personnage. Ce n'était plus frère Hilarion de poignante mémoire (1). C'était frère Joseph, homme de condition, vieillard de 76 ans, qui, après une vie passée dans le tumulte du monde, avait tout quitté pour achever ses jours dans la misère et dans l'humilité. La dignité de sa conduite lui avait mérité les respects des populations, chose rare à une époque où les ermites étaient discrédités.

(1) V. *Nomenclature* p. 72.

Son ermitage était un rendez-vous où chacun aimait à venir écouter les conseils de son expérience et les récits d'une existence agitée (1).

L'abbé Poule habitait alors l'abbaye de Nogent dont il était prieur. Ayant préféré la tranquillité du cloître à l'épiscopat, il n'en sortait que pour aller prêcher à Paris et dans d'autres villes. Doué d'une belle figure, il réunissait toutes les qualités de l'orateur. Il n'écrivait aucun de ses sermons, mais sa mémoire était tellement prodigieuse qu'en montant en chaire, il pouvait dire à ses auditeurs : « Quel sermon voulez-vous ? » En 1764, il n'avait pas encore parlé à Laon, mais en 1753, il avait prêché à Soissons devant le Parlement en exil.

Ce tableau n'était point sans ombre. Un malheureux abbé se ruinait en procès. Un autre avait jadis refusé de signer le formulaire, et l'on s'en souvenait. Un curé avait une telle opinion de son jugement et de son esprit qu'une œuvre littéraire ne trouvait grâce devant lui si elle n'émanait de sa plume. Cette attitude lui avait nécessairement attiré bien des ennemis.

Cependant, dans ce siècle sensuel, où, quand un grand seigneur passait à Laon, il demandait, dit-on, non pas un prédicateur mais un cuisinier, les mœurs du clergé de cette ville étaient, pour ainsi dire, irréprochables. Dans l'espace de 20 ans, on ne constate que huit procès faits pour des contraventions à la discipline ecclésiastique (2). Sans doute, quelques abbés fréquentaient les cercles ou assemblées et y brillaient par leur esprit. Personne ne voyait de mal à cela. Mais le plus grand nombre s'en écartait, vivant dans la solitude et le recueillement. Au demeurant, et, pour parler le langage du temps, à Laon, peu ou point d'abbés à *bibliothèque bleue* (3).

(1) Voici la copie de l'acte de décès de cet ermite :

« L'an 1774, le 21 du mois de novembre, a été inhumé dans le cimetière de cette paroisse le corps de Jean-Baptiste-Vincent-Joseph de Michaëlis, hermite en cette paroisse, décédé d'hier, âgé de 86 ans, lequel était originaire d'Aix en Provence à laquelle inhumation ont assisté, etc. »
(*Registre des sépultures de Vorges*). — Ce détail confirme l'exactitude des sources où nous avons puisé les renseignements contenus en ce chapitre.

(2) V. *Nomenclature*, p. 73.

(3) La Bibliothèque Bleue était une collection de romans

A côté du clergé, se groupaient le subdélégué de l'Intendant, le Receveur des Tailles, le Directeur des aides, l'Agent de l'école royale militaire (1), les officiers de la ville, ceux des différentes justices, telles que l'élection, le grenier à sel, la maréchaussée, ce que l'on appellerait aujourd'hui, les officiers municipaux, les administrations et la gendarmerie. Puis venaient les officiers des justices temporelles du Duché-Pairie et des abbayes ; les officiers des régiments de Conty, des gardes du Roi, et de la milice ; puis enfin les magistrats du Bailliage-Présidial.

Non-seulement il importe de tenir compte de la quantité des personnes, mais on prendra garde à leur qualité. On se souviendra, en effet, que toutes les places étaient occupées à l'état d'office, et qu'on devait joindre, à la capacité et à l'instruction, la finance nécessaire pour les acquérir. Loin d'être simples commis à gages, presque tous ces *fonctionnaires* étaient gens d'éducation. La conséquence était la possibilité et le besoin de se voir, de partager les mêmes plaisirs, et d'échanger fréquemment leurs idées. Les repas, les concerts, la comédie, les bals, les cercles ou assemblées leur servaient de distraction et de points de ralliement.

Les dîners duraient de midi à 3 heures. Le chevalier d'honneur du Bailliage était renommé pour sa table luxueuse ; les *hôtes* de la Hure et de la Bannière, pour leur excellente cuisine. Après dîner on faisait une partie de reversis jusqu'à 5 heures, moment du cercle ou assemblée. Il y venait une foule de monde. On y jouait au piquet, au tric-trac et à d'autres jeux de combinaison. Le plus grand nombre et les plus jeunes se livraient aux plaisirs de la conversation et de l'esprit. On y applaudissait à la finesse et au bien-dire qui ont été et seront toujours français. Un soir, un abbé lisait l'éloge en vers du doyen de la cathédrale ; un autre soir, la critique des odes de Rousseau. De jeunes avocats déclamaient leurs productions littéraires. De charmantes femmes, qui avaient agréé la prose, les vers et la musique qu'on leur dédiait, en faisaient honneur au bel-esprit qui en était l'auteur,

(1) Il était à Laon pour surveiller les intérêts de cette école une pour temporel, à l'abbaye de Saint-Jean de Laon. (*Devisme*, T. 2, p. 181.)

et chantaient ou jouaient, elles-mêmes, les vers ou la musique qu'on leur avait envoyés. On rapporte néanmoins que ces échanges de politesse n'excluaient point certaines railleries et même certaines malignités. Pure calomnie, n'est-il pas vrai ?

On soupait à 9 heures, et il était de bon goût, quand on n'était pas du cercle, d'arriver assez en avant du souper. On n'accordait point de quart d'heure de grâce. Les cuisiniers étaient toujours prêts, d'autant mieux que souvent, invités nouveaux et anciens, mangeaient tout simplement les restes du dîner. Les soupers étaient fort gais, semés de plaisanteries parfois légères, et assaisonnés, au dessert, de chansons à la mode et même de chansons aussi bien que de vin du crû ; on citait particulièrement les couplets, assez lestes, d'un spirituel avocat, et les vins de la cuisine Saint-Vincent et de la Goutte d'Or (1).

Mais le plaisir qui commençait à l'emporter sur tous les autres, à Laon, comme dans le reste de la France, c'était la comédie de salon. On s'y livrait avec passion, autant à la ville que dans les châteaux voisins. Était-ce un bien ? Était-ce un mal ? Le clergé n'hésitait pas à la proscrire, la considérant comme pernicieuse, à ce point qu'un curé de Laon, sachant que des jeunes gens avaient proposé un prix de location pour une salle de sa paroisse, afin d'y jouer la comédie, donna au propriétaire le prix du loyer offert et bannit ainsi le théâtre de sa paroisse.

Le mouvement intellectuel trouvait une satisfaction plus sérieuse autre part que dans les assemblées. Si la première imprimerie a été établie à Laon en 1649 (2), la première librairie paraît ne s'y être fondée que vers 1754. Depuis lors, et, dans l'espace de 10 ans, « nos concitoyens » sont devenus beaux-esprits. L'esprit circule sans cesse » par la ville. On ne rencontre que des brochures dans » les rues. Nos concitoyens sont surtout grands lecteurs » de journaux. Le Mercure est toujours attendu avec impatience. Quand on le tient, on ne se lasse point d'une » lecture si nourrissante. Nous avons même des chanoines » qui recherchent, avec empressement, les anciens numé-

(1) V. *Vignobles et vins du Laonnois*, par Édouard Fleury.

(2) Voir *Arts et Métiers du Vermandois*.

» ros, et qui reviennent avec complaisance, sur ces jour-
» naux si propres à étendre les vues de l'esprit humain.
• Les hommes lettrés de la ville s'assemblent chez le
• libraire, et là, on disserte sur les nouveautés littéraires. •
On en voyait, même longtemps, courbés sur le comptoir,
et feuilletant délicieusement des brochures. Il faut ajouter
que, depuis 40 ans, l'instruction était de plus en plus
soignée : une bonne pension existait à Laon à l'extrémité
de la ville et voisine du collège (1).

Laon avait une *Société d'Agriculture* dont le Procureur
du Roi de l'Élection était le Secrétaire, et celui de la Po-
lice, un de ses membres les plus capables. Un autre, le
Prieur de St-Martin, avait fait une brochure remarquable
sur les réformes à apporter dans l'administration. Cette
société publiait des mémoires. En 1788, elle était présidée
par M. Le Marchant de Cambronne.

Les exercices publics sur les sciences devenaient fort
à la mode.

Sous le rapport des arts, on pouvait citer à Laon, un
sculpteur excellent : c'était Berthélemy, le père du peintre.
Désireux de ne pas affaiblir les détails que nous trouvons
sur ces deux artistes, nous copions : « Barthélemy (sic)
» est un sculpteur qui devrait être à Paris. Il a des ta-
» lents par lesquels il eût brillé sur le grand théâtre de
» la capitale. Une destinée bizarre l'a fixé dans la pro-
» vince. Barthélemy a l'extérieur simple et modeste d'un
» homme de génie. C'est un penseur qui fait ses délices
» du silence. Un artiste, né pour l'art, en est sans cesse
» occupé. Il parle peu. Les sujets ordinaires de la con-
» versation lui sont insipides. Il médite sans cesse. Sou-
» vent, dans un cercle, où cet artiste n'a pris aucune
» part à l'entretien, on le voit, tout à coup, palpiter de
» joie. Il a trouvé ! Il a trouvé une situation qu'il cher-
» chait. Il quitte la compagnie brusquement. Il court à
» son atelier et c'est un trait de génie qui va éclore sous
» sa main. Cet artiste est traité de fou par les hommes
» médiocres qui bavardaient auprès de lui ; mais les hom-
» mes éclairés sont portés à juger favorablement de ses

(1) Le collège était alors à côté de l'Église St-Martin près de laquelle
se trouve aujourd'hui la rue de l'Ancien Collège.

» talents précisément par les extravagances qui lui attirent les mépris du vulgaire. Barthélemy est obligé de descendre à bien des ouvrages de menuiserie qu'à Paris les sculpteurs laissent aux menuisiers. Les sculpteurs mouraient de faim en province, s'ils ne se livraient qu'aux ouvrages de sculpture. Dans plusieurs maisons de cette ville, Barthélemy a fait des appartements charmants. Leur distribution est pleine de goût et d'élégance.

» Cet homme estimable a un fils qui a les dispositions les plus heureuses pour la peinture, qui travaille à Paris, à l'Académie, et qui peut se flatter de remporter un prix incessamment. » (1).

Les magistrats et le barreau suivaient ce mouvement littéraire, philosophique, scientifique et artistique qui entraînait tout le monde.

Le barreau était composé d'avocats, la plupart savants, éloquents et pieux. Il comptait et avait compté parmi ses membres, des hommes très-distingués : l'un avait laissé, en mourant, un commentaire manuscrit en deux volumes, sur la coutume du Vermandois ; un autre, maire de la ville, avait composé un poème *sur la bataille de Cannes* et s'était distingué, dans sa jeunesse, en dirigeant une affaire scandaleuse d'impuissance (2) ; un autre était bibliophile, etc. Le plus grand nombre avait le goût de la retraite. Quelques-uns savaient mener de front et le travail et les plaisirs.

Les magistrats du Bailliage, qui étaient au nombre de 18 à cette époque, pouvaient se diviser sinon en deux partis, du moins en deux catégories. Les uns, de mœurs sévères et dévotes, évitant avec soin le contact du monde et des idées philosophiques, se contentaient, après leur service du palais, de se rendre souvent, soit à pied, soit à cheval, en leurs maisons de campagne. Les environs étaient couverts de petites maisons servant de pied-à-terre.

(1) Voir *Bulletin de la Société Académique de Laon*, T. 3, notice sur Berthélemy, par Duchange, p. 81.

(2) Voir *Nomenclature*, p. 72 et s. On y verra le compte-rendu de la procédure de cette affaire, qui est, aujourd'hui, aux Archives départementales.

pendant l'année judiciaire, et de résidence durant les vacances. Messieurs les conseillers du Roi y faisaient leurs vendanges et leurs vins. A cette époque, Paris était de difficile accès. Point de belles routes, encore moins de chemins de fer. Le coche, un triste coche, des étapes pénibles pour gagner *la Capitale*, dégoûtaient d'un pareil voyage. Aux pérégrinations plus lointaines, aux eaux, aux bains de mer, on ne songeait même pas ; et, prenant en fait de distractions ce que le pays pouvait procurer, il n'était pas de famille un peu fortunée qui n'eût à Vorges, à Presles, à Laval, à Mons-en-Laonnois, à Vaucelles, et autres lieux voisins, un nid, un jardin, un verger où elle pût s'ébattre et se délasser. Les petits rentiers, eux, avaient la ressource de se promener sur le plateau et de regarder pendant de longues heures, à l'aide d'une longue-vue et assis sur les longs bancs des promenades, ce qui pouvait bien se passer dans la campagne et sur la route.

Le contact de tous ces gens policés avec les gens de campagne avait un bon résultat. Sans toucher autrement à cette question, on se contentera de dire que plus on abandonnera les champs, plus on enlèvera aux petites villes leurs éléments d'intelligence et de perfectionnement, plus vite on arrivera à faire des localités de notre pays de véritables villages dont l'éducation et même l'instruction peut être finiront par disparaître.

D'autres magistrats alliaient les distractions mondaines aux plaisirs champêtres. Imbus, jusqu'à un certain point, des doctrines du philosophisme à la mode, ils dissertaient volontiers, dans les assemblées, sur les questions du jour. Tel était amateur d'éditions rares, tel collectionneur, tel autre poète. Mais ce qui leur nuisait à tous, au milieu des réunions choisies, c'étaient leurs costumes lugubres, et leurs affreuses perruques. On raffolait alors des cheveux en bourse, des galons et des broderies. Aussi, le succès était l'apanage des militaires et des *agréables* (1) qui en étaient couverts.

M. Leclerc, lieutenant-général du Bailliage, le sixième de sa famille, partageait les idées de cette seconde catégorie de magistrats, un peu *avancés*, un peu frondeurs,

(1) Les *agréables* avaient succédé aux *petits-maitres*.

oh ! légèrement, sans contredit, mais, enfin, un peu. Il jouissait, dans la province, de la plus grande considération. Assidu aux audiences, il y faisait preuve d'érudition, de sagacité et d'une grande netteté d'élocution. « Il » était aussi fort bien à table : Une voisine jolie lui fait » sait imaginer les choses les plus fines et les plus délicates. »

On aura une preuve des tendances *progressives* de M. le lieutenant-général, et même de la majorité des personnes composant la société de Laon, par la description d'une fête chez M le Lieutenant-général un *dimanche*, le premier *dimanche de Carême* !

Il donnait la comédie, la danse et le souper ! Qu'arrivait-il ? C'est que, si la plus grande partie de la meilleure société se rendit avec empressement à son invitation, si même des personnes de La Fère y assistèrent, ceux de ses collègues, qui ne partageaient point toutes ses idées, mais qui l'aimaient et avaient pour lui le respect qui lui était dû, vinrent, par déférence, lui rendre visite vers 4 heures, et s'esquivèrent à l'heure de la comédie. Il y a plus d'un siècle que cela s'est passé, et beaucoup agiraient de même aujourd'hui.

M. le Lieutenant-général habitait la rue du Cloître, qu'un fétide ruisseau coupait en deux et que l'on parcourait plutôt en chaise qu'en carrosse. Son salon servait de théâtre ; une chambre voisine était le foyer ; une autre était disposée pour la danse. Les deux pièces choisies étaient *La Force du naturel* de Destouches et *le Retour imprévu* de Regnard. « Le choix de la première » avait été fait, dit-on, par une femme fort aimable qui » avait de fortes raisons pour cela. Ce n'est pas une » petite affaire que de distribuer des rôles dans une » petite ville de province. Chacun veut paraître. Il fallait » une pièce où beaucoup de femmes pussent entrer, et » *la Force du naturel* a présenté cet agrément-là. » Six femmes, en effet, jouent dans cette pièce qui porte son sujet dans son épigraphe : chassez le naturel, il revient au galop.

Les auditeurs affluaient bien avant l'heure de la comédie. Ils étaient reçus, on ne peut mieux, par la femme du

Lieutenant-général, fille d'un ancien avocat, et dont l'élégance égalait la dignité.

La comédie commença à 4 heures et demie. Le rôle de Louison, dans *la Force du naturel*, était joué par une jeune fille de 15 ans ; celui de Lisette, par une femme de 45 ans ; celui de Julie, par une parisienne, la femme du receveur des Tailles. A l'exception de deux, tous les acteurs s'en tirèrent à merveille.

La comédie terminée, l'organiste de la cathédrale, excellent musicien, fit danser jusqu'à 8 heures du soir. Puis la compagnie se retira. On devait souper à 9 heures. Il est probable que ce repas n'était réservé qu'à un certain nombre de personnes, aux acteurs sans doute. Après un souper plantureux, chacun, comme le dit un vieux chant populaire, chacun s'en fut... chez soi.

Tel était un des aspects de la vie privée et de l'existence mondaine, non-seulement des magistrats, mais de la société de Laon à cette époque. Alimentant, sans le savoir, les idées d'indépendance et de révolution, dont les gouvernants eux-mêmes faisaient parade, elle jouait avec le feu qui, 26 ans plus tard, malgré son esprit et sa grâce, dignes de racheter bien des faiblesses, devait impitoyablement la dévorer !

(D) Voici ces quelques usages :

Chaque année on prononçait un discours latin au chapitre de Soissons.

Chaque propriétaire alors vendait son vin. On revient volontiers aujourd'hui à cette coutume.

L'auteur parle des enterrements et consacre 16 pages à en critiquer les cérémonies : « Les cérémonies commencent, dit-il, à la chambre de deuil. Ce sont des révérences sans fin à droite, à gauche, par devant, par derrière. A peine est-on assis qu'il faut se relever pour saluer ceux qui arrivent. Ce sont des révérences éternelles. On sort pour aller à l'Eglise et il y a toujours dans les enterrements des docteurs qui savent précisément quel est le rang qu'on doit occuper, quel est le degré de douleur que l'on doit montrer. Ils disent aux femmes : Votre voile doit être totalement baissé ; votre

« voile doit être baissé à moitié ; votre voile ne doit pas
« être baissé du tout ! C'est une manière de dire aux
« femmes : Vous, madame, vous devez être fort triste ;
« vous, madame, vous devez l'être moins ; vous, madame,
« vous ne devez pas l'être du tout. Quand chacun est
« instruit du degré de douleur qui doit paraître sur son
« visage on se met en route pour aller à l'Eglise. Les
« beaux messieurs et les belles dames de la ville se
« mettent à leur fenêtre pour voir passer l'enterrement.
« La canaille se range en haie dans la rue pour le voir
« passer. Les hommes de toute espèce sont fort avides
« du spectacle affreux que présente un homme conduit
« à la sépulture. »

La critique de toute la cérémonie est sur le même ton. Il blâme les révérences d'église et le maintien trop froid des parents qui ne manquent pas une observance même la plus puérile.

Toujours est-il que de sa description il résulte que le plus proche parent, seul, allait à l'offrande et qu'en en revenant il faisait des révérences de tous les côtés ; qu'après l'enterrement les plus proches parents à la tête du deuil allaient se placer vis à vis le portail de l'Eglise et que tous les assistants défilaient devant eux ; qu'ils fesaient des révérences à tous ces assistants ; qu'enfin ils retournaient à la maison mortuaire et qu'à la porte continuaient les révérences, à propos desquelles il se sert d'expressions tellement grossières qu'il ne m'appartient pas de les relater.

Il conclut de tout ce cérémonial qu'on n'est jamais triste de la mort de ses parents et que l'on songe à embellir sa maison et à se dire « Enfin je vais être heureux et com-
« mencer à vivre ! »

Il suppose un dialogue assez plaisant entre un homme civilisé et un sauvage et paraît prêter au sauvage des sentiments meilleurs qu'à son interlocuteur. Cependant, il fait dire au sauvage : « Pourquoi ses enfants n'ont-ils
« pas eu l'humanité de manger leur père avant qu'il fut
« infirme ? Quel tombeau plus digne d'un père que le sein
« de son enfant ? » J'aime à croire que sa philosophie ne le fait point pencher du côté du sauvage !

(E) Dépôts curieuses de l'Enquête :

Anne Marie Joseph Faucon de Ris pretre chanoine de L'Eglise de Laon abbé commendataire de labbaye de St Vincent de Luc vicaire General du Diocese de Laon agé de quarante neuf ans demeurant audit Laon, dépose que le vingt trois feurier dernier apres midy, il auoit été informé qu'il auoit été donné par le régent de cinquième du College de cette ville a des Ecoliers, le theme qui fait le sujet de la plainte, qu'en sa qualité de grand vicaire en labsence de monsieur L'Euecque de Laon administrateur du College de la ville sous lassistance des Maire et Echevins et de l'Ecolatre de la cathedrale ainsi qu'il est porté par la Lettre de cachet qui établi les Perres jésuittes dans le College de laditte ville, auoir envoyé chercher le Pere Recteur du Collège qui n'auoit encore aucunement connoissance du theme ni de la rumeur qu'il auoit pu causer, que Luy deposant Luy representant qu'il conuenoit de reparer vne pareille imprudence, qu'il exigeoit que le perre prefect de classes se transporte a lacinquième à lheure de la classse pour en présence des écoliers faire déchirer tous les exemplaires dudit theme sur leur cayer, et que le regent seroit renvoyé, ce qui fut exécutée dès le lendemain, que sur l'auis qu'il auoit eut que messieurs de ville etoient assemblés a l'occasion de cet evenement il leur auoit fait part des mesures qu'il auoit prises a cette occasion qui est tout ce qu'il a dit scauoir et lecture a Luy faitt de sa déposition a dit ycelle contenir vérité y a persisté et a signé.

FAUCON DE RIS

2. — Pierre Joseph Coquillart maitre de pension demeurant en cette ville agé de cinquante ans lequel dépose que le jeudy dix neuf feurier dernier en corrigeant le devoir des Ecoliers, il sapercue qu'il auoit été donné par le regent de la cinquième et sixième du college des jésuittes jeune homme d'environ vingt deux ans un theme concue a peu près dans les termes mentionné dans la plainte, ce qui surpris dautant plus le déposant que depuis vingt cinq ans qu'il exerce sa profession dans cette ville, il ne setoit point apercue de rien de pareil,

quil auoit appris que le vingt trois du présent mois le preffect des classes setoit transporte dans la ditte classe ou en présence du regent et des Ecoliers il auoit reprimandé ledit régent a peu près dans ces termes et qu'il ne conuenoit dattaquer des corps ny des particuliers dans des themes quil auoit en suite déchiré au cayer de tous les Ecoliers les foeuillers ou se trouvoit ledit theme que dès le lendemain ils auoient renvoyé le regent et en auoient fait venir vn autre qui est tout ce quil a dit scauoir et lecture a luy faite de sa déposition a dit ycelle contenir vérité y a persisté et a signé.

COQUILLARD.

3. — Mathieu Guillaume Serurier officier chez Le Roy demeurant à Laon âgé de quarante deux ans lequel dépose que le vingt trois feurier dernier vn particulier de cette ville sur les onze heures demie estoit venu leur demander auoir les themes de son fils parce quil auoit appris quil y en auoient dont il étoit parlé de Jansenisme, que son fils ayant été renvoyé pour cause dincommodité et n'ayant point de theme sur son cayer Luy déposant, l'auoit envoyé chercher le cayer d'un de ses camarades ou il auoit trouué vn theme concüe dans les memes termes portés en la plainte, quil auoit oui dire que le regent auoit recommandé a ses Ecoliers de ne pas montrer ce theme quil auoit pris de son fils que le même jour le régent auoit déchiré le theme sur tous les cayers de sa classe que le preffect avec vn autre regent auoit fait venir son fils et l'auoit questionné sur la facon dont ce theme étoit devenue publique qui est tout ce qu'il a dit scauoir et lecture a lui fait de sa déposition a dit ycelle contenir verité y a persiste et a signé.

SÉRURIER.

4. — Monsieur Jean François Mahieu conseiller du Roy au Baillage siège Présidiale de Laon maire de la ville y demeurant âgé de soixante et vn ans lequel apres serment par Luy fait que le vingt trois du mois de feurier dernier etant a travailler à l'hôtel-de-ville avec dautres officiers du corps de ville auoit dit que le dix neuf du

me me mois, le regent de cinquième du College y avoit dicté a des Ecoliers vn theme hardi que les habitants de Soissons y étoient peu menagés taxé de Jensenisme et de peu de relligion ce qui auoit fait que Luy déposant auoit proposé à ses officiers de ville de se rendre le lendemain a dix heures demie pour y faire la distribution de prix ainsy qu'il se pratique tous les mois, qu'aussy il leur auoit proposé dengager apres cette distribution finie le Recteur de ce College de faire sortir de la salle tous les Ecoliers et alors de demander au Recteur et au preffect si ils auoient connoissance du theme que le regent de cinquième auoit dicté a ses Ecoliers ledit jour dix neuf et que si les Perres répondoient en auoir eu connoissance Luy deposant estoit d'auis de leur en faire des reproches et de les engager a ne point souffrir a l'avenir leurs regents a dicter a leurs écoliers de pareilles pièces ; mais qu'au contraire si ces perres leur répondoient que cetoit a leur inceüe que ce theme auoit ete dicté, il diroit au Recteur de faire venir ce regent de cinquieme et lui feroit vne lesçon telle qu'il le meritoit, que cette proposition auoit ete agréée par les autres officiers de ville qui auoient arretés de se rendre le lendemain a lheure indiqué au college pour cette distribution de prix, qu'ayant le lendemain du matin fait convoquer tous les officiers de leschevinage de descendre a l'hotel de ville a dix heures pour en suite aller au College y distribuer les prix et tous y étant essemblés quelques vns d'entre eux auoient dit qu'après le theme impertinent que le regent de cinquième auoit dit a ses ecoliers quelques jours avant il ne convenoit point d'y aller faire la distribution des prix mais bien decrire a Monsieur le procureur général et a Monsieur le Comte de Saint-Florentin, et de leur euvoyer a chacun vne coppie de ce theme qu'un de ces officiers a représenté, sur quoi lui déposant a pris les avis de tous ces officiers et a la pluralité des voix, il a ete arrete qu'on y doit point faire de distribution des prix ces jours la et qu'on ecriroit a Messieurs le procureur général et Comte de Saint-Florentin apres quoi Luy déposant a ete chargé de faire faire deux coppies dudit theme et de faire le projet de Lettres qui venoient detre arreté cé quil auoit

fait a son retour chez Luy ; que sur les trois heures apres midy de ce meme jour deux des officiers de leschevinage lauoient joint dans la rue et Luy auoient demandé si il auait fait ce projet de Lettres, il leurs auoit répondu que ouï quils leurs auoient demandé a le voir et auoit dit a lun des deux si vous voulez venir avec moi je vais vous le donner ce qui auoit ete fait ; que quelques heures apres ce meme officier lui auoit raporté vn autre projet de Lettres dans lequel on auoit encherie sur celuy qu'il auoit fait, que cet officier Luy demanda de faire mettre ces deux lettres au net et de faire convoquer tous les officiers de lesvinage pour sept henres demie du soir et signer ces lettres ce qu'il auoit fait ; que ce meme jour Le Pere Recteur et le Père prefect du College étoient venus chez Luy et Luy auoit dit quils étoient au désespere de ce que M. Labbé de Ris Grand vicaire leur auoit aprit, la veille sur le theme en question, quils lui avaient asseurés quils n'en auoient rien sçu auant l'avis de M. de Ris aussitot Lequel ils auoient fait cesser la classe a ce regent de cinquieme et Luy auoient substitué celuy de quatrieme que meme aussitot cet auis du dit sieur de Ris le prefect setoit rendue dans la classe de la cinquième ledit jour vingt trois alors que tous les Ecolliers y étoient quil leur auoit fait représenter leurs cayers a themes et en auoient arraché et déchiré le theme dont est question apres quoy il auoit fait de sincerés reproches a ce regent dauoir dicté vne pareille pièce a des Ecolliers, que ce recteur et ce prefect auoient dit aluy déposant quils auoient écrit ou alloient écrire a leur provincial pour Luy demander de retirer du College ce regent de cinquieme et de leur en envoyer vn autre, quils auoient ajouté qu'ils prioient Luy déposant de dire a messieurs les officiers de ville quils scauoient être convoqués pour sept heures demie, que s'ils n'étoient point contents de ce quils auoient fait déjà pour réparer la sottise de ce jeune régent Luy Pere Recteur prendroit sur Luy de le renvoyer tout a fait et de le faire partir le lendemain du matin, ajoutant Lun et Lautre quils prioient les officiers de lesvinage de ne leur rien imputer en particulier de la faute de ce jeune régent quil étoit rendu en suite en

L'hotel de ville et auoit rendu a tous les officiers, tout ce que Recteur et ce preffect Luy auoient dit, mais que tous auoient persisté dans leurs auis auoient demandés pour signer les lettres de Monsieur Le procureur General et de Monsieur le Comte de Saint Florentin ce qui auoit ete fait sur le champ, qu'un des officiers de lesvinage auoit fait les deux sacs et les auoit envoyé à la poste par un sergent de ville et en fin que le lendemain vingt cinq dans la matinee il auoit apprit que ce regent de cinquieme auoit ete renvoyé et étoit partie est tout ce qui a dit sca-voir et lecture aluy faite de sa deposition a dit ycelle contenir verité y a persisté et a signé.

MAHIEU.

(F) Vers : — A Lucinde ; qui devinait les secrets :
Vous qui savez les secrets de Cythère
Belle Lucinde aux yeux toujours vainqueurs
Si vous vouliez pénétrer tous les cœurs
Qui verriez-vous ? Le désir de vous plaire.

— A Cidalise qui craignait la vieillesse :
Vous craignez, Cidalise, une triste vieillesse
Rassurez-vous, toujours, vous aurez notre encens
Par votre esprit orné qui toujours intéresse
Vous serez jeune encor dans l'hiver de vos ans !

— A Dorimène qui disait qu'elle n'avait jamais trouvé
De poètes qui voulussent faire des vers pour elle :
Charmante Dorimène un mortel sans audace
N'aurait pu louer vos beautés,
Pour chanter les Divinités
Il faut être l'amour ou le Dieu du Parnasse !

En entendant ces vers, Durval s'écrie : « Ces vers là se retiennent. C'est la preuve qu'ils sont bons ! »

— On pourrait en citer bien d'autres.

A. COMBIER.

L'HOTEL DU PETIT SAINT-VINCENT A LAON

Notice lue au Congrès des Sociétés savantes,
par M. Souchon, archiviste de l'Aisne.

On peut voir encore aujourd'hui à Laon quelques maisons anciennes intéressantes à étudier. Nous signalerons en particulier, au n° 1 de la rue Saint-Martin, une construction du xvi^e siècle connue des vieux Laonnois sous le nom du Petit Saint-Vincent. Cette maison a, en effet, longtemps appartenu à la puissante abbaye de Saint-Vincent, et c'est là que les moines venaient chercher un asile dans les mauvais jours, si fréquents au moyen âge. Quelques pièces conservées aux Archives départementales de l'Aisne, dans le fonds de Saint-Vincent, permettent de montrer à quelle époque fut bâti l'hôtel du Petit Saint-Vincent, et de faire brièvement son histoire jusqu'à la fin du xviii^e siècle.

Au commencement du xvi^e siècle, l'abbaye de Saint-Vincent possédait une maison dans la ville de Laon. Où était-elle située ? Nous l'indiquerons tout à l'heure à peu près exactement. Cette maison était déjà désignée sous le nom de Petit Saint-Vincent ; l'expression se retrouve dans des lettres de sauvegarde accordées à l'abbaye le 7 février 1507 par Jean de Bruges, lieutenant général et gouverneur de Picardie (1) ; il est dit dans ces lettres que le Petit

(1) « Jean de Bruges, seigneur de La Grutuse, conseiller et chambellan ordinaire du Roy notre sire, lieutenant général et gouverneur pour ledit seigneur ès pays de Picardie, à tous cappitaines, chefs de guerre, routes et

Saint-Vincent servait de logis au gouverneur quand il venait à Laon ; la maison devait donc avoir une certaine importance.

Néanmoins, elle ne plaisait pas probablement aux religieux de Saint-Vincent, et ceux-ci, en 1527, se mirent en quête d'une autre installation. Dans les premiers mois de cette année, l'abbé de Saint-Vincent demanda à Louis de Bourbon, cardinal et évêque de Laon, d'autoriser un échange qu'il avait projeté de faire avec un bourgeois de Laon, Thomas Charpentier. Aux termes de cet échange, l'abbaye cédait à Charpentier la maison du Petit Saint-Vincent et recevait, en retour, trois autres maisons, dont l'une appelée la Corne de Cerf ; comme ces maisons étaient situées dans la seigneurie et censive du chapitre de Saint-Jean-au-Bourg, l'abbé s'engageait naturellement à donner une indemnité audit chapitre. L'évêque fit instruire l'affaire par son bailli, Nicaise Marel, et l'échange, ayant paru favorable aux deux parties, fut autorisé par lettres épiscopales du 24 avril 1527 (1).

compagnies de gens d'armes... Salut... Savoir vous faisons que pour la singulière dévotion et affection que nous avons au glorieux monseigneur saint Vincent et à son abbaye près la ville et cité de Laon, icelle abbaye, ensemble tout le bien qui y appartient, mesmement la maison appartenant à la dicte abbaye estant en la dicte ville appelée le Petit Sainct Vincent, avons prins et mis, prenons et mettons en notre protection et sauvegarde et davantage les avons retenus et retenons par ces présentes pour notre logis toutes et quantes-foys que nous yrons audit lieu de Laon... » (Archives départementales de l'Aisne, H 142).

(1) Archives départementales de l'Aisne, H 142.

Ces lettres ne disent pas où étaient situées les nouvelles acquisitions de l'abbaye, et, en particulier, la maison dite la Corne de Cerf, mais nous le savons par un contrat d'échange passé devant Carollez, notaire à Laon, le 24 octobre 1528, entre l'abbaye de Saint-Vincent et Robert Boileau, demeurant au Sart-l'Abbé, paroisse de Bucy-lez-Cerny. Moyennant la cession d'une étable et d'un grenier, l'abbaye devenait propriétaire d'« une petite maison devant le puis Saint-Julien, tenant d'une part et par derrière à une maison de l'église Saint-Jehan au bourg dudit Laon, et d'autre part à ladite maison de la Corne de Cerf appartenant auxdits religieux de Saint-Vincent, et par devant à ladite rue Saint Martin... » (1). La Corne de Cerf occupait donc à peu près l'emplacement actuel du n° 1 de la rue Saint-Martin.

Le terrain acquis, les constructions ne tardèrent pas à être édifiées ; l'autorisation de bâtir fut en effet accordée à l'abbaye de Saint-Vincent le 15 mars 1529 (2) ; il n'est pas inutile de reproduire les passages principaux des lettres qui donnèrent cette autorisation ; on y verra que les deux tourelles de la façade encore existantes aujourd'hui figuraient dans le projet primitif (3).

(1) Archives départementales de l'Aisne, H 112.

(2) *Ibidem*.

(3) « A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou orront, Jehan Garnier, prevost de la cité de Laon et Philippe Mairel, licencié en loix, bailli et mayeur de l'évêché dudit Laon, salut. Sçavoir faisons que, comme Reverend Père en Dieu Jehan, abbé de Saint-Vincent dudit Laon, nous ayt fait exposer que à ladite église et abbaye appartienne une certaine mesure assise audict Laon en la rue Saint-Martin, assez près de la place

A peine les constructions étaient-elles commencées que l'abbaye de Saint-Vincent eut des difficultés avec ses voisins, en particulier avec un certain Nicaise de Nivelles, dit Charlet, dont la maison était mitoyenne avec le nouveau bâtiment ; ces difficultés furent aplanies par une transaction entre l'abbé et Nicaise Charlet, en date du 11 mai 1530. Les parties finirent par convenir que « le dit seigneur abbé pourra faire

Saint-Julien, tenant icelle mesure d'une part vers Saint-Martin à la maison de Nicaise Charlet, et d'autre part vers Saint-Jehan-au-Bourg à Jehan Betreau, dit Cousin, à cause de l'église dudict Saint-Jehan, par derrière à la voye du Guet, joignant les murailles de ladicte ville, et par devant à ladicte rue commune et publique dicte la rue Saint-Martin ; laquelle mesure pour le prouffict de ladicte église et abbaye, soit besoing et entend ledict reverend de brief réédifier... ledict Reverend nous ayt demandé luy vouloir accorder de faire et trousser deux tournelles sur rue es deux coings dudict édifice, et en funder l'une du costé vers Saint-Martin, sur ung pillyer qu'il luy convendroît, et soit permis ce faire saillir sur ladicte rue de cinq piedz de largeur en poussant en rond sur le pavé et rue de pied et quart sur le meillieu, et l'autre tournelle du costé vers Saint-Jehan-au Bourg se fonderoit et prendroit sur le ploy et bouge (?) estant de present en ladicte mesure sans aucune chose entreprendre de ceste part sur ladicte rue, du milieu desquelles se feroient l'huissierie du logis... Laquelle requête eust été communiquée à honorable homme et saige le procureur du Roy ou bailliage de Vermendois, et ladicte mesure veue et visitée par Noel Marchant, maistre des ouvrages pour le Roy ou bailliage de Vermandois, et Jehan Estienne, maistre masson en ladicte ville,.... nous avons permis et permettons audict Reverend, faire construire, trousser et édifier lesdictes deux tournelles aux deux coingz dudict édifice... » (Archives départementales de l'Aisne, H 142).

construire une tournelle qui se prendra sur le pavé du Roy de quatorze à quinze poulces de bosses en rondeur et de quatre piedz et demy de long ou environ et la saillye de deux piedz ou environ qui se ... etera par courbelys (1) sur le coing tenant audict Charlet. Avecq ce aura ledict seigneur abbé ledict mur mitoyen de la largeur que son corps de logis commencé à faire se comportera hors œuvre, sans ce que ledict Charlet y puisse faire cheminées ne creux, à cause qu'il convient audict seigneur abbé faire pour ledict corps de logis neuf doubles cheminées dedens le pignon d'icelluy corps de logis. Item aura ledict seigneur abbé de vingt-quatre à vingt-six piedz de long ou environ sur la court dudict Charlet pour faire une gallerie de douze piedz de large ou environ, les eaues de laquelle gallerie sera ledict Charlet tenu recevoir, assavoir de la moitié du toy d'icelle gallerie... » (2). Cette gallerie désigne assez clairement les bâtiments en retour d'équerre qu'on remarque dans la cour et dont une partie peut être attribuée à la seconde moitié du xvi^e siècle.

Cependant les moines de Saint-Vincent, tout en se faisant construire une nouvelle maison, n'entendaient pas renoncer aux privilèges qui leur avaient été accordés pour l'ancienne : le principal de ces privilèges était le droit de juridiction ; l'abbaye tenait à le conserver, et elle s'adressa pour cela au roi. François I^{er}, par lettres patentes du 20 avril 1535 (3),

(1) Par corbelets, en encorbellement.

(2) Archives départementales de l'Aisne, H 142.

(3) « François, par la grace de Dieu, roy de France, au bailly de Vermandoy ou à son lieutenant, salut. Receu avons humble supplication de nos bienamez les religieuz,

acquiesça à leur demande, en prescrivant toutefois de faire une enquête à ce sujet. En conséquence,

abbé et couvent de l'église et abbaye de Saint-Vincent lez Laon, contenant que ladicte abbaye est scituée et assise hors notre ville de Laon, lymitrophe des pays de Haynault et autres pays hors de notre obéissance, de laquelle abbaye et de l'ancienne fondacion, dotation et augmentation d'icelle leur appartenoit une maison, manoir, hostel et domicile nommé le Petit Saint-Vincent, dedans l'encloz et forteresse de ladicte ville, pour retirer leurs personnes, joyaulx, ornemens et biens pour seureté en temps de guerre et éminent péril ; en laquelle maison ils avoient droict de juridicion avec certaines franchises et libertez ; et pour ce qu'ilz ont trouvé certaine maison aussi assise en l'encloz de ladicte ville, plus près de leur dicte abbaye et plus spacieuse, à eulz plus commode que celle dicte le Petit Saint-Vincent, ilz ont, du consentement de notre très cher et très amé cousin le cardinal de Bourbon, évesque de Laon, leur supérieur, fait eschange de leur dicte maison à la dicte autre maison, laquelle leur a esté par nous admortie ; mais par inadvertance esdites lettres d'amortissement.... n'a esté faicte mention des dits droiz de justice et juridicion, franchises et libertez.... parquoy l'on leur porroit de present obicer que lesdits droiz de justice et autres.... ne seroient transferez en leur dict hostel nouvellement acquis, et qu'ilz leur fussent confuz et perdus à la dyminucion de leur ancienne fondacion..... Nous, ces choses considérées, non voulens les anciens droiz de ladicte abbaye estre aucunement dyminués, vous mandons et..... commetons par ces presentes que, appelé notre procureur et autres qu'il appartiendra, s'il vous appert des dictz droictz de justice qu'ils n'ayent esté par eulx cedez ne transportez par le dict eschange... vous permectez, souffrez et laissez lesdicts religieux, abbé et couvent, joyr et user ou leur dict hostel, maison et domicile par eulz nouvellement acquise... des dictz droiz de justice, juridicion et autres... dont ils avoient acoutumé joyr et user... » (Archives départementales de l'Aisne, H 142.)

deux actes de notoriété furent dressés les 25 septembre et 31 octobre 1535. Trois procureurs et plusieurs justiciables de l'abbaye vinrent attester que l'abbé avait le droit de rendre la justice et de tenir des assises dans la maison du Petit Saint-Vincent. Un de ces actes donne quelques indications assez précises sur l'emplacement de l'ancienne maison. Il y est dit que « les plaiz ordinaires se tenoient communément en une maison assize en ceste ville près le bourg dudict Laon vulgairement appelée le Petit Saint-Vincent tenant d'une part à l'hostel de la Gerbe, d'autre à l'hostel de la Couronne et par devant à la rue des Cocquelletz et au cymetière de Saint-Cir... (1) ». Or nous savons où se trouvait l'hôtel de la Couronne. Une sentence rendue le 29 mars 1508 par le lieutenant du prévôt de Laon condamne Jean Leclère, « artillier » à payer à l'abbaye de Saint-Vincent un surcens sur une maison « séant audit Laon, au bourg dudict lieu, tirant vers Saint-Jehan-au-Bourg, tenant d'un costé à Jehan Lemoisne et d'autre à l'ostel où pend pour enseigne la couronne... » (2). Cette maison était peut-être celle que l'abbaye avait acquise le 20 décembre 1484 et qui est ainsi désignée dans l'acte de vente : « une maison séant en ceste ville de Laon, au devant de Saint-Jehan-au-Bourg tenant à Jehan Cuvrelier d'autre part et faisant le coing qui va d'illecq à Saint-Cir d'autre part (3) ». En tout cas, on peut placer l'hôtel de la Couronne dans les environs du coin des rues Saint-Cyr et Saint-Jean. En rapprochant ce renseignement

(1) Archives départementales de l'Aisne, H 142.

(2) *Ibidem*, H 132.

(3) *Ibidem*, H 137.

de la mention faite plus haut du cimetière de Saint-Cyr, il est permis de conjecturer que l'hôtel primitif du Petit Saint-Vincent devait occuper l'emplacement d'une des maisons actuelles de la petite rue Marquette, entre les rue et place Saint-Cyr.

Pendant ce temps, la construction de la maison nouvelle touchait à sa fin : les bâtiments durent être achevés vers 1534 : en effet, le 16 avril de cette même année, Robert Boilleau et Hélize, sa femme, donnèrent à l'abbaye pour aider à l'entretien de leur fils, religieux habitué de Saint-Vincent, « ... un certain comble, lieu et pourpris, comme il se comporte, assis audict Laon en devans la maison dudict Petit Saint-Vincent naguères construit par ledict seigneur acceptant, appelé naguères la Corne de Cerf... » (1). Trois ans après, l'évêque de Laon permit aux moines de célébrer l'office divin dans la chapelle du Petit Saint-Vincent. Les lettres d'autorisation, en date du 1^{er} novembre 1537, contiennent cette phrase : « abbas fervore accensus sacellum sive oratorium in quadam domo ab eodem de novo instaurata vulgariter Parvum Sanctum Vincentium nuncupata in parrochia Sancti Joannis in burgo Laudunensi sita construere ac edificare fecerat.... » (2). Les deux documents concordent donc absolument.

Le Petit Saint-Vincent resta la propriété de l'abbaye jusqu'à la Révolution, et il reçut diverses affectations. En 1609, Philbert de Brichanteau, abbé commendataire de Saint-Vincent, afferma les revenus de l'abbaye à Jeanne Hérivaulx, veuve de Jean Rutz, bourgeois de Laon, et à Alexandre de Martigny, autre

(1) Archives départementales de l'Aisne, H 141.

(2) *Ibid.*, H 142.

bourgeois de Laon ; une des clauses du bail est relative au Petit Saint-Vincent : « et s'y oultre ce, le dict seigneur abbé au dict nom a baillé aus dict preneurs la maison, lieu et pourpris du Petit Saint-Vincent pour eulx loger et mettre les grains susmentionnés.. » (1) (10 juin 1609).

Un peu plus tard, le même Philbert de Brichanteau, devenu évêque de Laon, introduisit dans l'abbaye de Saint-Vincent les Bénédictins de la Congrégation de Saint-Maur. D'après une convention du 23 mars 1640, les revenus de l'abbaye devaient être partagés en trois lots, dont deux pour l'abbé, et il était stipulé que « en cas que la maison du Petit Saint-Vincent tombe aux lotz du dict seigneur abbé, les dits religieux en temps de guerre et autres nécessités de se retirer de ladite abbaie pour la seurété de leurs personnes et de leurs meubles pourront se refugier en la dite maison tant que la nécessité durera » (2). Dans le partage qui eut lieu le 17 février 1642, le Petit Saint-Vincent resta à l'abbé.

Un autre bail du 14 janvier 1659 fournit encore d'utiles indications. Armand de Monchy, abbé commendataire, afferma par ce bail les revenus de l'abbaye à Charles Levent, bourgeois de Laon. Mais l'acte comportait des réserves ; l'abbé réservait en particulier : « la demeure de M. Lefebvre, chanoine et grand vicaire, en la maison appelée le Petit Saint-Vincent scize en la ville de Laon, consistante en une chambre haute et garderobbe y tenant, fournil au-dessous qui demeurera néantmoins commun pour y cuire seulement, une cave pour mettre

(1) Archives départementales de l'Aisne, H 126.

(2) *Ibidem*, H 127.

son vin, la petite écurie, un petit grenier proche le chartrier ; le surplus de la dite maison dudit Petit Saint-Vincent appartiendra audit preneur .. » (1).

Au XVIII^e siècle les abbés de Saint-Vincent, qui n'avaient plus à craindre l'invasion de l'ennemi, cherchèrent à tirer parti de leur hôtel en le mettant en location. A partir de 1754, le Petit Saint-Vincent fut occupé pendant près de vingt ans par un maître de pension, le sieur Blondelas, qui payait un loyer de 425 livres. Dans le bail du 2 octobre 1754, l'abbé se réserve : « le chartrier et la place de l'auditoire dans lesquelles lesdits preneurs seront tenus de donner l'entrée libre toutes et quantfois il en sera nécessaire... » (2). Dans un autre bail du 28 janvier 1757, l'abbé fait les mêmes réserves, plus « un grenier étant sur les appartemens à main gauche qui restera audit seigneur abbé pour y loger les grains de prestation... » (3). Le loyer n'était pas cher, car la maison était considérable ; c'est précisément cette circonstance qui la rendait difficile à louer. Nous lisons en effet dans un état des revenus de l'abbaye de Saint-Vincent dressé vers 1770 : « ... cette maison est composée de différens grands appartemens antiques ; la redevance d'aujourd'hui est approchant sa valeur, vu qu'il n'y a qu'un maître de pension à qui elle peut convenir, à moins de distribuer les choses pour plusieurs locataires. Il y a un auditoire réservé pour les audiences (4) ».

Après la Révolution, l'hôtel du Petit Saint-Vincent

(1) Archives départementales de l'Aisne, H 126.

(2) *Ibidem*, H 142.

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*, H 129.

devint une propriété particulière et nous n'avons pas à nous occuper des différents locataires qui s'y sont succédé : nous ignorons si parmi eux il y eut des maîtres de pension, mais il n'est pas besoin de dire que l'ancien loyer de 425 livres a été considérablement augmenté.

SOUCHON

Archiviste de l'Aisne.

LES DÉPENSES D'AUTREFOIS

Jamais à aucune époque on ne s'est épris, autant qu'à la nôtre, des choses du passé. De patients statisticiens ont, aux divers points de vue économique, financier, agricole, établi avec les siècles précédents des rapprochements, sinon toujours concluants, du moins utiles, d'autres ont cherché, dans des sphères moins hautes, des points de comparaison tirés des habitudes ordinaires de la vie et des besoins journaliers de l'existence. Ces détails de la vie intime des populations nous initient aux mœurs et aux coutumes des générations d'autrefois. Il n'est donc pas étonnant que ce genre d'étude ait captivé bon nombre d'écrivains et d'érudits. Monteil, qui pour son histoire des Français des divers états a compulsé des monceaux de pièces, a soigneusement noté les prix de toutes sortes de denrées pendant les cinq derniers siècles. Bien d'autres ont suivi son exemple.

M. Matton a dressé, avec le soin qu'il a apporté à toutes ses belles publications sur le département de l'Aisne, l'inventaire des archives hospitalières de

Soissons (Laon, 1874). Nous y avons trouvé beaucoup d'indications que nous avons rapprochées les unes des autres en les divisant par siècles et en les groupant par catégories, de manière à en faire ressortir des observations qui nous ont paru intéressantes.

Ces registres, qui contiennent les dépenses de tout genre de l'Hôtel-Dieu de Soissons depuis 1203 jusqu'à 1806, nous offrent, dans ce laps de six siècles, de nombreux et très curieux rapprochements sur les progrès du luxe ou simplement du bien-être, ceux de la médecine, de ce qu'on nommerait aujourd'hui les arts du bâtiment, les honoraires des hommes d'affaires, le prix des terres, celui de la main d'œuvre et des denrées, etc...

On y voit naître la plupart de nos usages modernes, source nouvelle de dépenses et avec eux des formalités dont le nombre augmente chaque jour : c'est le règne de la bureaucratie qui commence.

On suit avec intérêt l'accroissement progressif tantôt lent, tantôt précipité des dépenses de cet établissement charitable, sagement réglé, soutenu outre les legs privés et les libéralités royales par une foule d'industries qui augmentaient le chiffre insuffisant des fondations et des aumônes annuelles.

Aux XIV^e et au XV^e siècles, cet accroissement est peu sensible et nous voyons de 1390 à 1404 10 à 13 sous (1) suffire pour la dépense de la

(1) Suivant l'évaluation en monnaie moderne la livre parisis correspondait alors à 48 fr. 90, le sou à 2 fr. 44, le denier à 0 fr. 20 1/2.

Tableau comparatif de la valeur des monnaies anciennes, Marquis de Belleval : Nos pères, mœurs et coutumes du temps passé, p. 789. Paris, 1879).

semaine, mais aussi à quel bas prix étaient toutes les choses de première nécessité ! Cent harengs valaient 9 sous et le demi cent d'œufs 5 doubles, le cent de pommes 8 deniers et le cent de noix 3 seulement, la livre de lard 1 sol, et c'était cher ! On avait deux porcs gras pour 54 sous, le pain blanc coûtait 1 denier, le cent de fagots 6 sous, le sac de charbon 1 sou, la livre de chandelle 10 ou 11 deniers.

La vaisselle et le mobilier de culture n'étaient point luxueux, mais en revanche ils n'étaient pas chers, le verre à boire 1 denier, la fourche de fer 6 sous, la corde à puits était une grosse dépense car elle valait 45 sous, une bride coûtait 2 sous 6 deniers et un licol deux deniers seulement, et l'on avait un demi cent de pots de terre pour 4 sous, la paire de roues neuves 18 sous et le fer de charrue 5 sous.

Quant au bétail, un veau valait de 6 à 18 sous, l'on avait pour 2 livres neuf brebis, trente agneaux et trois moutons ne se payaient que 6 livres, un cheval 12 livres et, s'il en fallait un de surcroît, on en trouvait à louer à 2 sols la journée. On les nourrissait à bon compte, car le cent de fourrage ne coûtait que 4 sous, 4 sous aussi le cent de pain de noix pour les bestiaux. On avait une charrette de foin pour 48 sous.

Les salaires des serviteurs et des ouvriers étaient à l'avenant. Le gage annuel d'un charretier était de 10 à 16 livres, celui d'un domestique de labour 72 sous, un vigneron gagnait jusqu'à 10 écus l'an à raison de 13 sous 4 deniers l'écu. Travaillait-il à la journée, on lui donnait 3 sous, c'était aussi le prix de la journée du couvreur, mais le charpentier ne gagnait que 2 sous et demi et le batteur

en grange 2 sols ; les moins payés étaient le moissonneur, le vendangeur qui n'avaient que 12 deniers, moins même qu'une femme travaillant la vigne qui gagnait ses 16 deniers par jour. Le vacher représentait alors, comme de nos jours, le dernier degré de la domesticité, on lui donnait 32 sous seulement par an. Les gages des femmes étaient, comme toujours, moins élevés que ceux des hommes, une servante gagnait 4 livres et une paire de souliers et une cuisinière 6 livres.

L'entretien représentait une dépense relativement importante, néanmoins on avait une paire de souliers pour 5 sous, un chapeau d'homme pour 6, l'aune de toile valait 32 deniers et la façon d'une chemise de femme 6 deniers. La chemise de lin de trois aunes toute faite valait 8 sous. La façon de robe de femme n'était que de 2 deniers, celle de robe d'homme de 4 sous. Combien les prix de nos jours contrastent avec ceux-là !

Neuf livres suffisaient au vestiaire des religieuses y compris le drap noir pour « leurs chausses » et, comme elles étaient neuf, cela faisait juste 1 livre pour chacune d'elles. Il est vrai que l'on tirait parti de tout et que les sœurs avaient plus d'une industrie pour faire beaucoup avec peu d'argent. On achetait le chanvre et l'étaupe, toutes les mains valides filaient et l'on payait un tisserand à raison de 38 sous les 130 aunes. Le tissage du drap était de 6 deniers l'aune.

On achetait la laine à la livre et on l'employait de même. Quand une sœur venait à mourir, on vendait ses hardes. Quelques-unes apportaient une petite dot, l'une d'elles, qui prit l'habit en 1409, donna 10 livres.

Les dépenses de luxe sont rares, il est vrai qu'elles

atteignent un prix qui devait faire réfléchir, une ceinture de soie ferrée d'argent fut payée 44 sous, à qui était-elle destinée dans cet asile de la pauvreté religieuse et souffrante?

Une partie des revenus provenait de terres léguées par des bienfaiteurs, plus quelques acquisitions et échanges. L'Hôtel-Dieu s'était aussi enrichi des biens de diverses maladreries. Six setiers de vigne valaient 4 livres et quatre setiers de bois 20 sous parisis. Cela variait selon la qualité du terrain et sept setiers de vignes excellentes furent vendues, en 1440, par un chanoine de Soissons moyennant 9 livres tournois. Il fallait, pour percevoir les fermages, rentes et droits divers appartenant à la maison un receveur ou procureur qui touchait pour honoraires 8 livres par an.

Le XVI^e siècle amena, on ne sait pourquoi, un renchérissement général, en même temps, ce qui était peu logique, les dépenses de luxe devinrent plus fréquentes.

Un bœuf se paya jusqu'à 25 livres (1), une génisse 12, un poulet, 3 sous, la vie devenait chère, le cent de harengs coûtait 24 sous, le tonneau de vin 8 livres 4 sous, le foin 4 livres, la voiture et la charretée de charbon jusqu'à 55, 65, même 75 sols, ce qui était plus triste encore, la livre de pain valait 7 deniers et nous voyons paraître dans les comptes le sucre à 6 sous 6 deniers la livre, le pain de 10 livres coûtant 60 sous, prime accordée à l'achat en gros.

(1) Il faut dire que la valeur monétaire subit dans ce siècle de grandes variations. Sous François I^{er}, la livre parisis passe de 32 fr. 50 à 14 fr. 67, le sou de 1.62 1/2 à 0.73, le denier de 13 1/2 à 0.06. Sous Henri III, la livre ne vaut plus que 5 fr. 34, le sou que 0.27, le denier 0.02 1/4. (De Belleval, loco cit.)

Même progression pour les vêtements, les souliers coûtent 17 sols et 35 à la fin de ce siècle, un chapeau — et quel chapeau ! — celui du vacher coûte 40 sous. Il est vrai que les salaires augmentent. Le valet de labour reçoit 18 livres par an, la journée d'homme est de 4 et 5 sols, celle du vigneron s'élève jusqu'à 8, une femme peut en gagner 3. On voit cependant, dans le même temps, des journées à 2 sous pour l'homme et 12 deniers seulement pour la femme. A toute époque, les salaires ont varié suivant la force ou l'habileté de l'ouvrier, les besoins et les ressources du maître. Mais on peut se demander comment, aux prix que nous venons d'indiquer, ces gens-là, même en tenant compte de la valeur relative de l'argent, pouvaient vivre ?

La location d'un cheval s'était élevée progressivement à 12 sols, aussi la dépense était-elle maintenant de 1,059 écus 1 sou 11 deniers par an. La dépensière recevait 45 sous tournois pour la semaine, sans compter la viande de boucherie.

Les honoraires du procureur se montaient à 10 écus par an. Tout était à l'avenant, une messe coûtait 3 sous, le curé ne demandait que 12 deniers pour un enterrement, même somme était payée au fossoyeur, c'était le même prix qu'au siècle précédent. Sans doute, il se rattrapait sur le nombre et on est tenté de le penser quand on voit les opérations chirurgicales confiées à un simple barbier qui, en toute une année (1549-50), ne reçoit que 6 livres 18 sols « pour avoir pensé plusieurs povres en « playe, apostume, phlébotomie, etc... » Il est vrai qu'il coupa, en outre, une jambe qui lui fut payée à part 4 livres 10 sols. Dans la seule année 1551-1552, il mourut 158 personnes à l'Hôtel-Dieu. Les

médicaments se réduisaient à peu de chose, de drogues proprement dites point, quelques sous de canelle, de safran, de réglisse, la plus grosse dépense est le sucre candi ou non et les figues, dont on fait venir un grand cabas de 50 livres de Paris pour 25 sols, encore la communauté en prélève-t-elle une part pour les repas de carême.

L'Hôtel-Dieu put néanmoins se permettre quelques grosses dépenses notamment pour sa chapelle. Il acheta à un marchand de Rouen des tuniques, dalmatiques et étoles de satin vert qui lui coûtèrent 14 livres tournois sans compter les rubans qu'il fallut payer à part. Quatre ans après (1534), l'on fit venir de Paris un Missel en papier (le canon en parchemin) qui coûta 60 sols tournois.

Les réparations inévitables des gros bâtiments étaient conduites avec économie, on achetait les briques 20 sols le mille, la chaux 11 sols le muid, le mille de tuiles 2 écus. La façon d'une toise de muraille coûtait 18 sous. Le cent de pierres de Septmonts 70 sols, le tombereau de sable 1 sol.

On ne se contente plus de quelques cahiers de papier à 12 deniers. On fait imprimer à Paris de beaux *pardons* pour les bienfaiteurs, puis pour le public, dépense productive du reste et dont on retrouvait plus que le coût en aumônes. Nous en dirons autant du cadeau de « 8 sols parisis au biau père qui a presché le carême (en 1506), pour avoir recom-mandé en ses prédications ledit Hôtel. »

La progression des dépenses s'accroît au XVII^e siècle davantage encore. Une vache vaut 30 livres (1),

(1) En 1600, la livre parisis vaut 5 f. 30, le sou 0,26 1/2, le denier 0,09
de 1610 à 1643, — 3 83, — 0,19 — 0,01 1/2.

la livre de bœuf 2 sous, le mouton et le veau 3 den. et demi, une poule 10 sous, un poulet 11 sous 6 deniers, le cent de fagots 4 livres et même 100 sous. Aussi comptait-on 30 sous par mois pour la nourriture d'un petit garçon, bientôt il fallut doubler la somme et la pension d'un enfant trouvé en 1658, s'élevait à 100 sous par mois, celle d'un enfant en nourrice à plus de 40 livres par an.

Les gages sont devenus énormes. Une servante exige 30 et même 36 livres par an, encore lui faut-il des étrennes, un demi écu, et un présent d'un quart d'écu à la foire. Une garde malade demande 13 livres 10 sous par mois. Il devient absolument ruineux d'être malade, même à l'hôpital, quoique le chirurgien ne soit pas cher, il ne prend que 100 sous pour une amputation, 30 sous pour un accouchement, 10 sous pour trépaner un homme, même somme pour l'opération césarienne que nous voyons indiquée plusieurs fois. Il est juste de dire que ce chirurgien recevait un fixe de 152 livres par an, celui du médecin n'était que de 30 livres, mais les médicaments deviennent nombreux et coûteux.

Puis l'hôtel-Dieu fait quelques grosses charités, il place une pauvre fille en apprentissage chez un « couturier » qui prend pour cela 40 livres, puis un jeune homme chez un savetier qui se contente de 20 livres pour lui apprendre son état. Les dépenses montent toujours. A l'intérieur de la maison les pauvres sont cependant réduits au strict nécessaire. Onze hommes et cinquante-cinq garçons n'ont pour

de 1643 à 1661, la liv. par. v. 2 44, le sou 0,12, le denier 0,01
de 1662 à 1683, — 3 08, — 0,1513, — 0,0114.
(de Belleval, loco cit.)

eux tous que 25 lits et l'on n'en peut donner que 15 pour trente-sept filles.

On fait cependant argent de tout et l'on vend jusqu'à la fausse monnaie que des donateurs peu scrupuleux ont déposée dans les troncs. On ouvre, dans l'établissement même, une manufacture de serge de 6 métiers, façon de Neuilly, dont les produits portent la marque de la ville. On fabriquait aussi des bas et quelques gants. Le produit fut de 1,439 livres en 1705. Il y avait un atelier de dentelières dont le travail rapporta, en 1709, 26 livres. Ces industries prospérèrent rapidement. En 1720, on vendit pour 3,486 livres de bas et plus de 1,550 livres de dentelles. Les draps étaient achetés pour l'année, la conscience des administrateurs ne recule pas devant un pot de vin de 25 bouteilles de champagne mousseux au directeur de la régie pour l'habillement des troupes « à cause de ses soins pour le débit des étoffes ! »

Les familles riches réclamaient la présence des pauvres de l'hôpital aux enterrements et les aumônes versées dans ces occasions montaient souvent à 5 ou 600 livres par an.

Au XVIII^e siècle, les prix atteignent presque les cours des premières années du nôtre; la viande est à 5 et 6 sous, le lard à 10, une poule 16, la poule d'Inde 48 s., le canard 12, le panier de cerises 22, l'artichaut 2 sous, les asperges 10 sous dans la primeur, on a deux melons pour 22 sous, un cent de cerneaux pour 2 sous 6 deniers. Un cochon gras monte à 66 livres (1), le cent de harengs est hors de

(1) 1716-1725, la livre parisienne vaut 2 fr. 22.

le sou, — 0 11.

1775-1786, la livre, — 1 80.

le sou, —

prix 14 livres 8 sous. Il est vrai qu'ils sont laités, le maquereau est à 7 sous pièce, mais le saumon est à bas prix 5 sous la livre. Le beurre vaut 12 sous la livre, aussi fait-on venir de Boulogne du beurre salé qui n'en coûte que 10.

Les gages sont élevés. Une servante gagne 50 livres et la femme de journée demande 9 sous, un terrassier se paie 20 sous, un paveur 40 et un maçon 25 sous.

Le cheval se loue 25 sous et la bourrique presque autant 22.

Les dépenses de pharmacie sont exorbitantes, il ne s'agit plus de quelques provisions d'épices, les religieuses achètent en gros une foule de drogues, térébenthine de Venise, yeux d'écrevisses, jalap, quinquina, benjoin, storax, égyptiac, cigüe, rose de Provins, rhubarbe de Moscovie et capillaire du Canada, kermès minéral et rapures d'ivoire, de la peau d'agneau pour faire les emplâtres, mais il y a des médicaments qu'elles ne peuvent préparer elles mêmes et qui coûtent cher : les sels de Glauber et d'Epsom, l'eau-de-vie des Carmes, les gouttes d'Hoffmanes, le vulnéraire suisse, le baume de flora Venti.

On achète aussi du vin d'alicante, mais peu. Il coûte 55 sous. En toutes choses, on prend les qualités les meilleures : épingles d'Angleterre, fil de Bretagne, toiles de Laval.

Il y a maintenant 2 chirurgiens qui reçoivent chacun 100 livres, le médecin voit porter ses honoraires à 120 livres, mais il est obligé de tenir un registre. — Les formalités se multiplient. — On fait imprimer des billets d'entrée pour les soldats soignés à l'hôtel-Dieu.

Nous aurions pu multiplier les citations. Nous

pensons que ces rapprochements suffisent pour donner une idée des dépenses de nos ancêtres. Les besoins étaient moins grands, les ressources faibles aussi. Les prix subissaient l'inéluctable loi de l'offre et de la demande qui sera de tous les temps et de tous les pays. En était-on alors plus ou moins heureux ? Grave problème que nous ne saurions résoudre.

A. DE FLORIVAL.

GUISE SOUS LES SEIGNEURS DU MÊME NOM (1058-1203).

Le champ des hypothèses est vaste. Nous n'y chercherons pas le berceau historique de Guise. Wautier y possédait un château en 1058 (1). Les seigneurs agissaient alors selon leurs ressources. Les moins favorisés se contentaient d'un chapelain ; les autres, s'entouraient d'hommes instruits, sages et dignes. Ils leur confiaient à la fois le soin des âmes et l'amélioration des mœurs, afin d'être utilement secondés dans leurs entreprises. C'est à ces besoins qu'est due l'institution de douze chanoines séculiers à Guise.

Godefroi qui succéda à Wautier, les dota richement, afin d'atténuer le fâcheux effet de ses déprédations. Il leur donna notamment la dime de Guise. Leur église fut construite au château où figura, selon Guibert de Nogent, un bras de saint Arnoul de Pamèle (2), personnage que le concile de Beauvais

(1) Historiens des Gaules et de France, t. XI, p. 599.

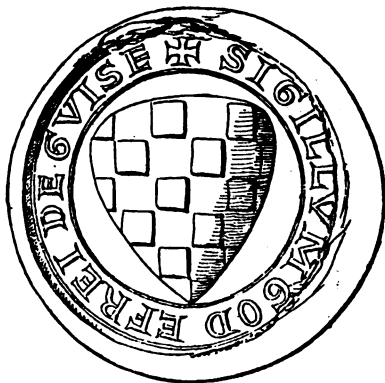
(2) Guibert, de vitâ suâ, lib. III, cap. XIX.

canonisa au mois d'octobre 1120. L'obtention de cette relique sur laquelle on n'avait jamais pu fixer de pierre précieuse, fut sans doute obtenue très facilement par Barthelemy de Vir, évêque de Laon. Cette circonstance particulière autorise-t-elle à croire que la collégiale de Guise fut placée sous le vocable de saint Gervais et de saint Prothais, à l'instar de la cathédrale de Soissons, en vénération de saint Arnoul qui y fut évêque.

On ne saurait nier l'importance des premiers seigneurs de Guise, issus des comtes de Vermandois. Comme eux, ils avaient pour armes l'échiquier avec brisure, selon l'usage féodal, afin de conserver un signe suffisant d'utile distinction.

Sceau de Godefroi de Guise, seigneur de Sains (1215).

Archives de l'Aisne H 952.



En épousant Ade, l'une des filles d'Hilduin, comte de Montdidier et de Roucy, Godefroi de Guise accrût son influence (1). Ses parents formèrent

(1) Hermann, *historia beatæ Mariæ Laudunensis*, cap. 2. Manuscrit de la bibliothèque de Laon.

souche à Sains et dans d'autres endroits moins importants. La similitude des armoiries en est l'éloquente attestation.

La famille de Guise était intéressée à rechercher ses alliances ailleurs qu'au nord de ses domaines limitrophes du Cambrésis et du Hainaut, fiefs de l'empire, très jaloux et envieux de la puissance des seigneurs du Vermandois et de la Thiérache qu'ils cherchaient à réduire dans les guerres privées.

Cette famille obtint des éléments de force et de résistance de seigneurs puissants intéressés à la favoriser. Les liens de la solidarité se formèrent par l'identité de situation contre l'ennemi commun; ce qui fit choisir aux seigneurs de Guise, pour leur résidence, un point culminant facile à défendre. L'emplacement affecté à la construction du château offrait ce précieux avantage sur un roc escarpé où des habitations avaient été creusées au nord, à une faible distance de la rive gauche de l'Oise divisée en bras sinueux. De fortes tours se reliant à d'épaisses murailles disposées selon les règles de la stratégie, donnaient pleine sécurité. Il y avait, au centre du château, selon les habitudes féodales, un haut donjon crénelé, où le seigneur se retirait en cas d'échec dans la défense des remparts extérieurs, et s'y maintenait, en attendant des secours indispensables. De vigilants guetteurs examinant attentivement la contrée, signalaient les dangers, afin de garantir rapidement et le mieux possible, les vassaux et leurs maîtres. Si ces dangers résultaient de la guerre, les femmes, les enfants et les vieillards se réfugiaient dans les souterrains, près des approvisionnements, pour ne pas entraver la défense.

Le seigneur avait, près de son château, ce qui lui

était utile et agréable. Sa ferme ou basse-cour lui procurait les ressources de l'existence pastorale et un bien-être relatif proportionné à l'extention qu'il lui donnait. Sa forêt, entourée de haies, mettait facilement à sa disposition le gibier désirable, indépendamment de ce que la vénerie lui assurait au dehors. Il trouvait aussi, dans la rivière d'Oise et ses affluents, le poisson qu'il préférait.

Le perfectionnement des modes d'attaque et de défense agrémentait ses loisirs. Les plus puissantes machines de guerre, aussi bien que celles d'une moindre force, telles que l'arbalète, l'arc, la lance, le javelot et le poignard, étaient familières aux mains vigoureuses habilement dirigées par les chevaliers, les écuyers et les sergents, ses lieutenants ordinaires. Un architecte ou maître-ès-œuvres s'occupait des constructions, des réparations et des fortifications ; de la fabrication des machines de guerre. Ce fonctionnaire, très considéré, faisait des plans, rédigeait les devis et présidait à l'exécution des travaux qu'il contrôlait ensuite avec le plus grand soin, pour bien répondre à la confiance dont il était investi.

Rien n'était négligé, dans ces temps d'alarmes continuelles, où le sort des dominateurs et celui des populations dépendait de l'habileté, de la ruse ou de la force. Les prétextes futiles déchainaient sans répit les haines, les massacres et les dévastations. Nos contrées offraient souvent le plus hideux spectacle. La misère et les épidémies comblaient la mesure des atrocités dont elles étaient la conséquence. Il fallait, pour prévenir ces maux, de sages dispositions en toutes choses et une énergique activité. Les vassaux, pour éviter la ruine imminente, secondaient volontiers leurs vigilants protecteurs qui, pour mieux les

retenir, leur accordaient des avantages avidement recherchés : le bois mort indispensable au chauffage et à l'alimentation ; des pâturages ; la glandée ; la jouissance d'immeubles et de droits importants sous de faibles cens ; lorsqu'il y avait nécessité évidente, les bois de construction, la terre et des accessoires pour édifier. Tout cela aidait à maintenir et sauvegarder l'existence, en attendant la part de pillage, quand le seigneur en offrait l'occasion.

Les manoirs seigneuriaux étaient souvent autant de repaires de spoliateurs qui ne ménageaient pas les établissements religieux.

Le meilleur talent consistait à rendre les châteaux inaccessibles. C'était la brillante tâche des maitres-ès-œuvres.

Le château de Guise était redoutable avant l'invention de l'artillerie. Ses sujets à l'abri des vexations ne songeaient pas à l'aventureuse émigration pour se procurer un meilleur sort ; de là, des ressources certaines et suffisantes pour la défense et l'attaque.

Godefroi de Guise donna, à cette façon de vivre, toute son activité ; mais les tracas causés par ses exactions à Leuze, Any et Wattigny, dans les domaines des religieuses de Notre-Dame-de-Trèves, contribuèrent beaucoup à abrégier son existence. Il mourut, jeune encore, sous le poids des anathèmes fulminés de tous cotés contre lui, comme déprédateur infâme voué à l'enfer par l'église, qui intervenait sans cesse pour obtenir la tranquillité indispensable au bien-être des populations. Elle en soutenait les intérêts avec ardeur, menaçant toujours la force brutale de la vengeance divine dont Godefroi s'effrayait peu.

Son fils aîné, Gui, allié comme lui de Nicolas de

Rumigny, continua ces allures spoliatrices contre lesdites religieuses dont les domaines étaient contigus à ceux qui avaient constitué une partie de la dot de sa mère Ade de Roucy (1). Ces deux seigneurs n'attendant pas qu'on sollicitât leur concours en qualité de défenseurs ou avoués, commencèrent par s'emparer de ce qui leur convenait, sauf à s'entendre ensuite avec les spoliés à de dures conditions. Leurs exigences devinrent très grandes, à cause de la longue distance entre l'abbaye et ses domaines. De là, la violente colère de tout le clergé se trouvant ailleurs dans une situation à peu près semblable.

Brunon, archevêque de Trèves, son chapitre et tout le personnel intéressé des églises, se plaignirent vivement à l'archevêque de Reims et réclamèrent son intervention, pour faire cesser l'affreux désordre, même avec la menace des flammes de l'enfer (2).

Instruit par le passé de l'inefficacité des fulminations, l'archevêque comprit que l'habile intervention de Barthélemy de Vir, évêque de Laon, oncle de Gui de Guise, vaudrait beaucoup mieux que l'explosion cyniquement dédaignée. Il adjura ce vénérable prélat, d'user de toute son influence. Barthélemy parvint à bien terminer ce conflit, à l'aide de sa sœur et de sa

(1) Elle épousa, en secondes noces Gautier d'Ath de Nivelles, et en troisièmes noces Thierry d'Avesnes avec lequel elle fit construire l'abbaye de Liessies, dans un domaine qui lui appartenait. Elle s'y retira, après la mort de ce dernier époux, y vécut pieusement et y fut enterrée. André Duchesne, Histoire de la maison de Montmorency, preuves, p. 53.

(2) Marlot, *Métropolis Remensis historia*, t. 2, p. 254, 258 et 259.

nièce convaincues de l'urgente nécessité du repos des âmes de Gui et de son père.

Gui de Guise avait épousé Elvide, dite Méchanie, fille de Babon, seigneur de Montmorency, et d'Agnès de Beaumanoir, dame de Conflans. En 1121, ce seigneur, à la prière de sa femme et de sa mère, du consentement de ses jeunes enfants, accorda, par une charte que l'évêque Barthélemy data de Laon, la franchise de passage et de charroi dans ses domaines de Guise et de Lesquielles, pour tout ce qui serait utile à l'abbaye du Câteau-Cambrésis, et notamment sur les vins, pailles (stramina) et fourrages en meules (molis) (1).

En 1123, il céda, à l'abbaye de St-Prix de St-Quentin, le moulin à eau d'Oëstres, moyennant une redevance annuelle de 40 muids de froment (2).

Enfin, pour bien terminer sa carrière, selon le vœu de sa femme et de sa mère, qui avaient pris désormais sur ses déterminations une influence considérable, il prépara, par ses libéralités, l'établissement des Prémontrés à Clairfontaine, fief de la mouvance de la seigneurie de Lesquielles, possédée en partie par Baudouin de Soupir (3). La seigneurie de Lesquielles était plus importante que celle de Guise : le Nouvion, Boué, Bergues et Barzy en dépendaient. Sa mesure en étain servant d'étalon à sept lieues à

(1) André Duchesne, histoire de la maison de Montmorency, preuves du livre 2. Extrait du cartulaire de l'abbaye du Câteau-Cambrésis.

(2) Emmeré Aug. Vironand. vindicata et illustrata, livre 3, p. 359.

(3) Hugo sacri et canonici ordinis præmonstratensis annales, probationes Clarifontis, col. CCCC. Histoire du diocèse de Laon, par N^{as} Lelong, p. 258.

la ronde, a été stupidement sacrifiée par un desservant, sous le règne de Napoléon III, pour augmenter la sonorité d'une cloche. Ce précieux vestige d'une institution de la féodalité méritait un meilleur sort. Le salut des fidèles n'exigeait pas ce sacrifice avoué par son auteur qui ignorait l'importance de cette mesure.

En 1126, la veuve de Gui de Guise assista, avec ses jeunes enfants, à la dédicace de l'église abbatiale de Clairfontaine, par l'évêque Barthélemy. Elle confirma ses bienfaits aux religieux Prémontrés qui n'occupèrent leur monastère que cinq ans après, sous la direction de Gérard, élu premier abbé, lorsque les bâtiments séparément affectés aux deux sexes furent complètement terminés (1).

Elvide prenant une part active à la turbulence féodale, avait été peu révérencieuse envers l'abbaye de St-Martin de Tournai. Elle s'était emparée brutalement avec ses fils, d'immeubles sis à Éparcy; mais l'évêque Barthélemy les fit revenir à de meilleurs sentiments, et par une charte de 1^{er} février 1130-1, datée de Laon, ils reconnurent leurs torts et renoncèrent aux habitudes de violence si difficiles à changer, dans ces temps de calamités (2).

Le prélat profita de cette heureuse réaction, pour amener Baudouin de Soupir à substituer aux huit chanoines du chapitre de Lesquielles, qui se contentaient d'une investiture laïque, un prieuré de bénédictins provenant de l'abbaye de St-Vincent de Laon;

(1) Gallia Christiana, t. IX. Hugo, sacri et canonici ordinis premonstratensis annales, t. 1, p. 516, preuves 40 et 41.

(2) Cartulaire de Guise, f^o 154.

mais les chanoines continuèrent à jouir de leurs bénéfices jusqu'à leur décès, XI des calendes d'avril 1133 (22 mars 1134) (1).

Les allées et venues que cet événement causa au prélat, furent vraisemblablement le prélude de l'union conjugale d'Aélide, sœur dudit Baudouin avec Bouchard de Guise, et de la possession complète par ce dernier, du fief de Lesquielles, exposé jusque là aux tiraillements féodaux.

Cette union désirée par les vassaux tranquillisa Elvide sur l'avenir de ses fils : Bouchard reconnu chevalier et Godefroi, simple écuyer adolescent. Elle leur assurait l'appui d'un seigneur puissant et considéré. Elvide désormais sans appréhension sur leur avenir, songea à prendre l'habit religieux, afin de calmer dans les larmes et la prière, la colère du ciel si souvent invoquée contre celui qui avait eu sa tendre affection ; mais, avant de prendre sa résolution définitive, elle dota l'abbaye de Prémontré de son alleu de Germaine, sous la réserve des droits de suzeraineté et de justice au profit de ses enfants (2).

Elle se retira plus tard à Fontenille, couvent de filles dépendant de ce monastère, pour y finir ses jours (1141). Ses enfants, sous l'inspiration de l'évêque Barthélemy de Vir, leur grand oncle, exécutèrent fidèlement ses dernières volontés, aussitôt que le discernement leur eut permis de confirmer irrévocablement ses libéralités. Simon, évêque de Noyon, en présence dudit Barthélemy, rédigea la charte approuvant ces conventions que ratifièrent

(1) Annales bened., t. 6.

(2) Archives de l'Aisne, H. 793. — Cartulaire de Prémontré. Bibliothèque de Soissons.

ultérieurement Bouchard et Godefroi d'un commun accord (1).

L'abbaye de St-Martin de Laon profita aussi de leurs bonnes dispositions. Ils lui abandonnèrent un domaine sis à Macquigny, consistant en deux charruées de terre ; un four banal ; des prés ; l'emplacement d'un moulin à construire ; la franchise de vinage pour tout ce qui serait utile aux religieux ; droit de pâturage dans les bois, de chasse et de pêche en un fief relevant de Barthélemy, évêque de Laon (1137).

Bouchard ratifia comme suzerain le don fait à ces religieux, par Gautier Dulcer, de quatre charruées de terres (1137). L'évêque de Laon énonça ces divers dons en une charte, où Gérard, doyen du chapitre de Guise, figura comme signataire (2).

L'habile intervention de Bouchard et de Godefroi assura, en 1138 et 1139, à l'abbaye de Prémontré, l'entière possession de divers biens sis à Hannape, cédés par Albéric de Novion, chevalier, Richer, Godefroi, Arnoul et Renier, meunier, de l'autel et de la dime (3). Bouchard se constitua aussi l'éloquent avoué de la même abbaye contre celle de Prumm, qui revendiquait le domaine d'Hannape, sous le prétexte qu'il lui avait jadis été conféré par Nithard, d'après une légende merveilleuse que n'édifiait point la possession réelle. Les moines de Prumm s'en tinrent à leurs remontrances et n'insistèrent pas (4).

(1) Archives de l'Aisne, H. 793 et H. 797. — Cartulaire de Prémontré. Bibliothèque de Soissons.

(2) Archives de l'Aisne. H. 872.

(3) Archives de l'Aisne, H. 797. Cartulaire de Prémontré.

(4) Cartulaire de Prémontré.

L'évêque Barthélemy ne manqua jamais de saisir les occasions favorables à l'accroissement et à la prépondérance du clergé régulier qui secondait les intérêts du peuple. La civilisation fut son œuvre principale. Il en fut toujours l'ardent et généreux promoteur. L'élément séculier lui parut un danger. Il chercha à le remplacer par un autre ayant la saine intelligence des intérêts sociaux. La mondanité et ses conséquences frappèrent vivement son esprit. Il en reconnût les inconvénients mieux que personne. Issu des privilégiés, il en détesta les abus, bien décidé à les faire disparaître. Il réduisit à l'impuissance les flatteurs habiles à tromper les seigneurs et à favoriser leurs mauvaises inspirations. Il utilisa, pour propager ses idées, des hommes habitués à supporter les vicissitudes de l'existence et disposés à aider les populations. Les hommes, créatures de Dieu, devaient être encouragés dans leurs travaux, par de fidèles représentants joignant la dignité à l'aptitude, pour mieux remplir leur mission entre les faibles et les maîtres. Les bénédictins de l'abbaye de Fesmy jouissaient d'une grande estime. Leurs vertus et leurs mérites les recommandèrent à l'attention particulière de Barthélemy, évêque de Laon. Ils lui semblaient prédisposés à combattre sérieusement les abus que le clergé séculier laissait accroître de plus en plus. Les chanoines de Guise n'y étaient pas étrangers, en acceptant leurs prébendes des mains laïques. Cette fâcheuse habitude contrastait avec les tendances régulières de ce vénérable prélat, dont l'influence n'avait fait que grandir depuis quelques années. Bouchard et Godefroi de Guise furent ses ardents prosélytes. Du consentement de leur famille et de leur conseil, ils partagèrent sa manière

de voir. Barthélemy laissa aux moines de Fesmy le droit de nommer aux prébendes canonicales, et les chanoines furent de fait mis en tutelle, afin de réaliser rapidement les améliorations obtenues à Lesquielles. Ils ne firent désormais aucun acte d'administration sans la participation des bénédictins de Fesmy (1142) (1). La suprématie de ces derniers fut assurée pour l'avenir, sous l'expresse condition de pourvoir convenablement à tout ce qui serait nécessaire aux chanoines. Barthélemy avait trop d'humanité pour abandonner entièrement ceux dont il modifiait la condition. Leur concours resta indispensable aux actes de leur communauté. La preuve de cette assertion résulte de diverses chartes où les deux établissements s'engagèrent simultanément. Ils cédèrent ainsi, à l'abbaye de Prémontré, l'alleu de de St-Gervais, sis à Iron, sous l'unique réserve des domestiques des deux sexes, moyennant une redevance annuelle de quatre muids, mesure de Guise, du meilleur froment après les couvraines portable à Guise, au profit du chapitre, de la St-Remy à la St-Martin (2). Ce n'est pas le seul exemple à citer de la coopération commune. On la remarque encore en 1155 et 1156, en des actes qui favorisèrent l'abbaye de St-Martin de Laon, à Audigny, Lesquielles, St-Germain et Macquigny, sans nuire au chapitre de Guise.

En cette dernière année, peut-être après la mort de Bouchard et à la faveur de la minorité de sa fille unique occasionnant l'anxiété de la contrée, une réaction s'opéra dans les esprits. L'innovation moti-

(1) Archives de la ville de Guise. Cartulaire de Fesmy.

(2) Bibliothèque de Soissons. Cartulaire de Prémontré.

vée par d'excellentes intentions de régularité gênait le clergé séculier. Aux tendances très modestes de Barthélemy et de son successeur immédiat sorti du cloître de l'abbaye de St-Martin de Laon, réagit celle du clergé séculier très ombrageux et soutien avéré de la noblesse hostile à tout ce qui pouvait hâter l'émancipation du peuple. Les bénédictins de Fesmy ne se sentant pas en état de lutter avantageusement dans un autre diocèse que le leur et où de zélés protecteurs leur manquaient, consentirent, de l'avis de l'évêque de Tournai, leur diocésain, au rétablissement du chapitre de Guise dans ses droits et privilèges ; mais la collation des prébendes resta désormais sans contestation aux évêques de Laon, en vertu d'une décision de Gautier de Mortagne, qui fut confirmée par le pape Adrien IV (ides de février 1256-7, 13 février) (1) ; Alexandre III (4 des nones d'avril 1170, 2 avril) et Urbain IV (15 des calendes de mai 1262, 17 avril). Gautier de Mortagne fut si jaloux de l'exercice de ce droit, qu'il défendit à son chapitre, sous peine d'excommunication, de l'aliéner. L'abbaye de Fesmy obtint en dédommagement, sur les revenus de l'évêché de Laon, une rente annuelle de dix livres d'argent, monnaie de Provins.

Bouchard de Guise, malgré sa tendre affection pour ses proches parents, qu'il consultait toujours, avant de prendre une décision de quelque importance, ne put résister au formidable élan de la chevalerie vers la Terre-Sainte (1147) dont les souffrances et les misères de tout genre excitaient la vive compassion des chrétiens. Le désir de rendre la providence

(1) Archives de l'Aisne, H. 797. — Archives de la ville de Guise. Cartulaire de Fesmy, p. 298.

favorable à ses desseins, le porta à donner, à l'abbaye de Prémontré, la terre de Sequéhart éloignée de son château ; à celle de St-Prix de St-Quentin, les trois quarts de la redevance stipulée par son père, en acensant le moulin d'Oëstres. Godefroi de Guise, partageant sa manière de voir, octroya libéralement à ce monastère le dernier quart.

Sa générosité envers l'abbaye d'Anchin fut moins grande, peu de temps après le départ de son frère. Envisageant les intérêts de sa nièce Adelvie, il se montra plus rigoureux que Bouchard ; mais les sages conseils de son entourage firent décider, dans une conférence présidée par son oncle Barthélemy de Vir, qu'il percevrait uniquement à Hauteville, les droits reçus par son père : huit sous par charruée de terres, et moitié moins par demi-charruée ; deux sous à titre de corvée, le tout exigible en trois termes égaux : Noël, Pâques, St-Remy. Il ne devait avoir que le tiers des droits de forfaiture, quand il serait convoqué aux plaids, intervention indispensable pour l'emploi du bras séculier, en cas d'insuffisance du personnel de l'abbaye. Godefroi fut plus tenace pour les droits de gîte que les suzerains ne sacrifiaient pas volontiers. Il finit cependant par décider qu'il en suspendrait l'exercice jusqu'au retour de son frère, afin que l'abbaye n'élevât aucune plainte (1148) (1).

Bouchard de Guise acquit de la gloire dans l'expédition d'outre mer ; mais au prix de blessures que Jean, son médecin, ne put guérir complètement. Ce seigneur continua ses libéralités envers les abbayes,

(1) Bibliothèque nationale. Manuscrits de D. Grenier, 21^{me} paquet, 3^{me} liasse. — Cartulaire de l'abbaye d'Anchin, f^o 156.

de l'avis de ce médecin réduit à penser que les prières seraient plus efficaces que sa science. Bouchard combla de joie les moines de l'abbaye de St-Martin de Laon, en leur confirmant le don fait par son frère d'un bois sous réserve de moitié d'usufruit des produits qu'il ne tarda pas à abandonner : ce bois était situé à Macquigny, 1152. Une autre charte expliqua cette réserve. Le seigneur tenait à la chasse dans le voisinage du château de Guise. Il stipula que le monastère ne pourrait aliéner ces biens à aucun titre. Il ratifia ultérieurement à cette abbaye le don : 1° d'une rente de deux muids de froment exigible sur le moulin de Guise ; 2° du consentement de Gui de Soupir, pour assurer le repos de son âme, de terres et de prés bien bornés, d'un four banal, de l'emplacement d'un moulin sis à Macquigny, du droit de prendre du bois et de pêcher en ce village, le passage et le retour libre dans ses domaines, la suzeraineté sur une charruée de terres audit Macquigny et enfin diverses libéralités émanant de ses vassaux. Cette charte a été signée par les principaux personnages de la cour de Bouchard : Renaud, doyen du chapitre de Guise ; Gérard, chapelain ; Mathieu, châtelain, et Agnès, sa femme ; Arnoul, clerc de Faty ; Drogon de Dulcelon, Weric Havart, Clarembaud et Richard de Faty. La charte est munie du sceau brun, rond et équestre en cuvette sur double queue en cuir blanc, de Bouchard de Guise portant cette légende : † SIGNVM · BVRCHARDI · DE GVSIA (1).

(1) Archives de l'Aisne, H. 929.



L'abbaye de Prémontré eut aussi part à ses bienfaits. Il lui abandonna ses droits de suzeraineté sur l'église de Dorengt, donnée par le châtelain Roger, en 1155; mais il n'apposa point son sceau à la chartre de concession signée par Arnoul et Pierre, clercs; Mathieu de Sains, Clarembaud de Faty, Drogon de Dulcelon et Weric Havart (1).

Il affranchit l'abbaye de Bucilly de tout droit de circulation, d'achat et de vente dans ses domaines, 1155. Il lui céda, l'année suivante, sa part du territoire commun où fut ensuite construit Mondrepuis et une redevance annuelle d'un muid de froment exigible sur un moulin de ce territoire indûment retenue, puis une autre rente d'un muid de blé sur le moulin de Guise (2).

(2) Archives de l'Aisne, H. 797.

(3) *Sacri et canonici ordinis Præmonstratensis annales*, Hugo, t. 1, p. 418, 526.

Il permit au chapitre de Guise de percevoir le droit de tonlieu en cette ville, durant la semaine de la Pentecôte (1155).

Il confirma, à l'abbaye de Clairfontaine, du consentement de sa femme, le droit de pêche sur la rivière d'Oise, d'Hirson à Guise (1155), et tout *aisement* de ses bois et pâturages (1156). (1)

Il figura encore, la même année, avec son frère Godefroi, dans un accord entre les abbayes de Fesmy et de Prémontré.

Dans le cours de cette dernière année, les libéralités de Bouchard, en faveur des établissements réguliers qu'il chérissait, cessent. Pourquoi ce silence ? Est-il du à la réaction du clergé séculier, conséquence inévitable de la polémique de Gautier de Mortagne, contre Barthélemy de Vir, retiré comme simple moine en l'abbaye de Foigny, qu'il accusait mal-à-propos de dilapidation des biens de l'église, ou à l'état maladif qui entravait sa pleine liberté et le mettait sous la direction de son frère ? Il figura encore dans une charte de l'an 1161 de l'abbaye de St-Martin de Laon, mais uniquement à titre de souvenir. Garin, abbé de ce monastère, y constate que Bouchard a confirmé, comme suzerain, la donation faite par Robert Pelud, de Guise, de neuf muids de terres sises à Macquigny, mesure de Guise, sous la condition de bien fumer et marnier, après la moisson, et de lui réserver la quatrième gerbe. Ce n'est qu'une simple relation d'un événement antérieur, selon l'habitude de ce temps là, attestée du reste par Renaud, doyen du chapitre de Guise, comme signataire (2).

(1) Cartulaire de Guise, fo 78. — Adrien de Valois.

(2) Archives de l'Aisne, H. 872, H. 930.

La charte de franchises d'Hirson est plus explicite : édictée en 1156, après la mort de Bouchard, elle ne laisse aucun doute sur cet événement que les historiens et les généalogistes, mal renseignés, rapprochent trop de nous. La mort avait mis un terme aux générosités de Bouchard, qui avait pris la sage précaution, d'accord avec le clergé, de fiancer sa fille unique Adelvie à Jacques, fils de Nicolas Peluket, seigneur d'Avesnes, dont les vastes domaines confiaient aux siens. Ce Jacques n'avait pas la majorité féodale exigée dans nos contrées. Godefroi, frère de Bouchard, apparaît clairement comme régisseur (*rector regionis*), pour cause de décès, avec Nicolas Peluket. Chacun des deux jeunes époux était en tutelle. Le seigneur d'Avesnes tenait beaucoup au précieux concours d'un homme très expérimenté (1).

Cette charte affirme encore la barbarie ; mais la douceur s'y insinue. Les garanties d'ordre et de tranquillité s'y font jour, afin d'éviter l'action brutale de la multitude. C'est le commencement d'un régime que la royauté fera prévaloir à Laon et à Soissons, lorsqu'elle jugera le moment favorable au triomphe de ses intérêts.

La justice en matière civile et criminelle est expressément réservée au seigneur qui l'exercera lui-même ou la confiera à son prévôt, que seconderont des assesseurs. Le principe de l'infailibilité seigneuriale est posé ; mais avec ses garanties sérieuses d'équité. L'autorité absolue d'un seul est diminuée. L'arbitraire s'affaiblit visiblement, mais avec compensation fiscale.

Les amendes, d'un chiffre très élevé, sont résér-

(1) Cartulaire de Guise, f° 247.

vées au seigneur, avec des précautions contre de futures exactions. On voit bien qu'il a besoin des populations, pour soutenir partout ses intérêts ; de là, l'acquiescement formel à l'abandon collectif par les habitants, en cas de deni de justice, au delà de quinze jours de la plainte formulée. A cette époque peu parlementaire, la patience se lassait vite. Il fallait donner une prompte satisfaction aux exigences sociales, ou subir l'isolement complet. Les seigneurs reconnaissent l'urgence d'un frein à leurs envahissements continuels. La nécessité impérieuse de sauvegarder les intérêts du plus grand nombre s'imposait, pour modérer utilement la force qui violait souvent le droit. Les intérêts des faibles sont franchement stipulés. Le contrat synallagmatique mitigeait les exigences du maître.

Les seigneurs commencent à fléchir en vue des luttes à soutenir ; mais s'ils consentent à des ménagements envers leurs sujets, il est nécessaire que ceux-ci en aient entre eux. Il faut refréner l'humeur querelleuse, éviter surtout les duels. De là, la consignation préliminaire, en cas de bataille, de la somme très exagérée pour le temps de soixante sous au profit du seigneur, outre une amende semblable en prévision de blessures et celle de sept sous et demi en cas de contusion. Ce sont là des ressources pour celui qui recevra les coups et pour le seigneur permettant de les laisser donner. La guérison est indispensable. Celui qui a frappé supportera les frais, réaction très légitime, probablement due à l'efficace intervention de l'évêque Barthélemy devenu simple moine à Foigny.

Cet adoucissement fut l'œuvre très louable du clergé qui laissa platoniquement l'avidité seigneu-

riale profiter largement de la gravité des horions. Les sentiments des deux seigneurs se manifestent à la fois pour s'enrichir et empêcher la dépopulation.

L'influence du clergé régulier avait grandi. La nécessité d'une discipline sévère garantissant la sécurité des personnes et des biens si souvent menacée par l'ardeur innée au pillage, motive l'obéissance de chaque habitant obligé de se rendre, au premier appel seigneurial, pour prévenir les désastres.

La cote personnelle de bourgeoisie est de deux sous exigibles aux fêtes de Pâques *de ceux qui vivent de leur pain et ont famille*. Elle ne dépassera cette somme que pour la rançon du seigneur captif, le mariage de sa fille ou la défense féodale. Les indigents étaient donc exemptés du tribut. Le mariage d'Adelvie ne se fera pas sans de fortes dépenses ; aussi les seigneurs jugent-ils à propos d'en charger les sujets d'Hirson. Leur concours à la liberté du seigneur et à la défense territoriale était naturel. Les intérêts étant identiques, personne ne songea à s'y soustraire.

La remise au prévôt seigneurial des gages de bataille par chacun des duellistes, s'effectuait avant la lutte. La précaution était excellente. La pensée chrétienne de venir sérieusement en aide aux victimes s'impose. La sévérité législative ne diminue pas, lorsqu'il y a effusion de sang sans duel. Ce frein paraît indispensable pour rétablir l'harmonie dans les familles. L'amende de soixante sous est encourue par l'infracteur sur le territoire.

Le témoignage de deux personnes assermentées suffit pour l'arrestation du voleur ou du meurtrier sans effusion de sang. Dans ce dernier cas, comme dans celui de simple forfait, l'amende sera de sept

sous et demi de bonne monnaie, et on se conformera pour l'appliquer à la loi de Laon.

Les délits forestiers seront prouvés de la même manière. Il fallait la certitude du fait avant la punition. L'empire des idées religieuses si puissantes alors, se manifestait ouvertement sous la foi du serment et la crainte de l'enfer, qui modéraient sensiblement la fougue des passions haineuses.

Le seigneur se charge de la justice. Il ne peut abandonner l'autorité ; mais il cherche à la conformer aux intérêts réels des populations. Son prévôt et ses assesseurs jugent en matière civile selon la loi de Laon.

A côté de cette organisation judiciaire, on entrevoit une administration chargée de divers services. Celui de la voirie paraît avoir été l'un des plus importants. La charge locale imposée est égale à celle de la bourgeoisie, deux sous par chef de ménage pour constituer annuellement un fonds commun destiné à la construction et à la réparation des chemins indispensables à l'agriculture et à l'exploitation forestière, qui pourvoyaient aux besoins journaliers de vêtements, de chauffage, de nourriture, de construction ou d'entretien des bâtiments, etc. Un disainier ou doyen (decanus) semble avoir été voyer à la nomination du seigneur.

Les seigneurs de Guise venaient souvent à Hirson ; mais peu munis de l'argent suffisant pour se procurer ce qui était à leur convenance. Dans ce cas, ils donnaient des gages qu'on ne pouvait refuser. Ce fait indique des relations intimes sans fierté. La mutualité apparaît à un certain degré. L'onéreux droit de gîte en vertu duquel le seigneur allant habiter son domaine s'emparait arbitrairement de ce qu'il jugeait utile à

son bien-être, disparaît. Une prestation annuelle de deux sous par chef de ménage le remplace. Ce n'était pas être fort exigeant.

Les seigneurs s'interdisaient les exactions et l'emploi de la force brutale pour les commettre. Ils laissaient aux bourgeois la faculté de quitter Hirson, en payant au prévôt le droit de bourgeoisie; mais lorsqu'ils négligeaient cette obligation, ils s'exposaient à être arrêtés et incarcérés. On ne pouvait se jouer impunément de devoirs féodaux.

L'étranger qui voulait se fixer à Hirson, payait aussi ce droit. La justification de libération autorisait le domicile.

Le prévôt était le juge, le financier et le comptable du seigneur d'Hirson. C'était son homme de confiance chargé de tous ses intérêts. Son code était la loi de Laon adoucie en matière criminelle. Les seigneurs ne voulaient pas exiger tête pour tête, œil pour œil, dent pour dent, membre pour membre. Ils se montrèrent justes sans être draconiens. Cette équité relative leur assura une population valide, sans infirmités, attachée au sol. Avec de telles conditions l'agglomération était facile, aussi se produisit-elle pour la sûreté commune.

Ces intéressantes concessions furent faites avec solennité. Les principaux personnages des cours seigneuriales de Guise et d'Avesnes y figurèrent : Simon, prévôt de Chimay, Godescale, Renier maître d'hôtel (dapifer), Werric Havars, Rohard et Clarembaud de Faty, Drogon de Dulcélon, Godefroi de Guise, Nicolas et Jacques d'Avesnes. L'union matrimoniale de ce dernier semble n'avoir été consommée que vers l'année 1166.

Godefroi de Guise chérissant sa nièce, continua à

être son *negotiorum gestor*, dans les affaires qui l'intéressaient. Il était seigneur avec elle. Jacques d'Avesnes acquit, à son excellente école, l'expérience des affaires. Quand celle-ci fut complète, Godefroi laissa librement agir son neveu qui devint, au dire de ses contemporains, un chevalier éminent sous tous les rapports.

La présence de Robert de Lesdins à la rédaction des franchises d'Hirson ne surprend point. Il était homme-lige de Godefroi, qui céda, en 1163, sa terre de Remaucourt à l'abbaye de Longpont, moyennant une rente annuelle de huit muids de froment et viagère seulement de deux muids, mesure de St-Quentin; franchise de circulation et de transport, et confirmation, comme suzerain, de divers biens sous réserve de ses droits (1).

Nicolas d'Avesnes, tuteur de son fils, apparaît, en 1160, dans une charte de Gautier de Mortagne, évêque de Laon, en une cession du tiers du territoire de Clanlieu, à l'abbaye de St-Martin de Laon, moyennant une rente annuelle de cinq muids de froment et d'un muid de pois, mesure de Guise (2). Il figure avec sa femme, sa bru et son fils, dans une donation dont nous ignorons la date, de dime au Nouvion et à Barzy, à l'abbaye de Montreuil.

Le même Nicolas d'Avesnes, prenant la qualité de prince (*princeps*), seigneur d'Avesnes, figure encore avec sa femme Mathilde, Jacques son fils, qui restaient à Avesnes avec lui et toute sa cour, dont il fait étalage, en une charte du 13 mars 1164, accor-

(1) Colliette, *Mémoires sur le Vermandois*, t. 2, p. 312.

(2) Archives de l'Aisne, H. 879.

dant à l'abbaye de Foigny, franchise de vinage dans ses seigneuries (1).

Jacques d'Avesnes semble être devenu majeur en 1165. Il apparaît en 1169, avec sa femme, en qualité de suzerain, dans un acensement fait à l'abbaye de St-Martin de Laon, par Clérembaud de Macquigny, de ses droits de dime à Macquigny, moyennant une redevance annuelle de vingt muids de froment et de dix muids d'avoine (2).

Ce seigneur fit construire, en 1170, le village de Mondrepuis, de concert avec l'abbaye de Bucilly. Il lui donna la loi de Vervins édictée en 1163 (3). L'acte d'association fixe clairement les droits de chacun, afin d'éviter les tracasseries que les avoués suscitaient très souvent aux établissements religieux obligés de se choisir des protecteurs puissants pour la défense de leurs domaines contre les dévastations alors si nombreuses dans nos contrées. L'abbaye conservera dimes, terrage, cens des prés. Ceci indique, à première vue, la petite culture ; les droits forestiers et de cendres consistant sans doute dans la faculté de prendre le bois de chauffage. (Les moines envisageaient-ils l'urgence de se procurer du linge blanc à l'aide du lessivage par les cendres ?) ; les droits de pâturage et de glandée dans les taillis défensables ; les abeilles (ils savaient que le voisinage des bois et la bonne culture des terres favorisent l'abondance du miel) ; des moulins ; la liberté du territoire ; viviers ; pêche ; fours banaux, sous réserve d'usufruit en

(1) Cartulaire de Guise, f 165.

(2) Archives de l'Aisne, H. 930.

(3) Cartulaire de Guise, f^{os} 67 et 68. — Sacri et canonic; Præmonstratensis annales, t. 1, p. CCCXXXII.

faveur de Jacques ; de moitié des droits de cuisson du pain ; droits de vente ; maison confortable avec tous aisements ; droit d'asile ou de refuge et exemption d'impôts ; préliminaire de conciliation en faveur de ceux qui habiteront la ferme abbatiale, avant discussion devant le tribunal territorial ; faculté de culture des terres que le masurier ou censier abandonnera en quittant le territoire, jusqu'à la reprise d'exploitation. En cas de destruction du village, les terres retourneront à l'abbaye jusqu'à la reconstruction. Dans ce cas, les anciennes conditions seront rétablies. Jacques d'Avesnes jouira du surplus et notamment de deux charruées de terres en payant le terrage et la dime portables aux greniers de l'abbaye. Si le seigneur de Guise néglige la culture de ses terres, les moines s'en occuperont. Il aura aussi sa maison jouissant des mêmes avantages que celle réservée par l'abbaye. Il ne pourra aliéner qu'à celle-ci sa part de propriété et de droits. Les religieux ne voulaient pas s'exposer aux aventures qu'un changement d'associé pouvait produire (1).

Louis, abbé de Bucilly, comptait sur les meilleurs profits ; mais les prévisions et les dispositions les mieux conçues se dénaturent facilement. Ce fut ce qui arriva. Ses vues pacifiques et prévoyantes échouèrent piteusement.

Jacques d'Avesnes était aussi l'avoué de l'abbaye de St-Vincent de Laon à Lesquielles. Les bénédictins, désirant établir dans leur domaine une foire de huit jours, à la fête de St-Jean-Baptiste, patron de leur prieuré et de la paroisse, s'entendirent ainsi avec lui : un employé commun assermenté percevra les

(5) Cartulaire de Guise, f° 67.

droits de stellage et de tonlieu qui seront partagés également ; mais la police sera exercée par un sergent du seigneur de Guise, qui aura seul la connaissance des forfaits, sans nuire aux droits de l'abbaye. Le seigneur assurera, autant que possible, la circulation durant les huit jours qui précéderont et qui suivront la foire. Les hommes libres jureront d'observer ces franchises. L'abbaye possèdera seule le chevage sur ses sujets. Le seigneur de Guise aura la moitié des autres droits, en qualité d'avoué, tels que forfaits, tailles, mortes-mains, cateux, effusion de sang. Ils ne pourront être augmentés que du consentement de l'abbaye. Il est expressément stipulé que les droits d'avouerie ne pourront être aliénés qu'à l'abbaye. Gautier de Mortagne, évêque de Laon, édicta ces conventions en la ville de Laon, aux avents de l'année 1171 (1).

Jacques d'Avesnes, guidé sans doute par l'oncle de sa femme qui continuait à lui témoigner un très grand attachement, comprit les avantages à retirer de l'association avec les établissements religieux, actifs agents de la civilisation, grâce à leurs nombreuses relations établies de tous côtés, surtout dans notre région, la Flandre et le Hainaut préparés aux transactions commerciales, par l'intelligence des affaires et la sécurité des chemins. Ils étudiaient avec ardeur des problèmes jusque-là insolubles, pour convaincre les esprits et faire adopter leurs projets. Ils s'estimaient heureux de trouver des personnages disposés à les seconder dans leurs entreprises. Jacques d'Avesnes était de ceux là, quand son intérêt

(1) Bibliothèque nationale. Manuscrits de D. Grenier, extrait du petit cartulaire de St-Vincent de Laon, f° 62.

le lui commandait. Il admit les idées d'association d'une application facile et féconde. La création périodique d'un centre d'affaires commerciales entre la France et l'Empire, à l'aide de la libre circulation des marchands et des acheteurs lui facilitait l'heureux maintien du rang auquel les événements l'avaient élevé.

Il préféra l'augmentation de ses revenus au plaisir de la chasse, si agréable près de son principal château, en une forêt entourée de haies qui empêchait le gibier de s'échapper et le forçait à tomber sous ses coups. Il se rendit compte de la prospérité agricole des moines de Macquigny, et profita de l'occasion favorable à l'extension de son influence. Ces moines s'entendirent avec lui. Il consentit au défrichement de cette forêt, sous des conditions très-avantageuses. Le tiers des gerbes récoltées lui était garanti, après le prélèvement de la part des moissonneurs. Les moines lui laissaient le choix, ou de recevoir les gerbes sur les champs, ou bien de délimiter son tiers et de laisser conduire sa part, avec ses chevaux, jusqu'à son manoir de Guise. S'il préférait avoir le grain trituré, il lui serait livré aux mêmes conditions. Il était stipulé, pour prévenir les contestations, que la forêt à défricher serait limitée avec les voisins et que celui qui s'aviserait de percevoir la dime sur les terres défrichées, l'aurait pour contradicteur. La protection ne pouvait manquer aux moines sous aucun rapport.

Adelvie, femme de Jacques d'Avesnes, approuva cet accord à Avesnes, en présence d'une foule de témoins. Nous ne citerons que Renaud, doyen du chapitre de Guise; Richart, diacre; Guillaume, curé d'Iron; Raoul de Proix; Clarembaud de Macquigny; Jacques Lenoir; Renier de Guise; Jean de Crupilly.

Gautier de Mortagne, évêque de Laon, édicta la charte de cet accord, en sa cour épiscopale, au mois de mars 1173-4 (1).

Les ouvriers ruraux avaient déjà leur privilège sur les produits agricoles. Ils travaillaient sous l'habile direction de Nicolas et de Raoul, frères convers établis à Macquigny, par l'abbaye de St-Martin de Laon, qui furent probablement les habiles instigateurs de la résolution prise par Jacques d'Avesnes. Leur présence parmi les témoins fit lever les obstacles à la réalisation de leurs utiles projets. A leur aide, Jacques démontra à sa jeune femme, en résidence à Avesnes, les avantages à retirer des forêts du Nouvion et d'Avesnes, très importantes pour la vénerie, éminente distraction des chevaliers, des écuyers et des dames. Il s'empessa de profiter de la bonne occasion qui s'offrait de mieux soutenir son train de maison et de payer les dépenses faites en 1169, à l'occasion de la meurtrière prise de Valcourt, et en 1171, afin de soutenir la cause de Henri, comte de Namur, seigneur de Bancigny et de Montcornet contre ses voisins.

En 1174, les officiers de Jacques d'Avesnes essayèrent de s'emparer à son profit de la justice que l'abbaye de Foigny exerçait sur un bois qui s'étendait du cloître au bois d'Éparcy. Les moines se plaignirent. Jacques leur donna raison (2).

Ce fut le prélude de difficultés plus sérieuses : Robert d'Aire, chancelier et favori de Philippe d'Alsace, comte de Flandre, l'accabla d'exactions fiscales

(1) Archives de l'Aisne, H. 872, H. 930. — Bibliothèque de Laon, cartulaire de St-Martin.

(2) Cartulaire de Guise, f° 160.

dans le Hainaut où il possédait d'importants domaines. Robert, détesté par les populations, ne cessait de les vexer. Ses propos orduriers et sa haine effrontément manifestés contre la fleur de la noblesse, lui créèrent de nombreux ennemis. Jacques d'Avesnes prudent, discret, circonspect et loyal au dire de ses contemporains habitués à surfaire les réputations, n'était, à ses yeux, qu'un insupportable moucheron. Jacques, irrité, saisit l'occasion de se venger. L'empereur Frédéric ayant chargé ce Robert de la perception des droits de régale résultant de la vacance de l'évêché de Cambrai, il se livra à de nouvelles exactions dans les domaines de Jacques et malmena les autres seigneurs et le clergé dont Hugues, archevêque de Reims, se fit l'éloquent interprète et défenseur. Ce prélat blâma sévèrement l'insulteur et lui reprocha sa basse extraction et ses insolences. Il reçut de lui cette singulière et fière réponse, que ses parents avaient la même noblesse que lui dans l'arche de Noé. L'ironie parut très mordante au métropolitain, membre de la famille royale de France, qui s'en plaignit vivement au pape et lui fit casser comme vicieuse l'élection de Robert à l'évêché de Cambrai. Cet élu, tenant peu aux suffrages obtenus, n'insista point dans sa candidature. Passant un jour à Condé, domaine de Jacques d'Avesnes, pour retourner à Cambrai, sous la conduite de Jean de Frasne, désigné par le comte de Hainaut pour le sauvegarder, il tomba, le 4 octobre 1174, dans une embuscade à la descente d'un pont et y fut massacré par des serfs qui n'eurent aucune considération de son rang à la cour du comte de Flandre et de la protection manifeste accordée par Baudouin, comte de Hainaut. La rumeur publique accusa Jacques d'Avesnes de ce

forfait. De là, l'irritation très vive du comte de Flandre. Quelque temps après, Baudouin, comte de Hainaut, s'empara de Condé; mais grâce à l'intervention de l'archevêque Rémois, Jacques rentra en possession provisoire de cette ville, sous la condition de l'abandonner à la première réquisition du conquérant, son parent et son suzerain. Le pape Alexandre III fulmina contre les auteurs du meurtre. Jacques, ne voulant pas laisser planer sur lui plus longtemps des soupçons, se rendit à la cour du comte de Flandre et y jura solennellement, devant l'archevêque de Reims, son innocence du crime que la malveillance lui imputait. Satisfait de la bonne tournure que cette déclaration fit prendre à son égard, Jacques vint à Condé, convaincu que la paix était rétablie; mais la brouille éclata de nouveau, et Baudouin le fit juger par ses pairs vers Pâques de l'année 1176. Il le somma de lui remettre Condé. Jacques, gagnant du temps sous divers prétextes, finit par refuser, lorsqu'il jugea la résistance possible avec ses troupes du Vermandois et du Hainaut. Il se croyait en pleine sécurité à Avesnes, parcequ'il fallait, pour l'y attaquer, traverser la forêt ou haie du même nom, presque impénétrable. Cette assurance était chimérique. Baudouin déjoua ses calculs, en pratiquant promptement dans cette forêt, une vaste trouée où cent hommes pouvaient passer librement de front et menacer Avesnes. Une catastrophe était imminente. Jacques l'évita en livrant le château réclamé. Baudouin apitoyé le lui rendit.

Le ressentiment de Jacques fut difficile à s'éteindre. La guerre recommença à l'automne. Le vassal remit de nouveau Condé à Baudouin, qui, cette fois rasa la tour et les remparts.

Le comte de Vermandois et de Flandre, Philippe d'Alsace, irrité par des motifs sérieux étrangers à cette affaire, somma Jacques de lui remettre les châteaux de Guise et de Lesquielles. Ce seigneur refusa, mais ne tarda pas à être victime de sa résolution. Bandouin s'empara de ce dernier château construit sur un mamelon escarpé près de l'église comprise sans doute dans son enceinte, et se conformant aux ordres du comte de Flandre, en rasa la haute tour qui s'écroula dans les fossés creusés pour en défendre l'approche. Cette église souffrit beaucoup de l'effet des puissantes machines de guerre (1).

Le château de Guise, pris par le comte de Flandre, n'éprouva point le même sort. Philippe d'Alsace n'avait pas intérêt à le détruire. Homme-lige et ami du roi Louis VII, il garda l'apparence de ménagements pour éviter le mécontentement, peut-être même des représailles que Beaudouin ne craignait pas, en qualité de vassal de l'empire, dont le voisinage pouvait être hostile aux armes royales. Jacques humilié se soumit. Une occasion se présenta bientôt dans le Laonnois pour relever son prestige. Il la saisit au détriment des confédérés de la commune du Laonnois qui furent massacrés près du moulin de Comporté, sis à Chailvet. La rivière d'Ailette resta pendant plusieurs jours rougie par le sang versé. Ce que Jean de Nouelles, abbé de St-Vincent de Laon et chroniqueur, né à Guise, déplora le plus dans sa narration des événements, ce ne fut pas le carnage ;

(1) Recueil des historiens des Gaules et de France, t. XIII, p. 575 à 577. — Ex Gislebeerti Montensis chronico. — Ex chronico anonymi canonici Laudunensis, p. 681. — Balderici chronico, p. 540.

mais l'audace que montrèrent les belligérants en violant l'abstinence et en mangeant de la viande pendant le carême 1176-7, 8 février (1).

En 1182, Jacques d'Avesnes promet à l'abbaye d'Anchin de ne plus l'inquiéter comme suzerain, au sujet de la mouture au moulin de Noyal et mit ce monastère d'accord avec celui de St-Martin de Laon (2). Il avait donné auparavant, du consentement de sa femme, à l'église de Dorengt, une rente annuelle de 20 sous, monnaie de Vermandois, pour l'entretien perpétuel d'une lampe ardente (3).

Des sergents ayant incendié des bâtiments de l'abbaye de St-Michel, les moines se plaignirent vivement à Jacques, qui leur donna, pour les indemniser, le terrage de Guise. Satisfaits de cette bonne action, ils le choisirent pour avoué de leur importante forêt exposée aux dévastations et l'associèrent pour moitié à la propriété de leurs coupes, plutôt que de risquer de perdre entièrement des produits considérables dus à la fertilité du sol. Ils l'autorisèrent même à construire une maison dans cette forêt, mais ailleurs qu'à Rochefort et St-Michel. Jacques ferma les yeux sur cette défiance, disposé à profiter de pareille aubaine en d'autres endroits. Janvier 1183-4 (4).

Il approuva, comme suzerain, la cession faite à

(1) J'ai fait le récit des événements dans le tome XIII, p. 299 à 304 du bulletin de la Société académique de Laon. — Bibl. nationale, chronique, manuscrits français, 10138.

(2) Bibliothèque nationale, manuscrits de D. Grenier. — Cartulaire de l'abbaye d'Anchin, fo 17.

(3) Bibliothèque de Soissons. — Cartulaire de Prémontré.

(4) Cartulaire de Guise, f^{os} 57 et 58. — Cartulaire de St-Michel, p. 159. — Bibliothèque de l'Arsenal à Paris, manuscrit 294. Rochefort était au centre de St-Michel.

l'abbaye du Mont-St-Martin, par Werric, seigneur d'Estrées, du droit de terrage de Wionval, du Champ Lambert et la faculté de prendre le sable et les terres nécessaires à la construction d'une église (1184). (1).

Le roi Louis VII ayant une confiance exagérée dans le désintéressement de Philippe d'Alsace, comte de Flandre, parrain de Philippe-Auguste, son fils, avait cherché à être agréable à cet ambitieux personnage, qui n'avait pas d'enfant de sa femme Isabelle de Vermandois, et lui avait assuré, au détriment d'Éléonore de Vermandois, sœur d'Isabelle, la possession des comtés de Valois et de Vermandois pour former presque un état avec l'Artois et la Flandre. Il lui avait conféré la tutelle de Philippe-Auguste, afin de mieux affermir la situation difficile de cet enfant de quatorze ans, avec l'arrière-pensée que les liens religieux aideraient à favoriser ses projets. Le comte de Flandre n'avait pas laissé ignorer que son filleul serait son héritier.

Raoul de Coucy, qui faisait alors fabriquer en son nom la monnaie dite de Marle à l'imitation de ses puissants voisins, fit comprendre à Philippe-Auguste les inconvénients de cette tutelle. Raoul qui jouissait d'une très grande considération, n'eut pas de grands efforts à faire pour gagner Mathieu, comte de Beaumont, époux d'Éléonore, belle-sœur de Philippe d'Alsace. Ils firent, tous deux, connaître au jeune pupille les vues ambitieuses de son tuteur. Il lui firent entrevoir combien il serait dangereux de se fier entièrement à un homme peu scrupuleux, qui menaçait ouvertement de ses rigueurs ceux qui

(1) Archives de l'Aisne, II. 1116. — Cartulaire du Mont-St-Martin, f° 35.

dédaigneraient la soumission complète à son despotisme. De là, le discrédit de Philippe d'Alsace dans l'esprit clairvoyant du jeune roi.

La brillante participation de Jacques d'Avesnes à la lutte soutenue par Roger de Rozoy, évêque de Laon, contre les confédérés du Laonnois, avait flatté l'orgueil des comtes de Flandre et du Hainaut, ses suzerains directs. Jacques redoutant peut-être le ressentiment royal et les conséquences des luttes ultérieures, en vue desquelles il était prudent de se précautionner, s'était empressé de faire mettre en état de défense ses châteaux-forts, sauf à choisir entre les belligérants le parti qui lui semblerait le plus avantageux selon les chances de la diplomatie et de la guerre. La tutelle conférée par Louis VII au comte de Flandre avait donné à ce dernier un grand prestige. Jacques était trop habile pour ne pas chercher à en profiter. Il lui recommanda son fils Bouchard, doué d'excellentes dispositions pour l'étude. Philippe d'Alsace se chargea volontiers de faire instruire à ses frais ce jeune vassal qui lui sembla mieux mériter son affection qu'un filleul disposé à réunir bientôt à la couronne le Valois, l'Amiénois et le Vermandois.

La mort d'Isabelle de Vermandois, femme de ce comte, survenue à Arras le 26 mars 1183, compliqua la situation de Jacques à l'égard de ses suzerains d'intérêts opposés.

Isabelle, en proie à des remords de légèreté, avait, par testament, assuré à son époux l'usufruit de ses domaines. Éléonore, sa sœur, qui à l'âge de trente ans avait épousé en quatrièmes noces Mathieu, comte de Beaumont, chancelier de France, vit avec chagrin des provinces patrimoniales rester en des mains

étrangères. Elle prétendit qu'elle ne pouvait en être dépouillée qu'au mépris de la nature et des lois françaises ; que sa sœur en puissance maritale n'avait pas fait de dispositions valables envers son époux. Elle réclama vainement sa mise en possession à son beau-frère et se plaignit très vivement au jeune roi, lui promettant de l'instituer son légataire universel, en cas de mort sans enfant ; ce qui était présumable n'en ayant pas eu jusqu'alors. Le roi, très sensible à ces offres séduisantes, se montra très disposé à rompre la politique imprudente de son père. Le discernement lui démontrait les funestes conséquences d'une adhésion inconsciente contraire aux intérêts français. Il somma le comte de Flandre de restituer, dans un délai de quarante jours, les provinces qu'il possédait injustement depuis la mort de sa femme.

Philippe d'Alsace, très surpris de cette mise en demeure, consulta Jacques d'Avesnes. Celui-ci affirma que son devoir était d'obéir. Cette réponse sembla effrontée au comte ; mais Jacques, connaissant par une cruelle expérience les suites des obligations féodales, ne songeait qu'à en éviter les désagréments, dans un avenir très prochain. Le comte habitué à la flagornerie, manifesta du geste et de la parole le plus profond mépris à son conseiller.

La reine mère Alix, craignant les fâcheuses suites du ressentiment et de l'ardeur belliqueuse du comte de Flandre chercha à modifier les dispositions d'esprit de son fils qui lui répondit avec dédain. Alix, fort contrariée de cette attitude, quitta brusquement Paris et se réfugia dans un couvent à Senlis. Philippe-Auguste l'en fit retirer pour la ramener à Pontoise, afin de la soustraire à la formidable invasion de la

Picardie que Philippe d'Alsace, secondé par Baudouin comte du Hainaut, Jacques d'Avesnes, le comte de Saint-Pol et d'autres puissants seigneurs préparait activement.

Le comte de Flandre, très irrité contre Philippe-Auguste qui s'était brusquement emparé de Saint-Quentin et de Ribemont, où il s'était ménagé des intelligences, ne tarda point à faire irruption dans la Thiérache et le Vermandois. Son avant-garde pilla Ribemont, pendant que son armée campait à Macquigny, pour interdire le passage de la rivière d'Oise à ses adversaires, puis s'avança vers Chauny et Noyon, mettant le pays à feu et à sang. Enfin une trêve intervint ; mais le refus par Raoul, comte de Clermont, de rendre la ville de Breteuil conquise depuis, la fit rompre. Le comte de Flandre, furieux de cet incident, continua à tuer et à brûler tout ce qu'il trouva sur son passage, pendant que Philippe-Auguste tentait vainement de s'emparer du Valois. Henri, roi d'Angleterre, fit conclure de nouvelles trêves entre Compiègne et Chauny, dans lesquelles Philippe-Auguste eut la ruse de comprendre parmi les siens le comte de Hainaut, à l'insu de celui-ci, pour le rendre suspect au comte de Flandre. Cet artifice eut un plein succès et amena la brouille dans la guerre survenue à l'occasion du comte de Namur.

Jacques d'Avesnes avait vexé Baudouin, comte du Hainaut, qui le fit convoquer à Mons, pour y faire son stage féodal à la défense du château. Jacques vint en cette ville, jura à Baudouin qu'il le soutiendrait, en lui livrant les forts soumis à sa suzeraineté. Il promettait d'accourir avec ses hommes de fief, sauf à rendre au comte de Flandre ce qu'il tenait

de lui, et notamment Guise. Jacques, tenant à conserver cette ville de prédilection, oublia facilement son serment. Il remit à Philippe d'Alsace Leuze, Landrecies et Condé, et ne se bornant pas à cette insigne trahison, ravagea et brûla les domaines de Baudouin qui, très navré en voyant de son château le vaste incendie allumé par le félon, resta deux heures triste et pensif, songeant aux moyens les plus cruels de vengeance. Il incendia à son tour les domaines de Jacques d'Avesnes (1).

Les trêves entre le roi et le comte de Flandre amenèrent la paix. Philippe d'Alsace rendit à son adversaire l'Amiénois et le Valois, en gardant toutefois l'usufruit du comté de Vermandois. Il confirma la promesse de l'Artois faite à la reine Isabelle ; mais ce grand feudataire de la couronne ayant épousé, en 1184, Mahaut, fille d'Alphonse I^{er}, roi de Portugal, le jeune roi redoutant les conséquences de cette union, demanda au comte de Flandre la remise immédiate du Vermandois et de l'Artois. Ces prétentions parurent exorbitantes à ce seigneur et à ses vassaux, surtout à Jacques d'Avesnes, encore sous le coup des ressentiments de Baudouin, comte du Hainaut, beau-père du roi. Jacques menaça Philippe d'Alsace de l'abandonner s'il céda. Obligé de se prononcer ouvertement, il avait simulé la plus grande fidélité, sauf à changer de tactique si la fortune devenait contraire au comte de Flandre. Ce fut ce qui arriva bientôt. Le comte, continuant à épuiser son trésor

(1) Annales du Hainaut. Jacques de Guise, livre 18, chapitres 4, 19, 36. — Historiens des Gaules et de France T. XIII. Illustration de la Gaule-Belgique. Gaillot, 1539.

fort obéré, rassembla à grands frais une foule considérable de Brabançons indisciplinés et de Flamands très chaleureux dans leur langage, mais connaissant peu les ruses de guerre. Il ne put s'emparer de Corbie ni de Béthizy. Le roi l'obligea à rebrousser chemin jusque près d'Amiens.

Au moment où les deux armées allaient combattre, le cardinal de Champagne s'interposa, à la sollicitation du comte qui consentit à se soumettre et à laisser définitivement à Eléonore, l'Amiénois, le Santerre et le Vermandois. Ce comte conservait uniquement l'usufruit de Péronne et de Saint-Quentin. La paix fut confirmée à ces conditions, le 10 mars 1186.

C'était un heureux acheminement à la réunion de ces provinces à la couronne, l'Artois ne fut pas oublié. Cette province devait revenir ultérieurement à la France. La paix ainsi conclue donna complète satisfaction à Jacques d'Avesnes, qui en était le principal auteur. Il eut l'habileté d'amener Philippe d'Alsace à la conclure, en lui faisant redouter la liberté des mouvements et les talents d'une vaillante chevalerie, à laquelle il n'avait à opposer qu'une multitude peu aguerrie. Il l'engagea à solliciter l'active intervention de Guillaume, cardinal archevêque de Reims, et de Thibaut-le-Bon, comte de Chartres, auxquels se joignirent Henri II, roi d'Angleterre, ami de Philippe-Auguste, et le cardinal évêque d'Albano, légat du Pape, qui furent sympathiques à Eléonore de Vermandois (1).

(1) Jacques de Guise, annales du Hainaut. La chronique de Gilbert de Mons, affirme que le Vermandois comprenait, dans notre région, St-Quentin, Beaurevoir, Roupy, Ribemont, Chauny, Pierrepont, Marle et Vervins. *Historiens des Gaules et de France*, t. 13.

Le comte de Flandre ne tarda pas à regretter ces concessions. Jacques d'Avesnes ne craignit plus désormais aucun seigneur autour et au-dessus de lui. Baudouin, comte de Hainaut, devenu l'allié du roi, était intéressé à le protéger, aussi bien que ses pairs : le sire de Coucy, le seigneur de Rozoy et son excellente amie Éléonore de Vermandois, etc.

La paix assura la prospérité de ses importants domaines, en faisant disparaître les funestes compétitions d'intérêts. Il lui fut permis de rassembler sous la puissante institution du bailliage de Vermandois, d'utile création, les éléments civilisateurs dont il comprit mieux l'immense portée, en se familiarisant avec la sage politique de Philippe-Auguste si prévoyante à tous égards dans nos contrées.

Ce roi avait accru son autorité, en augmentant le nombre des propriétaires d'immeubles, et en autorisant la libre transmission des biens. Il étendit sa bienveillante protection sur une grande partie du Laonnois et du Soissonnais à l'aide de chartes données ou confirmées aux confédérations communales. Profitant habilement de son prestige sur les esprits, il constitua la force et l'unité de son pouvoir. L'impulsion se communiqua au pays tout entier, à l'aide du clergé régulier qui en comprit la portée et changea peu à peu la condition sociale. La population affluait volontiers là où se trouvait le bien-être à espérer. Philippe-Auguste employa ses efforts pour le produire partout où son influence pouvait se développer utilement en toute sécurité. Il ne négligea aucune démarche pour assurer la réalisation de ses idées émancipatrices, dont il était intéressé à favoriser le développement selon les besoins réels, la grandeur et la puissance de la nation, qu'il savait envisager sagement.

Cette politique contribua beaucoup à la production et à l'extension des franchises territoriales. Jacques d'Avesnes, comprenant leurs avantages, n'hésita point à essayer d'organiser les agglomérations de population. Il adopta volontiers les institutions territoriales de Prisches en pleine vigueur, qu'il compléta par celles de Laon, sans indiquer pourtant les emprunts faits à ces dernières. Y-a-t'il là l'indice d'une vive préoccupation des éventualités à craindre de ses vassaux ? Les institutions Laonnoises semblent introduites pour aider à former l'équilibre et esquiver de futures revendications. Les nuances s'imposent : le mot major (maire) exprimait l'idée de suprématie, que la cour féodale de Jacques d'Avesnes ne jugeait pas en harmonie avec la condition des *villains*, utiles appoints cependant à la défense territoriale. Jacques se contente d'un simple *villicus*, intendant ou syndic villageois offrant des garanties foncières et un simulacre de justice resté à sa disposition. Craignait-il le trop grand relèvement des inférieurs ? Les chevaliers, les écuyers et les sergents féodaux lui semblaient suffire aux commandements principaux des subalternes, suffisants pour assurer la viabilité des chemins, la tranquillité et la discipline rurales. Jacques voulut-il éviter le mécontentement de la noblesse et la rivalité des conditions ?

Le *villicus* régisseur des manants aux points de vue : civil, militaire, administratif, judiciaire, rendait compte de tout au maître, qui l'instituait périodiquement. L'appréhension féodale ne surprend point. Guibert, abbé de Nogent, homme très instruit, ne redoutait-il pas comme subversif le fonctionnement d'institutions nécessitées par les besoins réels du plus grand nombre. Jacques d'Avesnes, très défiant,

adopta les vues de ses prudents conseillers. Il les consultait volontiers, avant de prendre une décision, ainsi que sa femme et ses enfants. Il croyait ainsi réunir mérite et tact, sur les conditions à exiger ou à admettre. Jacques d'Avesnes respectait aussi ses co-seigneurs : Gautier de Bozies (Bouzies) et Gautier de Popioles qui figurent dans la charte des franchises territoriales de Buironfosse empruntées à celles du Nouvion (1).

La ténacité du roi au maintien de la confédération communale du Laonnois, fit-elle comprendre à Jacques d'Avesnes les avantages à retirer d'une semblable institution ? Il semble craindre encore de trop démentir ses fâcheux antécédents. Ce seigneur si résolu n'admit une confédération territoriale qu'au Nouvion, centre d'une châtellenie forestière, comprenant avec le chef-lieu Boué, Bergues et Barzy en partie mouvant de Lesquielles qui, depuis longtemps, avait des chartes territoriales de franchises, dont Jacques d'Avesnes recueillait en partie les bénéfices, en qualité d'avoué de l'abbaye de St-Vincent de Laon.

Les franchises du Nouvion et de Buironfosse n'admettent le duel que lorsqu'il y a meurtre ou trahison. Il fallait réagir contre une déplorable habitude de désordre et de lutte très contraire à la civilisation, afin d'effacer de sots préjugés.

La charte de Mennevret (Meslevrel) a été modelée sur elles ; mais avec une teinte très visible d'avouerie et d'association. L'abbaye de Vermand reconnaissait

(1) Cartulaire de Guise, f^os 140, 141, 166, 169. Ce Gautier figura, en 1170, comme témoin dans la charte de franchises de Mondrepuis. La législation se conformait au tempérament et aux exigences des populations.

l'urgence du bras séculier pour assurer la tranquillité source du bien-être de chacun. Jacques d'Avesnes s'associa donc, à une date qui doit être contemporaine de l'établissement des institutions que nous venons de mentionner, avec cette abbaye qui possédait Mennevret et ses dépendances. Ce monastère se réserva la dime. Jacques accapara la justice criminelle et les devoirs militaires rendus obligatoires. Le reste fut commun selon l'usage. Le maire élu annuellement à la fête de St-Jean-Baptiste, parmi les habitants de Mennevret, était astreint au serment de fidélité envers ces associés dont le concours était exigé pour l'entrée en fonction. Ce maire exerçait la basse justice selon les coutumes adoptées dans la région (1).

Jacques d'Avesnes chercha à donner satisfaction aux établissements religieux et s'en déclara volontiers le protecteur. Les chartreux du Val-St-Pierre, profitant de ces tendances libérales, obtinrent de lui, de sa femme et de ses enfants Gautier et Jacques, franchise de circulation dans ses domaines (2).

En 1186, l'abbaye de Prémontré reçut de lui le bois d'Hannape, à titre de réparation du tort qu'il lui avait causé. Il promit d'assurer, dans ses domaines, l'intégralité des biens de ce monastère, en bon et fidèle avoué (3). Ses générosités étaient calculées. S'il céda, ce fut pour mieux recevoir. Les simulacres de désintéressement ne lui coûtaient rien. Il aimait à prodiguer les signes d'autorité en faveur du

(1) Cartulaire de Guise, f^{os} 73, 169 et 170.

(2) Bibliothèque nationale, manuscrits de D. Grenier, 21^e paquet.

(3) Bibliothèque de Soissons, Cartulaire de Prémontré.

clergé, sans diminuer son prestige, auquel il tenait considérablement. Il confirma, dans ce but, au chapitre de Noyon, du consentement de sa femme et de ses enfants, l'autel de Caulaincourt donné par Jean d'Athies (1).

En 1187 et 1188, il accorda, à sa chère abbaye de Bucilly, franchise de tonlieu, vinage et péage, dans ses domaines de Guise, de Landrecies et de Lesquielles. Adelvie, sa femme, Gautier et Jacques, ses fils, approuvèrent cette donation (2).

En 1188, il soutint l'abbaye du Mont-St-Martin, contre l'auteur d'un préjudice de plus de 300 livres à Brancourt, causé en ne respectant pas une aliénation. Mathieu de Fontaine, homme-lige de l'abbaye fut obligé de donner satisfaction, lorsqu'il se vit sous le coup d'anathèmes dont le clergé était prodigue (3).

En 1189, les bénédictins de Fesmy, connaissant les défaillances féodales de Jacques d'Avesnes, n'avaient qu'une foi très restreinte dans ses promesses. Ils osèrent stipuler contre lui l'excommunication, pour le cas où il n'exécuterait pas des conventions faites en leur faveur. Cette clause pénale leur parut plus efficace que les serments dont il s'était joué. L'excommunication devait même atteindre les innocents habitants de ses seigneuries. Les moines affermèrent donc, à ces dures conditions, le terrage d'Etreux moyennant un trérens de huit muids, moitié

(1) Archives de l'Oise, cartulaire du chapitre de Noyon, f^{os} 44, 103, 135.

(2) Lepaige, Bibliothèque de Prémontré. — Hugo, *sacri et canonici ordinis Præmonstratensis annales*, t. 2, col. CCCXXXII.

(3) Archives de l'Aisne, H. 1116. Cartulaire du Mont-St-Martin, f^o 36.

froment moitié avoine, mesure de Guise, portables aux fêtes de Noël en un emplacement à déterminer. Chose assez curieuse, Jacques d'Avesnes leur manifesta sa reconnaissance, sans doute parce que le marché était bon, en leur donnant, ainsi qu'à leurs hommes de Fesmy, participation à son pâturage et à son vivier depuis les moulins jusqu'aux fossés d'Oisy, sans réserver la pêche. Il conservait seulement une rente annuelle de deux sous et de deux mencaudées d'avoine par chef de ménage possédant un jardin, et encore, en galant homme, exemptait-il les veuves de la perception de ce droit. S'il lui prenait fantaisie d'établir un vivier, il ne pourrait acquérir de terrain que de l'avis et du consentement de l'abbaye et des échevins de Fesmy. Il promit de ne retenir aucun hôte à Oisy, village récemment reconstruit. Il avait sans doute accordé de grands avantages à la population de ce village. Les bénéficiaires craignaient qu'il n'en abusât à l'égard des leurs, pour les conserver et ne pas leur permettre le retour aux foyers de Fesmy. Et pour témoigner aux religieux l'estime qu'il leur portait, il les autorisa à posséder à Beaumé la sixième gerbe de rente à laquelle il avait droit; mais elle ne devait être levée qu'après sa mort. Il jura, avec sa femme et ses enfants, de respecter ces conventions. Avant d'en indiquer la date, il affirma que ses libéralités envers les femmes veuves visaient le repos de son âme. Les abbés de Fesmy, de Bohéries, du Mont-St-Martin, Gérard de St-Aubert, Godefroi de Hauteville, Renier de Sains, maîtres Albert et Norbert de Guise, furent les témoins de cet acte (1).

(1) Cartulaire de Guise, f^o 162, 164, 165.

A dater de là, il ne prit plus souci que de son salut, abandonnant à Adelvie, sa bien-aimée femme, le soin des intérêts temporels. Il lui laissa contracter l'habitude de l'autorité, dans les domaines qui provenaient d'elle, intimement persuadé qu'elle accroîtrait la prospérité publique.

Adelvie répondit très dignement à cette légitime confiance. Elle approuva, en qualité de suzeraine, la donation faite à l'abbaye de St-Quentin en l'île, par Verric de Moy, de ce qu'il possédait à Gauchy, et confirma la donation faite par Amaury, seigneur de Bernot, à l'abbaye de Vaucelles, de pâturages à Wasigny, 1190. Au bas de sa charte figure son sceau ogival, en cuvette de 72 millimètres : dame debout, drapée dans son manteau, coiffée en cheveux, **✠ SIGILLVM : DOMIN. ADELVIE (1).**



(1) Archives du Nord. Abbaye de Vaucelle. Collection de sceaux du Nord, par Demay, n° 983.

Jacques d'Avesnes parti pour la croisade avec deux valeureux chevaliers de son voisinage, Clarembaud de Macquigny et Gérard, seigneur de Seboncourt, suivis d'une multitude de chevaliers et d'écuyers de nos contrées, fit dans la terre sainte des prodiges de valeur, à la tête d'un corps d'armée, et se distingua notamment au siège de Ptolamaïs (St-Jean-d'Acre), avant l'arrivée des rois d'Angleterre et de France. Ce dernier monarque ne tarda pas à revenir dans son royaume, afin d'accomplir la mission civilisatrice qu'il s'était imposée, pour assurer la prospérité nationale, laissant aux croisés le soin de pourvoir aux nécessités de l'expatriation volontaire. Il préféra donner à son pays d'excellentes institutions.

Jacques d'Avesnes, comprenant peu ces vues sages et grandioses, resta, avec le fougueux roi d'Angleterre, Richard, réduit à batailler pour procurer des ressources aux croisés cernés par les musulmans qui empêchaient l'arrivée des vivres à l'armée chrétienne affaiblie par les maladies et les fatigues. Jacques devint l'une des victimes d'un choc terrible après des prodiges de valeur, dont les historiens des croisades nous ont conservé l'intéressant récit, invoquant à ce moment suprême la vengeance de ce roi intrépide (7 septembre 1191) (1).

(2) Historiens des Gaules et de France, t. 13, p. 564. Chronique des croisades. — Histoire des croisades pour la délivrance de la terre sainte. Louis Mainbourg, jésuite. Paris, 1675, t. 1, p. 614. « Jacques d'Avesnes qui estoit un des plus braves et des plus sages capitaines de son temps, donna si furieusement dans les premiers escadrons ennemis qui estoient au-deçà de la rivière, qu'il les perça deux fois abbatant et tuant tout ce qui s'opposoit à son passage. Mais, comme emporté par l'ardeur de son courage, il re-

Jacques d'Avesnes laissait des enfants élevés suivant les idées féodales. Gautier, l'ainé, prit possession du patrimoine auquel il avait droit dans le Hainaut. Il fut aussi maître du Nouvion et de Buironfosse, auxquels il confirma ultérieurement les institutions territoriales octroyées par son père. Les domaines de Guise, de Lesquielles et d'Hirson restèrent, avec leurs dépendances, à Adelvie; mais cette dame consulta toujours, avant de prendre une décision, ce fils qui lui vouait une profonde affection.

Nous ne connaissons de Jacques d'Avesnes que deux sceaux. Nous reproduisons le moins défectueux de 70 millimètres se trouvant au bas d'une charte octroyée en 1186 à l'abbaye d'Anchin, confirmative de l'abandon de droits sur Hauteville, par Godefroi, auquel Jacques laissait prendre la qualité de seigneur de Guise, par déférence pour sa femme Adelvie, nièce dudit Godefroi. Type équestre incomplet, bouclier fruste. Légende : LLVM. JACOBI. DE AV. (Sigillum Jacobi de Avesnis) (1).

Tout ce qu'Adelvie désirait fut réalisé. La mort de Philippe d'Alsace, suzerain brutal et jaloux survenue

tournoit pour la troisième fois, peu suivi contre ceux qui, par leur effroyable multitude, remplissoient aisément la place des premiers escadrons rompus, il reçut un grand coup de sabre qui lui coupa la jambe. Il se soutint pourtant encore, par la force invincible de son courage et ne laissa pas de combattre et de tuer à droite et à gauche tout ce qu'il pouvoit atteindre de son épée, jusqu'à ce qu'elle tombât avec la main qu'il perdit par un autre coup de cimeterre, et qu'accablé de la multitude et percée de mille coups, il mourut glorieusement ».

(1) Collection des sceaux du département du Nord, par Demay, n° 494.

le 1^{er} juin 1191, au siège de St-Jean-d'Acre, assura sa complète liberté. Elle n'eut rien à redouter de sa chère amie Eléonore, dame de St-Quentin, usufruitière du Vermandois.

Adelvie mit courtoisement un terme aux abus féodaux subis avec résignation par ses sujets, et maintint entre eux le calme et le bien-être qu'ils désiraient. Rien ne troubla plus désormais l'accomplissement de ses œuvres d'humanité et de dévotion sincère. Elle s'empessa de réparer partout les maux produits par des guerres désastreuses, et consacra le reste de son existence à prodiguer les bienfaits aux établissements religieux, aux hôpitaux, aux maladreries et aux églises, espérant de la providence une juste récompense pour ses ancêtres, ses successeurs, son époux et elle-même. Adelvie passa près de douze années dans une douce quiétude sur l'avenir. Chacun seconda ses vœux les plus chers et son ardeur incessante à faire le bien.

En 1195, à l'aide de Werric, son maître d'hôtel (dapifer) et de Gautier de Proisy, personnages très-considérés de sa cour, qui méritaient toute sa confiance, elle contraignit Robert Prismier, à payer à l'abbaye de St-Michel, un cens exigible sur le moulin de Wimpy (1).

En 1196, elle promit à l'abbaye de St-Martin de Laon une rente de 40 sous, monnaie de Vermandois (2). Elle avait donné l'année précédente, cent sous à la cathédrale de Laon dont quarante pendant sa vie, pour l'achat et l'entretien d'un cierge ardent,

(1) Bibliothèque nationale, cartulaire de l'abbaye de St-Michel, p. 190.

(2) Archives de l'Aisne, H. 872.

chaque jour, durant la grande messe et celle des morts après la célébration de l'anniversaire de son époux. La valeur du reste du luminaire devait être partagée entre les chanoines assistants à l'office. Et, après le décès de la donatrice, les cent sous de rente devaient être affectés à la célébration de l'anniversaire des deux époux. Le reliquat, après ce partage, était destiné à une distribution de pain, de vin et d'argent entre les chanoines et chapelains assistants. Ces derniers étaient obligés de célébrer une messe pour obtenir leur part.

D'autres libéralités ont été mentionnées dans un acte daté de St-Quentin, 3 août 1197, de sa suzeraine Eléonore, comtesse de cette ville et duchesse de Valois, qui n'avait pas oublié les très louables générosités de sa chère et fidèle Adelvie envers les établissements suivants : Abbayes de Clairfontaine, Montreuil, Foigny, Bohéries, 50 sous ; St-Michel, Bucilly, St-Martin-de-Laon, 40 sous ; Fervaques, Prémontré, 20 sous ; Léproseries : Hirson, Avesnes, Guise, à chacune 20 sous ; Martigny, 10 sous ; Eglise : Dorengt, 30 sous ; Hôpitaux : Avesnes, 20 sous ; Guise, 9 livres et la charge quotidienne de bois qu'un cheval pouvait enlever dans ses forêts les plus voisines. Ces dispositions ne devaient recevoir leur effet qu'après sa mort, sauf ce qui avait été stipulé en faveur du chapitre de Laon (1).

De telles libéralités font supposer la perspective d'un prochain décès ; mais la santé d'Adelvie revint. Son tempérament reprit le dessus et ses desseins

(1) Cartulaire du chapitre de Laon. — *Gallia christiana*, t. IX. — *Sacri et canonici ordinis Premonstratensis annales*, t. 1, p. 418 et 516.

humanitaires continuèrent à obtenir leur utile accomplissement.

Adelvie eut le talent de ramener à elle les esprits les plus rebelles. En 1198, Gérard d'Iron et Guiart, son père, s'en rapportèrent à la décision de l'abbé de Prémontré, au sujet des droits de terrage que son abbaye revendiquait à Iron. L'abbé produisit un titre valable. Les vassaux se soumirent (1).

Il est présumable que les douze chanoines du chapitre de St-Gervais et de St-Protais de Guise furent les principaux conseillers d'Adelvie. Ce chapitre avait son sceau particulier produit au bas d'une charte de 1198, provenant de l'abbaye de Bohéries. Il est ogival avec languette de cuir blanc. Un personnage vu de face et debout serre sur sa poitrine un livre et un bâton offrant de la similitude avec un manche de fouet à conduire dont se servaient les romains. Y a-t-il là une manifestation de la ferme volonté de maintenir la rigoureuse observation des devoirs religieux ? Légende ✠ SIGILL. S. GERVA . . I. GVSIENTIS. Le clergé séculier avait resaisi, dans nos contrées, son autorité, surtout depuis la suppression, en 1190, par le roi Philippe-Auguste, de la commune du Laonnois, avant son départ pour la terre sainte. Le clergé séculier ne négligeait rien pour faire prévaloir ses idées contre les tendances des classes inférieures vers la liberté.

En 1199, Adelvie continua à favoriser l'abbaye de Clairfontaine. Elle lui donna une rente de trois muids de froment et de douze jalois d'avoine, mesure de Guise, exigible le 1^{er} octobre sur les grosse et menue dîmes d'Esquéhéries, provenant de Jean Duval.

(1) Bibliothèque de Soissons. Cartulaire de Prémontré.

Ce monastère eut son clerc de siècle, pour le repos de l'âme de la donatrice, de celles de ses ancêtres et successeurs. Ce clerc était tenu de réciter chaque jour le pseautier aux vigiles et recommandation des âmes. Tout était prévu. Il lui fallait des vêtements décents. Une rente annuelle de 50 sous, monnaie de St-Quentin, les lui assurait sur le vinage de Guise. Si ce clerc négligeait ses engagements ou si sa conduite n'était pas exemplaire, l'abbaye était chargée de le remplacer. Cet acte de concession eut l'authenticité la plus grande. Il fut revêtu du sceau de la donatrice, de ceux des abbés de Clairfontaine et de Prémontré et de leurs monastères (1).

Au mois de juin 1200, Adelvie fonda une chapellenie à Englancourt, et la dota du sixième des grosse et menue dîmes d'Esquehéries, prélèvement fait de la redevance en froment et avoine octroyée l'année précédente à l'abbaye de Clairfontaine. Elle lui assigna une rente d'un muid de froment à Hambercy et une terre sise à Gomont, acquise de l'abbaye de St-Vincent de Laon, qui se réserva le patronage et la collation de cette chapellenie, en respectant les engagements pris avec le curé de Marly, du consentement de Roger de Rozoy, évêque de Laon (2).

Gautier d'Avesnes fit ensuite ses préparatifs pour la croisade et partit avec son frère, Jacques de Landrecies, après avoir juré d'observer la charte des franchises du Hainaut; mais comprenant que Jacques suffirait à l'ingrate besogne et au soutien de l'honneur de la famille, il s'empressa de revenir à Guise,

(1) Cartulaire de Guise, f^{os} 52, 53.

(2) Cartulaire de Guise, f^o 161.

où sa présence était indispensable à sa mère (1). Il fallait pourvoir à son bien-être et à celui de ses vassaux qui goûtaient peu les charmes des expéditions lointaines. Le récit de la mort de Jacques d'Avesnes et des misères de tout genre éprouvées dans la terre sainte, affaiblissait considérablement la fougue belliqueuse. Chacun envisageait avec plus de calme les conséquences du fanatisme religieux.

Gautier d'Avesnes chercha à améliorer, le plus possible, la condition de ses vassaux constamment favorisés par sa mère. Il figura désormais ostensiblement dans les chartes de celle-ci qui ne tarda point à disparaître de la scène féodale. L'une des dernières est de juillet 1202, en faveur des Prémontrés qui craignant la fin prochaine de cette charitable dame, s'empressèrent de lui faire approuver, avec l'utile concours de son fils aîné, la donation qui leur avait été faite, par Jacques d'Avesnes du bois d'Hannape ; mais elle fit l'expresse réserve de la suzeraineté pour elle et ses héritiers (2).

Elle approuva, en présence de son fils Gautier d'Avesnes, la vente faite à l'abbaye d'Anchin, d'un terrage, sis à Noyal, par Raoul, maire de ce village. Au bas de cet acte figure son sceau ogival de 65 millimètres, où elle apparaît debout, en robe et manteau, coiffée en cheveux, un oiseau sur le poing. Légende : SIGILL. ADELVIE. DOMINE. GVISIEN. (Sigillum Adelvie domine Guisiensis) (3).

(1) Annales du Hainaut. Jacques de Guise, livre 18, chapitre 37.

(2) Archives de l'Aisne, H. 797. — Bibliothèque de Soissons. Cartulaire de Prémontré.

(3) Archives du Nord. Abbaye d'Anchin. Collection des sceaux du département du Nord, Demay, n° 984.



En une autre charte de la même année, du consentement de ses hommes de fief et de ses enfants, elle amortit la donation faite au chapitre de St-Quentin, par l'un de ses hommes-liges, Gilles Souplex qui, criblé de dettes, ne songeait qu'aux aventures de l'Orient, des deux tiers de la dime inféodée de Savy. Elle affranchit ce chapitre de tout service féodal, sous l'expresse condition de célébrer solennellement à perpétuité au jour anniversaire de son décès, vigiles et messes des morts, et en outre de distribuer aux chanoines assistants deux muids de froment assignés sur cette dime.

GUISE SOUS LA FAMILLE D'AVESNES

(1204-1244).

Adelvie paraît être morte au château de Guise au commencement de l'année 1204, et avoir été inhumée dans la collégiale par les chanoines, ses principaux conseillers. Henri, doyen du chapitre a apposé en une charte du mois de mars de cette année, son sceau ogival de 35 millimètres portant la légende ✠ S. HENRICI DECANI GUSIENSIS (Sigillum Henrici decani Gusiensis) qui encadre une aigle posée sur une arabesque. Est-ce à la fois une réminiscence flatteuse de la croisade dans la terre sainte et de l'excellent parti pris par Gautier d'en revenir promptement, pour donner pleine satisfaction à sa mère et à ses vassaux qui désiraient ardemment son retour (1).



L'un des premiers actes de ce seigneur fut la consécration de la charte communale d'Hirson (2),

(1) Demay, sceaux de la Flandre, n° 7894.

(2) Cartulaire de Guise, f° 149.

où il saisit l'occasion de s'assurer l'affection des populations avoisinant les puissants domaines d'Enguerrand de Coucy. Il ne savait pas s'il s'arrangerait avec ce redoutable sire, pour la perception des droits de vinage à Étréaupont, où l'un des bras de la rivière d'Oise limitait ses possessions. Il préférait éviter les hasards de la fortune militaire si fragile, dans ces temps agités, où la moindre susceptibilité entraînait des guerres féodales très désastreuses. Il s'accorda avec ce sire, charmé comme lui d'esquiver de fâcheuses conséquences. Les deux seigneurs décidèrent qu'ils se soutiendraient envers et contre tous, sous l'expresse réserve des devoirs féodaux au roi, à la comtesse Éléonore, et à leurs autres seigneurs, sans oublier les vassaux. Raymond d'Espagny, Simon de Marle, Richer d'Épinoy et Werric sénéchal ou bailli de Guise, furent chargés, d'un commun accord, du règlement des droits litigieux, avec stipulation que si des difficultés imprévues surgissaient entre ces arbitres, Huë de Gournay et Wautier de Sollangien les aplaniraient définitivement par leur sentence, ou celle des chevaliers au choix de celui ou de ceux mis dans l'impossibilité de s'occuper de l'affaire ou de la terminer. Le sort du hameau du Mont-d'Origny, sis à Étréaupont, allait être décidé par une mutation de fief. La perception du vinage y était sans doute mal établie et indûment perçue (1).

Il était indispensable de se conformer strictement à la décision suprême de la comtesse de Vermandois, suzeraine des deux seigneurs. Celle-ci reconnut l'inconvénient de s'occuper de trop de choses à la

(1) Cartulaire de Guise, fo 42.

fois, et pensa qu'il fallait terminer complètement une affaire avant d'en entamer une autre. Le Mont-d'Origny se trouvait à l'extrême limite des domaines des deux vassaux à Étréaupont et à Foigny. Il était urgent d'assurer la démarcation avant de procéder à d'autres opérations. Ne rien dire de plus pour le moment, c'était éviter des complications et maintenir la paix. Elle savait du reste que le fils de sa chère Adelvie n'avait pas l'humeur tracassière. Il se contentait souvent de sanctionner les actes de ses vassaux. Il approuva ainsi, en 1206, la cession faite par Gui de Fontaine, d'Épinois, d'une rente de six muids de blé que lui devait l'abbaye du Mont-Saint-Martin (1).

Gautier d'Avesnes ayant eu quelques difficultés avec l'abbaye de St-Médard de Soissons, au sujet de la possession du bois de Vénérolles (Velleroiles), y mit fin par une habile transaction. Il s'engagea à lui payer annuellement le 1^{er} octobre, une rente de cinq sous, en exigeant qu'il jouirait seul de la partie de ce bois comprise entre les possessions du monastère de St-André du Câteau-Cambrésis, au delà du ruisseau de Braon (Noirieu) et le chemin de Wassigny (Ruillie). Le surplus de ce bois resta à l'abbaye. Gautier s'engagea à être désormais hostile aux délinquants qui se réfugieraient dans ses possessions, et à favoriser la punition des coupables. Cette stipulation fait connaître la situation et le but respectif des contractants : l'abbaye avait eu la maladresse de choisir et de conserver comme avoué le seigneur de Vadencourt, moins puissant que celui de

(1) Archives de l'Aisne, H. 1116.

Guise et de Lesquielles. Gautier satisfait de l'embarras monacal, était enchanté de laisser comprendre aux moines les inconvénients de leur sottise. Gautier s'était peu soucié d'atteindre les auteurs des nombreux méfaits. Delà, l'abandon par l'abbaye d'une partie de son bois, moyennant une redevance insignifiante, envers Pierre Tristam, prévôt de Vénérolles, peut-être pour indemniser l'impuissant avoué de la privation de ses droits. Ce prévôt et plusieurs vassaux du seigneur de Guise furent témoins et peut-être instigateurs de l'accord effectué au mois de juin 1208, Bernard de Quincy, prévôt d'Oisy, Adam, maire d'Étreux, Gobert de Ribemont, Borgard de Velly (Verly), Gautier de Proisy et Gobert de Marly y figurent avec les prieur, trésorier et prévôt de la dite abbaye, sans omettre Eudes, prévôt de Chivres, juin 1208 (1).

Gautier assurait ainsi la liberté de ses mouvements. Il obtenait au Nord-Est de ses possessions, la même sécurité, en acquérant définitivement moyennant une rente de dix-huit muids de grains exigible moitié en épeautre et avoine, en la grange de Trélon à la fête de St-André, le bois de St^e-Manegon, près de Trélon, contesté par le chapitre de Chimay. Il fut stipulé qu'en cas de défrichement, le chapitre aurait la dime et le droit paroissial, février 1209-10 (2).

Gautier ne perdit jamais de vue les occasions de manifester l'importance du talent qu'il avait acquis sous l'habile direction de son père. Il approuva comme suzerain, au mois d'août 1210, la cession

(1) Cartulaire de Guise, f^{os} 40 et 41. — Archives de l'Aisne, cartulaire de St-Médard, H. 477, f^o 40.

(2) Cartulaire de Guise, f^o 78.

faite à l'abbaye du Mont-St-Martin, par Thomas de Fontaine, chevalier très turbulent, du domaine de Brancourt, sous réserve d'usufruit, moyennant un trérens de 35 livres, monnaie de St-Quentin. Cette redevance avait été primitivement fixée à 40 livres, mais il y avait eu une réduction dans le but d'indemniser l'abbaye du préjudice causé (1).

Au mois de mars suivant 1210-11, il approuva la donation faite à ce monastère, par Élisabeth de Macquigny, veuve de Gobert de Mally, chevalier, du consentement de Clarembaud de Macquigny, d'une rente de deux muids de blé. La charte est datée de Macquigny. Ce fait minime en apparence, prouve que Gautier s'intéressait aux visibles progrès réalisés par l'active énergie des religieux de St-Martin de Laon, associés de son père, pour l'exploitation de la Haie de Guise affectée à la culture et au pâturage (2).

Gautier envisageant le bien-être de ses vassaux avait confirmé, dès l'année 1196, la charte de franchise octroyée par son père au Nouvion, chef-lieu d'une association territoriale. Il était le continuateur de sa politique dans la châtellenie du même nom et à Buironfosse, toujours prêt à profiter des circonstances avantageuses, surtout lorsqu'il s'agissait de l'accroissement domanial et de son importance féodale (3).

Gervais, abbé de Prémontré, instruit de ces dispositions, alla le trouver à son manoir d'Englancourt, au moment où il établissait la chapellenie instituée

(1) Archives de l'Aisne. Cartulaire du Mont-St-Martin, H. 1116, f° 237.

(2) Même source, f° 39.

(3) Cartulaire de Guise, f°s 142, 143.

par sa mère. Ces personnages s'entretenaient intimement des améliorations d'une facile réalisation, et rédigèrent ensemble les bases d'une intéressante association. Leur projet était de constituer rapidement un village et une commune à Hannape, en un demaine du monastère de Prémontré, dans le voisinage du bois si habilement acquis par Gautier à Vénérolles. Les vues de l'abbé facilitaient à Gautier la défense de ses fiefs importants, en agglomérant à leurs confins, une population intéressée à le seconder activement. Il s'agissait d'une solide organisation d'idées. Les institutions Laonnoises en offrirent les éléments principaux, conformément aux progrès de la civilisation. La législation et l'exploitation rurales avaient à tenir sérieusement compte des besoins réels des contractants et de ceux que ces derniers cherchaient à attirer des autres seigneuries, par des concessions avantageuses, qui furent stipulées très sommairement, dans des chartes du mois de décembre 1210 (1), et clairement développées, au mois de mai 1211. Résumons les dispositions des premières : Le mense de chaque chef de ménage n'excédera pas trois essains de terre (2) dans ou hors l'enceinte. L'abbaye affectera 42 muids de terres suffisantes au labour de deux charrues. Chaque mense devra annuellement, le 1^{er} octobre, par essain un jaloï d'avoine et dans les quatre jours après Noël, chapon, pain et denier. Ceux qui voudront quitter Hannape pour s'établir ailleurs, abandonneront leurs menses à l'abbaye qui en profitera et les leur rendra en payant le cens. Le

(1) Cartulaire de Guise, f°54. — Bibliothèque de Soissons.
Cartulaire de Prémontré.

(2) 36 ares 31 centiares 770^m.

mense donné à l'abbaye sera vendu pour retourner dans l'indivision entre le seigneur de Guise et les religieux. Ceux qui participeront aux franchises payeront, aux fêtes de St-Remi, à titre de bourgeoisie, douze deniers et pour l'exemption de tonlieu, quatre deniers. Il y aura un marché chaque jeudi. La loi de Laon y sera applicable ainsi que sur le territoire affranchi, sous la réserve des dispositions abrogées d'un commun accord. Les maisons ne seront pas détruites pour cause de forfaiture. Le seigneur de Guise ne pourra conduire les bourgeois aux tournois, à l'armée, à chevauchée, que pour défendre la seigneurie de Guise et le Vermandois. Il n'aura, à Hannape ni gîte, ni manoir. Les acquisitions futures, les droits et les revenus seront indivis entre le seigneur et les religieux. Ceux-ci se réservent l'église, le cimetière, la maison d'exploitation et son personnel, la dime, tout ce qui se rattache au droit paroissial, les eaux, les moulins et fours banaux. On n'admettra, pour habiter Hannape, que les personnes étrangères à la seigneurie de Guise. Le seigneur de cette ville et l'abbaye nommeront annuellement le maire élu par les habitants, à l'exclusion des étrangers, le mardi de Pâques. Ils s'entendront avec les habitants pour le choix des échevins à faire le même jour. L'abbaye se réservait encore, en dehors de l'enceinte, des terres suffisantes pour le labour de deux charrues et des prés, les eaux, vingt muids de bois dont elle pourrait disposer librement. Le surplus sera consacré aux habitants avec faculté à l'abbaye de leur vendre ; mais sous l'expresse condition d'exclusion de ceux qui ne jouissent pas des franchises territoriales. L'abbaye conserve encore la dime et le terrage portables à leur grange, sous la surveillance du sergent abba-

tial. Dans ce qui est réservé à l'abbaye le seigneur n'aura que la moitié des droits de justice. Le droit de propriété de ceux qui auront déserté Hannape plus d'un an et un jour sera perdu. Le seigneur de Guise ne pourra disposer de sa part, en tout ou en partie, qu'en faveur de l'abbaye. Gautier et sa femme, *l'illustre comtesse* Marguerite, ont juré avec l'abbé d'observer des conventions, que jureront aussi de maintenir les seigneurs de Guise, dans les quarante jours de l'admonition faite par l'abbaye, s'ils veulent conserver leurs droits d'association.

Nous pensons que les mots *illustres comitissa* ne révèlent pas une récente érection de la seigneurie de Guise en comté. Partout ailleurs Gautier se contente du titre de seigneur de Guise. Rien n'est modifié dans sa situation féodale. Marguerite était comtesse douairière de Bourgogne et fille aînée de Babon, comte de Chartres, sénéchal de France et d'Alix, nièce du roi Louis VII, et par conséquent cousine-germaine du roi Philippe-Auguste. Cette belle parenté lui assurait une haute considération. L'abbé Gervais s'était habilement incliné devant le prestige féodal, dont il espérait tirer parti. Il comprenait mieux que personne, les bienfaits de la civilisation dans de sages limites, en se rendant un compte exact des vrais intérêts des populations qu'il cherchait à favoriser par le travail, puissant moteur de l'adoucissement des mœurs si conforme aux idées chrétiennes.

Ses tentatives couronnées de succès l'enhardirent. Il combina avec ses religieux les plus expérimentés, les additions que nécessitait l'association. Il revit au printemps suivant *l'illustre comtesse*, et, d'accord avec Gautier d'Avesnes, élargit et compléta les bases sur lesquelles il espérait fonder la prospérité

d'un important domaine auquel il portait un vif intérêt.

Les réserves spéciales des parts d'association sont mieux formulées, afin d'éviter de fâcheuses interprétations. Le service militaire sera conforme aux exigences des franchises de Buironfosse. Il ne sera perçu d'autres charges locales que celles stipulées. Aucun vassal de Gautier ne pourra habiter Hannape sans autorisation spéciale de ce seigneur. Cette stipulation était très utile. Il fallait des artisans habiles pour les constructions et l'exploitation commune et aussi pour celles que l'abbaye avait en vue.

Gervais pourvut aussi aux besoins du culte en exigeant, au lieu du charroi de la dime, la cire nécessaire le jour de la fête de St-Gilles. Le charroi des gerbes de terrage restait portable en la présence du sergent. Les religieux ne négligeaient rien. Ils tenaient à avoir leur part dans les produits de l'apiculture si faciles et si abondants dans le voisinage des bois et des prairies. Le premier septembre, le miel operculé était retiré des alvéoles, pour la provision ménagère, et la cire fondue mise en réserve. On en trouvait toujours l'emploi. Il est probable que les Prémontrés avaient aussi des ruches suffisantes pour leur alimentation. Ils n'avaient jamais trop de cire pour leurs offices religieux.

Ces éclaircissements donnés, les associés s'empresèrent d'ajouter les dispositions reconnues utiles à l'association. L'abbé Gervais ayant obtenu des habitants ce qu'il désirait, leur fit accorder l'avantage considérable du pâturage et des droits d'usage assurés aux vassaux de Gautier, désignés sous le nom d'aisements qui les résumait. Le droit de vente des immeubles cédés aux habitants, perçu conformément

à la loi de Laon, n'excédera pas le vingt-sixième du prix au profit commun des associés, là où les redevances leur sont communes. Ailleurs il n'appartient qu'aux Prémontrés. Les terres concédées aux habitants ne seront cultivées que par eux. Les marchands qui viendront à Hannape, sans payer le droit de tonlieu, seront passibles d'amende selon la loi de Laon. Les habitants marchands de vin en gros seront exempts de ce droit. Les vendeurs de vin en détail (à broche), qu'ils soient d'Hannape ou étrangers, devront un quart de setier par roue de voiture, une obole par charge de bête de somme. L'acheteur de vin devra par roue un denier ; par charge de cheval ou d'âne, une obole.

Le fabricant de cervoise (bière faible) devra deux setiers par brassin. Le vendeur d'hydromel (medum, miessée), un setier par mesure. Le seigneur de Guise ne pourra faire de cervoise à Hannape.

Le maire sera habitant de cette localité et ne conservera ses fonctions qu'avec l'agrément des seigneurs associés et des bourgeois.

La mesure de Lesquiellès servira pour le froment, l'avoine et le vin. Le fraudeur payera une amende de quinze sous revenant deux tiers à ces seigneurs, le surplus aux bourgeois.

Le gage remis par le seigneur sera conservé pendant quinze jours seulement. A l'expiration de ce terme, il lui sera représenté devant témoins. Si le créancier ne consent pas à le garder, il sera vendu, et le prix affecté au paiement de la dette. Le surplus sera remis au seigneur. Il avait déjà été question de semblables gages dans la chartre de franchises d'Hirson.

Les stipulations suivantes ont été empruntées aux

institutions de Buironfosse, calquées sur celles du Nouvion et de Prisches (Nord).

Le chevalier débiteur d'un bourgeois et niant ses engagements, justifiera ses prétentions en se conformant à la loi de la ville. Elles seront écartées par la production contre lui de trois témoins. S'il reconnaît sa dette et en refuse le paiement, la saisie de son avoir pourra être effectuée, qu'il soit présent ou absent; mais ce qu'il tiendra en main ne pourra lui être enlevé. Si le créancier n'est point payé on pourra devant témoins lui refuser logement et marchandises. Le bourgeois qui enfreindra cette défense payera la dette. Il ne fallait pas trop humilier un chevalier et le priver de ses dernières ressources; mais il était indispensable de le refréner moralement.

Nous arrivons maintenant au débiteur ordinaire. S'il nie sa dette et qu'une plainte arrive contre lui au juge, et que le créancier justifie ses droits par témoins, l'amende sera de trois sous pour les seigneurs et de deux pour le plaignant, qui recevra en outre tout ce qui lui est dû.

Si lorsqu'une décision a été prise par les bourgeois, l'un d'eux froissé, cédant à un mouvement de colère renonce à sa bourgeoisie, il payera d'abord ses dettes, puis douze deniers pour sa renonciation et enfin amende de trois sous aux seigneurs, de deux au bourgeois.

Celui qui s'emparera du bien d'autrui, sans autorité de justice, payera une amende de dix sous au seigneur et de cinq au spolié.

Aucune maison ne pourra être vendue de façon à ce que les matériaux soient enlevés hors du territoire.

Celui qui jugera à propos de transférer son domi-

cile ailleurs qu'à Hannape, pourra vendre ses biens à d'autres qu'à l'abbaye, en payant les droits de vente, ceux de renonciation à la bourgeoisie de douze deniers et ses dettes envers l'abbaye en présence de ses voisins. Il recevra ensuite une autorisation de départ, et on le conduira loyalement hors du territoire sans arrière-pensée.

Les habitants ne devront aucun droit de pâturage dans les bois du seigneur de Guise. En faisant cette concession, Gautier fit supprimer la faculté accordée aux habitants du Nouvion et de Buironfosse de se marier où ils voudraient. Elle pouvait du reste produire la dépopulation et nuire à ses intérêts.

Celui qui n'a ni descendants, ni neveu et nièce, ni enfants de ces derniers peut donner en aumônes la moitié de son avoir. Le surplus sera conservé un an et un jour après sa mort. Ce laps de temps écoulé sans réclamation, la part ainsi conservée appartiendra au seigneur. L'héritage d'une personne morte subitement sera aussi conservé un an et un jour. S'il ne se présente aucun héritier, les bourgeois s'emparement de la moitié de cet héritage pour la convertir en aumônes. Les seigneurs auront le surplus.

L'époux survivant reprend ses biens exempts de droits.

Si celui qui vient pour habiter Hannape est auteur d'un fait qui l'empêche de se présenter en justice, son admission sera refusée. Dans le cas contraire, il trouvera sécurité et protection. S'il est indigne de ces faveurs, on le conduira hors du territoire franchement et sans arrière-pensée. L'auteur occulte d'un homicide qui se réfugiera sur le territoire, suivi par quelqu'un, ne sera arrêté que par intervention de la justice territoriale.

Aucune personne de la domesticité des seigneurs ne sera admise en justice contre les bourgeois, qu'elle ne soit d'Hannape.

Le retardataire pour le paiement des redevances seigneuriales devra aux seigneurs une amende de deux sous.

L'auteur d'injures prouvées par d'honnêtes témoins devant le juge sera passible d'une amende de dix sous au seigneur et de cinq à l'injurié. Celui qui frappera quelqu'un du poing, du bâton ou de verge sans effusion de sang, brisure ou chute, paiera à celui-ci cinq sous et quinze aux seigneurs. La paix sera ensuite rétablie entre celui qui a donné les coups, celui qui les a reçus et leurs amis. Celui qui l'enfreindra sera chassé. S'il y a eu effusion de sang, chute ou blessure ayant pour conséquence la perte d'un membre ou lésion grave, la peine du talion sera appliquée : œil pour œil, dent pour dent, membre pour membre, mort pour mort. La paix sera rétablie ensuite d'une manière durable, outre l'amende de vingt sous à la victime et de quarante aux seigneurs. On peut s'emparer partout des voleurs, en respectant les immunités ecclésiastiques. Si la valeur de l'objet volé excède cinq sous, la loi sera appliquée (1), à moins qu'on ne préfère remettre l'auteur de la soustraction aux seigneurs pour en faire justice. La preuve de l'injure faite par une femme à une autre, pourra être prouvée par deux témoins. Celle qui a injurié est passible d'une amende de dix sous envers les bourgeois, à moins qu'elle ne préfère porter deux pierres disposées à cet effet, d'une extrémité d'Hannape à l'autre. Lorsqu'un homme d'habitude querelleuse

(1) La pendaison du coupable.

injuriera un autre homme, celui-ci, en présence de trois voisins, pourra donner à l'insulteur trois coups de poing, de bâton ou de verge. S'il continue ses injures on le conduira au juge pour le faire condamner. S'il injurie quelqu'un dans sa maison, l'insulté le frappera à volonté, de manière à ne pas lui faire perdre un membre ou le tuer, et le lancera dans la boue, s'il le juge à propos. Les habitants pourront suivre celui d'entre eux qui cherchera à désertir à la sourdine et en faire capture. Le fugitif paiera d'abord ses dettes. Sa personne et ses biens seront ensuite remis aux seigneurs. On ne pourra arrêter un serf ou un homme libre dans l'enceinte territoriale sans intervention de justice, à moins qu'il ne s'agisse d'atteinte aux institutions. L'auteur d'injures envers un habitant ou un étranger devra, dans les quatre jours de l'avertissement qui lui sera donné, comparaître devant le maire et les jurés pour se justifier. S'il ne le peut, il paiera l'amende infligée. S'il n'habite pas le territoire, il se présentera dans les quinze jours en justice. S'il refuse de comparaître devant la justice seigneuriale ou celle d'Hannape, il sera permis de s'emparer de sa personne et de ses biens sans forfaire pour obtenir réparation.

Abolition complète des droits de mortemain, des duels pour autre cause que trahison ou meurtre. L'auteur d'un guet-à-pens commis hors du territoire en sortant ou y venant, sera considéré comme ayant porté atteinte aux institutions. S'il y a perte de membre ou homicide prouvé par témoignage légitime, il subira la perte de membre ou la peine capitale, ou le rachat fixé par les maires et jurés convenablement. Celui qui habite le territoire ne comparaitra que devant ses juges, à moins que le forfait n'ait été

commis hors de ce territoire. Dans cette dernière hypothèse, s'il a réussi à rentrer, sans être inquiété, il ne sera jugé qu'à Hannape.

La possession d'an et jour sera respectée, à moins qu'il ne s'agisse de biens de mineurs ou d'absents qui ne peuvent comparaître en justice. Le conjoint survivant profitera des acquets de communauté, s'il n'y a pas de biens provenant d'héritages expressément réservés aux héritiers. Le créancier de catel prouvera son droit par serment ; s'il est seigneur, par celui de son garde ; le débiteur, par celui de trois témoins. Le débiteur qui ne se défend pas, paiera sa dette.

Le prix d'aliénation de terrain est ainsi fixé par l'abbé Gervais : le muid du meilleur affecté aux habitations et à leur entourage à huit livres de blancs ; celui de l'inférieur à six ; celui de bois à défricher à cinq. La superficie de ces bois restera aux moines. L'acheteur qui défrichera, profitera des culées et des racines. Cette dernière stipulation est un indice suffisant du parti que l'abbé comptait tirer des bois d'industrie et de charpente pour les constructions des maisons et des bâtiments, qui se bornaient à des pièces d'attente pour recevoir de simples torchis, à des portes, à des poutres et des fenêtres de faible dimension, à des doubleaux qui recevaient des billes maintenues par d'autres torchis et à des perches très grossières qui soutenaient des toits en chaume (waras d'esteulles). L'abbaye venait sans doute au secours des habitants pour les aider à se créer ces abris ; mais elle n'avait point permis qu'on exigeât ses libéralités ou qu'on en abusât. Le transport au dehors des matériaux indispensables aux constructions proportionnées aux faibles ressources de ceux

qui se hasardaient à les entreprendre, pour sauvegarder leurs familles et leurs bestiaux, avait été formellement interdit.

Gervais, abbé de Prémontré, promit de respecter ces stipulations en son nom et en celui de son abbaye. Gautier d'Avesnes et sa femme jurèrent de les observer fidèlement, et, en signe évident d'approbation, apposèrent leurs sceaux au bas de la charte qui les contenait. Celle-ci mentionnait finalement que les seigneurs de Guise feraient serment de respecter fidèlement, dans les quarante jours de l'avertissement donné par l'abbé de Prémontré, après leur avènement, les institutions octroyées, afin d'éviter la déchéance de leur droit. Jean d'Avesnes, chanoine de St-Quentin, Eudes, chapelain de la comtesse, Wautier de Proisy, chevalier, figurent parmi les témoins (1).

Au mois de juillet 1211, Gautier confirma les concessions faites par son père à l'abbaye de Fesmy. Il l'exempta des droits de vinage dans ses seigneuries de Guise et d'Avesnes, sur tout ce qui pourrait servir à la consommation de ce monastère. Il approuva aussi la renonciation faite par Adelvie, sa mère, à ses droits de suzeraineté sur des terres sises à La Neuville-lez-Dorengt, données par R., ex maire de Fesmy, et exemptées des droits de terrage par Jacques d'Avesnes, à l'exception de deux muids et demi, et en outre de dix jalois sis près du ruisseau de Ségril, provenant d'acquisition faite par cet ancien maire (2).

Dans le courant de la même année, Gautier

(1) Cartulaire de Guise, f^{os} 143 à 146.

(2) Cartulaire de Guise, f^o 162.

d'Avesnes céda son fief de Baive et de Bourc. en échange de ce qu'Amaury de Hauteville possédait à Macquigny (1).

Les familles nobles avaient leurs tracas. Le sort de l'aîné était assuré la mort saisissant le vif, selon la coutume d'alors, au détriment des autres enfants, qui n'ayant qu'une part très restreinte d'héritage, étaient forcés de vivre dans les emplois de la noblesse ou du clergé; lorsqu'ils ne se livraient pas au brigandage. Jacques d'Avesnes et sa femme avaient été trop bien élevés pour que leurs enfants fussent réduits à cette cruelle extrémité.

Nous avons fait remarquer la situation très délicate de Jacques d'Avesnes, à l'occasion de la possession simultanée de fiefs relevant du Vermandois et du Hainaut. Il avait constamment louvoyé entre des intérêts opposés, pour conserver un rang à peu près convenable. Ses préférences semblaient cependant avoir été pour Philippe d'Alsace, comte de Flandre et de Vermandois. Elles s'expliquaient : il avait laissé à la cour de ce puissant seigneur, Bouchard l'un de ses fils, doué d'heureuses dispositions. Philippe s'était vivement intéressé à l'avenir du jeune homme, et pour le rendre très brillant, avait veillé à ses frais, à son instruction à Bruges, à Paris et à Orléans, sans deviner quelles seraient les conséquences de cette protection. Bouchard accepta, sans la moindre vocation, les fonctions de sous-diacre chantre de l'église de Laon et de trésorier de celle de Tournai. Il ne tarda pas à renoncer à ces bénéfices ecclésiastiques, peu conformes à ses goûts mondains. Son mérite et sa conduite lui permirent de recevoir la

(1) Cartulaire de Guise, f.° 66.

chevalerie des mains de Richard, roi d'Angleterre, et de devenir le principal conseiller de Philippe d'Alsace qui fut tué au siège de Ptolemais, le 1^{er} juin 1191. Baudouin-le-Courageux, comte de Hainaut, désirant venger son beau-frère prit les dispositions nécessaires pour ne pas laisser en souffrance ses provinces pendant son absence. Il en confia l'administration à Philippe de Hainaut, comte de Namur et à Bouchard. Celui-ci s'acquitta d'abord très scrupuleusement de ses fonctions; mais Marguerite, l'une des filles de Baudouin lui plaisant, sans contrarier les vues de Mahaut, veuve de Philippe d'Alsace, il consulta son frère sur le parti qu'il devait prendre. Gautier envisageant la tranquillité que procurerait une telle alliance dans ses domaines relevant du Hainaut, encouragea son frère, et lui conseilla de demander la main de Marguerite. La noblesse de cette province et de la Flandre ayant été consultée, fut favorable au projet d'union. Le mariage eut lieu avec la plus grande solennité. Gautier assura à son frère une rente annuelle de 500 livres et la seigneurie d'Etrœungt. Bouchard se retira dans ce domaine et y eut deux fils Jean et Baudouin.

Jeanne, fille aînée de Baudouin-le-Courageux, qui avait épousé en 1211 Fernand de Portugal, parent de Mahaut, et lui avait apporté en dot le comté de Flandre, n'avait pas été indifférente à l'union de sa sœur; mais ses sentiments affectueux dégénérèrent en une haine très violente.

La Comtesse Eléonore étant morte au mois de juin 1214, Gautier d'Avesnes eut pour suzerain direct Philippe-Auguste, qu'il suivit, comme chevalier, dans son expédition de Flandre. Bouchard resta sans doute à Etrœungt. Une des conséquences de la guerre,

fut la captivité dudit Fernand, à la bataille de Bouvines, livrée entre Lille et Tournai, le 27 juillet de la même année, et la confiscation de la Flandre.

Philippe-Auguste, comprenant la difficulté de conserver cette riche province hostile aux français, sans une excessive effusion de sang, ne voulut pas recourir à cette extrémité. Il se contenta de retenir captif le comte Fernand, et de restituer la Flandre à Jeanne, à laquelle il imposa un conseil à son entière disposition. Le poids de la colère de la comtesse réduite à une humiliante situation, retomba sur Bouchard dont la conduite avait peut être été équivoque dans les événements de guerre récemment accomplis.

Jeanne commença par répandre partout le bruit que Bouchard, voué à l'état ecclésiastique, n'avait pu se marier légitimement, et que ses enfants n'étaient que des bâtards. Elle traita son beau-frère de ravisseur et de suborneur. Le clergé de la province paraissant indifférent, la haine ne fut que plus furieuse. Jeanne adressa au pape Innocent III, qui se trouvait au concile de Latran, une plainte furibonde. Le souverain pontife procéda rapidement à une enquête, puis chargea l'archevêque de Reims et ses suffragants d'excommunier Bouchard, et de le sommer de quitter Marguerite, en réparant envers la plaignante le scandale causé (1).

La comtesse sous les étreintes du chagrin que lui causaient la captivité de son mari, la joie de Gautier d'Avesnes et de sa famille, fut très surexcitée. Gautier, en proie à l'inquiétude, cherchait à calmer le clergé séculier par des fondations de chapellenies à

(1) Marlot. *Metropolis Remensis ecclesiæ historia*, t. 2, p. 483.

Avesnes, Landrecies, Oisy, Guise, Hirson et Engancourt. Il pria même le pape Innocent III, qui n'avait pas encore quitté Latran, de confirmer les possessions des biens présents et à venir de ces établissements. Le souverain pontife se prêta de très bonne grâce aux vues apparentes du solliciteur et lui délivra ses bulles de protection apostolique, en faveur des titulaires de ces chapellenies et de leurs biens. 13 novembre 1215 (1).

Là ne s'arrêtèrent pas les libéralités de Gautier d'Avesnes. Il donna à l'abbaye de Bohéries une rente de six muids de froment sur la dime d'Avesnes. Cette prestation fut rachetée en 1530 (2).

Il accorda avec sa femme à l'abbaye de Signy, franchise de vinage dans ses domaines (3).

Bouchard de son côté ne fut pas inactif. Il alla à Rome, supplia Innocent III de lui donner une dispense des ordres et de valider son mariage ; mais le pape se conforma strictement aux décisions que le concile de Latran venait de prendre contre l'incontinence, et lui enjoignit de quitter Marguerite et de la rendre avec réparation convenable. Il lui imposa en outre la singulière obligation de résider pendant un an au mont Sinai.

L'archevêque de Reims, envisageant les choses avec moins de fougue et de sévérité que son supérieur, pensa que les passions se calmeraient, et que le pape, revenant à des sentiments plus humains, adou-

(1) Cartulaire de Guise, f° 40.

(2) Archives de la ville d'Avesnes.

(3) Archives de la ville de Charleville. Cartulaire de l'abbaye de Signy, f° 119 et archives des Ardennes. cartulaire de cette abbaye.

cirait sensiblement sa rigueur. Le métropolitain ne songeait guère à seconder le ressentiment de Jeanne ; mais il ne tarda pas à reconnaître la haine inexorable de cette femme. La foudroyante lettre d'Honorius en fut le violent reflet, 1216.

Bouchard, n'ayant rien à espérer du clergé, se résigna à se rendre au mont Sinaï. Il partit vraisemblablement avec son frère Gautier au mois de juillet 1217.

Ce dernier, avant son départ, octroya à l'abbaye de Bucilly une charte où il reconnut qu'il avait seulement la garde du bois de Blissy, et la moitié des amendes prononcées à l'occasion de forfaits commis dans ce bois. L'abbaye s'interdisait formellement le défrichement et la culture qui en serait la conséquence. 11 des calendes de juillet 1217. 22 juin (1).

Dans le courant du même mois, Gautier d'Avesnes confirma l'accord fait, en 1187, par son père, avec l'abbaye de Vermand, pour l'exploitation du domaine de Mennevret (2).

Est-ce l'élan de Gautier d'Avesnes vers la terre sainte que Henri, doyen rural de Guise, a voulu symboliser par une colombe sympathique avril 1217-8. Sceau ogival de 34 millimètres avec cette légende ENRICI DECANI GUSIEN (3).

Bouchard ne trouva point, dans la terre sainte, les mêmes agréments qu'à Etrœung. Il eut, durant une année entière, le loisir de méditer sainement sur les

(1) Cartulaire de Guise, f^{os} 37 et 38.

(2) Cartulaire de Guise, f^s 73, 170.

(3) Archives du Nord. Abbaye de Vaucelles. Sceaux des archives de Flandre, Demay. t. 2, p. 158, n^o 6175. Les doyennés ruraux existaient déjà au ix^{me} siècle.

conséquences des passions que ses connaissances en droit canonique lui permettaient d'envisager, espérant toutefois qu'il réussirait à calmer les représentants du Christ. Il est présumable que l'ex chantre de la cathédrale de Laon fut peu charmé de sa situation dans l'Orient. On peut cependant supposer que sa passion chevaleresque se donna un libre cours, au détriment des musulmans qu'il dut écharper avec rage. Il ne diminua point l'excellente opinion des croisés sur le courage des membres de sa famille. Gautier lui en avait donné une brillante preuve : fait prisonnier, il fut délivré par les templiers, envers lesquels il se montra reconnaissant, en posant la première pierre d'un château fort qu'il fit construire à ses frais, à une faible distance de Césarée, où ils se retirèrent, en attendant que les remparts de Jérusalem fussent réparés.

Bouchard revint en l'année 1218, songeant toujours à sa femme et à ses enfants, très furieux du mauvais accueil que le pape Honorius III lui avait fait à Rome, au moment où il espérait l'intéresser à son sort. Il les revit à Etrœungt et s'écria qu'il préférerait être écorché vif et coupé en morceaux, plutôt que d'obéir désormais au romain. Il eut l'imprudence d'aller à Gand, ville ouvrière alors très tolérante en matière religieuse, espérant y trouver une complète sécurité, au milieu des classes laborieuses ; mais la haine contre les français victorieux à Bouvines y était encore très vivace. Bouchard fut arrêté, au nom de sa belle-sœur, en cette ville, et peu de temps après, décapité à Rupelmonde. Sa tête fut portée dans toutes les villes de la Flandre et du Hainaut, pour être cyniquement livrée aux moqueries de la populace. Jeanne bavant le venin qui lui dévorait le

cœur, et étouffant tout sentiment de générosité, autorisa partout la vue de cet affreux spectacle en signe de réparation d'honneur. L'honneur n'autorise pas l'infamie.

Gautier d'Avesnes revenu de la croisade où il s'était signalé en diverses rencontres par son intrépidité, fut très navré de la mort de son frère ; mais un très notable accroissement de la fortune de Marguerite, sa femme, fit diversion à sa vive douleur. Sa part dans la succession de Thibaut VI, comte de Blois, de Chartres et de Clermont-en-Beauvaisis, consistait dans le comté de Blois et une forte indemnité, par la cession du comté de Clermont à la couronne. Gautier était devenu l'un des plus riches seigneur du royaume. Au mois de mai 1219, il était en pleine possession de cette succession. Il précéda désormais de son titre de comte de Blois, celui de seigneur de Guise. Marguerite s'intitula comtesse de Bourgogne et de Blois, dame d'Avesnes et de Guise. Son sceau ogival figure au bas d'une charte de février 1218-9 des archives nationales. Dame debout, vue de face, coiffure carrée, robe longue et manteau collant. Légende SIGILLVM MARGARETE COMITISSE BLESENSIVM (1).

La mort de Bouchard continua à affecter profondément Gautier et sa femme, ils se reprochaient amèrement d'avoir aidé à un mariage dont les suites avaient été si funestes. Le ciel s'était-il assombri pour eux ? une réparation leur semblait indispensable envers le chapitre de Laon conspué par leur frère engagé dans les ordres. Ils songeaient à effacer cette

(1) Archives nationales, J. 173, n° 2 bis Sceaux de ces archives, par Douet d'Arcq, n° 959.

faute et à obtenir véniance, par une série de bienfaits. L'intercession de la Vierge les préoccupait ; mais ils n'osaient rien demander aux chanoines qui, du reste, n'avaient eu qu'à se louer de la conduite de Bouchard dans leur église. Ces chanoines, vivement émus, ne voulurent point blesser les sentiments affectueux qu'ils comprenaient parfaitement. Ils se bornèrent à manifester leur profonde reconnaissance et promirent des services religieux, sans la moindre allusion. Marguerite donna donc au chapitre, pour le repos de son âme, une image en argent de la Vierge et de son fils (1), pour la placer devant le lait de la même Vierge, relique précieuse de l'église, et demanda que cette image ne fut aliénée sous aucun prétexte. L'expiation devait être éternelle. 1223.

Au mois d'octobre 1228, le même chapitre reçut une rente de cent sous exigible le lendemain de la Purification Notre-Dame, sur le vinage d'Etréaupont, et promit de célébrer du vivant des donateurs (Gautier et Marguerite), une messe du St Esprit, et après leur mort, leur anniversaire (2).

Au mois d'octobre 1229, ils donnèrent encore au chapitre une rente annuelle de quinze livres parisis exigible le lendemain de la Toussaint sur le même vinage. Les chanoines promirent de faire brûler nuit et jour un cierge de demi-livre devant l'endroit où se trouvait encore, disait-on, le lait de la Vierge (3).

Dans ses libéralités envers les établissements religieux, la comtesse Marguerite n'oublia point le minuscule chapitre d'Origny-Ste-Benoite. Elle lui donna

(1) Cartulaire de Guise, f° 60.

(2) Cartulaire de Guise, f° 43.

(3) Cartulaire de Guise, f° 72.

une rente de cinq chapons, pour la célébration d'une messe du St-Esprit pendant sa vie et de son anniversaire après sa mort. Au mois de février 1220-1, les chanoines lui témoignèrent toute leur reconnaissance du don fait à leur pauvre église, par l'intermédiaire de Jean de Ribemont, chanoine de ce chapitre, et clerc de Marguerite. Ces chanoines alléchés par la bonne chère qu'ils se procuraient très rarement et la protection intéressée de leur confrère bien en cour, n'oublièrent pas leur service annuel et la charitable dame qui leur abandonnait de la volaille en échange de prières. Ils la remercièrent dans les meilleurs termes (1).

Gautier d'Avesnes et Marguerite trouvaient une légère compensation de leur douleur de famille, dans la prospérité de leur association avec l'abbaye de Prémontré à Hannape. Tout y allait au gré de leurs vœux. Les Prémontrés promirent, aux habitants de ce village, de leur aliéner la réserve de terres sises en dehors de leur enceinte, et de leur vendre des bois avec l'assentiment de Gautier, déterminé à accorder aux acheteurs la délivrance de saufs-conduits, semblables à ceux de ses domaines pour l'exploitation forestière. L'accord fut encore opéré à Englancourt, le XI des calendes de mai 1219, 21 avril. Gautier avait sans doute, dans ce dernier village, un château où il résidait volontiers. Serait-ce celui de la Plesnoie ? (2).

Ce fut probablement là, qu'il médita, en 1222, avec Guillaume, abbé de Clairfontaine et son monastère, réduits à un très faible revenu de leur forêt

(1) Cartulaire de Guise, f^{os} 65 et 66.

(2) Bibliothèque de Soissons. Cartulaire de Prémontré.

(Sart-St-Martin), sise à Étaves, la construction d'un village, dans les mêmes conditions que celui d'Hannape. La charte rédigée à cette occasion exige l'application de la loi de Guise, dans ce futur village ; mais il ne s'agit évidemment que de celle d'Hannape (1).

Par une autre charte écrite au manoir de Bougingcamp, habité par des religieux de Clairfontaine, Conrard, abbé de Prémontré, qui ne partageait pas entièrement les vues de son intelligent prédécesseur, inséra malencontreusement, le 6 janvier 1223-4, une stipulation dénaturant l'esprit de la précédente charte. L'abbaye de Clairfontaine pouvait ajouter ou supprimer dans les franchises des dispositions courbant à sa merci la population à attirer (2). Cette condition potestative remettait tout en question. Une telle attitude fit avorter l'association. Une charte de décembre 1251, indique ce résultat final (3).

Le nouvel abbé avait-il redouté la réduction de l'importance d'Hannape dans un but favorable à l'abbaye de Prémontré, ou bien se défiait-il de la réussite ? En tous cas, ce procédé froissa Gautier d'Avesnes et les populations de nos contrées. Le Sart-St-Martin resta affecté à l'exploitation forestière. L'abbé Conrard ne s'était pas rendu compte des ressources affectées autrefois aux romains par la richesse du sol d'Étaves. Le moyen-âge mieux instruit aurait pu profiter largement de l'expérience acquise ; mais l'occasion fut manquée et ne se présenta plus aux pauvres religieux de l'abbaye de Clairfontaine.

(1) Cartulaire de Guise, f° 39.

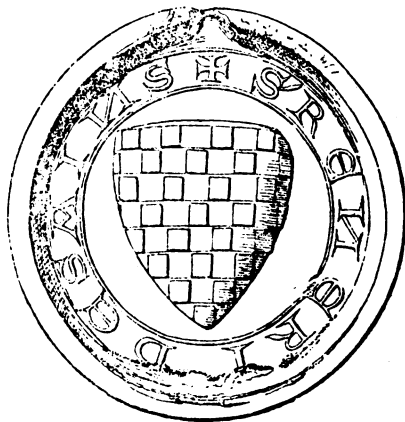
(2) Cartulaire de Guise, f°s 81 et 82.

(3) Cartulaire de Guise, f° 3.

Au mois de novembre 1223, Renier de Sains donna à son cousin Gautier d'Avesnes, la suzeraineté des seigneuries d'Audigny et de Villers-lez-Guise possédées par Baudouin de Roizin (1). Le roi Louis VIII en investit le seigneur de Guise. C'était une excellente affaire que Gautier rendit meilleure, en acquérant ces domaines, au mois de juin 1224, de Gilles dame de Roizin, en échange du fief de Ferrières-le-Wallon et d'une soulte de 47 livres 3 sous de blancs de rente annuelle exigible aux fêtes de Noël, sur le vinage d'Avesnes, dont moitié à titre de douaire usufruitier (2).

Sceau de Renier de Sains, seigneur d'Audigny (1242).

Archives de l'Aisne, H. 952.



Au mois de février 1223-4, Nicolas de La Flamen-grie, continuait à offrir à l'abbaye de St-Denis le type remarquable de l'avoué pillard et déloyal. Gautier

(1) Cartulaire de Guise, fo 71.

(2) Cartulaire de Guise, fo 72.

se défiant de ce personnage, l'avait fait paraître comme témoin, en 1196, dans sa chartre de franchises accordées par son père, Jacques d'Avesnes, aux habitants du Nouvion, sans doute parce que la forêt du même nom était contiguë aux domaines de cette abbaye. La prudence lui avait commandé, pour la sureté de l'exploitation forestière, de faire intervenir ce personnage turbulent. Gautier possédait indivisément, avec cette riche abbaye, une vaste étendue de bois. Il s'entendit avec ce monastère, pour réunir à ses domaines ce qui y confinait, notamment vers Fontenelle, Buironfosse et Sorbais. Le surplus consistant en 80 muids de bois, mesure d'Avesnes, au delà de la chaussée romaine et dans les terres que ce bois enclavait, fut abandonné aux moines. Gautier s'engageait à en favoriser l'exploitation à l'aller et au retour (1). Son désir était d'éviter le voisinage de Nicolas de La Flamengrie et d'autres avoués peu scrupuleux. Il stipula que l'abbaye ne pourrait, sous aucun prétexte, aliéner son lot compris entre le Bois-la-Dame, domaine des religieuses de Montreuil, celui de l'abbaye de Clairfontaine jusqu'aux terres vers Wignehies, Rocquigny et le chemin de Clairfontaine. L'abbaye s'interdisait de choisir la protection d'un autre seigneur, pour s'assurer la libre possession de ce qui lui revenait garanti par Gautier (2).

Tranquille de ce côté, l'abbaye ne l'était pas d'un autre. Son domaine s'étendait sur les territoires de Sorbais, d'Autreppe et d'Etréaupont. Des biens de Gautier y étaient enclavés au-dessous du chemin d'Etréaupont à Sorbais. Gautier, d'accord avec le roi,

(1) Cartulaire de Guise, f^{os} 41 et 42.

(2) Cartulaire de Guise, f^{os} 44 et 69.

voulant préserver ses possessions contre des envahissements à redouter de Nicolas de La Flamengrie de son fils Fastred, et d'Enguerrand de Coucy, avait commencé à édifier une forteresse destinée à protéger la libre perception de son droit de circulation ou de vinage. Les vins légers du Laonnois, de la Champagne et du Soissonnais expédiés aussitôt le décuage, jouissaient d'une très grande faveur dans la Flandre et le Hainaut, où on les vendait en gros et en détail. La chaussée romaine de Reims à Bavay traversant la rivière d'Oise à Etréaupont, bien entretenue et très fréquentée, assurait un péage lucratif.

Gautier, ignorant peut-être ses limites domaniales, avait établi les fondations d'un fort sur une faible partie de la censive de l'abbaye de St-Denis. Celle-ci lui adressa ses réclamations. Le moment était favorable. Il venait de reconnaître, en qualité de suzerain, les droits du monastère de St-Michel contre des spoliateurs de dime et d'autres prestations. Les moines de St-Denis s'entendirent facilement avec Gautier, qui ajouta aux 80 muids cédés, l'équivalent de ce qu'il avait pris indûment. C'était peu de chose, environ deux cents pieds hors des fossés du fort. Il fut stipulé que si la construction causait d'autres dommages, l'abbaye serait indemnisée. Février 1223-4 (1).

C'était le prélude d'autres difficultés plus sérieuses, qui survinrent entre ce seigneur et Enguerrand, sire de Coucy, qui, pour éviter d'en venir aux mains, désignèrent leurs arbitres. Le roi Louis VIII, se trouvant avec eux à Melun, chargea Hugues de Troies, chevalier, pannetier de France, de les dépar-

(1) Cartulaire de Guise, *fo* 47.

tager en cas de désaccord. Guérin, évêque de Senlis, chancelier, et Barthélemy de Troies, chambellan, rédigèrent ainsi la sentence arbitrale : l'emploi de la pierre est interdit à Enguerrand, pour la construction de sa forteresse, qui consistera en palissades et charpentes en bois (bretesches), pour sa défense. Il aura la faculté de l'entourer en long et en large de fossés. Gautier, de son côté, effectuera des travaux similaires de défense à la hauteur de ceux d'Enguerrand. Il pourra continuer son fossé et le consolider avec des pierres. Il aura la faculté de soutenir de la même manière sa motte, conformément à l'avis de Hugues de Troies, pannetier de France, et du cimentier, chargés d'examiner ensemble les lieux litigieux, afin de fixer les proportions nécessaires à la solidité de cette motte. Gautier se contentera des murs, tourelles et fossés qu'il a fait établir. Mars 1223-4 (1).

Les fossés creusés pour la défense de la forteresse d'Enguerrand de Coucy enclavèrent tellement ses domaines à Etréaupont, qu'il fut impossible d'y entrer et d'en sortir, sans les plus grandes précautions. Le chemin où Gautier percevait son péage était coupé. Ce seigneur contrarié par cette entreprise très nuisible à ses intérêts, s'en plaignit au roi qui, du consentement du sire de Coucy, envoya Hugues de Troies à Etréaupont pour terminer le conflit. Ce personnage décida, au mois de mai 1224, que le fossé du sire de Coucy serait maintenu ; mais avec une solution de continuité sur l'antique voie, afin d'y assurer convenablement le libre passage. Est-ce à l'occasion de cet incident qu'est dû le *malum vinagium*, mauvais vinage, mauvinage et par corruption

(1) Cartulaire de Guise, fo 46.

montvinage d'Etréaupont (1), ou au voisinage d'Etrœungt, lieu de plaisance si fatal à Bouchard d'Avesnes.

Ce n'était pas tout ce qu'envisageait Gautier. Il recourut à la ruse pour mieux atteindre son but financier ; le château fort de Jean de Cramailles contigu à la rive gauche de l'Oise et celui construit sur la rive droite, dans le domaine de Gilles d'Estrées, l'inquiétaient doublement. Comment percevoir, en toute sécurité, un droit de vinage ou de passage, si le sire de Coucy restait maître des deux rives ou le devenait. Gautier tourna habilement les difficultés, en faisant entrevoir à Gilles d'Estrées l'avantage qu'il avait à retirer d'un changement de suzerain très important pour ce vassal. Gilles promit de ne consentir, sous aucun prétexte, à une aliénation de son château, soit à titre onéreux, soit à titre gratuit, sans le consentement de Gautier. S'il se permettait cette incartade, sans s'amender quarante jours après sommation, Gautier pourrait s'emparer de la partie de domaine qu'il tenait de lui. Avril 1224 (2).

Gautier n'étant pas encore suffisamment rassuré par cet engagement, revint à la charge et stipula une clause pénale de 500 marcs d'argent, grand poids, en cas de dédit et l'intervention royale pour garantie complète. Octobre 1224 (3).

Gautier désirait éviter de futures complications entre lui et le sire de Coucy. Il parvint à ce résultat par un échange de fief. Novembre 1224 (4). Gui-

(1) Cartulaire de Guise, fo 75.

(2) Cartulaire de Guise, fo 62.

(3) Cartulaire de Guise, fo 58.

(4) Cartulaire de Guise, fo 76.

bert, abbé de Braine, Th. religieux augustin à Avesnes et Hugues Oisons, de Marle, aplanirent ainsi les difficultés : le fief de Gilles d'Estrées, sera sous la suzeraineté de Gautier d'Avesnes, qui restera maître de toute la rive droite de l'Oise, sauf à rendre l'équivalent à Enguerrand, dans la partie territoriale d'Origny, du côté d'Hirson, constituant le fief de Gui d'Origny, d'après l'estimation par les maires et échevins des communautés d'Etréaupont et d'Origny, de la valeur des terrains que régleraient définitivement les personnes expérimentées constituant les conseils de Gautier et du sire de Coucy. Il s'agissait du Mont-d'Origny, fief limitrophe de la ferme d'Aubenton-la-Cour, dépendance de l'abbaye de Foigny.

Gautier acquit, peu de temps après, la seigneurie de Bohain possédée par Renier de Boémont, seigneur de St-Aubert, qui avait imprudemment mis son fief sous la suzeraineté de l'abbaye de Vermand. Les moines avaient profité de l'affaiblissement de son cerveau, pour exiger de lui la somme exorbitante de 500 livres, à titre de relief, lors de chaque mutation, sous peine de saisie féodale, en cas de contravention. Gautier comptait sur de meilleures conditions ; mais l'abbé, très tenace, se plaignit de ce vassal rétif à l'évêque de Noyon, qui menaça Gautier. Celui-ci obtint cependant un sursis jusqu'au retour de l'expédition contre les Albigeois, où il prit une part très active. Il donna, dans cette horrible guerre, des preuves d'intrépidité à la tête d'une avant-garde de 3,000 hommes, au siège d'Avignon (juin 1226). Il en revint et, dès le mois de novembre, informa l'abbé de Vermand, que l'importance de la somme à payer et les dépenses occasionnées par une multi-

tude d'affaires restées en souffrance, depuis son départ, ne lui permettaient pas de se rendre à Vermand, pour remplir ses devoirs de vassal envers lui, avant d'aller à Guise ; mais que, dans les quinze jours de l'avertissement reçu, il obéirait aux exigences féodales (1). Il avait aussi à faire ses préparatifs de grand feudataire, pour le sacre à Reims, du roi Louis IX, âgé de douze ans, où il assista le 29 novembre 1226.

Gautier d'Avesnes était suzerain de fiefs sis à Beauvois, Brancourt, Monceau-sur-Perron, Monceau-le-Vieil et Busigny.

Blanche, régente de France et tutrice de Louis IX, publia une amnistie. Fernand, comte de Flandre en profita, au moment où Jeanne, sa femme, songeait au divorce, pour épouser le duc régent de Bretagne. Cette femme féroce méritait ce retour inopportun. La rançon de Fernand fut réduite de moitié, sous la garantie de la remise de Douay au roi, et la promesse formelle de ne fortifier aucune de ses places. Fernand mourut à Noyon en 1233.

Marguerite, comtesse de Blois, décéda en 1231, laissant son époux fort désolé et une fille unique, Marie, qui avait épousé, vers 1225, Hugues de Châtillon, boutellier de Champagne et conseiller de France, avec lequel elle fonda, en 1226, l'abbaye sistercienne de Notre-Dame du Pont, diocèse de Meaux. Hugues devenu comte de St-Pol, en 1228, fut comte de Blois du chef de sa femme.

En 1232, les religieux trinitaires institués pour le rachat des captifs, s'étant rassemblés en chapitre

(1) Colliette, mémoires pour l'histoire du Vermandois, p. 228 et 274.

général à Cerfroid, chef-lieu de leur ordre, voulurent donner à M., comtesse de Blois, un témoignage de leur reconnaissance des libéralités dont elle les avait comblés. Ils l'associèrent unanimement à leurs prières, à tout le bien fait et à faire, s'engageant même à célébrer son obit et son anniversaire dans leurs couvents, comme ils avaient l'habitude de faire pour les leurs. Il s'agissait sans doute des libéralités de Marie d'Avesnes, à l'occasion de la mort de Marguerite, comtesse de Blois (1).

Le cartulaire de Guise nous donne une preuve irrécusable de l'autorité féodale dont jouissait Hugues de Châtillon, au sujet d'une question de suzeraineté soulevée entre le sire de Coucy et Gautier d'Avesnes. Philippe, comte de Boulogne, désigné comme arbitre, décida, suivant l'avis de Hugues, qu'un fief sis à Monceau-sur-Perron et à Monceau-le-Vieil, vendu par Anselme, chevalier de Monceau, à Eudes de Vandencourt, n'était pas dépendant de la Ferté-Bliard (Ferté-Chevresis), dont le sire de Coucy était suzerain ; mais de la seigneurie de Sains relevant de Gautier d'Avesnes, beau-père du dit Hugues. C'était se jouer effrontément du grand feudataire. Juillet 1233 (2). Cet Anselme le prouva lui même, dans un acte de relief de l'année suivante, mars 1233-4, où il déclara qu'une motte sise au milieu de la rivière du Perron et deux charruées de terres relevaient de ce fief de La Ferté (3).

En 1235, Gautier d'Avesnes assista à l'assemblée générale tenue à St-Denis, par ordre du roi Louis IX,

(1) Cartulaire de Guise, f^{os} 68 et 69.

(2) Cartulaire de Guise, f^o 76.

(3) Cartulaire de Guise, f^o 45.

pour s'opposer à la trop grande extension des juridictions ecclésiastiques. Il y fut l'un des chauds partisans de la réforme des abus.

La mort de Marie, comtesse de Blois, sa fille unique (avril 1244), fut pour Gautier d'Avesnes un surcroît de chagrin. Les comtés de Blois et de Chartres échurent à Jean de Châtillon, fils aîné de Marie qui, à raison de son jeune âge, fut sous la tutelle de son père.

Wimy avait alors ses institutions territoriales, comme beaucoup d'autres villages. Gautier, qui ne prenait plus que la qualité de seigneur d'Avesnes depuis la mort de sa fille, les modifia au mois de juillet 1244. Il affranchit les habitants des tailles et corvées, d'une redevance de poules et du chevage de trente-cinq sous, moyennant une rente annuelle de 34 livres de blancs exigible à la fête de St-Remy. Les chevaliers et les clercs en étaient affranchis. Ses taillables ne pouvaient être retenus à Wimpy que de son consentement. Les habitants de ce village devaient aller s'éclairer à Guise sur les textes de leurs institutions qui paraîtraient obscurs. Gautier conserva ses rentes en avoine et en chapons. S'il n'exigeait pas ces derniers le 26 décembre, on lui payait par chaque chapon six deniers. Cette dernière stipulation ne manque pas d'intérêt comme base d'évaluation monétaire. Continuant à se préoccuper du bien-être de ses sujets, Gautier menaçait d'une amende de deux sous et demi par contravention, les boulangers qui se serviraient de faux poids et mesures et ne livreraient pas de pain convenable. Cette stipulation prouve qu'ils étaient coutumiers du fait. Il fallait désormais les punir. Les habitants se réuniront annuellement le mardi de Pâques, en présence du

représentant de leur seigneur pour élire leurs maire, et échevins Enfin Gautier jura d'observer ces concessions, et imposa même l'obligation d'en faire autant à ses successeurs après leur avènement (1).

Au mois de juillet 1243, il approuva la vente faite à l'abbaye du Mont-St-Martin, par Joie, dame de Valincourt, du consentement de ses enfants, Jean seigneur de Dours et Nicolas, chevalier, de vivier et d'un moulin à eau nouvellement construit à Gouy (2).

L'année suivante, il donna à l'abbaye de Clairvaux, pour le repos de son âme, franchise perpétuelle de vinage dans ses domaines. Il semblait avoir le pressentiment de son prochain décès. Il mourut peu de temps après cette concession. En lui s'éteignirent les seigneurs de Guise de la famille d'Avesnes (3).

Nous connaissons deux sceaux assez complets de Gautier d'Avesnes. Le premier figure au bas d'une charte de l'abbaye de Vaucelles à laquelle ce personnage octroya des privilèges en 1199. Archives du département du Nord. Collection des sceaux du Nord, par Demay, n° 112. Ce sceau rond, de 70 millimètres, est au type équestre, heaume carré, épée damasquinée, bouclier portant trois bandes. Légende SIGILLVM : WALTER.....SNIS. — Contre-sceau écu bandé de six pièces. + S : WALTERI DE AVESNIS. (Secretum Walteri de Avesnis). On retrouve ce sceau mais incomplet aux archives nationales à la date de mars 1202-3, J. 394, n° 4.

(1) Cartulaire de Guise, fo 150.

(2) Archives de l'Aisne, H. 1116. Cartulaire du Mont-St-Martin, fo 136.

(3) Cartulaire de Guise, fo 165.

Le deuxième sceau est appendu à une charte de mars 1220-1, des archives nationales, J. 158, n° 2. Collection des sceaux des archives nationales, par Douet d'Arcy, n° 960. Sceau équestre de 80 millimètres, le bouclier aux armes. ✠ SIGILL : WALTERI · ∴ DOMINI - DE - AVESNIS - COMITIS - BLESENSIS. Contre-sceau écu bandé de six pièces : + CLAVIS : SIGILLI.

PASTELS DE LATOUR

— VUS EN NORMANDIE —

Pendant un séjour que je fis en 1889 aux environs d'Evreux, j'eus l'heureuse fortune de voir au château de Glisolles, appartenant à la famille de Clermont-Tonnerre, deux des plus beaux portraits au pastel de l'illustre peintre Saint-Quentinois, Quentin de Latour.

Les voyageurs qui suivent le chemin de fer de Paris à Cherbourg, peuvent apercevoir ce château, à peu de distance, à droite de la voie, lorsque le train franchit après Evreux la station de la Bonneville. C'est un grand corps de logis en briques et pierres, accusant le milieu du siècle dernier comme époque de sa construction ; d'une architecture très simple, mais bâti dans une situation admirable, sur le flanc des coteaux boisés qui, faisant face à la forêt d'Evreux, bordent la rive gauche de la vallée de l'Iton.

Cette habitation fut pendant de longues années, plus encore peut-être que le château d'Achy, en

Beauvoisis, la résidence favorite du marquis, puis duc de Clermont-Tonnerre, ancien ministre de la guerre du roi Charles X, homme considérable à tous égards, dont M. Camille Rousset, de l'Académie française a récemment écrit la vie

Après avoir traversé le vestibule et un premier salon ornés déjà de nombreux et curieux portraits, je me trouvai en face d'un pastel de dimensions peu communes, représentant un magistrat parlementaire, entouré d'une décoration accessoire constituant un véritable tableau.

On ne fut pas surpris de l'admiration que je manifestai et l'on me dit que c'était en effet un portrait fameux de Latour, celui du Président de Rieux.

J'avoue à ma honte que si j'avais, il est vrai, visité en passant à Saint-Quentin la superbe collection de Fervacques, je n'avais jamais parcouru aucune des notices publiées sur le peintre et son œuvre, pas même celles si connues pourtant de M. Champfleury ou de M. le conseiller Desmaze, que je me suis empressé de lire depuis et auxquelles, en dehors du récit de mes impressions personnelles, j'emprunte manifestement les principaux éléments de cette courte étude.

Plus instruit, j'eusse retrouvé de suite dans le pastel de Glisolles, le portrait dont la description avait été reproduite bien des fois, depuis qu'elle avait paru dans le livret du salon de 1740 « un tableau au » pastel de six pieds deux pouces de haut, sur quatre pieds huit pouces de large, représentant M. le » Président de Rieux, en robe rouge, assis dans un » fauteuil, avec les attributs qui composent un » cabinet, comme bibliothèque, paravent, table et

» un tapis de Turquie sous les pieds. » C'était bien en effet tout cela que j'avais devant les yeux.

L'auteur du livret aurait pu ajouter ces détails qui ne paraissent pas sans intérêt artistique : c'est que la table chargée de livres est recouverte d'un tapis de velours bleu, dont les plis, tombant jusqu'à terre, forment une draperie d'une harmonieuse ampleur. Ce bleu de saphir, dont Latour semble avoir le secret, est d'une richesse, d'une intensité et en même temps d'un velouté, qui rappellent le manteau du « marchand de couleurs » Venezobre au musée de Saint-Quentin. — Le paravent est à quatre panneaux en tapisserie des Indes, à grands feuillages de diverses couleurs, dont les tons, tout discrets qu'ils soient, réveillent le fond du tableau. Il en est de même du tapis, fond rouge à dessins bleus, qui couvre le parquet ; car l'appartement est d'une boiserie sombre sur laquelle se détachent seulement la bibliothèque ornée de baguettes de cuivre et un cartel aux bronzes ciselés.

Quant au personnage, Latour pour le représenter s'est inspiré assurément de son principe : « rendre scrupuleusement la nature. » — S'il s'agit, disait-il, « de peindre un roi, un magistrat ou un philosophe, » il faut qu'ils ne soient pas seulement roi, magistrat ou philosophe, de la tête et du caractère, mais qu'ils soient de leur état depuis la tête jusques aux pieds. »

Il est permis de croire que parfois, au moins, certains peintres ont cédé à la fureur « d'embellir la nature » comme disait encore Latour, qui, comme les Largillière ou les Rigaud, ont si superbement portraituré tant de beaux conseillers du roi en ses

conseils drapés dans des flots de pourpre et de soie, à la mine à la fois hautaine et souriante, avec des airs de grands seigneurs, sous leurs perruques à la Dangeau.

Gabriel Bernard de Rieux, Président de la deuxième chambre des enquêtes au Parlement de Paris de 1727 à 1744, s'il se révèle un grand personnage, est cependant de la tête aux pieds un magistrat réel et un magistrat du XVIII^e siècle.

En effet non seulement le costume et le type du visage varient avec les époques, mais je dirai aussi la forme de la dignité judiciaire. C'est à la fin du XVI^e siècle et au commencement du XVII^e, la gravité austère mais sereine des magistrats au front puissant, ayant, comme dit l'Etoile, en parlant du Président de Harlay, « quelque chose de bon et de grand qui impose le respect. » — Plus tard, dans le portrait du Président de Mesme, Philippe de Champaigne nous montre la froide raideur des longs profils à la Louis XIII. C'est l'époque où l'homme de robe si mêlé aux troubles armés porte la moustache et « la royale » comme l'homme d'épée ; où l'on entrevoit la cuirasse sous le manteau rouge du grand Cardinal. Ensuite c'est la majestueuse prestance des membres si souvent humiliés pourtant du parlement de Louis XIV. C'est à la fin du XVIII^e siècle l'expression du scepticisme insouciant ou railleur des philosophes d'alors. Ce qui domine pourtant dans la physionomie du Président de Rieux, leur contemporain, c'est, en même temps que la pénétration, le calme et l'extrême douceur du regard. Il feuillette un manuscrit aux pages artistement entrouvertes, qu'il appuie sur ses genoux, mais il est distrait de

sa lecture et semble écouter avec bienveillance un interlocuteur qu'il regarde. Les mains, sur lesquelles tombent de fines manchettes de dentelle, sont d'une charmante vérité; enfin le maître a su par d'habiles retroussis de la robe rouge corriger la roideur de la simarre de soie noire; car « Messieurs » les Présidents des Enquêtes n'étaient pas étoffés du manteau de vair de « Nosseigneurs » les Présidents à mortier.

Lorsque Champfleury dit en parlant de ce portrait à la fois superbe et charmant de Madame de Pompadour qui est au Louvre, « c'est la plus grande page de pastel qui ait été laissée, » il n'avait évidemment pas vu le tableau de Glissoles.

Cependant quelque considérable que fut cette œuvre, Mariette nous apprend que l'illustre artiste peu satisfait d'une première exécution n'hésita pas à la recommencer. « Latour, dit-il, avait peint le portrait de Monsieur Bernard de Rieux; c'était un ouvrage de la plus longue haleine et tel qu'on n'en avait pas encore vu au pastel de pareille taille; ayant quitté l'appartement où il l'avait peint, il vint en habiter un autre; les jours n'étaient plus les mêmes et le tableau ne lui parut plus produire l'effet qu'il s'en était promis, le voilà qui l'efface et qui en recommence un nouveau. »

Mariette ne nous dit pas si, comme cela est arrivé pour les portraits de Restout et de Dumont, le chef-d'œuvre détruit n'était pas supérieur à celui qui nous reste.

Oserai-je dire qu'à mon admiration s'est mêlé un peu de l'étonnement que produit un objet extraordinaire et comme au-delà de ses proportions nor-

males. Il est difficile d'analyser les causes de cette impression. Peut-être notre notion instinctive des lois de la nature nous fait-elle repousser l'emploi d'une poussière fragile, comme un procédé trop peu robuste pour représenter de lourds ameublements et rendre la solidité de base que comporte un portrait d'homme en pied. N'est-il pas vrai que dans nos rêves les plus merveilleux nous n'imaginons pas les êtres les mieux doués de la nature, mais marchant sur la terre, vêtus de la poudre d'azur et d'or des papillons? — Le pastel nous semble rationnel, s'il colore seulement le buste, parceque par une illusion d'optique le personnage est comme aérien et que l'œil ne se demande pas si derrière le cadre il se rattache au sol. — « Les tons du pastel, dit un critique, ont la transparence des choses animées ; ils sont faits pour le visage et les fleurs, » ils figurent merveilleusement encore les étoffes, auxquels des reflets changeants donnent comme une sorte de vie. Quoiqu'il en soit le portrait de Monsieur de Rieux n'en est pas moins admirable.

Ce qu'on sait de la valeur que Latour attribuait lui même à ses œuvres, fait croire qu'il a dû en demander un grand prix, d'autant plus qu'il avait cet autre principe, au dire de M^{lle} Fel, « que les riches devaient payer pour les pauvres. »

Or Gabriel Bernard, comte de Rieux, était le deuxième fils du fameux financier Samuel Bernard, faisant, dit S^t Simon, « le plus gros et le plus assuré commerce d'argent de l'Europe. » Il était assez riche pour que Louis XIV, ayant besoin de subsides et pour les obtenir de lui, le créât conseiller d'Etat, chevalier de S^t Michel, et lui fit, au grand dépit de

ses courtisans, les honneurs des jardins de Marly, « le menant partout, dit St Simon, lui montrant tout, » avec la grâce qu'il savait employer, quand il avait » dessein de combler. » — Bien que sa fortune ait eu de grands revers, il laissa néanmoins, lorsqu'il mourut en 1739, trente-trois millions à partager entre ses trois enfants : le comte de Coubert, Madame Molé et le président de Rieux. Ce dernier venait de recueillir l'héritage paternel et il habitait le superbe château de Passy, près Paris (dont les plans sont aussi à Glisolles), lorsqu'il obtint, le mot n'est pas de trop, que Latour fit non seulement son portrait, mais ceux de sa femme, de sa nièce et d'autres personnes encore de sa famille.

Il paraît que, quoique magistrat, le comte de Rieux était un prodigue et que les onze millions de son père, suivant le mot de M. Camille Rousset, coulèrent comme de l'eau claire entre ses doigts. Nous ne pouvons, quant à nous, que lui savoir gré d'avoir provoqué par ses largesses aux artistes, fussent-elles exagérées, la création de chefs d'œuvre, comme ceux qu'il a pu léguer à notre admiration.

Le duc de Clermont-Tonnerre avait recueilli tous ces portraits dans la succession de son grand-père maternel, Anne-Gabriel-Henri Bernard de Boulainvilliers, ancien président lui-même au parlement de Paris de 1746 à 1768 en survivance de son père Bernard de Rieux.

Comment le portrait de la présidente de Rieux est-il sorti de la famille et appartient-il aujourd'hui au musée de Saint-Quentin ? Je ne le sais pas encore, malgré divers documents mis gracieusement à ma disposition.

La comtesse de Rieux, Suzanne de Boulainvilliers, était fille du comte Henri de Boulainvilliers de Saint-Saire, l'historien philosophe que Voltaire dit avoir été « le gentilhomme le plus spirituel du royaume » ; auteur de « prédictions vraies et fausses » dit malicieusement St-Simon, mais qui, en tous cas, ne s'est pas trompé sur le jour et l'heure de sa mort. — Entr'autres thèses il soutenait, non sans raison, que la constitution aristocratique du moyen-âge, en développant de puissantes individualités, était la cause et la condition des grandes choses accomplies par les « Francs », c'est-à-dire leurs nobles descendants et qu'un pouvoir central absolu, en rapetissant tous les hommes sous un même niveau, tendait à détruire ce que le moyen-âge avait édifié. — Lui aussi plein de dédain pour les bourgeois et la robe, il fallait qu'il se vit en de bien mauvaises affaires, ce qui n'était que trop vrai, pour donner en 1719 sa fille en mariage à un homme de robe, fût-il « le plus fourré » des membres du parlement de Paris. — Sa seconde fille Henriette avait épousé François de la Fontaine-Solare, comte de la Boissière, d'une maison d'ancienne noblesse, relevée encore par de hautes alliances mais personnellement sans fortune, et pourvu, en survivance de son père, de la Lieutenance pour le Roi des ville et château de Dieppe. Madame de la Boissière mourut en 1729, à l'âge de trente ans après une maladie de quelques jours, laissant une fille Marie-Louise-Gabrielle, née le 15 juin 1722, connue sous le nom de « Mademoiselle de la Boissière, » qui fut recueillie et élevée par son oncle et sa tante de Rieux, lesquels la marièrent, en 1743, à François, marquis de Sesmaisons, brigadier des armées du roi.

Si l'on en croit le catalogue du musée de Saint-Quentin, l'étude d'une tête de femme, portant le n° 63, serait l'ébauche d'un portrait de Madame de la Boissière. C'est encore un point à éclaircir.

Ce qui est certain c'est que Latour a dû particulièrement s'attacher à parfaire celui de sa fille, car c'est un de ses plus jolis pastels. Celui là est encore à Glisolles. Il mesure 0.60 de hauteur sur 0.50 de largeur. Il représente Mademoiselle de la Boissière penchée en avant sur le rebord d'une fenêtre. Elle est vêtue d'une polonaise en velours bleu saphir bordée d'une fourrure tigrée ; un boa léger, en queues de martres, est noué au creux du corsage et les bouts retombent sur un manchon aussi en velours bleu garni de fourrure, dans lequel se cachent les mains. De dessous le vêtement, dont on entrevoit la doublure rouge, s'échappent de larges manches garnies d'un triple rang de guipures rendues avec une extraordinaire perfection. — Un ruban de velours noir noué autour du cou appelle avec raison l'attention sur l'ouverture du corsage. La bouche est parlante, le regard aussi expressif que pénétrant, l'œil gauche toutefois sensiblement plus petit que le droit, détail caractéristique de certains portraits de Latour. — Bien que les cheveux soient poudrés à blanc, la couleur chaude du teint et l'éclat des yeux révèlent une jeune brune d'une beauté piquante et maligne. Toutefois tout l'ensemble de la personne, la physionomie comme le costume, donnent l'impression d'une femme plus âgée que ne l'était alors Mademoiselle de la Boissière. Elle ne devait en effet n'avoir que seize ans ; car il est certain que Latour a exposé ce pastel au salon de 1738 et que

Mademoiselle de la Boissière était née le 15 juin 1722. Cette date de naissance fournie par les notes généalogiques de la famille est explicitement confirmée à Glisolles même par un assez curieux document : c'est une copie à la plume du pastel de Latour, faite en 1750 par un artiste du nom de « Basile Massé, » au bas de laquelle est calligraphiée cette mention :

« *Marie-Gabrielle-Louise de la Fontaine-Solare de la Boissière, née le 15^e juin 1722.* »

On se demande comment il en peut être ainsi quand on sait que la ressemblance est un des mérites reconnus aux portraits de Latour.

Outre ces deux portraits au pastel, qui sont des œuvres capitales, on me montra deux miniatures attribuées aussi à Latour.

L'une représente Samuel Bernard : elle paraît inspirée par un portrait de Rigaud, dont il n'existe à Glisolles qu'une copie à la plume en réduction, d'une perfection de détails digne de la plus fine gravure, signée du même « Basile Massé, 1750. »

Dans l'autre, Latour s'est peint lui-même ; il apparaît dans l'encadrement ovale d'une fenêtre en pierre, d'où il semble regarder d'un air malicieux quelqu'un qu'il montre du doigt. Il est dans un deshabillé gris-clair et n'a sur la tête qu'une légère toque de soie noire, gaillardement campée sur le coin de l'oreille. — Cette composition est à quelques détails près la même que celle du portrait dont la gravure par Smith, est au musée de Laon.

Il y a dans les salons de Glisolles plusieurs tableaux au pastel de différents maîtres. L'un d'eux par Van Loo, représentant Madame de Boulainvilliers, belle-fille du Président de Rieux, mériterait aussi un

compte-rendu détaillé ; mais ceux de Latour ont seuls un réel intérêt pour notre société Laonnoise et je dois me borner à leur description.

Les circonstances m'ont encore permis d'en voir un autre quelques jours après aux environs de Caen, dont l'authenticité est également certaine. C'est celui de Renée Turgot vicomtesse d'Angerville. Il appartient à Monsieur le Comte de Labarthe, au château de St-Vaast.

Je voudrais, puisque le hasard m'en fournit l'occasion, concourir à compléter la liste bien difficile à clore des chefs-d'œuvre de Latour et révéler au moins où se conservent quelques uns de ceux qui demeurent dispersés.

HARDUIN DE GROSVILLE.

Février 1890.

ERRATA

DE LA

CHARTRE DE BEAURIEUX

Texte de cette Charte corrigé par M. Ch. MORTET (1)

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis. Amen.

Ludovicus Dei Gratia, Francorum Rex. Noverint Universi presentes pariter et futuri, quod nos de Voluntate et assensu dilectarum nostrarum abbatissæ et conventus Aurigniacensis, communiam et institutionem pacis concessimus et stabilivimus apud villas dictarum monialium, videlicet Chaudarde, Byauriu, Cury et Craonnellam, ad requisitionem etiam hominum et hospitum ipsarum ibidem commorantium, in perpetuum, usque ad suscriptos terminos extendendam : scilicet a meta prati Dei usque ad Gloritem, et a meta de Gloritem usque ad metam sub bosco comitis, et abinde ad metam super Borden et abinde usque ad culturam de Hurtebise super les Thuilliers de Craonnella et abinde ad metam super Houschi (?) ad caput culturæ Sanctæ Benedictæ et abinde a la devise memoris de Chabrel et abinde ad culturam montis, et abinde ad petras vadi de Vassogne, et abinde toto veteri rivo usque ad molendinum Folleret et usque ad molendinum Trossel et abinde ad metam sub Biaulaygni et

(1) M. Ch. Mortet est l'auteur d'un livre hors ligne, sous le rapport de la science, de l'érudition et des appréciations, intitulé *La Féodalité*. Cette œuvre a mérité d'être insérée *in extenso* dans la grande Encyclopédie de Lalmirault. Il est aussi l'auteur d'un autre ouvrage ayant pour titre : *Le Livre des Constitutions démentées au Châtelet de Paris*. M. Ch. Mortet, et son frère, M. V. Mortet ont publié dans la grande Encyclopédie un article intitulé : *La Science de l'histoire* où est rappelée la belle et curieuse page de Dalember sur l'esprit de conjecture et les *à peu près* en histoire.

abinde usque ad rippam au Pont ad lineam, et ab illo loco sicut Aupona se gerit, usque ad metam prati Dei superius nominati.

1. Est autem hæc institutio pacis sub conditionibus et institutionibus infra scriptis; infra terminos pacis memorate, nullus quempiam liberum aut servum pro aliquo forisfacto sine justitia, nisi propter pacis infractionem, capere possit; quod si justitia presens non fuerit, liceat eum tamdiu sine forisfactura tenere quoadusque justitia veniat, vel ad justiciarii domum adducere et prout, judicatum fuerit de forisfacto illo, satisfactionem recipere.

2. Sciendum vero quod hominibus, majori et juratis communiæ hujus prædictæ Abbatissa et Conventus concesserunt infractionem mansorum suorum Dominicorum infra prædictos terminos, excepto de multro, raptu et incendio, quæ, de voluntate et assensu tam monialium quam hominum prædictorum, nobis et hæredibus nostris specialiter retinemus

3. Furtum vero, prodicionem, rapinam, treugas infractos de fundis terræ et de Catellis justitiam prædictæ Moniales sibi retinuerunt.

4. Propriam domum earum de Chaudardes liberam sibi similiter retinuerunt, et, si aliam domum loco illius infra dictos pacis terminos facerent, in eadem remaneret libertate.

5. Si autem dictas villas crescere contigerit, et homines foranei ibidem manere voluerint, dictæ moniales ad exitus villarum eis mansuras præbebunt, prout melius poterunt, in cujuscumque terra voluerint qui sit de pace, et dictæ moniales illi cujus terra fuerit, ad fidelitatem majoris et scabinorum, bona fide de terra ipsarum facient restaurationem.

6. Quod in infra prædictos terminos villam vel villas de novo ædificari contigerit, ipsa nova villa sive villos similiter de communia erant ad usus prædictarum villarum.

7. Omnes autem mortuas manus et forismaritationes ipsis hominibus prædictæ communiæ pro melioratione villarum dictæ moniales benigne in perpetuum condonavērunt.

8. Ipsos quoque homines ab omnibus forisfactis usque ad diem datæ pacis antiquis ex occasionibus perpetratis diligenter absolverunt.

9. Statutum est etiam quod quicumque hominum prædictarum villarum redditus ipsarum monialium ad dies statutos non reddiderit, lege qua vivit reddere et emendare tenebitur.

10. Liceat tamen dominis suis homines communæ infra terminos pacis in causam trahere et quod iudicatum fuerit ex eis habere; si vero contra aliquos eorum dictæ moniales causam habuerint, iudicio majoris et juratorum jus suum exequentur, nisi quærella talis fuerit quod eos in curia monialium jure oporteat placitare, sicut de fundo terræ, catellis, et aliis similibus ac retentionibus supradictis.

11. Quod si super universos quærellam habuerint, iudicio scabinorum sibi justiciam exequentur.

12. Quod si justiciam eorum dictis monialibus et consilio earum injustum esse videbitur, ipsæ moniales et ipsi scabini diem competentem infra quindecim dies bona fide eligent, ut ad diem determinatum, si scabini de Lauduno interim debeant sedem facere ad judicia proferenda apud Laudunum, in curia dictorum scabinorum de Lauduno, dictæ moniales et ipsi scabini venient, et retractato publice iudicio facto, si scabini de Lauduno in sede sua cognoverint se scabinis illud iudicium tradidisse, scabini illi liberi et sine culpa erunt illius iudicii.

13. Vel etiam, si ad petitionem monialium Laudunensis Episcopus, per se vel jure, fecerit scabinos Laudunenses cognoscere in curia Episcopi, iudicium tale ab ipsis scabinis traditum dictæ moniales et cognitionem illam in eadem curia audient, et ipsæ pro tali iudicio et pro cognitione a scabinis Laudunensibus, sicut prædictum est, facta actionem, qualem debuerint adversus scabinos Laudunenses, habebunt.

14. Homines pacis extra terminos pacis placitare ab eisdem monialibus non compellentur, et illi qui de pace sunt adversus ipsas extra terminos pacis non poterunt placitare, nec unus contra alium, salvo eo quod prædictum et iudicii veritate inquirenda.

15. Præterea non liceat communice vel alieni de communia acquirere furnum vel molindinum infra terminos ipsius communie.

16. Quod si dictæ moniales furnum vel furnos acquirere poterint, sui erunt bannales in eodem statu quod modo sunt, in quantum poterint sufficere.

17. Ita quod illi qui ad furnum vel ad furnos ipsarum banales cocquere venerint, legitimam portabunt garantiam abversus omnes qui juri et justicie parere voluerint.

18. Et si molendinum vel molendina acquirere poterint dictæ moniales, sui erunt bannales ; et si, propter insufficientiam cum præsentibus furnis et molindinis, infra communiam furnos et molindina fecerint dictæ moniales, ad legem et consuetudinem, quo modo sunt, bannales erunt et remanebunt.

19. Si tamen ad quemcumque descenderit furnus vel molendinum per acceptas hæreditatis, quamdiu voluerit, tam ipse quam hæredes ejus in manu sua tenebunt, retentis tamen torcularibus, sicuti habuerant dictæ moniales ante concessum communie.

20. Et ne propter insufficientiam molendinorum, vel torcularium discordia inter moniales et homines communie valeat suscitari, statutum est quod annona ad molendinum morabitur per duas noctes, et ulterius licebit homini deferre annonam sua malias et molere ubi voluerit sine forisfacto.

21. Quod si ipse moniales, vel mandatum earum, eum qui annonam retulerit in causam traxerint, dicentes quod l annona per duas noctes moram non fecerit in molendino, sicut prædictum est, homo vel femina cujus annona fuerit, vel serviens eorum qui annonam tulerit ad molendinum, fide vel juramento, sine malo ingenio, se purgabit quod annona per duas noctes moram fecerit in molendino.

22. Hoc excepto quod si molendinarius et alter cum eo jurare voluerit quod annona per duas noctes moram non fecerit fides vel sacramentum recipietur ; et sic homo vel femina cujus annona fuerit fidem vel sacramentum non dabit, sed molturas reddere, et lege qua vivit emendare oportebit.

23. Et quamdiu torcularia non habeant dictæ moniales ad sufficientiam poterunt homines alias sine forisfacto torculari, et etiam qui voluerint torcular facient ad sibi et aliis famulandum, salvis tamen in omnibus torcularibus monialium in quantum poterunt sufficere bona fide.

24. Salvo hoc etiam quod, quando ipsæ moniales torcularia facta habere voluerint, ad pretium habebunt quod custavit Dominus torcularis, secundum considerationem majoris et scabinorum bona fide.

25. Et sciatur quod in furnis et molendinis et torcularibus legitimos servientes sine infamia dictæ moniales apponent qui sibi et hominibus de jure suo servando fidelitatem facient.

26. Sed ad quem furnus vel molendinum per acceptentiam hæreditatis descenderit, hic quamdiu voluerit et hæredes ejus in manu sua tenebunt.

27. Cum autem in prælictis villis septem scabinos in præsentem habeant,.....

(*Le surplus du texte a été omis dans la copie latine qui finit par ces mots : et habeat unus quisque quod habere solet.*)

28. Ita etiam quod decanus ipsarum de Chaudarde non poterit esse major nec juratus, quamdiu erit decanus.

29. Sed si aliquis major fuerit antequam decanus, et majoria non movebitur propter decanatum quandiu major fuerit, et similiter, si decanus fuerit antequam major, majoratum non suscipiet, sed decanus quamdiu voluerit remanebit.

30. Quicumque autem major vel decanus vel scabinus monialium fuerit, ipsis vel mandato ipsarum sacramento fidelitatem præstabit, quod jura ecclesiæ ipsarum in omnibus fideliter observabit.

31. Et si aliquis recusaverit esse decanus vel scabinus ipsarum, major communie et jurati ad requisitionem ipsarum infra quartum diem ad recipiendum et ad fidelitatem faciendam, si ipse infra communiam morabitur, compellent, et de contemplu ipsis monialibus lege qua vivunt emendare facient, vel in captione sua quoadus-

que factum fuerit tenebunt, nisi ille possit se jure libertatis defendere.

32. Omnia enim jura ipsarum, relditus, possessiones et res in omnibus commodis et proventibus cum dominio et districtu earum integritate retinent, præter in illis quæ hominibus communiæ condonaverunt et concesserunt; sicut in carta ista ipsæ concessiones et condonationes ab ipsis factæ plenius continentur.

33. Sciatur etiam quod, si ipsis placuerit, habere poterunt in domo sua servientem qui non erit de usu communiæ, et de eo, si voluerint, suum facient decanum.

34. Sed tamen hominem de communia liberum non possunt capere servientem suum in domo ipsarum, propter diminutionem talliarum et consuetudinem communiæ.

35. Sed esciendum quod ipse serviens in domo ipsarum manens de pacis infractione sicut alter tractabitur, nisi pro amore et honore ipsarum major et jurati erga eum melius agere voluerint.

36. Nec istud tacendum est quod servientem liberum a consuetudinibus communiæ habere poterunt in dominis suis in communia, qui non sit e communia, cum uxore sua et familia ejus, et poterit habere tres vacas et sexaginta oves suas proprias in aisiamentis villarum communiæ, et si ultra aliquid adquisierit, de rebus ultra acquisitis ad tallias villæ tenebitur persolvendas, et si aliquod animalium suorum captum fuerit ad forisfactum, emendam solvere pro animali tenebitur, sicut alius de villa.

37. Et si solus serviens servitio dictarum non sufficeret monialium, plures similiter haberent servientes.

38. Aisiamenta vero lectorum perpetuo dictæ moniales sibi reservant, sicut prælecessores ipsarum, et ipsæ actenus habuerunt.

39. Si autem aliquem in causam traxerint dictæ moniales pro aisiamento lectorum quod ipsis facere per decanum suum vel per submonitorem recusaverit, probatus erit de recusatione per quemlibet solum ipsorum decani vel submonitoris; et, si decanus dixerit bona fide ipsum habere aisiamenta lectorum, ipsis monialibus ille

homo emendare lege qua vivit tenebitur ; sin autem propria manu jurabit quod neque habebat aliquod aisiammentum lectorum, neque a domo sua removit pro servitio ipsarum evitando. (*Voir nos observations sous les art. 9 et 22 au sujet des expressions lege qua vivit Les arbitres ont traduit ici : Selon la loi dont ils usent, ce qui équivaut à la formule : selon la loi par laquelle ils se règlent.*)

40. Præterea ne super pascuis aliqua possit oriri ambiguitas, ipsæ moniales ea dixerunt esse a pede montis de Chabrel et aliorum mentium usque ad locum qui dicitur Ponciu et abinde infra metas de Thoein usque ad vicum de Chaularde, abinde vero usque ad vineas de Buillon-Moncel et abinde usque ad vineam Dominæ Germanæ, abinde quoque usque ad Griffon fontaine et locum qui dicitur Estoupons ; et etiam (*il y a ici une lacune de 2 ou 3 lignes*)... servientes sui in domo ipsarum commorantes et salvis terris et pratis ipsarum et etiam aliis de quibus redditus persolventur eisdem in ipsis pascuis.

41. Per ipsas nullus associabitur, nisi et voluntate majoris et juratorum dictæ communie.

42. Insuper licebit monialibus et hominibus ipsius communie infra nominata pascua terras excolere, ita quod ipsi homines ipsis inde reddent decimam et terragium.

43. Licebit etiam monialibus et ipsis insulas de Chaularde, de Cuiry, de Byaurieu et de Pisons habere et pro repastu equorum earundem et servientium in domo ipsarum commorentium.

44. Et etiam hominibus ipsius communie alia asiamenta supra dictarum villarum remanent ipsis et hominibus in ipsis villis manentibus in eo statu in quo solent, retento similiter monialibus quod ipsæ ea poterunt excolere vel in ipsis plantare vineas, vel etiam dare ipsis hominibus sæpe dictis ad excolendum vel ad vinagium.

45. Statutum : est etiam quod homines jam dicti decimas vini tempore vindemiarum sicut debent monialibus legitime persolvent.

46. Quod si quis non solverit et super hoc ab ipsis requisitus non satisfecerit, majori et juratis hoc ostendent

qui hominem illum vel homines illos vel feminas in suam convocabunt præsentiam infra quartum diem et pro posse suo inter ipsas et ipsum vel ipsam component.

47. Si autem nequiverint jurabit homo vel femina, si maritum non habuerit, in ecclesia super altare quod de vino suo et aliis cæteris rectam decimam, sicut debet, bona fide persolvit, nisi apud majorem et scabinos super retentione decimarum fuerit diffamatus.

48. Si quis autem infra communionem aliquod forisfactum commisserit, præter in illis quæ superius in manu et justicia sua dictæ moniales retinuerunt et nos in nostra liceat majori et juratis ipsius communie eum sine forisfacto detinere, donec ad consuetudinem eorum suum emendabit forisfactum.

49. Et similiter si aliquis catella vel taillias ipsis majori et juratis debuerit et ea contra eorum voluntate detinuerit, liceat eis ipsum detentorem et res ejus sine justicia capere et detinere, donec suum habuerint debitum, sicut ipsi dicent super suo sacramento. (*V. Glossaire de Ragueau et Laurière, p. 103*).

50. Quod si aliqua discordia inter homines ipsius communie emergerit, liceat majori et juratis eos in suam convocare præsentium et absque forisfacto eorum causam audire et absque coactione de voluntate partium pacificare nisi de superius nominatis forisfactis quorum justiciam, sicut prædictum est, nos et dictæ moniales in manu nostra retinuimus.

51. Si quis vero aliquo clerico militi mercatori, indigeno vel extraneo injuriam fecerit, si is qui injuriam fecerit de communia fuerit, infra quartam diem submonitus ante majorem et juratos veniat ad justiciam et si legitimo testimonio de ipsa injuria convictus fuerit consideratione majoris et juratorum passo injuriam satisficiat et majori et juratis forisfactum pacis violatæ persolvat; si vero emendare noluerit, cum omnibus qui de populari familia ejus sunt, exceptis mercenariis, qui si cum illo exire noluerint non compellentur, de communia ejiciatur nec redire permittatur, donec forisfactum suum ad considerationem majoris et juratorum emendavit.

52. Si vero infra ambitum pacis possessiones habuit

domorum aut vinearum aut aliarum possessionum, a dominis vel a domino in quorum districto possessiones prælictæ fuerint, vel, si in allodio fuerint, a domino cujus allodii justicia fuerit, major et jurati de malefactore illo justiciam requirent.

53. Et si dominus vel domini, postquam fuerint requisiti super hoc, infra quindecim dies malefactorem illum ad emendationem non adduxerint extunc liceat majori et juratis universam malefactoris substantiam destruere, prout poterunt.

54. Si malefactor de communia non fuerit, re ad moniales prolata vel ad ministerialem ipsarum.

55. Si per ipsarum vel ministerialis earum ammonitionem infra quindecim dies forisfactum non emendaverit, liceat majori et juratis eum de pace et communia ejicere. Quod si postquam ejectus fuerit, infra terminos pacis inventus fuerit capietur, et licebit majori et juratis eum sine forisfacto tenere donec majori et juratis satis fecerit (1).

56. Si vero forte, ut sæpe evenire solet aliquibus alter cantibus, alter alterum pugno vel palma percusserit vel turpe improprium ei dixerit, legitimo testimonio convictus ei in quem peccavit lege qua vivit emendet, et majori et juratis emendationem violatæ pacis exhibeat. (*Voir nos observations sous l'article 9.*)

57. Si vero is quem lesarit emendationem ejus recipere dedignatus fuerit, non liceat ei ultra de eo intra terminos pacis vel extra aliquam quæere ultionem.

58. Quod si eum vulneraverit, expensas in medicos ad vulnus, sanandum ei persolvat, et consideratione juratorum vulnerato emendationem et pacis violatæ satisfactionem majori et juratis exhibeat.

59. Si quis autem in alium mortale odium abuerit, non liceat ei vel exemplo de pace persequi vel venienti insidias tendere.

60. Quod si vel venientem vel recedentem occidit, vel

(1) M. Ch. Mortet estime que l'art. 54 doit être réuni à l'art. 55 avec lequel il ne forme qu'une seule phrase.

quodlibet membrum ei truncaverit, de prosecutione vel insidiis appellatus, divino se purget iudicio.

61. Quod si eum vulneraverit aut verberaverit extra terminos pacis, nisi per homines pacis legitimo testimonio de persecutione vel insidiis poterit comprobari, sacramento se purgare licebit. Quod si reus inventus fuerit caput pro capite, membrum pro membro reddat vel ad arbitrum majoris et juratorum pro capite aut pro membri qualitate dignam redemptionem persolvat.

62. Si quis in aliquem de aliquo capitali quærelam habuerit, ad moniales vel ad ministerialem ipsarum de eo clamorem faciat, et si jus suum obtinere non potuerit per ipsas vel per ministerialem ipsarum, adjuratos pacis veniat, et se non per ipsas vel per ministerialem ipsarum justiciam habere posse ostendat.

63. Jurati autem ad dictos moniales, si dictæ moniales in placitis fuerint, vel si non fuerint, ad ministerialem ipsarum veniant, et ut ipsæ vel ministerialis earum homini clamanti de homine illo justiciam faciant diligenter requirent, et si de eo justiciam facere non potuerit vel negaverit, jurati quærent qualiter is qui clamat jus suum non perdat.

64. Statutum est etiam ut homines capite censi dominis suis censum capitis sui termino persolvant; quem si statuto termino non persolverint, lege qua vivunt emendent.

65. Nec nisi spontanei a domino vel a dominis requisiti aliquid eis tribuant, exceptis hominibus communis monialium, qui secundum conventionem hujus cartæ solutionem ipsis facere tenebuntur.

66. Si qua vilis vel inhonesta persona honestum virum vel mulierem turpibus conviciis inhonestavit liceat alicui probo viro de pace, si supervenerit illum objurgare et illum uno aut duobus, aut tribus colaphis sine forisfacto ab importunitate sua compescere.

67. Quod si eum pro antiquo odio percussisse criminatus fuerit, liceat ei juramento se purgare quod pro nullo odio eum percusserit, sed tamen pro pacis concordie observatione.

68. Si quis autem filiam vel neptem, cognatam vel

propinquam maritans, terram vel pecuniam dederit ei et illa mortua sine herede apparenti de corpore sua fuerit, quidquid terræ vel datæ pecuniæ adhuc apparentis de ea remanserit, ad eos qui dederint, vel ad propinquos eorum releat.

69. Similiter si unus sine hærede mortuus fuerit, præter dotem quam uxori dedit, tota possessio ejus ad propinquos viri redibit; dotem autem mulier in tota vita sua tenebit, post mortem vero ejus, ipsa dos ad propinquos viri sui redibit.

70. Si vero nec vir, nec mulier, hæreditates habuerint, sed quæstum quoquomodo facientes substantiam ampliauerint, et si, non heredes de corpore suo sed tantum propinquos habuerint, quantum voluerint de substantia sua pro animabus suis in elemosiam dabunt, et reliquum, si ambo moriuntur vel ambo ita volunt, propinquis remanebit.

71. Quod si unus moritur, alteri superstiti viventi tota substantia, quamdiu vixerit, remanebit, tali modo quod illam medietatem omnium possessionem acquisitarum, quo modo defunctum vel defunctam, quum vivebat, contigebat, non poterit superstes vivens vendere, vel dare vel invadiare vel pejorare sive ullo modo alienare, sed tantum modo fructus usuarios exinde in vita sua percipiet, ita quod ipsa prædicta medietas possessionum acquisitarum post decessum ultimi ad propinquos primi defuncti libere redibit.

72. De medietate verorum acquisitarum in mobili substantia ita est constitutum, quod vivens superstes, sive homo, sive femina, ex ipsa medietate salvam securitatem propinquis primi defuncti faceret, sive per plegios, sive per contragadium terræ, quod illa medietas mobilium, similiter sicut et medietas possessionum, post decessum illius defuncti ultimi ad prædictos propinquos vel ad heredes eorum integre redibit.

73. Quod si discordia, sive in quantitate mobilium, sive de modo securitatis, inter viventem et propinquos defuncti emergerit, ad considerationem majoris et juratorum fiat; quod si major et jurati super hoc considerare noluerint vel ignoraverint, superstitem viventem jurare

oportebit quantum valoris pecunia debet et potest esse, bona fide et sine malo ingenio, in illa medietate mobilium, et quod nihil detraxit in detrimentum dictorum propinquorum et faciet sacramentum sine plus facere, nisi dicti propinqui, ante factum sacramentum, voluerint et debuerint per legitimos testes in ipsorum iustitia juris ordine plus probare.

74. Et cum probatum erit inde ipsi superstiti, pro securitate, sicut dictum est, quamdiu vixerit supradictæ mobilium substantiæ medietas remanebit; quod si securitatem facere non potuerit vel neglexerit, medietatem illius medietatis, scilicet in mobili substantia, propinquis primi defuncti dictus vivens reddat.

75. Et propinqui sint super hoc deinceps sine reclamatione contenti, salva, sicut prædictum est, medietate possessionum dictis propinquis post decessum ultimi viventis.

76. Sivero prænominati vir et mulier propinquos in provincia non habuerint duæ partes substantiæ pro animabus eorum in elemosinam dabuntur, tertia vero ad villarum munitiones ad arbitriam majoris et juratorum deveniet, nisi tamen tertiam partem alias legaverint.

77. Homines vero dictarum monialium de aliis villis earum et locis nisi de assensu ipsarum, nec etiam homines capite censi ecclesiarum vel militum, sive procerum regionis in hanc pacis institutionem, nisi annuentibus dominis suis, nequaquam recipiuntur.

78. Quod si per ignorantiam absque dominorum voluntate aliquis in communia receptus fuerit, infra quindecim dies sine forisfacto cum tota substantia salvus abire quo voluerit permittetur.

79. Sed tamen homines de mansis mutabilibus, quot quot venire voluerint, absque contradictione in communia recipiuntur.

80. Quicumque autem in pace ipsa recipietur, infra anni spatium terram emat, vel tantum mobilis substantiæ secum afferat, per quam iustitiam possit.

81. Homines vero in villis ad diem datæ pacis manentes de communia non ejicientur.

82. Et sciendum quod quicumque tempore datæ com-

munice in terra inventus fuerit, ubicumque manserit, tota ejus possessio infra communiam a majore et juratis talliabitur, nisi clericus, vel miles, vel armiger sine uxore fuerit, qui jure prolis possit et debeat esse miles.

83. Sed illæ terræ quæ ecclesiæ dictarum monialium in elemosinam dabuntur, a talliis libera ipsis remanebunt

84. Sed si alia ecclesia quam ecclesia monialium elemosinam vel alio modo acquisierit, infra anni spatium vendere tenebitur.

85. Liceat majori et juratis præceptum suum per pretonem suam de rebus quæ ad eos pertinent pro melioratione terræ promulgare, liceat insuper prædictis majori et juratis ad communia bona villarum custodienda fideles custodes et assisiam ad voluntatem eorum instituere.

86. Si quis procerum regionis de infractione pacis in homines forisfecerit, nec submonitus eis justitiam facere voluerit, si homines ejus infra terminos pacis inventi fuerint, tam ipsi quam eorum substantiæ in emendationem factæ injuriæ per majorem communiæ aut per juratos sine forisfacto capientur, ita ut homines pacis jus suum habebunt et jurati similiter jure suo non priventur.

87. Major autem communiæ et jurati atque universi de communiæ monialibus et ecclesiæ earum fidelitatem in præsentem facient et successoribus abbatissis unoquoque etiam anno, ex quo novus major communiæ et jurati instituti fuerint, infra quindecim dies post quam dictæ moniales eos submonuerit ipsis et successoribus abbatissis fidelitatem sacramento renovabunt quod vitam earum membra et honorem et jura ecclesiæ suæ bona fide ad posse suum conservabunt.

88. Predicta autem abbatissa in presenti fidelitatem fecit, et post modum singulæ successores abbatissæ fidelitatem facient quod tenorem hujus cartæ bona fide conservabunt.

89. Si vero quilibet mansos dictarum monialium dominicos superius expressos diminuere voluerit et asserere sui juris, dictæ moniales sæpe dictis hominibus communiæ garantizare tenebuntur adversus omnes qui ad jus et justiciam venire voluerint.

90. Pro his igitur et aliis beneficiis quæ dictæ moniales ipsis hominibus sua benigne contulerunt, ipsius pacis homines hanc dictis monialibus conventionem habuerunt, quod ipsi singulis annis in festo sancti Martini in novembri viginti quinque libras parisiacensis monetæ infra terminos communie dictis monialibus vel fidei nuntio earum, sive decano earum de Chaudarde qui litteras earum patentes super hoc habuerit in perpetuum persolvent ; quas litteras si voluerint poterunt penes se retinere, itaque homines in poenam pro dilatione unius diei quinque solidos Paricienses dictis monialibus reddere tenebuntur, et sic de singulis diebus, quamdiu pecunia solvi differetur.

91. In armis autem et equitationibus, infra communiam, ipsis monialibus pro negotio earundem deservient.

92. Illa totum notum fieri volumus quod super homines hujus communie habemus nos et hæredes nostri et de voluntate monialium et hominum prædictorum nobis et hæredibus nostris specialiter et perpetuo retinimus exercitum nostrum et equitationem sive cavalcata[m] nostram et demendam seu rogationem nostram quando voluerimus ipsis facere, de exercitu et equitatione prædictis.

93. Hæc autem quæ supra dicta sunt volumus, concedimus et præsentem paginam sigilli nostri autoritate et regii nominis caractere inferius annotato confirmamus, salvo in omnibus jure nostro, salvo etiam jure ecclesiarum et ecclesiasticarum personarum, necnon et procerum, militum, nobilium seu francorum regionis, salvo etiam in omnibus jure alieno.

94. Actum Parisiis anno Domini incarnationis millesimo ducentesimo tricesimo tertio mense augusto, regni vero nostri anno septimo astantibus in Palatio nostro quorum nomina supposita sunt et signa ; Dapifero nullo, signum Roberti Buticularii, P. Bartolemei Camerarii, S. Amalrici Constabularii, *et en dessous est écrit en grosses lettres : Data Vacante Cancellaria. P. O. L. J. G. (?) L. et différents signes.*

Page 11. Lire *thuiliers* ou *thullères* au lieu de *treillères* ; *Devise* au lieu de *Devis* ; *Biaulaygny* au lieu de *bien Largny* ; *rive* au lieu de *rue*.

Page 12. Lire *prétrentre* au lieu de *prétendre*.

Page 19. Après ces mots : *Toutes sortes de richesses*, ajoutez : *mobilières* (1).

Page 24. Lire *Villes* au lieu de *Villar*.

Page 29 (art. 9). Après ces mots : *Aucune coutume*, ajouter : *régionale* (2).

Page 30. Lire *soit licite* au lieu de *fort licite*.

Page 32. Lire *retracte* au lieu de *reluchent*.

Page 33. Après ces mots : *Notons seulement que l'on proclame l'irresponsabilité des premiers juges*, ajouter : *mais seulement dans le cas où l'échevinage de Laon FAIT SIEN le jugement des échevins de Beaurieux en déclarant qu'il leur avait baillé (c'est-à-dire inspiré, dicté) ce jugement.* (Cf. Giry. Les institutions de St-Omer, p. 198.)

Page 34 (art. 13). Au lieu de : *les dictes religieuses auront, etc.*, lire : *lesdictes religieuses orront en la dicte couricelle cognoissance et jugement faict et baillé par lesdicts eschevins de Laon, et elles, pour tels jugement et cognoissance des eschevins de Laon auront telle action que devraient avoir par devant lesdits eschevins.* (3)

(1) Particulièrement les immeubles par nature qui étaient légalement considérés comme meubles.

(2) Il y avait en effet des coutumes locales rédigées dès le 10^e siècle. — Il y a lieu de remarquer, ici, que l'expression *legis qua vivit*, employée dans l'art. 9, n'est employée qu'à lorsqu'il s'agit d'amende (voir les art. 23, 31, 40, 56, 67). Elle indiquait les diversités de la législation pénale du moyen âge qui faisait varier le chiffre des amendes suivant la qualité des personnes (nobles ou roturières).

(3) M. Ch. Mortet donne à l'article 13 une interprétation autre que la nôtre ; et nous croyons qu'il a raison. Voici cette interprétation : Il n'y a pas second appel. Le texte dit seulement qu'au lieu d'être jugée en appel par le tribunal de l'échevinage de Laon (art. 12) la décision des échevins de Beaurieux peut, à la demande des religieuses, être évoquée par l'évêque devant sa cour, où elle sera jugée par les mêmes échevins de Laon sous la présidence de l'évêque ou de son officier ; ce qui offrira plus de garanties aux religieuses. Il n'y a donc pas révision d'une sentence rendue par les échevins de Laon. Il y a substitution, pour l'examen de la sentence des échevins de Beaurieux du *tribunal épiscopal* au tribunal de l'échevinage. Dans ce cas, d'ailleurs, le droit et la procé-

Page 40. Lire : *En telle manière que* au lieu de *En telle manière à* ; — *garantie* au lieu de *garantiz* ; — Supprimer : *illec*.

Page 41. Lire : *eschéance* au lieu de *eschange* ; — *loisible* au lieu de *ioisible*.

Page 42. Lire : *engin* au lieu de *agir*.

Page 43. Lire : *l'amender* au lieu de *l'amende*.

Page 44. Lire : *servir* au lieu de *pressoirs*.

Page 46. Lire : *ayant* au lieu de *ayant*.

Page 49. Lire : *fera* au lieu de *sera* ; — *le contredront* au lieu de *le contiendra*.

Page 51. Après ces mot : *sera cru s'il*, ajouter : *soutient de bonne foi*.

Page 56. Lire : *vinaiger* au lieu de *vuniger* ; — *communs* au lieu de *communs* ; — *ne* au lieu de *ng*.

Page 58. Lire : *quante fois* au lieu de *quand fors*.

Page 59. Lire : *repastre* au lieu de *repartis*.

Page 60. Lire : *vinage ou vinaige* au lieu de *usage*.

Page 61. Lire : *maryé* au lieu de *envoyé* ; — *feust* au lieu de *seust*.

Page 62. Lire : *en autre cas* au lieu de *un autre cas* ; — *calltels* au lieu de *cartels* ; — *Détempteur* au lieu de *détempler*.

Page 63. Lire : *convoquer en sa présence* au lieu de *convoqués en sa présence*.

Page 69. Lire : *l'amende à* au lieu de *l'amende et*.

Page 72. Lire : *viienne* au lieu de *viennent*.

Page 74. Lire : *objurguer* au lieu de *obmaguer*.

Page 78. Lire : *l'héritage propre* au lieu de *héritiers propres* ; — *mais s'ils ont* au lieu de *s'ils n'ont* ; — *envadier* au lieu de *envahir* ; — *Si l'un meurt et delaisse l'autre survivant celui cy tiendra* au lieu de *Si l'un meurt delaisse l'autre survivant tiendra*.

dure seront les mêmes que si l'appel était porté devant l'échevinage de Laon (*adversus scabinos Laudunenses*), seulement les droits des religieuses seront mieux sauvegardés par la présence de l'évêque ou de son représentant. (En 1491 le tribunal de l'échevinage était remplacé par le Prévot).

Page 79. Lire : *il est ordonné* au lieu de *il ordonne*.

Page 83. Lire : *léaux* au lieu de *sauf* ; — *pécune* au lieu de *preuve*.

Page 81. Lire : *moitié de la substance* au lieu de *moitié à la* ; — *la moitié de la moitié de lad substance* au lieu de *la moitié de la substance*.

Page 89. Lire : *Et si aucun vouloit diminuer les lieux seigneuriaux mentionnés ci dessus lesd. religieuses seront tenues de garantir les hommes etc.*, au lieu du texte imprimé.

Page 91. Lire : *en Armes* au lieu de *les armées*.

Page 93. Lire : *dita vazquante* au lieu de *de la vazquinte*.

Page 95. Lire : *anno* au lieu de *dno*.

Page 96. Lire : *que an bono* au lieu de *quo an bono* ; — *receptis* au lieu de *recepto* ; — *profata curiæ nostræ* au lieu de *profata curia nostra* ; — *præsentum* au lieu de *præsentum*.

Page 97. Lire : *demandare* au lieu de *demandari* ; — *septima* au lieu de *septimi*.

Page 116. Lire : *auzonam et auzond* au lieu de *azonam et azona* ; — *pentum* au lieu de *Pentou*.

Page 117. Lire : *rotagium et rotagio* au lieu de *votagium et votagio* ; — *Domibus* au lieu de *Dominibus*.

Page 118. Lire : *totus* au lieu de *lotus* ; — *Venardi* au lieu de *Venordi* ; — *Baptistatus* au lieu de *Baptisatus*.

LISTE
DES
MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE DE LAON

COMPOSITION DU BUREAU

1^o Pour l'année 1892-93

Président d'honneur : M. LAURANCEAU (*), *Préfet de l'Aisne.*

MM. DE FLORIVAL,	<i>Président ;</i>
E. LEMAITRE,	<i>Vice-Président.</i>
LOBGEOIS,	<i>Secrétaire général.</i>
SOUCHON,	<i>Secrétaire-Archiviste.</i>
BAUDEMANT,	<i>Trésorier.</i>

2^o Pour l'année 1893-94.

Président d'honneur : M LAURANCEAU (*), *Préfet de l'Aisne.*

COMBIER,	<i>Président.</i>
E. LEMAITRE,	<i>Vice-Président.</i>
LOBGEOIS,	<i>Secrétaire général</i>
SOUCHON,	<i>Secrétaire archiviste.</i>
BAUDEMANT,	<i>Trésorier.</i>

3^o Pour l'année 1894-95.

Président d'honneur : M. LAURANCEAU, (*) *Préfet de l'Aisne.*

COMBIER,	<i>Président.</i>
E. LEMAITRE,	<i>Vice-Président.</i>
GLINEL,	<i>Secrétaire général.</i>
SOUCHON,	<i>Secrétaire archiviste.</i>
BAUDEMANT,	<i>Trésorier.</i>

MEMBRES HONORAIRES

- M^r.** *Allain-Targé*, (*), ancien Préfet de l'Aisne.
Desmaze (O. *), conseiller honoraire à la Cour d'appel de Paris.
Hanotaux (Gabriel), (O. *), ministre des affaires étrangères.
- MM.** *Houssaye* (Arsène), (O. *), ancien président de la Société des gens de lettres.
Lefèvre-Pontalis (Eugène), bibliothécaire du Comité des Travaux historiques et des Sociétés savantes à l'Institut, ancien élève de l'Ecole des Chartes.
Menche de Loisne, (O. *), inspecteur général des ponts et chaussées à Paris.
Poquet (l'abbé) (O. I.), curé-doyen de Berry-au-Bac.
Sébligne (O. *), sénateur, anc. Préfet de l'Aisne.

MEMBRES TITULAIRES

- MM.** *Baillet*, conseiller de Préfecture honoraire, à Laon.
Baton (l'abbé), vicaire général honoraire, archiprêtre, curé de Notre-Dame de Laon.
Baudemant, pharmacien à Laon.
Berthault, vice-président du Tribunal civil de Laon.
Brismontier, directeur d'assurances à Laon.
Canon, juge au Tribunal civil de Laon.
Combiér (*, O. A.), président du Tribunal civil de Laon.
Cortilliot, directeur du *Journal de l'Aisne*.
Courtois, pasteur protestant à Ardon-sous-Laon.

- MM. Dollé**, photographe, à Laon.
Ermant (O. I), maire de Laon, conseiller général.
Florival (de), président du Tribunal civil, à Abbeville.
Gilbert, notaire honoraire, à Laon.
Glinel, propriétaire à Laon.
Harduin de Grosville, juge au Tribunal civil de Laon.
Labouret, peintre, à Laon.
Lefebvre, notaire honoraire, à Laon.
Lefèvre, professeur au Lycée de Laon.
Lemaître, avocat, adjoint au Maire de Laon.
Lion, notaire à Laon.
Lobgeois, propriétaire à Laon.
Mirlier (l'abbé), aumônier du Lycée de Laon.
Pasquier, ancien Député de l'Aisne.
Périnne de la Campagne, Conseiller de Préfecture de l'Aisne.
Ply (l'abbé), chanoine honoraire, curé de Saint-Martin de Laon.
Rousseau (* O. A.), ingénieur des arts et manufactures, à Laon.
Souchon, archiviste départemental de l'Aisne.
Souëf (Charles), propriétaire à Presles-et-Thiery.
Tilorier, avocat à Laon.

MEMBRES CORRESPONDANTS

- MM. Baudemant** (Frédéric), pharmacien à Château-Porcien.
Bouxin (l'abbé), vicaire de Notre-Dame de Laon.

MM. Hédouville de Merval (l'abbé de), curé de
Retheuil - et - Taillefontaine , par Villers-
Cotterêts.

Hédouville (Armand de), propriétaire à Saint-
Julien-Royaucourt.

Hennezel d'Ormois (de), propriétaire et maire
à Vorges.

La Tour du Pin (le marquis de) (O. *), pro-
priétaire à Arrancy.

Lecomte (l'abbé), aumônier de l'Hôtel-Dieu à
Soissons.

Leroux, docteur en médecine à Corbeny.

Matton (Auguste), (* O. I.), archiviste hono-
raire du département de l'Aisne.

Menu (l'abbé), vicaire à Crécy-sur-Serre.

Monbrun, agriculteur à Laverghy.

Montesquiou (le comte de) (*), ancien conseil-
ler d'État, à Longpont.

Morel, lieutenant-colonel au 6^e dragons à
Évreux.

Palant (l'abbé), curé de Cilly.

Saint-Chamans (la marquise de), à Couvron.

Trétaigne (le baron de), conseiller général de
l'Aisne, propriétaire et maire à Festieux.

LISTE DES SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES

DE LA SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE.

Aisne.

Société archéologique de Château-Thierry.
Société académique de Chauny.
Société académique de Saint-Quentin.
Société industrielle de Saint-Quentin.
Société archéologique de Soissons.
Société archéologique de Vervins.

Allier.

Société d'émulation de l'Allier, à Moulins.

Alpes-Maritimes.

Société des lettres, sciences et arts des Alpes-Maritimes,
à Nice.

Aube.

Société d'agriculture, sciences et belles-lettres de l'Aube,
à Troyes.

Belfort (Territoire de).

Société belfortaine d'émulation, à Belfort.

Bouches-du-Rhône.

Société de statistique de Marseille.

Calvados.

Académie de Caen.
Société française d'archéologie à Caen.

Charente-Inférieure.

Société des archives historiques de la Saintonge et de
l'Aunis, à Saintes.

Cher.

Société historique du Cher à Bourges.
Société des Antiquaires du Centre, à Bourges.

Côte-d'Or.

Académie de Dijon.

Doubs.

Académie de Besançon.

Drôme.

Société d'archéologie et de statistique de la Drôme, à
Valence.

Eure.

Société libre d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres
de l'Eure, à Évreux.

Finistère.

Société académique, à Brest.

Gard.

Académie de Nîmes.

Garonne (Haute).

Société archéologique du Midi de la France, à Toulouse.

Hérault.

Académie de Montpellier.

Société archéologique, à Béziers.

Loire (Haute).

Société agricole et scientifique de la Haute-Loire, au Puy.

Loiret

Société d'agriculture, sciences, belles-lettres et arts, à
Orléans.

Lozère.

Société d'agriculture, industrie, sciences et arts de la
Lozère, à Mende.

Maine-et-Loire.

Académie d'Angers.

Manche.

Société d'agriculture, sciences et arts du département de
la Manche, à Saint-Lô.

Marne.

Société d'agriculture, sciences et arts, à Châlons.

Académie nationale, à Reims.
Société des sciences et arts, à Vitry-le-François.

Marne (Haute).

Société historique et archéologique de Langres.

Meurthe-et-Moselle.

Académie de Stanislas, à Nancy.

Meuse.

Société des lettres, sciences et arts, à Bar-le-Duc.
Société philomatique, à Verdun.

Nord.

Société archéologique d'Avesnes.
Société d'émulation, à Cambrai.
Société d'agriculture, sciences et arts, à Douai.
Union géographique du Nord de la France, à Douai.
Société d'agriculture, sciences et arts, à Valenciennes.

Oise.

Société historique de Compiègne.
Société archéologique, à Senlis.

Pas-de-Calais.

Académie d'Arras.
Société académique, à Boulogne-sur-Mer.

Puy-de-Dôme.

Académie de Clermont-Ferrand.

Pyrénées (Basses).

Société des sciences et arts, à Bayonne.

Rhône.

Académie de Lyon.
Société littéraire, historique et archéologique de Lyon.

Saône-et-Loire.

Académie de Mâcon.

Sarthe.

Société d'agriculture, sciences et arts, au Mans.

Savoie.

Académie du Val d'Isère, à Moutiers.

Seine.

Association philotechnique, à Paris.

Société d'anthropologie, à Paris.

Société des Antiquaires de France, à Paris.

Société botanique de France, à Paris.

Société pour l'encouragement des études grecques, à Paris.

Société des études historiques, à Paris.

Société de Médecine légale de France, à Paris.

Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France, à Paris.

Société philomathique de Paris.

Société philotechnique, à Paris.

Seine-et-Marne.

Société d'agriculture, sciences et arts, à Meaux.

Seine-et-Oise.

Société des sciences morales, des lettres et des arts, à Versailles.

Société archéologique, à Rambouillet.

Seine-Inférieure.

Commission des antiquités de la Seine-Inférieure, à Rouen.

Société d'émulation de la Seine Inférieure, à Rouen.

Société des sciences et arts, au Havre.

Somme.

Société des Antiquaires de Picardie, à Amiens.

Société d'émulation, à Abbeville.

Tarn-et-Garonne.

Société archéologique, à Montauban.

Var.

Académie du Var, à Toulon.

Vienne.

Société des Antiquaires de l'Ouest, à Poitiers.

Vosges.

Société d'émulation des Vosges, à Épinal.

Yonne.

Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne,
à Auxerre.

Algérie.

Société archéologique du département de Constantine.

Alsace-Lorraine.

Académie de Metz.

Revue d'Alsace.

Étranger.

Institution smithsonienne, à Washington.

Russie.

Commission impériale archéologique de Russie, à
Saint-Pétersbourg.



TABLE ANALYTIQUE

La lettre **R.** signifie : Rapport sur les travaux des années
1892-93 et 94 par M. Glinel, Secrétaire-général.

A

- Abbaye d'Anchin, 346. — De Fosmy, 349, 375, 401. —
De Prémontré, 346. — De Prémont, 342. — D'Origny-
Sainte-Benoîte, 1-125, 133. — De Saint-Martin, XV,
180. — Divers, 181. — De Saint-Vincent : Sa juridic-
tion, 317.
- Admission de M. Monbrun, XVII.
- Adrets (baron des), 149.
- Aisne (Ouvrage sur le département de l'), VII.
- Alexandre Dumas. — Étude sur la jeunesse de Louis
XIV par M. Glinel, X. — XLVI, 203.
- Ameublement de la salle des séances, III.
- Amulettes, XV.
- Angerville (V^{te} d'), 432.
- Anizy-le-Château. — Archives. — Inventaire, XX. — R. 4.
- Anne d'Autriche. — Mém. par M. Souchon, XLIV.
- Ansery, 181.
- Antiquités découvertes sur des terrains des Hospices,
IX.
- Apremont, 220.
- Archéologie Russe. — Fouille en Tauride, à Samarcande,
etc., 221.
- Architectes. — De la cathédrale de Reims, XXVIII. —
Blondel : Projet de monument, XXXII.
- Archives d'Anizy, XX. — Communales, 138. — Départe-
mentales : Réintégration de pièces, 180. — R. 4.
- Ardoise moyen-âge, XVI. — Foigny, XLV.
- Artistes vivants nés à Laon. — Notice à faire, XIX.
- Assomption (Tableau par Quillet, IV.
- Atelier quaternaire, VII — Typograp., XV.

Aube (Société académique de), 142.
Auch, 181.
Audigny, 182.
Avenay (Abb. de). — Atelier typogr., XV, XVI.
Avesnes (Famille d'), 386. — Jacques et Nicolas, 355 et s.
Ay (Canton d'), XV.

B

Bacquencourt, 138.
Baillet. — Souvenirs d'une lecture d'Alfred de Musset, XLVI, 183. — Compte-rendu des cahiers du Tiers-État, I. — R. 12.
Barbey, membre correspondant (décès de M.), XVII.
Barine (Arvède). — R. 12. = 183.
Barthélemy de Vir, 331, 338 à 348.
Baudemant. — Communication sur le Comte de Roucy (1653), VIII — De l'histoire de Laon par Paringault, XI. — Sur l'impression du Bulletin, XXX. — Sur la collection Midoux, XXXVII. — Sur l'état de la caisse, XLIV. — Sur une bulle de Paul III et autres parchemins, XLIV. — Témoignage d'un Évêque de Laon, 178. — R. 5, 11.
Beaurieux (Voir Charte de), 1. — R. 1.
Belgiososo, 193, 195.
Benotte (Vie de St^e), XIX.
Besançon, 181.
Berlin. — Manuscrit de l'abbaye d'Origny, XIX.
Bernot (Testament du curé), XIII.
Berthault (Admission de M. le Président), XLI.
Bienfaisance, 159.
Biens de l'Église de Laon, 178.
Blois. — États généraux, 151.
Blondel, architecte. — Projet de monument, XXXII.
Bohain, 417.
Boissière (De la), 429 et s.
Bonaparte (Joseph et Louis), 148.
Bouchard d'Avesnes, 402 et s.
Boulainvilliers, 429, 431.
Bourbon (Louis de) évêque de Laon, 414.

- Bouvier. — Étude sur les mammifères, VII.
Brichanteau (Philbert de), 320 et s.
Bruxelles (Théâtre de), 206.
Bulletin de la Société. — Impression. — Fixation du
prix à 5 fr., XXVIII et s.
Bureau. — Élection du 27 novembre 1891, I.
Bustes de Luce de Lancival, 145.
Butin Ulysse. — Notes par M. Patoux, XXXVI.

C

- Cahiers du Tiers-État, XLIX.
Caisse (État de la) au 1^{er} mai 1892, IX. — Au 1^{er} mai
1894, XLIV.
Capétiens. — Fondation de la dynastie, XXIII.
Carlier, LIII.
Carlier (Le), 125.
Cartulaire de l'évêché de Laon, 183.
Caselieu, 181.
Cathédrale de Laon : Inventaire en 1793, XI. — De
Reims : Ses architectes, XXVIII.
Catherine de Médicis, 150.
Censive, 217.
Chalandry, XXXIX.
Chambly (Pierre II de), III. — R. 3.
Champfleury. — Ses livres, XXVIII, 422, 426.
Chandelieu, XVI.
Chapiteaux de Presles, XXII.
Charles II, 208. — VII, son Sacre, XXII.
Charpentier (l'abbé). — Offre de monographie, XIII.
Charrière, 208.
Charte de Beurieux avec le texte *incorrect* des copistes
p. 1. — Correction de ce texte et reconstitution de cette
Charte par M. Ch. Mortet, docteur en droit, bibliothé-
caire de Sainte-Geneviève, **ERRATA** page 433. —
R. 7.
Charte de Enguerrand de 1218, XXXIII. — Concernant
l'abbaye Saint-Martin, XV.
Chartes d'Hannapes, 391. — D'Hirson, 336. — De Menne-
vret, 373.

- Château-Porcien, 183. — De Glissoles, 422.
Château-Thierry. — Société historique. — Mémoires
intéressant le département de l'Aisne, IV.
Chaudardes. — Charte, 1, 3.
Chaussée romaine (Traces de), XXI.
Chenizelles, 170. — R. 11.
Chicago, XVIII.
Cimetière de Moislains, XXVIII.
Clanlieu, 182.
Clastres. — Sépultures, XXXII.
Clermont (Louis de) évêque. — Portrait. — Armoirie, X.
— 182. — Duc de Clermont-Tonnerre, 422, 426. — R. 3.
Colas (Jacques) comte de La Fère. — Biographie par
Colas de la Noue, 148. — R. 9.
Collège Louis-le-Grand, 142.
Combier. — Élection, XXXVIII. — Notice sur deux
ouvrages de M. Tilorier, XLIII et 158. — Sur les tra-
vaux d'archéologie Russe, XLV. — Sur la Charte de
Beaurieux, 1. — Sur un pamphlet anarchiste laonnois
de 1764, XLVIII, LII, 245. — Sur les fêtes de la Révo-
lution, LI. — Don d'un ouvrage, XLIX. — R. 6, 7, 10,
11, 13, 14.
Commission de lecture de 1891, II.
Congrès archéologique à Laon et à Soissons en 1887, IX.
— A Charleroi, XXII. — A Orléans, IX. — De la
Société des Beaux-Arts en 1892, IV. — Des Sociétés
savantes, XII. — De 1895, XLVII, XLVII, L. : II. —
R. 3.
Conte en vers par M. Tilorier, XLVI, 174.
Conventions diverses concernant l'abbaye de St-Martin :
(1186-1261), 182.
Corneux (Ab.), 181.
Cotisation votée pour l'Alliance Française, XLV.
Coucy (Enguerrand de), 414. — R. 4.
Couronnement de Philippe I^{er}, XXI.
Craonnelle, 1, 3.
Croisade, 378, 383.
Croix de St Louis, XVI.
Guiry. — Charte, 1, 3.

D

Dames. — Leur admission dans la Société académique,
III. — R. 2.

Dauphiné, 150.

Davroux, 135.

Débris romains, XVI.

Découvertes. — D'Antiquités sur les terrains des Hospices,
IX. — Des ruines d'une Villa Romaine par M. Labouret,
XVII.

Delahègue. — Manuscrit sur les églises et villages du
canton de Laon, LI.

Delamotte, 138.

Delteil. — Notice sur la vente des livres de Champfleury,
XXVIII.

Demaison. — Noms des architectes de la cathédrale de
Reims, XXVIII, — 180. — R. 12.

Dépenses d'autrefois par M. de Florival, 323. — R. 14.

Depotter (le chanoine), XLVII.

Desmaze, 423.

Dessins de M. Labouret, XXVII.

D'Estrées (Jean) par M. de Florival. — Analyse par M.
Tournier, XIV.

Devismes, 148 — R. 9.

Diocèse de Laon au XIV^e siècle, XXXIII.

Discours de Luce de Lancival, 142, 147.

Dollé, 164.

Dons à la Société — Vase Gallo-Romain par les Hospices
de Laon, XI. — Par MM. les abbés Palant et Char-
pentier, XIII. — Projeté, XVI. — Buste de M. Fleury,
par M^{re} Fleury, XXII. — Chapiteau de Presles par
M. le Colonel Morel, XXII. — Dessins par M. Labouret,
XXVII. — Buste de M^{re} Péronne par M. l'abbé Ply,
XXIX. — D'une étude sur un tryptique par M. Har-
duin de Grosville, XXXII. — Des Reclus de Toulon
par M. Bouglon, XXXIX. — D'un ouvrage sur les
Vitreaux de la cathédrale par M. de Florival, XLI. —
De 2 ouvrages sur le Paupérisme et de Poésies par
M. Tilorier, XLIII. — D'un ouvrage par M. Combier,
XLIX. — R. 6 : Dons faits par diverses personnes.

Doucet, 204.

Dufrenoy (Décès de M.), IV.

Dumas (Alexandre) père et fils, XIV, 203. — R. 6, 13.

Durrieu, XIX.

E

Eck. — Cimetières de Chalandry, Moi-Templeux et Laon, XXII, XXVIII, XXXIV.

École littéraire nouvelle, 201.

Église de Laon. — Hommes de corps, 178.

Églises et villes du canton de Laon, LI.

Élection du Bureau. — En novembre 1891, I. — Le 18 novembre 1892, XVII. — Pour 1893 et 1894, XXXVIII et s. — Pour 1894-95, XLIX.

Enceinte antique, VII.

Enguerrand III. — Charte de 1218, XXXIII, 414. — R. 4.

Entretiens de la Comédie par Fromage de Longueville, XLVIII.

Épagny, XXXVI.

Épidémie. — Manière de tester, 150.

Errata, 433.

Espagnols, 152

Estrées (Jean d'), XI, 172.

Établissement hospitalier de Guise, VI.

États généraux de Blois, 151. — De 1789, Tiers-État, XLIX.

Évêché et évêques de Laon. — Garnier. — Cartulaire, 178, 183.

F

Fanart. — Notice sur un tableau de l'église St-Remy de Reims, XXIX.

Fesmy (Abbaye de), 348, 375, 401.

Fêtes de la Révolution, LI.

Filigranes de MM. Midoux et Matton, XXXII.

Fleury. — Buste donné par M^{me} Fleury, XXII.

Florival (De). — Allocution à propos de l'installation de

la Société dans des salles attenantes au Musée de Laon I. — Notice sur l'évêque Louis de Clermont, X, XI. — Sur Jean d'Estrées, XIV. — Sur une Charte d'Enguerrand III, XXXIII. — Sa démission, sa nomination comme président honoraire, discours d'adieu de M. Lemaitre, XXXIV. — 153 et s. — Don de livres, XLI. — Notice sur Jacques Colas, comte de La Fère, par M. de la Noue, 148. — Dépense d'autrefois (notice), 323 — R. 1, 3, 4, 9, 14.

Foigny. — Ardoise, XLV.

Fondations d'abbayes (Lettres de) (1132-1137), 181.

Fouilles — Entre Crécy et Chalandry, XVI — A Ampreville et à Lézarde, XX.

Fourneaux (Le chanoine), 164.

Franchises territoriales, 372.

Fromage de Longueville. — Entretiens de la Comédie, LIII, 245. — R. 14.

G

Gabrielle d'Estrées, 152.

Gallo-Romain. — Vases, XI.

Garnier, évêque de Laon — Lettres de 1243, XLIV, 174. — R. 5, 11.

Gastronomes célèbres, 162.

Gautier Théophile, 217. — De Mortagne, 345.

Geoffroy, 145.

Georges Sand, 192.

Géraud, 182.

Glinel. — Rapport sur les travaux des années 1892-93 et 94. — R. 1, 5, 9, 12, 13. — Étude sur la Jeunesse de Louis XIV et de Louis XV, d'Alexandre Dumas, X, XIV, 203. — Notice sur Luce de Lancival, XXXVII, 137. — Notice sur Alexandre Dumas et Hugo, XLVI.

Glissoles (Château de), 422

Grandin. — Observation sur la date de la naissance de Le Nain Antoine, V. — R. 3.

Gravures, XVI.

Grellet du Mazeau, 137. — R. 9.

Guillaume d'Auch, 184.

Guise (Meurtre de), 151

Guise. — Histoire de Guise par M. Matton, V, VI, X, XIX, XXXI, XXXIII, XLI, LI, 182. — Sous les seigneurs du même nom : 333 et s. — Église, 253 — Barthélemy de Vir, 334 et s. — Sceaux, 334, 376, 379, 382, 385, 386, 406, 408, 410, 421, 422. — Château, 335. — Exactions, 337. — Hôtel-Dieu, 329 — Croisades, 346. — Chartes diverses, 341 et s. — Justice, 350. — Administration, 353. — Libéralité, 360. — Chapitre, 382 et s., etc. — Guise sous la Famille d'Avesnes, 386 et s. — R. 3, 14.

H

Hannapes (fondation d') Chartes, 391, 410.

Habergis, 193

Harduin de Grosville. — R. 4, 15. — Étude sur un tryptique, XXXII. — Pastels de de Latour, vus en Normandie, 422.

Harlay (Président de), 422.

Hédouville (De). Photographie et renseignements sur les églises de Rethel et Taillefontaine, XXXV.

Henri III et IV, 151.

Hidé (Hommage d'un manuscrit par la famille de M.), LI. — R. 6.

Hirson (Chartes), 352, 387.

Homme de corps, 178.

Hospice de Laon. — Vase Gallo-Romain, XI.

Houssaye (Arsène), 204.

Hugo, XLVI. — R. 6.

Hugues, 182.

I

Impression du Bulletin. — Proposition de M. Baudemant, XXVIII à XXXI. Observations diverses, LI.

Innocent IV, 178.

Installation nouvelle de la Société. — Allocution de M. de Florival, président, I.

Institution municipale et militaire de Guise, X.

Instruction secondaire à Guise, X.

- Inventaire du mobilier de la cathédrale de Laon, XI. —
De la vaisselle d'or et d'argent, 231.
Jacques d'Avesnes, 365 et s. — Croisades. — ~~Mort~~. 373.
Jadart. — Sacre de Charles VII, XXII. — Bibliophiles
Rémois, XLVII.
Janzé, 185, 195.
Jardel, LIII.
Jeanne d'Arc. — Procession de Brignoles, XLIII,
XLVII, LII.
Jeunesse de Louis XIV et XV par Alexandre Dumas,
203. — R. 13.
Jouette, 146.

L

- Labarthe (comte de), 432.
Labouret, artiste peintre. — Admission, XI, XIV. —
Communication sur des débris de Villa Romaine, XVI,
XVII. — Sur un legs projeté en faveur du Musée, XVI.
— Fouilles près d'Athies, par M. Labouret, XX. —
R. 4. — Don de dessins, XXVII, XXXVI. — Catalogue
de la collection Midoux, XXXI.
La Case-Dieu, 181.
La Fère (J. Colas, comte de), 148, 153. — R. 9. — (Châ-
teau et chambre des comptes de). — R. 13.
Lamartine, 185.
Lancival (Luce de), 137. — R. 9.
Laon. — Congrès de 1887, IX. — Histoire, XI. — Murs
des Chenizelles, 170. — Témoignage de l'évêque
Garnier, 178.
Latour (Quentin de), 422 — Son portrait en miniature,
431. — R. 15.
La Tour-du-Pin (De). — Étude sur Pierre II de Chambly,
III, V. — R. 3.
Lauranceau (M. le Préfet), président d'honneur, XVI
— R. 3.
Lausanne, 182.
La Val-Dieu, 181.
Lecture (Commission de) en 1891, II.
Lefebvre. — Admission, VI, 139.

- Lefèvre, administrateur des Hospices. — Don d'antiquités au Musée, IX.
- Le Gros, 138.
- Lemaitre, vice-président, R. 5. — Discours d'adieu à M. de Florival, XXXIV. — R. 7.
- Lemor, 138, 143, 147.
- Le Nain. — Famille et biens, VI. — Date de la naissance d'Antoine, V, VI. — R. 3.
- Lesquiellès, 339 et s.
- Lettres de Jean d'Estrées, XI.
- Licques, 181.
- Liesse. — Pèlerinage en 1728, 154.
- Ligue (La), 159.
- Ligueur (Un) comte de La Fère, 148. — R. 9.
- Lobgeois. — Les biens de la famille Lenain, VI. — Lecture d'un rapport sur le Bulletin, XXVII, XXIX. — 164. — R. 1, 3, 15.
- Louis XIII et Anne d'Autriche par M. Souchon, XLIV.
- Louis XIV (La jeunesse de). — Étude de cette pièce d'Alexandre Dumas par M. Glinel, X, XIV, 203. — Scène 5 de cette pièce, 208.
- Louis XV (La jeunesse de), 216
- Lovenjoul (Le vicomte de), 208.
- Lucy (Cimetière), XXXIX.
- Luce de Lancival par M. Glinel, XXXVII, 137, 147, 168. — R. 8.
- Luxembourg (Marie de), 232. — R. 13.

M

- Mahon, ancien professeur du Lycée de Laon. — Traduction de diverses pièces se rattachant à la Charte de Beaurieux de 1233, 97, 120.
- Mammifère (Étude de), VII.
- Marchais. — Tableau de l'Assomption par Quillet, IV.
- Marie Leczinska, 154.
- Mariette, 426.
- Marle (Monographie de), XIII.
- Marlier. — Communication d'un certificat de service

- militaire espagnol de M. le M^{is} de Monroy, XLII. — R. 5.
- Massé (Basile), 431.
- Matton. — Histoire de Guise. — Lectures sur l'instruction secondaire, les ménagers et les seigneurs de Guise, V, VI, X, XIX, XXXI à XXXIII, XLI, XLII, L, LI, 138. — Guise sous les Seigneurs du même nom, 333. — R. 3, 5, 14.
- Mayenne, 150-152.
- Mazarin, 208.
- Méchin, 145.
- Melleville, 164.
- Membres correspondants, III, XVI.
- Menu. — Communication sur des fouilles, XVI.
- Mesme (Président de), 425.
- Messagers de Guise, VI.
- Midoux. — Catalogue de ses collections et filigranes, XXXI, XXXII. — R. 4.
- Milon, 181, 182.
- Miniatures attribuées à Quentin de Latour, 431.
- Mobilier de la cathédrale de Laon en 1792, XI.
- Monbrun (Admission de M), XVI, XVII.
- Monchy (Abbé de), 321.
- Mondoucet. — Lettre, XXX.
- Mondrepuis. — Sa construction, 358.
- Monnaie imitée d'Aubron par Eudes, XX.
- Monroy. — R. 5. — XLII.
- Montélimar, 149.
- Montesquiou (Admission de M. le comte de), V, VI.
- Montigny-Lengrain, XXXVI.
- Montluc, 147.
- Montmorency, 152.
- Moreau (Charles), 217.
- Morel. — Don, XXII.
- Mosaïque, XII.
- Moulins banaux. — Procès, 125.
- Muret, 146.
- Murs des Chenizelles, 170.
- Musique. — Études de M. l'abbé Ply. — Morceaux de chants, VIII.

Musset (Alfred de). — Souvenir d'une lecture par M. Baillet, XLVI, 183. — R. 12.

N

Napoléon, 146.

Neuville-en-Porcien, 182, 183.

Noé (M^{re} de), 142, 143.

Notaires, 139.

Noûe (Colas de la). — Bibliographie de Jacques Colas, comte de La Fère, 148. — R. 9.

O

Odéon, 207.

Offices et pratiques des notaires, 139.

Orgue de St-Eustache, VIII.

Origny-Sainte-Benoîte (Abbaye), I, XIX, XX, XXIX.

Ortobonus (archidiacre), 183.

P

Pain de Soile, 183.

Palant (M. l'abbé). — Offre de monographie. — Vœu pour la publication sommaire des séances de la Société académique, III, XIII.

Pamphlet anarchiste Laonnois de 1764, 245. — R. 14.

Paringault. — Histoire de la ville de Laon, XI.

Pape, 178.

Pastels de de Latour par M. Harduin de Grosville, 422 et s. Pâturages. — Procès, 133.

Paul III. — Bulle, XLIV.

Paupérisme par M. Tilorier, 158. — R. 10.

Pèlerinage de 1728 à Liesse par M. Souchon, 154. — Noms des pèlerins, 155. — R. 10.

Péronne (M^{re}). — Sa biographie. — Don de son buste par M. l'abbé Ply, XXIX. — R. 4.

Petit St-Vincent. — Étude par M. Souchon, VIII.

Philippe I^{er}. — Ses deux couronnements en 1059 et 1071, XXI et s. — R. 4.

- Philippe II, 152.
Philippe-Auguste. — Guerre. — Trèves. — Influence,
369 et s.
Philippe d'Alsace, 365.
Philosophie (Ma) par M. Tilorier. — R. 13. — 243.
Picardie historique et monumentale, XLI, LII.
Pierre II de Chambly, III.
Pierrepont, 182.
Pilloy. — Congrès de Charleroy, XXXIX. — De Clas-
tres, XXII.
Plaques ajourées, XII.
Ply (M. l'abbé). — Admission, V, VI. — Don de plusieurs
ouvrages concernant la musique, les orgues et l'his-
toire d'Origny, VIII, XX, XXIX. — Biographie de
M^r Péronne et don de son buste, XXIX. — R. 3. —
R. 4.
Poésie. — Concours, XIV. — De Luce de Lancival, 139,
143. — De M. Tilorier, LI, 161, 162, 165, 175. — Litu-
rgiques, XLVII. — R. 10, 11.
Poissonnier. — Histoire d'Origny, XX, XXIX.
Pompadour (M^{me} de), 426.
Portrait de Louis de Clermont, X.
Préfet (M. le) accepte la présidence d'honneur, XVI.
Prémontré (Étab. de), 341, 346.
Presles-et-Boves. — Atelier quaternaire. — Chapiteaux,
VII, XXII.
Pressoirs banaux. — Procès, 425.
Prisons. — Ferrements, XLI. — R. 5.
Prou. — R. 3.
Prumm (Ab.) 342.
Publication des séances (Vœu pour la), III.

Q

- Quentin de Latour, 422.
Questions sociales, 159.
Quillet, peintre-moine de l'abbaye de St-Martin, IV. —
R. 3.

R

- Rachel, 193.
Racine (Statue de), LI.
Raoul de Coucy, 365.
Réaumur, 193.
Reims. — Mosaïques, XII. — Noms des architectes de la cathédrale, XXVIII, 181, 183. — Bibliophiles, XLVII.
Remies. — Découverte de vases Gallo-Romains, XI.
Renaud, 181.
Renneville, 182.
Retheuil (église), XXXV.
Révolution (Fête de la), LI.
Richelieu, 219.
Richer d'Aubenton. — Intendant, 156.
Rieux (Le Président de), 423, 428. — (Comtesse de), 429.
Riomet, instituteur à Berlise. — Admission, III.
Robert d'Aire, 306 et s.
Rochechouart (l'évêque de), XLVII.
Rochechouart (Société de). — Demande d'échange de Bulletin, XVIII, XLVII.
Roger, 182.
Romains. — Débris d'antiquités, XVI.
Roubaix. — Société d'émulation, III.
Roucy (le comte de) en 1653, VIII.
Roye (Albert de) évêque de Laon. — Son testament, XXXIII. — R. 5.
Rozoy, 182.
Ruffé (Diane de), 219.
Russie. — Communication de la Société archéologique, XLV. — R. 13.

S

- Sacre de Charles VII, XXII.
Saint-Acheul. — Histoire de l'abbaye, XXVII.
— Anstrude, XIII.
— Baudouin, XIII.
— Canoëld, XIX.
— Chamans (M^{me} la marquise de). — Son admission, III et V.

Saint-Gobert du Laonnois, XIII.

- Jean de Coucy, 314.
- Martin (Abbaye de), XV, 180-183-342. — R. 12.
- Michel, 364.
- Pol, 232. — Prix, 348.
- Quentin. — Plaques ajourées carolingiennes, XII.
— Concours de poésie, XIV. — Manuscrit sur
l'abbaye Sainte-Benoîte, XIX.
- Thomas, XXXVI. — Vincent, 313, 317. — R. 3.
- -Vaast (Château de), 432.

Saleghem, 181.

Samuel Bernard, 431.

Sara de Soile, 183.

Sceaux, 334, 348, 376, 379, 382, 385, 386, 406, 408, 410,
421, 422. — R. 15.

Sesmaisons (De), 429.

Session des Sociétés savantes en 1892, III. — En
1893, XVIII.

Siège de La Fère, 152.

Simon, 181.

Sociales (Questions), 159.

Société académique de Laon : Séances, III. — De l'Alliance
Française : Cotisation de 6 fr. votés, XLV. — Réunion
des Sociétés Savantes en 1892 et 1893, III, XVIII. —
D'histoire littéraire de la France, XLI. — De Senlis et
de Montauban (visites), XLIX. — Des Beaux-Arts,
circulaire, LII.

Sorel (Albert), XLVIII.

Souchon. — Inventaire de la vaisselle d'or et d'argent de
la comtesse de La Fère, duchesse de Luxembourg, III,
231. — Date de la naissance d'Antoine Lenain, VI. —
Étude sur le Petit St-Vincent, VIII, 313. — Congrès
de 1887, IX, XII. — Lecture de l'inventaire du mobilier
de la cathédrale de Laon en 1792, XI. — Notice sur un
fragment d'ardoise de Foigny, XVI, XLV. — Inven-
taire des archives d'Anizy, XX. — Explication des
deux couronnements de Philippe I^{er}, XXII et s. —
Manuscrit concernant Albert de Roye dont le testa-
ment peut être utilisé pour la géographie et le pouillé
du diocèse de Laon au XIV^e siècle, XXXIII. —

Mémoires sur Louis XIII, XLIV. — Note sur le pèlerinage de Liesse en 1728, en vue de l'heureuse délivrance de Marie Leczinska, 154. — Reconstitution des murs des Chenizelles, 170. — Réintégration de pièces aux archives départementales, 180. — R. 3, 4, 5, 10, 11, 12, 13, 14.

Souëf, 146.

Soile, 183.

Sorel. — L'Europe et la Révolution française, XLVII.

Souvenirs de Théâtre. — Poésie de M. Tilorier, 165.

Spelberch de Louvenjol, 208.

Subvention de 200 fr. du Conseil général, III, XVIII, XXXVIII, L.

Sulsique (ferme de), 161.

T

Tableau de l'Assomption, de Quillet, IV. — De l'église St-Remy, de Reims, XXIX.

Taillefontaine (Église de), XXXV.

Templeux-la-Fosse. — Cimetière, XXII.

Terreur. — Les Reclus de Toulon, XXXIX.

Testament. — Du curé Bernot au XIII^e siècle, XIII. — En temps d'épidémie, 150.

Théâtre. — Belge, 206, 218. — Français, 217. — Souvenirs de Théâtre par M. Tilorier, 161.

Thérouanne, 181.

Thomas de Marle. — Enterré à Nogent. — M. l'abbé Palant se propose de réhabiliter sa mémoire, XXXVII.

Thou (De), 149.

Tilorier. — Don d'un volume sur le Paupérisme et d'un volume de Poésie. — Rapport XXXII, XLIII, LII. — Le Paupérisme, 158. — Poésies diverses, 161. — Conte en vers : C'est la foi qui sauve, XLVI, 174. — Ma Philosophie, 243. — R. 10, 11, 13.

Tournai, 181.

Traduction de diverses pièces se rattachant à la Charte de Beaurieux par M. Mahon, 97, 120.

Tragédie de Luce de Lancival, 143, 147.

Traité de Vervins, 153.

Tronchain, 181.

Tryptique de l'église de Bon-Sainte-Rectrude (Pas-de-Calais), XXXII. — R. 4.

Turgot Renée, 432.

Typographie, XV.

V

Valence, 149.

Van Loo, 431.

Vases Gallo-Romains, XI.

Vauvillé. — Ouvrage sur le département de l'Aisne, VII.

Verrou de la Reine (Le), 219.

Vervins (Traité de), 153.

Villa Romaine, XVII.

Vinchon, 162.

Vote par correspondance, II.

W

Waignon, 182.

Wauranne (Jean de), XIX.

Wimy. — Modification de son institution, 420.



TABLE GÉNÉRALE

	Pages.
<i>Rapport sur les travaux des dernières années par</i>	
M. GLINEL, secrétaire-général	1
PROCÈS-VERBAUX.	1
(Voir la <i>Table analytique</i> page 459 qui rappelle toutes les communications constatées dans ces procès-verbaux).	
<i>Discours d'adieu à M. DE FLORIVAL, par M. LEMAITRE.</i> xxxiv	
<i>La Charte de Beaurieux, M. COMBIER</i>	1
<i>Errata de cette Charte</i>	433
<i>Luce de Lancival, M. GLINEL</i>	137
<i>Jacques Colas, comte de La Fère, M. DE FLORIVAL</i>	148
<i>Un Pèlerinage à Liesse, M. SOUCHON</i>	154
<i>Rapport par M. COMBIER sur deux ouvrages de M.</i>	
<i>TILORIER : le Paupérisme et Poésies.</i>	158
<i>Souvenirs de Théâtre, par M. TILORIER</i>	165
<i>Reconstruction des murs des Chenizelles en 1669,</i>	
<i>M. SOUCHON.</i>	170
<i>C'est la foi qui sauve, conte par M. TILORIER.</i>	174
<i>Témoignage d'un évêque de Laon, etc., etc., M. BAU-</i>	
<i>DEMANT</i>	178
<i>Réintégration de pièces aux archives, M. SOUCHON</i>	180
<i>Souvenirs d'une lecture (A. de Musset), M. BAILLET.</i>	183
<i>La Jeunesse de Louis XIV et la Jeunesse de Louis XV,</i>	
<i>M. GLINEL</i>	203
<i>Compte-rendu des ouvrages d'archéologie russe, M. COM-</i>	
<i>BIER.</i>	221
<i>Inventaire de la vaisselle de la duchesse de Luxembourg,</i>	
<i>M. SOUCHON.</i>	231
<i>Ma Philosophie (vers), M. TILORIER.</i>	243
<i>Pamphlet anarchiste Laonnois de 1764, M. COMBIER</i>	245
<i>Notes faisant suite au travail précédent id.</i>	292
<i>L'Hôtel du Petit Saint-Vincent, M. SOUCHON.</i>	313
<i>Les Dépenses d'autrefois, M. DE FLORIVAL</i>	323
<i>Guise sous les Seigneurs du même nom, M. MATTON.</i>	333
<i>Notes sur deux portraits de de Latour, M. HARDUIN</i>	
<i>DE GROSVILLE</i>	422
<i>Errata de la Charte de Beaurieux, M. COMBIER</i>	433
<i>Liste des Membres de la Société</i>	450
<i>— des Sociétés correspondantes.</i>	454
<i>Table analytique</i>	459



Princeton University Library



32101 076386786

